

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 07/07/2017

N° : 2017/32

SOMMAIRE

↳ Bureau de la Métropole

Finances et administration générale	page 4
Economie, nouvelles technologies, Enseignement supérieur	page 13
Emploi, formation professionnelle, insertion	page 54
Transports, déplacements et accessibilité	page 55
Urbanisme et aménagement	page 84
Développement territorial, logement, centres anciens, Contrat de ville	page 111
Environnement, développement durable, Agriculture et forêt	page 117
Cadre de vie, traitement des déchets, Eau et assainissement	page 137
Tourisme, valorisation du patrimoine	page 161
Voirie, espaces publics et grands équipements Métropolitains	page 163

↳ Conseil de la Métropole

Finances et administration générale	page 171
Economie, nouvelles technologies, Enseignement supérieur	page 259
Transports, déplacements et accessibilité	page 267
Urbanisme et aménagement	page 289
Développement territorial, logement, centres anciens, Contrat de ville	page 302
Environnement, développement durable, Agriculture et forêt	page 307
Cadre de vie, traitement des déchets, Eau et assainissement	page 310
Tourisme, valorisation du patrimoine	page 317
Mer, littoral et ports, protection et mise en valeur Des espaces maritimes et naturels	page 318
Voirie, espaces publics et grands équipements Métropolitains	page 326
Culture et sport, grands événements métropolitains	page 331

LES DELIBERATIONS
BUREAU DU 18 MAI 2017

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Bureau de la Métropole

18 MAI 2017

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et aux portes des Hôtel de Ville des Communes Membres à partir du et ce, pour une durée d'un mois.



Commission "Finances et Administration Générale"

FAG 001-1891/17/BM

■ **Approbation d'une convention de partenariat avec l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) dans les univers "véhicules", "services", "informatique et consommables" et "mobilier"**
MET 17/3619/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article 26 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, les acheteurs peuvent recourir à des centrales d'achat. Dans le cadre de sa politique d'optimisation des coûts et des procédures, la Métropole Aix-Marseille Provence a ainsi ponctuellement recours

aux services de l'UGAP pour la satisfaction de certains de ses besoins en fournitures ou services.

Pour accéder aux conditions financières les plus avantageuses, il est possible de négocier avec l'UGAP des conventions partenariales définissant des taux d'intermédiation plus bas que les tarifs « tous clients » ou « grands comptes », ces taux étant inversement proportionnels aux volumes commandés annuellement par univers achat visé.

Les territoires du Pays d'Aix et de Marseille Provence ont mis en place de telles conventions, respectivement depuis 2014 et 2015, tandis que la Régie des Transports Métropolitains (RTM) dispose de deux conventions visant les univers « services » et « véhicules ».

Dans une démarche de performance achat, la Métropole a souhaité maximiser l'effet volume et négocier une nouvelle convention avec l'UGAP permettant à l'ensemble des territoires, communes et partenaires telles que la RTM et la RDT13 d'obtenir des conditions financières plus avantageuses que celles des conventions des territoires du Pays d'Aix, de Marseille Provence et de la RTM préexistantes, et permettre ainsi d'obtenir des taux d'intermédiation plus bas.

Dans une volonté de faire bénéficier les communes et partenaires des mêmes conditions financières, la nouvelle convention permet à chacune des 92 communes de la Métropole d'utiliser cette convention pour ses propres besoins, sans nécessité de délibérer (en y adhérant par simple courrier (cf. liste en annexe 2)).

Les conditions tarifaires applicables sont fixées à l'article 4 de la convention et en son annexe 3, et synthétisées ci-dessous :

Univers	Estimation du besoin	Taux d'intermédiation de la nouvelle convention	Ancien taux d'intermédiation (pour mémoire)
Véhicules	20 millions d'euros HT	3%	4%
Services	26 millions d'euros HT	4,8%	5,5%
Informatique et consommables	16 millions d'euros HT	de 4% à 5% (en fonction des segments d'achat)	de 5% à 6% (en fonction des familles d'achat)
Mobilier	11 millions d'euros HT	de 4% à 6% (en fonction des segments d'achat)	n/a

Ces conditions financières pourront faire l'objet de réajustements en cours de contrat, en fonction de l'évolution des volumes achats constatés par univers.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- L'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- Le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics .
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Vu le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la présente convention permettra par l'effet de masse d'obtenir de meilleurs prix pour l'achat des véhicules, des prestations de service et des matériels et consommables informatiques et de mobilier,
- Que la présente convention permettra à la Métropole Aix-Marseille Provence et à ses co-partenaires de participer à la prescription des besoins dans le cadre du lancement des consultations par la centrale d'achat,
- Que l'adhésion de la RTM et de la RDT13 permet d'afficher une volonté de partenariat entre les entités métropolitaines dans le cadre de la commande publique.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour l'achat des véhicules, des prestations de service et l'achat des matériels et consommables informatiques et de mobilier, d'une durée de 4 ans.

Les communes de la Métropole Aix-Marseille-Provence pourront recourir si elles le souhaitent à la convention signée entre Métropole Aix-Marseille-Provence et l'UGAP sur simple courrier d'adhésion.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé :

- à signer la convention partenariale avec l'UGAP jointe en annexe, ainsi que tout autre document nécessaire à sa bonne exécution,

- à passer commande auprès de l'UGAP conformément aux dispositions de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et au décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et prendre toutes les décisions y relatives.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits annuellement sur les budgets correspondants pour chaque budget par sous-politique, fonction, chapitre et nature concernés pendant la durée de la convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 002-1892/17/BM

■ Réforme de véhicules légers et de véhicules utilitaires de poids inférieur à 3,5 tonnes et de véhicules deux roues MET 17/3557/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Territoire Marseille Provence dispose d'un parc de véhicules légers, de véhicules utilitaires de poids inférieur à 3,5 tonnes et de véhicules deux roues lui permettant d'exercer ses compétences.

Compte de l'ancienneté (au-delà de 7 ans) ou du kilométrage (+ 100 000 km) de certains véhicules, il est nécessaire de les retirer de l'inventaire du Territoire Marseille Provence et de procéder à leur réforme.

11 de ces véhicules feront l'objet d'une vente aux Domaines et ouverte aux particuliers. Une large communication sera effectuée auprès des agents de la Métropole Aix-Marseille Provence pour leur permettre de participer à ces ventes à titre personnel.

Par ailleurs deux véhicules, compte tenu de leur état, seront repris à la tonne par un ferrailleur et 9 scooters sont repris par le prestataire actuel, Caldentey, dans le cadre du marché (prix argus).

En conséquence, il apparaît nécessaire de procéder à la réforme de ces véhicules listés dans le tableau annexé (annexe 1).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de prononcer la réforme des véhicules légers, véhicules utilitaires de poids inférieur à 3,5 tonnes et des véhicules deux roues dont la liste est jointe, compte tenu de leur ancienneté, de leur kilométrage important ou de leur état d'épave.

Délibère

Article 1 :

Les véhicules figurant dans le tableau ci-annexé sont retirés de l'inventaire du patrimoine du Territoire Marseille-Provence.

Article 2 :

Les recettes correspondantes à ces ventes seront constatées au budget principal de la Métropole Aix-Marseille Provence : sous politique A 110, Fonction 020, Chapitre 11, Nature 7788, 6DPL.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 003-1893/17/BM

■ Prise à bail de locaux sur le site du Décisium pour les services du Territoire du Pays d'Aix MET 17/3670/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le 31 mars 2017, le Territoire du Pays d'Aix a libéré des locaux de 155 m² occupés par la Cité des Métiers sis 1 cours Sextius à Aix-en-Provence car peu adaptés à la réception du public. Cette location revenait à 58 583 € TTC/an (loyer, charges, cartes de

parking) pour 3 agents soit un ratio par agent de 19 528 € TTC/an.

Les réaménagements des Directions nécessitent la prise à bail de locaux supplémentaires pour accueillir les nouveaux agents et redéployer certaines directions.

Des locaux sont proposés à la location au Décisium Bâtiment C1 (situés 1 rue Mahatma Gandhi 13090 Aix-en-Provence), 180 m² au RDC, 274 m² au 1^{er} étage et 113 m² au 2^{ème} étage. Ces locations permettront de regrouper les agents sur un site où le Territoire du Pays d'Aix loue déjà deux bâtiments (Décisium A1 et A2).

A ce jour, sur ces trois niveaux, seuls les deux premiers, c'est-à-dire le RDC pour 186 m² et le 1^{er} étage pour 274 m² sont libres de toute occupation et peuvent faire l'objet de la conclusion d'un bail.

Pour le 2^{ème} étage, d'une superficie de 113 m², les locaux sont appelés à être libérés très prochainement. Pour répondre aux besoins des services du Pays d'Aix et pour assurer une unité d'occupation, ces locaux feront l'objet de l'approbation d'un bail dès qu'ils seront libérés.

Le loyer annuel de ces locaux est proposé à 135 € HT/HC/ m², pour une estimation des domaines de 150 € HT/HC/m², soit un coût annuel global pour le RDC et le 1^{er} étage de 89 660 € HT, soit 107 592 € TTC (loyer, charges + taxe foncière) pour 21 agents, soit un ratio par agent de 5 123 € TTC/an.

Cette location intervient au moindre coût compte tenu du loyer proposé inférieur à l'évaluation des Domaines et du bon état des locaux qui nécessitent peu de remise en état et ce uniquement pour le RDC.

Le bailleur propose de prendre en charge les travaux de peinture et de cloisonnement avec modification de l'électricité, de la climatisation et du chauffage des locaux du RDC moyennant un surloyer annuel de 6 881,63 € HT, soit 36,99 € HT/m² sur une durée de 3 ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- L'avis des Domaines n°2017-001L0375 en date du 29 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est décidé de prendre à bail des locaux au Décisium bâtiment C1, sis 1 rue Mahatma Gandhi 13090 Aix-en-Provence pour 180 m² au RDC et 274 m² au 1^{er} étage, pour un loyer annuel de 135 € HT/HC/m² et une provision annuelle de charges de 41 €/HT/m², 5 places de parking supplémentaires sont louées pour un loyer annuel de 1.800 € HT.

Le loyer annuel de ces biens s'élève à 63 900 € HT, soit 76 680 € TTC et les charges annuelles à 18 860 € HT, soit 22 632 € TTC auquel s'ajoute pour le RDC une majoration annuelle de loyer de 6 881,63 € HT soit 36,99 € HT/m² sur une durée de trois ans, en contrepartie des travaux de peinture et de cloisonnement effectués par le bailleur.

Article 2 :

Est décidé d'accorder à l'intermédiaire une commission à hauteur de 10 % HT du loyer annuel HT, soit 6 390 € HT.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer les baux dont un exemplaire est annexé au présent rapport.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 004-1894/17/BM

■ Indemnisation amiable des préjudices commerciaux subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

MET 17/3300/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence entrevoit d'engager d'importants travaux d'aménagement structurant sur le territoire métropolitain.

Toutefois, consciente que les gênes et perturbations engendrées par ces travaux auront une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains de ces futurs chantiers.

Ainsi, par délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016, elle a créé une Commission d'Indemnisation Amiable des Préjudices Economiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Commission d'Indemnisation Amiable examine les réclamations des professionnels et propose des indemnisations pour les préjudices économiques en lien de causalité direct avec les travaux engagés dès lors qu'ils ont été réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Lors de sa réunion du 4 mai 2017, la Commission d'Indemnisation Amiable s'est prononcée sur :

- 1) La recevabilité d'aucune demande d'indemnisation :
- 2) Le montant des indemnités proposées dans le cadre des dossiers suivants auxquels elle a décidé d'appliquer une pondération des 40 % sur le montant du préjudice déterminé par expertise judiciaire, au titre des sujétions normales que les riverains de la voie publique sont tenus de supporter sans indemnité :

TRAMWAY RUE DE ROME

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Proposition de la Commission
TMW-2015/12/141	PRALINE	167 rue Rome 13006 Marseille	14/01/13 au 27/02/15	28 217 €	16 930 €
TOTAL				28 217,00€	16 930,00€
Montant des indemnisations déjà accordées					5 916 253,00 €
Total général TRAMWAY RUE DE ROME					5 933 183,00 €

VIEUX-PORT II

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Proposition de la Commission
VXP II-2016/09/10	PIAZZA PAPA	14-15-16 Quai de Rive Neuve 13007 Marseille	15/09/15 au 31/05/16	105 000 €	63 000 €
VXP II-2016/08/09	L'IMAGE EN PROVENCE	28 Quai de Rive Neuve 13007 Marseille	15/09/15 au 31/05/16	10 335 €	6 201 €
TOTAL				115 335,00€	69 201,00€
Montant des indemnisations déjà accordées					112 542,00 €
Total général Vieux-Port II					181 743,00 €

Par conséquent, il est proposé d'adopter l'avis de la Commission d'indemnisation amiable relatif à l'examen des montants d'indemnisation retenus pour les 3 dossiers ayant fait l'objet d'une expertise judiciaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.
- La délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016 relative à la constitution de la Commission d'Indemnisation amiable de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire de Marseille Provence du 17 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de minimiser l'impact sur la vie économique locale des travaux engagés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avis de la Commission d'Indemnisation relatif à l'indemnisation des 3 dossiers précités pour un montant total de 86 131,00 euros.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer les protocoles d'accord transactionnels ci-annexés ainsi que tout acte nécessaire à la mise en œuvre de ces décisions.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous-Politique C311 – Nature 65888 – Fonction 020 – Chapitre 65 – 4DIFRA.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 005-1895/17/BM

**■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association France Urbaine
MET 17/3528/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Issue de la fusion de l'Association des Maires de Grandes Villes de France (AMGVF) et de l'Association des Communautés Urbaines de France (ACUF), l'association France Urbaine a pour but de représenter et défendre les intérêts des territoires urbains, et pour cela :

- renforce les liens entre les différents territoires urbains ;
- facilite les échanges d'informations sur tous les sujets les concernant ;
- développe la réflexion, la coordination et la collaboration dans les domaines d'intérêt commun ;
- élabore des propositions communes dans ces domaines ;
- soutient ces propositions auprès de l'Etat, du Parlement, des autres collectivités et des organismes concernés afin de concourir à leur réalisation ;
- et mène des actions en commun avec ses partenaires.

Pour atteindre ses objectifs, l'association France Urbaine est notamment amenée à :

- proposer, réaliser ou coordonner des études ;
- et organiser des réunions d'information, conférences, colloques, forums, ou toute autre rencontre en lien avec son objet.

Cette association offre aux collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunale adhérents la possibilité de se

regrouper au sein d'une structure unique permettant à la fois de répondre aux défis posés par le monde urbain, de développer les services proposés aux territoires et de mieux répondre aux enjeux auxquels ils sont confrontés, dans le respect de leur diversité, avec l'ambition de peser dans les débats locaux, nationaux et internationaux.

Par délibération n° FAG 044-1045/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à l'Association France Urbaine.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association pour l'année 2017.

Le montant de la cotisation est fixé à 208 291 euros pour l'année 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 044-1045/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association France Urbaine ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2017 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que cette association offre aux collectivités territoriales et établissements publics de

coopération intercommunale adhérents la possibilité de se regrouper au sein d'une structure unique permettant à la fois de répondre aux défis posés par le monde urbain, de développer les services proposés aux territoires et de mieux répondre aux enjeux auxquels ils sont confrontés, dans le respect de leur diversité, avec l'ambition de peser dans les débats locaux, nationaux et internationaux ;

- Qu'il convient de renouveler l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association France Urbaine pour l'année 2017 ainsi que le paiement de la cotisation annuelle ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association France Urbaine pour l'année 2017 ainsi que le paiement de la cotisation, d'un montant de 208 291 euros (deux cent huit mille deux cent quatre-vingt-onze euros).

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole, Chapitre 011, Nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 006-1896/17/BM

**■ Renouvellement de l'adhésion à l'Association Finances Gestion Evaluation des Collectivités Territoriales (AFIGESE) et paiement de la cotisation 2017
MET 17/3592/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'AFIGESE est une association de professionnels des collectivités territoriales, travaillant sur les métiers des finances, du contrôle de gestion et de l'évaluation des politiques publiques.

Cette association a pour objet d'affirmer l'attachement de ses membres aux valeurs suivantes :

- la libre administration des collectivités territoriales ;
- le citoyen au centre de la problématique du service public ;
- le professionnalisme, la transversalité et le partage des cultures.

Les moyens d'action de l'AFIGESE sont :

- l'organisation d'une manifestation annuelle appelée les Assises de la fonction financière (manifestation organisée avec succès depuis plus de 20 ans) ;
- l'organisation de formations ;
- la constitution de groupes de travail sur des sujets préoccupant les collectivités territoriales.

Les statuts de l'association permettent aux collectivités territoriales et organismes de droit public de devenir membres de cette association, offrant ainsi à leurs cadres intéressés un lieu d'échanges, de formation et de confrontation des problèmes rencontrés, dans une optique de plus grand professionnalisme et de performance de leur collectivité.

La qualité de membre de cette association permettra notamment de bénéficier d'un tarif privilégié pour l'inscription d'élus ou d'agents de la collectivité aux assises annuelles et à toute formation organisée par cette association ou en liaison avec d'autres partenaires, ainsi que de recevoir gratuitement tous les documents élaborés ou publiés par l'Association.

Compte tenu de l'intérêt de notre établissement d'avoir des collaborateurs toujours mieux formés et en mesure d'apporter des idées, des réflexions et des solutions durables à nos problématiques, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence adhère à l'AFIGESE.

Afin de pouvoir participer à trois groupes de travail de l'AFIGESE, il est proposé que la Métropole ait trois représentants au sein de cette association.

Pour l'année 2017, cela représente une cotisation de 986 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération FAG 001-801/16/CM du Conseil de la Métropole du 19 septembre

2016 portant adhésion à l'association AFIGESE.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole à l'association AFIGESE avec trois représentants à compter de l'année 2017, ainsi que le paiement de la cotisation de l'année 2017 de 986 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence Fonction 020 - Nature 6281 – Sous-politique A 440.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 007-1897/17/BM

■ Approbation d'un protocole transactionnel relatif à la résiliation du bail de sous-location du local sise 59-61 rue de la République à Aubagne du 30 novembre 2013 jusqu'au 20 juin 2022 - Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile MET 17/3620/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, aux droits de laquelle vient la Métropole Aix-Marseille-Provence, a conclu un bail commercial avec la SCI Charly pour une durée de 9 ans, du 1er juillet 2013 au 30 juin 2022, et pour un montant annuel de 100.464 € TTC.

La Communauté d'agglomération a sous-loué ce local à la société PRODEC, par contrat en date du 30 novembre 2013 jusqu'au 20 juin 2022, pour un montant annuel de 100.464 € TTC, avec faculté de mise en place et d'exploitation du lieu, dans le cadre d'un contrat dénommé « Bail commercial de sous-location ».

Ce contrat dans son article 4.1 prévoit que « compte tenu du caractère non lucratif de l'exploitation du showroom et de son objet d'intérêt général, le preneur bénéficiera d'une gratuité durant les 24 premiers mois de lancement de son activité ».

En application de cet article, un titre de recette a été émis par les services de la collectivité concernant le

loyer du local cité en objet pour la période du 1er décembre 2015 au 31 décembre 2016 pour un montant de 100 464 € TTC.

Une relance a été adressée par la collectivité à la société par courrier du 3 avril 2017 indiquant en outre qu'elle se verrait contrainte à défaut de règlement de résilier le bail de plein droit dans les conditions prévues par le contrat les liant.

La société PRODEC fait valoir qu'elle n'est pas redevable de quelque loyer que ce soit au titre de la période du 1er décembre 2015 au 31 décembre 2016, en application de l'article 4.2 du contrat les liant qui prévoit que « le montant total du loyer sera payé par compensation et déduction du montant des travaux effectués par le preneur et imposés à lui par le bailleur », des travaux ayant été effectués pour un montant de 375 000 euros TTC.

Elle fait valoir que ces travaux sont expressément prévus et chiffrés à l'article 5 du contrat.

Elle fait valoir par ailleurs que la convention de « Bail commercial de sous-location » a été consentie pour une durée ferme de 9 ans, du 30 novembre 2013 au 30 juin 2022 et que les investissements qu'elle a réalisés en application de l'article 4.2 du contrat l'ont été en considération de cette durée, que dans l'hypothèse d'une résiliation du bail à laquelle elle s'oppose, il en résulterait un droit à indemnisation de 330 473 euros, au titre des investissements non amortis dont 289 873 euros de travaux d'aménagement et 40 600 euros d'équipements en cuisine.

La Métropole Aix-Marseille-Provence reconnaît quant-à-elle la réalisation de travaux estimés à 375.000 € TTC sur la base de factures remises par le preneur au bailleur au moment de la signature du contrat tel qu'il résulte de l'article 5.1 du contrat.

En revanche, elle considère que la stipulation figurant à l'article 4.2 selon laquelle « le montant total du loyer sera payé par compensation et déduction du montant des travaux effectués par le preneur et imposés à lui par le bailleur » ne peut viser les travaux prévus à l'article 5.1 qui sont des travaux d'aménagement du local faisant l'objet du bail et que cet article met à la charge du preneur.

Elle considère qu'ils ne peuvent dès lors constituer la contrepartie prévue à l'article 4.2 et fait valoir par ailleurs que l'article 4.2 ne prévoit pas que les travaux commandés constituent l'unique contrepartie mais qu'ils viennent en déduction du loyer exigible.

Dans ce contexte elle s'estime fondée à poursuivre le recouvrement des loyers au titre de la période échue et en cours et, à défaut de paiement de résilier le bail sans indemnité.

Les parties reconnaissent conjointement l'ambiguïté des termes de l'article 4.2 du contrat les liant et l'impossibilité de poursuivre l'exécution dudit contrat

en conséquence de la divergence d'interprétation qui en résulte.

Dans ce contexte, les parties, s'étant rapprochées, ont convenu des termes d'un protocole transactionnel.

Ce protocole a pour objet de prévenir, par voie de transaction telle que prévue aux articles 2044 et suivants du Code civil, le différend opposant la Métropole Aix-Marseille-Provence à la société en ce qui concerne les modalités d'exécution du « Bail commercial de sous-location » les liant.

Les parties déclarent donc, par ce protocole, mettre un terme à la contestation née entre elles dans les conditions qui suivent.

La société PRODEC accepte la résiliation du bail à effet au 1^{er} juin 2017.

Elle renonce à se prévaloir, dans ses relations avec la collectivité ainsi que tous ses ayant-droit, de tous préjudices au titre de la perte de bénéfice dont elle fait état du fait de la résiliation de ce contrat et de tous préjudices supplémentaires que ceux dont l'indemnisation est concédée par le protocole.

Elle accepte de libérer les locaux en l'état, équipements de cuisine compris à l'issue de la période transitoire décrite dans le protocole.

Elle renonce en outre à se prévaloir de toute autre créance et de tous autres droits financiers issus de l'exécution du contrat.

La Métropole Aix-Marseille-Provence renonce quant-à-elle au recouvrement des loyers courant du 30 novembre 2015 jusqu'à la date de résiliation.

Tout titre de recette émis au titre de la période du 1er décembre 2015 au 31 décembre 2016 sera en conséquence annulé et ne sera pas réédité.

Elle accepte d'indemniser la société au titre d'une partie des travaux d'aménagement du local faisant l'objet du bail non amortis.

L'indemnisation admise à ce titre s'élève à un montant de 275 000 euros.

La Métropole Aix-Marseille-Provence laisse par ailleurs à la société PRODEC un délai de 1 an, soit jusqu'au 30 mai 2018, pour mettre fin à son activité et quitter définitivement les lieux.

Pendant cette période transitoire, la Métropole Aix-Marseille-Provence reprendra possession du local et pourra y apporter les modifications ou aménagements qu'elle souhaite sans que la société PRODEC ne puisse s'y opposer de quelque manière que ce soit.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil et notamment les articles 2044 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-191 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le contrat de sous bail de location du 30 novembre 2013 comporte des ambiguïtés diversement interprétées par les parties ;
- Que ces ambiguïtés rendent impossible la poursuite de l'exécution du contrat ;
- Qu'au vu de ces éléments un litige est né entre les parties ;
- Qu'un contrat de transaction peut être conclu à tout moment pour mettre fin à un litige né ou à naître ;
- Que les parties ont décidé d'engager des négociations pour mettre fin à l'amiabie au précontentieux relatif à l'impossibilité de continuer à exécuter le contrat en raison de l'ambiguïté de ce dernier et à la divergence d'interprétation qu'elles en ont ;
- Que les parties se sont rapprochées afin d'envisager les termes d'un accord amiable permettant de mettre fin au contrat et au litige qui les oppose et prévenir toutes contestations éventuelles sur les incidences financières de la résiliation du contrat.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société PRODEC ayant pour objet de régler définitivement et sans réserve le litige né ou à naître relatif d'une part à la résiliation du bail de sous-

location du 30 novembre 2013 jusqu'au 20 juin 2022 conclu entre les parties et, d'autre part, au paiement d'une indemnité visant à réparer le préjudice subi par la société PRODEC du fait non amortissement des travaux réalisés par elle à la demande du bailleur, pour un montant de 275 000 euros.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole et tous les documents y afférents.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Economie, Nouvelles Technologies, Enseignement Supérieur"

ECO 001-1973/17/BM

■ Attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle SAFE - Approbation d'une convention MET 17/3195/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'innovation et le développement des filières d'avenir.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a vocation à soutenir l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle grâce

notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés en France et à l'international.

Présentation du Pôle SAFE

Né en décembre 2015 du rapprochement des Pôles Pégase et Risques, le Pôle de Compétitivité SAFE réunit une communauté de près de 600 membres composés d'entreprises et d'organismes de recherche et de formation, issus majoritairement des secteurs de la sécurité, de la protection environnementale et de l'industrie aéronautique et spatiale.

Le cœur d'activité de SAFE Cluster (Security and Aerospace actors for the Future of Earth) est d'imaginer et construire collectivement des solutions innovantes pour la sécurité des populations et de l'environnement.

Le Pôle SAFE est le premier pôle européen dédié au domaine de la Sécurité Globale et à ses services associés, appuyé sur des filières aéronautiques et spatiales fortes intégrant l'offre de valeur. A ce titre, il ambitionne une visibilité internationale à court terme.

Avec près de 7 % de croissance annuelle aussi bien en France que dans le monde, la filière de la sécurité présente une opportunité de développement extraordinaire pour les membres de SAFE Cluster. Ils sont aujourd'hui majoritairement implantés en région PACA, une des régions françaises leader du secteur grâce notamment à une forte concentration d'acteurs issus de la sécurité civile et de la Défense.

Pour accompagner le développement des entreprises du réseau, SAFE Cluster leur propose des parcours « réseau », « business » et « croissance » avec des actions allant de l'émergence des projets à la recherche de partenaires technologiques et financiers, en passant par le développement à l'international. Le Pôle comptabilise 241 projets labellisés pour un budget total de 579 millions d'euros, dont 230 millions d'aides publiques (cumul Pégase et Risques).

En 2017, l'essentiel des efforts de SAFE se concentrera sur les axes stratégiques phares d'intervention suivants :

- l'accompagnement des entreprises, dans une logique d'engagement progressif et réciproque, sur l'ensemble de sa stratégie de développement. Cet accompagnement, porté avec des entreprises partenaires, couvre l'innovation, le financement, la relation au donneur d'ordres, la GPEC ou encore le développement international, dimension qui doit prendre une ampleur nouvelle dans les activités du Pôle ;

- la structuration des filières émergentes. Action permettant la montée en gamme des acteurs dans le domaine aéronautique et spatial, autour de territoires phares, dans la droite ligne des missions confiées aux

pôles de compétitivité en 2005. Capitalisant sur ces actions passées, SAFE reste le chef de file du développement en région PACA des filières émergentes liées aux services à base de drones et à l'industrialisation des dirigeables ;

- un investissement dans l'animation nationale et européenne du secteur de la Sécurité Globale, aux côtés des instances de filière déjà mises en place : besoins du marché, déclinaisons technologiques, cadre d'emploi, normes, faisabilité économique, etc.

Animation 2017 du Pôle SAFE

En regard des enjeux de son champ d'activité et des besoins de l'écosystème et des entreprises, SAFE construit son action sur 3 grands principes :

- accompagner les entreprises innovantes vers les marchés
- contribuer à l'animation nationale
- spécialiser les territoires

Un accompagnement des entreprises vers les marchés

A ce titre, SAFE mettra l'accent sur :

- l'accompagnement personnalisé des PME, selon une logique de parcours et avec l'appui de Pégase Croissance ;

- la priorité donnée à la preuve de concept et à la démonstration dans les projets, associant aussi bien les acteurs « techniques » que les bénéficiaires des produits ou service en développement ;

- un accompagnement vers les marchés, notamment à l'international, comprenant des actions structurantes comme la poursuite de la mise en place des comptoirs développés pour la filière aéronautique et spatiale ou les travaux sur la relation DO-PME au sein des programmes des 3 DAS : DAS sécurité et vulnérabilité, DAS intégration et conception de solutions et services, DAS industries d'excellence.

Une contribution à l'animation nationale et européenne

Dans une filière fragmentée et sur des marchés pouvant atteindre des tailles significatives, le développement des entreprises ne peut être considéré à une échelle régionale. Le Pôle se donne donc comme ambition d'animer un réseau national et international, au profit de la croissance de l'emploi sur le territoire français et en particulier sur son zonage. Un principe essentiel de son action sera de contribuer largement à la structuration et à l'animation de la filière industrielle de sécurité, en partenariat avec le COFIS (Comité de la Filière Industrielle de Sécurité). SAFE se placera en coordinateur de l'innovation pour les technologies de sécurité globale, avec un positionnement unique en Europe et en participant à l'European Alliance of Security Clusters co-construit par SAFE. Par ailleurs, SAFE sera très actif dans l'animation de la filière aéronautique et spatiale, en partenariat avec ses partenaires tels que le GIFAS (Groupement des Industries Françaises

Aéronautiques et Spatiales), le CORAC (Conseil pour la Recherche Aéronautique Civile) et l'EACP (European Aeronautic Cluster Partnership).

Une spécialisation territoriale

Le cahier des charges initial des pôles de compétitivité stipulait que le regroupement sur un même territoire de l'ensemble des acteurs concernés par une thématique (donneurs d'ordres, grands groupes, PME, laboratoire, écoles...) constituait le germe de la montée en gamme et en puissance d'un écosystème et un pôle d'attractivité pour les entreprises du secteur.

SAFE reprend à son compte ce postulat : la mise en place de communautés réunies sur des lieux communs, identifiés comme des pôles d'excellence thématiques, est un axe fort et un levier de compétitivité majeur.

Le Pôle, dans le cadre de ses actions, reste essentiellement dans son rôle d'animation. Les projets structurants Henri Fabre, RPAS Network, Airship Village ou encore de BASC à Nîmes, mobilisent autour des pôles l'ensemble des parties prenantes régionales au bénéfice des adhérents et plus spécifiquement des entreprises innovantes.

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle SAFE, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 89.500 euros, représentant 4,41 % du budget prévisionnel 2017 d'un montant de 2.028.651 €.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 50.000 € seront pris en charge sur l'Etat Spécial du Territoire de Marseille-Provence (CT1). La dépense en résultant sera imputée sur la sous-politique B320 chapitre 65 – nature 6574 – fonction 61 qui présente les disponibilités nécessaires.

- 35.000 € seront pris en charge sur l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix (CT2). La dépense en résultant sera imputée sur la ligne 3A/61/6574 qui présente les disponibilités nécessaires.

- 4.500 € seront pris en charge sur l'Etat Spécial du Territoire Ouest Provence (CT5). La dépense en résultant sera imputée sur la ligne 60/6574 qui présente les disponibilités nécessaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5218-1 et suivants;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 16 mai 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence du 17 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association Pôle SAFE une subvention de 89.500 €.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole :

- 50.000 € sur l'Etat Spécial du Territoire de Marseille Provence (CT1)
- 35.000 € sur l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix (CT2) ;
- 4.500 € sur l'Etat Spécial du Territoire Ouest Provence (CT5)

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 002-1899/17/BM

■ Attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle Capenergies - Approbation d'une convention MET 17/3194/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'innovation et le développement des filières d'avenir.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a vocation à soutenir l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés en France et à l'international.

Présentation du Pôle Capenergies :

Créé en 2005 et labellisé en tant que PRIDES en 2007, le Pôle de Compétitivité Capenergies, réseau des acteurs de la transition énergétique au service des territoires durables, contribue par son action à renforcer le développement des filières énergétiques et à fédérer les dynamiques collaboratives entre plus de 500 acteurs de la recherche, de l'industrie et de la formation sur les territoires de Provence-Alpes-Côte d'Azur, de Corse, de la Principauté de Monaco, de la Guadeloupe et de l'île de la Réunion.

L'un des axes majeurs d'activité du Pôle est l'accompagnement de projets innovants, de l'idée à la mise sur le marché, sur trois domaines stratégiques que sont l'efficacité énergétique, les systèmes énergétiques insulaires et zones isolées et la production d'énergie décarbonée. Ainsi, depuis sa création, le Pôle a labellisé 630 projets innovants, dont 359 ont trouvé un financement pour un budget investi de 1343 millions d'euros.

Il a pour ambition d'être un acteur important de deux grands défis de notre société :

- la transition énergétique, en contribuant à la recherche et à la diffusion de solutions concrètes pour le remplacement des énergies fossiles, la réduction de la demande énergétique et la maîtrise du changement climatique ;
- la compétitivité de la France, en favorisant le positionnement concurrentiel des entreprises régionales ou nationales sur les grandes filières énergétiques et en permettant de transformer son potentiel de recherche en produits ou services commercialisables.

DEVELOPPEMENT DE PROJETS ET PRODUITS

Partant du constat que :

- l'économie d'énergie est l'un des axes majeurs de la politique de transition énergétique nationale et régionale. Elle correspond à des enjeux importants en terme d'économie de ressources naturelles, de rejets de gaz à effet de serre et de réduction de la facture énergétique pour les particuliers, les entreprises et la France.
- la gestion de l'énergie de manière intelligente est l'outil qui permettra à la politique de transition énergétique de devenir une réalité. Elle est un enjeu majeur pour le maintien et le développement du système énergétique français, tant métropolitain qu'en territoires insulaires, à l'image des réseaux électriques intelligents.
- l'amélioration des performances et la réduction des coûts des énergies décarbonées représentent un levier important pour le déploiement à grande échelle et leur intégration dans le mix énergétique de demain...

...Capenergies structure sa stratégie autour de 3 axes porteurs d'enjeux importants :

- économiser l'énergie,
- gérer l'énergie de manière intelligente,
- produire de l'énergie décarbonée,

... appliqués à 3 types de territoires :

- territoires urbains et métropolitains
- territoires ruraux et de montagne
- territoires insulaires non-interconnectés et zones isolées

Le développement de l'innovation constitue l'un des leviers de la croissance des entreprises et de la création de valeur. Dans le domaine de l'énergie, ces innovations ont pour but d'améliorer les performances et la qualité des solutions existantes, d'accéder à de nouveaux marchés en adaptant les solutions à de nouveaux usages ou en développant de nouvelles fonctions et de réduire les coûts de production et in fine le coût du kWh.

Dans ce cadre, Capenergies a identifié 13 axes d'innovation autour de 3 axes porteurs :

Économiser l'énergie :

- outils, méthodes et technologies de réduction des pertes énergétiques dans les bâtiments
- systèmes de valorisation de la chaleur fatale (production de chaleur dérivée) dans tous les secteurs d'activité concernés
- matériaux et technologies pour bâtiments en milieu tropical

Gérer l'énergie de manière intelligente :

- outils et modèles de prédiction de la consommation et de la production d'énergie
- solutions de pilotage et d'optimisation de la consommation et de la production d'énergie (Smart Grid) pour les bâtiments
- systèmes de stockage électriques et thermiques
- solutions pour l'autoproduction/autoconsommation
- systèmes énergétiques autonomes à base d'ENR
- systèmes énergétiques embarqués
- systèmes de recharge et décharge de véhicules électriques et d'alimentation des navires à quai

Produire de l'énergie décarbonée :

1. optimisation des systèmes de production d'énergie renouvelable et nucléaire
2. composants et systèmes de production énergétique intégrés au bâtiment
3. recherche et développement dans le domaine des énergies de demain

Afin de faciliter et d'accélérer la mise sur le marché de produits et services, Capenergies proposera systématiquement un accompagnement aux porteurs ayant eu des projets labellisés. Un suivi de mise sur le marché sera également réalisé.

Le plan d'actions de Capenergies pour l'année 2017 se déclinera selon les axes suivants :

- accompagnement des porteurs de projets, de l'émergence jusqu'au financement.
- consolidation du processus de labellisation.
- suivi et promotion des projets financés, mesure de l'impact sur le territoire.
- accompagnement à la mise sur le marché des produits et services.
- organisation de 3 événements minima dédiés à l'innovation et à la commercialisation des produits et services innovants, particulièrement ciblés sur les filières stockage de l'énergie, biomasse et hydrogène.

- veille et communication à l'ensemble de ses membres sur les guichets de financement et appels à projets régionaux et nationaux sur les thématiques de l'énergie.
- participation à des jurys régionaux ou nationaux d'évaluation de projets : ADEME, Etat, Ecoles d'ingénieur, Universités...

DEVELOPPEMENT A L'INTERNATIONAL

Depuis plusieurs années, Capenergies conduit en partenariat avec divers acteurs de son écosystème des actions d'information et d'animation à visée internationale.

Les objectifs de ces actions concernent :

- la diffusion auprès de ses membres des informations relatives à l'activité du Pôle à l'international et/ou au contexte énergétique européen et mondial ;
- la mutualisation des actions internationales et exports avec d'autres structures, pôles et clusters de la région PACA ;
- le développement des coopérations à l'international en participant à des salons et événements ciblés sur les territoires du Pôle en lien avec l'international et en développant des partenariats avec des clusters européens.

L'ensemble de ses actions sur les deux dernières années ont permis d'asseoir sa stratégie sur le pourtour méditerranéen et sa stratégie sur les projets européens, pour ses membres et pour Capenergies.

Sur l'année 2017, Capenergies participera activement au déploiement des OIR Smart grids, Smart city, Smart mountain et Energies de demain et son action internationale est une brique transverse qui permettra de nourrir les plans d'actions opérationnels des OIR.

Pour 2017, les actions mises en œuvre au titre de l'international s'articuleront autour des axes suivants :

1) Veille internationale : publications auprès des membres du Pôle de bulletins d'informations (technologies et marchés) sur les thématiques « international » et « calls européens »

2) Animation :

- partenariat interpôles énergie : contribution à l'élaboration de missions collectives interpôles Business France/DGE sur les pays UK (EMR), USA (CES), Inde ET Chili (ENR)
- partenariat avec Ea, APEX, THE CAMP sur le volet international
- partenariat avec CAFAP
- participation de Capenergies au GT international Flexgrid, au GT international Think Smart Grid, au Comité Régional International, au GT Région Europe, au GT Smart Island.

3) Salons :

Participation de Capenergies à des salons internationaux, tel que la prochaine édition de l'ITER Business Forum qui se tiendra du 28 au 30 mars à Avignon.

4) Relations interclusters/partenariats internationaux :

- poursuite des relations inter clusters et partenariats initiés en 2015, avec pour objectifs de monter des consortiums de projets européens ou des actions ponctuelles
- préparation de dépôt des projets européens sur les guichets 2017 MED, ALPINE SPACE, IEV, INFRAIA, ALCOTRA, INNOSUP, COSME et INTEREGG avec le support de la cellule régionale à Bruxelles
- participation en tant que partenaire associé aux projets MED HORIZONTAUX : SYNGGY et MEDNICE

5) Colloque international :

En 2017, Capenergies souhaite préparer et organiser avec Green Univers (leader dans l'information économique sur les marchés de la transition énergétique) un colloque de portée internationale. Le sujet de ce colloque portera sur la mobilité électrique intelligente (les smart grids au service de la mobilité électrique) avec l'objectif de faire un point sur l'état des lieux et les évolutions des marchés dans le contexte européen et interconnecté, les initiatives proposées, ainsi que le contexte réglementaire.

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle Capenergies, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 70.000 euros, représentant 7,66% du budget prévisionnel 2017 d'un montant de 916.788 €.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 40.000 € seront pris en charge sur l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix (CT2).
- 30.000 € seront pris en charge sur l'Etat Spécial du Territoire de Marseille-Provence (CT1).

ACTIONS SPECIFIQUES REALISEES EN 2017

En 2017, deux actions spécifiques vont être menées ; l'une concerne le projet Flexgrid et l'autre, l'opération En'Durance Energies.

FLEXGRID

La Région PACA a été déclarée lauréate en mars 2016 suite à l'appel à projets de l'État pour mener à bien le projet FLEXGRID regroupant plus de 25 projets territoriaux et 7 projets transverses relatifs aux Réseaux Electriques Intelligents à l'échelle régionale. Elle en a confié la mise en œuvre opérationnelle au Pôle Capénergies. Ce programme associe les Métropoles Nice Côte d'Azur et Aix-Marseille Provence et d'autres collectivités locales, des entreprises de l'énergie et du numérique, des pôles de compétitivité et des institutions de recherche.

Au-delà de l'organisation de la gouvernance régionale, le Pôle doit aider au pilotage et à la mise en œuvre opérationnelle des projets constitutifs du programme FLEXGRID, coordonner les différents acteurs et assurer le suivi, la communication (élaboration d'un site Internet dédié) et le reporting.

Parmi les différents projets d'ores et déjà identifiés, une action ciblée sur le territoire de Marseille vise le déploiement d'une solution d'autoproduction/autococonsommation dans des îlots urbains afin de réduire la facture énergétique de ménages à revenus modestes allée à la diffusion d'équipements économes en électricité (lampes basse consommation, coupe-veille, économiseurs d'eau ...) et à une incitation à un comportement économe en énergie. Elle comprend l'installation de panneaux photovoltaïques (PV) en toitures de bâtiments d'un îlot urbain existant avec une autoproduction d'électricité totalement absorbée en consommation locale, l'objectif étant que cette part représente 20 à 30% de la consommation totale. Parallèlement, la consommation d'électricité est suivie de façon détaillée grâce aux compteurs Linky déployés par ERDF. Les évolutions comportementales sont analysées par une équipe de sociologues dans le but de construire une démarche d'apprentissage d'une « culture de l'énergie ». Le même type d'action est également conduite sur un îlot urbain (projet Allar) en cours de réalisation dans le périmètre d'Euroméditerranée mais avec cette fois une mixité d'usages (habitat, tertiaire, maison de retraite).

Au total, quatorze projets sont identifiés ou labélisés FLEXGRID sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

Deux d'entre eux sont des projets publics :

1. Projet Frais Vallon (Marseille) porté par la Métropole Aix-Marseille-Provence (et HMP)
2. Projet SE@NERGIES et THALASSOLAR (Port de Bouc) porté par la commune de Port de Bouc

Douze sont des projets privés :

3. Projet CEZANNE(Gardanne) porté par LOGIREM
4. Projet FLEX ENTREPRISES (FOS) porté par Jaguar Network et Ascometal
5. Projet SMART AIRPORT (Marignane) porté par l'aéroport AMP
6. Projet ENECO 2 (Istres) porteur ENECO France
7. Projet ENTREPOTS (FOS) porté par STEF avec procédé Photowatt
8. Projet PV COLD (Marseille, Cavaillon, Plan d'Orgon) porté par STEF avec procédé Storewatt
9. Projet SMART AGRICULTURE GREENHOUSE (13 et 84) portage Mathieu Gueret
10. SERRES PV (13) porté par TENERGIE
11. Projet ALLAR (Marseille), porté par EDF en partenariat avec Eiffage et EPAEM)

12. Projet XXL (Marseille) porté par Bouygues (et Embix)
13. Projet POWER TO GAS (13) porté par GRT GAZ (avec CNR, CEA Liten, Leroux et Lotz, Mc Phy, RTE)
14. Projet SOLARCAMP (13) pas de portage (acteurs Accenture, CSTB, The Camp, XYT SAS)

A ces 14 projets s'ajoute le projet « VINON » qui vise à assurer de manière optimale le lissage et un report d'énergie à la pointe du soir de la production d'installations PV de forte puissance des Alpes de Haute Provence en utilisant différents moyens de stockage d'électricité localisés à la cité des énergies du CEA de Cadarache (batteries, volants d'inertie, air comprimé ...) et également le fort potentiel de transfert d'énergie de l'usine hydroélectrique EDF de Sainte-Croix (équipée d'une turbine de 80 MW et d'une turbine-pompe de 55 MW). Seront testés différents horizons de temps (journalier et infrajournalier) et différentes puissances de PV en lien avec RTE, ERDF, les producteurs concernés et des fournisseurs des dispositifs de stockage d'électricité.

Pour mettre en œuvre le programme Flexgrid sur son territoire, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 20.000 euros, représentant 4,56% du budget prévisionnel de l'action 2017 d'un montant de 438.392 €.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 10.000 € seront pris en charge sur l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix (CT2).
- 10.000 € seront pris en charge sur l'Etat Spécial du Territoire de Marseille-Provence (CT1).

Offre de services « En'Durance Energies »

La plate-forme de Cadarache regroupe de très grands équipements de recherche fondamentale ou appliquée dans le domaine des énergies qu'elles soient nucléaires (fusion et fission) ou alternatives avec la Cité des Énergies. Les entreprises ayant signé un contrat de partenariat pour un programme de recherche et développement (R&D) avec le CEA, gagneront dans certains cas à s'installer sur place afin d'optimiser leurs travaux et les échanges entre équipes de recherche. Conscients de cet enjeu, le CEA et la Métropole ont décidé d'étudier ensemble la possibilité de créer un espace d'accueil pour les entreprises partenaires, sur les terrains du CEA situés hors clôture et à proximité de la Cité des Énergies, dénommé « En'Durance Energies ».

Le projet d'aménagement de cette zone, visant l'accueil d'entreprises voire de personnels détachés de centres de recherche, présente un grand intérêt pour la plate forme de Cadarache, au regard de divers champs de recherche déjà présents sur ce site et intéressant les différentes directions du CEA : la DEN (Energie Nucléaire), la DRF (Recherche Fondamentale qui regroupe l'ancienne Direction des

Sciences du Vivant et celle des Sciences de la Matière) et la DRT (Recherche Technologique) nouvellement dénommée CEATech.

Capénergies propose de rencontrer les acteurs clés du CEA afin qu'ils décrivent « l'offre de service » et les éléments différenciant qui conduiraient les entreprises à faire le choix de s'installer (ou une partie de leur équipe) sur ce site puis d'établir un panel d'entreprises sélectionnées parmi celles déjà partenaires du CEA ou susceptibles de le devenir.

Sous forme d'enquête auprès des entreprises potentiellement intéressées, le Pôle propose de tester si le concept crée de l'appétence et d'identifier celles qui pourraient envisager une implantation à court, moyen ou long terme puis d'établir une fiche d'expression de besoins pour les entreprises qui exprimeront un intérêt manifeste pour le site.

Pour cette action spécifique liée au projet En'Durance Energies, le CEA et la Métropole Aix-Marseille-Provence seront co-financiers. Le soutien financier de la Métropole s'élèvera à 15.000 euros, soit 50% du budget prévisionnel de l'action réalisée en 2017 d'un montant de 30,000 €, pris en charge sur l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix (CT2).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CC du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille-Provence du 17 mai 2017

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté politique de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association Capenergies une subvention totale de 105.000 € qui se répartit de la façon suivante :

70.000 € pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle. Celle-ci est prise en charge à hauteur de :

40.000 € sur l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix (CT2), imputés sur la ligne 3A/61/6574 qui présente les disponibilités nécessaires ;

30.000 € sur l'état spécial du Territoire de Marseille Provence (CT1), imputés sur la sous-politique B320 chapitre 65 – nature 6574 – fonction 61 qui présente les disponibilités nécessaires.

20.000 € pour les actions menées au titre de l'animation du projet FLEXGRID. Celle-ci est prise en charge à hauteur de :

- 10.000 € sur l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix (CT2), imputés sur la ligne 3I/61/6574 qui présente les disponibilités nécessaires ;

- 10.000 € sur l'état spécial du Territoire de Marseille Provence (CT1), imputés sur la sous-politique B320 chapitre 65 – nature 6574 – fonction 61 qui présente les disponibilités nécessaires.

15.000 € pour l'action relative à l'opération En'Durance Energies, imputés sur la ligne 3I/61/6574 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix (CT2) qui présente les disponibilités nécessaires.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée avec l'association Capenergies.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 003-1900/17/BM

■ Attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle Mer Méditerranée. Approbation d'une convention MET 17/3435/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'innovation et le développement des filières d'avenir.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a vocation à soutenir l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés en France et à l'international.

Présentation du pôle :

Le pôle Mer Méditerranée opère sur les régions PACA, Corse et Occitanie et porte la thématique du développement des activités maritimes sur les marchés applicatifs suivants :

- sécurité et Sûreté Maritimes
- naval et Nautisme
- ressources énergétiques et minières marines
- ressources biologiques marines
- environnement et Aménagement du Littoral
- ports, Infrastructures et Transports maritimes

Cette ambition se décline en trois orientations stratégiques

- être un des principaux leviers de la politique maritime intégrée et redéployer les politiques nationales au niveau régional
- être une référence internationale dans le domaine maritime et littoral et valoriser leurs membres et leurs territoires à travers la marque « Pôle Mer » en

consolidant notamment sa position de leader autour du Bassin Méditerranéen

- être un moteur de la compétitivité des entreprises par le développement d'une offre de service orientée business pour ses membres et la structuration et l'animation de filière.

Le pôle Mer Méditerranée compte 405 adhérents : 211 PME, 76 Groupes et Entreprises non PME, 75 Organismes de recherche et de formation, 43 membres de l'écosystème (banques, associations, réseau consulaire...) dont 114 issus du territoire Aix-Marseille-Provence, parmi lesquels on compte 73 entreprises.

Bilan des actions 2016

Programmes collaboratifs de Recherche et Développement

Pour le territoire Aix-Marseille-Provence le pôle a monté depuis sa création 114 projets collaboratifs de R&D financés. En 2016, 9 nouveaux projets ont été financés dans ce cadre.

En cumul historique, les projets accompagnés par le pôle ont généré 328 millions d'euros de dépenses de Recherche & Développement.

Contribution à la stratégie de développement territorial

- Les contrats de Baie

Le pôle est membre du comité de baie de la rade de Marseille : mise en place du contrat, participation aux réunions des commissions : pollution-qualité des eaux, préservation et restauration des écosystèmes, sensibilisation.

Le Pôle a été également impliqué dans la consultation visant à mettre en place des parcs Natura 2000 au large.

- Développement de la filière Eolien Flottant Off-Shore

Une task force réunissant les principaux acteurs publics (ARII, Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, DIRECCTE, ADEME, GPMM/DREAL) et les Pôles Mer Méditerranée et Capénergies a été mise en place en 2015 pour faciliter et accompagner le développement d'une filière industrielle sur l'Eolien Offshore Flottant en PACA. Une étude stratégique a été lancée pour contribuer à structurer cette filière émergente.

Le pôle Mer Méditerranée a été central dans le cadre du processus de concertation pour la mise en place d'une ferme pilote de 3 éoliennes (Projet Provence Grand Large attribué à EDF-EN) sur le territoire Ouest-Provence de la Métropole.

- Programme de recherches Vasco2 dans le cadre du projet PIICTO

Inscrit dans le cadre du projet structurant PIICTO, le programme de recherches VASCO² (Bio-valorisation

du CO² par cultures de micro-algues marines) a été retenue dans le cadre d'un appel à projets de l'ADEME.

Le Pôle Mer a apporté ses compétences et affecté une personne à temps plein pour la rédaction de la candidature à l'appel à projets.

Objectifs et plan d'actions 2017

Accompagnement et développement des entreprises de la filière :

Pour chacun de ses domaines d'activité stratégiques, le Pôle continuera à accompagner ses membres vers la valorisation économique de leurs innovations et ressources. Au-delà de la mission d'accompagnement que lui confère le statut de Pôle de Compétitivité, il développe une offre de services complémentaire pour le soutien à la croissance économique de ses membres et le développement économique territorial.

Le Pôle Mer propose à ses membres une offre de services dédiés à la « compétitivité, croissance et emploi », afin d'accompagner au mieux le développement et la pérennité de ses membres.

Le contrat de croissance est la forme la plus aboutie et complète de l'accompagnement du Pôle. Il traduit la volonté de concentrer ses moyens d'action sur des TPE et PME, qui présentent un potentiel et une volonté de croissance forte.

Dans ce contexte, les entreprises candidates et le Pôle définissent des objectifs de résultat, puis engagent ensemble un plan d'actions pluriannuelles.

Le Pôle devient un partenaire actif, en mobilisant forfaitairement l'ensemble de son offre de services (stratégie, financement, innovation, international, développement durable, compétences,...) pour permettre à l'entreprise partenaire d'atteindre les résultats définis en commun.

En 2017 le Pôle ambitionne de signer plus d'une dizaine de contrats avec des entreprises du Pôle, voire avec de futurs adhérents, portant un ou plusieurs des services mentionnés ci-dessus.

- L'international

Le groupe de travail international constitué d'une vingtaine de membres représentatifs des quatre collèges du Pôle, a défini sa stratégie ayant comme principaux objectifs :

- accompagner l'augmentation du CA à l'export des entreprises
- favoriser l'accès aux marchés internationaux pour les PME non exportatrices
- étendre le nombre de membres décidant de se positionner sur les marchés internationaux

Ainsi, le Pôle propose deux niveaux de service à l'international :

- un « Pack International », ensemble d'actions pensées sous forme de parcours pour conduire les PME sur de nouveaux marchés.
- des actions plus « classiques » de promotion

des membres à l'international

Poursuite de la contribution aux projets structurants du territoire

- Etude Scrubber

Le Grand Port Maritime de Marseille-Fos souhaite faire étudier par un consortium conduit par le Pôle la faisabilité d'un scrubber (lavage des fumées rejetées par les cheminées des navires) mobile pouvant se positionner soit à bord d'une barge à couple avec un navire commercial soit à terre au poste d'amarrage du même navire.

Tous les types de navire seront étudiés avec un focus plus précis sur la croisière.

Le Pôle a sollicité également une aide de l'ADEME pour compléter le budget alloué par le Port, le consortium industriel autofinçant également une partie de l'étude.

- Projet Vasco 2

Le Pôle Mer Méditerranée a facilité la construction du projet Vasco 2 pour le compte du Grand Port Maritime de Marseille-Fos et de ses partenaires institutionnels (dont la Métropole Aix-Marseille Provence) et industriels. L'Ademe a retenu pour cofinancement ce projet lancé en 2016.

Le Pôle intervient en soutien du GPMM sur l'ensemble du projet qui se terminera en 2019.

Promotion de la filière et de ses membres : organisation et partenariat sur salons, conférences et séminaires

Le Pôle participe tout au long de l'année, en tant qu'organisateur ou partenaire à des manifestations régionales, nationales et internationales pour la promotion de ses filières territoriales, de ses activités et de ses membres.

Le programme 2017 inclut les manifestations suivantes :

- Euromaritime (février 2017 – Paris) : Salon des acteurs de l'économie fluviale et maritime . Stand mutualisé pour le pôle Mer et ses membres
- FOWT (mars 2017 – Marseille) : Salon international dédié à l'éolien flottant off-shore co-organisé par le Pôle avec la CCI Marseille-Provence
- Seanergy (mars 2017 – Le Havre) : Salon dédié aux Energies Marines Renouvelables Stand mutualisé pour le pôle Mer et ses membres
- CM2 (novembre 2017 – Croatie) : Conférence maritime méditerranéenne où le Pôle fait partie du comité d'organisation
- Pollutec 2017, Hydrogaïa 2017, Energaïa 2017, Access Security.....

Dans ce cadre, le pôle Mer Méditerranée sollicite le soutien financier de la Métropole d'Aix-Marseille Provence, à hauteur de 39 000 euros, représentant 1.13% du budget prévisionnel 2017 de 3 431 365.27 euros.

Budget Prévisionnel Pôle Mer Méditerranée 2017

DEPENSES	A	B	C	D	E	TOTAL
PERSONNEL	246 497,57	506 939,29	237 427,27	73 115,71	306 260,52	1 370 240,36
Dont BRUT	164 331,71	337 959,52	158 284,85	48 743,81	204 173,68	913 493,57
Dont CP	82 165,86	168 979,76	79 142,42	24 371,90	102 086,84	456 746,79
PERSONNEL EXTERIEUR	-	237 837,60	125 071,68	78 197,84	-	441 107,12
MAD onéreuses	-	53 808,50	48 588,55	45 725,80	-	148 122,85
MAD gratuites	-	184 029,10	76 483,13	32 472,05	-	292 984,27
DEPENSES EXTERNES	84 100,00	262 740,46	240 663,15	143 246,01	353 000,03	1 083 749,65
CONSULTANTS (contrats cadre annuels)	24 000,00	21 990,00	19 800,00	5 110,00	-	70 900,00
SS TRAITANCE & CONSULTANTS PONCTUELS	15 000,00	30 800,46	96 813,15	125 136,01	310 000,03	577 749,65
AUTRES ACHATS	2 000,00	8 750,00	3 050,00	-	2 500,00	16 300,00
DOCUMENTATION	-	8 000,00	-	-	-	8 000,00
SALONS& MANIFESTATIONS	10 000,00	59 400,00	66 200,00	-	-	135 600,00
COMMUNICATION	5 000,00	25 000,00	31 000,00	-	13 700,00	74 700,00
DEPLACEMENTS RECEPTIONS	28 100,00	90 800,00	23 800,00	13 000,00	26 800,00	182 500,00
COTISATIONS	-	18 000,00	-	-	-	18 000,00

CHARGES REPARTIES	47 119,11	133 566,36	66 594,27	27 248,08	88 155,34	362 683,15
CHARGES GENERALES	29 270,58	82 971,95	41 368,62	16 926,62	54 762,45	225 300,22
CHARGES DE LOCAUX	17 848,53	50 594,40	25 225,64	10 321,46	33 392,89	137 382,93
SOUS TOTAL	377 716,68	1 141 083,70	669 756,36	321 807,65	747 415,89	3 257 780,27
CONTRIBUTIONS	35 480,00	111 605,00	26 500,00	-	-	173 585,00
TOTAL	413 196,68	1 252 688,70	696 256,36	321 807,65	747 415,89	3 431 365,27

RECETTES	A	B	C	D	E	TOTAL
PRESTATIONS	-	141 000,00	160 400,00	255 500,00	-	556 900,00
SUR ACTIONS	-	66 000,00	160 400,00	-	-	226 400,00
SUR OFFRE DE SERVICE	-	75 000,00	-	253 000,00	-	328 000,00
AUTRES	-	-	-	2 500,00	-	2 500,00
SUBVENTIONS	377 716,68	551 163,44	331 600,00	-	747 415,89	2 007 896,00
PROGRAMMES EUROPEENS	-	-	-	-	619 496,00	619 496,00
FNADT	84 800,92	150 199,08	-	-	-	235 000,00
DIRECCTE	21 651,30	38 348,70	-	-	-	60 000,00
ETAT / OPERATIONS	-	-	172 300,00	-	-	172 300,00
REGION PACA ANIMATION	107 499,68	192 500,32	-	-	-	300 000,00
REGION OCCITANIE	70 000,00	-	-	-	-	70 000,00
REGION PACA/ OPERATIONS	-	41 800,00	108 500,00	-	-	150 300,00
REGION OCCITANIE/ OPERATIONS	-	-	30 000,00	-	-	30 000,00
FINANCEMENTNS D'OPERATION A PRECISER	-	-	-	-	-	-
DEPARTEMENT 06	-	-	-	-	-	-
DEPARTEMENT 13	-	-	-	-	-	-
DEPARTEMENT 83	-	-	-	-	-	-
VILLE DE MARSEILLE	5 357,99	7 332,30	-	-	7 309,71	20 000,00
SAN OUEST	2 678,99	3 666,15	-	-	3 654,85	10 000,00
NCA	5 357,99	7 332,30	-	-	7 309,71	20 000,00
MPM	13 394,97	18 330,76	-	-	18 274,27	50 000,00
TPM	66 974,84	91 653,81	-	-	91 371,35	250 000,00
AUTRES	-	-	20 800,00	-	-	20 800,00
						-
						-
COTISATIONS	-	264 891,17	101 273,23	33 835,60	-	400 000,00
MAD GRATUITES	-	184 029,10	76 483,13	32 472,05	-	292 984,27
SOUS TOTAL	377 716,68	1 141 083,70	669 756,36	321 807,65	747 415,89	3 257 780,27
CONTRIBUTIONS	35 480,00	111 605,00	26 500,00	-	-	173 585,00
TOTAL	413 196,68	1 252 688,70	696 256,36	321 807,65	747 415,89	3 431 365,27

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 30 000 euros seront pris en charge sur le Budget Principal Métropolitain 2017 du Conseil de Territoire Marseille Provence (CT1). La dépense en résultant sera imputée sous politique B320 chapitre 65 – nature 6574 – fonction 61.

- 9 000 euros seront pris en charge sur l'Etat Spécial du Territoire Ouest Provence (CT5).

Les crédits seront pris sur les lignes budgétaires du Budget de la Métropole présentant les disponibilités nécessaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération HN009-11/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 portant adoption du règlement budgétaire et financier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 17 mai 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres Ouest-Provence du 17 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté politique de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée au pôle Mer Méditerranée une subvention pour un montant de 39 000 euros.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget de la Métropole :

- Pour 30 000 euros sur le Budget Principal Métropolitain 2017 du Conseil de Territoire Marseille Provence (CT1)
- Pour 9 000 euros sur l'Etat Spécial du Territoire Istres- Ouest Provence (CT5).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 004-1901/17/BM

**■ Participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'animation du réseau IMED
MET 17/3446/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Ingénierie Méditerranéenne pour l'Export et le Développement ci-après dénommée IMED est une association créée en 1988, dont l'objectif est de contribuer au développement des exportations des PME régionales à travers le dispositif du Volontariat International en Entreprises (V.I.E.) en s'appuyant sur un réseau de délégués commerciaux répartis au sein de 12 délégations permanentes. Les antennes mises à disposition des entreprises pour leur projet de développement international sont situées au Maroc, Emirats Arabes Unis (Arabie Saoudite et Pays du Golfe), Mexique, Etats-Unis, Canada, Espagne, Royaume-Uni, Australie, Côte d'Ivoire, Afrique du Sud et Malaisie.

Les missions :

Les actions de l'IMED reposent sur le double objet social de l'association :

- l'Assistance aux PME/PMI pour qu'elles développent leurs exportations en assurant une présence permanente à l'étranger et en leur mettant à disposition une ressource humaine via le dispositif Volontariat International en Entreprises ci-après dénommé V.I.E,

- La formation de jeunes diplômés en leur offrant une expérience professionnelle de deux ans à l'étranger sous la procédure du Volontariat International en Entreprises (V.I.E) et leur permettre une embauche à la suite.

L'IMED assure le portage complet du VIE : le recrutement et la formation des VIE, la gestion administrative et matérielle, la logistique de l'accueil (bureau, visas) ; le suivi et le reporting du travail des VIE.

Les V.I.E. se forment au sein des entreprises et ensuite réalisent dans le pays choisi des missions de développement international sur une période de 12 à 24 mois telles que des études de marché terrain, une prospection commerciale, la sélection de partenaire/distributeur ou agent, un suivi commercial de longue durée ou l'organisation de tournées commerciales...

Depuis 29 ans, l'IMED a assuré 1350 missions pour le compte de 618 entreprises. Une centaine de VIE ont bénéficié de ce tremplin pour leur carrière à l'international. La plupart des VIE sont embauchés à l'issue de leur mission par une des entreprises leur ayant confié une mission.

Pour mener à bien ses missions, nombreux partenariats sont établis tels que Business France, Comité régional des CCEF, Club WTC Apex, CCI International et le Guichet de l'Export.

L'IMED propose de promouvoir le dispositif des V.I.E sous ces 3 déclinaisons : V.I.E. mutualisés, V.I.E. mutualisés en filière et V.I.E. à temps plein.

Résultats 2016 et objectifs 2017 :

Couverture internationale :

- Ouverture d'un bureau au Royaume-Uni (Londres) en janvier 2016
- Un bureau en Afrique du Sud (Johannesburg) en mai 2016
- Un bureau en Suède en mai 2016

Dispositif VIE :

V.I.E mutualisé : l'IMED est précurseur du dispositif de VIE à temps et coûts partagés en France

- Résultats 2016 :
 - 12 VIE mutualisés
 - 19 entreprises aidées
 - 21 missions réalisées

- Objectifs 2017 : 15 VIE mutualisés

V.I.E à temps plein : Les VIE à temps plein en poste représentent à l'étranger des Ambassadeurs de la Région et de la Métropole.

Un nouveau programme sur 3 ans engagé depuis 2015 avec la Région prévoit le portage de 26 VIE à temps plein sur 12 mois pour autant d'entreprises.

- Résultats 2016 : 17 des 26 VIE réalisés ou en cours.
- Objectifs 2017 : Finalisation du programme + Mise en œuvre de 17 nouveaux VIE à temps plein pour la reconduction du programme triennal 2017/2018/2019

VIE Filière :

- Résultat 2016 : Avec le Pôle Mer Méditerranée, a été réalisée une implantation d'un VIE aux Etats-Unis (San Diego) pendant 12 mois

Le budget prévisionnel

Le budget prévisionnel de l'IMED pour 2017 s'élève 1.372.250€ soit 9.5% de plus qu'en 2016 (1.253.100€)

Les dépenses par grands postes s'élèveraient :

904.000 euros :	Salaires et charges
210.800 euros :	Loyers et charges
125.700 euros	Achats
70.400 euros	Frais de missions
61.350 euros :	Services extérieurs

La part des salaires et charges s'élèverait à 65.8% du montant des dépenses (73.3 % en 2015).

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Les recettes sont constituées par :

1.074.750 euros : Facturation Entreprises

287.500 euros : Subvention sollicitée à la Région

Paca dont :

175.000 euros : VIE mutualisés

112.500 euros : VIE temps plein

10.000 euros : Subvention sollicitée à la Métropole Aix-Marseille-Provence

Une subvention de 20.000 euros était reçue par le passé de la part du Conseil Départemental ; laquelle ne peut plus être allouée sur l'exercice 2017.

La part de la facturation auprès des entreprises représente 69,5% du montant total des recettes (elle était de 62,80% en 2015)

Il est proposé au Bureau de la Métropole Aix-Marseille Provence d'attribuer au titre de l'année 2017 une subvention de 5.000 euros à l'association IMED, à l'instar de l'exercice précédent, et d'approuver la convention ci-annexée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

- L'intérêt de contribuer au développement des exportations des PME sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 5.000 euros à l'association IMED au titre de l'année 2017.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2017 de la Métropole– chapitre 65 – article 6574 « subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé » - Fonction 61 - Sous Politique B320.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 005-1902/17/BM

■ Participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence au fonctionnement de l'association Club WTC APEX MET 17/3451/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le tissu économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence est essentiellement composé de TPE et de PME qui rencontrent plus de difficultés que les grands groupes pour établir des relations commerciales durables. Or le développement de cette typologie d'entreprises sur les marchés extérieurs est un gage de pérennité et d'ouverture aux réalités de la mondialisation, d'autant plus dans le contexte économique actuel où les relais de croissance se font sur les marchés internationaux. Face à ce constat, il apparaît nécessaire de soutenir les actions en faveur du développement international de ce secteur d'entreprises.

L'association Club WTC APEX a été créée en 1975 par des chefs d'entreprises marseillais ayant déjà une activité à l'international et désireux de s'y développer davantage.

Premier Club exportateur de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Club WTC APEX fédère plus de 120 entreprises adhérentes, au niveau régional, qu'il s'agisse de PME primo-exportatrices, ou de PME déjà expérimentées, mais également de grands groupes régionaux souhaitant partager leur savoir-faire et leur expérience à l'international.

L'objectif principal de cette association est de faciliter le développement de liens entre chefs d'entreprises

intéressés par un échange d'expériences, d'informations ou par la mise en place d'actions communes. L'association propose donc un programme ambitieux d'actions variées telles que des événements « réseaux », des salons spécialisés sur le financement et le recrutement à l'international, la promotion des formations initiales à l'international et un accompagnement individualisé dont près de 90 PME ont bénéficié à ce jour.

Résultats 2016 et objectifs 2017 :

1. Activité de réseautage

Résultats 2016 : plus de 20 événements organisés, rassemblant plus de 1000 personnes. Dont 7 clubs de l'international et 1 sur les pépites de l'international.

Objectifs 2017 : organisation de 30 événements : dîners Networking, Clubs de l'International, Clubs Pays, Pépites de l'International...

2. Programme phare Objectif Export

Il s'agit d'un accompagnement individualisé en place depuis 2005 à destination des TPE/PME du territoire quel que soit leur niveau d'internationalisation. Le programme s'appuie sur un réseau de parrains bénévoles occupant des postes clés à l'international souvent Conseillers du Commerce Extérieur de la France CCEF. 15 ateliers de perfectionnement sont inclus. Cette prestation est facturée 12.000 euros aux entreprises.

Résultats 2016 : La 10^e édition du programme a permis d'accompagner 8 entreprises

Objectifs 2017 : Accompagnement de 10 entreprises.

3. Salons spécialisés :

Résultats 2016 : Organisation de la 1^{ère} édition du salon Recrut'Export qui a réuni 30 entreprises à la recherche de profils « internationaux » avec plus de 80 offres à pourvoir, 13 établissements de formation et plus de 350 étudiants et demandeurs d'emploi.

Objectifs 2017 : Reconstitution de Recrut'Export + 1^{ère} édition d'un salon dédié au financement de l'international Money Money Money

4. Challenge de l'International récompensant depuis 30 ans les meilleurs étudiants en Commerce International

5. La communication

Le Club WTC APEX est en train de repenser sa communication (rénovation du site internet, réalisation d'un film et calendrier « les dessous de l'International »)

6. Actions récurrentes du club (en dehors du réseautage) notamment le secrétariat de la section Provence-Corse des Conseillers du Commerce Extérieur de la France

Budget prévisionnel 2017

Le budget prévisionnel du Club WTC APEX pour 2017 s'élève à 391 575 €, soit une sensible augmentation

par rapport à 2016 (288.197 €) qui s'explique par l'ambitieux programme de 2017.

Les dépenses par grands postes s'élèvent à :

Salaires et charges	193 080 €
Services extérieurs	64 646 €
Autres services extérieurs	86 050 €
Achats	26 000 €
Impôts et taxes	21 799 €
Total Dépenses	391 575 €

Soit une part de masse salariale représentant 49.3% du montant total des dépenses.

Les recettes sont constituées par :

Facturation Entreprises (Objectif Export)	107 000 €
Subventions sollicitées	223 375 €
<i>Région Paca (Objectif Export)</i>	<i>50 000 €</i>
<i>Région Paca (Challenge)</i>	<i>30 000 €</i>
<i>Région Paca (Réseautage)</i>	<i>40 000 €</i>
<i>CCI International</i>	<i>23 375 €</i>
<i>Métropole d'Aix-Marseille Provence</i>	<i>80 000 €</i>
Remboursement OPCA	11 000 €
Cotisations adhérents / Facturation CCEF	50 200 €
Total Recettes	391 575 €

Il est constaté que sur le budget prévisionnel de l'association, la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élève à hauteur de 80.000 euros au titre de l'année 2017 contre 25 000 euros pour l'exercice précédent.

Cette augmentation s'explique par le retrait du Département dont la participation était de 45 000 euros.

Il est proposé au Bureau de la Métropole Aix-Marseille Provence d'attribuer au titre de l'année 2017, une subvention de 15.000 euros à l'association Club WTC APEX, les discussions avec le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur sur le financement des organismes économiques étant en cours.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de soutenir les actions en faveur du développement économique international des TPE et PME sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de 15.000 euros à l'association Club WTC Apex au titre de l'année 2017.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2017 au budget de la Métropole – chapitre 65 – article 6574 « subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé » fonction 61 - Sous Politique B320.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 006-1898/17/BM

■ Octroi d'une aide à l'immobilier en faveur de la société AERO TECH PRO au titre de son installation sur le Pôle d'activité d'Aix-en-Provence MET 17/3198/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Mis en place par la Communauté du Pays d'Aix en 2012, le dispositif d'aide à l'immobilier vise à favoriser l'ancrage des entreprises industrielles sur le territoire. Il consiste à cofinancer, à hauteur de 20 % maximum, des opérations d'investissement immobilier menées à l'initiative d'entreprises industrielles ou de services à l'industrie, qu'il s'agisse d'opérations de construction, d'acquisition ou d'extension de locaux d'activités. Cette aide est conditionnée par la création d'emplois.

1. Présentation de l'entreprise

Aéro Tech Pro, créée en 2011 et installée aujourd'hui à Vitrolles, est une société de services aéronautiques pour les secteurs civils et militaires.

AeroTech Pro fournit un ensemble de services intégrés au groupe Airbus (75% du chiffre d'affaire) et aux compagnies aériennes pour 15%. Au-delà de la maintenance des avions d'Airbus et de leur clients, la société assure :

- le support logistique des pièces de rechanges consommables, réparables et non réparables ainsi que la gestion des stocks ;
- l'analyse de la navigabilité des appareils, la planification des opérations de maintenance, la réalisation des cartes de travail d'exécution, etc ;
- la formation et la qualification des techniciens, réalisée non seulement pour les propres besoins d'Aérotech mais aussi pour des clients externes.

La société dispose de toutes les certifications nécessaires en la matière.

Aéro Tech Pro emploie 86 personnes aujourd'hui, basées en France et à l'étranger. En effet, la société gère un service d'expatriation composé de personnels expatriés et locaux. 32 employés sont aujourd'hui sous contrat français (dont 13 ont été recrutés en 2016 et 4 en 2017). La société poursuit son plan de développement et prévoit de nouveaux recrutements (dont au moins 4 sur le site d'Aix-en-Provence), en France et à l'étranger (une dizaine), pour les années à venir.

La société réalise un chiffre d'affaires de 6,4 M€ dont 80 % à l'export.

2. Le projet immobilier

Les locaux que Aéro Tech Pro loue aujourd'hui dans la ZA des Estroublans sont devenus trop petits vu le développement de la société.

Ayant décidé d'investir dans ses propres locaux, Aéro Tech Pro a effectué des recherches en liaison avec Pays d'Aix Développement. Le choix – auquel ont été associés les salariés - a finalement été fait en faveur d'un bâtiment rénové situé au Parc du Golf, sur le Pôle d'activités d'Aix-en-Provence.

Ce bâtiment a vocation à couvrir trois zones :

- une zone de bureaux dédiée au personnel administratif et à la tenue de réunions,
- une zone d'entrepôt pour gérer le stock de matériel nécessaire aux opérations de maintenance,
- une salle consacrée aux formations de techniciens réalisées en partenariat avec l'APAVE.

Le lieu d'implantation a également été choisi en fonction du cadre de vie des salariés et des prestations sociales proposées par l'entreprise : crèche, salle de sports, restauration....

Le bâtiment est d'une surface de 478 m² (dont 325 m² au RDC et 153 m² à l'étage). Le prix d'acquisition est de 789.129 €, auquel s'ajoutent 82.998 € de frais.

L'acquisition est portée par la SCI JBP 2G, dont les principaux actionnaires (chacun à 49%) sont Jean-Bernard Garcia et Philippe Galland, les deux associés de la SAS Aéro Tech Pro Développement, holding qui détient ATP à 100 %.

Le financement de l'opération devra être assuré par prêt bancaire, complété par un apport des associés. Les dossiers de financement ont été déposés début mars auprès de trois établissements bancaires partenaires. Deux d'entre elles ont déjà émis un avis favorable sur le dossier.

Concernant le planning, le compromis de vente a été signé le 6 mars dernier, la signature définitive devra intervenir début juin. Quelques travaux de cloisonnement et d'aménagement des bureaux sont prévus pour juin/juillet, avant le déménagement de la société en août 2017.

Il est proposé de soutenir cette opération à hauteur de 100.000 € soit 12,67 % de l'assiette éligible de 789.129 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2009_1717 du 30 septembre 2009 relatif aux aides à l'investissement immobilier et à la location d'immeubles accordées aux entreprises par les collectivités territoriales et leurs groupements ;
- La délibération n°2013_A162 du Conseil communautaire de la CPA du 10 octobre 2013 adoptant le dispositif modifié d'aide à l'immobilier ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération FAG 002-542/16 CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 100.000 euros à la société Aéro Tech Pro sur la base du dispositif d'aide à l'immobilier.

Article 2 :

Est approuvée la convention tripartite ci-annexée.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget de la Métropole - ligne 61-20421.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 007-1904/17/BM

**■ Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association TEAM Henri-Fabre - Approbation d'une convention
MET 17/2620/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dès 2005, à l'annonce des très fortes ambitions de développement d'Eurocopter, Ex-MPM a orienté ses projets d'aménagement de Parcs d'activités à Marignane et Saint Victoret vers les besoins de la filière aéronautique afin de permettre l'accueil de fonctions ou de sous-traitants devant quitter le site de Marignane et l'implantation de nouvelles entreprises souhaitant développer relations commerciales et synergies avec Eurocopter.

Le Projet Henri Fabre né en fin d'année 2011 à la suite de la Conférence Régionale de l'Industrie Provence-Alpes-Côte-d'Azur, traduit la volonté commune des acteurs de déployer et mettre en cohérence des initiatives concrètes au service du développement industriel de la région. Sa dynamique repose en effet sur une démarche collective réunissant sur un « cœur de zone », les entreprises, les acteurs du monde de la formation, de la recherche et de l'innovation.

Objectif de l'association TEAM Henri Fabre (TEAM signifiant Technologies et Expertise en Advanced Manufacturing)

L'Association a pour objet de structurer le tissu industriel sur le modèle d'entreprise étendue : plus collaboratif, multi filières et favorisant l'innovation. L'objectif est l'amélioration de la compétitivité de l'ensemble des filières industrielles de la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur notamment pour les PME.

Ce développement se concrétise par l'émergence et l'animation de pôles d'excellence en Advanced Manufacturing, dans les domaines de la Mécanique, des Matériaux, des Procédés et de l'ingénierie numérique et virtuelle.

L'Association permet aux partenaires privés et publics de mettre en synergie leurs expertises, de partager des ressources, des compétences et des projets et de se mettre en réseau avec tous les acteurs de l'innovation et de la recherche.

L'Association a également pour objet la prise à bail, l'aménagement et la sous-location de tous locaux nécessaires à la réalisation de son objet social.

L'Association favorise l'innovation collective et la mise en place de toutes actions transverses favorisant la performance industrielle entre les acteurs des filières « marché » présentes en Provence-Alpes-Côte-d'Azur au travers, notamment :

- une mutualisation de moyens ;
- une mise à disposition d'expertise ;
- un accompagnement des acteurs dans leur projet de croissance ;
- une mise en réseau pour favoriser les opportunités de business, d'alliances ou de montée en gamme ;
- et une offre de formation adaptée.

L'Association développe une offre de services pour les grandes entreprises et les PME sur les axes suivants :

- intelligence industrielle et partenariats ;
- expertise technique et performance industrielle ;
- plateformes technologiques.

L'Association assure avec le Comité pour le Développement Territorial, la cohérence avec les objectifs des membres en lien avec :

- l'aménagement du territoire ;
- la formation et le développement des compétences ;
- l'attractivité et la promotion à l'international.

Dans le cadre de son activité d'offre de services, d'offre de formation et de sous-location, l'association peut réaliser des prestations de service à but lucratif.

Les membres s'engagent à concourir à la réussite de l'association.

L'association peut réaliser tout acte civil ou commercial se rattachant directement ou indirectement à son objet. Une convention avec la SAS Inovsys permet de définir les conditions de fonctionnement entre ces 2 structures.

Résultats 2016

L'année 2016 a marqué la 1^{ère} année d'existence de l'association Team Henri Fabre. Durant cette année, l'association s'est employée à développer ses actions autour de 3 volets :

- Faire Monter en compétences les PME / ETI : Mise en place opérationnelle des plateformes mutualisées du Technocentre Henri Fabre qui a été inauguré le 23 septembre dernier.
7 groupes de travail ont donné naissance aux premiers projets collaboratifs multifilières : fabrication additive métallique, nano revêtements anti corrosion ...
- Accompagner la diversification d'entreprises en croissance sur les filières clés de la région :
- Organisation des 1ers et 2èmes rdv Business Industrie (décembre 2015 et décembre 2016) avec les 6 grands donneurs d'ordre

régionaux (Airbus Helicopters, EDF, CEA, Thales Alenia Space, Thales Underwater Systems, DCNS) et plus de 80 PME/ETI de la région.

- Excellence industrielle : montage d'une solution Open Innovation, rapprochement avec le centre de recherche Carma, mise en place d'un PIA PERF Henri Fabre soutenu en octobre 2016.

Actions 2017

Les actions de 2016 seront maintenues et 3 nouvelles actions seront développées :

- Le sourcing technologique : identification des besoins technologiques incontournables des filières industrielles aéronautiques, spatiales, navales et bio médicales. Une fois les besoins identifiés, la Team HF apportera un appui matériel pour favoriser le développement de ces technologies en mettant à disposition des industriels des plateformes technologiques adaptées.
L'identification de ces besoins concourt à consolider et à valider le besoin d'un Technocentre plus vaste (10 000 m² à horizon 2020)
- L'offre « Fertilisation croisée, diversification des marchés et Open Innovation » :
Si la région PACA compte quelques grands donneurs d'ordre dans les filières de l'énergie, aéronautique, naval ... certaines filières sont quant à elles peu ou pas tirées par un leadership industriel local (ex : bio médical), rendant compliqué leur montée en gamme et leur développement.
Actions :
Réédition des rencontres Business Industries
Création et animation d'une plateforme d'open innovation inter filières
Mobilisation des industriels en inter filières pour renforcer l'attractivité territoriale et pour favoriser l'implantation d'entreprises à enjeu sur le territoire
- Le déploiement de l'offre emploi-formation :
Identification de plus de 500 formations sur le territoire, identification des besoins des industriels afin d'adapter les dispositifs de formation, construire des modules sur de nouvelles compétences ...

Equipe dédiée au projet

En sus des personnels à disposition par les partenaires industriels (5 pers), l'association emploie 2 salariés à temps plein :

- Un responsable technique Mécanique Matériaux et Procédés (MMP) qui a pour mission d'être l'expert technique et opérationnel de l'axe MMP
- Un PMO/ responsable communication qui s'occupe du suivi opérationnel de la gestion

du projet, du suivi des finances et de la communication interne et externe du projet

Budget Prévisionnel

Le budget prévisionnel 2017 de 1.274 460 euros est en baisse par rapport au budget prévisionnel 2016, 1.436 723 euros.

	BUDGET PREVISIONNEL 2017	BUDGET PREVISIONNEL 2016
Achats	153 695	343 187
Services extérieurs	397 036 (dont 216 020 location Technocentre)	304 036
Autres services extérieurs	130 940	70 000
Impôts et taxes	2 000	2 000
Charges de personnel	155 213	155 000
Mises à disposition personnel (CCIMP, AH, EDF)	435 576	562 500
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 274 460	1 436 723
Vente de prestations de services	453 884	503 473
Subventions d'exploitation Direccte	100 000	100 000
Subventions d'exploitation CR Paca	70 000	85 000
Subventions d'exploitation CD 13	35 000	45 000
Subventions d'exploitation Métropole AMP :	130 000	130 000 (dont 80 000 CT1)
Subventions d'exploitation Commune(s)	20 000	
Autres produits de gestion dont cotisations	30 000	10 750
Mises à disposition personnel (CCIMP, AH, EDF)	435 576	562 500
TOTAL RECETTES	1 274 460	1 436 723

Pour mémoire, la subvention 2016 du CT1 d'un montant de 80 000 euros prévoyait 30 000 euros pour le financement d'actions de lancement du Technocentre.

Il est proposé au Bureau de la Métropole de participer à la réalisation de ces missions au titre de l'année 2017, en apportant une subvention de fonctionnement d'un montant de 50.000 euros à l'association TEAM Henri-Fabre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- que conformément à la stratégie de développement économique de la Métropole Aix Marseille Provence axé sur les économies productives et de la connaissance, le projet Henri Fabre représente un enjeu majeur pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en termes de développement économique et d'emploi.

- l'intérêt de soutenir la dynamique industrielle engagée sur le Technoparc des Florides et de l'intensifier dans le cadre du projet Henri Fabre.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 50.000 € au titre de l'année 2017 à l'association TEAM Henri-Fabre.

Article 2 :

Est approuvée la convention, ci-annexée relative à l'attribution d'une subvention à l'association TEAM Henri-Fabre.

Article 3:

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2017 au budget de la Métropole – chapitre 65 – article 6574 « subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé » fonction 61 - Sous Politique B320.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 008-1905/17/BM

■ Approbation d'une convention de partenariat avec la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence pour la réalisation d'une étude portant sur l'opportunité de développer des data centers sur le territoire métropolitain MET 17/3554/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le numérique est de plus en plus prégnant sur les territoires et constitue un élément incontournable de l'économie locale. L'ensemble des applications proposées par le numérique nécessite des moyens de stockage performants et sécurisés. En effet, avec l'essor du cloud computing, du big data et de l'internet des objets, le développement de centres d'hébergement est devenu indispensable.

Face à ces enjeux de connectivité, de plus en plus de data centers se développent sur les territoires français, notamment les data centers Entreprises (compute node, télécom). Cette croissance est d'autant plus soutenue que la France présente de nombreux atouts pour leur accueil : un prix stable de l'énergie électrique, un bilan carbone favorable pour l'électricité, un maillage des réseaux performant, des

compétences techniques et d'ingénieries importantes, etc.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est devenu un territoire stratégique sur le sujet : du fait des infrastructures présentes (câbles optiques sous-marins, nœuds d'interconnexion des réseaux, etc.) et de sa position méditerranéenne, le territoire métropolitain est une porte d'accès vers l'Europe, l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Asie.

Facteur clé de transformation de notre société, la Métropole a fait sienne cette perspective de développement numérique. Ce développement doit permettre de répondre, entre autres, au déficit d'emplois évalué à près de 60 000 sur le territoire métropolitain – estimation issue de l'INSEE et de leur note « Métropole Aix-Marseille-Provence – Un territoire hétérogène, une unité à bâtir » (2015).

Plusieurs dynamiques numériques apparaissent sur le territoire : le développement de la French Tech, le campus The Camp, des réseaux et lieux d'excellence autour du numérique (fab lab, technopôles et pôles de compétitivité, etc.), le projet de Smart City et de Smart Port, etc.

Les dynamiques actuelles, le positionnement stratégique de la métropole, les perspectives d'avenir et enfin la mobilisation des politiques publiques sur le numérique laissent supposer un besoin croissant en matière d'hébergement des données et donc de data centers.

A ce titre, de nombreuses entreprises souhaitent s'implanter sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour développer des data centers dans les milieux urbains, et plus particulièrement sur Euroméditerranée – demandes nationales et internationales pour répondre aux différents marchés que permet la connectivité du territoire.

Ce développement local fait apparaître plusieurs enjeux technologiques, géographiques, économiques et environnementaux :

- l'articulation entre les demandes des acteurs économiques et la pression foncière que connaît notre territoire et nos centres urbains,
- l'évaluation de la réalité des potentiels de développement économique, de création d'emplois et d'attractivité territoriale par le biais de data centers de proximité,
- les capacités de nos réseaux électriques à alimenter les data centers (fragilité électrique, conflits d'usages, etc.) et les capacités de connectivité pour répondre à leurs besoins.

Conscient de ces enjeux, une première analyse de l'impact économique des data centers a été menée courant 2016 et a mis en exergue les points suivants :

- Aix-Marseille-Provence constitue une porte d'accès clé vers l'Asie, le Moyen-Orient et la Méditerranée en matière de télécom ce qui en fait une ville de transit de données,

- des tendances technologiques comme le cloud computing, la big data et les objets connectés vont augmenter les besoins en capacité d'hébergement,

- la démarche Smart City en développement sur Aix-Marseille Métropole et sur la région PACA peut nécessiter la création de centres d'hébergements locaux,

- les structures de data centers nécessitent des besoins énergétiques et des emprises foncières importants,

- les data centers génèrent peu d'emplois directs (1 ETP pour 10 000 m²), des revenus fiscaux à la marge et des impacts environnementaux (formation d'îlots de Chaleurs Urbains par exemple),

- la nécessité de mettre en place des critères d'analyses pour déterminer l'accueil ou non des data centers selon les zones d'implantation, leurs typologies et leurs cibles d'hébergement,

- l'incertitude liée à l'attractivité réelle des data centers pour le tissu économique existant et pour attirer des entreprises extérieures.

Partant de ces constats, la Métropole Aix-Marseille-Provence a convenu avec ses partenaires (Ville de Marseille, Provence Promotion, EPAEM et CCIMP) de lancer la seconde phase de l'étude dont l'objet sera :

- de confirmer ou amender la première analyse (cf étude 2016),
- d'évaluer l'opportunité d'accueillir de nouveaux data centers et leurs impacts induits
- de mettre en place, le cas échéant, une stratégie et un plan d'actions de prospection pour capitaliser sur la présence des DC existants en accompagnant le développement des utilisateurs publics et privés locaux et en ciblant de nouvelles entreprises internationales utilisatrices de ces infrastructures,
- de définir un programme d'actions qui constituera la feuille de route métropolitaine en matière de développement et d'implantation des data centers. Cette feuille de route devra contribuer aux objectifs du territoire en matière de création d'emplois, d'attractivité économique et de maîtrise foncière.

Cette étude sera confiée à un prestataire spécialisé dans le cadre d'un appel d'offres.

Le suivi opérationnel de l'étude sera opéré par la CCIMP.

L'étude devra se dérouler sur l'année 2017, un budget maximal de 60 000 € TTC est prévu.

Le pilotage de l'étude sera assuré par un comité réunissant : La Métropole Aix-Marseille-Provence, Provence Promotion, le SGAR, EPAEM, la Ville de Marseille et la CCIMP.

La participation de la Métropole s'élève à 48 000 € soit 80% du budget global, aux côtés de ses autres

partenaires financeurs Provence Promotion (5000 €) et EPAEM (7000 €)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La convention cadre de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence votée le 9 février 2017 ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de soutenir l'action portée par la CCIMP pour la réalisation de l'étude portant sur l'opportunité de développer des data centers sur le territoire métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée de partenariat entre la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence (CCIMP) et la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) pour la réalisation d'une étude data centers métropolitaine.

Article 2 :

Est approuvée la participation financière, dans le cadre de ce partenariat, de la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour un montant de 48 000 euros.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents

afférents à l'exécution de la présente délibération, notamment la convention annexée.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget de la Métropole 2017 - Sous-politique B320 - Fonction 61 – Nature 657381.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 009-1906/17/BM

■ Attribution d'une subvention à Centrale Marseille pour la gestion du dispositif de surveillance des accès autorisés des organismes du Technopôle de Château-Gombert - Approbation d'une convention MET 17/3472/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence assure le pilotage du développement et de l'aménagement du Technopole de Château-Gombert, l'une des têtes de ponts de la recherche et de l'innovation sur le territoire métropolitain, 1er pôle français de recherche en mécanique-énergétique après Paris, qui rassemble 8 laboratoires de recherche, plus de 600 chercheurs, 2600 étudiants, 170 entreprises (Cybernétix, Traxens, CMR, ERAS...) 4000 salariés et un écosystème complet de soutien à l'innovation (Incubateur, pépinières, pôles de compétitivité).

Les usagers du Technopôle de Château-Gombert ont dû faire face à une recrudescence d'incidents graves sur le périmètre du cœur de site, qui regroupe en particulier les écoles Centrale Marseille et Polytech Marseille, les résidences étudiantes et plusieurs laboratoires de recherche.

Afin de lutter contre la survenue de tels actes, un travail collectif réunissant les directeurs des différentes structures concernées, les services de la police municipale, nationale et la Direction Départementale de la Sécurité Publique des Bouches-du-Rhône a permis de définir une série de mesures préventives.

Conformément à « l'Etude Sûreté » réalisée par la section Prévention situationnelle de la Direction Départementale de la Sécurité Publique des Bouches-du-Rhône, un dispositif de surveillance des accès autorisés des différents organismes du Technopole a été mis en place sur le périmètre concerné aux heures de faible fréquentation.

Financé conjointement par Centrale Marseille, la Métropole Aix-Marseille Provence, les résidences étudiantes et Aix-Marseille Université, ce dispositif a

été géré de septembre 2016 à mars 2017 par Centrale Marseille, qui dispose déjà d'un PC sécurité.

L'efficacité de ce dispositif, associé à la mobilisation de la police nationale et municipale dont la fréquence des rondes a été augmentée dans le secteur, a permis d'enrayer la spirale de violence qui semblait installée.

Comme l'avait anticipé l'étude « Sûreté », ce contrôle des différentes entrées d'établissements aux heures de faible fréquentation « participe à la dissuasion des actes de malveillance et envoie un signal fort à la fois aux usagers et aux individus malveillants ».

Le budget prévisionnel de cette prestation de renfort opérée par Centrale Marseille est de 39 205,72 euros sur huit mois (d'avril à décembre 2017).

Compte-tenu de l'efficacité du dispositif et des bénéfices pour l'ensemble de la communauté d'usagers et l'attractivité générale du site, il est proposé pour cette année de reconduire la participation de la Métropole Aix-Marseille Provence au financement de ce dispositif à hauteur de 15 000 euros par une subvention à Centrale Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 17 mai 2017

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt d'assurer la surveillance des accès autorisés des structures du Technopole de

Château-Gombert en-dehors des heures d'affluence.

- L'enjeu du maintien de la sécurité sur le site en termes d'image et de réputation pour le Technopole, site d'excellence académique et entrepreneuriale, et pour le territoire.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 15 000 euros à Centrale Marseille pour la gestion du dispositif de surveillance des accès autorisés des organismes du Technopole.

Article 2 :

Est approuvée la convention financière, ci-annexée relative à l'attribution d'une subvention à Centrale Marseille pour la gestion du dispositif de surveillance des accès autorisés des organismes du Technopole.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions y afférentes.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2017 de la Métropole Aix-Marseille Provence sous-politique B 320 – Chapitre 67 – Nature 6748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 010-1907/17/BM

■ Approbation d'une convention de partenariat avec la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence pour la réalisation d'une étude filière santé métropolitaine MET 17/3465/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans son Agenda du Développement Economique voté par le Conseil de la Métropole le 30 mars 2017, la Métropole a retenu la filière santé parmi ses 6 filières d'excellence. Ce secteur est incarné par des projets structurants dont la concrétisation et le développement sont une priorité.

La Métropole possède une expertise reconnue mondialement dans différents domaines comme la cancérologie, l'immunologie, les maladies rares, l'infectiologie, l'instrumentation médicale ou les

neuroscience auxquels de grands projets structurants se sont adossés : Marseille Immunopôle, Giptis, IHU Méditerranée Infection, Institut des Neurosciences.... Elle est dotée d'une recherche publique et hospitalo-universitaire exceptionnelle, ainsi que de structures de soins majeures.

De nombreuses entreprises en biotechnologies et technologies médicales ont vu le jour ces 20 dernières années. Certaines d'entre elles connaissent une croissance remarquable (Sartorius Stedim, Innate Pharma, Supersonic Imagine, Immunotech /Beckman Coulter France...)

Ces entreprises, notamment celles impliquées dans les grands projets métropolitains externalisent une grande partie de leurs activités vers des entreprises de services technologiques ou des entreprises de services intellectuels qui développent des savoirs faire ou compétences clés pour l'industrie mondiale des biotechnologies et peuvent connaître des croissances rapides et créer de nombreux emplois.

De par ses orientations et enjeux scientifiques et industriels, cet ensemble métropolitain a été positionné sur la thématique des « Thérapies Innovantes » et intégré par la Région dans le cadre des OIR, avec la Métropole Aix-Marseille-Provence comme barycentre régional. A noter également l'identification d'une OIR la silver économie ancrée sur Nice.

Pour ces raisons, la Métropole Aix-Marseille-Provence, le pôle Eurobiomed et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence ont convenu de lancer une étude permettant de disposer de données objectives et pertinentes sur deux axes principaux :

- Le poids et les enjeux de la filière santé
- L'identification des offres de services à valeur ajoutée pour accompagner la consolidation des entreprises de biotech et medtech et la structuration des grands projets métropolitains.

Sur une période totale de six mois, la mise en œuvre de l'étude portée par la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence est organisée de la façon suivante :

1. Poids économique de la filière santé

- Evaluer le poids de la filière santé sur le territoire en nombre d'établissements, effectifs, salariés et si disponible le CA. Les différents segments de la chaîne de valeur seront analysés.
- Identifier les entreprises à potentiel du territoire ainsi que leurs caractéristiques et leur marché d'appartenance (thérapies, diagnostic, dispositifs médicaux, medtechs, e santé, silver économie)
- Mettre en lumière les grands projets (Marseille Immunopôle, Giptis, IHU Méditerranée Infection, Dhune, Institut de

Neurosciences) par la réalisation de fiches synthétiques homogènes (implantation territoriale, avantages compétitifs, indicateurs de suivi et potentiel économique)

2. Identification des besoins de la filière

- Connaître les besoins des acteurs de la filière santé en matière d'accompagnement (financement, création,)
- Caractériser les relations donneurs d'ordre/sous-traitants dans le domaine des thérapies innovantes et identifier les entreprises manquantes

Le pilotage de l'étude sera assuré par un comité réunissant les financeurs : CCIMP, Eurobiomed et la Métropole Aix-Marseille-Provence. La réalisation de l'étude globale sera assurée par la CCIMP.

Le budget global de la mission d'accompagnement portée par la CCIMP est de 90 000 €.

La participation de la Métropole s'élève à 30 000 € soit 33% du budget global, aux côtés de ses autres partenaires CCIMP (45 000 €) et Eurobiomed (15 000 €).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La convention cadre de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence approuvée le 9 février 2017 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de soutenir l'action portée par la CCIMP pour la réalisation de l'étude filière santé métropolitaine.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de partenariat ci-annexée conclue avec la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence (CCIMP) pour la réalisation d'une étude filière santé métropolitaine.

Article 2 :

Est approuvée la participation financière, dans le cadre de ce partenariat, de la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour un montant de 30 000 euros (trente mille euros).

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous documents y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au Budget de la Métropole 2017 - Sous-politique B360 - Fonction 65 – Nature 65738.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 011-1908/17/BM

■ Demande de subvention de fonctionnement relative à l'opération Tables Rondes de l'Arbois MET 17/3258/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis 9 ans, le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée, en partenariat avec Aix-Marseille Université, organise un colloque annuel intitulé « Les Tables Rondes de l'Arbois ». Cette manifestation vise à sensibiliser la société civile aux grandes avancées scientifiques et techniques dans le domaine de l'environnement et du développement durable. Lieux de savoir et de débats, « Les tables Rondes de l'Arbois » sont aujourd'hui connues et reconnues comme étant un événement culturel scientifique majeur où les plus grands professeurs, chercheurs et personnalités de leur domaine viennent partager et diffuser la richesse de leur savoir.

La 9^e édition des Tables Rondes de l'Arbois s'est déroulée du jeudi 30 mars au vendredi 31 mars 2017 autour du thème « Langage, écritures et communication » au sein de la faculté de Droit et Science Politique d'Aix-Marseille Université. Comme pour les précédentes éditions, un plateau exceptionnel de personnalités d'audience internationale ont répondu à l'invitation du Professeur Daniel Nahon, instigateur des Tables Rondes de l'Arbois et membre fondateur du Conseil Scientifique et Industriel du Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée. Louis Schweitzer, Yves Coppens, Jean Jouzel ou encore Patrice Debré sont intervenus dans un programme de conférences qui ont réunis une quinzaine d'experts d'exception et plus d'un millier de participants.

Les Tables Rondes de l'Arbois reçoivent chaque année le soutien financier de partenaires institutionnels, notamment du Département des Bouches-du-Rhône et de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

La présente délibération vise à approuver les demandes de subvention suivantes auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur et à signer tous les documents y afférents.

Le budget alloué par la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les 9e Tables Rondes de l'Arbois a été établi à 111 795 € TTC, déduction non faite des aides financières qui seront sollicitées par la Métropole Aix-Marseille Provence auprès du Conseil Départemental 13 pour un montant de 25 000 € TTC et du Conseil Régional PACA pour un montant de 8000 € TTC, dès lors que Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant sera autorisé à réaliser cette opération.

Le budget global prévisionnel de la manifestation est le suivant :

DEPENSES TTC		RECETTES TTC	
Nature	Montant	Nature	Montant
Accompagnement à l'organisation du colloque :		Ressources propres Métropole Aix-Marseille Provence	78 795,00
Communication	12 345,00	Demande de financement :	
Relations medias	8 160,00	Conseil Départemental 13	25 000,00
Animation	3 600,00	Conseil Régional PACA	8 000,00
Logistique (déplacement, hébergement, repas, accueil, sécurité)	35 770,00		
Post congrès	1 320,00		
Honoraires : Conseil et coordination	8 400,00		
Location espace	3 600,00		
Réception - Traiteurs	13 800,00		
Prestations Intellectuelles	24 800,00		
TOTAL des dépenses	111 795,00	TOTAL des recettes	111 795,00

Aix-Marseille Université alloue quant elle un budget de 104 000 € TTC venant compléter le budget de la manifestation (prise en charge de la captation audiovisuelle des Tables Rondes de l'Arbois et communication de l'Université dédiée spécifiquement à cette manifestation).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de cette opération.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union européenne, de l'Etat, du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette manifestation.

Article 2 :

La recette correspondante sera constatée au Budget 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, État Spécial du Territoire Budget n°6, Conseil de Territoire du Pays d'Aix, section de fonctionnement - Nature 7473 - Fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 012-1909/17/BM

**■ Attribution de subventions à Aix-Marseille Université pour l'organisation d'événements scientifiques et de colloques - Approbation d'une convention
MET 17/3680/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Aix-Marseille Université organise des événements « grand public » permettant de favoriser le rayonnement et la reconnaissance de la recherche sur le territoire Aix-Marseille ainsi que de prestigieux colloques qui contribuent à accroître sa notoriété.

Dans ce cadre, il est proposé de poursuivre l'action de soutien de la Métropole à ces événements qui sont portés par le territoire de Marseille Provence et le territoire du Pays d'Aix.

Projets de culture scientifique :

La culture scientifique et technique, la médiation scientifique, la vulgarisation scientifique visent à expliquer, à faire comprendre et aimer les sciences et la recherche ainsi qu'à transmettre les connaissances scientifiques des chercheurs au public.

Dans le cadre de cette mission, Aix-Marseille Université organise cette année deux événements :

- *La Nuit Européenne des Chercheurs* le 29 septembre 2017
- *Le Souk des Sciences* le 25 juin 2017.

« Nuit Européenne des Chercheurs » :

Rendez-vous européen de culture scientifique, la Nuit européenne des Chercheurs permet une rencontre entre publics et chercheurs dans un univers mis en scène le temps d'une soirée. L'événement se déroule en simultané dans plus de 280 villes en Europe. Cet événement aux formats inédits attire un public jeune (à l'échelle nationale, plus de 40% des visiteurs ont entre 20 et 30 ans).

L'arrivée d'Aix-Marseille Université dans le consortium français en 2016 a permis une représentation du Sud-Est de la France dans ce temps fort. Cette première édition a été un franc succès avec plus de 1500 visiteurs dans la soirée.

Fort du succès, cet événement aura lieu en 2017 le 29 septembre aux Docks des Sud à Marseille.

La programmation de cette soirée multidisciplinaire (18h à minuit), intégrera la participation de chercheurs impliqués dans des programmes de recherche européens. Les animations proposées mettront en lumière les collaborations de recherche entre Marseille et d'autres villes en Europe (en neurosciences, informatique, biorobotique, droit européen...), montrant le rayonnement et la reconnaissance de la recherche sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille Provence.

La soirée intégrera plusieurs formats de rencontre : plateau-radio, conférences dans le noir, univers de chercheurs mis en scène, etc. Un espace de restauration et des installations artistiques sont également envisagés.

Tous les organismes de recherche de la région seront partenaires de l'évènement (CNRS, INSERM, IRD, CEA...).

« Souk des Sciences » :

Les *Souks des Sciences* sont des actions hors-murs destinées principalement au grand public. Il s'agit d'un ensemble de stands animés par des scientifiques dans un lieu de vie : place de marché, centre commercial, espace public... Les acteurs sont les laboratoires universitaires, les organismes de recherches, les observatoires, les musées, les associations de diffusion de la culture scientifique...

Cette action, création d'Hassane Bitar, enseignant-chercheur en chimie à Aix-Marseille Université, a reçu le Prix Diderot de l'initiative culturelle en 2005 ; elle a beaucoup de succès auprès du grand public et a

constitué un des temps forts en 2013 lors de l'année capitale européenne Marseille Provence 2013.

L'évènement est itinérant et aura lieu cette année le 25 juin 2017 sur la Canebière à Marseille dans le cadre de l'évènement célébrant les 90 ans de l'avenue, les Dimanches de la Canebière.

Une quinzaine de stands animés par des chercheurs et par des associations de culture scientifique seront proposés aux passants de 10h à 17h pour faire découvrir les recherches actuelles au moyen de démonstrations, expériences et ateliers d'observations. En prenant place au milieu de la rue, le « *Souk des Sciences* » devient un lieu d'échanges d'idées et de connaissances dans un esprit convivial et ouvert.

Les budgets de financement des deux évènements se présentent de la façon suivante :

1. « la Nuit Européenne des Chercheurs » :

• Commission européenne	16 000€
• Coordination Etat-Région pour la CSTI	10 000€
• Conseil départemental 13	16 400€
• Ville de Marseille	15 000€
• Aix-Marseille Université	22 400€
• CNRS	1 000€
• Inserm	1 000€
• IRD	1 000€
• Métropole Aix-Marseille Provence	5 000€
Total	87 800€

2. « le Souk des Sciences » :

•	6 000€
• Conseil départemental 13	2 000€
• Aix-Marseille Université	8 150€
• Métropole Aix-Marseille Provence	3 000€
Total	19 150€

Colloques et manifestations :

Dans le cadre des colloques organisés par Aix-Marseille Université valorisant le travail des équipes universitaires et de recherche et les travaux étudiants, il vous est proposé de valider le soutien financier aux manifestations et actions suivantes, avec une incidence financière totale de 9 500€, comme suit :

- 3 000 € pour l'aide à l'organisation du colloque « Le roman graphique en langues romanes et germaniques », du 6 au 8 avril 2017, organisé par le CAER, Centre Aixoïse d'Etudes Romanes,

- 1 500 € pour l'aide à l'organisation du colloque « Artémis à Claros et à Didymes », du 5 au 7 avril 2017, organisé par le CCJ, Centre Camille Jullian,

- 1 500 € pour l'aide à l'organisation du colloque « Pavements antiques et sols construits : vocabulaire,

techniques, diffusion », du 18 au 19 avril 2017, organisé par le CCJ, Centre Camille Jullian,

- 2 000 € pour l'aide à l'organisation du colloque « La confusion des genres dans la Pharsale de Lucain : l'identité de l'épopée mise en question. Perspectives littéraires, stylistiques et linguistiques », du 18 au 19 mai 2017, organisé par le TDMAM, Centre de recherche Textes et Documents de la Méditerranée Antique et Médiévale,

- 1 500 € pour l'aide à l'organisation de la 40 ième table ronde du CRA qui portera sur « Citoyen – administration : 40 ans d'évolutions », du 3 au 4 novembre 2017, organisée par le CRA, Centre de Recherches Administratives.

Tableau récapitulatif des subventions accordées pour les manifestations/colloques :

Organisateur	Manifestation / Colloque	Date	Subventions N-1 et N-2	Subvention demandée	Budget prévisionnel co financeurs	Montant proposé
Le CAER, Centre Aixois d'Etudes Romanes GU : 2017.00875	Le roman graphique en langues romanes et germaniques, sur le campus aixois	Du 6 au 8 avril 2017	N-1 : 1 500 € N-2 : 1 500 €	5 000 €	24 500 € Co financeurs : CD 13 : 5 000 € AMU : 10 750 € Université de Naples : 500 € Institut Göthe : 500 € Droits d'Inscription : 2 750 €	3 000 € Soit 12,2 % du budget prévisionnel
Le CCJ, Centre Camille Jullian GU : 2017.00876	« Artémis à Claros et à Didymes », sur le campus aixois	Du 5 au 7 avril 2017	N-1 : 0 € N-2 : 0 €	1 500 €	9 895 € Co financeurs : CD 13 : 1 500 € AMU : 6 895 €	1 500 € Soit 15,2 % du budget prévisionnel
Le CCJ, Centre Camille Jullian GU : 2017.00877	« Pavements antiques et sols construits : vocabulaire, techniques, diffusions », sur le campus aixois	Du 18 au 19 avril 2017	N-1 : 0 € N-2 : 0 €	1 500,00 €	7 500 € Co financeurs : CD 13 : 1 500 € AMU : 3 500 € Musée Avenches : 500 € Aoraoc Cnrs Paris : 500 €	1 500 € Soit 20 % du budget prévisionnel
le TDMAM, Centre de recherche Textes et Documents de la Méditerranée Antique et Médiévale GU : 2017.00873	« La confusion des genres dans la Pharsale de Lucain : l'identité de l'épopée mise en question. Perspectives littéraires, stylistiques et linguistiques », sur le campus aixois	Du 18 au 19 mai 2017	N-1 : 0 € N-2 : 0 €	2 000,00 €	8 340 € Co financeurs : CD 13 : 2 100 € AMU : 3 140 € Université Paris-Sorbonne : 1 100 €	2 000 € Soit 24% du budget prévisionnel
Le CRA, Centre de Recherches Administratives GU : 2017.00874	40 ième table ronde du CRA qui portera sur « Citoyen – administration : 40 ans d'évolutions », sur le campus aixois	Du 3 au 4 novembre 2017	N-1 : 18 000 € N-2 : 35 000 €	1 500 €	10 000 € Co financeurs : CD 13 : 1 000 € AMU : 7 500 €	1 500 € Soit 15 % du budget prévisionnel

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'attribuer une subvention d'un montant de 17 500 euros à Aix-Marseille Université pour l'organisation de ces événements et selon la répartition suivante :

- Projets de culture scientifique : 8 000 €

« la Nuit Européenne des Chercheurs » : 5 000 €
« le Souk des Sciences » : 3 000 €

- Colloques et manifestations : 9 500 €

« Le roman graphique en langues romanes et germaniques » : 3 000 €
« Artémis à Claros et à Didymes » : 1 500 €
« Pavements antiques et sols construits : vocabulaire, techniques, diffusion » : 1 500 €
« La confusion des genres dans la Pharsale de Lucain : l'identité de l'épopée mise en question. Perspectives littéraires, stylistiques et linguistiques » : 2 000 €
« Citoyen – administration : 40 ans d'évolutions » : 1 500 €
et d'approuver la convention y afférente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au bureau de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n°HN 021-049/16CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'approbation du Règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt des projets et des colloques portés par Aix-Marseille Université en matière de promotion de l'activité et de la culture scientifiques et de valorisation des travaux de recherche.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 17 500 euros à Aix-Marseille Université pour l'organisation des deux événements scientifiques et de cinq colloques.

Les subventions relatives à « la Nuit Européenne des Chercheurs » et au « Souk des Sciences » soit 5 000€

et 3 000€ seront prises en charge par le Territoire de Marseille Provence.

Les subventions relatives aux colloques «Le roman graphique en langues romanes et germaniques», soit 3 000€, « Artémis à Claros et à Didymes» soit 1 500€, «Pavements antiques et sols construits : vocabulaire, techniques, diffusion» soit 1 500€, «La confusion des genres dans la Pharsale de Lucain : l'identité de l'épopée mise en question. Perspectives littéraires, stylistiques et linguistiques » soit 2 000 € et «La 40ième table ronde du CRA qui portera sur Citoyen – administration : 40 ans d'évolutions» soit 1 500 € seront prises en charge par le Territoire du Pays d'Aix

Article 2 :

Est approuvée la convention financière, ci-annexée conclue avec Aix-Marseille Université.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 de la Métropole d'Aix-Marseille Provence sous politique B360 – chapitre 65 – nature 65738 pour le territoire de Marseille Provence et sur l'état spécial du territoire du Pays d'Aix, chapitre 65 - fonction 23 - nature 657382 pour le territoire du Pays d'Aix.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 013-1910/17/BM

**■ Attribution d'une subvention au Centre National de la Recherche Scientifique pour l'organisation de la conférence " les 16èmes journées d'Economie Publique Louis-André Gérard-Varet" - Approbation d'une convention
MET 17/3683/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Groupement de Recherche en Economie Quantitative d'Aix-Marseille GREQAM, unité mixte de recherche, organise depuis 2002, un an après la disparition prématurée du grand scientifique dont elles portent le nom, les journées Louis-André Gérard-Varet qui ont pour objectif de stimuler la production et la diffusion de recherches de qualité en économie publique, en privilégiant les résultats qui contribuent de manière significative à éclairer le débat et/ou la décision publique.

Accueillant à l'origine 30 à 40 participants, elles ont connu un développement rapide au plan international.

Ce colloque combine les conférences plénières et les communications sélectionnées de façon particulièrement rigoureuses. Depuis leur création, les journées ont ainsi accueilli comme conférenciers invités des personnalités scientifiques aussi prestigieuses que Eric Maskin, James Mirlees ou Jean Tirole, tous trois prix Nobel d'Economie...

Cette année, les journées se tiendront du 12 au 13 juin 2017 au Conservatoire Darius Milhaud à Aix en Provence. Les principaux conférenciers invités sont Alan.B. Krueger, professeur à Princeton University, USA, Ariel. Rubinstein, professeur à Tel Aviv University et New-York University et Martin. Weitzam, professeur à Harvard University, USA

Elles accueillent des chercheurs de plus de 40 pays et ont reçu 460 intentions de communications évaluées

par des experts internationaux et font l'objet d'une sélection importante. 150 communications ont été retenues et seront présentes en 40 sessions sur des thèmes variés : fiscalité, économie spatiale et urbaine, santé, productivité et salaires, théorie des jeux et organisation industrielle ou des thèmes de société tels que famille et mariage.

La portée scientifique de l'évènement pour le laboratoire est considérable et fournit un espace de rayonnement intellectuel particulièrement vif pour le territoire métropolitain

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'attribuer une subvention de 7 000 € au CNRS pour l'organisation de la conférence "Les 16ièmes journées d'Economie Publique Louis-André Gérard-Varet" et d'approuver la convention y afférente.

Organisateur	Manifestation / Colloque	Date	Subventions N-1 et N-2	Subvention demandée	Budget prévisionnel co financeurs	Montant proposé
GREQAM, Groupement de Recherche en Économie Quantitative Marseille GU : 2017.00872	« 16ièmes journées d'Economie Publique Louis-André Gérard-Varet », Conservatoire Darius Milhaud.	Du 12 au 13 juin 2017	N-1 : 11 000 € N-2 : 7000 €	7 000 €	48 000 € Co financeurs : CD 13 : 3 000 € AMSE : 7 000 € CRPACA : 3 000 € Ass pour le développement recherche en économie et statistique : 3 000 € Droits d'Inscription : 25 000€	7 000 € Soit 14,6% du budget prévisionnel

Règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au bureau de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n°HN 021-049/16CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'approbation du

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de la conférence « 16ièmes journées d'Economie Publique Louis-André Gérard-Varet » portée par le GREQAM / CNRS.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 7 000 euros au Centre National de la Recherche Scientifique pour l'organisation de la conférence « 16ièmes

journées d'Economie Publique Louis-André Gérard-Varet ».

Article 2 :

Est approuvée la convention financière, ci-annexée conclue avec le Centre National de la Recherche Scientifique.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 - ligne 23 - 657382.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 015-1912/17/BM

■ Etablissement d'une servitude au profit de Bouygues Telecom sur le secteur du Tourillon - Technopôle de l'Arbois

MET 17/3257/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'ex-Syndicat Mixte de l'Arbois est propriétaire de terrains situés sur le secteur du Tourillon à Aix-en-Provence, notamment la parcelle cadastrée KT n°176 d'une superficie de 20 308 m².

Sur ce terrain, la société Bouygues Telecom avait procédé à la mise en place d'un fourreau souterrain permettant le passage de fibre optique, sur un linéaire d'environ 178 m.

Ce réseau avait été déployé en 1999 par l'opérateur sans formalisme particulier vis-à-vis de l'ancien propriétaire. Cette situation avait été découverte lors des études préalables à l'implantation du campus « The Camp » situé à proximité immédiate et lui aussi impacté par ce tracé.

Il s'agit donc de régulariser cette situation afin de garantir les droits et devoirs de chacune des parties, en mettant en place une servitude légale dans le sous-sol de ce terrain non bâti.

La convention de servitude a pour objet de fixer les conditions dans lesquelles la Métropole concède à Bouygues Telecom une servitude de passage sur les emprises, telles que définies sur le plan figurant en annexe, afin d'implanter des installations et équipements techniques.

Cette servitude entrera en vigueur à compter de sa transmission en Préfecture, après signature par les parties. Elle est accordée pour la durée restant à courir de la dernière autorisation en vigueur délivrée par le Ministère au profit de Bouygues Telecom (sur une durée de 15 ans, renouvelée depuis 2010).

Cette servitude entraînera le versement d'une redevance annuelle d'occupation par Bouygues Telecom fixé à 1€ HT par mètre linéaire de fourreau, soit un montant total de 178 €/an.

L'objet de ce rapport n'a pas d'incidence financière. Bouygues Telecom prendra en charge l'ensemble des frais inhérents à l'établissement de cette servitude.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article L 48 de la loi n° 96-659 du 26 juillet 1996 ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- la nécessité de mettre en place une servitude de passage permettant à la société Bouygues Télécom de régulariser la situation juridique de ses équipements et poursuivre leur exploitation sur le site du Tourillon à Aix-en-Provence ;
- le projet de convention et le plan de localisation joints au présent rapport.

Délibère

Article 1 :

Est accordée à la société Bouygues Telecom une servitude affectant la parcelle KT n°176 située sur la commune d'Aix-en-Provence pour le passage d'un réseau de fibre optique, moyennant le versement d'une redevance annuelle de 1€ HT par mètre linéaire.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention de servitude, ainsi que tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 016-1913/17/BM

■ Approbation d'une convention d'études avec la SNCF Réseau pour la réhabilitation de la Zone d'Activités de Plan de Campagne - Chemin des Rigons MET 17/3218/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la réhabilitation de la zone d'activités de Plan de Campagne, la Communauté du Pays d'Aix s'est engagée dans la mise à double sens du chemin des Rigons passant sous les ponts de l'autoroute A51 et de la voie ferrée, au Sud-Est de la zone (action n°8 du schéma directeur d'aménagement de Plan de Campagne). L'objectif de cet aménagement est triple :

- améliorer l'accessibilité des usagers et la rapidité d'intervention des services de secours sur la zone,
- rendre possible la mise en place d'une voie de bus à haut niveau de service (BHNS) jusqu'au futur pôle d'échanges,
- permettre aux enseignes du secteur de développer leurs projets et leur surface commerciale et, ainsi, créer de nouveaux emplois.

Rappel du programme de l'opération :

Le 17 décembre 2015, le Conseil communautaire de la CPA approuvait le programme prévisionnel du projet pour un montant de 8.040.000 € TTC. Il consiste à créer un nouveau passage inférieur sous l'autoroute et la voie ferrée, au Nord des ouvrages actuels, pour accueillir une nouvelle voie de circulation ouverte aux véhicules légers, aux bus et aux véhicules de secours. Le franchissement des poids-lourds de gabarit supérieur à 3,50 mètres a été exclu. Les ouvrages existants sont maintenus pour les

dédier aux modes doux (piétons et cyclistes) et seront utilisés pour les éventuelles déviations de réseaux.

Ainsi, l'opération porte sur :

- la création d'un pont sous l'autoroute A51,
- la création d'un pont-rail sous la voie ferrée,
- l'aménagement d'une voirie nouvelle sous ces nouveaux ouvrages d'art, entre la RD543 et l'avenue du Barreau Nord-Sud, ainsi que la reprise de la voie existante pour la dédier aux modes doux,
- la modification du bassin de rétention de l'A51,
- la reprise des réseaux, y compris l'implantation du collecteur pluvial prescrit par arrêté préfectoral du 11 avril 2011 (phase 4).

Maîtrise d'ouvrage de l'opération :

La maîtrise d'ouvrage de cette opération est aujourd'hui portée dans sa globalité par la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de la réhabilitation des zones d'activités, à l'exception du pont-rail dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par SNCF Réseau. Dans ce cadre, la Communauté du Pays d'Aix a déjà signé avec SNCF Réseau une première convention de financement pour la réalisation des études préliminaires, convention approuvée par délibération du Conseil communautaire du 17 décembre 2015.

Ces études préliminaires sont sur le point de s'achever. SNCF Réseau va prochainement engager les études d'avant-projet (AVP) et de projet (PRO) du pont-rail. Celles-ci ont pour objectif de définir la consistance et l'estimation du coût de l'opération, ainsi qu'un calendrier prévisionnel de réalisation prenant en compte les interfaces avec la seconde phase du projet de modernisation de la ligne Marseille – Aix-en-Provence. Préalablement au lancement de ces études, il est nécessaire de passer une seconde convention avec SNCF Réseau.

Projet de convention de financement des études AVP-PRO du pont-rail :

Pour poursuivre le projet de mise à double sens du chemin des Rigons, il est proposé de signer avec SNCF Réseau une convention de financement pour la réalisation des études d'avant-projet et de projet. Cette convention a pour objet de définir :

- le contenu des études à réaliser,
- le délai et le calendrier prévisionnel de réalisation des études,
- l'assiette de financement et le plan de financement,
- les modalités de versement des fonds.

Le coût de cette mission s'élève à 150.000 € courants HT et comprend les frais de maîtrise d'ouvrage, l'élaboration du dossier « cas par cas » relatif à l'étude d'impact, ainsi que la saisine de l'Autorité Environnementale du Conseil Général de

l'Environnement et du Développement Durable (CG-EDD).

Le projet de convention est joint en annexe.

Financement des études AVP-PRO du pont-rail :

Pour l'opération de mise à double sens du chemin des Rigons, une autorisation de programme de 9 M€ avait été validée par le Conseil communautaire du 17 décembre 2015.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2005-A141 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2005 adoptant le schéma directeur d'aménagement de Plan de Campagne ;
- La délibération n°2014-A240 du Conseil communautaire de la CPA du 11 décembre 2014 approuvant la création d'une autorisation de programme n°2015/4 de 5 M € pour l'opération du chemin des Rigons ;
- La délibération n°2015-A280 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant l'augmentation de l'autorisation de programme n°2015/4 relative au chemin des Rigons pour un montant de 9 M € ;
- La délibération n°2015-A334 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant le programme prévisionnel du projet de mise à double sens du chemin des Rigons pour un montant de 8.040.000 € TTC ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est validée la poursuite des études relatives à la création d'un pont-rail dans le cadre du projet de mise à double sens du chemin des Rigons au Sud-Est de la zone de Plan de Campagne, pour un montant de 150.000 € HT.

Article 2 :

Est approuvée la convention de financement entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et SNCF Réseau pour la réalisation des études AVP-PRO relatives au pont-rail des Rigons pour la création d'un pont cadre au PK 428+893 de la ligne Grenoble / Marseille sur la commune des Pennes-Mirabeau.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention et les différentes pièces afférentes à ce dossier.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal de la Métropole fractionné, dans l'état spécial du Territoire du Pays d'Aix, au service 3C.

ECO 017-1914/17/BM

■ Acquisition d'une parcelle pour l'aménagement d'un bassin de rétention au carrefour de la RD6 et de la RD543 sur la Zone d'Activités de Plan de Campagne MET 17/3184/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique, la Communauté du Pays d'Aix s'est engagée dans la réhabilitation de la zone d'activités de Plan de Campagne et, notamment, dans la remise aux normes des ouvrages hydrauliques du site. A ce titre, elle a réalisé en 2004 un schéma directeur d'assainissement pluvial préconisant un certain nombre d'aménagements désormais prescrits par arrêté préfectoral en date du 11 avril 2011.

Après avoir réalisé la phase 1 (redimensionnement du bassin de rétention de Baume-Baragne) et engagé les travaux de la phase 2 (mise en place d'un nouveau collecteur à l'Ouest de Plan de Campagne), il s'agit aujourd'hui de réaliser la phase 3a. Celle-ci consiste à créer, au carrefour de la RD6 et de la RD543, un

bassin de rétention de 12.000 m³ destiné à résorber les inondations sur le secteur d'Avant-Cap.

A l'issue des études qui ont été menées, cet équipement a été implanté sur la parcelle cadastrée section BV n°1 d'une surface de 7.937 m² et propriété de l'Immobilier Groupe Casino. La Communauté du Pays d'Aix a donc sollicité auprès de cette société une cession gratuite, conformément à l'engagement pris auprès du Préfet par les associations de propriétaires et de commerçants de Plan de Campagne pour soutenir les collectivités publiques dans leur action. En parallèle, elle a également sollicité en 2014 le Service des Domaines qui a évalué la valeur de la parcelle à 158.740 € HT.

L'Immobilier Groupe Casino indiquait être favorable à cette cession mais pas sur la gratuité. Ainsi, le Territoire du Pays d'Aix a relancé l'Immobilier Groupe Casino en juillet 2016 pour obtenir un positionnement de leur part.

Le 13 février 2017, l'Immobilier Groupe Casino a donné son accord pour céder le terrain au montant estimé par le Service des Domaines, au prix net vendeur et hors TVA éventuellement applicable de 158.000 €. En contrepartie, elle sollicite un acte de vente intégrant un droit de préemption à son profit en cas de cession du terrain aménagé, ainsi qu'une clause résolutoire en cas d'absence d'aménagement du bassin de rétention.

La Métropole Aix-Marseille-Provence acquerrait donc une surface de 7.937 m² correspondant à la parcelle cadastrée section BV n°1, propriété de la SAS Immobilier Groupe Casino et sise à Cabriès. Le bassin de rétention sera classé ultérieurement dans le domaine public. Le bien est cédé au prix de 158.000 € HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant délégation du Conseil de la

Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix, notamment en matière de réhabilitation des zones d'activités ;

- La délibération n°URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole, notamment en matière d'acquisition foncière ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une surface de 7.937 m² correspondant à la parcelle cadastrée section BV n°1, propriété de la SAS Immobilier Groupe Casino et sise à Cabriès, pour un montant de 158.000 € HT.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents nécessaires et prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de ce dossier.

Article 3 :

Les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont pris en charge par la Métropole.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal de la Métropole fractionné, dans l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix, au service 3C.

ECO 018-1915/17/BM

**■ Approbation d'une convention de participation aux équipements publics de la Zone d'Aménagement Concerté du Quartier de Lenfant à Aix-en-Provence avec la SCI Paulinvest
MET 17/3246/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La ZAC du Quartier de Lenfant à Aix-en-Provence d'une superficie de 36ha a été concédée à la SPLA

Pays d'Aix Territoires en février 2010 pour son aménagement et sa commercialisation.

Les nouvelles constructions pouvant être érigées sur les terrains privés se situant dans le périmètre de ZAC sont soumises à des participations conformément à l'article L311-4 du Code de l'Urbanisme. En effet, cet article dispose que « Lorsqu'une construction est édifée sur un terrain n'ayant pas fait l'objet d'une cession, location ou concession d'usage consentie par l'aménageur de la zone, une convention conclue entre la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale et le constructeur précise les conditions dans lesquelles celui-ci participe au coût d'équipement de la zone. La convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire ou de lotir ».

Le montant des participations pour la ZAC de Lenfant a été fixé à 59,86 €HT/m² de surface de plancher par délibération n°2012_A109 du Conseil Communautaire le 12 juillet 2012 dans le cadre de la modification du dossier de réalisation et de la détermination du montant des participations aux équipements publics de la ZAC.

Ainsi, il convient d'approuver dans le cadre de l'opération portée par la SCI PAULINVEST visant à créer 510 m² de bureaux et d'ateliers, une convention tripartite entre le constructeur, la SPLA Pays d'Aix Territoires et la Métropole fixant le montant de la participation à 30 525,60 €HT et définissant les conditions et modalités de son versement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment son article L.311-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2009_A221 du Conseil communautaire de la CPA du 11 décembre 2009 créant la ZAC ;
- La délibération n°2010_B026 du Bureau communautaire de la CPA du 4 février 2010 confiant l'aménagement de la ZAC du Quartier de l'Enfant à la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°2010_A012 du Conseil communautaire de la CPA du 25 février 2010 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC et son programme des équipements publics ;

- La délibération n°2012_A109 du Conseil communautaire de la CPA du 12 juillet 2012 approuvant la modification du dossier de réalisation et le montant des participations aux équipements publics de la ZAC ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de faire participer la société SCI PAULINVEST au coût des équipements publics de la ZAC conformément à l'article L311-4 du Code de l'Urbanisme.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention avec la SCI PAULINVEST.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 019-1916/17/BM

■ Approbation d'une convention cadre avec la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur relative à l'abondement du Fonds Unique Interministériel MET 17/3199/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

1. Le contexte législatif

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (Loi NOTRe) a fait évoluer les compétences de collectivités territoriales en matière d'interventions économiques. Ces nouvelles dispositions législatives ont notamment renforcé le rôle de la Région, aujourd'hui seule habilitée à attribuer certaines aides. Avec l'élaboration du SRDEII (Schéma Régional du Développement

Economique, de l'Innovation et de l'Internationalisation), la Région fixe désormais les principales orientations en matière de développement économique, tout en prenant en compte les contributions des partenaires économiques et institutionnels, associés à cette démarche. En région PACA, ce schéma a été voté le 17 mars dernier.

Les Métropoles restent néanmoins des partenaires incontournables dans le domaine du développement économique. La Métropole Aix-Marseille-Provence a adressé à la Région PACA une contribution formalisée, insistant sur l'intégration, dans les annexes du SRDEII, de l'agenda du développement économique métropolitain.

Dans le cadre de la loi NOTRe, les Métropoles continuent de bénéficier d'une compétence de plein droit sur certaines interventions sectorielles, les garanties d'emprunt, certaines prises de participation et l'aide aux organismes qui participent à la création et la reprise d'entreprises. Pour ce qui est des aides aux entreprises, les Métropoles préservent la compétence des aides en faveur de l'immobilier d'entreprise.

En revanche, son intervention n'est possible qu'en complément de la Région, pour les aides de droit commun dédiées à la création ou à l'extension d'activités économique, qu'il s'agisse de la définition d'un régime d'aide ou d'une décision d'octroi d'aides aux entreprises. Les Métropoles peuvent aussi recevoir délégation de compétence en la matière. Ces dispositions sont inscrites à l'article L1511-2 du CGCT. A noter qu'auparavant, à défaut de pouvoir exercer cette compétence, les EPCI avaient la possibilité de conventionner soit avec la Région, soit avec l'Etat.

Afin d'assurer la continuité des actions menées par les anciens EPCI, la Métropole Aix-Marseille-Provence est aujourd'hui amenée à conventionner avec la Région.

2. Présentation d'une convention cadre pour l'abondement du Fonds Unique Interministériel (FUI)

Le cofinancement, par les collectivités infrarégionales, de projets de Recherche & Développement collaboratifs, dans le cadre du FUI, fait partie de la nouvelle réglementation. Ce dispositif faisait d'ailleurs l'objet d'une convention cadre globale, élaborée sous l'égide de l'Etat et signée le 22 juillet 2010 par tous les partenaires institutionnels concernés. D'une durée limitée, cette convention est aujourd'hui caduque.

Il convient de rappeler que le Fonds Unique Interministériel fonctionne par appels à projets et vise à soutenir l'effort d'innovation et la coopération entre les différents acteurs (PME, grands groupes industriels, organismes de recherche et établissements de formation).

Les projets retenus ont pour objet la création de produits ou de services innovants qui puissent être

commercialisés à moyen terme. Ils permettent aux entreprises d'acquérir des savoir-faire et de capter de nouveaux marchés. Dans de nombreux cas, les projets collaboratifs sont l'opportunité pour les PME et TPE de devenir des acteurs reconnus auprès des grands groupes.

Les projets présentés pour financement au FUI font l'objet d'une labellisation des pôles de compétitivité et d'une expertise technique et financière par les services spécialisés des ministères concernés, en tenant compte des priorités de politique industrielle fixées au niveau national.

Comptant de nombreuses entreprises et établissements de recherche impliqués dans ces projets de R&D collaboratifs, les territoires de Marseille et d'Aix-en-Provence étaient engagés de longue date dans une politique d'octroi d'aides aux acteurs du FUI. La convention cadre avec la Région permettra d'inscrire l'action de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le nouveau contexte réglementaire. Ce cadre étant acté, des entreprises basées sur les autres territoires pourront à terme également bénéficier d'un soutien de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L1511-1 à L1511-5;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention cadre à signer avec la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ci-annexée.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 020-1917/17/BM

■ Zone d'Aménagement Concerté de La Roque d'Anthéron 2 - Approbation d'une convention de participation aux équipements publics de la ZAC avec la Société Spurgin MET 17/3206/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La ZAC de La Roque d'Anthéron 2 a été créée par délibération du Conseil de Métropole du 30 mars 2017. Cette opération s'étend sur 13 ha dont plus de 10 ha sont maîtrisés par la Métropole et près de 2,3 ha appartiennent à un propriétaire privé. Cette opération d'aménagement est réalisée en régie par la Métropole.

L'entreprise Spurgin souhaite construire une usine de fabrication de pré-murs en béton sur 5 ha, dont la moitié est située sur la ZAE de la Roque d'Anthéron 1 existante, et l'autre moitié sur la parcelle de 2,3 ha inscrite dans le périmètre de la ZAC de la Roque d'Anthéron 2.

Les nouvelles constructions pouvant être érigées sur les terrains privés se situant dans le périmètre de ZAC sont soumises à des participations conformément à l'article L311-4 du Code de l'Urbanisme. En effet, cet article dispose que « Lorsqu'une construction est édifée sur un terrain n'ayant pas fait l'objet d'une cession, location ou concession d'usage consentie par l'aménageur de la zone, une convention conclue entre la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale et le constructeur précise les conditions dans lesquelles celui-ci participe au coût d'équipement de la zone. La convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire ou de lotir ».

Le montant des participations pour la ZAC est calculé sur l'assiette des travaux d'aménagement et de viabilisation de l'opération (accessibilité, VRD) hors bassin de rétention. En effet, la gestion du pluvial sur cette parcelle, avec la réalisation d'un bassin de rétention est à la charge du constructeur.

Ainsi, le montant unitaire des participations dues au titre du L.311-4 du Code de l'Urbanisme s'élève à 30 € HT/m² de surface de terrain, conformément au

Dossier de Réalisation et au Programme des Équipements Publics.

Ainsi, il convient d'approuver dans le cadre de l'opération portée par la Société Spurgin sur 22 751 m² de terrain dans la ZAC de la Roque d'Anthéron 2 une convention entre le constructeur et la Métropole fixant le montant de la participation à 682 530€HT et définissant les conditions et modalités de son versement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment son article L.311-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de Métropole n° du 30 mars 2017 créant la ZAC ;
- La délibération du Conseil de Métropole du 18 mai 2017 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC, son programme des équipements publics et déterminant les participations aux équipements publics de la ZAC ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de faire participer la société Spurgin au coût des équipements publics de la ZAC conformément à l'article L311-4 du Code de l'Urbanisme.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention avec la Société Spurgin.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que tout document afférent à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 021-1918/17/BM

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'Association des Villes Universitaires de France (AVUF) et paiement de la cotisation 2017 MET 17/3365/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La création en 2011 d'Aix-Marseille Université par fusion des trois universités qui officiaient jusqu'à présent (Université de Provence, Université de la Méditerranée et Université Paul-Cézanne) a permis de donner à la dimension académique de notre territoire une visibilité et une envergure internationale.

Aix-Marseille Université est composée de 130 structures de recherche - 117 unités de recherche et 13 structures fédératives - en lien avec les plus grands organismes de recherche (CNRS, INSERM, IRD, INRA, CEA).

L'Association des Villes Universitaires de France, présidée par Catherine Vautrin, également Présidente de Reims Métropole, a pour objectif de confronter les pratiques et mutualiser les initiatives des politiques publiques de soutien à la recherche, à l'enseignement supérieur et à la vie étudiante.

L'AVUF, association d'élus et de techniciens (70 villes et intercommunalités), organise régulièrement des colloques et séminaires sur les six thèmes suivants :

- Valorisation de la recherche et développement économique
- Campus et université dans la ville
- Europe et relations internationales
- Universités et cartes territoriales
- Vie de l'étudiant
- Métropolisation

C'est pourquoi, afin de bénéficier du partage d'expériences sur l'organisation de la recherche et de l'enseignement supérieur au sein de grands territoires à l'échelle nationale et internationale, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son

adhésion à l'Association des Villes Universitaires de France.

Le montant de la cotisation au titre de l'année 2017 pour les agglomérations de plus de 100.000 habitants est de 1 500 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La désignation HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Bureau au Conseil de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est important pour la Métropole Aix-Marseille-Provence d'adhérer à l'Association des Villes Universitaires de France (AVUF).

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association des Villes Universitaires de France (AVUF) ainsi que le paiement de la cotisation 2017 d'un montant de 1 500 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 de la Métropole d'Aix-Marseille Provence – Sous Politique B360 – Nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 022-1919/17/BM

■ Renouveaulement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille Provence à l'Association RETIS (le Réseau Français des Technopôles, Pépinières et Incubateurs) et paiement de la cotisation 2017 MET 17/3464/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Technopôle Marseille Provence à Château-Gombert est membre fondateur et adhérent de RETIS (le réseau français des Technopôles, Centres Européens d'Entreprises et d'Innovation, pépinières et Incubateurs), association loi 1901 qui regroupe depuis plus de 20 ans l'ensemble de ces acteurs sur le territoire national.

RETIS, organisme certificateur des Technopôles, regroupe aujourd'hui près de 100 membres dont 43 Technopôles, 28 Centres Européens d'Entreprises et d'Innovation, 32 incubateurs publics et privés et cinq pôles de compétitivité.

L'objectif de RETIS est d'accompagner et mobiliser l'ensemble de ses membres au profit du développement de l'innovation et de l'accompagnement de projets innovants sur le territoire national et de favoriser les échanges d'expériences et de savoir-faire autour des métiers des acteurs de l'innovation que l'Association représente :

- Animation et mise en réseau des compétences
- Ingénierie de projets innovants
- Marketing du territoire et accueil d'entreprises de technologie

Au titre du pilotage du Technopôle Marseille Provence à Château-Gombert, labellisé par RETIS, la Métropole Aix-Marseille-Provence se doit de participer très activement aux travaux de RETIS et contribuer ainsi à développer la notoriété du territoire au plan national dans le domaine du développement économique par l'innovation.

La Métropole a adhéré à cette association par délibération ECO 002-843/16/CM du 19 septembre 2016.

Il convient de renouveler cette adhésion et de régler le montant de la cotisation au titre de l'année 2017 de 2 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est important pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence d'adhérer à RETIS (le Réseau Français des Technopôles, Centres Européens d'Entreprises et d'Innovation).

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association RETIS ainsi que le paiement de la cotisation 2017 d'un montant de 2 000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 de la Métropole Aix-Marseille Provence – Sous Politique B320 – Nature 6281 – Fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 023-1920/17/BM

■ Renouveaulement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association Internationale des Parcs Scientifiques (IASP) et paiement de la cotisation 2017 MET 17/3525/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Technopôle Marseille Provence à Château-Gombert est adhérent de l'Association Internationale des Parcs Scientifiques (IASP) fondée en 1984 par le Sénateur Laffitte.

Cette Association regroupe 400 membres dans 74 pays. L'objectif de l'IASP est d'animer le réseau international des parcs scientifiques et technopôles, de favoriser les échanges d'expériences entre les

pays adhérents et d'encourager les partenariats entre les adhérents.

Au titre du pilotage du Technopôle Marseille Provence à Château-Gombert, la Métropole Aix-Marseille-Provence adhère à l'IASP dont les travaux et le rayonnement contribuent à développer la notoriété du territoire au plan international dans le domaine du développement économique par l'innovation.

Il est donc proposé au Bureau de la Métropole de renouveler son adhésion à l'Association Internationale des Parcs Scientifiques (IASP) dont la cotisation s'élève à 1 700 € pour l'année 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération ECO-001-842/16/CM portant adhésion et paiement de la cotisation 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est important pour la Métropole Aix-Marseille-Provence d'adhérer à l'Association Internationale des Parcs Scientifiques (IASP) pour le rayonnement international du territoire en matière d'innovation

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association Internationale des Parcs Scientifiques (IASP) ainsi

que le paiement de la cotisation 2017 d'un montant de 1 700 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique B320 – Nature 6281 – Fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 024-1921/17/BM

**■ Renouvellement de l'adhésion à l'association - Nos Quartiers ont des Talents- et paiement de la cotisation 2017
MET 17/3555/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association « Nos quartiers ont des talents » ci-après dénommée « NQT », créée en 2005 en Seine-Saint-Denis et présente en PACA depuis 2012 a pour objet d'accompagner les jeunes diplômés issus des quartiers prioritaires et/ou milieux défavorisés (Bac +4 de moins de 30 ans) en favorisant la mise en relation entre jeunes du territoire et entreprises du territoire.

Après examen de leur candidature, les jeunes diplômés sont mis en relation avec des parrains ou marraines, cadres des entreprises adhérentes, et dont le secteur d'activité est en adéquation avec la formation du jeune et/ou son projet professionnel.

NQT propose aux collaborateurs des structures partenaires de s'impliquer dans le cadre d'actions de/d' :

- coaching collectif
- découvertes métiers
- transférabilité de compétences
- information des étudiants dans les universités

NQT anime une communauté de parrains et marraines favorisant les échanges de bonnes pratiques sur le parrainage.

NQT met à disposition des jeunes des outils de perfectionnement en anglais, d'e-learning et d'auto-évaluation en ligne.

Bilan du dispositif NQT déployé au niveau national :

Depuis 2005, 34 400 jeunes diplômés accompagnés, 9 290 parrains et 800 partenaires-mécènes.

En 2016, 4 582 jeunes diplômés accompagnés, dont 1 083 jeunes résidant en Quartier Prioritaire de la Politique de la Ville (QPV). 4 158 parrains et marraines engagés, 800 partenaires et 70% des

jeunes diplômés trouvent un emploi en 6 mois en moyenne. Coût moyen du dispositif/jeune : 750 €

En 2015, face à une montée en croissance du chômage NQT s'est lancé le défi d'accompagner 100 000 jeunes d'ici 2025. Un Plan Ambition 2025, intégrée au Livre Blanc « Relançons l'ascenseur social ».

Local :

En 2016, 306 jeunes diplômés (contre 289 en 2015) résidant sur le territoire de la Métropole ont bénéficié du dispositif NQT.

Partenariats en PACA :

- Partenariats publics et institutionnels : Ministère du Travail via la Délégation Générale à l'Emploi et à la formation Professionnelle (DGEFP), Agence nationale pour la cohésion Sociale et l'Égalité des chances (ACSE), l'Europe (FSE), la DIRECCTE, la Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale, Pôle Emploi, Région PACA, Communauté du Pays d'Aix, Aix-Marseille Université etc

- Partenariats privés : Orange, BNP Paribas, Allianz, Airbus, Crédit Agricole, SNCF, Carrefour, Thales, Vinci, Nexity, ONET, GRDF, Banque Populaire, LCL, Société Générale etc.....

Les principaux axes de partenariat entre NQT et la Métropole Aix-Marseille Provence sont les suivants :

➤ 1. Actions mises en oeuvre par NQT

- assurer le suivi et le parrainage de tous les jeunes diplômés résidant sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence et correspondant aux critères de l'association.
- fournir les outils de communication nécessaires.
- développer la complémentarité avec les acteurs locaux.
- assurer un reporting régulier.
- co-organiser un événement annuel.
- mobiliser des témoignages de jeunes et de parrains.
- articuler ce partenariat avec les entreprises adhérentes de l'association et celles amenées à le devenir, implantées sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- mettre en place le parrainage collégial.
- mettre en valeur le partenariat entre NQT et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

➤ 2. Actions mises en oeuvre par la Métropole Aix-Marseille Provence

- faire connaître NQT auprès des jeunes diplômés la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- identifier et orienter les jeunes diplômés potentiellement concernés par NQT.
- mettre en relation NQT avec les acteurs locaux.

- co-organiser un événement annuel.
- mobiliser les cadres de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cas où la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite mettre en place le parrainage collégial.
- mettre en valeur le partenariat entre NQT et la Métropole Aix-Marseille-Provence (logo de NQT, site internet et les supports de communication jugés pertinents par la Métropole Aix-Marseille-Provence).
- mobiliser les entreprises locales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de soutenir les actions en faveur de l'insertion professionnelle des jeunes issus des quartiers prioritaires

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Nos Quartiers ont des Talents ainsi que le paiement de la cotisation 2017 d'un montant de 11.960 euros.

Article 2

Les crédits nécessaires en 2017 sont inscrits au Budget de la Métropole Aix-Marseille Provence – Sous Politique B320 – Nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

- Conseil de Territoire du Pays Salonais : 55 000 €.

**Commission "Emploi,
Formation professionnelle,
Insertion"**

EMP 001-1922/17/BM

**■ Approbation de l'avenant 1 à la convention pluriannuelle d'objectifs entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association Transport Mobilité Solidarité
MET 17/3467/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Compte tenu de la politique d'actions en matière d'insertion qu'elle met en place en direction de la population, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a conclu avec l'association Transport Mobilité Solidarité, le 27 mars 2017, une convention pluriannuelle d'objectifs précisant les soutiens apportés aux actions entreprises dans l'insertion, notamment le dispositif « plate-forme mobilité » qui a pour objectif de faciliter la mobilité des personnes en démarche d'insertion socioprofessionnelle. De plus, il permet de lutter contre l'isolement rural, de créer des liens avec le milieu urbain, et enfin de faciliter l'accès aux transports, à la mobilité et à des actions de proximité en permettant d'accomplir des démarches administratives et professionnelles.

Ainsi, par délibération n° EMP 001-1198/16/BM du 15 décembre 2016, la Métropole a octroyé une subvention d'un montant de 199 457 € pour l'exercice 2017.

Toutefois, il convient de préciser dans la convention la répartition de cette subvention dont une partie est affectée à son activité générale.

De ce fait, il convient de modifier l'article 1 de la convention précitée relatif à l'objet et de préciser l'affectation de la subvention attribuée au titre de l'exercice 2017 qui se répartit comme suit :

- un montant de 184 457 € affectés au dispositif « plateforme mobilité » :
 - Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence : 129 457 € dont 79 457 € liés à la mise à disposition, à titre onéreux, de personnel auprès de l'association,

En ce qui concerne la subvention liée à la mise à disposition, à titre onéreux, de personnel, il est précisé qu'il convient de déroger au règlement budgétaire et financier approuvé par délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016, et de verser la totalité de la subvention proposée avant le 31 décembre 2017 eu égard à son objet particulier.

- un montant de 15 000 € affectés au fonctionnement général de l'association sollicité auprès du Conseil de Territoire du Pays Salonais.

Dès lors, conformément aux dispositions de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, il convient d'indiquer dans un avenant 1 à la convention précitée la modification des articles 1, 3.4 et 3.5 relatifs respectivement à l'objet, aux moyens accordés par la Métropole et aux modalités de versement de la subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application du chapitre II du titre II de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 portant adoption du règlement budgétaire et financier ;
- La délibération n° EMP 001-1198/16/BM du Bureau de la Métropole du 15 décembre

2016 portant attribution d'une subvention à l'association Transport Mobilité Solidarité au titre de l'exercice 2017 ;

- L'avis de la commission chargée d'assurer le suivi et la cohérence des subventions accordées aux associations par le Conseil de la Métropole et les Conseils de Territoire ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de modifier les articles 1, 3.4 et 3.5 de la convention pluriannuelle d'objectifs du 27 mars 2017 ;
- Qu'il convient de préciser l'affectation de la subvention attribuée à l'association au titre de l'exercice 2017 ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant 1 à la convention pluriannuelle d'objectifs, ci-annexé précisant l'affectation de la subvention.

Article 2 :

Est approuvée la dérogation au règlement budgétaire et financier relative à la subvention liée à la mise à disposition, à titre onéreux, de personnel auprès de l'association.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant est autorisé à signer cet avenant 1.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Transports,
Déplacements et Accessibilité"***

TRA 001-1923/17/BM

**■ Déclaration d'Intérêt Général du projet relative au Bus à Haut Niveau de Service du Pays d'Aix - L'Aixpress
MET 17/3280/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le présent rapport vise à déclarer d'intérêt général le projet de Bus à Haut Niveau de Service du Pays d'Aix sur la commune d'Aix-en-Provence, conformément aux articles L 126-1, R 126-1 et suivants du Code de l'Environnement.

L'objet de la délibération est donc de prendre acte de l'avis du commissaire enquêteur et de confirmer le caractère d'intérêt général du projet sur la base des données de l'étude d'impact qui a été soumise à l'avis du public.

1. Rappel de la procédure

La Métropole Aix-Marseille-Provence est maître d'ouvrage du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) du Pays d'Aix, « L'Aixpress ». Le conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix, précédent maître d'ouvrage, a approuvé le programme global de l'opération BHNS et le budget global de l'opération par délibération du 8 octobre 2015.

Le projet de réalisation de la ligne BHNS est soumis à la réalisation d'une étude d'impact systématique en application des dispositions du Code de l'Environnement suivantes :

Les articles L. 122-1 et L. 123-1, relatifs aux projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements publics et privés qui, par leur nature, leurs dimensions ou leur localisation sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement ou la santé humaine, et les articles L. 126-1 et R 126-1, relatifs à la déclaration de projet des travaux, aménagements ou ouvrages publics ayant fait l'objet d'une enquête publique en application des articles L. 123-1 et suivants.

Le projet d'aménagement de la ligne de BHNS « L'Aixpress » est soumis à la réalisation d'une enquête publique.

Par ailleurs, le dossier d'enquête publique a été transmis tel que présenté à l'enquête publique, pour avis, à l'autorité administrative compétente en matière d'environnement (DREAL Provence-Alpes-Côte d'Azur) qui en a accusé réception le 25 août 2016.

L'Autorité Environnementale a émis une notice d'absence d'observation dans le délai imparti de 2 mois (avis publié le 27 octobre 2016). Conformément aux dispositions de l'article R122-9 du Code de l'Environnement, cet avis a été joint au dossier d'enquête publique.

Le projet doit également faire l'objet de trois autres procédures formalisées :

Une demande d'autorisation de travaux sur un immeuble classé au titre des monuments historiques, « Fondation Vasarely » situé au 1 avenue Marcel Pagnol, 13100 Aix-en-Provence (référence Mérimée PA 13000046). L'autorisation de travaux a été accordée à la Métropole Aix-Marseille-Provence du 12 janvier 2017 par le préfet de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Une demande d'autorisation de travaux sur le site classé « Propriété du Jas de Bouffan ». La Commission Département de la Nature des Paysages et des Sites des Bouches du Rhône a rendu un avis favorable à l'unanimité à cette demande en date du 28 juin 2016. L'autorisation de travaux est rendue par le Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer, saisi à la suite de l'enquête publique sur un dossier comprenant notamment le rapport du commissaire enquêteur.

Une demande d'autorisation au titre des abords des Monuments Historiques au titre de l'article L 621-32 du Code du Patrimoine délivrée par le préfet des Bouches du Rhône sur avis de l'Architecte des Bâtiments de France (à venir).

Une demande de permis de construire s'agissant du local chauffeur au terminus Saint-Mitre des Champs. L'autorité compétente pour approuver cette autorisation est la commune d'Aix-en-Provence.

Faisant l'objet d'une étude d'impact, le Préfet de la région a été saisi en application des articles R. 523-1 et suivants du Code du Patrimoine concernant la mise en œuvre des opérations d'archéologie préventive, afin de déterminer si le projet est susceptible de donner lieu à des prescriptions de diagnostics archéologiques. La demande d'avis au titre de l'archéologie préventive a été reçue par la Direction Régionale des Affaires Culturelles en date du 5 septembre 2016. Une information visant à l'absence de prescription de diagnostic au regard des pièces présentées a été transmises en date du 20 septembre 2016.

L'enquête publique a eu lieu du 3 janvier au 2 février 2017. Elle a fait l'objet d'un arrêté du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 novembre 2016 sous le n°16/529/CM. Le commissaire-enquêteur, Monsieur Bernard Moureu, a été désigné par décision du tribunal administratif de Marseille n°E16000126/13 du 10 octobre 2016.

Dispositions relatives à la Déclaration d'Intérêt Général du Projet

Conformément à l'article L126-1 du Code de l'Environnement, lorsqu'un projet public de travaux, d'aménagements ou d'ouvrages a fait l'objet d'une enquête publique, l'organe délibérant de l'établissement public responsable du projet se prononce, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général de l'opération projetée.

La déclaration de projet mentionne l'objet de l'opération tel qu'il figure dans le dossier soumis à l'enquête et comporte les motifs et considérations qui justifient son caractère d'intérêt général. La déclaration de

projet prend en considération l'étude d'impact, l'avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement, l'avis de la Commission Département de la Nature des Paysages et des Sites et le résultat de la consultation du public. Elle indique, le cas échéant, la nature et les motifs des principales modifications qui, sans en altérer l'économie générale, sont apportées au projet au vu des résultats de l'enquête publique.

De plus, selon l'article R126-2, la déclaration de projet concernant un projet public de travaux, d'aménagements ou d'ouvrages d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public de coopération intercommunale est publiée dans les conditions prévues pour les actes de leurs organes délibérants par le Code général des collectivités territoriales.

Elle est en outre affichée dans chacune des communes concernées par le projet. Chacune des formalités de publicité mentionne le ou les lieux où le public peut consulter le document comportant le texte de la déclaration de projet.

2. Les objectifs de l'opération et son caractère d'intérêt général :

L'Aixpress est une nouvelle ligne de Bus à Haut Niveau de Services (B.H.N.S.) développée sur un linéaire de 7,2 km. Cette ligne forte, traversant la ville d'Est en Ouest, desservira 19 stations espacées d'environ 350m chacune, du quartier Saint Mitre au Parc relais Krypton. Pour mémoire, Aix-en-Provence est l'une des dernières villes en France de plus de 100 000 habitants qui ne dispose pas de TCSP.

Aménagement de la Place de la Rotonde (visuel Avant-Projet, 2016)

Le BHNS s'inscrit dans le PDU (Plan de Déplacements Urbains) du Pays d'Aix et est réaffirmé dans l'Agenda Mobilité Métropolitain. La Métropole pilote ce projet en coopération avec la ville d'Aix-en-Provence et l'ensemble des partenaires institutionnels. Le projet a fait l'objet de plusieurs temps d'échanges avec le public aixois : une concertation préalable L300-2 a été menée au printemps 2015 sur la base de dispositifs d'information et d'expression des habitants variés et complémentaires. Des ateliers publics de

concertation se sont ensuite déroulés au printemps 2016 ; à travers lesquels le public a pu s'exprimer et poser ses questions directement aux concepteurs du projet.

Au regard des questions posées, la concertation a permis de confirmer, préciser ou modifier un certain nombre d'éléments du projet.

Les demandes déjà émises ont été confirmées :

- raccordement du projet à l'existant,
 - accès aux propriétés maintenus,
 - amélioration de la compréhension des cheminements et du partage des flux, réponses aux demandes d'informations au sein des dossiers thématiques (étude d'impact, étude de circulation, dossier vélo...),
 - respect du site propre,
 - maintien du marché place Romée de Villeneuve,
- renouvellement et augmentation du patrimoine végétal.

Des précisions ont été apportées au regard des usages suivants :

- Circulation : détail des sens de circulation et des carrefours modifiés.
- Stationnements : localisation, nature (stationnements pour personnes à mobilité réduite), réglementation, nombre et bilan global sur l'ensemble des secteurs.
- Itinéraires vélos : localisation, nature (bandes cyclables ou pistes cyclables)
- Livraisons et desserte riveraine : localisation, fonctionnement.

Suite aux ateliers des modifications ont été effectuées :

- Boulevard de l'Europe: La remise en cause de la zone de rencontre sur la contre-allée Nord a conduit à la mise en place d'un itinéraire cyclable indépendant.
- Boulevard des Belges et Avenue Victor Hugo: afin de mieux accompagner l'accès des riverains, les diverses fonctionnalités (livraisons, déménagements, accès d'urgence, etc...) et d'éviter le stationnement indésirable.
- Avenue Schuman: par la mise en place de plateaux piétons pour ralentir la vitesse et sécuriser les traversées piétonnes, et par l'insertion de places de livraison sur les rues adjacentes.

L'Aixpress est un transport collectif en site propre, indépendant de la circulation générale. A terme, Cette infrastructure de transport sera connectée avec les autres modes de déplacement et d'échanges (parcs relais et pôles d'échanges). Les avantages d'un bus à haut niveau de service sont :

- La fiabilité et la régularité (priorité aux feux, couloirs réservés – plus de 80% de sites propres)
- La fréquence élevée (toutes les 7 minutes en heure de pointe)
- L'amplitude horaire élevée
- Le confort (accessibilité, confort des véhicules, équipement des stations avec vente de titre et information des voyageurs en temps réel).

L'arrivée du BHNS est synonyme d'innovation et de modernité pour le système de transport en communs du Pays d'Aix (aménagement de stations équipées, système de priorité aux feux, matériel roulant innovant, vidéo-surveillance ...).

Les aménagements sont conçus de sorte à assurer à la fois un confort de circulation inédit (fluidité des girations, suppression de nombreux ronds-points etc.) mais également une vitesse commerciale attractive, favorisant ainsi le report modal.

Le projet est l'occasion de requalifier les espaces publics traversés par le BHNS, en intégrant les usages en présence et tous les modes de déplacement, et d'apporter une plus-value qualitative à ces espaces.

Aménagement de l'avenue de l'Europe – Face à la Bastide du Jas de Bouffan
(visuel Avant-Projet, 2016)

Un projet favorisant toutes les mobilités :

L'Aixpress n'est pas uniquement un projet de BHNS. Il vise à développer toutes les mobilités, et notamment les mobilités actives (cheminements piétons (dont l'accessibilité des Personnes à Mobilité Réduite) et itinéraires cycles).

En ce sens, il ne s'agit pas ici seulement d'un projet de transport en commun, mais bien d'un projet global de déplacements à l'échelle de la ville.

Il conduit également à atteindre un objectif de report modal afin d'offrir aux usagers un centre-ville apaisé de ses circulations routières. La requalification des espaces publics permet la valorisation et l'attractivité des cheminements « doux ».

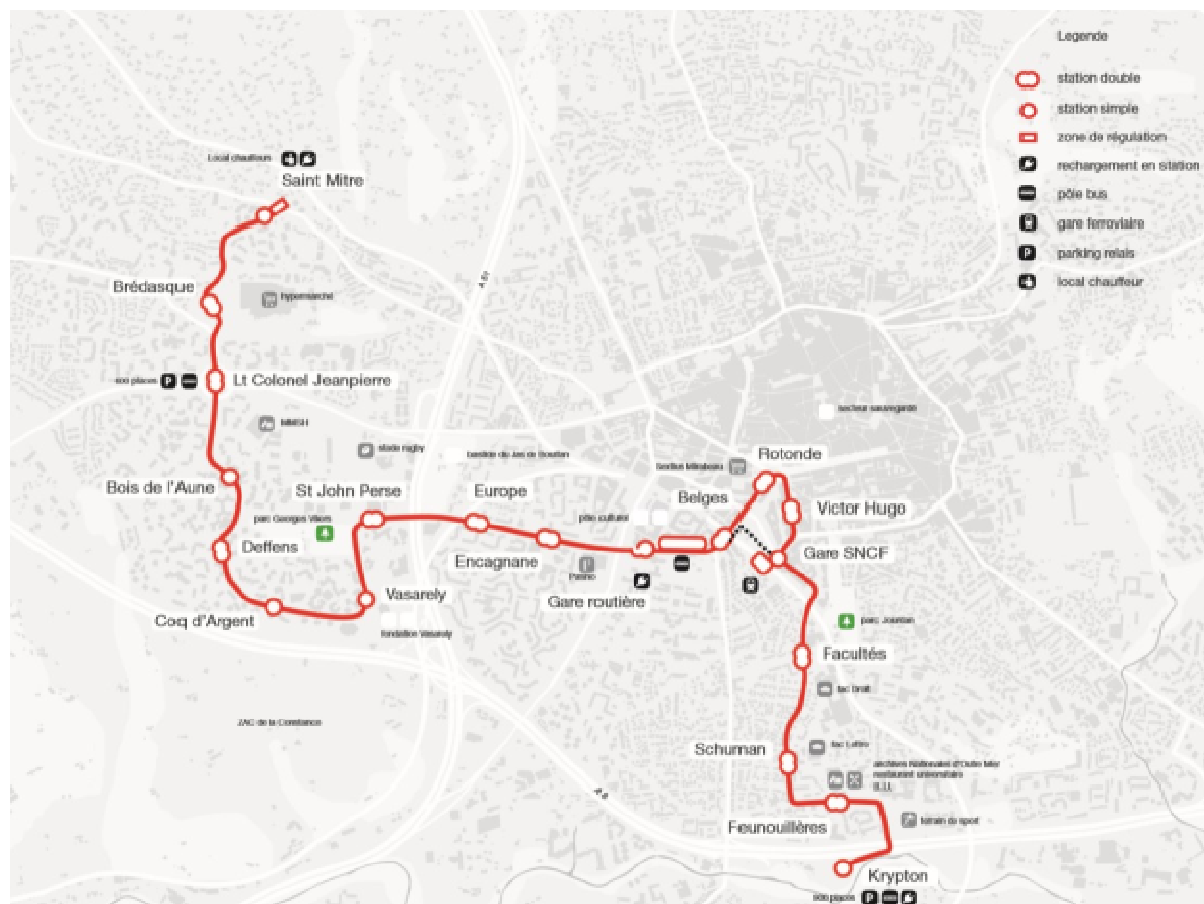
En raison de la vision à grande échelle du projet, la réalisation du BHNS est accompagné d'un certain nombre d'aménagements dont :

- l'insertion de voies cyclables et piétonnes intégrées au tracé ;
- le réaménagement du réseau d'assainissement avec la création de bassins de rétention ;
- la requalification des voiries et des espaces publics traversés (les places, les abords des voies, des giratoires et des parcs et jardins) et des lieux desservis.

Aménagement de l'avenue des Belges (visuel Avant-Projet, 2016)

Un projet urbain réalisé en coordination avec les acteurs du Territoire :

Ce BHNS constituera une nouvelle offre de transport en commun à l'échelle du grand territoire aixois tout en apportant des réponses aux enjeux les plus prégnants : il vise ainsi à fluidifier la circulation des transports en commun, apporter un service à la population hautement qualitatif, mais aussi embellir la ville.



Tracé de la ligne BHNS

Justification de l'intérêt général du projet :

Le projet de BHNS l'Aixpress trouve donc sa justification dans le potentiel important de population et d'emplois concernés, dans le fait qu'il permet de desservir des quartiers prioritaires en matière de Politique de la Ville, et qu'il s'insère pleinement dans le grand projet Campus Mirabeau en améliorant l'accessibilité des différents équipements universitaires, depuis le centre-ville et depuis les gares routières et ferroviaires.

La population : la ligne de BHNS se trouve dans le « secteur centre » d'Aix-en-Provence, correspondant au centre historique et aux quartiers limitrophes du centre historique. Plus de 48% de la population du secteur se trouve dans le fuseau d'étude.

Les activités économiques : le fuseau d'étude abrite un total de plus de 24 162 actifs, ce qui représente 53% de l'ensemble des actifs du centre-ville et 38 779 emplois soit plus de 53% des emplois du centre-ville. La ligne de BHNS associée avec des projets connexes comme les parcs relais s'avère donc être une solution favorable à l'intermodalité et à même de désengorger le centre-ville. La ligne du BHNS favorise un report modal pour les actifs habitant et travaillant dans le fuseau d'étude du projet.

Les établissements d'enseignement : Aix-en-Provence accueille plus de 46 000 étudiants et enseignants chercheurs. Le projet de BHNS permet de relier les sites universitaires aixois entre eux, depuis le futur site de la Pauliane jusqu'à la Maison Méditerranéenne des sciences de l'homme, mais également de desservir 5 collèges et 2 lycées ; il constitue donc un outil essentiel pour développer des solutions de mobilité spécifiques aux étudiants des campus d'Aix-en-Provence ;

Les quartiers de la Politique de la Ville : la zone d'étude comprend trois quartiers classés en zone urbaine sensible : Jas de Bouffan, Corsy et Encagnange. La ligne de BHNS dessert les quartiers prioritaires, les zones urbaines sensibles et les quartiers faisant l'objet de contrats urbains de cohésion sociales (CUCS) ;

Estimation de fréquentation : la ville d'Aix-en-Provence est desservie par le réseau Aix en Bus qui représente une offre annuelle de 4,4 millions de km pour une fréquentation d'environ 13.9 millions de voyages. La fréquentation à la mise en service du B.H.N.S est estimée à environ 15 000 passagers / jours (et portée à plus de 23 000 passagers / jours en considérant l'objectif de report du PDU).

3. Prise en considération de l'avis de l'autorité environnementale, de l'avis de la commission départementale de la nature des sites et des paysages (CDNPS) et de l'enquête publique :

Conformément au Code de l'environnement, le projet a été soumis à étude d'impact et a fait l'objet d'un avis

de l'Autorité environnementale. En l'absence d'observation de l'Autorité Environnementale émise dans le délai imparti de deux mois, une note d'information a été publiée par celle-ci le 27 octobre 2016.

La Commission départementale de la nature des sites et des paysages des Bouches du Rhône a également rendu un avis favorable concernant la demande d'autorisation de travaux sur le site classé « propriété du Jas de Bouffan », sur proposition de l'Architecte des Bâtiments de France (Séance du 28 juin 2016). La commission s'est prononcée favorablement avec un assortiment de prescriptions concernant les matériaux utilisés et la hauteur du muret. Ces prescriptions ont été intégrées aux études de maîtrise d'œuvre et des échantillons seront présentés à l'ABF et à la DREAL.

L'enquête publique en elle-même s'est déroulée dans de bonnes conditions, elle a permis de recueillir les remarques du public. 54 contributions ont été écrites ou annexées au Registre d'Enquête. Elles sont détaillées dans le rapport du commissaire-enquêteur. Elles peuvent être synthétisées de la manière suivante :

Inquiétudes sur :

La garantie du temps de parcours au regard des carrefours et du passage par la gare routière,
La suppression ou la modification de certaines lignes,
Les modifications de certains sens de circulation,
Le stationnement et la suppression des places de parkings,
L'impact sur les activités commerciales,

Interrogations sur :

La rentabilité socio-économique du projet,
La configuration de l'ensemble du réseau TC à l'arrivée du BHNS,
Le choix du matériel roulant,
L'accès aux résidences.

Demande de :

Prolongation du tracé jusqu'au parking Malacrida,
Au regard des remarques émises lors de la consultation du public, la maîtrise d'ouvrage a décidé d'engager une étude visant à améliorer le projet de desserte des riverains du bas de l'avenue des Belges, sans altération de l'économie générale du projet.

Les réponses apportées par la maîtrise d'ouvrage aux interrogations des contributeurs se trouvent détaillées dans le mémoire en réponse de l'enquête.

La maîtrise d'ouvrage s'engage également à :

Mettre en place des réunions d'échange avec les CIQ (Comité d'Intérêt de Quartier) afin de co-construire le réseau cible 2019 ;

Poursuivre la communication du projet et de sa mise en chantier par la publication du Journal de l'Aixpress ;

Poursuivre la démarche d'association et d'information des personnes directement concernées par les travaux (CIQ et commerçants situés sur le tracé) : réunions périodiques, opérations de médiation sur le terrain ;

Accompagner les commerçants situés sur le tracé en phase travaux (travail sur les nuisances du chantier, signalétique, médiation, mise en place d'une commission d'indemnisation) ;

Produire un bilan d'évaluation faisant suite à la mise en service (selon la méthodologie CERTU).

Le commissaire enquêteur a émis un avis favorable sur le projet sans réserve ni recommandation. Son rapport et ses conclusions motivées sont joints à la présente délibération.

4. Détail des mesures de suppression et de réduction liées au projet :

Conformément à l'article R122-14 du Code l'Environnement le maître d'ouvrage doit s'engager sur les mesures à sa charge visant à éviter, réduire ou compenser les impacts du projet sur l'environnement, ainsi que sur les modalités de leur suivi.

Le détail des mesures est décrit et chiffré dans le tableau de synthèse joint en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement, notamment ses articles L.122-1, L.126-1 et R.126-1 d'une part, et ses articles L.123-1 à L.123-19, R.123-1 à R.123-27 relatifs aux enquêtes publiques inhérentes aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement, d'autre part ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L103-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La concertation élaborée au titre de l'article L.103-2 du Code de l'Urbanisme et son bilan ;
- La délibération n°2010_A112 du 24 juin 2010 par laquelle le Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix a approuvé le programme général et l'enveloppe prévisionnelle de l'opération ;
- La délibération n°2013_A177 du 10 octobre 2013 par laquelle le Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix a défini les modalités de la concertation publique ;
- La délibération n°2014_A208 du 14 octobre 2014 par laquelle le Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix a ajusté et approuvé le programme et l'estimation du coût de l'opération ;
- La délibération n°2015_A203 du 8 octobre 2015 par laquelle le Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix a tiré le bilan de la concertation ;
- La délibération n°2015_A204 du 8 octobre 2015 par laquelle le Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix a approuvé le programme global de l'opération BHNS et le budget global de l'opération ;
- Le procès-verbal de la Commission Département de la Nature des Paysages et des sites des Bouches du Rhône du 28 juin 2016 ;
- L'étude d'impact et l'information relative à l'absence d'observation de l'Autorité Environnementale émise dans le délai imparti de deux mois pour le projet concernant le Bus à Haut Niveau de Service « L'Aixpress » sur la commune d'Aix-en-Provence (13) et publiée le 27/10/2016 ;
- La délibération du Conseil de Métropole TRA 019-1073/16/CM du 17 octobre 2016 qui autorise son président à signer les arrêtés d'ouverture et de fermeture d'enquête publique ;
- La décision du tribunal administratif de Marseille n° E16000126/13 du 10/10/2016, désignant le commissaire enquêteur titulaire et le commissaire enquêteur suppléant ;
- L'arrêté N° 16/529/CM du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 novembre 2016 visant l'ouverture de l'enquête publique ;
- Le rapport et les conclusions du Commissaire Enquêteur sur le projet du 8 mars 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est déclaré d'intérêt général le projet de ligne de Bus à Haut Niveau de Service du Pays d'Aix tel qu'il a été soumis à l'enquête publique du 3 janvier au 2 février 2017 et pour le lequel une notice d'absence d'observation et un avis favorable sans réserve ni recommandation ont été formulés respectivement par l'autorité environnementale et le commissaire enquêteur et transmis au maître d'ouvrage le 8 mars 2017

Article 2 :

Sont prises en compte l'étude d'impact ainsi que le résultat de l'enquête publique formalisées par le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur.

Article 3 :

En application des dispositions de l'article R. 126-1 du Code de l'Environnement, la présentation déclaration de projet fera l'objet des modalités de publicité et d'affichage suivantes :

- publication au recueil des actes administratifs au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- publication sur le site internet du projet : <http://www.agglo-paysdaix.fr/transports/bhns.html>
- affichage en mairie d'Aix-en-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 002-1924/17/BM

■ Approbation du bilan de la concertation préalable pour le projet de création d'une bretelle d'accès à l'autoroute A51 à partir de la RD9 au niveau du giratoire Georges Couton à Aix-en-Provence réservée aux transports en commun MET 17/3291/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°2010_A112 du 24 juin 2010, le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a approuvé le programme général de l'opération BHNS du Pays d'Aix.

Par délibération n°HN 038-066/16/CM du 7 avril 2016, le Conseil Métropolitain a délibéré sur les modalités d'organisation de la concertation préalable (article L300-1, 103-1 à 103-3 et 103-6 du Code de l'Urbanisme) à réaliser dans le cadre du projet d'aménagement d'une bretelle de raccordement de la RD9 à l'A51 au niveau du carrefour giratoire Georges Couton, réservée aux transports en commun.

Sur la base de ce programme, la Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé la concertation préalable conformément aux modalités prévues dans la délibération du 7 avril 2016.

Cette concertation s'est tenue du 9 janvier au 10 février 2017 et dans ce cadre plusieurs actions ont été mises en œuvre :

- **Trois dossiers d'information** expliquant le projet et ses impacts ont été mis à disposition du public au siège du service des Infrastructures de transport du CT2 (Territoire du Pays d'Aix) de la Métropole Aix-Marseille-Provence, 25, rue Paul Langevin, du 10 Janvier au 9 Février 2017, du lundi au vendredi de 8 h 00 à 12 et 13 h 30 à 17 h.
- **Un registre d'expression** destiné à recueillir les observations et propositions de la population a été mis à disposition du public au siège du service des Infrastructures de transport du CT2 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, 25 rue Paul Langevin, du 10 janvier au 9 février 2017, du lundi au vendredi de 8 h 00 à 12 et 13 h 30 à 17 h.
- **Trois publications ont été insérées dans le journal « La Provence »** en date des 20 décembre 2016, 29 décembre 2016 et 04 janvier 2017.
- **Des panneaux d'affichage réglementaires** au format A2 ont été mis en place :
 - sur chacune des bretelles de raccordement au carrefour giratoire Georges Couton,
 - rue Marcel Isoard (voie parallèle à la RD9),
 - en Mairies Annexes des Milles et du Pont de l'Arc,
 - dans le hall d'accueil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, place Jeanne d'Arc à Aix-en-Provence,
 - 25 rue Paul Langevin, au siège du service des Infrastructures de transport du CT2,
 - à l'accueil du service Circulation de la Ville d'Aix-en-Provence, rue Pierre et Marie Curie.
- **Une page web d'information** accessible depuis la page d'accueil du site internet de la Métropole Aix-Marseille-Provence – CT2, durant toute la durée de la concertation.
- **Une adresse mail** destinée à recueillir les observations et propositions de la population

et accessible depuis la page web dédiée à l'opération.

Le déroulement de cette concertation, les contributions et réponses apportées sont synthétisés dans le bilan de concertation annexé à la présente délibération.

Ce dernier restitue l'intérêt du public pour l'amélioration du service de transport en commun, la lisibilité et la sécurisation des itinéraires, la prise en considération de mesures compensatoires et environnementales, les coûts et affectation des budgets.

Les questions et remarques des usagers donneront si nécessaires lieu à des approfondissements lors des études de conception.

Il est donc proposé par la présente délibération, de procéder à l'approbation du bilan de la concertation menée pour l'opération de réalisation d'une bretelle d'accès réservée aux transports en commun entre la RD9 et l'A51 au niveau du carrefour giratoire Georges Couton, restituant de manière fidèle et complète la participation des citoyens.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2010_A112 du 24 juin 2010 du Conseil communautaire de la CPA approuvant le programme général de l'opération BHNS du Pays d'Aix et autorisant Madame Le Président à prendre toute décision relative à cette opération ;
- La délibération n°HN 038-066/16/CM du 7 Avril 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant les modalités d'organisation de la concertation préalable (Article L300-1, 103-1 à 103-3 et 103-6 du code de l'urbanisme) à réaliser dans le cadre du projet d'aménagement d'une bretelle de raccordement de la RD9 à l'A51 au niveau du carrefour giratoire Georges Couton ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le bilan de la concertation préalable menée dans le cadre de l'opération de réalisation d'une bretelle d'accès réservée aux transports en commun entre la RD9 et l'A51, au niveau du carrefour giratoire Georges Couton à Aix-en-Provence.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à poursuivre la procédure de réalisation de la bretelle d'accès réservée aux transports en commun entre la RD9 et l'A51, au niveau du carrefour giratoire Georges Couton à Aix-en-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 003-1925/17/BM

**■ Approbation de la convention relative aux études de déviations et protection des installations et réseaux enterrés avec RTE, extension de la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille au Nord et au Sud et création d'un site de maintenance et de remisage
MET 17/2961/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant : La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de prolonger la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Gèze, au Sud jusqu'à La Gaye. Cette première phase d'extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette extension projetée, la création d'un centre de remisage de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de Communauté a approuvé le

programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Au Sud, le prolongement du tramway s'étend entre la Place Castellane (6ème arrondissement) et le Boulevard Urbain Sud, au niveau de la traverse de La Gaye (9ème arrondissement), sur un linéaire de 4,4 km. Est prévue la réalisation d'un bâtiment qui devra accueillir la maintenance et le remisage du matériel roulant, ainsi qu'un parc relais sur le site de Dromel-Montfuron.

Depuis la Place Castellane, le tracé emprunte l'avenue Jules Cantini jusqu'à la place du Général Ferrié, puis le boulevard Schlœsing jusqu'à la station de métro Ste-Marguerite Dromel. Il emprunte ensuite la rue Augustin Aubert puis l'avenue Viton jusqu'au rond-point avec l'avenue de La Gaye. Au total, 10 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Au Nord, le prolongement du tramway s'étend entre l'actuel terminus d'Arenc (2ème arrondissement) et le pôle multimodal Gèze (15ème arrondissement), sur un linéaire d'environ 1,8 km.

Depuis la rue d'Anthoine, le tracé emprunte la traverse du Bachas et la rue du Marché avant de rejoindre l'avenue Roger Salengro et la rue de Lyon. Au total, 4 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Ce projet d'extension dans sa globalité Nord et Sud comprend non seulement la réalisation des infrastructures liées au système de tramway mais aussi à la requalification urbaine de l'ensemble des voies empruntées et ce de façade à façade.

La réalisation du projet nécessite qu'il soit procédé notamment à la modification ou au déplacement d'une partie des installations et des réseaux enterrés de transport d'électricité (Réseau de Transport d'Electricité - RTE) afin de les rendre compatibles avec la réalisation de la plate-forme du tramway, l'exploitation du réseau de transport en commun sur le domaine public, la réalisation ou le réaménagement et l'exploitation des voiries dans le périmètre du projet, la création éventuelle de conduites d'assainissement de part et d'autre de la plate-forme du tramway.

Pour ce faire, il y a lieu d'établir une convention afin de définir les modalités ainsi que les conditions de réalisation et de financement des études de dévoiement et de protection des réseaux sous maîtrise d'ouvrage RTE nécessités par le Projet d'extensions Nord et Sud du tramway.

La réalisation des travaux fera l'objet d'une convention spécifique à l'issue de l'approbation des études d'Avant-Projet par la Métropole Aix-Marseille Provence.

La présente convention acte le principe de la prise en charge financière des études de déviation de ses réseaux par le concessionnaire RTE. La Métropole sera amenée à rembourser tout ou partie des études si le projet est abandonné ou subit des modifications de programme après sa validation par cette dernière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération de ce même Conseil de Communauté DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015 approuvant la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord- Sud, Gèze - La Gaye pour un montant de 14 100 000 euros HT ;
- La délibération de ce même Conseil de Communauté DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud, ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel-Montfuron ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 17 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole a approuvé la réalisation d'une première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord

jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant la création d'un dépôt de tramway ;

- Que la réalisation de ce projet entraîne des travaux préalables de dévoiement et de modifications des réseaux de transport d'électricité impactant le périmètre du projet ;
- Que la société RTE est maître d'ouvrage des études et des travaux de dévoiement de ses installations et réseaux ;
- Qu'il convient en conséquence d'établir une convention avec la société RTE fixant les modalités et les conditions de réalisation et de financement des études de dévoiement des réseaux impactés.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention avec RTE ci-annexée, définissant les modalités et les conditions de réalisation et de financement des études de dévoiement et de protection des réseaux de l'Occupant nécessitées par le projet d'extension du réseau de tramway de l'agglomération marseillaise, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant création d'un dépôt de tramway.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 004-1926/17/BM

■ **Approbation de la convention financière avec l'Etat, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône et la SNCF relative au financement des travaux de la 2^{ème} phase de modernisation de la ligne Marseille-Gardanne-Aix-en-Provence (MGA2)**

MET 17/3201/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La seconde phase de modernisation de la ligne ferroviaire Marseille-Aix-en-Provence constitue un projet majeur au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Elle doit permettre d'améliorer la situation pour les habitants d'Aix-en-Provence et de Marseille, mais aussi pour tous ceux qui vivent dans les pôles urbains le long du tracé et, de façon encore plus générale, dans tous les bassins de vie alentour afin de permettre un doublement de la fréquentation à l'échéance du projet.

Ainsi, la Région PACA souhaite passer de 3 à 4 TER/h/s en heure de pointe à cet horizon tout en prévoyant les aménagements nécessaires en gare d'Aix-en-Provence qui permettraient la réouverture aux voyageurs de la ligne Aix-Rognac et l'amélioration de la desserte vers le nord d'Aix-en-Provence à destination de Meyrargues.

Les études relatives à la phase Projet et à la réalisation des Travaux ont été inscrites au CPER 2015-2020 et le Comité de Pilotage du 26 octobre 2015, composé des représentants de l'État, la Région, le Département des Bouches-du-Rhône, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et la Communauté du Pays d'Aix, a validé les objectifs fonctionnels et les aménagements techniques pour atteindre le niveau de desserte souhaité de 4 TER/h/s entre Marseille et Aix-en-Provence.

Dans le cadre du Comité de Pilotage du 3 juin 2016, les modalités de financement des phases Projet et Réalisation ont été validées par l'ensemble des partenaires.

Les deux conventions permettant de couvrir le financement de la phase Projet/DCE et Travaux préparatoires à hauteur de 20,2 M€ courants ont été signées respectivement le 29 décembre 2015 et le 15 décembre 2016. Il convient désormais de contractualiser le financement couvrant la réalisation des travaux majeurs qui débiteront à compter de janvier 2018 sur la base des modalités validées en Comité de Pilotage du 3 juin 2016.

Description du programme fonctionnel du projet

Plus de cadence : un rythme plus régulier sera rendu par cette modernisation avec la mise en place d'un TER toutes les 15 minutes entre les principaux pôles de Marseille ; Saint Antoine, Simiane-Collongue, Gardanne et Aix-en-Provence.

Plus de sécurité : via la suppression du dernier passage à niveau situé entre Marseille et Aix-en-Provence, Chemin de la Guiramande à Aix et via la suppression de la traversée à niveau des voies par les piétons en gare d'Aix, remplacée par une passerelle et un ascenseur sur le troisième quai.

Plus de maillage territorial et de desserte : avec la création de la halte de Plan-de-Campagne, le projet apporte une accessibilité pour le territoire en se situant sur une zone de rabattement intéressante par rapport à l'autoroute, tout en desservant un pôle commercial et d'activités majeures. Cet élément de programme fera l'objet d'une convention de financement distincte afin de respecter les lignes budgétaires définies au CPER 2015-2020. Ces travaux sont donc exclus de la présente convention de financement.

Plus de confort et de places assises via la possibilité pour la Région de mettre en place des trains de

longues compositions ayant une plus grande capacité d'emport grâce à la mise en œuvre de quais de 220 mètres de long dans les principaux pôles (Simiane-Collongue et Saint Antoine).

Plus de fiabilité grâce à la modernisation des installations ferroviaires de la gare d'Aix-en-Provence qui seront télécommandées depuis Marseille et l'augmentation du doublement de voie banalisée.

La concrétisation de ces objectifs fonctionnels est conditionnée par la réalisation des aménagements ci-dessous faisant l'objet du programme technique définitif de l'opération :

- modernisation des installations ferroviaires de la gare d'Aix-en-Provence avec notamment l'élargissement du Pont de l'Avenue Schuman ;
- modernisation de la signalisation sur les lignes Aix-Rognac et Aix-Meyrargues ;
- suppression du PN 110 Chemin de la Guiramide via l'élargissement d'un ouvrage hydraulique et la création d'une voie de rabattement ;
- réalisation de la double voie Luynes-Gardanne jusqu'au PK 414 + 100 sur 3,5 km de longueur ;
- rallongement des quais latéraux de la gare de Simiane à 220 ml afin de permettre l'arrêt des trains rapides pour qu'ils se croisent ;
- rallongement du quai central de Saint Antoine à 220 ml avec neutralisation de la voie C.

Ces aménagements seront complétés par la réalisation de la halte de Plan-de-Campagne sous réserve de la mise en œuvre des projets d'aménagements et d'intermodalité : prolongement BHNS, élargissement chemin des Rigons, requalification de la RD 543, et de la contractualisation de financement ad-hoc.

Les programmes fonctionnel et technique retenus par les partenaires lors du Comité de Pilotage du 26 octobre 2015, représentent une enveloppe financière de 165 M€ aux conditions économiques de juillet

2015 (dont 6,6 M€ pour la création de la halte de Plan-de-Campagne restant à contractualiser sur les phases PRO et REA).

A titre indicatif, le montant actualisé des phases PRO et REA en euros courants est de 180 M€ (soit 173 M€ courants pour la réalisation des travaux liés à la mise en œuvre de 4 Ter/h/s et 7 M€ courants pour la réalisation de la halte ferroviaire de Plan-de-Campagne) calculés selon les hypothèses suivantes :

- obtention de la Déclaration d'Utilité Publique au 1^{er} trimestre 2017 ;

- notification de la présente convention au plus tard en juillet 2017 ;

- démarrage des travaux majeurs en janvier 2018, correspondant à la réalisation des travaux de terrassement et de génie civil à la fois en gare d'Aix-en-Provence ainsi que pour la réalisation de la double voie Luynes-Gardanne avec d'importantes tranchées rocheuses et un tunnel à élargir ;

- mise en service du projet en décembre 2021.

Plan de financement

Le montant des travaux objet de la présente convention est évalué à 152 800 000 € courants dont un montant forfaitaire de 263 500 € qui sera facturé au moment du solde au titre de la mise en application de la réglementation au titre du code de l'environnement.

Les parties s'engagent à participer à leur financement selon la clé de répartition établie (cf. annexe 1). La part de la Métropole sera de 17,1728 % du montant en euros courant hors taxe (152 800 000 € HT) soit 26 240 000 € HT.

Les travaux objet de cette convention ne pourront démarrer qu'après signature de celle-ci.

L'article 12 des Conditions Générales stipule expressément que tout changement du contenu de la convention devra donner lieu à l'approbation d'un avenant par les signataires.

Une convention de financement a été signée le 15 décembre 2015 pour un montant de 3 173 733,33 € HT (15,70 % d'un montant total de 18 675 000 € HT) concernant les études de niveau PRO-DCE et les travaux préparatoires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de projet Etat-Région de 2007-2013 ;
- Le contrat de projet Etat-Région de 2015-2020 ;
- La délibération DTUP001-1613/09/CC du 09 novembre 2009 approuvant la convention relative à la participation de MPM aux études

préliminaires et d'avant-projet de la 2ème phase de la desserte ferrée d'Aix en Provence-Marseille ;

- La délibération n°2009_B428 du Bureau communautaire de la CPA du 27 novembre 2009 approuvant la 1ère convention de financement des études d'avant-projet de la 2e phase de modernisation de la ligne ferrée Aix-Marseille ;
- La délibération n°2015_B498 du Bureau communautaire de la CPA du 29 octobre 2015 approuvant la 2e convention de financement relative aux études d'avant-projet de la 2e phase de modernisation de la ligne Marseille-Gardanne-Aix ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° TRA 002-598/16 du Conseil de Métropole du 30 juin 2016 portant approbation de la convention de financement des études PRO-DCE et les travaux préparatoires du projet de modernisation de la voie ferrée;
- La délibération n° FAG 005-1009/16 du Conseil de Métropole du 17 octobre 2016 portant approbation d'une convention spécifique à la Métropole d'application - Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence dumai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est de la volonté des Collectivités Territoriales de poursuivre la 2ème phase de modernisation de l'axe ferroviaire Marseille-Gardanne-Aix.
- Qu'il est nécessaire de participer au financement des travaux pour l'amélioration de l'axe ferré Marseille-Gardanne-Aix conformément à l'engagement de la Métropole dans le cadre du contrat de plan Etat-Région 2020-2025.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé la convention ci-annexée relative au financement des études Projet/DCE et Travaux Préparatoires de la 2ème phase de modernisation de Marseille-Gardanne-Aix avec une participation financière à hauteur de 17,1728 % du montant en euros courant hors taxe (152 800 000 € HT) soit 26 240 000 € HT.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget général du Territoire du Pays d'Aix, opération DI662AP2 – AP/CP n°2015-1 ligne de crédit 22736-204-510-20415343.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 005-1927/17/BM

**■ Approbation d'une convention avec le SMED13, relative au financement des travaux d'enfouissement des réseaux de distribution publique d'énergie électrique et de communication électronique réalisés à l'occasion du projet de BHNS du Pays d'Aix
MET 17/3287/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a approuvé le programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et le parc relais du Krypton à Aix-en-Provence par délibération n°2015-A204 du 8 octobre 2015.

Cette opération vise à améliorer les conditions de déplacements sur le territoire du Pays d'Aix dans un objectif de liaison efficace de transport en commun permettant de relier entre eux les grands équipements et les différents quartiers. Desservant les grands quartiers d'habitat social de la commune (Le Jas de Bouffan, Encagnane), du centre-ville (gares routière et ferroviaire, Rotonde), des facultés, cette ligne de BHNS reliera plusieurs pôles d'échanges et parcs relais.

Ce projet de transport s'accompagne d'un véritable projet urbain étant entendu qu'un traitement de façade à façade sera opéré tout le long du tracé de la ligne BHNS, portant sur l'ensemble de la chaussée, des trottoirs et des espaces publics.

Dans le cadre de ces aménagements urbains, pour des raisons d'ordre esthétique mais aussi de sécurité et de fonctionnalités, les réseaux aériens de distribution publique d'énergie électrique et de communication électronique seront enfouis sur l'avenue Robert Schuman (Aix-en-Provence).

Si ces travaux d'enfouissement sont initiés à l'occasion du projet de BHNS du Pays d'Aix et portés par la Métropole Aix-Marseille-Provence, leur réalisation relève de la compétence du SMED 13 qui est chargé, sur ce territoire, de l'organisation de la distribution publique d'électricité et de gaz, de la maîtrise d'ouvrage des travaux de renforcement et d'intégration dans l'environnement du réseau de distribution publique d'énergie électrique, et de la coordination des travaux d'enfouissement en partenariat avec l'opérateur Orange.

Dès lors, il est nécessaire de préciser les modalités administratives et financières de réalisation de cette opération d'enfouissement des réseaux de distribution publique d'énergie électrique et de communication électronique entre le SMED 13 et la Métropole Aix-Marseille-Provence en tenant compte de l'agenda de l'Aixpress.

Le coût global de l'opération sur les réseaux électriques et de communications électroniques est estimé à 400.000,00 HT € maximum.

Ce montant comprend les dispositions de l'article 2 de la convention à savoir :

- pour la partie électrique :

- les travaux de génie civil en partie privative réalisés par le SMED13,
- les travaux de câblage et de raccordement réalisés par le SMED13,
- les travaux de dépose du réseau et des appuis communs réalisés par le SMED13,
- les études, et la maîtrise d'œuvre assurée par le SMED13 (qui représente 7 % du montant HT des travaux).

- pour la partie communications électroniques :

- les travaux de génie civil en partie privative réalisés par le SMED13.

Remarques concernant la TVA :

• Pour les réseaux électriques : la TVA sera récupérée par le SMED13 selon le mécanisme du transfert de droit à déduction prévu par l'article 13 du cahier des charges de concession auprès du Concessionnaire ENEDIS.

• Pour les réseaux de communications électroniques : la TVA sera due par la Métropole car la dépense est inéligible au FCTVA.

- Prestations réalisées par l'opérateur de communications électroniques ORANGE :

- les travaux de câblage et de raccordement réalisés par l'opérateur,
- la dépose des appuis non-communs réalisée par l'opérateur,
- l'étude technique préliminaire et la maîtrise d'ouvrage réalisées par l'opérateur.

En ce sens, il est proposé d'approuver la convention relative au financement de ces travaux d'enfouissement des réseaux de distribution publique d'énergie électrique et de communication électronique entre le SMED 13 et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Les Statuts du Syndicat Mixte d'Energie du Département des Bouches du Rhône modifiés et approuvés par Arrêté Préfectoral du 26 janvier 2006,
- La délibération n° 2004-33 du Comité Syndical du SMED13 du 23 novembre 2004 précisant les modalités financières de maîtrise d'œuvre du syndicat.
- Le Cahier des charges de concession de distribution publique d'énergie électrique sur les Bouches-du-Rhône, signé le 11 mars 1994,
- La convention cadre de partenariat entre Orange et le SMED13 approuvée le 22 février en Comité Syndical du SMED13, et signée le 15 avril 2005,
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre le SMED 13 et la Métropole Aix-Marseille-Provence, relative au financement des travaux d'enfouissement des réseaux de distribution publique d'énergie électrique et de communication électronique réalisés à l'occasion du projet de BHNS du Pays d'Aix.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 006-1928/17/BM

■ **Approbation de la convention relative aux travaux de dévoilement du réseau de fibre optique de la société SFR dans le cadre de l'opération de mise en accessibilité pour les personnes à mobilité réduite de la station de métro Sainte Marguerite Dromel à Marseille**
MET 17/3364/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibérations n° 006-322/14/CC du 18 juillet 2014 et DTM 002-1409/15/CC du 23 octobre 2015, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé une opération en vue de mettre en accessibilité une première phase de 6 stations du Métro de Marseille aux Personnes à Mobilité Réduite (PMR) : Sainte Marguerite-Dromel, Castellane, Vieux-Port, Timone, La Rose et Jules Guesde.

Cette opération entre dans le cadre de la loi du 11 février 2005 qui prévoit l'obligation de la mise en accessibilité des infrastructures de transports et déplacements.

La réalisation de travaux sur la station Sainte Marguerite-Dromel (9ème arrondissement) nécessite qu'il soit procédé à la déviation d'une partie des réseaux enterrés et aériens afin de les rendre compatibles avec la réalisation des travaux sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans ce cadre, il convient de définir les modalités d'exécution et de financement des travaux de déplacement du réseau de fibre optique de l'Occupant, la société SFR, nécessités par la réalisation de l'opération précitée.

La réalisation de ces travaux de déplacements de réseaux ne correspondant pas à des travaux entrepris dans l'intérêt du domaine public de la voirie, leur prise

en charge financière sera supportée intégralement par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le montant des dépenses est évalué à 1 786,18 € HT.

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'exécution et de financement des travaux de déplacement du réseau de fibre optique de l'Occupant, la société SFR, nécessités par la réalisation du projet de mise en accessibilité aux Personnes à Mobilité Réduite de la station St Marguerite Dromel, terminus de la ligne 2 du métro de Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de Communauté DTM 006-322/14/CC du 18 Juillet 2014 approuvant la création et l'affectation d'une autorisation de programme relative à la mise en accessibilité de quatre stations de métro de Marseille aux Personnes à Mobilité Réduite ;
- La délibération du Conseil de Communauté DTM 002-1409/15/CC du 23 octobre 2015 approuvant l'extension du programme de mise en accessibilité du métro de Marseille à six stations ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Bureau au Conseil de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 17 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la réalisation d'une première phase de mise en accessibilité des stations du métro de Marseille aux Personnes à Mobilité Réduite a été approuvée par la Communauté urbaine MPM ;
- Que la mise en accessibilité de la station de métro Sainte Marguerite-Dromel a fait l'objet d'un dépôt de permis de construire à cet effet ;
- Que la réalisation de ce projet entraîne des travaux préalables de dévoiement et de modifications des réseaux impactant le périmètre du projet ;
- Que la société SFR est maître d'ouvrage des études et des travaux de dévoiement de ses installations et réseaux ;
- Qu'il convient en conséquence d'établir une convention avec la société SFR fixant les modalités et les conditions de réalisation et de financement des travaux de dévoiement des réseaux impactés.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée avec SFR définissant les modalités de réalisation et de financement des travaux de dévoiement du réseau de fibre optique nécessitées par le projet de mise en accessibilité aux Personnes à Mobilité Réduite de la station de métro Sainte Marguerite-Dromel.

Article 2 :

Monsieur le président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Transports de la Métropole Opération n° 2014101700 Sous Politique C230 Nature 2031 :
- Année 2017 : 1 786,18 € HT

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 007-1929/17/BM

■ Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la ville d'Aix-en-Provence pour la réalisation d'aménagements routiers dans le cadre du projet de BHNS d'Aix-en-Provence MET 17/3308/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a approuvé le programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et le parc relais du Krypton à Aix-en-Provence par délibération n°2015_A204 du 8 octobre 2015.

Cette opération vise à améliorer les conditions de déplacements sur le territoire du Pays d'Aix dans un objectif de liaison efficace de transport en commun permettant de relier entre eux les grands équipements et les différents quartiers. Desservant les grands quartiers d'habitat social de la commune (Le Jas de Bouffan, Encagnane), du centre-ville (gares routière et ferroviaire, Rotonde), des facultés, cette ligne de BHNS reliera plusieurs pôles d'échanges et parcs relais.

Sa réalisation s'accompagnera d'un certain nombre d'aménagements, dont :

- L'insertion de voies cyclables et piétonnes intégrées au tracé ;
- Le réaménagement du réseau pluvial avec la création de bassins de rétention ;
- La requalification des voiries et espaces publics traversés (places, abords de voies, giratoires, parcs et jardins) et des lieux desservis.

Dans ce cadre, le projet de BHNS impacte des ouvrages qui appartiennent à la commune d'Aix-en-Provence et relèvent de son domaine public routier, comme de nombreuses voiries communales,

l'ensemble des équipements et mobiliers qui en sont l'accessoire, ou encore certains réseaux sous propriété et gestion directe de la commune (eaux pluviales, eaux potables, eaux usées, éclairage public, signalisation tricolore...).

En ce sens, il est proposé d'approuver la convention opérant le transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage de la Ville d'Aix-en-Provence vers la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation des aménagements rendus nécessaires par le projet de BHNS d'Aix-en-Provence sur les voiries et ouvrages communaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi 54-704 du 12 Juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (dite Loi MOP) ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°2010_A112 du Conseil communautaire de la Communauté du pays d'Aix du 24 juin 2010 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) à Aix-en-Provence ;
- La délibération n°2015_A204 du Conseil communautaire de la Communauté du pays d'Aix du 8 octobre 2015 portant approbation du programme général de l'opération de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) Ligne B ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage à intervenir avec la ville d'Aix-en-Provence relativement aux aménagements routiers à réaliser dans le cadre du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) d'Aix-en-Provence.

Article 2 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence accepte d'être le maître d'ouvrage principal de ladite opération.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 008-1930/17/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Automobile Club d'Aix-en-Provence et du Pays d'Aix pour l'organisation d'un service de covoiturage et des semaines de la sécurité routière - Approbation d'une convention MET 17/3289/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Automobile Club d'Aix-en-Provence et du Pays d'Aix participe à la mise en œuvre de deux actions majeures qui contribuent à promouvoir des déplacements plus sûrs, grâce à l'organisation d'un service de covoiturage et aux semaines de la sécurité routière qui se tiendront du 25 septembre au 21 octobre 2017.

Le covoiturage

L'Automobile Club d'Aix-en-Provence et du Pays d'Aix a créé un service dénommé «A.C.A. Covoiturage» en 2006. Elle propose un service de mise en relation gratuit entre un conducteur et plusieurs passagers.

Pour ce faire, elle a mis en place un site internet et un accueil téléphonique permanent avec un numéro de téléphone spécifique.

L'association dispose aussi d'une application pour les smartphones et une application webmobile qui sont téléchargeables sur le site d'ACA covoiturage.

En 2015, elle a fait évoluer le site d'inscription de covoiturage en modifiant l'ergonomie de la recherche de trajets.

Des outils de communication ont été créés en direction des différents public-cible. Durant toute l'année, l'équipe d'ACA covoiturage s'investit dans de nombreuses animations sur le terrain mais aussi via les médias (presse, radio, campagnes d'affichage).

Le Territoire du Pays d'Aix a décidé d'apporter son soutien au dispositif mis en place par l'association ACA co-voiturage parce que contrairement aux sites nationaux qui s'adressent aux déplacements occasionnels et payants compris entre 80 et 300 km, la démarche proposée par ACA est tout autre.

En effet ce service, gratuit pour les adhérents de l'ACA, vise majoritairement à mettre en relation des personnes pour des déplacements domicile-travail.

Le covoiturage domicile-travail ne représente en France que 3% des déplacements, il est aujourd'hui

difficile à développer eu égard aux modes de vie. Il concerne principalement les personnes travaillant dans une même entreprise ou de façon plus rare sur une même zone d'activités. Les trajets sont en général supérieurs à 20 km. Ce service permet à des personnes qui ne disposent pas de permis de conduire ou de véhicule ou encore qui rencontrent des contraintes de stationnement sur leur lieu de travail, d'effectuer en covoiturage leurs déplacements domicile travail.

L'association a ainsi développé des produits spécifiques à cette problématique. Elle propose notamment des sous groupe d'utilisateurs permettant de créer des équipages en fonction soit d'une entreprise spécifique, soit de la zone de travail des covoitureurs.

De plus, elle participe aux démarches PDIE organisées par les associations de zones d'activités génératrices d'emplois sur le Pays d'Aix tel que le PAAP, le GIVHA ou encore des structures particulières comme le CEA et propose à la demande, des animations de promotions de covoiturage dans les entreprises ou groupement d'entreprise. A ce jour, douze entreprises se sont associées aux services de covoiturage pour proposer à leurs salariés une alternative à la voiture individuelle.

On dénombre plus de 9 500 inscrits dont 1600 salariés pratiquent le covoiturage dans le cadre des PDE en 2016.

L'association propose de poursuivre la promotion de la plate-forme auprès des entreprises et du grand public, à l'échelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence, du Territoire du Pays d'Aix et des départements limitrophes. Ainsi, pour lui permettre de mener à bien ses actions il est proposé de lui accorder 15 000 € au titre de l'année 2017.

Les semaines de la sécurité routière

L'Automobile Club d'Aix-en-Provence et du Pays d'Aix participe auprès du territoire du Pays d'Aix à la mise en œuvre d'une action majeure qui contribue à promouvoir des déplacements plus sûrs et plus écologiques grâce à l'organisation des semaines de la sécurité routière du 25 septembre au 21 octobre 2017. Cette manifestation regroupe plusieurs partenaires locaux publics et privés.

L'opération est programmée sur cinq semaines et se déroulera de la façon suivante :

Actions en faveur des seniors

- Des actions de sensibilisation aux déplacements des seniors, ateliers animés par des formateurs diplômés seront

organisées dans les bassins de vie du Pays d'Aix.

L'alternative aux poursuites

- Après accord du procureur de la République, l'alternative à la sanction sera de nouveau mise en application sur le Pays d'Aix. En effet, exceptionnellement durant ces semaines, les contrevenants auront la possibilité d'annuler leur « amende » pour des infractions ciblées (excès de vitesse de moins de 20km/h, non port de la ceinture de sécurité, conduite au téléphone portable tenu à la main) en se présentant sur le lieu des ateliers mis en place à Aix en Provence dans le cadre de cette manifestation.

Les scolaires (élèves des écoles primaires, collégiens et lycéens)

- Pour la journée du jeudi 5 octobre 2017 dans une commune du Pays d'Aix des bus seront mis à disposition de l'éducation nationale, afin de transporter les enfants des écoles, lycées et collèges du Pays d'Aix sur le site de l'animation. 20 ateliers seront mis en place et pourront recevoir plus de 1 000 jeunes.
- Le samedi 7 octobre 2017 à Aix-en-Provence, le complexe sportif du Val de l'Arc, sera ouvert au grand public, les 30 ateliers proposés permettront aux enfants, aux parents et grands-parents d'être à nouveau sensibilisés aux dangers de la route.

Action de sensibilisation aux risques routiers

De plus, pour cette nouvelle édition, l'Automobile Club mènera des actions de sensibilisation à l'occasion du rallye « Découverte de vins de la Sainte-Victoire » organisé par les vignerons de la Sainte Victoire. Plus de 1000 personnes seront sensibilisées aux risques routiers induits par l'alcool. Présence du dispositif SAM (conducteur désigné capitaine de soirée), remise d'un bracelet spécifique au conducteur SAM, présence de l'équipe de l'association tout au long du parcours, message de sensibilisation.

L'Automobile Club d'Aix en Provence et du Pays d'Aix souhaite ainsi investir tout le Pays d'Aix pour mener une action territoriale cohérente et d'envergure. Ainsi, pour lui permettre de mener à bien ses actions de sécurité routière, il est proposé de lui accorder 25 000 € au titre de l'année 2017.

- **Pour les subventions au titre de manifestations :**

N° GU	Date Manifestation	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget global de la manifestation	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectifs Oui/non
2017_00538	/	ACA	Mobilité	15 000 €	40 000 €	20000 €	15 000 €	oui
2017_00103	25/09/17 au 21/10/17	ACA	Mobilité	25 000 €	40 000 €	25 000 €	25 000 €	oui

Au vu de l'intérêt que présentent ces actions, il est proposé d'apporter un soutien à hauteur de 40 000 € à cette association, soit au total 50% du budget annuel de la somme de ces actions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 15 000€ pour le service de covoiturage proposé par l'Automobile Club d'Aix-en-Provence et du Pays d'Aix.

Article 2 :

Est attribuée une subvention de 25 000€ pour les semaines de la sécurité routière mises en œuvre par l'Automobile Club d'Aix-en-Provence et du Pays d'Aix.

Article 3 :

Est approuvée la convention d'objectif ci-annexée.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention d'objectifs et tout document relatif à ce dossier portant attribution d'une subvention à l'association Automobile Club d'Aix en Provence et du Pays d'Aix.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des transports, ligne 6CCTD007 Nature 6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 009-1931/17/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Etincelle 2000 MET 17/3307/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association Etincelle 2000, reconnue d'intérêt général en mars 2013, sollicite une participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de pérenniser les actions en faveur des personnes en situation de handicap pour faciliter leur insertion sociale : aides administratives, service d'aide à la mobilité, sensibilisation au handicap...

La Communauté du Pays d'Aix avait attribué une subvention de 4.000 euros en 2014, de 5.000 euros en 2015 et la Métropole a renouvelé ce soutien en attribuant, en 2016, une subvention de 6 000 euros à l'association.

Il est proposé d'attribuer une subvention totale de 7 000 €, co-financée par la Mission Handicaps à hauteur de 2 000 euros et par la DGA Mobilité à hauteur de 5 000 euros.

Descriptif de l'opération concernée :

L'association Etincelle 2000, association de type loi 1901 basée à Gardanne, existe depuis décembre 1999. Elle compte 149 adhérents, domiciliés sur l'ensemble des communes du Territoire du Pays d'Aix et plutôt sur le bassin minier de Provence ; elle intervient sur le périmètre du département des Bouches du Rhône.

L'association Etincelle 2000 propose aux personnes titulaires de la carte d'invalidité à 80 % résidant sur le Territoire du Pays d'Aix et adhérent de l'association, les services suivants :

- Aide administrative et aide de financement : 70 personnes ont été accompagnées en 2016
- Sortie à thème et ateliers : 8 sorties à thème et 20 ateliers ont été organisés en 2016.
- Sensibilisation au handicap (non voyant et fauteuil) avec atelier adapté selon les publics : 30 interventions

en milieu scolaire et 8 interventions grand public ont eu lieu en 2016.

- Transports liés aux activités de loisirs, professionnelles et aux démarches administratives (hors scolaire et médical) sur Gardanne et sur le bassin minier et par extension en direction de l'ensemble du territoire du Pays d'Aix, voire départemental.

L'association Etincelle 2000 fonctionne sur la base du bénévolat (en dehors des conducteurs accompagnateurs salariés). L'association est en contact avec d'autres associations comme le réseau PARCOURS et l'APAF (Association Provençale d'Aide Familiale) qui orientent vers elle les personnes handicapées pour faciliter leur socialisation.

Concernant le service de transport, 3.177 accompagnements dont 350 le week-end ont été effectués en 2016 et 50.960 km parcourus. Une participation aux frais est demandée au bénéficiaire du service.

L'association est subventionnée par la Commune de Gardanne, le Conseil Départemental 13 et la Région PACA.

N° GU	Association	Domaine d'activités	Subvention N° 1	Budget 2016 global de l'association	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectifs oui/non
2017-00883 et 2017-00355	Etincelle 2000	Insertion sociale des PMR	2.000 euros	123.424 euros	2.000 euros	7.000 euros	non
		Mobilité des PMR	4.000 euros		5.000 euros	5.000 euros	

Vu

Pour l'année 2017, l'association sollicite une participation financière de la Métropole pour lui permettre de pérenniser ses actions en faveur de l'insertion et de la mobilité pour tous.

Il est proposé de soutenir l'association Etincelle à un double titre :

- Au titre de son action sociale de soutien aux personnes handicapées, à hauteur de 2 000 euros ; la dépense en résultant sera prélevée sur les crédits inscrits à la section de fonctionnement du Budget Etat spécial du territoire du Pays d'Aix
- Au titre de son aide à la mobilité de ses personnes, à hauteur de 5 000 euros ; la dépense en résultant sera prélevée sur les crédits inscrits au Budget Annexe Transports,

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 7 000 euros à l'association Etincelle 2000.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Etat Spécial du territoire du Pays d'Aix du Territoire ligne Mission Handicaps à vocation métropolitaine et du Budget Annexe Transports, imputation 6TUCD023, nature 6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 010-1932/17/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association ADAVA MET 17/3276/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'A.D.A.V.A. (Association pour le développement du vélo, de la marche et des transports en commun dans le Pays d'Aix) a été créée en 1991 pour promouvoir le vélo comme mode de déplacement urbain. En 1998 elle a modifié ses statuts pour s'élargir à tout le Pays d'Aix et aux autres formes de déplacements respectueuses de l'environnement que sont la marche à pied et les transports en commun. Elle compte aujourd'hui 200 adhérents.

Elle mène depuis, sur le territoire du Pays d'Aix, plusieurs actions de sensibilisation en faveur des modes de déplacements alternatifs à la voiture individuelle.

Plus généralement, l'association entend initier ou soutenir les actions visant à améliorer les déplacements de toute nature et la sécurité des personnes, tout en réduisant les gaspillages, en protégeant l'environnement et en favorisant un aménagement équilibré du territoire.

L'association compte parmi ses membres des experts reconnus en matière de vélo et de transports collectifs en raison de leurs activités professionnelles actuelles ou antérieures.

Cette association est devenue un interlocuteur auprès des 36 communes qui constituent le Territoire du Pays d'Aix. Ses représentants ont notamment participé au groupe de réflexion sur la pratique et le développement du vélo comme mode de déplacement à part entière.

L'ADAVA a participé à la création de RAMDAM, Rassemblement d'Associations pour les Modes Actifs de Déplacements Alternatifs dans la Métropole Aix-

Marseille-Provence, qui regroupe les cinq associations de promotion du vélo et des modes alternatifs à la voiture existantes sur le territoire de la métropole.

L'association sollicite en 2017 la Métropole Aix-Marseille-Provence pour subventionner les actions suivantes :

- la mise en œuvre d'un atelier vélo participatif permettant l'apprentissage de la réparation et l'entretien des vélos à moindre coût. Ce qui permet aux cyclistes de rouler en sécurité sur des vélos en bon état (lumières, freins, pneus, vitesses etc). Ouvert depuis le 3 novembre 2015 au 10 rue Herriot à Aix-en-Provence, il est accessible le mardi et jeudi de 16h30 à 19h. L'association souhaite conforter son fonctionnement en tissant notamment des partenariats avec les équipements sociaux pour développer des activités spécifiques à destination des jeunes. A terme, l'association souhaiterait embaucher un salarié qui permettrait l'extension des jours et des heures d'ouvertures de l'atelier.
- la mise en œuvre d'une école du vélo en ville pour adultes destinée à renforcer la sécurité de celles et ceux qui souhaitent utiliser leur vélo comme moyen de déplacement en ville. Elle fonctionne le samedi matin pour les particuliers et à la demande pour les salariés des entreprises et des administrations. Elle cible deux type de cyclistes : ceux qui ne savent pas faire de vélo, et ceux qui ont peur de circuler en ville. Pour les premiers elle propose un apprentissage dans un espace sécurisé, pour les deuxièmes un accompagnement progressif dans la circulation urbaine de la plus calme à la plus dense. Une recherche d'itinéraire personnalisé entre le domicile et le lieu de travail est également possible. L'école prête un vélo aux personnes n'en possédant pas. Elle est aussi ouverte à ceux et celles qui utilisent un vélo à assistance électrique. L'association souhaite mieux coupler l'école de vélo avec l'atelier maintenant que les cours sont donnés dans le quartier d'Encagnane.
- la réalisation de comptages vélo. L'objectif est de compter les cyclistes une fois par mois, si possible le même jour à la même heure dans différents endroits de la ville d'Aix. Cela permet de quantifier la pratique cycliste. 17 points de comptage ont été identifiés soit parce qu'il y a une forte fréquentation automobile soit parce que les aménagements cyclables sont prévus. Il s'agit de participer à terme à la mesure de l'évolution de la part des vélos dans les déplacements quotidiens.

Total de la participation demandée : 4 500 €, ce qui
Représente 18% du budget annuel des actions.

N° GU	Manifestation + date	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget et global de la manifestation	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectifs oui / non
2017-00173	Atelier vélo	ADAVA	Mobilité	3000€	20 200€	3 800€	3 800€	Non
2017-00174	Ecole de vélo	ADAVA	Mobilité		3 675€	500€	500€	Non
2017-00175	Comptage vélo	ADAVA	Mobilité		1 225€	200€	200€	non

Au vu de l'intérêt que présentent ces actions, il est proposé d'apporter un soutien financier à hauteur de 4 500 € à cette association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 4 500 € à l'association ADAVA.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous documents relatifs à ce dossier.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des transports de la Métropole ligne 6CCTD007 Nature 6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 011-1933/17/BM

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération - Pôle d'échanges multimodal de transport de Martigues
MET 17/3186/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

La Métropole Aix-Marseille-Provence poursuit une politique de développement de l'usage des transports en commun et de réduction de la part de l'automobile individuelle dans l'ensemble des déplacements. Pour faciliter et inciter à un transfert modal, la Métropole développe et réalise des pôles d'échanges multimodaux de transport sur l'ensemble de son territoire.

Elle poursuit notamment les projets initiés par le SMGETU, Syndicat Mixte créé en 2011 par le SAN Ouest Provence et la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues en charge des transports urbains sur l'Ouest de l'Etang de Berre ; le SMGETU ayant fusionné au 1^{er} janvier 2016 au sein de la Métropole Aix Marseille Provence compétente en matière de Mobilité.

Dans ce cadre, a été identifiée à l'agenda de la mobilité métropolitaine, la nécessité de créer un pôle d'échanges à Martigues. Dans l'agenda, ce pôle d'échanges fait partie du projet de renforcement des pôles d'échanges attractifs et efficaces comme étant les supports du développement urbain futur.

Le pôle d'échanges existant de Martigues est un Pôle routier bien établi mais son implantation actuelle sur la Place des Aires à Martigues, dans un environnement trop contraint, ne permet pas d'envisager les évolutions souhaitées du réseau. Aussi, il a été décidé de créer un nouveau pôle d'échanges localisé dans le quartier de l'Hôtel de Ville, à proximité du centre administratif de la ville, en capacité de répondre aux besoins actuels et futurs du réseau métropolitain. Par ailleurs, ce projet d'infrastructure s'accompagne d'un projet de bâtiment regroupant les fonctions d'accueil du public (attente, billetterie), d'antenne locale du service transport et de locaux d'exploitation pour les conducteurs.

La durée de réalisation prévisionnelle du pôle d'échanges de Martigues est de 36 mois, de juin 2015 (début des études de programmation) à mai 2018 (achèvement des travaux).

Cette opération a fait l'objet de l'Autorisation de Programme N° AP 2015-2 par délibération du conseil syndical du SMGETU N°2015-73 en séance du 12 novembre 2015.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel des travaux de cette opération est estimé à 2 835 005 euros HT

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Etat (FSIPL)	20,00 %	567 001 euros
Etat (Grenelle 3)	18,40 %	522 000 euros
FEDER/Région PACA	38,10 %	1 080 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	23,50 %	666 004 euros
TOTAL	100%	2 835 005 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix Marseille Provence ;
- La délibération du 17 Mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération N°2015-73 du Conseil syndical du SMGETU du 12 novembre 2015 portant création d'autorisations de programme et de crédits de paiement dans le cadre de la gestion pluriannuelle des investissements pour la réalisation et l'aménagement de pôles d'échanges sur les communes de Fos-sur-Mer, Istres, Martigues et Miramas.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : création du Pôle d'échanges multimodal de transport de Martigues,

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La recette correspondante est constatée au Budget Annexe « Transport » de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Section d'investissement – Nature : 1311 Subvention d'équipement - Etat et établissements nationaux : Opération : 2015 700 300 - Autorisation de Programme 2015-4.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 012-1934/17/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération - Pôle d'échanges multimodal de transport de Fos-sur-Mer MET 17/3189/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

La Métropole Aix-Marseille-Provence poursuit une politique de développement de l'usage des transports en commun et de réduction de la part de l'automobile individuelle dans l'ensemble des déplacements. Pour faciliter et inciter à un transfert modal, la Métropole développe et réalise des pôles d'échanges multimodaux de transport sur l'ensemble de son territoire.

Elle poursuit notamment les projets initiés par le SMGETU, Syndicat Mixte créé en 2011 par le SAN Ouest Provence et la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues en charge des transports urbains sur l'Ouest de l'Etang de Berre ; le SMGETU ayant fusionné au 1^{er} janvier 2016 au sein de la Métropole Aix Marseille Provence compétente en matière de Mobilité.

Dans ce cadre, a été identifiée à l'agenda de la mobilité métropolitaine, la nécessité d'aménager le pôle d'échanges à Fos-sur-Mer. Dans l'agenda, ce pôle d'échanges fait partie du projet de renforcement des pôles d'échanges attractifs et efficaces comme étant les supports du développement urbain futur.

Le pôle d'échanges de Fos-sur-Mer est un pôle routier bien établi mais très peu lisible, avec une importante fonction de transport scolaire. L'organisation des transports urbains et scolaires présente un certain nombre de dysfonctionnements qui sont accrus depuis le renforcement en 2014 de l'offre de service et l'augmentation du nombre de passage de bus en heure de pointe. De fait, une rationalisation et une meilleure lisibilité des quais et des mouvements piétons est indispensable.

Par ailleurs, le projet d'amélioration de l'infrastructure s'accompagne d'un projet de bâtiment regroupant les fonctions d'accueil du public (attente, billetterie), d'antenne locale du service transport et de locaux d'exploitation pour les conducteurs.

La durée de réalisation prévisionnelle du pôle d'échanges de Fos-sur-Mer est de 36 mois, d'avril 2015 (début des études de programmation) à mars 2018 (achèvement des travaux).

Cette opération a fait l'objet de l'Autorisation de Programme N° AP 2015-2 par délibération du conseil syndical du SMGETU N°2015-73 en séance du 12 novembre 2015.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel des travaux de cette opération est estimé à 1 357 460 euros HT

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Etat (FSIPL)	20 %	271 492 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	80 %	1 085 968 euros
TOTAL	100%	1 357 460 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 17 Mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°2015-73 du Conseil syndical du SMGETU du 12 novembre 2015 portant création d'autorisations de programme et de crédits de paiement dans le cadre de la gestion pluriannuelle des investissements pour la réalisation et l'aménagement de pôles d'échanges sur les communes de Fos-sur-Mer, Istres, Martigues et Miramas.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : création du Pôle d'échanges multimodal de transport de Fos-sur-Mer,

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La recette correspondante est constatée au Budget Annexe « Transport » de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Section d'investissement – Nature : 1311 Subvention d'équipement - Etat et établissements nationaux. Opération : 2015 700 300 - Autorisation de Programme 2015-2

TRA 013-1935/17/BM

■ Demande de subvention pour le cofinancement du parc relais de Gardanne (Pôle d'échanges multimodal) dans le cadre du Volet 2 "Voies Bus" du Pacte Innovation Etat Métropole MET 17/3245/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

Le parc relais de Gardanne, intégré au pôle d'échanges multimodal ferroviaire, comportera 347 places de stationnement sur deux étages, avec un dispositif conservatoire lui permettant une extension

future à 465 places, si la demande le justifie. Sa réalisation accompagne la modernisation de la ligne ferroviaire Aix-Gardanne-Marseille qui se traduira par une augmentation des fréquences et une amélioration de l'offre ferroviaire.

La Métropole Aix-Marseille-Provence poursuit une politique de développement de l'usage des transports en commun et de réduction de la part de l'automobile individuelle dans l'ensemble des déplacements. Pour faciliter et inciter à un transfert modal, la Métropole a inscrit dans son Agenda de la mobilité le développement et la réalisation de pôles d'échanges multimodaux accompagnés de parcs relais. Ce sont

15 000 places de stationnement en parc relais qui seront ainsi proposées aux usagers sur le territoire métropolitain.

Les infrastructures de parc relais permettent de développer une politique de stationnement au service de l'intermodalité, en créant du stationnement, à proximité des pôles d'échanges multimodaux pour faciliter l'accès des automobilistes aux réseaux de transport routiers urbains, interurbains et au réseau de transport ferroviaire.

La durée de réalisation prévisionnelle du parc relais de Gardanne est de 24 mois, de décembre 2016 (début des études) à décembre 2018 (achèvement des travaux).

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible

d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 11.560.000 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Union Européenne (FEDER)	27,07 %	3 129 800 euros
Etat (PACTE Innovation Etat Métropole)	20,69 %	2 392 000 euros
Conseil Régional PACA	12,23 %	1 414 200 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	40,01 %	4624 000 euros
Total	100,00 %	11 560 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n° 2015_A312 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 17 décembre 2015 portant approbation du programme de travaux et de la convention avec la SPLA Pays d'Aix Territoires pour l'aménagement du pôle d'échanges de Gardanne ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de solliciter une subvention pour le cofinancement du parc relais de Gardanne, dans le cadre du Volet 2 « Voies Bus » du PACTE Innovation Etat Métropole.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Une subvention est sollicitée pour le cofinancement du parc relais de Gardanne dans le cadre du Volet 2 « Voies Bus » du PACTE Innovation Etat Métropole pour un montant de 2.392.000 euros (20,69 % du montant total de l'opération).

La recette correspondante est constatée au Budget Annexe « Transport » de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Section d'investissement – Nature : 1311 Subvention d'équipement - Etat et établissements nationaux. Opération : 2017268100. Autorisation de Programme : 172540 TP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 014-1936/17/BM

■ Demande de subvention auprès du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur pour le cofinancement des études relatives à l'opération Pont de la Guiramande à Aix-en-Provence MET 17/3293/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est engagée en 2013 dans un projet d'ouvrage d'art sur la rivière l'Arc (commune d'Aix-en-Provence). Celui-ci constituera, à terme, une véritable couture entre deux zones urbaines situées au sud de la commune. Cet ouvrage d'art permettra d'offrir une alternative efficace aux itinéraires des lignes de transports en commun. En effet, avec l'ouverture de la gare routière Krypton, couplée à un parc relais de 900 places de stationnement, le réseau de transports en commun se réorganise en intégrant cet équipement.

Le futur ouvrage de la Guiramande est situé dans un environnement stratégique du territoire du Pays d'Aix, ce pont sera le lien entre l'opération Plan Campus et son extension sur le site de la Pauliane au sud de l'Arc.

Plusieurs lignes de transport public ont été rabattues sur la gare routière attenante au parc relais Krypton, s'inscrivant ainsi dans la politique cohérente en faveur de la performance des transports décrite dans Plan de Déplacements Urbains d'Aix-en-Provence et dans l'Agenda métropolitain de la mobilité adopté en décembre 2016.

L'ouvrage de la Guiramande offre une opportunité économique et performante pour les lignes des réseaux de transport en provenance du sud de l'agglomération d'Aix-en-Provence et en rabattement sur ce site.

Au-delà de l'aspect transport en commun cet ouvrage accueillera également toutes les composantes modales (piétons, cycles et véhicules particuliers) offrant ainsi l'ensemble des alternatives de mobilité et d'accessibilité nécessaires au futur campus universitaire ainsi qu'aux habitants du territoire du Pays d'Aix.

Cofinancement par la Région des études relatives à l'opération :

Par délibération n°2009-A218 du 11 décembre 2009, le Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix a approuvé la convention de partenariat « Contrat de développement Région Provence Alpes Côte d'Azur/ Communauté du Pays d'Aix 2010-2013 ».

Cette convention de partenariat a été conclue « dans le but de réaliser des projets communautaires revêtant un intérêt régional et qui concourent à la promotion du territoire, à sa structuration et au développement des transports (...) ».

Au titre de l'aménagement du territoire et des transports, cette convention prévoit notamment un financement régional pour la création de deux ponts sur l'Arc.

Un de ces deux ouvrages est intitulé « Pont au niveau du parking Krypton ».

La convention stipule que « cet ouvrage serait construit dans le prolongement du chemin de la Plaine des Dèes et aboutirait au nord près du parking du Krypton ». Il s'agit de l'ouvrage appelé aujourd'hui Pont de la Guiramande.

« Ce projet permet la création d'un nouvel itinéraire utilisable par les transports en commun en liaison entre le quartier du Pont de l'Arc et le quartier des Facultés ».

La Région prévoit, d'une part, un cofinancement pour la réalisation de l'ouvrage (subvention de 750.000 € sur un montant de 5.000.000 € HT pour le total de l'opération) et, d'autre part, une subvention pour les études.

Sur un montant total estimatif des études de 500.000 € HT, le montant prévisionnel de la subvention de la Région est de 100.000 €, la part de la Communauté du Pays d'Aix s'élève à 400.000 €, la part d'autres financeurs comme la Ville d'Aix-en-Provence étant « à déterminer ».

Par un courrier du 6 août 2010, la Communauté du Pays d'Aix a sollicité la participation de la Région pour cette opération, pour un montant de 150.000 €, le montant total du projet étant de 500.000 €, sous l'intitulé « Etudes optimisation parking de persuasion Krypton dessertes universitaires - Projet N°1.13 - inclus dans la convention de partenariat « Contrat de développement » signée le 1er février par la CPA et la Région ».

Par courrier daté du 1er octobre 2013, la Région a accusé réception de cette demande d'intervention financière, enregistrée sous le n° 2013-16853 à la date du 01/10/2013, pour l'opération dont l'objet est : « Contrat de développement CR PACA/CPA : n°1.13b intitulé « Optimisation parking persuasion Krypton associé au Plan Campus et desserte des domaines universitaires ».

La Région a attribué début 2017 un nouveau numéro à ce dossier : 2017-05730.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur et à signer tous les documents y afférents, pour l'opération « Optimisation parking persuasion Krypton associé au Plan Campus et desserte des domaines universitaires », référencée

par la Région sous le n° 2017-05730, pour un montant de 150.000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2009-A218 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 11 décembre 2009 portant approbation de la convention de partenariat « Contrat de développement Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur Communauté du Pays d'Aix 2010 – 2013 » ;
- La délibération n°2013_A138 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 18 juillet 2013 portant approbation du programme de travaux du pont de la Guiramande à Aix-en-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de solliciter une subvention de 150.000 € auprès du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-d'Azur, pour le cofinancement des études relatives à l'opération Pont de la Guiramande à Aix-en-Provence.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le

Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Une subvention est sollicitée auprès du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur pour le cofinancement des études relatives à l'opération du pont de la Guiramande à Aix-en-Provence pour un montant de 150.000 euros sur un coût total de 500 000 euros hors taxe. (30,00 % du montant total des études).

La recette correspondante est constatée au Budget Annexe « Transport » de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Section d'investissement – Nature : 1312 Subvention d'équipement - Région
Opération : 668. Autorisation de Programme : DI6684 AP

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 015-1937/17/BM

■ Demande de subvention pour le cofinancement du parc relais Colonel Jeanpierre (BHNS Jas de Bouffan) à Aix-en-Provence dans le cadre du Volet 2 "Voies Bus" du PACTE Innovation Etat Métropole MET 17/3243/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

La Métropole Aix-Marseille-Provence poursuit une politique de développement de l'usage des transports en commun et de réduction de la part de l'automobile individuelle dans l'ensemble des déplacements. Pour faciliter et inciter à un transfert modal, la Métropole a inscrit dans son Agenda de la mobilité le développement et la réalisation de pôles d'échanges multimodaux accompagnés de parcs relais. Ce sont 15 000 places de stationnement en parc relais qui

seront ainsi proposées aux usagers sur le territoire métropolitain.

Les infrastructures de parc relais permettent de développer une politique de stationnement au service de l'intermodalité, en créant du stationnement, à proximité des pôles d'échanges multimodaux pour faciliter l'accès des automobilistes aux réseaux de transport routiers urbains, interurbains et au réseau de transport ferroviaire.

Le projet de parc relais Colonel Jeanpierre (BHNS Jas de Bouffan) est implanté dans les quartiers Ouest de la Ville d'Aix-en-Provence (Jas de Bouffan), sous le rond-point du Lieutenant Colonel Jeanpierre, situé au croisement de la route de Galice (RD64), de la route de Berre (RD10) et de l'avenue Pablo Picasso.

D'une capacité de 600 places de stationnement, sur une surface d'environ 10 000 m², ce projet de parking enterré, construction neuve intégrée au pôle d'échanges multimodal, permettra d'accueillir les véhicules entrant sur Aix-en-Provence en provenance de l'ouest du Pays d'Aix (RD10 ou RD17, route d'Eguilles) et de l'autoroute A8 (échangeur Aix-Ouest).

Le site est situé à proximité de l'extrémité ouest du tracé de la ligne B du futur Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) de la commune d'Aix-en-Provence qui permettra de relier en transport en commun en site propre les quartiers Ouest (Jas de Bouffan) et Sud de la ville (secteur des Facultés), en passant par le centre-ville (Place de la Rotonde), par la gare routière Aix-Centre et par la gare ferroviaire.

A l'extrémité sud de cette ligne B du BHNS se trouve le pôle d'échanges Krypton comprenant un parc relais de 900 places et une gare routière de 8 quais. Les deux terminus de cette ligne de BHNS seront donc équipés de parcs relais à forte contenance (900 et 600 places de stationnement), ce qui permettra d'éviter la pénétration en centre-ville des automobiles stationnées dans ces parcs.

La durée de réalisation prévisionnelle du parc relais Colonel Jeanpierre est de 30 mois, de janvier 2017 (début des études) à juin 2019 (achèvement des travaux).

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 18 millions d'euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Métropole Aix-Marseille-Provence	82,3 %	14 814 000 euros
Etat (PACTE Innovation Etat Métropole)	17,7 %	3 186 000 euros
Total	100 %	18 000 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2015_B338 du 10 juillet 2015 du Bureau communautaire de la Communauté du Pays d'Aix portant « approbation d'une convention avec la SPLA Pays d'Aix Territoires » pour la réalisation du parc relais Ouest enterré, de l'aménagement du carrefour Route de Galice/Avenue Picasso et des liaisons douces vers le Stade Maurice David » ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de solliciter une subvention pour le cofinancement du parc relais Colonel Jeanpierre (BHNS Jas de Bouffan) à Aix-en-Provence, dans le cadre du Volet 2 « Voies Bus » du PACTE Innovation Etat Métropole.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération,

Article 2 :

Une subvention est sollicitée pour le cofinancement du parc relais Colonel Jeanpierre (BHNS Jas de Bouffan) à Aix-en-Provence, dans le cadre du Volet 2 « Voies Bus » du PACTE Innovation Etat Métropole pour un montant de 3.186.000 euros (17,7 % du montant total de l'opération).

La recette correspondante est constatée au Budget Annexe « Transport » de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Section d'investissement – Nature : 1311 Subvention d'équipement - Etat et établissements nationaux : Opération : 2017266300. Autorisation de Programme : 172482 TP

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Urbanisme et Aménagement"

URB 001-1938/17/BM

■ **Abrogation de la délibération n° URB 012-964/16/BM du 17 octobre 2016, relative à la constitution de servitudes au bénéfice du Syndicat Mixte d'Energie des Bouches-du-Rhône (SMED 13), sur la parcelle cadastrée section AR n° 2, sise Le Village sur la commune de Grans, pour l'installation à demeure d'une canalisation électrique souterraine ainsi que ses accessoires**
MET 17/3323/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Il est rappelé au Bureau de la Métropole que par délibération n° URB 012-964/16/BM du 17 octobre 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la constitution de servitudes au bénéfice du Syndicat Mixte d'Energie des Bouches-du-Rhône (SMED 13), sur la parcelle cadastrée section AR n° 2, sise Le Village sur la commune de Grans, pour l'installation à demeure d'une canalisation électrique souterraine ainsi que ses accessoires.

Cependant, il s'avère que c'est par erreur que ladite convention de servitudes a été approuvée par la Métropole Aix-Marseille-Provence dans la mesure où la parcelle cadastrée section AR n° 2 a été rétrocédée à la commune de Grans le 30 juin 2015 et que cette dernière demeure seule compétente pour constituer une servitude sur une emprise foncière de sa propriété. A cet effet, il convient d'abroger la délibération n° URB 012-964/16/BM du 17 octobre 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 012-964/16/BM du 17 octobre 2016, relative à la constitution de servitudes au bénéfice du Syndicat Mixte d'Energie des Bouches-du-Rhône (SMED 13), sur la parcelle cadastrée section AR n° 2, sise Le Village sur la commune de Grans, pour l'installation à demeure d'une canalisation électrique souterraine ainsi que ses accessoires.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est abrogée la délibération n° URB 012-964/16/BM du 17 octobre 2016, relative à la constitution de servitudes au bénéfice du Syndicat Mixte d'Energie des Bouches-du-Rhône (SMED 13), sur la parcelle cadastrée section AR n° 2, sise Le Village sur la commune de Grans, pour l'installation à demeure d'une canalisation électrique souterraine ainsi que ses accessoires.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 002-1939/17/BM

■ **Acquisition en l'Etat Futur d'Achèvement (VEFA), d'un volume brut d'une surface de plancher d'environ 476 m² du programme de construction à usage mixte de Ouest Provence Habitat, quai de la libération à Port-Saint-Louis-du-Rhône**
MET 17/3538/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le SAN Ouest Provence a approuvé par délibération n° 483/15 du 24 novembre 2015, l'acquisition d'un lot à usage administratif d'une surface de 476m² de l'ensemble immobilier situé quai de la Libération à Port-Saint-Louis-du-Rhône, réalisé par Ouest Provence Habitat.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles.

A compter de cette date, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée auxdites intercommunalités dans la continuation et la modification des décisions qu'elles ont actées à la fin de leurs exercices respectifs ainsi que dans leurs droits et obligations au regard du patrimoine transféré lors de sa création.

En conséquence, et pour les besoins de la présente acquisition, la Métropole Aix-Marseille-Provence interviendra en lieu et place du Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence pour l'exécution de la délibération ci-avant mentionnée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau ;
- La délibération n° 483/15 du Bureau syndical de Ouest Provence du 24 novembre 2015 relative à l'acquisition d'un lot à usage administratif d'une surface de 476m² de l'ensemble immobilier situé quai de la Libération à Port-Saint-Louis-du-Rhône, réalisé par Ouest Provence Habitat.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition en l'Etat Futur d'Achèvement (VEFA) d'un volume brut d'une surface de plancher d'environ 476 m² du programme de construction à usage mixte (logements collectifs et activités tertiaires) de Ouest Provence Habitat, prévu quai de la libération à Port-Saint-Louis-du-Rhône, sur les parcelles cadastrées section C n° 1286p et 1285p. Cet ensemble immobilier propose un volume brut dont la destination n'est pas définie, situé pour partie en rez-de-chaussée et pour partie au 1^{er} étage d'une surface d'environ 476 m².

Article 2 :

Maître Durand, notaire à Fos-sur-Mer, est désigné pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais lié à la présente procédure pour un montant de 17 600,00 € (dix-sept mille six cents euros) environ est à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole, chapitre 2017501300, nature 23138, code opération 2017501300.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 003-1940/17/BM

■ Acquisition à titre gratuit de lots de volumes des emprises de voies ouvertes à la circulation publique à l'Aménageur Lesseps Promotion et à la SCI du Rond Point Grand Littoral dans la Zone d'Aménagement Concerté Saint André à Marseille MET 17/3357/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Ville de Marseille a confié l'aménagement et l'équipement de la Zone d'Aménagement Concerté de Saint André à la Société « Trema Promotion »

devenue «Lesseps Promotion» aux termes d'une convention d'aménagement approuvée par délibération du Conseil Municipal n° 93/514/U du 23 juillet 1993.

Cette convention d'aménagement a fait l'objet de trois avenants, respectivement approuvés par délibérations du Conseil Municipal n° 95/129/U du 27 février 1995, n°96/456/EUGE du 22 juillet 1996 et n° 02/1228 du 16 décembre 2002. Ces avenants ont acté la mise à jour du programme des équipements publics, la répartition de leur prise en charge entre la Ville et l'Aménageur, ainsi que le changement de forme juridique et de dénomination sociale de Trema Promotion devenue Lesseps Promotion.

Cette convention et ses avenants distinguent quatre catégories d'équipements à aménager dans la ZAC :

1/- les équipements publics à la charge de l'Aménageur :

il s'agit principalement :

- de la voie U221 (aujourd'hui rue Georges de Beauregard) nécessaire au désenclavement du groupe de logements sociaux "La Bricarde",
- des ouvrages du réseau d'eaux pluviales essentiellement rattachés aux voies U221, U222, U206 et U207,
- du réseau EDF,
- des espaces verts
- de la préparation, des terrassements et du nivellement des terrains, notamment l'aménagement des plates-formes des voies publiques prises en charge par la Ville ;

2/- des équipements publics pris en charge par la Ville et devant être réalisés par l'Aménageur dans le cadre d'une convention de mandat entre la Ville (maître d'ouvrage) et l'Aménageur :

il s'agit principalement :

- des voies de liaison U206 (aujourd'hui nommée avenues Jenny Helia, Millie Mathys, Rellys et de l'Argilité) et U207 (aujourd'hui nommée avenue des Malloniers) et de leurs giratoires,
- de la voie U222 (aujourd'hui nommée avenue Antoine Casubolo) nécessaire au désenclavement du Plan d'Aou,
- des bretelles de sortie de l'autoroute A55 et de l'avenue de l'Argilité,
- des réseaux Eau Potable, Eaux Usées, Eclairage Public et France Télécom sous voies publiques ;

3/- les équipements structurants de la ZAC devant être financés par l'Aménageur et rétrocédés soit à une AFUL, soit à une ASL ;

il s'agit principalement :

- des voies conservant un statut privé et ayant pour vocation la desserte des trois plates-formes du parc immobilier d'entreprises, du centre commercial et du secteur initialement affecté à un parc animalier,
- des bassins de rétention des eaux pluviales, implantés en dehors des emprises de voies publiques ;

4/ - un parc animalier dont le projet a finalement été abandonné et qui n'a donc pas été réalisé.

Par délibération n° 93/515/U du 23 juillet 1993, le Conseil Municipal a approuvé une convention de mandat entre la Ville et l'Aménageur, confiant à ce dernier la réalisation des ouvrages d'infrastructures publiques à la charge de la Ville.

Cette convention de mandat a fait l'objet de 4 avenants respectivement approuvés par délibérations du Conseil Municipal n° 94/519/U du 22 juillet 1994, n° 94/894/U du 19 décembre 1994, n° 95/664/EUGE du 27 juillet 1995 et n° 96/366/EUGE du 22 juillet 1996. Ces avenants portaient notamment sur des réévaluations de coûts des travaux pris en charge par la Ville.

Les ouvrages publics à réaliser par Tréma Promotion dans le cadre de cette convention de mandat et ses avenants sont les suivants :

- Voies publiques primaires et giratoires

- accès Sud - liaison entre l'autoroute A55 et la voie U206,
- triangle avec dénivelé "G" assurant l'interface entre l'Accès Sud, la voie U206 et le demi-périphérique Sud,
- voies U206 (avenues Jenny Helia, Millie Mathys, Rellys et De l'Argilité) y compris les giratoires "B" (Foresta), "C" (Delmont), "D" (Sartorio) et le carrefour "A" avec l'avenue de St Antoine,
- voie U222

- Réseaux sous voies publiques :

- réseau Eau Potable
- réseau EU
- réseau Eclairage Public
- réseau France Télécom

- Espaces Verts :

- aménagement des talus des accès Sud, entre l'autoroute A55, les voies SNCF et le Bd Barnier.

Les conventions précitées ont été approuvées par la ville avant la date de création de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole. Ainsi, elles concernent maintenant des équipements relevant pour certains des compétences de MPM, pour

d'autres, de celles de la Ville de Marseille.

Les équipements publics pris en charge par l'Aménageur de la ZAC ont été intégralement réalisés et mis en service.

L'ensemble des équipements publics visés par la convention de mandat a été réceptionné. Quitus a été donné à la Société Lesseps Promotion par délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n° 09/0973/DEVD du 5 octobre 2009.

Suivant acte reçu par M° Isabelle Decorps, Notaire à Marseille, le 7 janvier 2014, la société Lesseps Promotion a cédé à la Ville de Marseille les terrains d'assiette des espaces verts publics de la ZAC de Saint André conformément au Protocole foncier approuvé par délibération du Conseil Municipal n° 11/0838/DEVD du 17 octobre 2011.

Par délibération n° 03/0874/TUGE du 6 octobre 2003, le Conseil municipal a acté le contenu du rapport de synthèse établi par le CETE du 10 mai 2000. Ce rapport établi après examen des dossiers de réalisation des ouvrages et des résultats de l'instrumentation de surveillance géotechnique précisait que la rétrocession de certains équipements publics pris en charge par l'Aménageur et du foncier correspondant pouvait être acceptée, principalement :

- les plates-formes servant de support aux voies U206, U207, U221 et U222,
- la voie U221 proprement dite,
- le giratoire Barnier dont une partie des travaux a été prise en charge par l'Aménageur.

Par délibération n° VOI 012-523/14 BC, en date du 19 décembre 2014, le Bureau de la CUMPM a approuvé la vente des assiettes foncières des voies destinées à devenir propriété de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en intégrant le domaine public viaire.

Il est apparu que des reliquats d'emprises de voirie doivent être encore cédés, afin d'intégrer le domaine public routier de la Métropole.

Il s'agit d'aires qui avaient été intégrées à l'emprise de l'AFUL du Centre Commercial Grand Littoral et qui correspondent aux volumes suivants :

Volume 3 partie du Rond-Point Delemont ;

Volumes 85 – 86 – 91 – 92 appartenant à la Société Lesseps Promotion et Volumes 79 – 80 appartenant à la S.C.I. du Rond-Point, Grand Littoral, consistant en deux zones de terrain du Rond-Point Antoine Sartorio, selon plan annexé.

Ces volumes ont été détachés de ladite AFUL par délibération de l'Assemblée Générale de l'AFUL du Centre Commercial du 25 novembre 2016, dont copie

de l'extrait concerné ci-annexée.

Ces volumes, du tréfonds à l'aérien, consistant ainsi en trois terrains, doivent être intégrés au domaine public routier de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il convient donc que le Bureau de la Métropole approuve cette acquisition par l'approbation d'un protocole foncier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire de Marseille Provence du 17 mai 2017.

Où il rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition de l'ensemble de ces lots de volumes représentant des emprises des voies de circulation dans la ZAC de Saint André doit permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence de les intégrer dans le domaine public Métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier par lequel la Métropole Aix-Marseille-Provence acquiert gratuitement auprès de Lesseps Promotion et de la SCI du Rond Point Grand Littoral, les lots de volumes représentant des emprises voiries dans la ZAC de

Saint André – Marseille 15^{ème} et 16^{ème} arrondissements.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tous les documents et actes inhérents à cette acquisition.

Article 3 :

Les crédits nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits au budget 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 201511040 – Sous politique C 130 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 004-1941/17/BM

■ **Acquisition à titre gratuit auprès de la SCI Désirée Clary de l'assiette foncière de la rue Gérin-Ricard à Marseille 3^{ème} arrondissement en vue de son intégration dans le domaine public routier métropolitain**
MET 17/3383/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la restructuration de l'îlot « 7B » sis entre le boulevard de Paris, la rue Lanthier et la rue Pontevès, quartier de la Villette à Marseille 3^{ème} arrondissement, la SCI Désirée Clary a, conformément aux termes du permis de construire n° 13055.08.H.0278.PC.PO, réalisé la voie nouvelle dénommée rue Gérin-Ricard.

Afin de permettre l'intégration de cette voie dans le domaine public métropolitain, la SCI Désirée Clary cède au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence les parcelles cadastrées Section 814 D numéros 53, 145, 147, 152 et 153 d'une superficie totale de 403 m² constituant l'assiette foncière de la rue Gérin-Ricard à Marseille 3^{ème}

Au terme des négociations entreprises par la Métropole Aix-Marseille-Provence, la SCI Désirée Clary accepte de céder ces emprises foncières à titre gratuit.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 mai 2017.

Où il rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition auprès de la SCI Désirée Clary de cinq emprises foncières pour une superficie totale de 403 m² permettra de régulariser l'assiette foncière de la rue Gérin-Ricard sise à Marseille 3^{ème} arrondissement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel la SCI Désirée Clary s'engage à céder à titre gratuit au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence les parcelles cadastrées Section 814 D numéros 53, 145, 147, 152 et 153 à Marseille 3^{ème} arrondissement.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tout document y afférent.

Article 4 :

Les frais nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence- Sous Politique C130 - Opération 2015110400 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 005-1942/17/BM

■ **Transfert de propriété à titre gratuit des équipements de proximité situés à Fos-sur-Mer, section B n° 31, 32 et 2825p, au bénéfice de la commune de Fos-sur-Mer, dans le cadre d'un transfert de compétence lié à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence**
MET 17/3529/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence a approuvé, par la délibération n° 79/15 du 13 avril 2015, le transfert en pleine propriété, à titre gratuit, des parcelles sises à Fos-sur-Mer, cadastrées section B n° 31 et 32, assiette foncière de l'immeuble dénommé La Bergerie, et section B n° 2825p, assiette foncière du centre aéré du Mazet, l'ensemble situé chemin du centre aéré du Mazet, au bénéfice de la commune de Fos-sur-Mer, dans le cadre d'un transfert de compétence lié à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles.

A compter de cette date, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée auxdites intercommunalités dans la continuation et la modification des décisions qu'elles ont actées à la fin de leurs exercices respectifs, ainsi que dans leurs droits et obligations au regard du patrimoine transféré lors de sa création.

En conséquence, et pour les besoins de la présente cession, la Métropole Aix-Marseille-Provence interviendra en lieu et place du Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence pour l'exécution de la délibération ci-avant mentionnée. Il

convient donc d'autoriser le Président de la Métropole à signer les actes authentiques et les documents en découlant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Code de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau ;
- La délibération n° 79/15 de Ouest Provence du 13 avril 2015 portant transfert en pleine propriété, à titre gratuit, des parcelles sises à Fos-sur-Mer, cadastrées section B n° 31 et 32, assiette foncière de l'immeuble dénommé La Bergerie, et section B n° 2825p, assiette foncière du centre aéré du Mazet, l'ensemble situé chemin du centre aéré du Mazet, au bénéfice de la commune de Fos-sur-Mer, dans le cadre d'un transfert de compétence lié à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification de la délibération n° 79/15 du Bureau Syndical du Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence du 13 avril 2015 portant transfert en pleine propriété, à titre gratuit, des parcelles sises à Fos-sur-Mer, cadastrées section B n° 31 et 32, assiette foncière de l'immeuble dénommé La Bergerie, et section B n° 2825p, assiette foncière du centre aéré du Mazet, l'ensemble situé chemin du centre aéré du Mazet, au bénéfice de la commune de Fos-sur-Mer, dans le cadre d'un transfert de compétence lié à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

La présente cession est consentie à titre gratuit.

Article 3 :

Ce transfert interviendra par acte authentique en la forme administrative.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 006-1943/17/BM

**■ Transfert de propriété à titre gratuit des équipements de proximité situés à Fos-sur-Mer, section BC n° 47p, au bénéfice de la commune de Fos-sur-Mer, dans le cadre d'un transfert de compétence lié à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 17/3531/BM**

Le Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence a approuvé, par la délibération n°287/15 du 8 juillet 2015, le transfert en pleine propriété, à titre gratuit, de la parcelle sise à Fos-sur-Mer, cadastrée section BC n° 47p, assiette foncière de l'école primaire Joseph d'Arbaud et de l'école maternelle Jonquières, l'ensemble situé boulevard de Mègle, au bénéfice de la commune de Fos-sur-Mer, dans le cadre d'un transfert de compétence lié à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles.

A compter de cette date, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée auxdites intercommunalités dans la continuation et la modification des décisions qu'elles ont actées à la fin de leurs exercices respectifs, ainsi que dans leurs droits et obligations au regard du patrimoine transféré lors de sa création.

En conséquence, et pour les besoins de la présente cession, la Métropole Aix-Marseille-Provence interviendra en lieu et place du Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence pour l'exécution de la délibération ci-avant mentionnée. Il convient donc d'autoriser le Président de la Métropole à signer les actes authentiques et les documents en découlant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Code de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau ;
- La délibération n° 287/15 du 8 juillet 2015 de Ouest Provence portant transfert en pleine propriété, à titre gratuit, de la parcelle sise à Fos-sur-Mer, cadastrée section BC n° 47p, assiette foncière de l'école primaire Joseph d'Arbaud et de l'école maternelle Jonquières, l'ensemble situé boulevard de Mègle, au bénéfice de la commune de Fos-sur-Mer, dans le cadre d'un transfert de compétence lié à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification de la délibération n° 287/15 du Bureau Syndical du Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence du 8 juillet 2015 portant transfert en pleine propriété, à titre gratuit, de la parcelle sise à Fos-sur-Mer, cadastrée section BC n° 47p, assiette foncière de l'école primaire Joseph d'Arbaud et de l'école maternelle Jonquières, l'ensemble situé boulevard de Mègle, au bénéfice de la commune de Fos-sur-Mer, dans le cadre d'un transfert de compétence lié à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

La présente cession est consentie à titre gratuit.

Article 3 :

Ce transfert interviendra par acte authentique en la forme administrative.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 007-1944/17/BM

■ Echange sans soulte de parcelles de terrain situées rue Saint Pierre entre Habitat Marseille Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 17/3404/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Habitat Marseille Provence projette la construction d'un immeuble dit « L'EDEN » qui comportera trente-huit logements sociaux et des bureaux.

Pour ce faire, Habitat Marseille Provence a acquis auprès de la Ville de Marseille le 4 novembre 2015 deux parcelles de terrain cadastrées 822 E 185 pour 829 m² et 822 E 186 pour 319 m², soit au total 1 148 m², situées 366-372 rue Saint Pierre – 13005 Marseille.

Pour faire correspondre les limites du projet de construction à la marge de recul du plan local

d'urbanisme, il est nécessaire de modifier les limites nord des deux parcelles acquises.

Habitat Marseille Provence a demandé à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole le déclassement d'une portion de trottoir de la rue Saint Pierre, en vue de l'intégrer dans l'emprise de la future construction.

Ce déclassement d'une superficie d'environ 18 m² a été approuvé par délibération du bureau de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n° VOI 013-533/13/BC du 25 octobre 2013.

En contrepartie, Habitat Marseille Provence a proposé d'échanger avec la Métropole Aix-Marseille-Provence une emprise de terrain d'une superficie d'environ 19 m² à détacher de la parcelle cadastrée 822 E 185. La modification du parcellaire cadastral établi par le Cabinet Arragon a déterminé les superficies à échanger et a arpenté 17 m² à détacher de la parcelle 822 E 185 et 19 m² à détacher du domaine public.

Cet échange est réalisé sans soulte conformément à l'avis de France Domaine n° 2015-205V3332 du 31 décembre 2015.

Il convient que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuve le protocole foncier arrêtant les modalités de cette acquisition.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de France Domaine n° 2015-205V3332 du 31 décembre 2015 prorogé de six mois par courrier du 4 janvier 2017 ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Bureau au Conseil de la Métropole ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'échange de ces parcelles permettra de faire correspondre les limites du projet de construction par Habitat Marseille Provence à la marge de recul du plan local d'urbanisme.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel Habitat Marseille Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engagent à échanger respectivement une emprise de terrain de 19 m² à détacher de la parcelle cadastrée 822 E 185 et 17 m² déclassé du domaine public à Marseille 5^{ème} arrondissement. Cet échange est réalisé sans soulte.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires et prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Le paiement des frais d'acte notarié à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence sont inscrits au budget primitif 2017 et suivant sous politique C 130 – opération 2015110400 – chapitre 4581151104.

Le remboursement de la moitié des frais dus par Habitat Marseille Provence pour l'établissement du modificatif du parcellaire cadastral sera constaté au budget primitif 2017.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 008-1945/17/BM

**■ Acquisition à l'euro symbolique d'une emprise de terrain appartenant à Monsieur Faure nécessaire à l'aménagement de la Montée des Gaulois à Marseille 11^{ème} arrondissement
MET 17/3335/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Monsieur Jacques Faure est propriétaire de la parcelle cadastrée 867 M 350.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a la nécessité d'acquérir une emprise de 94 m² à détacher de cette parcelle située Montée des Gaulois à Marseille 11^{ème} arrondissement aux fins d'intégration dans le domaine public nécessaire à l'aménagement de cette voie.

Aux termes des négociations engagées par la Métropole Aix-Marseille-Provence, Monsieur Faure accepte de céder cette emprise moyennant un euro symbolique.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain de 94 m² permettra l'aménagement de la Montée des Gaulois.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel Monsieur Faure s'engage à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une emprise foncière de 94 m² à détacher de la parcelle cadastrée 867 M 350 sise Montée des Gaulois à Marseille 11^{ème} arrondissement moyennant 1 euro symbolique.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires et prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au budget primitif 2017 et suivant de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique C 130 - Opération 2015110400 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 009-1946/17/BM

**■ Acquisition à titre onéreux de deux emprises foncières sises boulevard Bara appartenant à Madame France Barbaroux épouse Mallet, nécessaires à la création d'une voie - Projet de création de voie de liaison boulevard Bara et avenue Paul Dalbret à Marseille 13^{ème} arrondissement
MET 17/3267/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par décret n° 2015-1085 du 28 août 2015, Monsieur le Premier Ministre a prononcé la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2016.

Il a été prévu que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d'aménagement de l'espace métropolitain conformément à l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en matière de création de voirie.

Dans le cadre du projet de création d'une voirie de liaison en site urbain reliant deux avenues fréquentées, le boulevard Bara et l'avenue Paul Dalbret, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole par délibération du 2 octobre 2009 a approuvé l'acquisition par voie d'expropriation des parcelles nécessaires à cette opération.

Afin de réaliser des travaux qui ont pour objectif de limiter le transit de véhicules et notamment celui des poids lourds dans le centre de Château Gombert à Marseille 13^{ème} arrondissement et au niveau des Héros.

La réalisation de ces travaux nécessite l'acquisition onéreuse par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès de Madame France Barbaroux épouse Mallet d'une emprise foncière de 110 m² cadastrée 879 A 0515 issue d'une parcelle anciennement cadastrée 879 A 0395 située boulevard Bara à Marseille 13^{ème} arrondissement.

Dans un premier temps après notification du mémoire avec fixation du prix, Madame France Barbaroux épouse Mallet a accepté la proposition d'indemnité d'un montant de 25 000 euros ainsi qu'une indemnité de remploi d'un montant de 3 500 euros.

Dans un second temps, après la réalisation du document d'arpentage divisant en trois nouvelles parcelles la propriété de Madame France Barbaroux épouse Mallet, il s'avère qu'une emprise supplémentaire de 6 m² est nécessaire à la réalisation de ce projet.

C'est pourquoi, la Métropole Aix-Marseille-Provence acquiert également auprès de Madame France Barbaroux épouse Mallet une emprise de 6 m² cadastrée 879 A 0516 anciennement cadastrée 879 A 0395 pour un montant de 1 400 euros conformément à l'avis de France Domaine.

Cette transaction s'effectue au prix total de 29 900 euros conformément à l'avis de France Domaine.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition auprès de Madame France Barbaroux épouse Mallet de deux emprises foncières dont l'une de 110 m² cadastrée 879 A 0515 et l'autre de 6 m² cadastrée 879 A 0516 permettront la réalisation du barreau de liaison Bara/Dalbret à Marseille 13^{ème} arrondissement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel Madame France Barbaroux épouse Mallet s'engage à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence deux emprises foncières de 110 m² cadastrée 879 A 0515 et de 6 m² cadastrée 879 A 0516 sises boulevard Bara à Marseille 13^{ème} arrondissement au prix de 29 900 euros après consultation des services de France Domaine.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires et prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 2015110400 – Sous Politique C130 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 010-1947/17/BM

**■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située chemin de la Rose à La Grave, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers / La Grave à Marseille 13ème arrondissement
MET 17/3290/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis une vingtaine d'année, les quartiers de la Grave et des Médecins ont connu une forte urbanisation et vu le fonctionnement du ruissellement pluvial se modifier.

Ces quartiers, situés à flanc de colline, reçoivent les eaux de ruissellement du massif de l'Etoile en contre haut. Lors de fortes pluies l'accès aux Chemin des Xaviers et Chemin de la Grave devient dangereux, en raison du débordement des cours d'eau sur la chaussée. A ce titre, le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille fait état de l'existence de voies à risque au titre du ruissellement sur chaussée (chemin de la Grave, chemin des Xaviers, boulevard Bara, avenue Paul Dalbret) ainsi que de zones inondables le long des ruisseaux de la Grave et des Xaviers.

Plus particulièrement lors des événements orageux du 19 septembre 2000 et du 1^{er} décembre 2003, la faible capacité du réseau pluvial existant a eu des impacts importants. En septembre 2000, les débordements du vallon de la Grave liés à une quantité exceptionnelle de précipitations (environ 175 mm) ont été fortement aggravés par l'apparition de nombreux embâcles,

obstruant les ouvrages hydrauliques situés le long du ruisseau.

Un rapport établi par la Direction Départementale de l'Équipement des Bouches du Rhône, faisant suite à l'événement de septembre 2000 rend compte de la situation observée en ces termes :

« Un fort endommagement du lit du cours d'eau, inondant par la même plusieurs habitations de part et d'autre du ruisseau de la Grave et occasionnant des dommages matériels importants. Des murs de clôture ont été arrachés et des hauteurs d'eau de 1m dans les habitations ont été observées »,
« Pour l'avenir, compte tenu du nombre d'embâcles potentiel restant sur le bassin versant amont, des solutions doivent être recherchées pour éliminer le risque de voir se reproduire un nouveau sinistre ».

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des Médecins, afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. La capacité hydraulique actuelle des ruisseaux est portée à une capacité équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour estimée de l'événement de Septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des profils en long. Cette augmentation de capacité des ruisseaux s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les débordements, notamment vers les zones d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend l'installation des canalisations d'eaux usées 'primaires' en parallèle des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers. Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau sanitaire collectif existant en aval, via un poste de relèvement des eaux usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du n°77 Boulevard Bara, 13013 Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au réseau d'assainissement collectif les quartiers de la Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

La conduite de l'opération est réalisée par la Direction de l'eau et de l'assainissement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au titre de sa compétence

La réalisation conjointe de la desserte sanitaire et de la desserte pluviale est une opportunité de rationaliser le déroulement et le coût du chantier.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité que l'opération s'inscrive dans une démarche d'aménagement durable respectueuse de l'environnement. La phase de conception de l'opération est notamment attachée :

- à définir un projet d'aménagement paysager global intégrant le tissu urbain (bâti, infrastructures, espaces verts et naturels) existant et futur,
- à faire appel aux techniques de « génie végétal » pour le recalibrage des ruisseaux et à préserver autant que possible, voire reconstituer, la ripisylve,
- à garantir la sécurité des digues ainsi que la fiabilité du fonctionnement hydraulique des bassins de rétention,
- à rétablir la continuité des diverses circulations et accès publics ou privés du secteur,
- à mettre en œuvre une démarche de « chantier vert », visant à limiter les nuisances pour les riverains et assurer la sécurité sur et autour du chantier, tout en mettant en œuvre des modes opératoires préservant l'environnement (gestion des déchets, pollution des eaux et des sols...),
- à favoriser les démarches d'acquisitions foncières à l'amiable, en adaptant le phasage de réalisation des travaux à la disponibilité du foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 mai 2017.

La déclaration de projet sur l'intérêt général au sens de l'article L 126-1 du Code de l'Environnement a été prononcée par délibération du 28 juin 2008 n°469/08/CC du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Par arrêté préfectoral du 8 octobre 2008, les travaux nécessaires à la réalisation de l'opération ont été déclarés d'utilité publique.

Par arrêté préfectoral du 25 novembre 2009, l'opération a été autorisée et déclarée d'intérêt général au titre des articles L214-3 et L211-7 du Code de l'Environnement.

Par arrêté Préfectoral du 30 août 2013, Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône a prorogé de cinq ans les effets de la DUP.

Conformément aux dispositions de l'article L5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), à compter du 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole pour l'ensemble de ses contrats.

Parallèlement à la procédure d'expropriation, la Métropole Aix-Marseille-Provence a continué à mener des négociations amiables.

C'est pourquoi, dans le cadre de cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur Quaglia, Madame Dupuis et Madame Leconte ont trouvé un accord amiable sur la cession d'une emprise de terrain de 182 m² environ à détacher de la parcelle 882 D 0196, moyennant la somme de 10 715 euros (dix mille sept cent quinze euros) conformément à l'avis de France Domaine.

Par ailleurs, une occupation temporaire a aussi été accordée à la Métropole Aix-Marseille-Provence avec une indemnité additionnelle, calculée sur la surface de 221 m² environ distincte de l'emprise cédée (plan annexé).

Il convient que le Conseil de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de France Domaine n° 2016-213V3105 du 7 février 2017 ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain de 182 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 D 0196 permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement ;
- Que l'occupation temporaire d'environ 221 m² permettra la réalisation des travaux.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel Monsieur Quaglia, Madame Dupuis, Madame Leconte s'engagent à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une emprise foncière de 182 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 D 0196 sise chemin de la Rose à La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement moyennant la somme de 10 715 euros (dix mille sept cent quinze euros) après consultation des services de France Domaine, ainsi qu'une occupation temporaire avec une indemnité additionnelle calculée sur une surface de 221 m².

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits aux budgets DEA 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 2009114300 CP 2017.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 011-1948/17/BM

**■ Acquisition à titre onéreux de deux parcelles de terrain situées 2 Domaine des Dubecs appartenant à Madame Laurence Beauval nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers/La Grave à Marseille 13ème arrondissement
MET 17/3310/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis une vingtaine d'année, les quartiers de la Grave et des Médecins ont connu une forte urbanisation et vu le fonctionnement du ruissellement pluvial se modifier.

Ces quartiers, situés à flanc de colline, reçoivent les eaux de ruissellement du massif de l'Etoile en contre haut. Lors de fortes pluies l'accès aux Chemin des Xaviers et Chemin de la Grave devient dangereux, en raison du débordement des cours d'eau sur la chaussée. A ce titre, le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille fait état de l'existence de voies à risque au titre du ruissellement sur chaussée (chemin de la Grave, chemin des Xaviers, boulevard Bara, avenue Paul Dalbret) ainsi que de zones inondables le long des ruisseaux de la Grave et des Xaviers.

Plus particulièrement lors des événements orageux du 19 septembre 2000 et du 1^{er} décembre 2003, la faible capacité du réseau pluvial existant a eu des impacts importants. En septembre 2000, les débordements du vallon de la Grave liés à une quantité exceptionnelle de précipitations (environ 175 mm) ont été fortement aggravés par l'apparition de nombreux embâcles, obstruant les ouvrages hydrauliques situés le long du ruisseau.

Un rapport établi par la Direction Départementale de l'Équipement des Bouches-du-Rhône, faisant suite à l'événement de septembre 2000 rend compte de la situation observée en ces termes :

« Un fort endommagement du lit du cours d'eau, inondant par la même plusieurs habitations de part et d'autre du ruisseau de la Grave et occasionnant des dommages matériels importants. Des murs de clôture ont été arrachés et des hauteurs d'eau de 1m dans les habitations ont été observées »,

« Pour l'avenir, compte tenu du nombre d'embâcles potentiel restant sur le bassin versant amont, des solutions doivent être recherchées pour éliminer le risque de voir se reproduire un nouveau sinistre ».

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des Médecins, afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. La capacité hydraulique actuelle des ruisseaux est portée à une capacité équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour estimée de l'événement de Septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des

profils en long. Cette augmentation de capacité des ruisseaux s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les débordements, notamment vers les zones d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend l'installation des canalisations d'eaux usées 'primaires' en parallèle des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers. Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau sanitaire collectif existant en aval, via un poste de relèvement des eaux usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du n° 77 Boulevard Bara, 13013 Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au réseau d'assainissement collectif les quartiers de la Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

La conduite de l'opération est réalisée par la Direction de l'eau et de l'assainissement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au titre de sa compétence

La réalisation conjointe de la desserte sanitaire et de la desserte pluviale est une opportunité de rationaliser le déroulement et le coût du chantier.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité que l'opération s'inscrive dans une démarche d'aménagement durable respectueuse de l'environnement. La phase de conception de l'opération est notamment attachée :

- à définir un projet d'aménagement paysager global intégrant le tissu urbain (bâti, infrastructures, espaces verts et naturels) existant et futur,
- à faire appel aux techniques de « génie végétal » pour le recalibrage des ruisseaux et à préserver autant que possible, voire reconstituer, la ripisylve,
- à garantir la sécurité des digues ainsi que la fiabilité du fonctionnement hydraulique des bassins de rétention,
- à rétablir la continuité des diverses circulations et accès publics ou privés du secteur,
- à mettre en œuvre une démarche de « chantier vert », visant à limiter les nuisances pour les riverains et assurer la sécurité sur et autour du chantier, tout en mettant en œuvre des modes opératoires préservant l'environnement (gestion des déchets, pollution des eaux et des sols,...),
- à favoriser les démarches d'acquisitions foncières à l'amiable, en adaptant le phasage de réalisation des travaux à la disponibilité

du foncier.

La déclaration de projet sur l'intérêt général au sens de l'article L 126-1 du Code de l'Environnement a été prononcée par délibération n°469/08/CC du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole du 28 juin 2008.

Par arrêté préfectoral du 8 octobre 2008, les travaux nécessaires à la réalisation de l'opération ont été déclarés d'utilité publique.

Par arrêté préfectoral du 25 novembre 2009, l'opération a été autorisée et déclarée d'intérêt général au titre des articles L214-3 et L211-7 du Code de l'Environnement.

Par arrêté Préfectoral du 30 août 2013, Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône a prorogé de cinq ans les effets de la DUP.

Conformément aux dispositions de l'article L5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), à compter du 1^{er} janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole pour l'ensemble de ses contrats.

Parallèlement à la procédure d'expropriation, la Métropole Aix-Marseille Provence a continué à mener des négociations amiables.

C'est pourquoi, dans le cadre de cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Madame Laurence Beauval ont trouvé un accord amiable sur la cession de deux emprises de terrain d'une superficie de 6 m² environ à détacher de la parcelle 882 D 0197 et 108 m² environ à détacher de la parcelle 882 D 0202, moyennant la somme de 6 760 € (six mille sept cent soixante euros), conformément à l'avis de France Domaine.

Par ailleurs, une occupation temporaire a aussi été accordée à la Métropole Aix-Marseille Provence avec une indemnité additionnelle, calculée sur une surface de 161 m² en tout (plan annexé), sur la base de 2€/m²/an.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant des conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de France Domaine n°2016-213V3106 du 7 février 2017 ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition de ces emprises de terrain de 6 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 D 197 et 108 m² à détacher de la parcelle cadastrée 882 D 202 permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale des Xaviers- La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement.
- Que l'occupation temporaire d'environ 161 m² permettra la réalisation des travaux.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel Madame Laurence Beauval s'engage à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, deux emprises foncières de 6 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 D 197 et 108 m² environ à détacher de la parcelle 882 D 202 sises chemin de la Rose à la Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement moyennant la somme de 6 760 € après consultation des services de France Domaine, ainsi qu'une occupation temporaire avec une indemnité additionnelle, calculée sur une surface de 161 m² en tout, sur la base de 2€/m²/an.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe

foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant légal est autorisé à signer ce protocole foncier et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique seront inscrits aux budgets 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération n°2009114300 – CP 2017.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 012-1949/17/BM

■ Acquisition d'une bande de terrain à titre onéreux appartenant à Madame Lasri nécessaire à l'aménagement du chemin des Beugons à Marignane MET 17/3320/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'élargissement du chemin des Beugons à Marignane, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à l'acquisition d'une bande de terrain de 43 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section CP n° 390 propriété de Madame Lasri.

Aux termes des négociations entreprises par la Métropole Aix-Marseille-Provence, Madame Lasri accepte de céder la bande de terrain au prix de 6 880 euros.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Les avis n° 2016-054V0552, n° 2016-054V0553 et n° 2016-054V0554 de France Domaine en date du 25 mars 2016 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les travaux d'aménagement du chemin des Beugons sur la commune de Marignane seront réalisés par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence conventionne avec Madame Lasri afin de permettre la réalisation des travaux d'aménagement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel Madame Lasri cède à la Métropole Aix-Marseille-Provence une bande de terrain d'une superficie de 43 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section CP n° 390 située chemin des Beugons à Marignane, au prix de 6 880 euros.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux

dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits aux budgets primitifs 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique C 130 - Opération 2015110400 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 013-1950/17/BM

■ **Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située chemin de la Grave, appartenant à Monsieur Jean-Baptiste Quaglia, et Madame Yvette Quaglia, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale des Xaviers/La Grave à Marseille 13ème arrondissement
MET 17/3322/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis une vingtaine d'année, les quartiers de la Grave et des Médecins ont connu une forte urbanisation et vu le fonctionnement du ruissellement pluvial se modifier.

Ces quartiers, situés à flanc de colline, reçoivent les eaux de ruissellement du massif de l'Etoile en contre haut. Lors de fortes pluies l'accès aux Chemin des Xaviers et Chemin de la Grave devient dangereux, en raison du débordement des cours d'eau sur la chaussée. A ce titre, le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille fait état de l'existence de voies à risque au titre du ruissellement sur chaussée (chemin de la Grave, chemin des Xaviers, boulevard Bara, avenue Paul Dalbret) ainsi que de zones inondables le long des ruisseaux de la Grave et des Xaviers.

Plus particulièrement lors des événements orageux du 19 septembre 2000 et du 1^{er} décembre 2003, la faible capacité du réseau pluvial existant a eu des impacts importants. En septembre 2000, les débordements du vallon de la Grave liés à une quantité exceptionnelle de précipitations (environ 175 mm) ont été fortement aggravés par l'apparition de nombreux embâcles, obstruant les ouvrages hydrauliques situés le long du ruisseau.

Un rapport établi par la Direction Départementale de l'Équipement des Bouches-du-Rhône, faisant suite à

l'événement de septembre 2000 rend compte de la situation observée en ces termes :

« Un fort endommagement du lit du cours d'eau, inondant par la même plusieurs habitations de part et d'autre du ruisseau de la Grave et occasionnant des dommages matériels importants. Des murs de clôture ont été arrachés et des hauteurs d'eau de 1m dans les habitations ont été observées »,

« Pour l'avenir, compte tenu du nombre d'embâcles potentiel restant sur le bassin versant amont, des solutions doivent être recherchées pour éliminer le risque de voir se reproduire un nouveau sinistre ».

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des Médecins, afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. La capacité hydraulique actuelle des ruisseaux est portée à une capacité équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour estimée de l'événement de Septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des profils en long. Cette augmentation de capacité des ruisseaux s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les débordements, notamment vers les zones d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend l'installation des canalisations d'eaux usées 'primaires' en parallèle des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers. Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau sanitaire collectif existant en aval, via un poste de relèvement des eaux usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du n° 77 Boulevard Bara, à Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au réseau d'assainissement collectif les quartiers de la Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

La conduite de l'opération est réalisée par la Direction de l'eau et de l'assainissement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au titre de sa compétence

La réalisation conjointe de la desserte sanitaire et de la desserte pluviale est une opportunité de rationaliser le déroulement et le coût du chantier.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité que l'opération s'inscrive dans une démarche d'aménagement durable respectueuse de l'environnement. La phase de conception de l'opération est notamment attachée :

- à définir un projet d'aménagement paysager

- global intégrant le tissu urbain (bâti, infrastructures, espaces verts et naturels) existant et futur,
- à faire appel aux techniques de « génie végétal » pour le recalibrage des ruisseaux et à préserver autant que possible, voire reconstituer, la ripisylve,
- à garantir la sécurité des digues ainsi que la fiabilité du fonctionnement hydraulique des bassins de rétention,
- à rétablir la continuité des diverses circulations et accès publics ou privés du secteur,
- à mettre en œuvre une démarche de « chantier vert », visant à limiter les nuisances pour les riverains et assurer la sécurité sur et autour du chantier, tout en mettant en œuvre des modes opératoires préservant l'environnement (gestion des déchets, pollution des eaux et des sols,...),
- à favoriser les démarches d'acquisitions foncières à l'amiable, en adaptant le phasage de réalisation des travaux à la disponibilité du foncier.

La déclaration de projet sur l'intérêt général au sens de l'article L 126-1 du Code de l'Environnement a été prononcée par délibération du 28 juin 2008 n°469/08/CC du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole. Par arrêté préfectoral du 8 octobre 2008, les travaux nécessaires à la réalisation de l'opération ont été déclarés d'utilité publique.

Par arrêté préfectoral du 25 novembre 2009, l'opération a été autorisée et déclarée d'intérêt général au titre des articles L214-3 et L211-7 du Code de l'Environnement.

Par arrêté Préfectoral du 30 août 2013, Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône a prorogé de 5 ans les effets de la DUP.

Conformément aux dispositions de l'article L5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), à compter du 1^{er} janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole pour l'ensemble de ses contrats.

Parallèlement à la procédure d'expropriation, la Métropole Aix-Marseille Provence a continué à mener des négociations amiables.

C'est pourquoi, dans le cadre de cette opération, la Métropole Aix-Marseille Provence et Monsieur Jean-Baptiste Quaglia et Madame Yvette Quaglia ont trouvé un accord amiable sur la cession d'une emprise de terrain d'une superficie de 150 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 D 0027, au prix de 8 875 € (huit mille huit cent soixante quinze euros), conformément à l'avis de France Domaine.

Par ailleurs, une occupation temporaire a aussi été accordée à la Métropole Aix-Marseille Provence avec une indemnité additionnelle, calculée sur une surface de 251 m² sur la base de 2€/m²/an.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant des conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- L'avis de France Domaine n°2016-213V3105 en date du 7 février 2017 ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain de 150 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 D 0027 permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale des Xaviers- La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement.
- Que l'occupation temporaire d'environ 251 m² permettra la réalisation des travaux.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel Monsieur Jean-Baptiste Quaglia et Madame Yvette Quaglia s'engagent à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une emprise foncière de 150 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 D 0027 sise chemin de la Rose à la Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement au prix de 8 875 € après consultation des services de France Domaine, ainsi qu'une occupation temporaire avec une indemnité additionnelle, calculée sur une surface de 251 m² en tout, sur la base de 2€/m²/an.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant légal est autorisé à signer ce protocole foncier et tout les documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique seront inscrits aux budgets 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération n° 2009114300-CP 2017.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 014-1951/17/BM

■ **Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située Le Jauseau nécessaire à la réalisation des travaux d'aménagement de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers - La Grave à Marseille 13ème arrondissement
MET 17/3328/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Il a été prévu que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d'aménagement de l'espace métropolitain conformément à l'article L5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en matière de création d'eaux et d'assainissement.

Afin d'améliorer la situation des quartiers de la Grave et des Médecins et de permettre leur développement,

la Métropole Aix-Marseille-Provence conduit un projet de desserte sanitaire et pluviale.

La SCI Les Hauts de la Politre représentée par M. et Mme Fauroux cogérants, la SCI A.M.J. représentée par M. et Mme Fauroux cogérants et M. Jean-Pierre Fauroux, sont propriétaires d'une emprise de 1 936 m² à détacher de la parcelle cadastrée 882 B 477.

C'est pourquoi, dans le cadre des travaux d'aménagement de la desserte sanitaire et pluviale dans le secteur de la Grave/les Médecins à Marseille 13ème arrondissement, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite acquérir à titre onéreux auprès de La SCI Les Hauts de la Politre représentée par M. et Mme Fauroux cogérants, la SCI A.M.J. représentée par M. et Mme Fauroux cogérants et M. Jean-Pierre Fauroux, une parcelle de terrain d'une superficie de 1 936 m² environ à détacher d'une parcelle de plus grande contenance cadastrée 882 B 0477.

Cette transaction s'effectue au prix de 10 000 euros.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition auprès de la SCI Les Hauts de la Politre, représentée par Monsieur et Madame Fauroux, cogérants, la SCI A.M.J. représentée par Monsieur et Madame Fauroux, cogérants et Monsieur Jean-Pierre Fauroux d'une parcelle de terrain d'une superficie de 1 936 m² environ située Le Jauseau d'une emprise foncière de 1 936 m² à détacher de la parcelle cadastrée 882 B 0477, permettra la réalisation des travaux d'aménagement de la desserte sanitaire et pluviale des Xaviers / La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la SCI Les Hauts de la Politre, représentée par Monsieur et Madame Fauroux, cogérants, la SCI A.M.J. représentée par Monsieur et Madame Fauroux, cogérants et Monsieur Jean-Pierre Fauroux s'engagent à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence une emprise foncière de 1 936 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section 882 B 0477 sise le Jauseau à Marseille 13^{ème} au prix de 10 000 euros.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires et prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits aux budgets DEA 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 2009114300 CP 2017.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 015-1952/17/BM

**■ Acquisition à l'euro symbolique d'emprises foncières appartenant à l'ASL Lou Campestre pour l'aménagement du boulevard Emile Zola à Roquefort-la-Bédoule
MET 17/3382/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les travaux d'aménagement du boulevard Emile Zola et de l'avenue Roger Salengro à Roquefort-la-Bédoule nécessitent l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès de l'ASL Lou Campestre d'une emprise foncière de 218 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section AH n° 283 située en bas du boulevard Emile Zola.

En outre, les études menées dans le cadre de ces travaux ont permis d'identifier trois emprises foncières en nature de trottoirs à détacher de la parcelle cadastrée Section AH n°283 qu'il convient de régulariser en vue de leur intégration dans le domaine public routier métropolitain.

Au terme des négociations entreprises par la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'ASL Lou Campestre accepte de céder ces emprises foncières moyennant la somme de un euro symbolique.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de France Domaine,

- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition auprès de l'ASL Lou Campestre de quatre emprises foncières pour une superficie totale de 698 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section AH n°283 permettra de réaliser l'aménagement du boulevard Emile Zola et de régulariser l'assiette foncière des trottoirs situés boulevard Emile Zola, avenue Roger Salengro et boulevard Jean Lurçat à Roquefort-la-Bédoule

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel l'ASL Lou Campestre s'engage à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence quatre emprises foncières de 218 m², 283 m², 160 m² et 37 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section AH n°283 à Roquefort-la-Bédoule moyennant à l'euro symbolique.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence- Sous Politique C130 - Opération 2015110400 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 016-1953/17/BM

**■ Acquisition à titre onéreux d'une emprise foncière appartenant à Madame Boucabeille pour la création d'une voie de liaison entre l'avenue Colgate et le boulevard du chalet- PRU Soude Hauts de Mazargues à Marseille 9ème arrondissement
MET 17/3390/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur la Soude /les Hauts de Mazargues à Marseille 9^{ème} arrondissement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a programmé la création d'une voie de liaison entre le boulevard du chalet et l'avenue Colgate conformément à l'ER n° 09-728 au PLU de la Ville de Marseille.

La réalisation de ces travaux nécessite l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès de Madame Boucabeille d'une emprise foncière de 41 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section 846 B n° 283 sise 25 boulevard du chalet à Marseille 9^{ème} arrondissement.

Au terme des négociations entreprises par la Métropole Aix-Marseille-Provence, Madame Boucabeille accepte de céder cette emprise foncière au prix de 2 520 euros (deux mille cinq cent vingt euros).

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;

- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition auprès de Madame Boucabeille d'une emprise foncière de 41 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section 846 B n° 283 permettra de réaliser une voie de liaison entre le boulevard du chalet et l'avenue Colgate dans le cadre du projet de rénovation urbaine Soude Hauts de Mazargues à Marseille 9^{ème} arrondissement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel Madame Boucabeille s'engage à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence une emprise foncière de 41 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section 846 B n° 283 sise 25 boulevard du chalet à Marseille 9^{ème} arrondissement au prix de 2 520 euros.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence- Sous Politique C130 - Opération 2015110400 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 017-1954/17/BM

**■ Approbation de la convention d'intervention foncière en phase réalisation avec l'Etablissement Public Foncier et la commune de Simiane-Collongue - Site centre village
MET 17/3299/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis 2005, le Pays d'Aix a engagé avec l'Etablissement Public Foncier PACA (EPF) un partenariat dont l'objectif principal est de mobiliser du foncier pour permettre la réalisation de programmes de logements conformes aux projets des collectivités.

Ce travail collaboratif entre les communes, l'EPF et le Territoire du Pays d'Aix s'est construit dans le respect des compétences des différents acteurs. Ainsi, la commune est compétente pour les opérations d'aménagement (sauf celles déclarées d'intérêt communautaire). Elle est en conséquence pilote du projet, l'EPF et la Métropole intervenant en appui technique et en ingénierie.

L'EPF conduit les démarches d'acquisition des terrains dans le cadre des projets menés par la commune.

L'Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) se porte caution pour le rachat éventuel des tenements fonciers lorsque les projets d'aménagement répondent à sa politique publique traduite dans les documents cadres (SCOT et PLH) et dans les Contrats de Mixité Sociale signés entre les communes et l'État.

L'ensemble de ces principes régit la présente convention, en tenant compte des spécificités liées au secteur étudié.

En l'espèce, il s'agit du secteur dit « Centre Village », d'une superficie d'environ 10 ha, situé au nord de la commune de Simiane-Collongue, à proximité immédiate du collège et de la maison de retraite. La commune a identifié ce site comme un secteur potentiel de développement de l'habitat.

Celui-ci a d'ailleurs déjà fait l'objet d'une première approche d'aménagement par le CAUE en octobre 2008 ainsi qu'un accompagnement de l'EPF et de l'ex-CPA, dans le cadre d'une convention « Multi-Sites » arrivée à échéance fin 2016, afin de mettre en œuvre une veille foncière et de déterminer la programmation du projet communal.

Ainsi, la mission foncière de l'EPF a permis l'acquisition d'environ 6,5 ha de foncier et la conduite d'une étude de faisabilité, à laquelle le Territoire du Pays d'Aix a été associé, qui a permis de quantifier le nombre de logements réalisables à partir du plan guide, de définir les équipements publics nécessaires, le bilan financier, ainsi que des tranches opérationnelles. Cette étude a été actualisée au regard de la situation actuelle de carence communale en logements locatifs sociaux. Il en résulte qu'une

première tranche opérationnelle d'une centaine de logements comprenant 40 % de logements aidés ainsi que la réalisation d'un groupe scolaire, est à mettre en œuvre, dès à présent, sur les fonciers déjà maîtrisés et urbanisables (zone AU au PLU), cette opération s'inscrivant dans les orientations des documents cadres communautaires (SCOT et PLH).

Afin d'accompagner la commune dans la mise en œuvre de cette opération d'aménagement mixte, il est proposé de conclure une convention d'intervention foncière en phase réalisation entre la Métropole, l'Etablissement Public Foncier et la commune de Simiane-Collongue.

S'agissant des principales modalités juridiques et financières, la convention prendra effet à compter de sa signature et prendra fin au 31 décembre 2022. Dans le cadre de ce partenariat, en cas d'absence de sortie opérationnelle au terme de la convention, la Métropole se porte garante des biens acquis. La garantie de rachat est fixée dans la présente convention à 4 millions d'euros. Elle correspond au montant prévisionnel nécessaire pour réaliser l'ensemble de la maîtrise foncière du site.

S'agissant des principaux moyens d'intervention, l'EPF s'engage à conduire les études pré-opérationnelles complémentaires qui seraient requises pour la mise en œuvre du projet.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015_A304 du Conseil communautaire de la CPA du 15 décembre 2015 approuvant le Schéma de Cohérence Territoriale ;
- La délibération n°HN 009-001/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil d'Administration de l'Etablissement Public Foncier du 30 novembre 2016 ;
- La délibération du Conseil Municipal de la commune de Simiane-Collongue du 17 mars 2017 ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention d'intervention foncière en phase réalisation entre la Métropole, l'Etablissement Public Foncier et la commune de Simiane-Collongue sur le secteur « Centre Village ».

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la convention et toutes les pièces y afférentes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 018-1955/17/BM

■ Approbation d'une convention de raccordement de la Zone d'Aménagement Concerté Empallières au réseau d'eau brute avec la société du Canal de Provence à Saint-Victoret MET 17/3303/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'exercice de ses compétences en matière d'Aménagement de l'Espace Communautaire et de Développement Economique, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé, par délibération URB 948/07/CC du Conseil de Communauté le 8 octobre 2007, le dossier de création de la ZAC Empallières.

Par délibération AEC 005-675/11/CC, le Conseil de Communauté a approuvé le 21 octobre 2011 le dossier de réalisation de la ZAC Empallières.

Cette Zone d'Aménagement Concerté, à vocation économique est réalisée en régie directe par la Métropole Aix-Marseille-Provence qui procède elle-même à l'aménagement des équipements publics de la zone.

A cet effet, une convention entre la Société du Canal de Provence et la Métropole Aix-Marseille Provence, d'un montant de 48 960 euros TTC, doit être approuvée afin de raccorder la ZAC au réseau d'eau brute destiné à assurer les besoins en process industriel, l'arrosage des espaces verts et la protection contre l'incendie de la zone.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le code de l'urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 1/432/CC du Conseil de Communauté du 22 mai 2006 par laquelle la Communauté urbaine a reconnu d'intérêt communautaire la zone d'aménagement concerté Empallières sur la commune de Saint-Victoret ;
- La délibération URB 948/07/CC du Conseil de Communauté du 08 octobre 2007 approuvant le bilan de la concertation préalable à la création de la Zone d'Aménagement Concerté d'intérêt communautaire à vocation d'activités économiques d'Empallières à Saint-Victoret et le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté ;
- La délibération AEC 005-675/11/CC du Conseil de Communauté du 21 octobre 2011 approuvant le dossier de réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté d'intérêt communautaire à vocation d'activités économiques d'Empallières à Saint-Victoret ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les travaux de viabilisation de la ZAC Empallières sur la commune de Saint-Victoret sont réalisés par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que la SCP exerce une mission de service public de distribution et de gestion du réseau d'eau brute ;
- Qu'il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence conventionne avec la SCP afin de permettre l'alimentation en eau brute de la ZAC Empallières ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de raccordement et le devis travaux établis par la SCP ci-annexés, d'un montant global de 48 960 euros TTC, relatifs à l'alimentation en eau brute de la ZAC Empallières.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tous les documents nécessaires à leur exécution.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget annexe Opérations d'aménagement – Nature 605 – Fonction 90.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 019-1956/17/BM

■ Approbation de l'avenant 1 à la convention avec le Grand Port Maritime de Marseille pour le rejet des eaux pluviales de la Zone d'Aménagement Concerté des Florides dans le Canal du Rove MET 17/3333/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'exercice de ses compétences en matière d'aménagement de l'espace communautaire et de développement économique, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a créé la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) d'intérêt

communautaire des Florides située sur les territoires des Communes de Marignane et Gignac-la-Nerthe, par délibération URB 19/274/CC du 30 mars 2006.

Par délibération du Conseil de Communauté n°DEV 009-911/08/CC du 19 décembre 2008, le dossier de réalisation de la ZAC comprenant l'ensemble du Programme d'Equipement Public à réaliser à l'intérieur de la zone a été approuvé. La déclaration de projet sur l'intérêt général de la réalisation des travaux d'équipement de la ZAC a été approuvée par délibération n° DEV 004-11252/09/CC du 26 mars 2009.

Cette Zone d'Aménagement Concerté, à vocation économique est réalisée en régie directe par la Métropole Aix-Marseille-Provence qui procède elle-même à l'aménagement des équipements publics de la zone.

Afin d'assurer la réalisation du réseau d'eaux pluviales de la ZAC, une convention avec le Grand Port Maritime de Marseille (GPMM) de rejet des eaux pluviales de la ZAC dans le canal du Rove a été approuvée par délibération DEV 004-1570/09/CC du Conseil de Communauté du 2 octobre 2009.

Une redevance d'occupation du domaine public du GPMM d'un montant de 534 €HT est depuis payée annuellement par la Métropole.

Les modalités de calcul des frais de recouvrements en cas de retard de paiement ont été modifiées par le GPMM, il convient donc de supprimer les 6^{ème}, 7^{ème} et 8^{ème} alinéas de l'article 5 de la convention approuvée en 2009 et de les remplacer par les dispositions énoncées dans le projet d'avenant ci-joint : une différence est faite selon que le montant des titres à recouvrer est inférieur ou supérieur à 15000€.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération DEV 009-911/08/CC, du 19 décembre 2008, approuvant le dossier de réalisation de la Zone d'aménagement Concerté des Florides ;
- La délibération DEV 004-1152/09/CC, du 26 mars 2009, approuvant la réalisation des travaux d'équipements de la Zone d'aménagement Concerté des Florides à Marignane et Gignac-la-Nerthe – déclaration de projet ;
- La délibération DEV 004-1570/09/CC du 02 octobre 2009 approuvant la convention avec le Grand Port Maritime de Marseille de rejet des eaux pluviales de la ZAC des Florides dans le canal du Rove ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les travaux de viabilisation de la ZAC des Florides sur les communes de Marignane et Gignac-la-Nerthe sont réalisés par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que les eaux pluviales de la ZAC des Florides se rejettent dans le canal du Rove ;
- Qu'une convention de rejet des eaux pluviales de la ZAC des Florides dans le canal du Rove et d'occupation du domaine public du Grand Port Maritime de Marseille a été approuvée par délibération DEV 004-1570/09/CC du conseil de Communauté ;
- Que la métropole paye une redevance d'occupation annuelle d'un montant de 534€HT ;
- Qu'il convient de prendre en compte les récentes modifications des modalités de paiement des frais de recouvrements en cas de retard de paiement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention de rejet des eaux pluviales de la ZAC des Florides dans le canal du Rove ci-annexé modifiant l'article 5 Redevance de la convention.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 Sous-Politique C140 – Nature 605.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 020-1957/17/BM

■ Approbation d'une convention avec Enedis pour le raccordement électrique de la Zone d'Aménagement Concerté des Florides à Marignane MET 17/3353/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du raccordement du réseau électrique de la ZAC des Florides à Marignane, la Société Enedis sollicite auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence une convention de servitude sur la parcelle cadastrée Z n° 208 située sur la commune de Marignane afin de poser deux câbles haute tension souterrains sur 285 mètres.

Au terme des négociations, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Enedis se sont entendus pour un prix de 20 euros.

Il convient que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence autorise le Président à signer les conventions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire Marseille Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les travaux de pose de deux câbles haute tension souterrains sur 285 mètres seront à la charge d'Enedis ;
- Qu'il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence conventionne avec Enedis afin de permettre la réalisation de ces travaux.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée de servitude ci-annexée, par laquelle la Métropole Aix-Marseille-Provence accepte de consentir une servitude à Enedis sur la parcelle Z n° 208 moyennant la somme de 20 euros permettant la pose de deux câbles haute tension souterrains sur 285 mètres.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits aux budgets primitifs 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique C 130 - Opération 2015110400 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 021-1958/17/BM

■ Approbation de l'avenant n° 3 à la convention publique d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté du Tubé Retortierà Istres MET 17/3481/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 270/02 du 26 juin 2002, le Comité syndical du SAN Ouest Provence a décidé, en application des dispositions de l'article L300-4 et R311-6 du Code l'Urbanisme, de confier à l'EPAD la poursuite de la réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté du Tubé Retortier sur la commune d'Istres, et a approuvé les termes de la convention publique d'aménagement correspondante, notifiée le 26 juillet 2002.

Par délibération n° 884/08 du 17 décembre 2008, le Comité syndical du SAN Ouest Provence a approuvé l'avenant n° 1 à la convention publique d'aménagement afin de préciser les montants forfaitaires annuels de rémunération de l'EPAD.

Par délibération n° 73/09 du 17 décembre 2009, le SAN Ouest Provence a approuvé l'avenant n° 2 à la convention publique d'aménagement pour modifier le périmètre de la ZAC du Tubé Retortier afin de tenir compte de la procédure d'extension sur son secteur centre. Cet avenant a également pour objet de prolonger de cinq ans la durée de la convention publique d'aménagement de la ZAC entre le SAN Ouest Provence et l'EPAD Ouest Provence, rapportant la durée totale de la convention à quinze ans à compter du 26 juillet 2002, date de la notification à l'EPAD.

La convention publique d'aménagement arrive à son terme le 26 juillet 2017 alors même que la totalité des lots n'est pas encore commercialisée. Dans ce contexte, il convient donc de conclure un nouvel avenant afin de prolonger de cinq ans le délai d'exécution de la convention publique d'aménagement ce qui porte à vingt ans la durée totale de la convention, pour permettre le bon déroulement de la commercialisation des lots.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit au six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 3, ci-annexé, à la convention publique d'aménagement pour la réalisation de la ZAC du Tubé Retortier à Istres dont l'objet est la prorogation de cinq ans du délai d'exécution de la convention.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'avenant et tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 022-1959/17/BM

■ Constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à M. Masson - Benoît Renaud sise impasse de la Source à Ensûès la Redonne MET 17/3385/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Au titre du contrat de délégation de Service Public de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes et les autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi elle a entrepris des négociations avec M. Masson-Benoit Renaud, propriétaire de la parcelle cadastrée AH n° 0084, située Impasse de la Source – 13820 Ensues la Redonne, en vue d'identifier la servitude de passage en tréfonds d'une canalisation d'adduction d'eau potable.

Le propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de constitution de servitude ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire de Marseille Provence du 17 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que la Société des Eaux de Marseille Métropole régularise l'ensemble des servitudes de passage en tréfonds des réseaux d'adduction d'eau potable.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le procès-verbal de constitution de servitude par lequel M. Masson-Benoit Renaud consent la constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit d'une emprise de 135m² sur la parcelle cadastrée AH 0084 sise Impasse de la Source, à Ensues la Redonne, au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer ce procès-verbal de constitution de servitude et tout document inhérent à l'établissement de l'acte authentique.

Article 3 :

Les crédits nécessaires et tous les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits au Budget Annexe eau ligne F 1706228.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Développement
territorial, logement, centres
anciens, contrat de ville"***

DEVT 001-1960/17/BM

■ **Demande de subventions auprès de l'Etat au titre des crédits Politique de la Ville
MET 17/3269/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la Ville et la Cohésion sociale a défini les nouvelles orientations de la Politique de la Ville. Cette politique de cohésion urbaine et sociale vise à améliorer les conditions de vie des habitants des quartiers les plus défavorisés, définis comme quartiers

prioritaires. Pour la Ville de Marseille, 235 000 habitants sont directement concernés par cette action publique.

Le Contrat de Ville constitue le cadre de mise en œuvre de la Politique de la Ville pour la période de 2015 à 2020.

Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Contrat de Ville a pour objectif de formaliser les engagements pris par l'Etat, la Métropole, les collectivités territoriales (Conseil régional PACA et Conseil départemental des Bouches-du-Rhône), les communes concernées et les autres partenaires de la Politique de la Ville (CAF 13, Association Régionale des Organismes HLM...) au bénéfice des quartiers définis comme prioritaires.

L'Etat et les collectivités territoriales consacrent ainsi des moyens spécifiques pour la mise en œuvre du Contrat de Ville en complément de la mobilisation de leurs politiques de droit commun.

Conformément à la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Politique de la ville et d'équilibre social de l'habitat.

La Métropole assure ainsi avec des équipes dédiées le pilotage stratégique et opérationnel du Contrat de Ville et d'un dispositif spécifique de la Politique de la Ville, l'Atelier Santé Ville (ASV).

Dans ce cadre, l'Etat apporte une contribution financière à la Métropole pour la couverture des frais de fonctionnement induits par le portage de ces dispositifs.

Pour l'exercice 2017, les crédits d'appui consacrés par l'Etat au fonctionnement des équipes Politique de la Ville de la Métropole Aix-Marseille-Provence sont fixés à :

- 878 203 € pour le Contrat de Ville
- 150 000 € pour l'Atelier Santé Ville

La Métropole Aix-Marseille-Provence doit effectuer les démarches administratives nécessaires pour le versement de ces subventions.

Il convient donc d'autoriser Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence à solliciter les subventions et à signer les conventions correspondantes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La notification des crédits politique de la ville 2017 adressée à la Métropole Aix-Marseille-Provence par l'Etat,
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Politique de la Ville ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence affecte des équipes à la mise en œuvre des dispositifs de la Politique de la Ville (Contrat de Ville et Atelier Santé Ville) ;
- Que l'Etat contribue à la couverture des charges de fonctionnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le portage des dispositifs Contrat de Ville et Atelier Santé Ville ;

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à effectuer les demandes de subventions auprès de l'Etat pour les dispositifs Contrat de Ville et Atelier Santé Ville à hauteur des montants notifiés.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est autorisé à signer les conventions de financement conclues entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Etat pour les dispositifs Contrat de Ville et Atelier Santé Ville.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 002-1961/17/BM

**■ Demande de subvention d'Investissement relative à une étude de faisabilité énergétique et d'exposition solaire et vent au sein du quartier la Maille I-Mercure sur la commune de Miramas
MET 17/3469/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Par délibération n° DEVT 009-877/16/CM du Conseil de la Métropole du 19 septembre 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU) du quartier la Maille I-Mercure situé sur la commune de Miramas.

Ce protocole précise l'ambition du programme, les études à mener et les actions à lancer dès à présent. Dans le cadre de ce protocole de préfiguration, les partenaires ont souhaité que soient intégrés des objectifs de développement durable. Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage de faire réaliser une étude de faisabilité énergétique et d'exposition solaire et vent, à l'échelle du quartier de la Maille I-Mercure.

Cette étude se décompose en deux lots :

Lot 1 : Une étude de faisabilité sur le potentiel de développement en énergies renouvelables.

L'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme prévoit en son alinéa 3 que : « Toute action ou opération d'aménagement faisant l'objet d'une évaluation environnementale doit faire l'objet d'une étude de faisabilité sur le potentiel de développement en énergies renouvelables de la zone, en particulier sur l'opportunité de la création ou du raccordement à un réseau de chaleur ou de froid ayant recours aux énergies renouvelables et de récupération ».

L'opération de rénovation urbaine du quartier de la Maille I-Mercure n'est pas soumise à évaluation environnementale. Cependant, la Métropole Aix-

Marseille-Provence souhaite que soit effectuée, au niveau de ce quartier, une étude de faisabilité sur le potentiel de développement en énergies renouvelables et/ou fatales.

L'objectif de cette étude est de prendre en compte les aspects juridiques, techniques et économiques pouvant limiter, ou au contraire renforcer, la pertinence des différentes solutions de développement des énergies renouvelables, et d'évaluer dans quelle mesure au moins une de ces solutions est viable.

Lot 2 : Une prestation de simulation de phénomènes climatiques locaux (îlots de chaleur urbains).

La contrainte du changement climatique est en effet exacerbée en ville du fait de phénomènes climatiques locaux, couramment appelés « îlots de chaleur urbains » (ICU). Les ICU font aujourd'hui l'objet d'une documentation scientifique assez riche, mais qui reste encore trop qualitative. La réalisation d'une simulation permettrait de disposer d'une description quantitative de ces phénomènes climatiques locaux au sein du quartier de la Maille I-Mercure. Elle consisterait à modéliser le quartier actuel de la Maille I-Mercure et à analyser sa contribution au développement d'un ICU pour, par la suite, mener une réflexion afin d'atténuer ce phénomène à l'intérieur de ce quartier. Il s'agirait ensuite de modéliser le quartier, après rénovation urbaine, afin de quantifier et démontrer la plus-value de l'opération de renouvellement urbain.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à la réalisation de cette étude de faisabilité énergétique et d'exposition solaire et vent au sein du quartier la Maille I-Mercure situé sur la commune de Miramas.

Le coût prévisionnel de cette étude est estimé à 70 000 euros HT

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX	MONTANTS
Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU)	3,60%	2 500,00 €
Agence Nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH)	7,14%	5 000,00 €
ADEME	60,00%	42 000,00 €
Métropole Aix-Marseille-Provence	29,26%	20 500,00 €
TOTAL	100,00%	70 000,00 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° DEVT 009-877/16/CM du Conseil de la Métropole du 19 septembre 2016 portant approbation du protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU) du quartier la Maille I-Mercure situé sur la commune de Miramas ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que par délibération n° DEVT 009-877/16/CM du Conseil de la Métropole du 19 septembre 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU) du quartier la Maille I-Mercure situé sur la commune de Miramas ;
- Que ce protocole précise l'ambition du programme, les études à mener et les actions à lancer dès à présent ;
- Que dans le cadre de ce protocole de préfiguration, les partenaires ont souhaité que soient intégrés des objectifs de développement durable ;
- Qu'à cette fin, il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Etude de faisabilité énergétique et d'exposition solaire et vent, quartier la Maille I-Mercure sur la commune de Miramas » ;
- Qu'il convient de solliciter des subventions auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à la réalisation de cette opération ;

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi

qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le budget principal de la Métropole, opération 2017501200, nature 2031, code opération 2017501200.

Les recettes seront constatées au budget de la Métropole, Chapitre 13, Nature 1321.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 003-1962/17/BM

■ **Demande de subvention d'Investissement relative à "l'évaluation de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Intercommunale 2012-2017" sur le territoire Istres-Ouest Provence MET 17/3480/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant : La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

L'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) intercommunale a été engagée sur le territoire Istres-Ouest-Provence, pour la période 2012-2017. Cette opération a fait l'objet d'une convention entre le SAN Ouest Provence fusionné au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1er janvier 2016, l'État, l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat (ANAH), la Région et le Département.

Ce dispositif vise à accompagner les propriétaires privés (bailleurs ou occupants), dans la rénovation de leur(s) logement(s), au sein de périmètres fixés en concertation avec les communes concernées.

Afin de maintenir la dynamique engagée, dans le but de renforcer l'attractivité des centres anciens en contribuant au rayonnement et au dynamisme du territoire et de ses cœurs de villes et villages, ainsi que pour répondre à la demande de l'ensemble des partenaires financiers, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite faire réaliser une étude d'évaluation de l'OPAH intercommunale.

Cette étude se décompose en deux phases :

- phase 1 : Évaluation de l'OPAH intercommunale 2012-2017 (résultats, conditions de mise en œuvre, évaluation des interventions),
- phase 2 : Recommandations et orientations vers un nouveau dispositif d'aide à la rénovation du parc de logements privés (périmètres, enjeux, etc.).

La présente délibération vise à approuver toute demande de subvention auprès de tout organisme

susceptible d'apporter sa contribution financière à la réalisation de cette étude d'évaluation de l'OPAH intercommunale.

Le coût prévisionnel de cette étude est estimé à 25 000 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX	MONTANTS
Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat (ANAH)	50,00 %	12 500,00 €
Région PACA	20,00 %	5 000,00 €
Métropole Aix-Marseille-Provence	30,00 %	7 500,00 €
TOTAL	100,00 %	25 000,00 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat intercommunale a été engagée sur le territoire Istres-Ouest Provence pour la période 2012-2017 afin

d'accompagner les propriétaires privés (bailleurs ou occupants), dans la rénovation de leur(s) logement(s), au sein de périmètres fixés en concertation avec les communes concernées ;

- Qu'il convient, afin de maintenir la dynamique engagée, dans le but de renforcer l'attractivité des centres anciens en contribuant au rayonnement et au dynamisme du territoire et de ses cœurs de villes et villages, ainsi que pour répondre à la demande de l'ensemble des partenaires financiers, de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Etude d'évaluation de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat intercommunale 2012-2017 » sur le territoire Istres-Ouest Provence ;
- Qu'il convient de solliciter des subventions auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à la réalisation de cette opération ;

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur l'Etat spécial de territoire Istres-Ouest Provence, chapitre 4581175011, nature 4581175011, code opération 2017501100. Les recettes seront constatées au budget de la Métropole, chapitre 13, natures 1321 et 1322.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 004-1963/17/BM

**■ Approbation d'un avenant à la convention du Programme d'Accompagnement des Risques Industriels du Plan de Prévention des Risques Technologiques d'Arkema à Marseille, 11ème arrondissement
MET 17/3338/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération EPPS 002-915/13/CC du 13 décembre 2013, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la création et l'affectation d'une Autorisation de Programme relative au financement des mesures du Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) de l'usine Arkema à Marseille 11ème arrondissement. Ce Plan a donné lieu à un Programme d'Accompagnement des Risques Industriels (PARI) dont la convention partenariale a été signée entre la société Arkema France, la Ville de Marseille, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, le Département, la Région, et l'Etat. Cette convention a été notifiée le 13 avril 2015, date de son entrée en vigueur.

Le PARI d' Arkema Saint-Menet prévoit une obligation de réduction de la vulnérabilité face au risque toxique, qui s'impose à environ 350 logements privés. Les travaux prévoient de mettre en place dans chaque logement une pièce de confinement permettant aux habitants d'échapper à une éventuelle pollution accidentelle de l'atmosphère.

Le plan inclut la mise en place de financement de ces travaux entre l'Etat, les collectivités locales et l'industriel à l'origine du risque. L'Etat a retenu pour ce programme un opérateur, Urbanis, dont la mission consiste à accompagner les riverains du diagnostic au paiement des travaux. La convention de financement et d'utilisation des aides financières relative au PARI a été signée le 27 mars 2015. Urbanis a identifié plus de 310 logements éligibles à ce programme et conduit 80% des diagnostics. Les premiers

travaux ont été réalisés début 2016 et, au 24 janvier 2017, 190 dossiers ont été agréés et 65 ont été soldés (travaux réalisés et paiements effectués).

Conformément à l'article 15 de la convention de financement précitée, la mission opérationnelle d'Urbanis et la convention doivent se terminer deux ans après sa notification soit le 13 avril 2017. Or, compte tenu du rythme actuel de clôture des dossiers, il convient de proroger la durée du dispositif pour traiter l'ensemble des logements éligibles.

Le présent avenant vise donc à prolonger la convention de financement et d'utilisation des aides financières d'une année.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement en ses articles L515.16 et 19 sur les plans de prévention des risques technologiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les arrêtés préfectoraux du 22 mai 2009, 20 octobre 2010, et 2 mai 2012, respectivement instituant puis prolongeant la prescription d'un plan de prévention des risques technologiques à l'usine Arkema de Marseille;
- La convention de financement et d'utilisation des aides du Programme d'Accompagnement des Risques Industriels (PARI) du plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) d' Arkema (Marseille 11^{ème}), approuvée par délibération de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 13 décembre 2013 ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la mission engagée pour le PARI nécessite une année supplémentaire pour l'achèvement de l'accompagnement aux travaux de tous les logements concernés ;
- Qu'il convient donc de proroger la convention de financement et d'utilisation des aides ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant ci-annexé à la convention du Programme d'Accompagnement des Risques Industriels (PARI) du plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) d'Arkema (Marseille 11^{ème}).

Cet avenant prolonge la durée de la convention notifiée le 13 avril 2015 d'une année supplémentaire, soit jusqu'au 13 avril 2018.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y concourant. Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Environnement,
Développement Durable,
Agriculture et Forêt"***

ENV 001-1964/17/BM

■ Mise en oeuvre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) du Pays d'Aix - Intervention sur les communes de Lambesc, le Puy-Sainte-Réparate et Saint-Paul-Lez-Durance
MET 17/3200/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Sur la base de la Convention cadre d'Intervention Foncière du Pays d'Aix (CIF) avec la SAFER, votée le 29 octobre 2015 par le Bureau de la Communauté d'Aix, le présent rapport propose la mise en œuvre d'une action foncière agricole.

Mise en œuvre de la Convention d'Intervention Foncière : rappel

Cette convention prévoit une information quotidienne des communes concernant le marché foncier en zones agricoles et naturelles. Cette information, via les notifications de vente (Déclaration d'Intention d'Aliéner – DIA), a pour objectif de permettre aux communes d'appuyer les interventions de la SAFER afin de diminuer les phénomènes spéculatifs sur les terres agricoles et/ou d'empêcher des occupations non conformes à la vocation de ces espaces, notamment par la procédure de révision de prix.

Le fonds d'intervention foncière mis en place en contrepartie de ces opérations permet de garantir la bonne fin de l'opération de préemption si le vendeur ne retire pas son bien de la vente et que la SAFER

doit acheter au prix notifié ou au prix fixé par le Tribunal en cas de contentieux.

La Métropole s'engage également à prendre en charge les frais de dossier SAFER (600 € TTC), lorsque le propriétaire vendeur retire son bien de la vente.

Dans le cas présent, il s'agit d'opérations de préemption concernant 3 ventes de parcelles avec révision de prix sur les communes de Lambesc, le Puy-Sainte-Réparate et Saint-Paul-Lez-Durance.

- Lambesc

- Parcelle(s) : BL 142,143,147 ; surface : 56 ares 50 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 46 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 7 835,00 € que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Le Puy-Sainte-Réparate

- Parcelle(s) : BY 0076 ; surface : 58 ares 62 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 25 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 10 900,00 € que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Saint-Paul-Lez-Durance

- Parcelle(s) : D153 ; surface : 32 ares 60 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 115 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 24 455,00 € que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Rural pris en ses articles L 141-1 et suivants, L 142-1 et suivants, L 143-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015_B531 du Bureau communautaire de la CPA du 29 octobre 2015 approuvant les termes de la Convention cadre d'Intervention Foncière (CIF) 2016/2018 du Pays d'Aix avec la SAFER ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La demande de validation transmise par la SAFER à la Métropole, relative à son intervention avec révision de prix pour les 3 ventes de parcelles sur les communes de Lambesc, Le Puy-Sainte-Réparate et Saint-Paul-Lez-Durance.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'intervention demandée par la SAFER au sujet des trois préemptions en révision de prix sur les communes de Lambesc, Le Puy-Sainte-Réparate

et Saint-Paul-Lez-Durance dans le cadre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

Article 2 :

La somme de 600 € TTC sera versée à la SAFER pour chacune des trois préemptions, au titre de son intervention dans le cadre de la CIF, après notification par la SAFER du retrait de la vente des biens par les propriétaires respectifs.

Article 3 :

Les crédits sont inscrits en section de fonctionnement, sur la ligne budgétaire du service agriculture 6312/611, à l'Etat spécial du Territoire du Pays d'Aix. Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 002-1965/17/BM

■ Demande de subvention auprès de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse pour la réalisation d'un diagnostic faune-flore sur le bassin du Réaltor dans le cadre de l'animation Natura 2000 MET 17/3221/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le bassin du Réaltor, situé sur la commune de Cabriès, est un ouvrage majeur du Canal de Marseille. Construit au XIXe siècle, il servait de bassin de décantation pour la filtration des alluvions issus de la Durance et présents dans l'eau du canal. Il sert désormais de réserve d'eau pour réguler l'approvisionnement lors des pics de demandes ou de travaux sur le canal. Le Conseil de Territoire de Marseille Provence est maître d'ouvrage du bassin.

Sur ce plan d'eau de 70 hectares, artificiel à l'origine, s'est développé, au cours du temps, tout un cortège d'habitats écologiques liés à la présence de l'eau : roselières, ripisylves, vasières... ainsi qu'une faune et une flore patrimoniale désormais très présente. Le bassin est ainsi devenu une zone humide à part entière avec un intérêt écologique reconnu.

Il est, en effet, identifié en tant que Zone Naturelle d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique continentale de type 1 : « Réservoir du Réaltor (930012445) ».

Le bassin du Réaltor fait également parti du site Natura 2000 "Plateau de l'Arbois". Il s'agit d'un enjeu majeur du site Natura 2000 puisqu'il est identifié comme zone d'intérêt « Très fort » par le document d'objectif.

Le Territoire du Pays d'Aix est animateur du site Natura 2000 « Plateau de l'Arbois » depuis la délibération du 28 avril 2016 « HN 106-237 16 » et l'intégration du Syndicat de PIDAF de l'Arbois (SIMA).

Les derniers inventaires faunistiques ont été réalisés lors de la mise en place du site Natura 2000 en 2006. Après plus de 10 ans, un nouveau diagnostic de la biodiversité est nécessaire afin d'évaluer l'évolution de cet écosystème. Ce diagnostic servira d'« état zéro » pour un suivi annuel d'indicateurs permettant d'observer l'évolution de cet écosystème dans le cadre du suivi Natura 2000.

Pour mémoire, un écosystème, par définition, est régi par les interactions entre la communauté d'êtres vivants et son environnement (édaphique, hydrologique, climatique...). Par conséquent, évaluer l'état de conservation de cet écosystème passe par trois domaines à prendre en compte :

-L'environnement physique (microclimat, hydrologie et dérangement sonore)

-L'habitat naturel (roselières et ripisylves)

-Les espèces (avifaune, ichtyofaune, odonates et macro-invertébrés benthiques).

La mesure de variables descriptives dans chacun de ces domaines, de manière régulière, permet d'observer les variations et potentiellement de les expliquer.

Dans le cadre de l'appel à initiative de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse : « Appel à initiative en faveur de la biodiversité », il est proposé de solliciter une subvention à hauteur de 80 % du montant HT soit 37.120,00 €.

L'étude de « l'état zéro » présente un coût de 46 400.00€ HT soit 55 680.00€ TTC.

Variables descriptives	Coût
Environnement physique : <ul style="list-style-type: none"> • Microstations climatiques à installer • Eco-compteurs de fréquentation • Qualification des usages par entretien • Mesures du bruit 	32.000, 00 € HT
Habitat naturel : <ul style="list-style-type: none"> • Cartographie des habitats • Description de l'état des roselières au regard des exigences écologiques d'espèces patrimoniales • Description de l'état des ripisylves au regard des exigences écologiques d'espèces patrimoniales 	2.400,00 € HT
Espèces : <ul style="list-style-type: none"> • Inventaire avifaune • Inventaire ichtyofaune • Inventaire odonates • Inventaire macroinvertébrés benthiques 	12.000,00 € HT
	TOTAL HT : 46.400,00 €
	TOTAL TTC : 55.680,00 €

Vu

Le Comité de suivi, animé par le Territoire du Pays d'Aix, sera mis en place avec les partenaires concernés (Territoire Marseille Provence, Agence de l'Eau, Onema, DREAL PACA, DDTM 13, Fédération de pêche, Commune de Cabriès...). L'ensemble des résultats des suivis seront retransmis à ce comité à chaque renouvellement du suivi (annuel pour certains indicateurs ou plusieurs années pour les plus lourds). Les premiers inventaires sont prévus pour le printemps 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° HN 106-237 16 du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 désignant le

Conseil de Territoire du Pays d'Aix comme animateur Natura 2000.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération de diagnostic faune-flore du bassin du Réaltor.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'Etat, du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et de l'Agence de l'Eau ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence - États Spéciaux des différents territoires.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 003-1966/17/BM

**■ Demande de subvention pour le Projet Alimentaire Territorial (PAT) révisé
MET 17/3572/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains projets qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le 17 octobre 2016, le Conseil de la Métropole a voté à l'unanimité le principe d'engager l'élaboration d'un Projet Alimentaire Territorial à l'échelle buccorhodanienne et de répondre à l'appel du Plan National pour l'Alimentation 2016-2017.

L'élaboration de ce PAT a en effet pour ambition d'apporter une contribution majeure à l'organisation et au devenir d'un territoire fort de 2 millions d'habitants et de 150 000 hectares de Surface Agricole Utile. La stratégie alimentaire globale envisagée, sera au service de la plus grande métropole française aux enjeux locaux, nationaux et euro-méditerranéens, et de son territoire voisin, le Pays d'Arles.

Cette stratégie alimentaire s'appuiera sur l'organisation d'une agriculture de proximité, mettra en valeur la mosaïque territoriale et ses terroirs multiples, et participera à réduire les inégalités et fractures territoriales.

Elle devra répondre à de multiples enjeux d'importance, liés entre eux :

- l'enjeu économique et de l'emploi,
- celui de la nutrition santé et de l'accessibilité sociale à une alimentation de qualité,
- les questions d'urbanisme et d'aménagement et d'une action foncière adaptée,
- l'enjeu environnemental,
- et enfin celui ayant trait au rôle culturel, touristique et patrimonial de l'alimentation.

Le dossier de candidature présentant le Projet Alimentaire Territorial : "un territoire d'exception, au service d'une alimentation locale, durable et de qualité, accessible à tous" porté par la Métropole Aix-Marseille-Provence en tant que chef de file, co-piloté par le Syndicat Mixte du Pays d'Arles et soutenu par le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône ainsi que la Chambre d'Agriculture des Bouches du Rhône a été déposé le 29 novembre 2016.

Mais, le Ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture, et de la Forêt n'a pas retenu au niveau du Plan National de l'Alimentation 2016-2017 ce dossier de candidature.

Cependant, ce dernier a été retenu prioritairement par la Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF) le 1^{er} mars 2017 en vue de son élaboration et de sa labellisation future. La somme allouée pour le PAT représente la moitié du budget spécifique pour l'élaboration des PAT en région PACA, de la DRAAF.

La délibération du Bureau de la Métropole ENV 002-1581/17/BM du 9 février 2017 qui prévoyait un premier plan de financement prévisionnel ainsi que le retro planning d'élaboration du PAT doit en conséquence être révisée.

Il convient donc de fixer un nouveau retro planning d'élaboration de ce PAT sur 36 mois, en deux phases distinctes :

Phase 1 : Juin 2017 – Décembre 2018 évalué à 227 500 €

Phase 2 : Janvier 2019 – Juin 2020 évalué à 212 500 €

Il convient également de modifier le budget total prévisionnel sur ces 36 mois, dorénavant évalué à 440 000 €.

Il convient enfin, de solliciter au taux maximum les différents partenaires - DRAAF, Conseil Départemental des Bouches du Rhône et DREAL – tel qu'indiqué dans le budget prévisionnel dans sa phase 1, établi sur 18 mois ci-après :

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole ENV 003-1134/16/CM du 17 octobre 2016 ;

BUDGET PAT Phase I			
DEPENSES	juin 2017 - Déc 2018	RECETTES juin 2017 - déc 2018	
Diagnostic partagé avec deux volets sur 1 an : - Production et logistique - Consommation / RHD	100 000 €	DRAAF	40 000 €
Animation – AMO pour la labellisation sur 3 ans	50 000 €	Pays d'Arles	22 500 €
Accompagnements au projets de démonstration sur 2 ans	50 000 €	DREAL PACA	15 000 €
Communication et événementiels hors budget communication	20 000 €	Conseil Départemental 13	50 000 €
Frais divers : déplacements, voyages d'études et d'échanges	7 500 €	Métropole AMP	100 000 €
TOTAL DEPENSES	227 500 €	TOTAL RECETTES	227 500 €

Le budget prévisionnel de la phase 2 sera déterminé ultérieurement par délibération.

- La délibération du Bureau de la Métropole ENV 002-1581/17/BM du 9 février 2017 ;

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter des subventions auprès de la Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF), du Conseil Départemental des Bouches du Rhône, de la DREAL ainsi qu'auprès de tout organisme susceptible

d'apporter sa contribution et signer tout document y afférent, pour l'élaboration du PAT dans sa phase I.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer tout document et acte nécessaire à la réalisation et au suivi de ce projet.

Article 3 :

Les recettes correspondantes seront constatées au budget de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 004-1967/17/BM

■ Demande de subvention relative à la convention de suivi et d'animation du PIDAF des Etangs par l'Office National des Forêts MET 17/3584/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la protection des forêts contre l'incendie, la Métropole Aix-Marseille Provence réalise

des travaux de débroussaillage et d'abattage d'arbres dans les zones naturelles à risques.

Ces travaux de Défense des Forêts Contre l'Incendie (DFCI) ont été recensés dans un document nommé "Plan Intercommunal de Débroussaillage et d'Aménagement Forestier des Etangs" (PIDAF des Etangs).

Dans le cadre du suivi et de l'animation du PIDAF des Etangs, une convention d'assistance technique par l'Office Nationale des Forêts a été approuvée par délibération n°2017-017 du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 23 mars 2017.

Pour l'année 2017, cette convention correspond à 15 jours de Technicien Forestier.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette convention d'assistance technique est estimé à 6 824,44 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette convention d'assistance technique est le suivant :

ORGANISMES	TAUX	MONTANTS
Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur	50 %	3 412,22 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	50 %	3 412,22 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix Marseille Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La délibération du Conseil de Territoire du Pays de Martigues n°2017-017 en date du 23 mars 2017 approuvant la convention d'assistance technique pour le suivi du PIDAF des Etangs ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 11 mai 2017.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides

financières auprès de l'Union Européenne, de l'Etat, du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La recette correspondante est constatée au Budget primitif 2017 et suivants de la Métropole, section d'investissement – Opération 4581166011.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 005-1968/17/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération PIDAF des Etangs Dispositif DFCI 8.3.1 du Programme de Développement Rural de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur MET 17/3585/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Dans le cadre de la protection des forêts contre l'incendie, la Métropole Aix-Marseille Provence réalise des travaux de débroussaillage et d'abattage d'arbres dans les zones naturelles à risques.

Ces travaux de Défense des Forêts Contre l'Incendie (DFCI) ont été recensés dans un document nommé Plan InterCommunal de Débroussaillage et d'Aménagement Forestier des Etangs (PIDAF des Etangs).

Ce document a été validé par les services de l'État, la Direction Départementale des Territoires et de la Mer, et visent à diminuer les risques de départ de feux.

Pour le programme 2017, le Conseil de Territoire du Pays de Martigues a approuvée sur la commune de Port-de-Bouc de réaliser l'opération Éclaircie sylvicole à caractère DFCI - Mas de l'Hôpital - 20 ha.

Cette opération a pour objectif de créer un verrou DFCI entre le Mas de l'Hôpital et la forêt Départementale et Domaniale de Castillon et la zone urbaine de Port de Bouc.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de L'État et l'UE, de la Région PACA, le Conseil Départemental susceptibles d'apporter leurs contributions financières, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 41 660 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Etat - Union européenne	40 %	16 664 euros
Conseil Départemental 13	20 %	8 332 euros
Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur	20 %	8 332 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	8 332 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays de Martigues n°2017-018 du 23 mars 2017 approuvant le programme 2017 de travaux forestiers DFCI sur la Commune de Port-de-Bouc ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 11 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : "PIDAF des Etangs Dispositif DFCI 8.3.1 du Programme de Développement Rural de la Région Provence Alpes Côte d'Azur.

Délibère :

Article 1:

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'Etat, du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Article 2:

La recette correspondante est constatée au Budget primitif 2017 et suivants de la Métropole, section d'investissement - Opération 4581166011

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 006-1969/17/BM

**■ Approbation d'une convention relative à l'échange de données géoréférencées à moyenne échelle avec GRDF dans le cadre des concessions pour le service public de distribution de gaz sur le territoire métropolitain
MET 17/3368/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux articles L.5217-2 et L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris, à sa création au 1^{er} janvier 2016 et au titre de ses compétences de droit commun, la compétence de concession de la distribution publique de gaz sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence. Elle prendra cette compétence pour l'ensemble du territoire métropolitain au 1^{er} janvier 2018.

En tant qu'Autorité Concédante de la distribution de gaz, la Métropole doit assurer le contrôle du bon accomplissement de la mission de développement et d'exploitation du réseau public de distribution de gaz dévolue au Concessionnaire conformément à la loi et aux contrats de concession. Cette compétence est déléguée, pour une partie du périmètre, au SMED 13.

Le Concessionnaire est le gestionnaire du réseau public de distribution de gaz sur le territoire de la concession. En cette qualité, il établit et tient à jour, au fil de l'eau, une cartographie de ce réseau, en particulier pour :

- exploiter les ouvrages du réseau concédé et répondre aux sollicitations des tiers, notamment au titre de la réglementation relative à l'exécution de travaux à proximité des ouvrages précités ;
- mettre à la disposition de l'Autorité Concédante une représentation cartographique à moyenne échelle du réseau public de distribution de gaz.

Il apparaît donc que le Concessionnaire et l'Autorité concédante sont amenés à échanger des données géoréférencées pour permettre l'exploitation du réseau et son contrôle, échange qui doit être encadré par convention entre les deux parties.

La présente convention est relative à la cartographie à moyenne échelle des ouvrages des réseaux publics de distribution des concessions du territoire métropolitain. Elle décrit les modalités d'échanges de plans et de données géoréférencées à moyenne échelle aux fins de faciliter l'accomplissement des missions respectives de l'Autorité Concédante et du Concessionnaire. Cette convention est non onéreuse pour la fourniture par le concessionnaire GRDF d'une mise à jour des données géoréférencées une fois par an.

GRDF, dans un souci d'efficacité et de transparence bienvenu, a proposé d'établir cette convention sur l'ensemble des concessions du périmètre métropolitain, bien que la Métropole ne détienne pas encore, en 2017, la compétence d'autorité concédante sur la totalité de son territoire.

La durée de cette convention est limitée à une année afin de tester son applicabilité et sa conformité aux besoins. Un bilan de sa mise en œuvre sera établi conjointement par les deux parties avant toute reconduction ou évolution en 2018.

Ainsi, il est proposé au Bureau de la Métropole d'approuver la conclusion avec GRDF de la convention relative à l'échange de données géoréférencées à moyenne échelle des ouvrages des réseaux publics de distribution de gaz de la concession de Marseille pour une durée de un an.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009/011/16/CM du 11 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Concessionnaire GRDF et la Métropole Aix-Marseille-Provence, au titre de sa compétence de distribution publique de gaz, sont amenés à échanger des données géoréférencées pour permettre l'exploitation du réseau de distribution publique de gaz ;
- Qu'il est nécessaire d'encadrer par une convention ces échanges de données géoréférencées ;
- Que la Métropole ne possède pas encore toute l'expertise utile à l'exercice de cette nouvelle compétence et qu'il est ainsi nécessaire de tester la mise en œuvre de cette convention ;
- Qu'il est donc proposé de conclure cette convention sur une période limitée à un an pour permettre aux services de la Métropole de vérifier son applicabilité et sa conformité aux besoins ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention d'échange de données géoréférencées à moyenne échelle, ci-annexée, avec GRDF portant sur l'ensemble des concessions du territoire métropolitain.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 007-1970/17/BM

■ Approbation de la convention 2017-2018 de soutien financier à l'association Hespul et attribution d'une subvention MET 17/3376/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Hespul est une association à but non lucratif créée en 1991, reconnue nationalement pour son indépendance et son expertise dans le domaine de la planification énergétique et du développement des énergies renouvelables, notamment de l'énergie photovoltaïque. L'objectif stratégique du projet de l'association est de « *contribuer à l'avènement d'une société sobre et efficace, reposant sur les énergies renouvelables, tout en défendant les valeurs d'équité et d'intérêt général* ». Déclinée aux réseaux publics de distribution d'électricité, la stratégie de l'association Hespul vise à « *contribuer à l'évolution des réseaux électriques afin que ceux-ci puissent accueillir le maximum de production renouvelable à moindre coût global et dans une logique d'intérêt général* ».

Centrée à l'origine sur la promotion et le développement de la filière photovoltaïque raccordée aux réseaux publics de distribution d'électricité, l'association a acquis une expertise reconnue de niveau international en réalisant ou faisant réaliser plusieurs centaines d'installations de ce type en France, notamment dans le cadre de programmes de démonstration soutenus par la Commission Européenne. L'association est également membre du Comité de Concertation des Producteurs animé par Enedis depuis 2004 et impliquée dans les réflexions nationales sur les évolutions réglementaires dans le domaine des réseaux d'énergie et des énergies renouvelables. L'expertise développée par l'association Hespul lui confère une compréhension fine des enjeux juridiques, financiers et techniques des réseaux d'énergie et du développement local des énergies renouvelable.

Cependant, les évolutions législatives récentes, tant sur l'organisation territoriale que sur la transition énergétique, impliquent des changements profonds

dans la prise en charge de ces questions énergétiques et une nette montée en puissance de l'échelon local et métropolitain en particulier.

Ainsi, l'association Hespul souhaite se rapprocher d'Autorités Organisatrices de la Distribution d'Electricité (AODE) afin de mieux comprendre les problématiques auxquelles elles sont confrontées dans leur relation avec leur concessionnaire, en particulier pour le raccordement des producteurs utilisant des sources renouvelables (photovoltaïque, biomasse, hydroélectricité, éolien, ...). Plus globalement, et afin de pouvoir alimenter le centre de ressources en photovoltaïque cofinancé par l'ADEME, dont une partie importante est d'ores-et-déjà consacrée au raccordement des producteurs (www.photovoltaique.info), elle a besoin de développer sa compréhension des mécanismes spécifiques à la prise de cette compétence des métropoles pour renforcer son expertise et faire évoluer ses outils d'accompagnement des territoires et des collectivités.

Dans ce but, l'association Hespul souhaite se rapprocher de la Métropole Aix-Marseille-Provence afin d'étudier, pendant 2 ans :

- la mise en place de la stratégie de la Métropole en matière d'aide aux porteurs de projets d'installations de production d'électricité utilisant les énergies renouvelables ;
- les interactions avec différents acteurs locaux intervenant dans la réalisation de travaux de planification énergétique ;
- la mise en place de la compétence d'autorité organisatrice de la distribution d'énergie et notamment les liens avec les syndicats d'énergie, l'exercice des missions de contrôle de la concession du réseau public de distribution et le raccordement des producteurs d'énergie renouvelable.

Le retour d'expérience de la Métropole Aix-Marseille-Provence permettra à l'association de construire des lignes directrices, recommandations et supports d'information destinés à l'ensemble des métropoles françaises et des acteurs de leur territoire (entreprises, collectifs citoyens, communes...) pour favoriser le développement des énergies renouvelables.

La Métropole détient en effet – ou détiendra au 1^{er} janvier 2018 – sur son territoire de nombreuses compétences relatives à l'énergie :

- elle établit un Plan climat-air-énergie métropolitain (PCAEM) qui fixe des objectifs en termes de production d'énergie renouvelable et propose des modalités d'accompagnement des projets du territoire dans ce domaine ;
- elle dispose de la compétence d'autorité organisatrice de la distribution d'électricité et de gaz (AODE), en application de la loi

n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et conformément aux articles L. 5217-2 et L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

- selon les mêmes articles, lui est transférée également la compétence de distribution de chaleur et de froid (création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains) ;
- elle a la faculté, en application de l'article L2224-32 du CGCT, sur son territoire, d'aménager, exploiter, faire aménager et faire exploiter toute nouvelle installation utilisant les énergies renouvelables, de valorisation énergétique des déchets ménagers ou assimilés, de cogénération ou de récupération d'énergie provenant d'installations visant l'alimentation d'un réseau de chaleur ;
- enfin, elle peut, par à sa compétence de contribution à la transition énergétique, mener ou soutenir des actions variées sur son territoire facilitant et encourageant le développement de la production d'énergie renouvelable.

La construction du PCAEM et de la stratégie énergétique doit se dérouler en 2017 et 2018.

Pour toutes ces raisons, il apparaît intéressant d'encourager l'association Hespul à observer les travaux de la Métropole et capitaliser sur cette expérience afin de compléter son expertise et ses outils pouvant être utiles à l'ensemble des métropoles, grandes collectivités françaises et acteurs territoriaux agissant à leurs côtés dans le domaine de l'énergie.

Dans cet objectif, il a été décidé d'établir une convention avec l'association Hespul, destinée à soutenir financièrement son projet de développement d'expertise et d'adaptation des outils de sensibilisation, d'information et d'accompagnement des métropoles et des acteurs de leur territoire.

Aussi, il est proposé au Bureau de la Métropole d'approuver cette convention et d'accorder à l'association Hespul une subvention totale de 39.000 € pour deux ans, allouée en deux parties égales de 19 500 € au titre des années 2017 et 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009/011/16/CM du 11 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte
- La délibération n°001-1132/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant sur les modalités et principes de l'élaboration du Plan Climat-Air-Energie métropolitain.

Ouï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'association Hespul est une association reconnue nationalement pour son indépendance et son expertise dans le domaine de la planification énergétique et du développement des énergies renouvelables, notamment de l'énergie photovoltaïque
- Que l'association Hespul a besoin de compléter cette expertise en étudiant le fait métropolitain en matière de prise de compétence d'autorité organisatrice de la distribution d'énergie, de travail en réseau avec les acteurs locaux et d'accompagnement des projets métropolitains en faveurs des énergies renouvelables
- Que l'expérience de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut contribuer au progrès global des métropoles françaises et des acteurs de leur territoire (entreprises, collectifs citoyens, communes...) en matière énergétique par le travail de capitalisation mené par Hespul
- Que le travail de capitalisation, de consolidation de l'expertise et de développement d'outils de partage d'expérience nécessite un investissement certain en temps de travail pour l'association

- Que la Métropole peut bénéficier de l'analyse et de la prise de recul sur ses travaux par l'association Hespul

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association Hespul une subvention de 39.000 €, allouée en deux parties égales de 19 500 €, l'une en 2017, l'autre en 2018, sous réserve du vote du budget 2018.

Article 2 :

Est approuvée la convention 2017-2018 de soutien financier, établie entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association Hespul, ci-annexée.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sous-politique G610, nature 6574, fonction 71. Les crédits nécessaires sont proposés au budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence avec la même imputation.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 008-1971/17/BM

**■ Approbation de trois conventions relatives à l'échange de données cartographiques géoréférencées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Enedis dans le cadre de la concession pour le service public de distribution d'électricité de la Ville de Marseille
MET 17/3445/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 94/842/E du 21 novembre 1994, la Ville de Marseille a approuvé la convention de concession sur la distribution d'électricité passée avec Electricité de France le 21 novembre 1994 pour une durée de 30 ans.

A sa création au 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a repris, au titre de ses compétences de droit commun, la compétence de concession de la distribution publique d'électricité sur

le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence, conformément aux articles L.5217-2 et L.5218-2 du CGCT. Pour l'exercice de cette compétence, la Métropole Aix-Marseille-Provence se trouve ainsi substituée de plein droit à la communauté urbaine Marseille Provence Métropole, dans toutes ses délibérations et tous ses actes, le contrat de concession étant exécuté dans les conditions antérieures jusqu'à son échéance, substitution actée par la délibération 007-1449/16/CM du 15 décembre 2016, approuvant l'avenant 4 conclu avec Enedis et EDF.

En tant qu'Autorité Concédante de la distribution d'électricité, la Métropole doit assurer le contrôle du bon accomplissement de la mission de développement et d'exploitation du réseau public de distribution d'électricité dévolue au Concessionnaire conformément à la loi et au contrat de concession.

Le Concessionnaire est le gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité sur le territoire de la concession. En cette qualité, il établit et tient à jour, au fil de l'eau, une cartographie de ce réseau, en particulier pour :

- exploiter les ouvrages du réseau concédé et répondre aux sollicitations des tiers, notamment au titre de la réglementation relative à l'exécution de travaux à proximité des ouvrages précités ;
- mettre à la disposition de l'Autorité Concédante une représentation cartographique à moyenne échelle du réseau public de distribution d'électricité sur le territoire de la concession, en application de l'article 32 du cahier des charges de concession.

Pour l'exploitation des canalisations souterraines du réseau public de distribution d'électricité, le Concessionnaire établit une cartographie à grande échelle, soit à partir de fonds de plans réalisés sur la base de levés topographiques qu'il effectue, soit à partir de fonds de plans existants mis à sa disposition par des banques de données urbaines. Les autorités concédantes contribuent à cette cartographie à grande échelle dans les zones où elles disposent d'une compétence de maîtrise d'ouvrage en application du contrat de concession.

Il apparaît donc que le Concessionnaire et l'Autorité concédante sont amenés à échanger des données géoréférencées pour permettre l'exploitation du réseau et son contrôle, échange qui doit être encadré par convention entre les deux parties.

Pour assurer la conformité de ces échanges de données, la protection des Autorités Concédantes qui constituent ses adhérents et la qualité de la relation avec le concessionnaire, la Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR) a signé avec ERDF (devenu Enedis), le 18 septembre 2013, un protocole national d'accord. Ce protocole convient d'enrichir les données cartographiques communiquées annuellement aux autorités

concédantes par le concessionnaire et propose des modèles de conventions qui sont déclinés localement.

Ces conventions sont au nombre de trois, couvrant l'ensemble des échanges de données géoréférencées relatives au réseau. Les trois conventions sont indépendantes et complémentaires.

1. Convention relative à la cartographie à moyenne échelle des ouvrages des réseaux publics de distribution de la concession (convention ME). Elle fixe les modalités d'échanges de plans et de données géoréférencées à moyenne échelle aux fins de faciliter l'accomplissement de leurs missions respectives.
2. Convention relative à la cartographie à grande échelle des ouvrages des réseaux publics de distribution de la concession (convention GE). Elle fixe les modalités d'échanges de plans et de données cartographiques géoréférencées à grande échelle aux fins de faciliter l'exécution de leurs missions respectives dans le cadre de la réalisation de nouveaux ouvrages ou de la modification d'ouvrages existants. En particulier, la réforme « anti-endommagement » (Décret n°2011-1241 du 5 octobre 2011) impose des classes de précision à la représentation cartographique des réseaux construits et existants, et un nombre conséquent de cases à lever pour constituer une bibliothèque de fonds de plan (plusieurs dizaines de milliers de cases). Aussi, Concessionnaire et Autorité Concédante s'engagent dans une démarche commune d'établissement, d'échanges et de gestion de fonds de plan sur les emprises de leurs chantiers respectifs afin d'en optimiser le développement et les coûts associés. En cible, une simplification des fonds de plan et l'utilisation d'un référentiel externe seront recherchés.
3. Convention relative à l'utilisation du service « Extranet Carto » d'Enedis de consultation de la cartographie des réseaux concédés (Convention Extranet Carto). Le Protocole d'accord précité prévoit à son article 4-2 qu'Enedis proposera à l'Autorité Concédante l'accès gratuit à un service de consultation à distance de la cartographie à grande échelle gérée par Enedis, sur le périmètre de la concession, au seul usage de l'Autorité Concédante, avec une mise à jour semestrielle des informations consultables.

Les trois conventions sont non onéreuses.

Ainsi, il apparaît nécessaire de conclure avec Enedis les trois conventions pour le périmètre de la concession Ville de Marseille, de manière à disposer d'une cartographie à jour du réseau de distribution d'électricité et à permettre un travail de collaboration

entre Enedis et la Métropole visant à l'amélioration de la qualité des plans cartographiques disponibles tant pour les besoins de gestion du réseau que pour les besoins relatifs aux travaux concernant la voirie et les réseaux.

Cependant, il est souhaitable de limiter la durée de ces conventions à une année pour deux raisons :

- Les conventions couvrent des sujets complexes sur lesquels la Métropole acquiert de nouvelles compétences et ne possède pas encore toute l'expertise utile. Il apparaît préférable de tester l'application de ces conventions sur une période limitée afin de permettre aux services de la Métropole de vérifier leur applicabilité et leur conformité aux besoins.
- La compétence d'autorité organisatrice de la distribution d'électricité de la Métropole ne s'exerce, en 2017, que sur le périmètre de la Ville de Marseille. Il conviendra, en 2018, d'aller vers une convention couvrant l'ensemble du périmètre métropolitain en associant les syndicats d'énergie compétents.

Les conventions prévoient ainsi qu'un bilan de leur mise en œuvre sera établi conjointement par les deux parties avant toute reconduction ou évolution et en particulier les conditions de participation financière d'Enedis à la constitution de fonds de plan respectant les classes de précision.

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'approuver la conclusion avec Enedis des trois conventions complémentaires relatives à l'échange de données géoréférencées des ouvrages des réseaux publics de distribution d'électricité de la concession de Marseille pour une durée de un an.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° HN 009/011/16/CM du 11 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° 94/842/E du 21 novembre 1994 portant approbation du contrat de concession entre EDF et la Ville de Marseille pour la distribution publique d'électricité pour une durée de 30 ans à compter du 21 novembre 1994 ;
- La délibération n°08/0406/FEAM du 30 juin 2008 actant le transfert de plein droit de la partie distribution du contrat de concession à la nouvelle société, ERDF.
- La délibération n°12/1404/FEAM du 10 décembre 2012 approuvant l'avenant n°1 au contrat de concession de distribution publique d'électricité de la Ville de Marseille ;
- La délibération n°13/1014/FEAM du 7 octobre 2013 approuvant l'avenant n°2 au contrat de concession de distribution publique d'électricité de la Ville de Marseille ;
- La délibération n°013-1249/15 CC du 25 septembre 2015 de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, approuvant l'avenant n°3 au contrat de concession de distribution publique d'électricité de la Ville de Marseille ;
- La délibération n°007-1449/16/CM du 15 décembre 2016 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, approuvant l'avenant n°4 au contrat de concession de distribution publique d'électricité de la Ville de Marseille.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Concessionnaire Enedis et la Métropole Aix-Marseille-Provence, en tant qu'Autorité concédante, sont amenés à échanger des données cartographiques géoréférencées pour permettre l'exploitation du réseau de distribution publique d'électricité dans le cadre du contrat de concession qui les lie sur le périmètre de Marseille, ainsi que le contrôle de cette concession
- Qu'il est nécessaire d'encadrer par des conventions ces échanges de données géoréférencées
- Qu'il existe un modèle national, composé de trois conventions complémentaires et non onéreuses, négocié entre Enedis et la FNCCR
- Que la Métropole ne possède pas encore toute l'expertise utile à l'exercice de cette nouvelle compétence et qu'il est ainsi nécessaire de tester la mise en œuvre de ces conventions
- Qu'il sera nécessaire de revoir, en 2018, le périmètre géographique de ces conventions

pour les étendre à tout le territoire métropolitain ainsi que les conditions financières avec la participation d'enedis

- Qu'il est donc proposé de conclure ces conventions sur une période limitée à un an pour permettre aux services de la Métropole de vérifier leur applicabilité et leur conformité aux besoins.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les trois conventions ci-annexées, relatives aux échanges de données cartographiques géoréférencées avec Enedis dans le cadre de la concession de distribution publique d'électricité de Marseille.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ces conventions.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 009-1972/17/BM

■ Attribution d'une subvention à l'Agence Régionale pour l'Environnement (ARPE) pour son appui au Plan Climat Air Energie Métropolitain - Approbation d'une convention MET 17/3222/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En région PACA, depuis 2007, l'Agence Régionale Pour l'Environnement (ARPE) développe, avec le soutien de la Région, de la DREAL, de l'ADEME et de l'Agence de l'Eau, une mission d'appui aux territoires dans leur démarche territoriale et leurs actions de développement durable.

Elle intervient sur différents champs d'expertise :

- Plan local de développement durable et Agenda 21 Local
- Commande publique durable
- Aménagement et gestion durable des zones d'activités
- Gestion raisonnée des espaces verts
- Restauration collective durable
- Urbanisme durable.

Elle intervient, via des accompagnements individualisés ou collectifs, sur l'organisation et l'animation de journées d'information et d'échanges, la

veille et la diffusion d'informations, la réalisation de documents techniques et méthodologiques.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est soumise à l'obligation de se doter d'un Plan Climat-Air- Énergie territorial, dont la délibération de lancement a été adoptée par le Conseil métropolitain du 17 octobre 2016.

L'objet du Plan Climat-Air-Énergie territorial est de construire une action climatique opérationnelle, efficace et pérenne pour améliorer la contribution du territoire à la réalisation des objectifs climatiques planétaires, adoptés lors de la COP 21, et participer à l'amélioration de la qualité de l'air local, dans un objectif global d'amélioration du cadre de vie des habitants de la Métropole.

Ce document transversal, dans son contenu, doit se traduire par une large collaboration avec les acteurs de la métropole (entreprises, organismes représentatifs, administrations, associations...) dans sa construction et dans son programme d'actions. Ce portage partagé doit se manifester dans les instances de gouvernance et l'organisation de la concertation.

Ainsi, pour le déploiement d'une stratégie climat air énergie à l'échelle de la métropole, l'ARPE propose d'intervenir pour accompagner l'élaboration du Plan Climat Air Énergie Métropolitain (PCAEM), sur le sujet de la concertation.

Il faut noter qu'un partenariat entre l'ARPE et la Communauté du Pays d'Aix a été engagé depuis 2009. Pour information, un rapport spécifique sur le projet Développement Durable du Pays d'Aix sera présenté en Conseil de Territoire du Pays d'Aix, en parallèle, concernant un accompagnement pour la relance de la Charte de Développement Durable du Pays d'Aix, ainsi qu'aux communes du territoire du Pays d'Aix dans leur démarche d'exemplarité et de développement durable.

Les deux démarches sont complémentaires.

1. Appui à l'élaboration du Plan Climat-Air-Energie Métropolitain

> Réalisation d'un « benchmark » sur les actions de mobilisation des acteurs à la transition énergétique, économique et environnementale à l'échelle métropolitaine

L'ARPE propose de recueillir les pratiques innovantes et réussies de mobilisation des différents acteurs mises en places dans des territoires en avance sur ces questions (Métropole de Nantes, Plaine Commune, Grand Paris...) et de mettre en avant les actions intéressantes pour le Plan Climat- Air-Énergie Métropolitain (PCAEM). Ce benchmark permettra d'enrichir la réflexion sur les différentes actions à mettre en place sur le territoire métropolitain et/ou dans les communes.

> Soutien pour l'analyse des offres relatives à la concertation dans le cadre du marché sur l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage qui sera lancé pour l'élaboration du PCAEM

L'ARPE propose, au regard des retours d'expériences capitalisées en matière d'animation et de pilotage de démarche territoriale de transition, de participer à l'analyse des offres pour la part relative à la concertation dans le cadre de l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage du PCAEM.

Cette participation pourra se réaliser à travers une lecture commentée et une réunion d'échanges avec le référent en charge du PCAEM.

L'unité « Ecodéveloppement et projets territoriaux » de l'ARPE PACA est en charge de la mission d'appui aux territoires dans leur démarche territoriale de développement durable.

Les personnes mobilisées dans ce service, pour réaliser ces missions, seront un assistant, un coordonnateur et un chargé de projets.

Pour l'ensemble de ces missions, la Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée à hauteur de 5.000 €.

2. Budget de l'opération

BUDGET PREVISIONNEL 2017

CHARGES		PRODUITS	
Charges personnel mission (85 jours mission)	24.118,67 €	ARPE (autofinancement)	14.114,08 €
Frais généraux (électricité, location locaux, téléphone, impression...)	6.746,98 €		
Frais de gestion	7.064,06 €	Métropole Aix-Marseille Provence - Conseil de Territoire du Pays d'Aix	23.000,00 €
Location voiture	2.184,37 €	Métropole Aix-Marseille Provence - DGA Environnement	5.000,00 €
Frais organisation d'une journée (location salle ou bus, repas pour 50 personnes...)	2.000,00 €		
TOTAL	42.114,08 €	TOTAL	42.114,08 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la Transition énergétique et croissance verte ;
- Le décret n°2016-849 du 28-06-2016 relatif au contenu du Plan Climat-Air-Énergie Territorial ;
- La délibération ENV 001/1132/CM du 17 octobre 2016 portant sur les modalités et

principes pour l'élaboration du Plan Climat-Air-Énergie Territorial de la Métropole ;

- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les actions proposées par l'Agence Régionale pour l'Environnement présentent un intérêt manifeste, apportent une expertise et un savoir-faire pour l'ensemble de la Métropole.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 5.000 € à l'Agence Régionale Pour l'Environnement au titre de l'année 2017 pour son appui au Plan Climat Air Énergie Métropolitain.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'ARPE.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et toutes les pièces afférentes à ce dossier.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget correspondant de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Nature 6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 010-1973/17/BM

**■ Renouvellement de l'adhésion à l'Agence Locale de l'Energie et Climat (ALEC) et paiement de la cotisation 2017
MET 17/3378/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans un contexte où les besoins en énergie augmentent, les ressources énergétiques deviennent plus rares, plus chères, il est nécessaire pour les territoires de développer une vision d'avenir concernant leur gestion de l'énergie, leurs besoins, leurs vulnérabilités, leurs opportunités. Sobriété, diversification énergétique, les alternatives existent.

Dans cet objectif, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) ainsi que ses partenaires, membres fondateurs, que sont la ville de Marseille, la Région, le CG13 et l'ADEME ont créé, le 6 octobre 2012, une Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC)

Il s'agissait de la première ALEC de la région PACA : il en existe désormais 35 dans toute la France.

Les ALEC sont désormais inscrites dans le Code de l'Energie (article L211-5-1) depuis l'entrée en vigueur de la loi Royal relative à la Transition Énergétique pour la Croissance Verte (article 192). Elles sont reconnues en qualité d'organismes d'animation territoriale, créés à l'initiative des collectivités territoriales et ayant pour objet de conduire en commun une mission de service public de la transition énergétique auprès des :

- particuliers,
- copropriétés,
- collectivités locales,
- entreprises.

Ces structures associatives constituent donc un partenaire de terrain indispensable pour les collectivités dans la mise en œuvre de projets au service de la transition énergétique.

La Métropole a adhéré par délibération ENV 006-1137/16/CM du 17 octobre 2016 portant adhésion et cotisation 2016 à l'Agence Locale de l'Energie et du Climat. Il Convient de renouveler cette adhésion et de lui verser sa cotisation pour l'année 2017.

Conformément à la délibération du Conseil d'Administration de l'ALEC du 30 septembre 2016 relative à la mise à jour des barèmes de cotisations de l'association, reportés dans son règlement intérieur, la cotisation 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence se détermine comme suit :

- Pour le Conseil de Territoire Marseille Provence : le barème est de 0,10 € par habitant (le CT 1 de la Métropole Aix-Marseille-Provence comptant une population de 1 045 823 habitants – données INSEE 2013) soit une adhésion 2017 d'un montant de 104 582,30 €.
- Pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile : le barème est de 0,10 € par habitant (le CT 4 de la Métropole Aix-Marseille-Provence comptant une population de 103 500 habitants – données

INSEE 2013) soit une adhésion 2017 d'un montant de 10 350 €.

Sur la base de ce calcul, le montant d'adhésion de la Métropole AMP à l'ALEC pour l'année 2017 est de : 114 932,30 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération DDIP 001-644/12/CC du 26 octobre 2012, du Conseil Communautaire de Marseille Provence Métropole, portant approbation du Plan Climat Energie Territorial de MPM ;
- La délibération ENV 006-1137/16/CM du 17 octobre 2016 portant adhésion et cotisation 2016 à l'Agence Locale de l'Energie et du Climat.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que ces différents éléments :
 - confirment que l'objet de l'association répond bien aux attentes des territoires,

- illustrent la contribution de l'ALEC au renforcement du service public métropolitain de la performance énergétique.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion et le versement de la cotisation 2017 d'un montant annuel de 114 932,30 € détaillés comme suit :

- Montant de la cotisation du Conseil de Territoire Marseille Provence : 104 582,30 €,
- Montant de la cotisation du Conseil de Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile : 10 350 €.

Article 2 :

Pour le Conseil de Territoire Marseille Provence les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous-Politique G610 –Nature 6281– Fonction –71,

Pour le Conseil de Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Nature 6281- Fonction – 71

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 011-1974/17/BM

**■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Acoucité et au Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE)
MET 17/3450/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté du Pays d'Aix avait choisi d'adhérer à plusieurs associations œuvrant dans le domaine de l'Environnement. Aujourd'hui, certaines d'entre elles présentent un intérêt à l'échelle de la Métropole et d'autres développent leurs actions à l'échelle du Conseil de Territoire. Un travail a été réalisé dans le cadre de la Délégation Stratégie Environnementale, Plan Climat et Prévention des Risques avec les représentants des autres Conseils de Territoires pour distinguer ces deux catégories d'associations.

En conséquence, il est proposé l'adhésion pour 2017 et les années suivantes (jusqu'en 2020) de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les associations suivantes œuvrant sur le territoire du Pays d'Aix et d'approuver le versement de la cotisation correspondante :

- L'association Acoucité dont l'objet a pour but d'œuvrer au développement des

connaissances et du savoir professionnel en environnement sonore urbain, le montant de la cotisation pour 2017 est de 800 €

- Le Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) du Pays d'Aix, dont l'objet est de coordonner, d'aider et de promouvoir toutes activités liées à la protection de l'environnement et à l'amélioration de la qualité de vie sur le territoire du Pays d'Aix, le montant de la cotisation pour 2017 est de 25.000 €.

L'association Acoucity, pôle de compétences et de recherche sur l'environnement sonore urbain, apporte son expertise et son savoir faire dans l'Observatoire du Bruit mis en place sur le Pays d'Aix. Elle aide le territoire du Pays d'Aix dans la gestion du Réseau permanent de mesure du Bruit.

L'association a ainsi apporté son expertise dans la réalisation du diagnostic de l'environnement sonore le long du futur tracé de la ligne B du BHNS sur Aix-en-Provence, permettant de réaliser un point zéro très précis sur chacun des secteurs traversés.

L'association CPIE du Pays d'Aix, au titre de cette adhésion, accompagne le Territoire du Pays d'Aix dans la cadre de l'élaboration et la mise en œuvre de sa Charte Développement Durable et organise la concertation et la contribution des associations d'environnement et de consommateurs qui en sont membres.

La Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a adhéré à ces associations par délibérations n° 2005-A249 du 14 octobre 2005 et n° 2009-A155 du 23 octobre 2009.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les actions des associations représentent un intérêt manifeste pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière d'environnement.
- Qu'il convient d'autoriser le règlement des cotisations au titre de l'exercice 2017 et les années suivantes jusqu'en 2020 si les crédits correspondants sont inscrits au budget.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées le renouvellement des adhésions de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux associations suivantes ainsi que le règlement des cotisations 2017.

- L'association Acoucity pour un montant de la cotisation pour 2017 de 800 €
- Centre Permanent d'Initiative pour l'Environnement du Pays d'Aix pour un montant de cotisation pour 2017 de 25.000 €

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, État Spécial du Territoire du Pays d'Aix : Nature 6281 Fonction 74 Chapitre 011.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 012-1975/17/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Air-Climat MET 17/3223/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, est soumise à l'obligation de se doter d'un Plan Climat-Air-Énergie territorial, dont la délibération de lancement a été adoptée par le Conseil métropolitain, du 17 octobre 2016.

Au titre des diagnostics que la loi du 17 août 2015, relative à la Transition Énergétique pour la croissance verte et son décret du 28 juin 2016, relatif au Plan Climat-Air-Énergie territorial, imposent, une analyse de la capacité du territoire à la séquestration du CO2. Cette donnée est essentielle pour pouvoir établir le différentiel entre les émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) générées et celles absorbées. Au-delà

de la réponse à cette obligation, de fournir le potentiel de séquestration du carbone du territoire, l'intérêt de cette analyse est de définir les enjeux territoriaux, d'identifier les zones susceptibles de jouer un rôle majeur, de cartographier les sites particulièrement intéressants pour les conserver, les développer et améliorer le bilan global du territoire.

Ces données permettront de dégager des informations et des recommandations à verser aux travaux du SCOT métropolitain (Schéma de COhérence Territoriale) et aux PLUi (Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux) des territoires. Elles permettront également d'envisager, dans le plan d'actions du PCAEM, des mesures de préservation de sites, voire de compensation d'équipements, accompagnées d'un guide pédagogique, ainsi que des mesures d'amélioration.

Pour répondre à ces questions, l'Association pour l'Innovation et la Recherche au service du climat AIR Climat propose de tester une méthode d'analyse en s'appuyant notamment sur le réseau GREC PACA, qu'elle porte. Le GREC-PACA est le groupe régional d'experts sur le climat en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Il a vocation à centraliser, transcrire et partager la connaissance scientifique sur le climat et le changement climatique en région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Son objectif est d'identifier les enjeux et d'aider les acteurs (décideurs et gestionnaires) à orienter leurs actions et politiques publiques. À ce titre, il réunit la communauté scientifique afin de transférer le savoir et crée des interactions avec l'ensemble des acteurs du territoire régional. Le champ de travail du groupe dérive de celui du GIEC (Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat) et son programme de travail :

- la connaissance du climat et de son évolution, la compréhension des mécanismes climatiques aux différentes échelles spatiales, du régional au local ;
- l'évaluation des impacts du changement climatique sur les écosystèmes, les sociétés, les activités économiques, les modes de vie, de la résilience des systèmes humains et naturels, les stratégies d'adaptation ;
- enfin, l'analyse des émissions de GES et des moyens de les atténuer, à travers notamment la transition énergétique.

L'association propose ses services à la Métropole pour la réalisation d'une analyse qui s'articulera en trois points :

- réalisation d'un bilan des connaissances scientifiques et techniques relatives à la séquestration du carbone et ses méthodes de calcul,
- à partir de la carte d'occupation du sol à haute résolution spatiale réalisée par le CRIGE-PACA, estimation territoriale de la séquestration carbone en fonction du potentiel des sols et des capacités des milieux agricoles et forestiers à stocker le carbone,

- identification des secteurs susceptibles de renforcer la séquestration de CO₂.

AIR Climat est à la recherche de sujets permettant aux chercheurs d'approfondir leur connaissance du changement climatique et de ses conséquences. L'étude de la capacité des sols à la séquestration du carbone, n'a pas été exploré à l'échelle d'un territoire aussi vaste et varié dans sa composition que celui de la Métropole. C'est pourquoi, le GREC PACA a proposé cette collaboration afin d'affiner ses méthodes de recherche, et d'exploration sur un sujet émergent pour lequel l'offre commerciale n'est pas développée.

La restitution de cette analyse prendra la forme d'un cahier dédié à la séquestration du carbone dans la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, imprimé, et d'une journée de restitution et d'échanges, pour une diffusion au-delà de la Métropole.

Cette collaboration présente l'avantage, pour la Métropole, de lui faire bénéficier d'une analyse parfaitement adaptée au territoire, réalisée selon la méthodologie de l'étude scientifique, permettant de valoriser les travaux d'un groupe d'experts climatiques locaux. Ce type d'investigation, à la fois scientifique et pratique, car débouchant sur des recommandations en matière d'aménagement et d'urbanisme, représente une première dans ce domaine dans lequel ces travaux ne sont pas encore très répandus et souvent exclusivement théoriques. Cette analyse répond aux caractéristiques de ce Plan Climat qui se veut néanmoins opérationnel, efficace, et pérenne.

Le travail se déroulera sur deux ans.

Le coût de ces travaux est de 33 500€, la participation de la Métropole est estimée à 26 000 € TTC (13 000 € TTC en 2017, 13 000 € TTC en 2018).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la Transition énergétique et croissance verte ;
- Le décret n°2016-849 du 28-06-2016 relatif au contenu du Plan Climat-Air-Énergie Territorial ;
- La délibération MET 16/1623/CM du 17 octobre 2016 portant sur les modalités et

principes pour l'élaboration du Plan Climat-Air-Énergie Territorial de la Métropole ;

- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention à l'Association AIR CLIMAT - pour la réalisation de l'analyse de l'Estimation de la séquestration nette de dioxyde de carbone et de ses possibilités de développement sur le territoire métropolitain, dans le cadre du *Plan Climat-Air-Énergie Métropolitain* d'un montant de 13.000 € TTC.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces relatives à ce dossier.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget correspondant de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Nature 6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 013-1976/17/BM

**■ Attribution d'une subvention à l'Institut National d'Études Supérieures agronomiques de Montpellier - Montpellier SupAgro - Domaine du Merle à Salon-de-Provence - Année 2017
MET 17/3677/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire du Pays Salonais de la Métropole Aix-Marseille Provence, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, l'Institut National d'Études Supérieures Agronomiques de Montpellier- Montpellier SupAgro, la ville de Salon de Provence, le Crédit Agricole Alpes Provence et Groupama avec le concours de la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône en tant que maître d'œuvre organisent la 2^{ème} édition du Salon

des Agricultures de Provence, sur le Domaine du Merle à Salon de Provence, les 9-10 et 11 juin 2017. Montpellier SupAgro est propriétaire à Salon-de-Provence du Domaine du Merle (domaine agricole expérimental).

Le Domaine du Merle est un domaine emblématique de la Crau, il exerce des missions de production, de formation, de recherches et d'échanges de connaissances avec le monde agricole régional et méditerranéen.

Le Domaine est aussi le siège de la plus ancienne formation de bergers transhumants. En effet, c'est un des rares établissements français à proposer une formation de bergers spécialisés dans la gestion des troupeaux transhumants.

Dans le cadre de sa mission d'acteur du développement agricole régional et méditerranéen, le Domaine accueille depuis juin 2011 la Maison de la Transhumance.

En outre, le Domaine du Merle fait l'objet d'un projet stratégique, appelé « Merle 2020 », avec l'objectif d'en faire un centre de référence en agro-pastoralisme euro-méditerranéen.

Avec plus de 40 000 visiteurs, la 1^{ère} édition du Salon des Agricultures de Provence a constitué un réel succès, en particulier grâce au choix du lieu (exploitation agricole, domaine expérimental et centre de formation) et de l'accueil sur site.

Toutes les évaluations faites : retour de questionnaires visiteurs, retour sur les réseaux sociaux, retour oraux glanés sur site, etc. ont montré la satisfaction générale du public et des exposants présents.

Toutefois, ces appréciations positives ne sauraient masquer les améliorations à apporter dans la gestion des flux automobiles sur site et sur le réseau public.

En effet, l'afflux du public, principalement le stationnement des véhicules prévu par cette deuxième édition engendre des travaux conséquents de mise en conformité et de réhabilitation du site d'accueil du Domaine du Merle.

Afin d'améliorer l'accessibilité du Domaine du Merle pour les éditions futures du Salon des Agricultures de Provence (réfection des voies d'accès au site par exemple) et participer à l'entretien général du site, il est suggéré d'apporter un soutien financier au Domaine du Merle.

Il est donc proposé au Bureau de la Métropole au titre de l'année 2017, d'accorder à cet établissement public propriétaire du Domaine du Merle à Salon-de-Provence, une subvention d'un montant de 10 000 euros et d'approuver la signature de la convention de partenariat afférente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La présentation en commission chargée d'assurer le suivi et la cohérence des subventions accordées aux associations par le Conseil de la Métropole et les Conseils de Territoire le 26 avril 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis formulé par le Conseil de Territoire du Pays Salonais du 15 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'établissement public Institut National d'Etudes Supérieures Agronomiques de Montpellier une subvention d'un montant de 10 000 €.

Article 2 :

Est approuvée la convention de partenariat ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Institut National d'Etudes Supérieures Agronomiques de Montpellier.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays Salonais de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Cadre de vie,
traitement des déchets, eau et
assainissement"***

DEA 001-1977/17/BM

**■ Approbation d'une convention avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse dans le cadre du financement et de la réalisation de l'opération relative au Contrat d'Agglomération : Extension du réseau pluvial boulevard Guérin - amélioration de la qualité des eaux de baignade
MET 17/3215/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Lors de sa séance du 13 décembre 2013, le Conseil Communautaire a approuvé par délibération AGER005-808/13/CC le contrat d'agglomération avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse en vue de conduire un programme de travaux du système d'assainissement de l'agglomération de Marseille.

La Métropole Marseille-Provence-Métropole a élaboré un ensemble structuré d'actions comprenant de nombreux projets et études afin d'adapter le système d'assainissement de l'agglomération de Marseille à ce nouveau cadre réglementaire dont une première étape est engagée sur la période 2014-2018.

Elle a également inscrit certaines opérations d'amélioration dans le contrat de Délégation du Service Public de l'Assainissement du Secteur Centre. Néanmoins, les travaux et études envisagés sont très onéreux.

Le montant global prévisionnel de ce programme de travaux s'élève à 185 millions d'euros HT dont 62 millions d'euros inclus dans le contrat de Délégation de Service Public de l'Assainissement de la Zone Centre.

Des conventions de partenariat entre l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour chacun des dossiers subventionnés doivent être établies au vu de l'avancement des études et/ou travaux.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération, dont le coût estimatif est de 138 161€ HT, est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Agence de l'Eau RMC « Contrat d'agglomération »	50 %	69 080,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	50 %	69 081,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 13 décembre 2013 n° AGER005-808/13/CC portant sur l'approbation du contrat d'agglomération relatif au système d'assainissement de l'agglomération de Marseille avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse ;
- La délibération du 17 mars 2016 n° HN 009-17/03/16 CM portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que dans le cadre du contrat d'agglomération, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse s'est engagée à participer financièrement au projet « extension du réseau pluvial boulevard

Guérin – amélioration de la qualité des eaux de baignade ».

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse pour le financement de l'opération « réhabilitation de la conduite Port Pointe Rouge – amélioration de la qualité des eaux de baignade » dont l'aide s'élève à 157 500€ HT.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention ainsi que tous les documents nécessaires à sa mise en œuvre.

Article 3 :

Les recettes correspondantes sont constatées au budget annexe assainissement 2017 et suivants - Sous politique : F110 – Nature 13111 – Code gestionnaire : 3DEAAC.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 002-1978/17/BM

**■ Approbation d'une convention avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse dans le cadre du financement et de la réalisation de l'opération relative au Contrat d'Agglomération : Schéma de modernisation du réseau unitaire de Marseille - phase 2 mise à jour
MET 17/3217/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Lors de sa séance du 13 décembre 2013, le Conseil Communautaire a approuvé par délibération AGER005-808/13/CC le contrat d'agglomération avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse en vue

de conduire un programme de travaux du système d'assainissement de l'agglomération de Marseille.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a élaboré un ensemble structuré d'actions comprenant de nombreux projets et études afin d'adapter le système d'assainissement de l'agglomération de Marseille à ce nouveau cadre réglementaire dont une première étape est engagée sur la période 2014-2018.

Elle a également inscrit certaines opérations d'amélioration dans le contrat de Délégation du Service Public de l'Assainissement du Secteur Centre. Néanmoins, les travaux et études envisagés sont très onéreux.

Le montant global prévisionnel de ce programme de travaux s'élève à 185 millions d'euros HT dont 62 millions d'euros inclus dans le contrat de Délégation de Service Public de l'Assainissement de la Zone Centre.

Des conventions de partenariat entre l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour chacun des dossiers subventionnés doivent être établies au vu de l'avancement des études et/ou travaux.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération, dont le coût estimatif est de 260 000€ HT, est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Agence de l'Eau RMC « Contrat d'agglomération »	50 %	130 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	50 %	130 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération AGER005-808/13/CC portant sur l'approbation du contrat d'agglomération relatif au système d'assainissement de l'agglomération de Marseille avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse du 13 décembre 2013 ;
- La délibération du 17 mars 2016 n° HN 009-17/03/16 CM portant délégations Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 mai 2017.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que dans le cadre du contrat d'agglomération, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse s'est engagée à participer financièrement au projet « Schéma de modernisation du réseau unitaire de Marseille – phase 2 : mise à jour »

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse pour le financement de l'opération « Schéma de modernisation du réseau unitaire de Marseille – phase 2 : mise à jour » dont l'aide s'élève à 130 000,00€ HT.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention ainsi que tous les documents nécessaires à sa mise en œuvre.

Article 3 :

Les recettes correspondantes sont constatées au budget annexe assainissement 2017 et suivants - Sous politique : F110 – Nature 748 – Code gestionnaire : 3DEAAC.

Cette proposition mise aux voix est adoptée

DEA 003-1979/17/BM

■ Approbation d'une convention avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse dans le cadre du financement et de la réalisation d'opérations relatives au Contrat d'Agglomération : Mise en place d'avaloirs siphonides MET 17/3219/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Lors de sa séance du 13 décembre 2013, le Conseil Communautaire a approuvé par délibération AGER005-808/13/CC le contrat d'agglomération avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse en vue de conduire un programme de travaux du système d'assainissement de l'agglomération de Marseille.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a élaboré un ensemble structuré d'actions comprenant de nombreux projets et études afin d'adapter le système d'assainissement de l'agglomération de Marseille à ce nouveau cadre réglementaire dont une première étape pourrait être engagée sur la période 2014-2018.

Elle a également inscrit certaines opérations d'amélioration dans le contrat de Délégation du Service Public de l'Assainissement du Secteur Centre. Néanmoins, les travaux et études envisagés sont très onéreux.

Le montant global prévisionnel de ce programme de travaux s'élève à 185 millions d'euros HT dont 62 millions d'euros inclus dans le contrat de Délégation de Service Public de l'Assainissement de la Zone Centre.

Des conventions de partenariat entre l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour chacun des dossiers subventionnés doivent être établies au vu de l'avancement des études et/ou travaux.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération, dont le coût estimatif est de 352 433 € HT, est le suivant :

TRAVAUX FINANCES PAR	TAUX	MONTANTS
SERAMM	100 %	352 433,00 euros

L'Agence de l'Eau versera, comme convenu dans le Contrat d'Agglomération, la subvention à la collectivité à hauteur de 105 729,00€.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006
- La délibération AGER005-808/13/CC portant sur l'approbation du contrat d'agglomération relatif au système d'assainissement de l'agglomération de Marseille avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse du 13 décembre 2013 ;
- La délibération AGER002-608/13/CC portant sur l'approbation du choix de la Société d'Exploitation du Réseau d'Assainissement Marseille pour l'exploitation du service public d'assainissement zone centre du 31 octobre 2013 ;
- La délibération du 17 mars 2016 n° HN 009-17/03/16 CM portant délégations Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'information du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 17 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,
Considérant**

- Que dans le cadre du contrat d'agglomération, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse s'est engagée à participer financièrement au projet « mise en place d'avaloirs siphoniques ».

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse pour le financement de l'opération « mise en place d'avaloirs siphoniques » dont l'aide s'élève à 105 729,00 €.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention ainsi que tous les documents nécessaires à leurs mises en œuvre.

Article 3 :

Les recettes correspondantes sont constatées au budget annexe assainissement 2017 et suivants - Sous politique : F110- Nature 13111 - Code gestionnaire : 3DEAAC.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 004-1980/17/BM

■ Approbation d'une convention avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse dans le cadre du financement et de la réalisation d'opérations relatives au Contrat Protection et Economie de la Ressource en Eau (CONPERE) : poste de chargé de missions

MET 17/3224/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Lors de sa séance du 25 septembre 2015, le Conseil Communautaire a approuvé par délibération PEDD 008-1295/15/CC le Schéma Directeur d'Alimentation en eau potable, afin de préciser la stratégie de la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière de sécurisation, de modernisation, d'amélioration et d'extension de ses systèmes d'alimentation en eau brute et en eau potable.

Lors de sa séance du 20 novembre 2015, le Conseil Communautaire a approuvé par délibération PEDD 006-1470/15/CC le Contrat Protection et Economie de la Ressource en Eau avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse en vue de conduire un programme de travaux du système d'eau potable de l'agglomération de Marseille.

Ce contrat comporte un programme précis d'études et de travaux stratégiques que la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à conduire sur la période 2015-2018. Le montant prévisionnel du programme d'actions s'élève à 55 660 000 euros HT. En contrepartie, l'Agence de l'Eau s'engage, sous réserve du respect effectif du programme d'actions, à majorer le taux de ses aides dont le montant pourra atteindre 14 301 100 euros HT.

Des conventions de partenariat entre l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour chacun des dossiers subventionnés doivent être établies au vu de l'avancement des études et/ou travaux.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération, dont le coût estimatif est de 180 000€ HT, est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Agence de l'Eau RMC « CONPERE »	54 %	97 500,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	46 %	82 500,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 ;
- La délibération PEDD 008-1295/15/CC portant sur l'adoption du Schéma Directeur d'Alimentation en eau potable du 25 septembre 2015 ;
- La délibération PEDD 006-1470/15/CC portant sur l'approbation du Contrat Protection et Economie de la Ressource en Eau avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et l'Etat du 20 novembre 2015 ;
- La délibération du 17 mars 2016 n° HN 009-17/03/16 CM portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que dans le cadre du Contrat Protection et Economie de la Ressource en Eau (CONPERE), l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse s'est engagée à participer financièrement au projet « poste de chargé de missions du 01 janvier 2016 au 31 décembre 2018 »

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse pour le financement de l'opération « poste de chargé de missions du 01/01/2016 au 31/12/2018 » dont l'aide s'élève à 97 500,00€ HT.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention ainsi que tous les documents nécessaires à sa mise en œuvre.

Article 3 :

Les recettes correspondantes sont constatées au budget annexe eau 2017 et suivants - Sous politique : F170 – Nature 748 – Code gestionnaire : 3DEAET.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 005-1981/17/BM

**■ Approbation d'une convention de servitude de tréfonds sur les parcelles cadastrées section D n°661, 662 et 1501 de la commune d'Alleins autorisant le passage de la canalisation permettant l'exploitation du forage d'eau potable au lieu-dit Saint Sauveur
MET 17/3568/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Afin de permettre l'exploitation du forage situé au lieu-dit Saint Sauveur à Alleins visant à l'adduction en eau potable du réseau public de la commune d'Alleins, une interconnexion a été réalisée par la pose d'une conduite située pour partie en propriété privée.

L'établissement de servitude de tréfonds autorisant le passage de la conduite d'amenée d'eau potable sur les parcelles cadastrées section D n°661, 662 et 1501 est nécessaire afin d'assurer l'accès à la canalisation, son entretien ou sa réparation et éviter toutes dégradations.

Monsieur Guillaume Fortunet, Madame Stéphanie Cohen, épouse de Monsieur Robert Shane Poulter, Madame Marie-Christine Tisseyre, épouse de Monsieur Jean-Guillaume Joseph Fortunet, Madame Nicole Tisseyre, sont propriétaires solidairement sous l'intitulé conjoints Fortunet, Poulter, Tisseyre des parcelles cadastrées secteur D n° 661, 662 et 1501 au lieu-dit Saint-Sauveur, constituant le Fonds Servant.

En vertu de la délibération n°54/14 du Conseil Communautaire de l'ancienne Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence du 28 avril 2014 déléguant à son Président la décision de constitutions de servitudes de tréfonds et de la décision du Président de l'ancienne Communauté d'Agglomération n°203/14 du 12 décembre 2014, a été approuvée la signature de ladite convention.

La convention de servitude de tréfonds ainsi établie a été notifiée aux propriétaires le 11 février 2015 avant établissement de l'acte notarié, et enregistrement au service de publicité foncière. Cette convention fixe les conditions dans lesquelles les emprises nécessaires seront mises à disposition de la Collectivité par les propriétaires.

Il est nécessaire à présent d'autoriser la signature de l'acte notarié finalisant cette servitude et de procéder à l'enregistrement au service de la publicité foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Communautaire de l'ancienne Communauté d'Agglomération dite Agglopolo Provence n°54/14 du 28 avril 2014 ;
- La décision du Président de l'ancienne Communauté d'Agglomération dite Agglopolo Provence n°203/14 du 12 décembre 2014 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis formulé par le Conseil de Territoire du Pays Salonais du 15 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de finaliser la procédure d'établissement de la servitude de tréfonds

du forage situé sur la Commune d'Alleins au lieu-dit Saint-Sauveur.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la réitération par acte authentique notarié de la servitude de tréfonds constituée sur les parcelles cadastrées n° D 661, 662 et 1501 de la Commune d'Alleins.

Article 2 :

Les frais d'acte seront à la charge exclusive de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout acte et à prendre toutes dispositions concourant à la finalisation de cette Servitude de Tréfonds.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à la section Fonctionnement sur le chapitre 011 du budget annexe eau potable de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 006-1982/17/BM

**■ Demande de subventions d'investissement relatives aux travaux de renouvellement du réseau d'eau potable, route de Saint-Chamas sur la commune de Cornillon-Confoux
MET 17/3470/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Les fuites sur les réseaux publics d'eau potable constituent une perte économique et nuisent à la qualité du service rendu. Il en ressort que la connaissance du patrimoine est le préalable indispensable à la mise en œuvre d'une gestion durable des services d'eau, qui permet d'optimiser les

coûts d'exploitation, d'améliorer la fiabilité des infrastructures et de maintenir un niveau de performance.

Afin d'enrayer le gaspillage de la ressource en eau et d'améliorer le rendement des réseaux de distribution, la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite loi « Grenelle 2 », a imposé de nouvelles obligations aux collectivités organisatrices des services d'eau potable.

L'article L. 2224-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, ainsi modifié par la loi « Grenelle 2 », prévoit que les collectivités compétentes en matière de distribution d'eau potable doivent établir un plan d'actions en cas de rendement du réseau de distribution d'eau potable inférieur aux seuils fixés par décret.

Ainsi, le territoire Istres-Ouest Provence dispose d'un plan d'actions pour chacune des communes de son territoire dont la commune de Cornillon-Confoux. Ces plans d'actions ont fait l'objet d'une délibération du

Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 n° DEA 020-1473/16/CM.

Le rendement du réseau de la commune de Cornillon-Confoux est inférieur aux seuils fixés par décret dans le cadre de la loi Grenelle 2 pour l'année 2015.

Le dispositif réglementaire issu de la loi portant engagement national pour la protection de l'environnement (dit Grenelle 2) impose de nouvelles obligations en matière de :

- description des réseaux d'eau potable,
- réduction des pertes en eau sur les mêmes réseaux.

La Métropole Aix-Marseille-Provence envisage de réaliser les travaux suivants sur la commune de Cornillon-Confoux :

- travaux de renouvellement du réseau d'eau potable route de Saint-Chamas.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 382 000 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX	MONTANTS
Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée et Corse	30,00%	114 600,00 €
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône	20,00%	76 400,00 €
Métropole Aix-Marseille-Provence	50,00%	191 000,00 €
TOTAL	100,00%	382 000,00 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° DEA 020-1473/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Renouvellement du réseau d'eau potable route de Saint-Chamas sur la commune de Cornillon-Confoux » ;
- Qu'il convient de solliciter des subventions auprès de nos partenaires institutionnels ;

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'Etat, du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, des communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de l'Agence de l'Eau, de

l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Une aide financière est sollicitée auprès du Département des Bouches-du-Rhône dans le cadre du dispositif « Aide au développement de la Provence rurale » ainsi que de l'Agence de l'Eau Méditerranée-Corse pour le financement de cette opération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le budget Eau de la Métropole, opération 2017502700, nature 21531.
Les recettes seront constatées au budget de la Métropole, chapitre 13, natures 1321 et 1323.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 007-1983/17/BM

■ Demande de subventions d'investissement relatives à des travaux de protection du captage d'eau du forage des Goules à Pélissanne MET 17/3566/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

La gestion et la protection réglementaire des captages d'eau potable est une priorité pour la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais afin d'assurer la qualité des services publics, et sécuriser les périmètres d'alimentation en eau de la population. C'est pourquoi la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre son action et entreprendre des travaux de renfort de la protection du périmètre immédiat du forage des Goules situé sur la commune de Pélissanne. Les travaux seront lancés sur l'année 2017.

L'objectif poursuivi est de renforcer la mise en sécurité du captage d'eau en prévenant l'effondrement rocheux et supprimant son risque dans le périmètre de protection immédiat du forage.

Le programme de travaux en eau potable présenté ci-dessous répond à ce besoin de sécurisation, en accord avec les prescriptions réglementaires de protection des captages d'eau potable.

Les travaux consistent en l'installation et l'ancrage d'un maillage grillagé d'environ 320 m² sur la hauteur de zone rocheuse concernée par l'éboulement progressif.

L'estimation du coût de cette opération s'élève à :
45 000 € HT

Plan de financement prévisionnel :

Organismes sollicités	Dépense subventionnable	Taux Sollicité	Financement coût hors taxes
CONSEIL DEPARTEMENTAL 13 « dispositif d'aide à l'instauration des périmètres de protection des captages d'eau potable »	45 000 €	30 %	13 500 €
AGENCE DE L'EAU RMC « Accompagnement de la protection réglementaire des captages d'eau »	45 000 €	50 %	22 500 €
METROPOLE AIX-MARSEILLE	45 000 €	20 %	9 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN009-11/16/CC du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis formulé par le Conseil de Territoire du Pays Salonais du 15 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- qu'il convient de procéder à la réalisation des travaux de renfort de la protection du périmètre immédiat du forage des Goules sur la commune de Pélissanne.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'Etat, du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, des communes membres de la Métropole Aix Marseille Provence, de l'Agence de l'Eau, de l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Ces recettes seront constatées à la section Investissement du Budget Annexe Eau du Territoire du Pays Salonais de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 008-1984/17/BM

**■ Demande de subvention d'investissement relative au diagnostic H₂S du réseau d'assainissement des eaux usées et de la station d'épuration de Berre l'Etang
MET 17/3567/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre

des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

La gestion patrimoniale des réseaux d'eau et d'assainissement est une priorité pour la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais afin d'assurer la continuité des services publics, et répondre aux besoins de la population. C'est pourquoi la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre son action et entreprendre un programme de travaux de réhabilitation des ouvrages d'assainissement et des installations de la station d'épuration de la commune de Berre l'Etang qui présentent des signes importants de dégradation par l'H₂S.

Pour déterminer la nature exacte des travaux à entreprendre, une étude est nécessaire afin de mesurer les taux d'hydrogène sulfuré présent dans le réseau, notamment au niveau des postes de relevages et de la station d'épuration ainsi que son impact corrosif sur les ouvrages.

L'objectif poursuivi est l'exécution d'une mission de diagnostic H₂S du réseau d'assainissement des eaux usées et de la station d'épuration de Berre l'Etang.

Cette étude permettra de connaître les points critiques générateurs d'H₂S, de définir des solutions adaptées pour pallier au problème de l'H₂S et d'apporter des solutions pour la réhabilitation des ouvrages corrodés par l'H₂S.

Cette étude permettra également de rester en conformité au regard des normes environnementales et de sécurité des installations d'assainissement des eaux usées.

Plan de financement prévisionnel :

Organismes sollicités	Dépense subventionnable	Taux Sollicité	Financement coût hors taxes
CONSEIL DEPARTEMENTAL 13 « Dispositif d'Aide à l'amélioration de l'assainissement sanitaire et à la mise aux normes des STEP »	18 000 €	30 %	5 400 €
AGENCE DE L'EAU RMC 18 000 € 50 % 9 000 € « Dispositif d'Aide à la gestion durable d'assainissement : diagnostic d'état et de fonctionnement des ouvrages »	18 000 €	50 %	9 000 €
METROPOLE AIX-MARSEILLE	18 000 €	20 %	3 600 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

d'assainissement des eaux usées et de la station d'épuration de Berre l'Etang.

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Délibère

Vu

Article 1 :

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis formulé par le Conseil de Territoire du Pays Salonais du 15 mai 2017.

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix Marseille Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération

Article 2 :

Ces recettes seront constatées à la section Investissement du Budget Annexe Assainissement de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Où il le rapport ci-dessus,

DEA 009-1985/17/BM

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement (ASTEE) et paiement de la cotisation pour l'année 2017

Considérant

MET 17/3204/BM

- Qu'il convient de procéder à la réalisation d'une étude de diagnostic H₂S du réseau

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences relatives à la gestion des services de l'eau et de l'assainissement, il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence soit représentée au sein d'associations regroupant l'ensemble des acteurs publics et privés dans ce domaine sensible et vital pour le développement de ses territoires.

L'Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement, reconnue d'utilité publique, a pour objet l'étude de toutes les questions qui relèvent de l'assainissement, de l'environnement, de la gestion des ressources en eau.

Elle rassemble des experts chercheurs, ainsi que des représentants d'organismes publics et privés et de ministères qui interviennent dans le domaine de l'environnement, celui-ci entendu dans son acception la plus large possible. A ce titre, elle est régulièrement sollicitée pour avis sur les projets de textes réglementaires. Elle participe par ailleurs par ses actions et ses informations à la protection durable de l'environnement.

Ouverte à toute personne physique ou morale, cette association a pour but de :

- Faciliter et encourager les études, recherches, les formations et les travaux se rapportant aux questions précitées,
- Tenir informés les membres des progrès réalisés en France et à l'étranger sur les points les plus intéressants,
- Favoriser les échanges d'information entre les pays,
- Collaborer avec le législateur et les pouvoirs publics en apportant son expertise sur les progrès et les améliorations à poursuivre pour la rédaction des lois et règlements relatifs à l'hygiène publique, la gestion de l'environnement.

Face à la complexité de la gestion des services de l'eau potable et d'assainissement et de l'évolution du droit sur l'eau, l'adhésion à cette association permettra à la Métropole Aix-Marseille-Provence de répondre au mieux aux besoins permanents d'information en la matière en s'appuyant sur une base documentaire partagée et enrichie par d'autres collectivités.

La Métropole a adhéré à cette association par délibération DEA 009-892/16/CM du 19 septembre 2016.

Il convient de renouveler cette adhésion et de payer le montant de la cotisation est fixé, au titre de l'année 2017 à 1 350 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération DEA 009-892/16/CM portant adhésion et paiement de la cotisation 2016 à l'Association ASTEE ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 17 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est important pour la Métropole Aix-Marseille-Provence d'adhérer à l'Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement regroupant de nombreux acteurs publics et privés du territoire français.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ASTEE et le paiement de la cotisation pour l'année 2017 d'un montant de 1 350 euros TTC, réparti au prorata du nombre de participants de chaque territoire.

Article 2 :

Le montant de la cotisation sera réparti comme suit :

Conseil de Territoire de Marseille Provence : Les crédits nécessaires (675 euros) sont inscrits au Conseil de Territoire de Marseille Provence : Les crédits nécessaires (675 euros) sont inscrits au budget annexe de l'eau sous-politique F170 – nature 6281 – 3DEAE et au budget annexe de l'assainissement sous-politique F110 – nature 6281 – 3DEAA.

Conseil de Territoire du Pays Salonais : Les crédits nécessaires (67,50 euros) sont inscrits au budget annexe de l'eau chapitre 011 – nature 6281.

Conseil de Territoire du Pays de Martigues : Les crédits nécessaires (67,50 euros) sont inscrits au budget annexe de l'eau de la Régie des Eaux et

Assainissement du Pays de Martigues – section de fonctionnement – nature 6288.

Conseil de Territoire du Pays d'Aix : Les crédits nécessaires (67,50 euros) sont inscrits au budget annexe de l'assainissement non collectif ligne 5003 – chapitre 011 – nature 618.

Conseil de Territoire de Istres-Ouest-Provence : Les crédits nécessaires (472.50 euros) sont inscrits au budget annexe de l'eau et au budget annexe de l'assainissement Section de fonctionnement – nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 011-1987/17/BM

■ Approbation d'un protocole transactionnel relatif au marché de coordonnateur sécurité et protection de la santé pour l'extension de la station d'épuration d'Auriol - Saint-Zacharie - Qualiconsult Sécurité SAS MET 17/3518/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par un marché public de services notifié le 14 mars 2013, la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, substituée de plein droit par la Métropole Aix-Marseille-Provence, a confiée à la société QUALICONSULT SECURITE SAS, la mission de coordonnateur sécurité et protection de la santé (CSPS) pour l'extension de la station d'épuration d'Auriol-Saint-Zacharie, dans le cadre du marché n° 2013-AGGLO-0004C passé en application des articles 28-I et 77 du Code des Marchés Publics, pour un montant maximum de 18 000 € HT pour la durée totale du marché, soit 23 mois.

Par ordre de service n° III-199 du 14 mars 2013, le pouvoir adjudicateur a notifié à l'entreprise le démarrage des prestations à compter du 18 mars 2013.

L'arrivée au terme du marché le 17 février 2015 et corrélativement le fait qu'il n'ait pas été avenanté n'a pas permis d'intégrer les glissements successifs et significatifs de calendrier constatés depuis la prise de fonction au 1^{er} août 2016 de la SPL L'EAU DES COLLINES qui assure la gestion de cet ouvrage pour le compte de la Métropole Aix-Marseille Provence.

Ainsi, par courrier du 3 mars 2017 QUALICONSULT Sécurité fait valoir son exposition à des retards de paiement, et par conséquent des avances de frais substantiels – sa mission s'étant pérennisée au-delà du cadre du marché – et ce à hauteur d'un montant de 4 699€ H.T intégrant son exposition à des frais financiers complémentaires substantiels portant

dommages et intérêts qu'il entend revendiquer à la

Métropole Aix-Marseille Provence par voie contentieuse en engageant sa responsabilité extracontractuelle.

Selon une logique de concessions réciproques, les parties sont parvenues à un accord pour un montant de 4 099 € HT au titre de la prise en compte des missions du titulaire jusqu'à la réception des travaux d'extension de la station d'épuration d'Auriol-Saint-Zacharie (période de garantie de parfait achèvement incluse).

Les parties ont donc accepté de faire des concessions réciproques et de régler leurs divergences par voie de transaction au sens de l'article 2044 et suivants du Code Civil.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil et notamment l'article 2044 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'opération d'extension de la station d'épuration d'Auriol-Saint-Zacharie s'est poursuivie au-delà du terme du marché de CSPS, le titulaire a sollicité le paiement de ses prestations supplémentaires ;
- Que les parties se sont rapprochées afin d'envisager les termes d'un accord amiable permettant de mettre fin au litige qui les oppose et prévenir toutes contestations éventuelles sur la rémunération des prestations supplémentaires.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le recours à la procédure de transaction.

Article 2 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé ayant pour objet de régler entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société QUALICONSLT SECURITE SAS, définitivement et sans réserve, tout litige né ou à naître, relativement au paiement d'une indemnité visant à réparer le préjudice subi par le titulaire en raison de prestations supplémentaires pour un montant de 4 099 € HT.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole et tous les documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits sont inscrits au budget annexe Assainissement du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 012-1988/17/BM

■ Approbation d'un protocole transactionnel relatif au marché de contrôleur technique pour l'extension de la station d'épuration d'Auriol - Saint-Zacharie - Dekra Inspection SAS MET 17/3519/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par un marché public de services notifié le 14 mars 2013, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, substituée de plein droit par la Métropole Aix-Marseille-Provence, a confiée à la société DEKRA INSPECTION SAS, la mission de contrôleur technique pour l'extension de la station d'épuration d'Auriol-Saint-Zacharie, dans le cadre du marché n° 2013-AGGLO-0004D passé en application des articles 28-I et 77 du Code des Marchés Publics, pour un montant maximum de 24 000 € HT pour la durée totale du marché, soit 23 mois.

Par ordre de service n° III-200 du 14 mars 2013, le pouvoir adjudicateur a notifié à l'entreprise le démarrage des prestations à compter du 18 mars 2013.

L'arrivée au terme du marché le 17 février 2015 et corrélativement le fait qu'il n'ait pas été avenanté n'a

pas permis d'intégrer les glissements successifs et significatifs de calendrier constatés de puis la prise de fonction au 1^{er} août 2016 de la SPL L'EAU DES COLLINES qui assure la gestion de cet ouvrage pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ainsi, par courrier du 26 janvier 2017 DEKRA Inspection fait valoir son exposition à des retards de paiement, à des refus de paiement et par conséquent des avances de frais substantiels – sa mission s'étant pérennisée au-delà du cadre du marché – et ce à hauteur d'un montant de 14 007€ H.T intégrant d'une part des intérêts moratoires mais également son exposition à des frais financiers complémentaires substantiels portant dommages et intérêts qu'il entend revendiquer à la Métropole Aix-Marseille-Provence par voie contentieuse en engageant sa responsabilité extracontractuelle.

Selon une logique de concessions réciproques, les parties sont parvenues à un accord pour un montant de 9 815,75 € HT au titre de la prise en compte des missions du titulaire jusqu'à la réception des travaux d'extension de la station d'épuration d'Auriol-Saint-Zacharie (période de garantie de parfait achèvement incluse).

Les parties ont donc accepté de faire des concessions réciproques et de régler leurs divergences par voie de transaction au sens de l'article 2044 et suivants du Code Civil.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil et notamment l'article 2044 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'opération d'extension de la station d'épuration d'Auriol-Saint-Zacharie se

poursuit au-delà du terme du marché de contrôleur technique, le titulaire a sollicité le paiement de ses prestations supplémentaires.

- Qu'au vu de l'ensemble de ces éléments, un litige est alors né entre les Parties.
- Considérant qu'un contrat de transaction peut être conclu à tout moment pour mettre fin à un litige né ou à naître, les Parties ont décidé d'engager des négociations afin de mettre un terme, à l'amiable, au précontentieux relatif à la réclamation présentée par le Titulaire et à l'absence de paiement des sommes dues par la Métropole ;
- Considérant que les parties se sont rapprochées afin d'envisager les termes d'un accord amiable permettant de mettre fin au litige qui les oppose et prévenir toutes contestations éventuelles sur la rémunération des prestations supplémentaires.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le recours à la procédure de transaction.

Article 2 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé, ayant pour objet de régler entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société DEKRA INSPECTION, définitivement et sans réserve, tout litige né ou à naître, relativement au paiement d'une indemnité visant à réparer le préjudice subi par le titulaire en raison de prestations supplémentaires pour un montant de 9 815,75 € HT.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole et tous les documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Assainissement du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 013-1989/17/BM

■ Paiement de la cotisation annuelle 2017 à l'association Amorce MET 17/3360/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association Amorce, dont le siège social est situé 18 rue Gabriel Péri - 69623 Villeurbanne Cedex, rassemble plus de cinq cents collectivités territoriales de toutes tailles, ainsi que des professionnels (entreprises, bureaux de conseil, établissements publics) concernés par la gestion des déchets et par l'énergie et les réseaux de chaleur.

Ses domaines d'intervention concernent l'évolution des politiques territoriales, le coût de la gestion des déchets, le financement et la fiscalité, les filières dédiées et la Responsabilité Elargie des Producteurs, la prévention et la réduction des déchets à la source, la collecte des déchets et des déchèteries, la valorisation organique et énergétique des déchets ménagers, le stockage des déchets, mais aussi la généralisation des plans climat-énergie, l'éligibilité aux certificats d'énergie, le renforcement de la coordination des réseaux de distribution d'énergie.

Dans ces domaines, l'association a pour buts d'assurer les échanges d'information entre ses membres, de les aider à gérer du mieux possible leurs services publics, de susciter et d'animer le dialogue avec les organismes et entreprises de ces secteurs, ainsi que de représenter ses adhérents auprès des autorités compétentes françaises et internationales.

La Métropole a adhéré à l'Association Amorce par délibération DEA 001-884/16/CM du 19 septembre 2016.

Il est donc proposé d'autoriser le paiement de la cotisation annuelle d'un montant de 13 689 euros pour l'année 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération DEA 001-884/16/CM du 19 septembre 2016 portant adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Amorce.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les actions de l'association Amorce représentent un intérêt manifeste pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière de gestion et valorisation des déchets et de l'énergie ;
- Qu'il convient d'autoriser le règlement de la cotisation au titre de l'exercice 2017.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le règlement de la cotisation 2017 à l'association Amorce, pour un montant de 13 689 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Collecte et Traitement des Déchets 2017 du Territoire Marseille de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous-Politique G 110 – Nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 014-1990/17/BM

**■ Demande de subventions pour le programme de prévention des déchets du Pays d'Aix - Programme 2017
MET 17/3268/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Dans le cadre de la loi sur la transition énergétique pour la croissance verte, le Territoire du Pays d'Aix maintient sa volonté d'agir en matière de réduction des déchets en poursuivant son Programme de Prévention. Celui-ci regroupant les actions menées au niveau du territoire, sera intégré au Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) métropolitain dès que ce dernier sera élaboré.

Durant cette période de transition et en attendant que la Commission consultative d'élaboration et de suivi du Programme créée par délibération en 2016 (DEA 031 – 1484 / 16 / CM) aboutisse la rédaction du PLPDMA métropolitain, le programme des actions de réduction de la production de déchets du Territoire du Pays d'Aix est maintenu.

Ce rapport présente le budget associé aux actions détaillées en annexe et le plan de financement correspondant du programme de prévention du territoire du Pays d'Aix.

Budget Prévisionnel du Programme de Prévention des Déchets du Territoire du Pays d'Aix pour l'année 2017

Le détail des dépenses prévisionnelles liées aux actions envisagées en 2017 et décrites au sein de l'annexe à cette délibération a été classé par nature – Fonctionnement et Investissement.

Budget 2017
Investissement :

Actions	DEPENSES		RECETTES		
	Nature investisse- ment	Montant en € HT	Financeurs	%	Montant (€HT)
Acquisition de composteurs individuels	21 88	75 000	ADEME	40 %	44 000
Acquisition de composteurs pédagogiques	21 88	1 000			
Acquisition de composteurs collectifs	21 88	6 000	CD13	40 %	44 000
Acquisition de lombricomposteurs individuels	21 88	18 000			
Acquisition de panneaux pour le compostage collectif	21 578	10 000	MÉTROPOLE PAYS D'AIX	20 %	22 000
TOTAL 2017		110 000 €		100 %	110 000 €

Fonctionnement :

Actions	DEPENSES		RECETTES		
	Nature fonctionne- ment	Montant en € HT	Financeurs	%	Montant (€HT)
Acquisition de cabas réutilisables	60 632	8 500	ADEME	60 %	121 800
Acquisition d'autocollants stop pub	60 632	1 500			
Éducation à l'environnement	611	85 000			
Distribution de composteurs	611	7 000			
Suivi du compostage dans les résidences et cantines scolaires	611	40 000	MÉTROPOLE PAYS D'AIX	40 %	81 200
Etudes – Modecom	617	25 000			
Achat page média	6231	5 000			
Impression documents prévention	6236	31 000			
Sous total ACTIONS :		203 000 €			203 000 €
Subvention aux Foyers Ruraux des Bouches du Rhône	6574	11 000	MÉTROPOLE PAYS D'AIX	100 %	118 600
Subvention si nouvelles associations	6574	4 500			
Subvention à la Ressourcerie Elan de Jouques	6574	10 000			
Subvention à la Ressourcerie Evolio	6574	7 000			
Subvention à la Ressourcerie Emmaus	6574	40 000			
Subvention à la Ressourcerie Valtri – Histoire sans fin	6574	22 000			
Subvention à Aix Multi Services	65 74	17 500			
Subvention à Unis cité – Gaspillage alimentaire	6574	6 600			
Sous total SUBVENTIONS:		118 600 €			118 600 €
TOTAL 2017		321 600 €			321 600 €

Sur la base de ce budget prévisionnel 2017, et compte tenu du fait qu'il existe des dépenses de fonctionnement et d'investissement, les plans de financement prévisionnels suivants sont proposés (par type de recettes) :

Recettes d'investissement :

Investissements prévisionnels PLPDMA		
ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES (€HT)
Conseil Départemental 13 Dispositif « Aides aux Communes »	30%	33 000 €
ADEME	30%	33 000 €
Région PACA	20%	22 000 €
Métropole Aix-Marseille-Provence – CT2	20%	22 000 €
TOTAL	100%	110 000 €

Recettes de fonctionnement (hors subvention à des associations) :

Dépenses de fonctionnement prévisionnelles PLPDMA		
ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES (€HT)
ADEME	40%	81 200 €
Région PACA	40%	81 200 €
Métropole Aix-Marseille-Provence – CT2	20%	40 600 €
TOTAL	100%	203 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

- La délibération du Conseil de Territoire du 11 mai 2017 portant sur le programme de prévention des déchets – Bilan 2016 et programme 2017 – Perspectives 2018-2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Programme de prévention des déchets pour le territoire du Pays d'Aix pour l'année 2017.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, du Conseil Général, du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, de l'Ademe et du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-d'Azur ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent sur la base du montant du programme d'achat et du plan de financement associé, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La recette correspondante est constatée au Budget Annexe SPED – CT2 2017 et suivant « Service Prévention Élimination des Déchets » de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement et de fonctionnement – Nature 13 et 74 – Fonction 7211

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 015-1991/17/BM

■ Demande de subventions pour des travaux de requalification de la déchèterie de Vauvenargues MET 17/3439/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le réseau actuel de déchèteries du territoire du Pays d'Aix ne permet pas d'offrir, aux habitants de la vallée de Vauvenargues, un service public de collecte des déchets équivalent à celui offert aux autres habitants du territoire du Pays d'Aix. En effet, les équipements existants sur le territoire sont trop éloignés pour répondre aux besoins des usagers du service.

Le partenariat actuel avec la commune permettant un point de dépôt des encombrants et des végétaux n'est plus adapté et nécessite une évolution du service par l'intermédiaire de la construction d'un équipement dédié.

Les discussions engagées avec la Ville de Vauvenargues ont permis d'identifier et d'aboutir à

la mise à disposition gratuite d'une parcelle, propriété de la Ville, de 1.616 m² d'emprise située à proximité de la station d'épuration.

Dans ce contexte, il est proposé d'établir le programme de travaux correspondant à la réhabilitation de ce site en construisant un équipement moderne et sécurisé, dimensionné au regard de la fréquentation rencontrée et dans le respect des exigences réglementaires.

Les investissements nécessaires à la réhabilitation du site de Vauvenargues ont été estimés à 480.000€HT ; les grandes lignes du programme technique des travaux sont les suivantes :

1. Réalisation des travaux de terrassements et de Génie Civil afin de réaliser une plateforme de déchargement des déchets ;
2. Création des réseaux secs et humides ;
3. Construction d'une chaussée adaptée à la circulation des Poids Lourds en partie basse et des Véhicules Légers en partie haute ;
4. Mise en place des dispositifs anti-chute réglementaires ;
5. Sécurisation de l'accès ;
6. Édification du local gardien ;
7. Réalisation des aménagements nécessaires à l'insertion du site dans son environnement.

Ces estimations reposent sur l'étude de définition menée en 2016.

En amont des travaux, la Métropole Aix-Marseille-Provence lancera une consultation afin de choisir un maître d'œuvre dont les missions seront :

- de détailler la conception et le chiffrage du projet ;
- de proposer des aménagements conformes aux spécifications édictées par l'Architecte des Bâtiments de France ;
- de déposer le dossier de permis de construire et les dossiers réglementaires (déclaration ICPE, dossier d'incidence NATURA 2000...) nécessaires à la réalisation du projet ;
- de préparer la consultation des entreprises pour les marchés de travaux ;
- d'assurer le suivi des travaux et la réception des ouvrages.

En parallèle à cette mission de maîtrise d'œuvre, et notamment au moment des travaux, la Métropole devra également s'attacher la compétence d'un Contrôleur Technique.

La prestation de maîtrise d'œuvre, complétée de la mission de Contrôle Technique a été estimée à 50.000€HT.

Par conséquent, les estimations relatives à la réalisation des travaux de requalification de la déchèterie de Vauvenargues (missions de Maîtrise d'œuvre et de Contrôle Technique et travaux) s'élèvent à :

- 50.000€HT pour les missions de Maîtrise d'œuvre et de Contrôle Technique ;
- 480.000€HT pour les travaux de requalification ;
- soit 530.000€HT au total.

Le calendrier prévisionnel est le suivant :

- Début de la Mission de Maîtrise d'Œuvre : Septembre 2017
- Dépôt du Dossier de Permis de Construire et du dossier ICPE : Décembre 2017
- Obtention du permis de construire et de l'autorisation préfectorale d'exploiter au titre des ICPE : Septembre 2018 ;
- Démarrage des travaux : Octobre 2018 ;
- Fin des travaux : Avril 2019.

Sur la base de cette estimation, le plan de financement prévisionnel suivant est proposé :

Présentation du plan de financement prévisionnel associé au prévisionnel de dépenses :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES (€HT)
Conseil Départemental 13 Dispositif « Aides aux Communes »	30%	159 000 €
ADEME	20%	106 000 €
Région PACA	30%	159 000 €
Métropole Aix-Marseille-Provence – CT2	20%	106 000 €
TOTAL	100%	530 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole;

- La délibération n° 2014_A242 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 11 décembre 2014 créant l'Autorisation de Programme n° DI173AP relative à l'opération Extension Rénovation Déchèteries ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017 portant sur la validation du programme de travaux de requalification de la déchèterie de Vauvenargues.
- La convention de mise à disposition d'un terrain par la Commune de Vauvenargues à l'ancienne Communauté du Pays d'Aix à titre gracieux approuvée lors du Conseil Municipal du 26 janvier 2016 par la délibération n°2016_008.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Requalification de la déchèterie de Vauvenargues.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, de l'Ademe et du Conseil Régional PACA ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent sur la base du montant du programme d'achat et du plan de financement associé pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La recette correspondante sera constatée au Budget Annexe SPED – CT2 2017 et suivant « Service Prévention Élimination des Déchets » de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement – Nature 132 – Fonction 7213.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 016-1992/17/BM

■ Demande de subvention pour les travaux de dégazage des Biogaz de l'Installation de Stockage des Déchets non Dangereux de l'Arbois

MET 17/3442/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses Territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

La Métropole Aix-Marseille-Provence par l'intermédiaire du Territoire du Pays d'Aix gère l'installation de stockage des déchets non dangereux (ISDnD) de l'Arbois, situé sur la commune d'Aix-en-Provence, au lieu dit « Jas de Maroc ».

Ce site permet la gestion par enfouissement de plus de 90 % des déchets ménagers et assimilés non valorisables produits sur le territoire du Pays d'Aix.

La gestion de l'installation est des plus rigoureuses tant au niveau technique que financier et s'inscrit parfaitement dans une logique de production d'énergie renouvelable.

En effet, sur l'ISDnD, les biogaz (issus de la fermentation des déchets) sont récupérés et font l'objet d'une valorisation énergétique depuis 2010 par contrat et pour une durée de 15 ans minimum.

Ce processus permet la production de 470 GWh d'électricité verte (provenant de la biomasse des déchets) sur 15 ans, soit l'équivalent de la consommation en électricité de 12.000 logements par an et évite le rejet à l'atmosphère de 39 000 tonnes de CO2 sur la durée du contrat.

De ce fait, l'exploitation du site est axée sur une optimisation permanente de la récupération des biogaz.

Cette optimisation de production de biogaz est gérée finement avec trois objectifs majeurs :

- la réduction des émissions des gaz à effet de serre : la composante principale du biogaz est le méthane puissant gaz à effet de serre,
- l'amélioration de la production d'énergie,
- la réduction des nuisances olfactives pour les riverains et le personnel du site.

Pour répondre à ces objectifs, des campagnes régulières de travaux de captage de biogaz sont engagées. Elles sont constituées :

- de travaux réalisés par l'exploitant, à l'avancement de l'exploitation, par la pose de drains horizontaux dans le massif de déchets,
- de travaux réalisés par un prestataire, sur des zones finalisées (équipées d'une couverture de confinement constituée d'argile imperméables et libres d'exploitation pendant une durée suffisante), par la mise en place de forages verticaux dans le massif de déchets.

Compte tenu de l'organisation et du phasage d'exploitation prévisionnel du massif de déchets, et afin d'optimiser le captage du biogaz, le Pays d'Aix envisage la réalisation d'une campagne de travaux de captage du biogaz dans une partie du massif en exploitation.

Une zone de 3 hectares est disponible; pour mémoire, la surface de ce massif est de 10 hectares.

Les investissements nécessaires à la réalisation des ouvrages sont estimés à 150.000€HT par les services techniques de la Métropole – Territoire du Pays d'Aix :

Dans le détail, les grandes lignes du programme de travaux sont les suivantes :

- 1) forage de 15 puits verticaux,
- 2) réalisation de 500 ml de réseaux de surface reliant les nouveaux puits aux réseaux secondaires et primaires existants,
- 3) réfection des couvertures au droit des puits afin de garantir l'étanchéité des ouvrages exécutés,
- 4) remplacement de 320 ml de collecteur de transport afin de permettre le transit des

nouveaux volumes captés jusque la plate-forme de valorisation des biogaz.

Le calendrier prévisionnel de l'opération est le suivant :

Début des travaux : juin 2017 – fin des travaux octobre 2017.

Dans ce contexte, le programme de travaux relatif à la prochaine campagne de dégazage de l'ISDnD de l'Arbois et consistant en l'aménagement d'une zone de 3 hectares avec puits, drains et collecteurs devrait permettre d'augmenter la quantité de biogaz capté et valorisé et donc de produire davantage d'électricité verte.

Sur la base du programme de travaux envisagé et du chiffrage associé, il est proposé le plan de financement prévisionnel suivant :

Présentation du plan de financement prévisionnel associé au prévisionnel de dépenses:

Selon les lois NOTRE et MAPTAM, les opérations liées à l'acquisition d'équipements destinés au traitement des déchets ont été qualifiées en « Compétence Exclusive ». Dans cette configuration, l'autofinancement requis est au minimum de 20 %.

Programme captage du biogaz ISDnD Arbois		
ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES (€HT)
Conseil Départemental 13 Dispositif « Aides aux Communes »	60%	90.000€
Conseil Régional PACA	20%	30.000€
Métropole Aix-Marseille-Provence – CT2	20%	30.000€
Total	100%	150.000€

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°FAG 036-1316/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant Approbation du Budget Primitif 2017 des Budgets Annexes du Conseil de territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017 relative à la demande de subvention relative au programme de travaux de captage du biogaz de l'ISDnD de l'Arbois.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Programme de travaux Biogaz sur le site de l'ISDnD de l'Arbois.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'Etat, du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-d'Azur et du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent sur la base du montant du programme d'achat et du plan de financement associé pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La recette correspondante sera constatée au Budget Annexe SPED – CT2 2017 et suivant « Service Prévention Élimination des Déchets » de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement – Nature 1312 et 1313 – Fonction 7213

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 017-1993/17/BM

■ Approbation d'un contrat relatif à l'opération collective de réduction de la pollution dispersée toxique sur le territoire Istres-Ouest Provence MET 17/3550/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Directive cadre sur l'eau (DCE) du 23 octobre 2000 fixe comme un de ses objectifs l'atteinte du bon état des eaux et des milieux aquatiques à l'horizon 2021, en prenant notamment en compte les concentrations en substances dangereuses.

Le 10^e programme « Sauvons l'eau » de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse affiche comme priorité la lutte contre les pollutions toxiques et les substances dangereuses. A ce titre, les pollutions dispersées sont prises en compte au travers d'une démarche collective territorialisée.

Pour rappel, une pollution toxique est induite par la présence de substances toxiques. Une substance toxique est une substance susceptible de provoquer des perturbations, des altérations des fonctions d'un organisme vivant, entraînant des effets nocifs dont le plus grave est la mort.

Le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée, dans son orientation « Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé » fixe les objectifs à atteindre et présente les territoires les plus concernés.

Les bassins versants de l'étang de Berre et du Golfe de Fos ont été identifiés comme territoires à enjeux du SDAGE 2016.

L'étang de Berre est soumis à de fortes pressions de pollutions. L'état général de trois de ses masses d'eau (Grand étang, étang de Vaïne, étang de Bolmon) est dégradé à très dégradé.

Les principaux enjeux de ce territoire au regard des objectifs environnementaux de la DCE et du SDAGE sont les suivants :

- la réduction de la pollution domestique et industrielle,
- la réduction des pollutions par les substances dangereuses,
- la lutte contre l'eutrophisation excessive de la lagune.

En ce qui concerne le Golfe de Fos, l'état général de sa masse d'eau est également dégradé à très dégradé ; elle est en report d'objectif de bon état, et qualifiée de masse d'eau fortement modifiée, en mauvais état chimique et en état écologique moyen.

Les principaux enjeux de ce territoire au regard des objectifs environnementaux de la DCE et du SDAGE sont les suivants :

- la réduction de la pollution industrielle,

- la réduction des pollutions par les substances dangereuses,
- les activités maritimes et la gestion des usages.

Plusieurs démarches territoriales répondant aux objectifs de réduction des pollutions dans l'étang de Berre sont déjà engagées :

- le contrat de l'Etang de Berre : l'un de ses objectifs prioritaires est la prévention et la réduction des apports à l'étang, dont essentiellement les pollutions d'origine domestique et industrielle ;
- le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) : il répond aux enjeux environnementaux identifiés dans la DCE et le SDAGE sur son territoire et tient compte également des enjeux plus locaux ;

Quant au territoire du Golfe de Fos, celui-ci sera rattaché en 2018 au périmètre du contrat de baie de Marseille, porté par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Aussi, l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Chambre de commerce et d'industrie Marseille Provence et le Syndicat mixte « GIPREB » s'engagent dans un contrat portant opération collective de réduction de la pollution dispersée toxique sur le territoire Istres-Ouest Provence, applicable à compter de sa notification jusqu'au 31 décembre 2018. L'étang de Berre et le Golfe de Fos sont les milieux récepteurs finaux concernés par cette opération.

Les signataires (la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Chambre de commerce et d'industrie Marseille Provence et le Syndicat mixte « GIPREB ») s'engagent à mettre en œuvre un programme d'actions visant à réduire les émissions de pollutions toxiques dispersées, qui se décline en quatre axes :

- la réduction des pollutions toxiques ;
- la connaissance et le suivi des pollutions toxiques ;
- la régularisation administrative des rejets non domestiques ;
- la valorisation et la communication.

Pour ce faire, ils conviennent de :

- mettre en œuvre les moyens humains et matériels nécessaires à la rédaction des missions visées,
- engager les prestations prévues,
- mettre en place un suivi régulier et présenter un bilan des opérations engagées,
- mutualiser les informations nécessaires pour les actions des autres signataires,
- contribuer aux réunions techniques et au comité de pilotage,
- participer au réseau régional des opérations collectives animé par l'Agence régionale pour l'environnement.

L'Agence de l'eau s'engage à :

- instruire les demandes d'aides et financer les actions de la présente convention en fonction du plan de financement prévu dans la convention, selon les modalités du programme d'actions « Sauvons l'eau » ;

- contribuer aux réunions techniques et au comité de pilotage.

L'engagement financier de l'Agence de l'eau sur la période couverte par le contrat ne pourra excéder un montant total maximum d'aides de 586 000 euros HT.

Les demandes d'aides doivent être adressées à l'Agence de l'eau au préalable à tout engagement, y compris celles relatives aux postes de chargés de mission de l'année N qui sont à envoyer au plus tard en début d'année N.

En ce qui concerne le financement des postes d'animation, la Métropole met en place un technicien en charge de l'opération, recruté à temps plein, ainsi que des moyens matériels pour compléter sa politique de contrôle et d'assistance technique auprès des établissements sur la thématique des effluents non domestiques.

La Chambre de commerce et d'industrie Marseille Provence met à disposition 84 jours d'intervention auprès des entreprises. Ce temps est réparti sur deux ans et sur deux chargés de mission pour un panel de 24 entreprises au minimum.

Par ailleurs, les signataires s'engagent à mettre en œuvre préférentiellement les actions ciblées en priorité 1 à l'article 5. L'avancement de ces actions sera jugé à la fin de chaque contrat.

En cas de non atteinte des objectifs sur ces actions prioritaires, l'Agence de l'eau se réserve le droit de suspendre les financements des postes d'animation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire pour la Métropole Aix-Marseille-Provence d'avoir à court terme une meilleure connaissance des caractéristiques des rejets d'eaux usées non domestiques sur le territoire Istres-Ouest-Provence ;
- Qu'il convient d'approuver le contrat ci-annexé, conclu entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Chambre de commerce et d'industrie Marseille Provence, le Syndicat mixte « GIPREB » et l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, relatif à l'opération collective de réduction de la pollution dispersée toxique sur le territoire Istres-Ouest Provence de la Métropole ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le contrat ci-annexé conclu entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Chambre de commerce et d'industrie Marseille Provence, le Syndicat mixte « GIPREB » et l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, relatif à l'opération collective de réduction de la pollution dispersée toxique sur le territoire Istres-Ouest Provence, tel qu'il figure en annexe.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce contrat et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Tourisme,
valorisation du patrimoine"**

TVP 001-1994/17/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association
Club de la Croisière Marseille Provence pour
l'organisation d'actions de promotion et
d'accueil de l'activité croisières - Approbation de
la convention d'objectifs
MET 17/3448/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le « Club de la Croisière Marseille Provence », créé en 1996 à l'initiative de la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, du Grand Port Maritime et de la Ville de Marseille, associe les acteurs de la filière économique et institutionnelle impliqués dans le développement et la promotion de la croisière à Marseille.

A l'horizon 2020, Marseille Provence devrait franchir le cap des 2 millions de croisiéristes accueillis par an et confirmer son positionnement comme port leader sur le marché méditerranéen en se hissant dans le Top 3 des ports de croisière de méditerranée.

Cet objectif parfaitement réaliste est en grande partie le fruit des investissements réalisés par le Grand Port Maritime de Marseille qui, en élargissant la passe nord, permet d'accueillir les navires quasiment par tout temps, au-delà des actions commerciales, de promotion, de marketing et d'amélioration de l'accueil, conduites et coordonnées depuis bientôt 20 ans par le Club de la Croisière Marseille Provence avec ses partenaires dont la Métropole.

Les axes prioritaires définis dans le cadre des actions conduites tout au long de l'année par le Club de la Croisière Marseille Provence sont le reflet d'une ambition commune pour accroître la lisibilité et la notoriété de la métropole tant au niveau de ses nombreux atouts touristiques que sur un plan économique plus global.

A compter de 2017, un nouveau plan d'actions triennal plus ambitieux de promotion et d'accueil de l'activité croisières doit permettre d'atteindre l'ambition fixée et pérenniser son financement. Le Club de la Croisière Marseille Provence renforcera ainsi son positionnement comme premier pôle de croisière en France et 5e port Méditerranéen. Le budget total des actions est estimé à 629 000 euros HT pour l'année 2017.

La Métropole Aix-Marseille Provence souhaite participer financièrement à hauteur de 55 000 euros au budget 2017 de ce plan d'actions auprès

d'autres partenaires comme le GPMM, la CCIMP, la Ville de Marseille, le Conseil Régional et le Conseil Départemental 13.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que l'objectif et les actions de l'association correspondent aux activités que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite voir se développer en matière d'attractivité et de rayonnement international.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 55 000 euros à l'association le Club de la Croisière Marseille Provence pour l'organisation d'actions de promotion et d'accueil de l'activité croisières.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée conclue avec l'association club de la Croisière Marseille Provence.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence Sous-politique B330 – Nature 6574 – Fonction 64

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TVP 002-1995/17/BM

■ Renouveau de l'adhésion à l'association Club de la Croisière Marseille Provence et paiement de la cotisation 2017 MET 17/3415/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le « Club de la Croisière Marseille Provence », créé en 1996 à l'initiative de la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, du Grand Port Maritime et de la Ville de Marseille, associe les acteurs de la filière économique et institutionnelle impliqués dans le développement et la promotion de la croisière à Marseille.

A ce titre, il réunit aujourd'hui plus d'une trentaine de membres, comme par exemple : l'Office du Tourisme et des Congrès de Marseille, l'Office Municipal du Tourisme de Cassis, l'Office Municipal du Tourisme d'Aix-en-Provence, l'Union Maritime et Fluviale de Marseille-Fos, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, les Galeries Lafayette de Marseille, Le Petit Train – TTM 13 (le petit train touristique de Marseille), l'entreprise COFRAPEX (spécialisée notamment dans l'affrètement des navires en denrées alimentaires) etc.

Le « Club de la Croisière Marseille Provence » a pour objectif de poursuivre le développement du marché de la croisière sur le territoire et la promotion des atouts de Marseille Provence auprès des compagnies de croisière, en veillant à :

- coordonner l'offre et les actions des différents acteurs publics et privés,
- optimiser l'impact économique sur le territoire,
- s'assurer de l'acceptabilité de la croisière par les populations locales.

Dans ce cadre, le club

- initie, ou prête son concours à toutes réflexions sur les structures et l'environnement propres à favoriser l'accueil des paquebots de croisières et de leurs passagers,
- coordonne entre les membres du Club la mise en place d'une ligne de produits d'information et de documentation, assure leur réalisation et leur diffusion,

- conduit une politique de qualité parmi ses membres, afin de déboucher sur un label de reconnaissance "Croisières à Marseille",
- initie, coordonne et participe à toute action de notoriété, promotion ou publicité de la destination croisière à Marseille Provence, seul ou en partenariat avec d'autres structures de promotion ou d'autres ports français ou étrangers,
- organise au bénéfice du développement du marché de la croisière sur la place de Marseille les conventions et actions liées à cette activité,
- assure une information permanente du Club, envers ses propres adhérents, tout comme en externe notamment vers les médias,
- organise l'accueil personnalisé des armateurs de navires de croisière et de leurs représentants,
- coordonne les dispositions à mettre en œuvre pour faciliter le déroulement des escales de croisière,
- réalise des études économiques ou des enquêtes relatives à l'activité de la croisière,
- participe aux grands salons professionnels (comme le Cruise Shipping à Miami, Seatrade Europe à Hambourg),
- agit auprès des professionnels de la croisière, des compagnies aériennes et des agences de voyage,
- mène des actions d'amélioration de l'accueil des croisiéristes en partenariat étroit avec les compagnies de croisière et les partenaires locaux.

Acteur reconnu par l'Etat, le Grand Port Maritime de Marseille et les professionnels, le Club de la Croisière mène ainsi une politique active pour accompagner et dynamiser le développement de la filière à Marseille.

C'est grâce à cette action collective conduite sous son égide que les activités de croisière se sont développées de façon spectaculaire à Marseille ces dernières années : de 18 500 passagers en 1995, ce sont près d'1,6 millions de passagers accueillis en 2016.

Aujourd'hui, Marseille Provence se situe de ce fait à la 5e place des ports méditerranéens.

L'ambition portée pour 2020 est, avec l'accueil de 2 millions de croisiéristes, d'intégrer le « top 3 » en Méditerranée et le « top 10 » des ports mondiaux. Pour atteindre cet objectif dans un contexte concurrentiel accru, le Club propose à partir de 2017 un programme d'actions encore plus ambitieux et souhaite en pérenniser le financement. La modification de ses statuts adoptée à l'assemblée générale du 9 mars 2016 s'inscrit dans cette dynamique et permet ainsi l'entrée et conséquemment le soutien de nouveaux adhérents publics et privés.

En renouvelant son adhésion à l'association, la Métropole Aix-Marseille-Provence sera membre partenaire Prestige et fera partie du Conseil d'Administration du Club de la Croisière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'importance du développement du secteur de la Croisière sur le territoire métropolitain

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association « Club de la Croisière Marseille Provence ».

Article 2 :

Est approuvé le paiement de la cotisation 2017 à l'Association « Club de la Croisière Marseille Provence » d'un montant de 15 000 euros.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence Sous-politique B330 – Nature 6281 – Fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Voirie, Espaces
Publics et Grands
équipements métropolitains"***

VOI 001-1996/17/BM

**■ Approbation d'une convention de fonds de concours pour l'installation de contrôles d'accès en vue de la piétonisation du centre ancien de La Ciotat
MET 17/3188/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences obligatoires qui lui sont dévolues notamment en matière de Voirie.

La loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales a modifié par son article 186-111, l'article L5212-26 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cette modification a eu pour incidence de poser le cadre d'attribution de fonds de concours dans les termes suivants :

« Afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du Conseil Métropolitain et des Conseils Municipaux concernés. »

Par courrier du 8 décembre 2016, Monsieur le Maire de La Ciotat a proposé à la Métropole Aix-Marseille-Provence de contribuer au programme de travaux relatif à la piétonisation de la zone du Vieux La Ciotat, pour un montant de 150 000 euros TTC en 2017 et 150 000 euros TTC en 2018, soit 300 000 euros TTC pour cette opération.

La piétonisation de la zone du Vieux La Ciotat doit permettre la création d'un espace public attractif et piéton après rénovation de l'habitat et des commerces.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La Loi N°2004-809 du 13 Août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le courrier de Monsieur Le Maire de La Ciotat.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la rénovation urbaine du Vieux La Ciotat nécessite un aménagement piétonnier important;
- Que la Ville de La Ciotat souhaite apporter sa contribution financière à ce programme de piétonisation ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'engagement de la Ville de La Ciotat en tant qu'offre unilatérale de concours.

La Ville de La Ciotat s'engage à contribuer au coût des travaux visés, pour un montant de 300 000 euros TTC réparti à montant égal entre l'exercice 2017 et l'exercice 2018.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec la Ville de La Ciotat.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout autre document nécessaire à sa bonne exécution.

Article 4 :

Les crédits sont inscrits au Budget Général de la Métropole – Opération n°2013100100 - Sous-politique : C310 – Nature : 74741 – Fonction : 844

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 002-1997/17/BM

**■ Approbation de la convention de cofinancement et de partenariat relative à l'opération d'amélioration de l'accès à la Porte 4 du Port de Marseille
MET 17/3334/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Charte Ville-Port, signée en 2013 par les institutions publiques (Etat, Conseil Régional, Conseil Départemental 13, Communauté urbaine de Marseille, Ville de Marseille), le Grand Port Maritime de Marseille (GPMM) et Euroméditerranée, affirme la nécessaire adaptation des bassins de Marseille et la réallocation des sites par blocs d'exploitations cohérents.

Consécutivement à la restructuration des terminaux à passagers engagée par le Grand Port Maritime de Marseille (relocalisation du trafic Maghreb au Cap Janet et du trafic Corse à Arenç) une étude de préféabilité a été conduite par la DREAL et le GPMM en faveur du réaménagement de la porte 4 du port située dans le 15ème arrondissement de Marseille.

Cette étude a mis en avant le fait que les voiries d'accès à la porte 4 supportent un trafic routier intense (jusqu'à 3040 véhicules/heure en entrée/sortie de la porte 4 au moment des débarquements) mélangeant les poids lourds porte-conteneurs qui desservent le terminal de Mourepiane, les cars de tourisme, les taxis, les véhicules particuliers du terminal croisière, les embarquements et débarquements des passagers des ferries.

Ce trafic routier est générateur de conflits d'usages et pose des problèmes de confort et de sécurité pour les piétons. Par ailleurs la porte 4 souffre d'un manque de lisibilité de l'accès et des points de dépose ainsi qu'un déficit de places de stationnement.

L'étude de préféabilité a permis de retenir une solution de réaménagement des voiries pour améliorer l'accessibilité en dédoublant la porte 4 via la création d'une porte 4bis dédiée aux flux vers l'international.

Le Comité de pilotage de la Charte Ville-Port du 10 juin 2016 a acté que la Métropole assurerait la maîtrise d'ouvrage du projet d'aménagement de la desserte routière du terminal international en articulation avec les travaux pilotés par le Grand Port Maritime de Marseille dans son emprise.

Cette opération est inscrite à l'avenant n°2 du Contrat de Plan État-Région 2015-2020 adopté par l'Assemblée régionale du 13 juillet 2016 et retranscrit dans la convention départementale d'application des Bouches du Rhône, adoptée par l'Assemblée régionale du 3 novembre 2016, sur la

base d'une enveloppe budgétaire évaluée à 10,5 M€ HT.

A cet égard, par délibération VOI 009-1277/16/BM du 15 décembre 2016 du Bureau de la Métropole, a été approuvée une convention de partenariat et de financement, permettant la prise en charge d'une partie de l'investissement.

Ainsi, au titre de ladite convention, les cofinancements étaient stipulés selon la clé de répartition suivante :

- Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône : 4 000 000 euros
- Région Provence-Alpes-Côte d'Azur : 2 500 000 euros
- Métropole Aix-Marseille-Provence : 4 000 000 euros

Depuis cette délibération au Bureau de la Métropole, les services du GPMM ont échangé avec le Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable (CGEDD), autorité environnementale de niveau national, qui doit se prononcer sur le contenu de l'étude d'impact, inhérent à l'opération portée par le GPMM, dans l'emprise du Grand Port, sur environ 4 hectares.

Le CGEDD a clairement indiqué que l'étude devrait prendre en considération les impacts de l'opération portée par le GPMM, mais également de l'opération portée par la Métropole pour la réalisation de la voie d'accès à la Porte 4bis.

Ainsi, considérant la nécessité de réaliser une étude d'impact englobant les impacts des deux opérations, et considérant que le projet du GPMM est celui qui nécessite le déclenchement de cette étude, il est convenu que ce dernier porterait à titre principal l'étude d'impact, la Métropole apportant les compléments nécessaires qui incombent à son périmètre d'intervention.

En conséquence, afin d'intégrer cet élément nouveau dans la convention, il est convenu d'abroger la délibération n° VOI 009-1277/16/BM du 15 décembre 2016, approuvant la convention initiale, et de soumettre au bureau la convention modifiée pour le motif sus-évoqué.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et
- d'affirmation des métropoles;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération VOI 009-1277/16/BM du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016, approuvant convention de cofinancement et de partenariat relative à l'opération d'amélioration de l'accès à la Porte 4 du Port de Marseille à Marseille (15ème arrondissement)
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient d'établir, sur le fondement d'éléments nouveaux, une nouvelle convention de cofinancement et de partenariat entre les différents partenaires concernés par l'opération d'amélioration de l'accès à la Porte 4 du port de Marseille, à Marseille.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération VOI 009-1277/16/BM du 15 décembre 2016 du Bureau de la Métropole

Article 2 :

Est approuvée la nouvelle convention de cofinancement et de partenariat ci-annexée relative à l'opération d'amélioration de l'accès à la Porte 4 du port de Marseille, à Marseille.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les imputations budgétaires suivantes : opération d'investissement 2017103900 - Nature : 23152 - Fonction : 811 - Sous-politique : C311.

Article 5 :

Les recettes seront constatées aux budgets 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 003-1998/17/BM

■ Approbation de l'avenant n°3 à la convention cadre n°14/1457 de réseaux avec Enedis, relative à la réalisation de la ligne de Bus à Haut Niveau de Service Castellane/Luminy à Marseille (6ème, 8ème et 9ème arrondissements) MET 17/3153/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération DTUP 001-010/14/BC du 21/02/2014, le Bureau de la Communauté urbaine a approuvé une convention cadre entre Electricité Réseau Distribution France (ErDF) et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) pour permettre la réalisation des travaux de dévoiement et de rénovation de réseaux de l'occupant, nécessaires à la réalisation de la ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre la place Castellane et le pôle universitaire de Luminy.

Dans la continuité de cette convention cadre, ErDF a souhaité profiter du projet de BHNS Castellane/Luminy pour renouveler et développer son réseau de distribution HTA entre l'Obélisque de Mazarques et le Pont Mireille (secteur 3A) d'une part et entre le rond-point Pierrien et la faculté de Luminy (secteur 4), d'autre part.

Un avenant n°1 à la convention cadre a précisé les modalités de réalisation de ces travaux ainsi que la répartition de leur prise en charge financière. Par ailleurs, après analyse des plans de son réseau, l'occupant a constaté qu'une partie du réseau électrique était impactée par l'opération BHNS. Cela nécessite qu'il soit procédé au déplacement et à l'enfouissement d'une partie des installations électriques aériennes et enterrées entre l'Obélisque de

Mazargues et le rond-point Pierrien (Secteurs 3A et 3B), afin de les rendre compatibles avec le projet de BHNS.

Un avenant n°2 a précisé les modalités d'études et de réalisation de ces travaux ainsi que la répartition de leur prise en charge financière.

Lesdits travaux ont d'ores et déjà été réalisés sur le secteur 3A, et les dépenses engagées sont en cours de recouvrement auprès d'Enedis (nouvelle dénomination d'ErDF).

Parallèlement au projet de BHNS Castellane/Luminy, Enedis a finalisé la 2nde phase nécessaire à la rénovation du réseau de distribution HTA entre le Pont Mireille et le campus de Luminy (secteurs 3B et 4). Ainsi, les linéaires de tranchées à creuser et de câbles à poser mentionnés dans la convention cadre et dans l'avenant n°1 ont pu être ajustés.

Par ailleurs, l'attribution du marché de Voirie et Réseaux Divers du BHNS entre le Pont Mireille et le rond-point Pierrien permet d'affiner les montants prévisionnels indiqués dans la convention cadre pour le secteur 3B.

L'avenant n°3 présenté ci-après, précise donc les nouvelles modalités de réalisation des travaux du réseau de distribution HTA entre le Pont Mireille et le rond-point Pierrien (secteur 3B) d'une part, et entre le rond-point Pierrien et le campus de Luminy (secteur 4) d'autre part, ainsi que la répartition de leur prise en charge financière.

Il fait notamment apparaître la répartition financière suivante entre les parties :

A la charge de la Métropole (141 050,82 € HT) :

- Secteur 3B : 42 755,62 € HT
- Secteur 4 : 98 295,20 € HT

A la charge d'Enedis (203 751,89 € HT) :

- Secteur 3B : 57 770,48 € HT
- Secteur 4 : 145 981,41 € HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DTUP 001-010/14/BC du 21 février 2014 approuvant une convention cadre de déviation de réseaux avec Electricité Réseau Distribution France (ErDF) ;
- La délibération DTM 001-641/15/BC du 19 février 2015 approuvant l'avenant n°1 à la convention cadre de déviation de réseaux avec Electricité Réseau Distribution France (ErDF) ;
- La délibération DTM 002-1525/15/BC du 21 décembre 2015 approuvant l'avenant n°2 à la convention cadre de déviation de

réseaux avec Electricité Réseau Distribution France (ERDF) ;

- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 17 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'actualiser les modalités techniques et financières figurant dans la convention cadre n°14/1457 et ses avenants n°1 et n°2 relatives à la rénovation du réseau de distribution HTA d'Enedis ;
- Que ces adaptations peuvent-être rattachées par un avenant n°3 à la convention cadre n°14/1457 visée.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°3, ci annexé, à la convention cadre n°14/1457 conclue avec Electricité Réseau Distribution France (ErDF) relative à la réalisation de travaux de dévoiement et de rénovation de réseaux, dans le cadre du projet de ligne de Bus à Haut Niveau de Service Castellane/Luminy à Marseille (6^{ème}, 8^{ème} et 9^{ème} arrondissements).

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant n°3 à la convention n°14/1457, ainsi que tous les avenants ultérieurs à cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous le numéro d'opération : 2013108700 - Nature : 4582286 pour compte de tiers – Fonction : 851 – Sous-Politique : C 311.

Article 4 :

Les recettes seront constatées aux budgets 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous le numéro d'opération : 2013108700 - Nature : 4582286 – Fonction : 851 – Sous-Politique : C311.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 004-1999/17/BM

**■ Approbation d'une convention pour les travaux de déviation du réseau FEEDER d'eau potable DN 1200 dans le cadre de l'aménagement et la création de voies à Saint Barthélémy Picon-Busserine à Marseille (14ème arrondissement)
MET 17/3242/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le quartier St Barthélémy-Picon- Busserine fait l'objet d'une importante restructuration urbaine dans le cadre d'une convention ANRU signée le 10 octobre 2010. En accompagnement de l'amélioration de l'habitat, cette restructuration a pour objet de désenclaver les quartiers et de redonner des usages urbains aux espaces, notamment par la séparation des espaces publics et privés.

Au titre des compétences en matière de voirie et d'infrastructure qui lui sont dévolues, la Métropole Aix-Marseille-Provence assure la maîtrise d'ouvrage de l'aménagement et de la création de voies sur l'ensemble du secteur, en accompagnement à la mise en œuvre du programme d'amélioration de l'habitat. Les travaux consistent à reprendre une partie des réseaux vétustes, et à réorganiser la circulation en créant notamment des traversées du quartier, celui-ci étant actuellement organisé en impasse. Cette opération s'accompagne également d'une requalification des espaces publics avec des aménagements de qualité.

Le projet urbain du Plan de Renouvellement Urbain (PRU) du quartier St Barthélémy Picon-Busserine prévoit plusieurs phases d'aménagement : la première phase d'aménagement est achevée, les travaux de la seconde phase sont actuellement en cours. Ils comprennent notamment la déviation du réseau FEEDER d'eau potable de diamètre 1200mm, sur un linéaire de 230 ml sous la rue Busserine, à l'Ouest de l'avenue Raimu.

Les projets d'aménagement urbains prévus dans ce secteur ne permettraient pas de maintenir la canalisation existante : les surcharges de terres envisagées engendrant des déformations incompatibles avec sa structure.

Ce réseau est le plus important réseau de transport d'eau potable de Marseille. Il alimente en effet 480 000 habitants, c'est-à-dire une partie des quartiers Nord, la colline Perrier et tout ou partie du Centre-Ville selon la régulation des réseaux.

Conformément à l'article 62 du contrat de Délégation du Service Public de l'Eau Potable, le délégataire, la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM) doit procéder au contrôle des études et des travaux d'extension ou de renforcement réalisés par des tiers si ces derniers portent sur des ouvrages

d'eau potable destinés à être incorporés au service délégué.

La présente convention fixe les modalités techniques et financières de réalisation de ce contrôle.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 17 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les travaux d'extension du réseau FEEDER d'eau potable dit «Busserine» DN 1200, sur un linéaire de 230 ml sous la rue Busserine à l'Ouest de l'avenue Raimu, réalisés par la Métropole Aix-Marseille-Provence doivent faire l'objet d'un contrôle du Déléataire SEMM, au titre de l'Article 62 du contrat de délégation du Service Public de l'Eau Potable.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative au contrôle des études et des travaux par le Déléataire SEMM, de la déviation du réseau FEEDER d'eau potable dit «Busserine» DN 1200, sous la rue Busserine, à l'Ouest de l'avenue Raimu, dans le cadre du Plan de Renouvellement Urbain St

Barthélémy-Picon- Busserine, à Marseille (14^{ème} arrondissement).

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention avec la SEMM.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

LES DELIBERATIONS
CONSEIL DU 18 MAI 2017

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Conseil de la Métropole

18 MAI 2017

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et aux portes des Hôtel de Ville des Communes Membres à partir du et ce, pour une durée d'un mois.



ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Guy ALBERT - Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Christophe AMALRIC - Michel AMIEL - Patrick APPARICIO - Philippe ARDHUIN - Sophie ARTARIA-AMARANTINIS - Michel AZOULAI - René BACCINO - Mireille BALLETTI - Loïc BARAT - Sylvia BARTHELEMY - Marie-Josée BATTISTA - Yves BEAUVAL - François BERNARDINI - Sabine BERNASCONI - Jean-Pierre BERTRAND - Jacques BESNAÏNOU - Solange BIAGGI - Roland BLUM - Patrick BORÉ - Jacques BOUDON - Nadia BOULAINSEUR - Frédéric BOUSQUET - Valérie BOYER - Marie-Christine CALATAYUD - Henri CAMBESSEDES - Jean-Louis CANAL - Laure-Agnès CARADEC - Eric CASADO - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Philippe CHARRIN - Gaby CHARROUX - Maurice CHAZEAU - Gérard CHENOZ - Jean-David CIOT - Frédéric COLLART - Jean-François CORNO - Pierre COULOMB - Georges CRISTIANI - Sandrine D'ANGIO - Michel DARY - Monique DAUBET-GRUNDLER - Philippe DE SAINTDO - Sophie DEGIOANNI - Jean-Claude DELAGE - Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES - Bernard DESTROST - Sylvaine DI CARO - Nouriati DJAMBAE - Pierre DJIANE - Marie-France DROPY OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Hervé FABRE-AUBRESPY - Nathalie FEDI - Jean-Claude FERAUD - Gilbert FERRARI - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Dominique FLEURY VLASTO - Arlette FRUCTUS - Josette FURACE - Loïc GACHON - Daniel GAGNON - Alexandre GALLESE - Danièle GARCIA - Jean-Claude GAUDIN - Gérard GAZAY - Jacky GERARD - Samia GHALI - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Bruno GILLES - Georges GOMEZ - Philippe GRANGE - Jean-Christophe GROSSI - Albert GUIGUI - Frédéric GUINIERI - Daniel HERMANN - Garo HOVSEPIAN - Eliane ISIDORE - Nicolas ISNARD - Noro ISSAN-HAMADY - Bernard JACQUIER - Nicole JOULIA - Mireille JOUVE - André JULLIEN - Didier KHELFA - Nathalie LAINE - Dany LAMY - Eric LE DISSÈS - Michel LEGIER - Gaëlle LENFANT - Jean-Marie LEONARDIS - Hélène LHEN-ROUBAUD - Marie-Louise LOTA - Jean-Pierre MAGGI - Irène MALAUZAT - Richard MALLIÉ - Joël MANCEL - Stéphane MARI - Jeanne MARTI - Régis MARTIN - Bernard MARTY - Florence MASSE - Georges MAURY - Roger MEI - Danielle MENET - Arnaud MERCIER - Xavier MERY - Marie-Claude MICHEL - Michel MILLE - Danielle MILON - Pierre MINGAUD - Jean-Claude MONDOLINI - Jean MONTAGNAC - Pascal MONTECOT - Yves MORAINÉ - Pascale MORBELLI - Roland MOUREN - Patrick PADOVANI - Didier PARAKIAN - Chrystiane PAUL - Christian PELLICANI - Elisabeth PHILIPPE - Stéphane PICHON - Nathalie PIGAMO - Catherine PILA - Marc POGGIALE - Gérard POLIZZI - Henri PONS - Véronique PRADEL - Muriel PRISCO - Marine

PUSTORINO-DURAND - Bernard RAMOND - Martine RENAUD - Maryvonne RIBIERE - Jean ROATTA - Maryse RODDE - Carine ROGER - Georges ROSSO - Alain ROUSSET - Michel ROUX - Roger RUZE - Florian SALAZAR-MARTIN - Sandra SALOUM-DALBIN - Isabelle SAVON - Eric SCOTTO - Jean-Pierre SERRUS - Emmanuelle SINOPOLI - Marie-France SOURD GULINO - Jules SUSINI - Luc TALASSINOS - Francis TAULAN - Dominique TIAN - Jean-Louis TIXIER - Maxime TOMMASINI - Jocelyne TRANI - Claude VALLETTE - Martine VASSAL - Josette VENTRE - Philippe VERAN - Yves VIDAL - Frédéric VIGOUROUX - Patrick VILORIA - David YTIER - Didier ZANINI - Kheira ZENAFI - Karim ZERIBI.

ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :

Mesdames et Messieurs :

Serge ANDREONI représenté par David YTIER - André BERTERO représenté par Joël MANCEL - Jean-Louis BONAN représenté par Patrick BORÉ - Gérard BRAMOULLE représenté par Jules SUSINI - Christian BURLLE représenté par Jean-Pierre SERRUS - Marie-Arlette CARLOTTI représentée par Muriel PRISCO - Martine CESARI représentée par Danièle GARCIA - Auguste COLOMB représenté par Henri PONS - Monique CORDIER représentée par René BACCINO - Christian DELAVET représenté par Guy ALBERT - Eric DIARD représenté par Roland MOUREN - Frédéric DOURNAYAN représenté par Frédéric COLLART - Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI représentée par Gaby CHARROUX - Olivier FREGEAC représenté par Régis MARTIN - Hélène GENTE-CEAGLIO représentée par Marie-France SOURD GULINO - Maryse JOISSAINS MASINI représentée par Alexandre GALLESE - Robert LAGIER représenté par Georges CRISTIANI - Albert LAPEYRE représenté par Gérard CHENOZ - Gisèle LELOUIS représentée par Loïc BARAT - Laurence LUCCIONI représentée par Monique DAUBET-GRUNDLER - Christophe MASSE représenté par Florence MASSE - Richard MIRON représenté par Michel AZOULAI - André MOLINO représenté par Georges ROSSO - Virginie MONNET-CORTI représentée par Nathalie FEDI - Jérôme ORGEAS représenté par Patrick GHIGONETTO - Stéphane PAOLI représenté par Maurice CHAZEAU - Patrick PAPPALARDO représenté par Maxime TOMMASINI - Roger PELLENC représenté par Jean-Claude FERAUD - Patrick PIN représenté par André JULLIEN - Roger PIZOT représenté par Jean-David CIOT - Jean-Jacques POLITANO représenté par Jean-Christophe GROSSI - René RAIMONDI représenté par Michel AMIEL - Julien RAVIER représenté par Valérie BOYER - Stéphane RAVIER représenté par Sandrine D'ANGIO - Marie-Laure ROCCA-SERRA représentée par Martine RENAUD - Lionel ROYER-PERREAUT représenté par Michèle EMERY - Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE représentée par Philippe DE SAINTDO - Guy TEISSIER représenté par Jean-Pierre BERTRAND - Yves WIGT représenté par Patrick APPARICIO - Karima ZERKANI-RAYNAL représentée par Francis TAULAN.

ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :

Mesdames et Messieurs :

Christian AMIRATY - Guy BARRET - Jean-Pierre BAUMANN - Odile BONTHOUX - Michel BOULAN - Michel CATANEO - Anne CLAUDIUS-PETIT - Laurent COMAS - Robert DAGORNE - Claude FILIPPI - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - Olivier GUIROU - Michel ILLAC - Michel LAN - Stéphane LE RUDULIER - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Antoine MAGGIO - Bernard MARANDAT - Rémi MARCENGO - Marcel MAUNIER - Patrick MENNUCCI - Yves MESNARD - Marie MUSTACHIA - Lisette

Commission "Finances et Administration Générale"

FAG 001-2001/17/CM

**■ Approbation des nouveaux statuts de la Régie
Action Sociale et désignation des membres de
son Conseil d'Exploitation
MET 17/2696/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 479/07 du 9 novembre 2007, a été approuvée la création de la Régie Action Sociale (R.A.S.) chargée de la gestion des prestations d'action sociale des agents, de leurs ayants-droits, des retraités et de leurs ayants-droits du SAN Ouest Provence, ainsi que ses statuts.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit aux six anciens Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), fusionnés conformément à la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

La R.A.S étant une régie dotée de la seule autonomie financière, il appartient au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'approuver toute modification de ses statuts.

Il est proposé aujourd'hui, de modifier les statuts de la régie et notamment l'article 4 A), C), E) 1) 2) des statuts de la R.A.S. relatif à la composition du Conseil d'exploitation de la manière suivante :

« A) Composition

Le Conseil d'exploitation est composé de 19 membres répartis comme suit :

-Les représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

► 10 conseillers métropolitains ;

En cas d'absence d'un de ces membres lors d'un Conseil d'exploitation, celui-ci pourra donner procuration à un autre membre du Conseil d'exploitation.

-Les personnes « ès-qualités » choisies parmi les membres du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence :

► 3 personnes « ès-qualités ».

En cas d'absence d'un de ces membres lors d'un Conseil d'exploitation, celui-ci pourra donner procuration à un autre membre « ès-qualités » du Conseil d'exploitation.

- Les Représentants du personnel :

► 6 représentants syndicaux titulaires siégeant en commission administrative paritaire (CAP) désignés par le Conseil de la Métropole conformément aux dispositions suivantes :

Répartition des 6 sièges au Conseil d'exploitation par catégorie :

Catégorie A : 1 poste

Catégorie B : 1 poste

Catégorie C : 4 postes.

Chaque organisation proposera ses représentants (membres de la CAP) pour siéger sur les postes qui leurs sont dévolus par catégorie. La désignation intervient par délibération du Conseil de la Métropole.

Pour chaque siège de titulaire attribué par catégorie à une organisation syndicale, lui est attribué le siège de suppléant correspondant de la même catégorie.

Ainsi, tout représentant syndical occupant un poste de titulaire peut se faire représenter par un représentant suppléant de la même catégorie et désigné par la même organisation syndicale.

[...]

C) Durée des fonctions

Conformément aux dispositions de l'article R 2221-4-3° du CGCT, la durée des fonctions de membres du Conseil d'exploitation, ainsi que la durée du mandat du Président ne peuvent excéder celle du mandat des membres du Conseil de la Métropole.

Le renouvellement des membres du Conseil d'exploitation se fera dans les trois mois suivant le renouvellement des conseillers métropolitains en ce qui concerne les représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence et les personnes « ès-qualités » choisies parmi les membres du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence et dans les trois mois suivant les élections professionnelles désignant les membres de la C.A.P. pour les représentants du personnel.

En cas de vacance de siège, pour quelle que cause que ce soit (notamment pour le personnel : démission de l'organisation syndicale, perte du siège en commission administrative paritaire, démission du siège en conseil d'exploitation), survenant plus de six mois avant l'expiration du mandat des membres, un autre représentant est désigné dans un délai maximum de 3 mois selon les règles ci-dessous :

- pour les représentants de la Métropole et les personnes « ès-qualités » : désignation par le Conseil de la Métropole sur proposition de son Président,

- pour le personnel : désignation par Conseil de la Métropole après proposition par l'organisation à laquelle appartient le poste vacant et dans le respect de la catégorie.

[...]

E) Fonctionnement

1) Convocation au Conseil d'exploitation :

Le Conseil d'exploitation se réunit au moins tous les trois mois. Il est en outre réuni chaque fois que le Président le juge utile, ou sur la demande du Préfet ou de la majorité de ses membres. (Article R 2221-9 du CGCT).

Les convocations sont adressées aux titulaires par lettre ou mail au moins cinq jours francs avant la date de réunion du Conseil d'exploitation. Ce délai est porté à un jour franc en cas d'urgence, sur décision du Président. Les convocations mentionnent l'heure à laquelle le Conseil d'exploitation débutera sa séance. Elles prévoient néanmoins, une heure de reconvoque en cas de non atteinte du quorum en début de séance. Elles sont accompagnées de l'ordre du jour et des rapports relatifs aux différents points qui y sont inscrits.

L'ordre du jour est arrêté par le Président du Conseil d'exploitation.

En cas d'empêchement de se rendre à la réunion, le membre doit avertir la Régie Action Sociale et lui indiquer si procuration est donnée à un autre membre du Conseil d'exploitation.

Le représentant du personnel empêché remet sa convocation au suppléant de la même catégorie et de la même organisation syndicale qui le représentera lors de la séance. Si aucun suppléant n'est disponible, le représentant titulaire empêché en avise la régie.

2) Organisation des séances et quorum

Le Directeur assiste aux séances avec voix consultative sauf lorsqu'il est personnellement concerné par l'affaire en discussion.

Le Président est assisté d'un agent de la Régie pour le secrétariat de séance. Un sténotypiste peut également être présent pour faciliter la rédaction du procès verbal.

Les séances ne sont pas publiques.

Les séances ne peuvent se tenir que lorsque la moitié des membres en exercice sont présents ou représentés dont la majorité des représentants de la Métropole et des personnes « ès-qualités ». Si ce quorum n'est pas atteint, le Conseil d'exploitation est reconvoqué, le jour même à 30 minutes au moins d'intervalle de l'heure de la première convocation et la séance peut valablement se tenir quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Le président peut inviter en séance du Conseil d'exploitation toute personne extérieure qualifiée sur un point particulier de l'ordre du jour. Cette personne ne participe pas au vote.

Le Président est chargé de veiller au respect des présents statuts lors des séances et d'assurer la bonne tenue et la discipline des réunions. ».

La présente modification des statuts de la R.A.S. nécessite de procéder à une nouvelle désignation des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence et des personnes « ès-qualités » au sein de la R.A.S.

Il est donc proposé au Conseil de la Métropole de procéder à la modification des statuts de la R.A.S. quant aux règles de composition des membres de son Conseil d'exploitation et de procéder aux désignations de ses membres au sein du Conseil d'exploitation de la R.A.S.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 479/07 du Comité syndical du SAN Ouest Provence du 9 novembre 2007 relative à la création d'une régie dotée de la seule autonomie financière, à caractère administratif, pour la gestion des prestations d'action sociale au profit des agents de Ouest Provence et de leurs ayants droit.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la nouvelle rédaction de l'article 4 des statuts de la Régie d'Action Sociale.

Article 2 :

Les désignations des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein du Conseil d'exploitation de la R.A.S. telles qu'elles figurent dans la délibération n° HN 003-136/16/CM du 28 avril 2016 sont abrogées.

Article 3 :

Sont approuvées les désignations au sein du Conseil d'exploitation de la R.A.S. suivantes :

Les représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, conseillers métropolitains :

- Monsieur Jean-Claude GAUDIN
- Monsieur François BERNARDINI
- Monsieur Yves VIDAL
- Monsieur Martial ALVAREZ
- Monsieur Daniel GAGNON
- Monsieur Frédéric VIGOUROUX
- Monsieur René RAIMONDI
- Monsieur Gilbert FERRARI
- Monsieur Eric CASADO
- Monsieur Nicolas JOULIA

Les personnes « ès-qualités » choisies parmi les membres du Conseil de territoire Istres Ouest Provence

- Madame Laetitia DEFFOBIS
- Madame Muriel GINIES
- Madame Claudie MORA

Les représentants du personnel :

Catégorie A :

Monsieur Patrice AYACHE en qualité de titulaire et Madame Evelyne FICK-CORTES en qualité de suppléante,

Catégorie B :

Madame Carine RIQUIER-PINET en qualité de titulaire et Madame Cécile TORINO en qualité de suppléante,

Catégorie C :

-Monsieur Moktar BENSALD en qualité de titulaire et Madame Anne-Laure RIOU en qualité de suppléante,
-Monsieur Alain PEROT en qualité de titulaire et Monsieur Mohamed REKAÏKI en qualité de suppléant,
-Madame Nadège PITALUGUE en qualité de titulaire et Monsieur Christophe SPANO en qualité de suppléant,
-Monsieur Karim YAGOUB en qualité de titulaire et Madame Elisabeth MAUSSI en qualité de suppléante,

Article 4 :

Est approuvée la version consolidée des statuts de la R.A.S. telle qu'elle figure en annexe de la présente.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 002-2002/17/CM

■ Approbation de l'avenant n° 1 à la convention de mise à disposition de personnels auprès de la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence pour l'exercice 2017

MET 17/3340/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°033-1036/16/CM du 17 octobre 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la convention de mise à disposition de personnels liés aux fonctions administratives, techniques, culturelles et d'animation pour l'exercice 2017 au profit de la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence, régie personnalisée, à caractère industriel et commercial, chargée de la gestion du spectacle vivant et du cinéma sur le territoire de Istres-Ouest Provence.

Dans le cadre d'une mobilité en vue de pourvoir un poste vacant «d'hôtesse d'accueil contrôle», il convient de modifier par avenant l'annexe à la convention initiale, relative à la liste des emplois mis à disposition auprès de la Régie pour prendre en compte la modification touchant au changement de filière du poste concerné puisque l'agent nommé sur ce poste relève de la filière animation et non de la filière administrative, tel que prévu ci-dessous :

Version actuelle :

- Catégorie : C
- Filière : Administrative
- Fonction : Hôtesse d'accueil contrôle
- Quotité : 100 %

Modification objet de l'avenant :

- Catégorie : C
- Filière : Animation
- Fonction : Hôtesse d'accueil contrôle
- Quotité :100 %

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 033-1036/16/CM du 17 octobre 2016 du Conseil de la Métropole approuvant la convention avec la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence, relative à la mise à disposition de personnels liés aux fonctions administratives, techniques, culturelles et d'animation pour l'exercice 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 17 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'en raison d'une mobilité d'un agent issu de la filière animation en vue de pourvoir un poste vacant d'hôtesse d'accueil contrôle au sein de la Régie Culturelle Scènes et Cinés Ouest Provence, jusque là tenu par un agent de la filière administrative ;
- Qu'il convient dès lors de prendre en compte ce changement de filière du poste concerné en modifiant par avenant l'annexe à la convention initiale de mise à disposition auprès de la Régie telle qu'approuvée par la délibération n° 033-1036/16/CM du 17 octobre 2016 du Conseil de la Métropole ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé, l'avenant n°1 ci-annexé à la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence, relative à la mise à disposition de personnels liés aux fonctions administratives, techniques, culturelles et d'animation pour l'exercice 2017, modifiant l'annexe fixant la liste des emplois mis à disposition auprès de la dite Régie telle que présentée en annexe.

Article 2 :

Les dispositions de la convention de mise à disposition de personnel pour l'exercice 2017 au profit de la Régie Culturelle Scènes et Cinés Ouest Provence issues de la délibération n° 033-1036/16/CM du 17 octobre 2016, restent inchangées.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 003-2003/17/CM

**■ Dispositif d'accueil de stagiaires étudiants ou en périodes de formation en milieu professionnel
MET 17/3487/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les collectivités territoriales et les établissements publics disposent de la possibilité d'accueillir des étudiants dans le cadre de leur stage obligatoire en milieu professionnel. Ils contribuent, par leurs compétences et la mise en œuvre pratique de leurs connaissances théoriques, à la réalisation de missions de la collectivité.

Tel est le cas pour la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Ce dispositif valorise l'image de l'administration auprès des jeunes et des établissements dans lesquels ils sont formés.

Il permet également de développer de nombreux projets sur des thématiques variées et essentielles au développement de l'établissement.

Lors de l'accomplissement de leur stage, ces étudiants sont amenés à engager divers frais (transport, repas ...).

Ainsi, la loi n°2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche pose une obligation de principe : lorsque la durée de stage auprès d'un même employeur public ou privé dépasse deux mois consécutifs ou non au cours d'une même année scolaire universitaire, le stagiaire a droit à une gratification versée mensuellement.

Par ailleurs, la loi n°2014-788 du 10 juillet 2014 tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires a posé un nouveau cadre juridique, renforçant les obligations des personnes publiques et privées qui accueillent des stagiaires, à savoir :

- les stagiaires issus de l'enseignement secondaire bénéficient désormais des mêmes droits que ceux qui poursuivent des études supérieures ;
- le nombre de stagiaires accueillis au sein de l'institution, la durée des stages et les

- missions confiées aux intéressés sont encadrés ;
- les obligations de suivi sont renforcées, notamment avec l'obligation de désigner un tuteur chargé de l'accueil et de l'accompagnement du stagiaire ;
 - lorsque la durée d'un stage ou d'une période de formation en milieu professionnel au sein d'un même organisme d'accueil est supérieure à deux mois consécutifs ou non, au cours d'une même année scolaire ou universitaire, ce stage ou cette période de formation fait l'objet d'une gratification versée mensuellement, en plus des avantages en nature. Cette dernière n'a pas de caractère d'un salaire au sens de l'article L.3221-3 du Code du Travail. Le montant de la gratification est fixé à un niveau minimal de 15% du plafond horaire de la sécurité sociale, défini en application de l'article L.241-3 du Code de la Sécurité Sociale.

Ainsi, chaque période au moins égale à 7 heures de présence, consécutive ou non, est considérée comme équivalente à un jour, et chaque période au moins égale à 22 jours de présence consécutifs ou non est considérée comme équivalente à un mois. Toutefois, un décret peut fixer ce montant planché à un niveau supérieur.

L'ensemble de ces dispositions, figurant aux articles L.124-1 à L.124-20 du Code de l'Education, s'appliquent de plein droit. Le budget lié à l'accueil des stagiaires étudiants ou en périodes de formation en milieu professionnel est inscrit au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Education, notamment les articles L124-1 à L124-20, cadre général des stages en entreprise, articles D124-1 à D124-9, pour l'obligation de la convention de stage et de la rémunération du stage ;
- Le Code de la Sécurité Sociale, notamment l'article, D242-2-1 relatif au montant minimum,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La loi n°2014-788 du 10 juillet 2014 tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires ;
- Le décret n°2014-1420 du 27 novembre 2014 relatif à l'encadrement des périodes de formation en milieu professionnel et des stages ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté du 29 décembre 2014 relatif aux conventions de stage dans l'enseignement supérieur ;
- La circulaire Urssaf n°2015-0000042 du 2 juillet 2015 sur le statut des stagiaires ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe d'accueil de stagiaires étudiants ou en formation professionnelle, au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Est approuvée la gratification du stagiaire étudiant ou en formation professionnelle calculée sur la base du temps de présence effective du stagiaire dans l'organisme d'accueil, dans les conditions prévues par l'article D124-6 du Code de l'Education Nationale.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 004-2004/17/CM

**■ Approbation du Contrat Enfance et Jeunesse, conclu avec la Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône, au titre de la réservation de berceaux au sein de la crèche inter-entreprises Cap Canailles
MET 17/3485/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération FCT 006-1027/09/CC du 19 février 2009, l'assemblée délibérante a entériné les modalités de participation de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à la création d'une crèche inter-entreprises "Cap Canailles" dans le quartier de la Joliette (Marseille, 2ème arrondissement), en fixant notamment les modalités de fonctionnement de la structure d'accueil, et plus particulièrement les critères d'éligibilité et d'attribution des places en faveur du personnel.

Le dispositif contractuel afférent à cette prestation s'adosse sur :

- Un "Contrat Enfance et Jeunesse", convention d'objectifs et de financement conclu entre les entreprises réservataires et la Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône.

Ladite convention n° 14/1024, notifiée le 22 janvier 2014, précise notamment les modalités de versement d'une "prestation de service enfance et jeunesse" au profit des entreprises réservataires, jusqu'au 31 décembre 2016.

- Un contrat de réservation de 12 berceaux conclu entre la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et la société Crèche Attitude Joliette.

Ledit contrat n° 13/1009, notifié le 8 janvier 2013, a été modifié par avenant n°17/0004, notifié le 17 janvier 2017, pour une durée d'un an, du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2017.

L'installation de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016 s'inscrit dans la continuité de l'action et de la qualité de service, et à ce titre, le pacte de gouvernance financier et fiscal, approuvé par délibération du Conseil de la Métropole FAG 001-30/06/16 CM du 30 juin 2016, affirme le maintien des avantages sociaux collectifs proposés aux agents par les EPCI préexistants.

Aussi, le Contrat Enfance et Jeunesse conclu avec la Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône arrivant à échéance le 31 décembre 2016, il y a donc lieu de renouveler cette convention d'objectifs et de financement pour une période de 4 ans, afin de reconduire le montage financier de ce dispositif et le versement de la « prestation de service enfance et jeunesse » en faveur de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en qualité d'employeur réservataire pour le compte du personnel affecté auprès du Territoire de Marseille Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FCT 006-1027/09/CC du 19 février 2009 relative aux modalités de participation de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à la création d'une crèche inter-entreprises dans le quartier de la Joliette (Marseille, 2^{ème} arrondissement) ;
- La délibération FCT 017-800/13/CC du 13 décembre 2013 portant notamment approbation du Contrat Enfance et Jeunesse, convention d'objectifs et de financement, conclu avec la Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône ;
- La délibération FAG 001-30/06/16 CM du 30 juin 2016 portant approbation du pacte de gouvernance financier et fiscal de la métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Contrat Enfance et Jeunesse, convention d'objectifs et de financement n° 14/1024, conclu avec la Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône, notifiée le 22 janvier 2014 ;
- Le contrat de réservation de berceaux, convention n° 13/1009 notifié le 8 janvier 2013 entre la Communauté Urbaine et la société Crèche Attitude Joliette, gestionnaire de la structure d'accueil, et modifié par avenant n°15/1774, notifié le 2 décembre 2015 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La continuité des dispositifs d'action sociale proposés aux agents par les EPCI préexistants, énoncée par le pacte de gouvernance financier et fiscal de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La nécessité de renouveler le Contrat Enfance et Jeunesse, convention d'objectifs

et de financement conclu pour une période de 4 ans au titre de la réservation de berceaux au sein de la crèche inter-entreprises « Cap Canailles », selon un format de convention cadre fixé par la Caisse Nationale des Allocations Familiales et incluant en annexe la Charte de la Laïcité.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Contrat cadre Enfance et Jeunesse ci-annexé avec la Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône, et ses annexes visant les conditions générales de la prestation de service enfance et jeunesse et la Charte de la Laïcité, ci-joints.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ledit contrat.

Article 3 :

La recette afférente estimée à 30.000,00 € pour l'année 2017, sera constatée au budget principal 2017, sous l'imputation : chapitre 013, sous-politique A510, nature 6479, fonction 020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 005-2005/17/CM

■ Schéma Directeur d'Organisation des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 17/3486/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La création au 1^{er} janvier 2016 de la Métropole Aix-Marseille-Provence exige une nouvelle organisation administrative adaptée à ce nouvel établissement.

Les élections professionnelles du 8 décembre 2016 ont permis de doter la Métropole d'instances représentatives, dont un Comité technique compétent en matière d'organisation de l'administration.

Il convient de ce fait d'engager une étape nouvelle de la construction métropolitaine en arrêtant le schéma directeur d'organisation des services de la Métropole.

Ce Schéma pose le socle nécessaire à une organisation robuste et adaptable dans le moyen terme. Il répond aux enjeux de création du nouvel établissement, anticipe les évolutions prévisibles en vue de l'exercice de nouvelles responsabilités

(transferts de compétence en cours ou à venir, exercice éventuel des compétences déléguées – Etat, Région, développement des chantiers de coopération territoriale avec les communes de la Métropole ...).

Enfin, il prend en compte le contexte budgétaire et financier spécifique de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Le Schéma prend appui sur les ressources humaines et moyens disponibles. Il en définit les principes structurants, les modalités de travail et d'articulation des fonctions métropolitaines et territoriales dans l'exercice des compétences opérationnelles comme dans la mise en œuvre des fonctions support.

Le rapport, joint à la présente communication précise les orientations générales présidant à la conception de cette organisation et décrit les orientations générales relatives au fonctionnement interne de l'administration, notamment dans l'articulation entre échelon métropolitain et territorial.

Par ailleurs, l'organigramme général et les organigrammes de chacune des Directions générales adjointes sont décrits dans ce Schéma.

Outre la Direction Générale des Services, trois grandes familles de Directions Générales Adjointes sont prévues dans ce cadre :

1 - Les Directions Générales Adjointes thématiques

- Emploi, Insertion économique et Sociale
- Culture, Sports, Stratégie Environnementale
- Développement économique et attractivité
- Eau, Assainissement, Déchets
- Développement Urbain et Stratégie Territoriale
- Mobilité, Déplacements, Transports - Espace public et Voirie.
- Agriculture, Forêts, Paysages. Cette DGA est également chargée de l'appui au Vice-Président délégué aux Equipements d'intérêt métropolitain, en liaison avec les Vice-Présidents et DGA thématiques chargés de l'exploitation desdits équipements.

2 - Les DGA transversales de projets

- Concertation territoriale – Conférence métropolitaine des Maires
- Projet métropolitain et Conseil de développement

3 - Les Directions Générales Adjointes fonctionnelles

- Finances et Budget
- Commande publique et affaires juridiques
- Ressources Humaines
- Communication et Relations extérieures
- Innovation Numérique et Systèmes d'Information
- Affaires Générales et Moyens Généraux.

Chacun des six Directeurs Généraux des Services de Territoire se voit affecter, outre ses responsabilités définies par le décret n° 2015-1914 du 29 décembre 2015, des délégations de niveau métropolitain.

En outre, la Métropole dispose d'une Inspection Générale des Services, rattachée au Président de la Métropole.

Le schéma général de l'organisation est structuré autour de trois niveaux hiérarchiques : Directions Générales Adjointes et Directions Générales des Services de Territoire ; Directions ; Services.

Ce cadre de référence d'organisation institue des principes de fonctionnement lisibles pour élus cohérence, valorisation des ressources humaines, transparence, proximité. Il propose un organigramme dont les principales fonctions seront clairement identifiables, notamment par chaque Vice-Président et chaque Conseiller métropolitain disposant de Délégation du Conseil de la Métropole.

Il organise la complémentarité entre les échelons métropolitain et territoriaux. Il prévoit notamment la mise en place de chartes de services permettant de préciser les objectifs assignés et les moyens alloués à chaque Direction Générale Adjointe (DGA) et Direction Générale des Services de Territoire.

Il institue le principe de Responsables territoriaux chargés d'assurer une relation permanente entre la ou les DGA dont ils relèvent avec les Directeurs Généraux des Services de Territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Comité Technique ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article unique :

Est approuvé le Schéma Directeur d'Organisation des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence tel qu'il résulte du présent rapport.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 006-2006/17/CM

■ Mises à jour du tableau des effectifs, créations, ajustements et modifications des postes dans le cadre du schéma directeur d'organisation des services de la Métropole MET 17/3678/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La présentation de l'organigramme de la Métropole Aix-Marseille-Provence impose la requalification administrative, à l'échelon institutionnel adéquat, de certains postes dont les fonctions sont remplies depuis le 1^{er} janvier 2016 par les agents des différents Conseils de Territoire.

La mise en place du schéma directeur de l'organisation des services de la Métropole nécessite de créer les emplois désignés par cette organisation au tableau des effectifs. Par la suite, le déploiement opérationnel de cette organisation s'accompagnera des ajustements adéquats du tableau des effectifs.

Il est bien précisé que l'ensemble de ces mises à jour du tableau des effectifs s'effectue dans le respect des normes de stabilité des effectifs et de la masse salariale, tels que fixés dans le Pacte de gouvernance, financier et fiscal de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles
- La loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment le paragraphe XIII de son article 133 ;

- La délibération HN 001-003/16/CM du Conseil de la Métropole en date du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole ;
- Le décret n°87-1099 du 30 décembre 1987 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux ;
- Le décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 modifié portant échelonnement indiciaire applicable aux attachés territoriaux ;
- Le décret n°88-145 du 15 février 1988, pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;
- Le décret n°2010-330 du 22 mars 2010 modifié fixant l'échelonnement indiciaire applicable aux membres des cadres d'emplois régis par le décret n°2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à plusieurs cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale ;
- Le décret n°2010-1357 du 9 novembre 2010 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des techniciens territoriaux ;
- Le décret n°2012-924 du 30 juillet 2012 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2016-201 du 26 février 2016 portant statut particulier du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux ;
- Le décret n°2016-203 du 26 février 2016 portant échelonnement indiciaire applicable aux ingénieurs territoriaux ;
- La délibération n°FAG076-1356/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 relative à la création et transformation de postes dans le cadre de la gestion du tableau des effectifs ;
- L'avis du Comité technique de la Métropole du 9 mai 2017 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'afin de permettre le bon fonctionnement des services, il convient de tenir compte des ajustements et modifications de postes dans le cadre des besoins du service, des mouvements du personnel (départ retraite, mobilité interne, réussite aux concours et examens), des transferts de personnels à intervenir, des besoins de recrutement ainsi

que de la réforme statutaire des parcours professionnels carrières et rémunérations.

Délibère

Article 1 :

La présentation de l'organigramme de la Métropole Aix-Marseille-Provence impose la requalification administrative, à l'échelon institutionnel adéquat, de certains postes dont les fonctions sont remplies depuis le 1^{er} janvier 2016 par les agents des différents Conseils de Territoire.

La mise en place du schéma directeur de l'organisation des services de la Métropole nécessite de créer les emplois désignés par cette organisation au tableau des effectifs. Par la suite, le déploiement opérationnel de cette organisation s'accompagnera des ajustements adéquats du tableau des effectifs.

De surcroît, la création de ces postes au tableau des effectifs permet :

- pour certains postes, de clarifier les responsabilités déjà assumées par certains agents depuis la création de la Métropole,
- de nommer les agents en poste dans les conseils de territoire dont les fonctions se rapportent à l'échelon métropolitain,
- de lancer des appels à candidatures internes destinés aux agents dont les missions doivent évoluer au niveau métropolitain.

En conséquence, il est proposé d'approuver :

- la création de neuf emplois fonctionnels de directeur général adjoint, en complément des six emplois fonctionnels de directeur général adjoint créés par la délibération du 17 mars 2016.
- la création sur emplois permanents à temps complet de :
 - Neuf postes pour les DGA occupant des emplois fonctionnels correspondant aux cadres d'emplois des ingénieurs en chef territoriaux et des administrateurs territoriaux.
 - Douze postes de directeur général adjoint délégué correspondant aux cadres d'emplois des ingénieurs en chef territoriaux et des administrateurs territoriaux.
 - Soixante-six postes de directeurs et treize postes de directeur adjoint correspondant aux cadres d'emplois des ingénieurs territoriaux et des attachés territoriaux.
 - Cent soixante-dix-sept postes de chef de service et de mission

correspondant aux cadres d'emplois des ingénieurs territoriaux et des attachés territoriaux.

- Six postes déclinés comme suit :
 - Un conseiller technique correspondant au cadre d'emplois des attachés territoriaux,
 - Un chargé de mission actions de la DGA Emploi, insertion économique et sociale correspondant au cadre d'emplois des attachés territoriaux,
 - Un chargé de projets correspondant au cadre d'emplois des attachés territoriaux,
 - Un chargé de mission concertation territoriale correspondant au cadre d'emplois des attachés territoriaux,
 - deux assistants de DGA correspondant au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux.

Article 2 :

Le tableau des effectifs constitue l'annexe de la présente délibération.

Article 3 :

Ces mesures seront financées par les crédits figurant à cet effet au chapitre 012 des budgets 2017.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 007-2007/17/CM

■ Approbation des critères de classement des agents promouvables à un avancement de grade ou une promotion interne

MET 17/3177/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Parmi les actes fondateurs de l'installation de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Conseil métropolitain a approuvé le 30 juin 2016, par délibération FAG 001-30/06/2016 CM, le Pacte de gouvernance financier et fiscal visant à définir la stratégie en matière d'exercice de compétences et les relations entre la métropole et ses conseils de territoire.

Ce dernier fixe un principe d'organisation de l'administration métropolitaine à deux niveaux, métropolitain et territorial, et dispose notamment :

« S'agissant de la commission administrative paritaire pour chaque catégorie A, B et C de fonctionnaires de la métropole, sa composition devra assurer la représentativité des élus des territoires bénéficiant de services mis à disposition. »

Les avancements de grades et les promotions doivent prendre en compte l'importance des effectifs mis à disposition de chaque territoire.

Une réflexion sera conduite quant à une possible pré-instruction territorialisée des CAP par les services référents. L'équité territoriale des promotions est un principe dont l'effectivité devra être assurée ».

Il en ressort notamment la nécessité de converger vers une définition unifiée de la méthode de préparation de la Commission Administrative Paritaire et des critères de classement des agents promouvables, à présenter aux élus des territoires et aux organisations syndicales.

Méthode de préparation de la CAP

Selon les orientations fixées par le Pacte de gouvernance financier et fiscal, la méthode de préparation de la CAP s'attache à décliner les principes suivants :

- 1) La liste des promouvables est métropolitaine.
- 2) Une liste de pré-instruction des promouvables est dressée par territoire.
- 3) Une liste consolidée des promouvables est construite pour la CAP sur la base des propositions des territoires.
- 4) La Direction Générale des Services pré-instruit la consolidation de la liste des promouvables, soumise à l'arbitrage de l'Autorité territoriale métropolitaine.

Critères de classement des agents promouvables

Le cadre réglementaire en vigueur se fonde sur la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, modifiée, et notamment ses articles 39 et 80 qui fixent les modalités d'inscription sur liste d'aptitude de promotion interne et tableaux d'avancement de grade :

Article 39 :

« En vue de favoriser la promotion interne, l'inscription sur une liste d'aptitude peut intervenir :

1° après examen professionnel ;

2° après avis de la commission administrative paritaire compétente, par appréciation de la valeur professionnelle et des acquis de l'expérience

professionnelle des agents. »

Article 80 :

« L'avancement de grade est prononcé par l'Autorité territoriale parmi les fonctionnaires inscrits sur un tableau d'avancement. L'avancement de grade est subordonné à l'acceptation par le fonctionnaire de l'emploi qui lui est assigné dans son nouveau grade. »

Et plus récemment le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux, complété par le décret n° 2017-63 du 23 janvier 2017, a rendu obligatoire l'entretien professionnel, en lieu et place de la notation, pour l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux, en en définissant les critères d'appréciation et les modalités de prise en compte pour l'avancement des agents.

Article 4 :

« Les critères à partir desquels la valeur professionnelle du fonctionnaire est appréciée, au terme de cet entretien, sont fonction de la nature des tâches qui lui sont confiées et du niveau de responsabilité assumé. Ces critères, fixés après avis du comité technique, portent notamment sur :

- 1° Les résultats professionnels obtenus par l'agent et la réalisation des objectifs ;
- 2° Les compétences professionnelles et techniques ;
- 3° Les qualités relationnelles ;
- 4° La capacité d'encadrement ou d'expertise ou, le cas échéant, à exercer des fonctions d'un niveau supérieur. »

Article 8 :

« Pour l'établissement du tableau d'avancement prévu à l'article 80 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée et de la liste d'aptitude prévue à l'article 39 de cette même loi, il est procédé à une appréciation de la valeur professionnelle du fonctionnaire, compte tenu notamment :

- 1° Des comptes rendus d'entretiens professionnels ;
- 2° Des propositions motivées formulées par le chef de service ;

3° Et, pour la période antérieure à la mise en place de l'entretien professionnel, des notations.

Les fonctionnaires sont inscrits au tableau d'avancement par ordre de mérite ou sur la liste d'aptitude. Les candidats dont le mérite est jugé égal sont départagés par l'ancienneté dans le grade. »

Dans le respect de ces dispositions, l'analyse des critères pratiqués au sein des anciens EPCI fusionnés permet de mettre en exergue quatre groupes de valorisation de critères de classement :

- la valeur professionnelle
- l'expérience professionnelle
- l'investissement professionnel
- les avis hiérarchiques

Chacun de ces groupes de critères est susceptible d'être décliné en critères d'appréciation et en critères d'information, qui apportent une information conjoncturelle supplémentaire.

Dans un souci de transparence et de lisibilité, il est proposé de retenir des critères identiques pour les avancements de grade et la promotion interne, et pour les 3 catégories d'agents (A, B et C).

Par ailleurs, il est proposé d'écarter la possibilité d'un avancement de grade ou d'une promotion interne :

- lorsque l'agent a bénéficié d'un avancement de grade au cours des deux années précédentes (sauf réussite à un examen professionnel),
- lorsque l'agent a changé de cadre d'emplois au titre de la promotion interne au cours des deux années précédentes.

1) La valeur professionnelle

Critère(s) d'appréciation	Critère(s) d'information
Appréciation de la valeur professionnelle, issue de l'évaluation annuelle a)Efficacité dans l'emploi et réalisation des objectifs b)Compétences professionnelles et techniques c)Qualités relationnelles	Sanction disciplinaire : disposer de l'information relative aux sanctions depuis 3 ans.

2) L'expérience professionnelle

Critère(s) d'appréciation	Critère(s) d'information
Ancienneté dans le grade : prise en compte de l'ancienneté acquise dans le grade actuel.	<p>Age de l'agent : au 1^{er} janvier de l'année.</p> <p>Ancienneté dans la fonction publique : valoriser l'expérience professionnelle et le service public effectif dans les 3 fonctions publiques ou assimilées en qualité d'agent titulaire de droit public.</p> <ul style="list-style-type: none"> - prise en compte de la date de stagiairisation. - ne comptent pas dans l'ancienneté les périodes d'inactivité, période de contractuel avant titularisation, disponibilité, congé parental.

3) L'investissement professionnel

Critère(s) d'appréciation	Critère(s) d'information
<p>Examen professionnel : valoriser les agents ayant réussi l'examen professionnel d'accès au grade.</p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ prise en compte de l'effort de formation, de préparation et de réussite de l'examen professionnel. ⇒ ce critère n'est valable que pour l'accès au grade ciblé par l'examen professionnel. ⇒ le bénéfice de l'examen est conservé sans limite jusqu'à la nomination dans ce grade. <p>Dans le cadre des avancements de grade et dans l'hypothèse d'un ratio unique (avancement à l'ancienneté et examen professionnel), les agents ayant réussi un examen professionnel du grade seront placés en début de tableau.</p>	<p>Absentéisme compressible :</p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ valoriser le présentéisme et lutter contre le micro-absentéisme pour maladie ordinaire ⇒ disposer d'une analyse de l'absentéisme médical sur une période de 3 ans (nombre de jours de maladie ordinaire, accident de travail, maladie professionnelle, CLM/CLD : moyenne annuelle de nombre de jours d'absence cumulés).

4) Les avis hiérarchiques

Critère(s) d'appréciation
Avis de la hiérarchie territoriale : prendre en compte l'avis hiérarchique sur la capacité de l'agent à encadrer ou à évoluer sur un poste à responsabilités supérieures
a) Intégration des enjeux et contraintes liés à ce type de poste, et investissement au sein de la direction et de la collectivité
b) Agent capable d'exercer (ou exerçant déjà) des fonctions de grade supérieur, avec incitation à la mobilité en cas de promotion interne
c) Agent méritant (non retenu selon le seul critère de la valeur professionnelle, mais pour lesquels il est souhaité d'encourager les efforts fournis avec régularité)
d) Agent en fin de carrière (demande de retraite déclarée à la DRH)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2017-63 du 23 janvier 2017 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle de certains fonctionnaires territoriaux
- La délibération HN 001-003/16/CM du Conseil métropolitain en date du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole ;
- La délibération FAG 001-30/06/16 CM du 30 juin 2016 portant approbation du pacte de gouvernance financier et fiscal de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Comité technique ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de fixer les critères de classement applicables pour l'avancement de grade et la promotion des agents métropolitains ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la méthode de préparation des Commissions Administratives Paritaires s'attachant à décliner les principes fixés par le Pacte de gouvernance financier et fiscal.

Article 2 :

Sont approuvés les critères d'appréciation et d'information permettant d'établir un classement des agents promouvables à un avancement de grade ou une promotion interne, fondé sur la valeur professionnelle, l'expérience, l'investissement et les avis hiérarchiques.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 008-2008/17/CM

■ Indemnisation de tiers victimes de dommages matériels MET 17/3521/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La responsabilité de la collectivité est susceptible d'être engagée à l'égard des usagers dans le cadre de l'exercice de ses compétences, notamment par suite de défaut d'entretien d'un ouvrage public ou d'un dysfonctionnement du service public, dès lors que le lien de causalité entre le dommage et l'activité de la collectivité est établi.

Le contrat d'assurance souscrit auprès de la compagnie Allianz en matière de responsabilité civile sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence assure la prise en charge de la réparation des dommages matériels dont le coût est supérieur à 30 000 euros. En deçà de ce montant, l'indemnisation des préjudices relève de la collectivité.

Huit dossiers de réclamations dont le montant global s'établit à 11 387,34 euros (onze mille trois cent quatre-vingt-sept euros et trente-quatre centimes) présentent les conditions requises pour une indemnisation des usagers. Ceux-ci acceptent

l'indemnisation proposée et renoncent à tout recours contre l'administration. Il s'agit des affaires suivantes :

- M. Le Jolis Gwenaël – sinistre du 2 décembre 2016 – montant : 445,92 euros,
- M^{me} Vallet Emeline – sinistre du 18 octobre 2016 – montant : 685,38 euros,
- M. Stoffel-Munck Jean-Jacques – Sinistre du 27 septembre 2016 – montant : 3516,89 euros,
- M. Aloyan Gérard – sinistre du 6 octobre 2016 – montant : 1668,00 euros,
- M. Wepierre Robert – sinistre du 19 janvier 2016 – montant : 63,76 euros,
- M. Piron Alain – sinistre du 10 février 2016 – montant : 2569,45 euros,
- M^{me} Bernardin Mariam – sinistre du 26 décembre 2016 –montant : 537,30 euros.
- M. PAIVA Antoine – sinistre du 27 septembre 2016 – Montant : 1900,64 euros.

L'indemnisation sera versée aux tiers victimes des dommages ou à leur assureur quand il y a subrogation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1

Est approuvée l'indemnisation des tiers tels qu'indiqués pour un montant total de 11 387,34 euros en réparation des dommages matériels engageant la

responsabilité de la collectivité, tels que décrits dans l'annexe jointe.

Article 2

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence :

- 1 046,98 € pour le budget principal, sous politique A 160 fonction 020 article 6718.
- 2 569,45 € pour le budget Collecte, Traitement des déchets, sous politique A 160 fonction 7212 article 6718
- 7 085,53 € pour le budget des Ports de plaisance, sous politique A 160 article 6718
- 685,38 € pour le budget Assainissement, sous politique A 160 article 6718.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 009-2009/17/CM

■ Désignation des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein d'organismes extérieurs MET 17/3522/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence est le nouvel organe délibérant qui règle par ses délibérations, les affaires qui relèvent de sa compétence en application du principe de spécialité et d'exclusivité.

Par conséquent, il appartient au Conseil de la Métropole de désigner ses représentants au sein des organismes extérieurs en lieu et place des représentants précédemment désignés par les assemblées délibérantes des six anciens EPCI.

Dans ce cadre, le Conseil de la Métropole a désigné certains de ses représentants lors de ses séances précédentes. Il est proposé aujourd'hui de procéder à de nouvelles désignations au sein d'autres organismes et de modifier certaines d'entre elles conformément au tableau joint en annexe de la présente délibération.

En effet, des modifications sont à effectuer pour la raison ci-après :

- Suite à une modification des statuts de l'association Club de la Croisière dont la Métropole Aix-Marseille-Provence est adhérente, il convient de modifier les désignations des représentants de la Métropole au sein de cette association approuvées par délibération n° FAG 084-1364/16/CM du 15 décembre 2016.
-
- Par délibération n°FAG 098-580/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016, la Métropole Aix-Marseille Provence a désigné ses représentants au sein de l'association Provence Promotion. Dans le cadre de la modification des statuts de l'association, et eu égard à l'arrivée à échéance du mandat des membres de son conseil d'administration, il convient de modifier les désignations des représentants de la Métropole au sein de cette association telles qu'approuvées par la délibération précitée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence est le nouvel organe délibérant qui règle par ses délibérations, les affaires qui

relèvent de sa compétence en application du principe de spécialité et d'exclusivité ;

- Qu'il appartient ainsi au Conseil de la Métropole de désigner ses représentants au sein des organismes extérieurs en lieu et place des représentants précédemment désignés par les assemblées délibérantes des six anciens EPCI ;
- Que, dans ce cadre, le Conseil de la Métropole a désigné certains de ses représentants lors de ses séances précédentes ;
- Qu'il convient de procéder à de nouvelles désignations au sein d'autres organismes et de modifier certaines d'entre elles ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les désignations des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein d'organismes extérieurs telles qu'elles figurent dans le tableau joint à la présente.

Article 2 :

Sont abrogées les désignations des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de l'association Provence Promotion et au sein de l'association Club de la Croisière, telles qu'approuvées par la délibération n°FAG 098-580/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 et par la délibération n° FAG 084-1364/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 010-2010/17/CM

**■ Annulation de la garantie d'emprunt accordée à la Société Publique d'Aménagement Pays d'Aix Territoires relative à la réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté Communautaire Cap Horizon à Vitrolles
MET 17/3367/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté Communautaire Cap Horizon à Vitrolles, la Communauté du Pays d'Aix, par délibération n° 2015_A238 du 12 novembre 2015, a accordé à la SPLA Pays d'Aix Territoires une garantie d'emprunt d'un montant de 6 888.000 €, pour un prêt de 113 mois à souscrire auprès de la Lyonnaise de Banque.

Le plan de financement de ce programme ayant été modifié, l'emprunt prévu à l'origine n'a pas été mis en œuvre, au profit d'avances remboursables.

Il en découle que la SPLA Pays d'Aix Territoires demande l'annulation de cette garantie d'emprunt

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2015_A238 du Conseil communautaire de la CPA du 12 novembre 2015 ;
- L'acte de caution signé le 8 décembre 2015 entre la SPLA Pays d'Aix Territoires, la Lyonnaise de Banque et la Communauté du Pays d'Aix ;
- La demande d'annulation de la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est rapportée la délibération n° 2015_A238 du 12 novembre 2015 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix approuvant une garantie d'emprunt de 6 888.000 € au profit de la SPLA Pays d'Aix Territoires.

Article 2 :

Est annulé l'acte de caution signé le 8 décembre 2015 entre la SPLA Pays d'Aix Territoires, la Lyonnaise de Banque et la Communauté du Pays d'Aix

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer toutes les pièces relatives à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 011-2011/17/CM

**■ Annulation de la garantie d'emprunt accordée à la SA HLM PROMOLOGIS relative à l'opération "6 Rue Bourbon" à Bouc-Bel-Air
MET 17/3373/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'acquisition-amélioration d'un logement sur la commune de Bouc-Bel-Air, la Métropole Aix-Marseille-Provence, par délibération n° DEVT 011-682/16/CM du 30 juin 2016, a accordé à la SA HLM PROMOLOGIS une garantie d'emprunt d'un montant de 25.595,35 €.

Suite à une erreur sur la délibération du 30 juin 2016, la mairie de Bouc-Bel-Air a pris en charge la totalité de la garantie d'emprunt.

Il en découle que la SA HLM PROMOLOGIS demande l'annulation de cette garantie d'emprunt.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° DEVT 011-682/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 ;
- La délibération n° FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunt ;
- La demande d'annulation de la garantie d'emprunt de la SA HLM PROMOLOGIS ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est rapportée la délibération n° DEVT 011-682/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 approuvant une garantie d'emprunt de 25.595,35 € au profit de la SA HLM PROMOLOGIS.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 012-2012/17/CM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée pour l'opération Avenue des Belges à Aix-en-Provence relative à l'acquisition-amélioration de 5 logements collectifs - Abrogation de la délibération FAG 013-1293/16/CM du 15 décembre 2016 MET 17/3534/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée envisage l'acquisition-amélioration de 5 logements locatifs sociaux « Avenue des Belges » sur la commune d'Aix-en-Provence. Cette opération, d'un montant total de 1 749.798 euros est financée pour partie par un emprunt de 1 236.037 euros souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a déjà délibéré sur cette opération le 15 décembre 2016. Or la collectivité n'ayant pas validée antérieurement la délibération-cadre relative au vote sur contrat de prêt, la délibération N° FAG 013-1293/16/CM du 15 décembre 2016 est caduque.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est donc invitée à délibérer pour accorder sa garantie d'emprunt à hauteur de 55 % soit 679.820,35 euros, étant précisé

que la commune d'Aix-en-Provence est sollicitée pour garantir les 45 % restant.

La situation de l'organisme est très bonne. Le bénéfice 2015 est de 29 147.950 euros pour 16 900.000 euros en 2014. L'autofinancement net HLM est de 15 687.422 euros, soit un ratio de 17.9 %.

Le Contrôle de Gestion a émis un avis favorable pour la garantie d'emprunt au profit de la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée.

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2252-1 et L2252-2, il est proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunt ;
- La délibération n° FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le Contrat de Prêt N° 55507 en annexe signé entre la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée ci-après l'emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération FAG 013-1293/16/CM du 15 décembre 2016.

Article 2 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 236.037 euros souscrit par la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 55507, constitué d'une (1) ligne du Prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Sud-Est Méditerranée pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Sud Est Méditerranée est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Sud Est Méditerranée opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole bénéficiera de 0 logement réservé concernant la dite opération.

Article 5 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer la convention de garantie avec la SA HLM ICF Sud-

Est Méditerranée, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 013-2013/17/CM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Phocéenne d'Habitations dans le cadre de l'opération "La Barque" à Fuveau relative à l'acquisition en VEFA de 32 logements collectifs MET 17/3375/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La SA HLM Phocéenne d'Habitations envisage l'acquisition en VEFA de 34 logements locatifs sociaux dans le cadre de l'opération « La Barque » sur la commune de Fuveau. Cette opération, d'un montant total de 6 765.232 euros est financée pour partie par un emprunt global de 4 383.514 euros à souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie d'emprunt à hauteur de 55 % soit 2 410.932,70 euros étant précisé que la commune de Fuveau est sollicitée pour garantir les 45 % restant.

La situation de l'organisme est correcte. Le bilan fait apparaître un actif net comptable de 660 484.376 euros. Le passif réel (dettes) est de 458 425.807 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où ces biens immobiliers ont une valeur beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Les résultats d'exploitation sont très bons : pour 2015, le résultat est de 4 511.220 euros contre 4 072.923 euros pour 2014. La capacité de remboursement des dettes est très satisfaisante. La marge brute d'autofinancement est correcte.

Le Contrôle de Gestion a émis un avis favorable pour la garantie d'emprunt au profit de la SA HLM Phocéenne d'Habitations.

De même, en raison de cette garantie à hauteur de 55 %, le nombre de logements réservés à la collectivité est de 4 logements.

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2252-1 et L2252-2, il est proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunt ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement de deux prêts d'un montant total de 4 383.514 euros souscrit par la SA HLM Phocéenne d'Habitations auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Ces prêts, destinés à financer l'opération d'acquisition en VEFA de 32 logements (16 PLUS, 8 PLAI et 8 PLS) située Route départementale 96 à Fuveau, sont constitués :

- de quatre (4) lignes du Prêt pour les PLUS/PLAI d'un montant total de 3 131.396 €,
- et de trois (3) lignes du Prêt pour les PLS d'un montant total de 1 252.118 €,

Article 2 :

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

- Pour le prêt PLUS / PLAI avec quatre lignes du prêt :

Ligne du Prêt 1 : PLAI

Montant : 506.597 €

Durée de la phase de préfinancement : de 3 à 24 mois

Durée de la phase d'amortissement : 40 ans

Périodicité des échéances : Annuelle

Index : Livret A

Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux de Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt -0.20 %

Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.

Profil d'amortissement : Amortissement déduit avec intérêts différés.

Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.

Modalité de révision : Double révisabilité limitée (DL)

Taux de progressivité des échéances : de 0 % à 0.50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A).

Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %.

Ligne du Prêt 2 : PLAI FONCIER

Montant : 497.787 €

Durée de la phase de préfinancement : de 3 à 24 mois

Durée de la phase d'amortissement : 60 ans

Périodicité des échéances : Annuelle

Index : Livret A

Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux de Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt +0.34 %

Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.

Profil d'amortissement : Amortissement déduit avec intérêts différés.

Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.

Modalité de révision : Double révisabilité limitée (DL)

Taux de progressivité des échéances : de 0 % à 0.50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A).

Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %

Ligne du Prêt 3 : PLUS

Montant : 1 072.834 €

Durée de la phase de préfinancement : de 3 à 24 mois

Durée de la phase d'amortissement : 40 ans

Périodicité des échéances : Annuelle

Index : Livret A

Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux de Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt +0.60

Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.

Profil d'amortissement : Amortissement déduit avec intérêts différés.

Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés

Modalité de révision : Double révisabilité limitée (DL)

Taux de progressivité des échéances : de 0 % à 0.50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A).

Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %.

Ligne du Prêt 4 : PLUS FONCIER

Montant : 1 054.178 €

Durée de la phase de préfinancement : de 3 à 24 mois

Durée de la phase d'amortissement : 60 ans

Périodicité des échéances : Annuelle

Index : Livret A

Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux de Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt +0.34 %

Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.

Profil d'amortissement : Amortissement déduit avec intérêts différés.

Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.

Modalité de révision : Double révisabilité limitée (DL)

Taux de progressivité des échéances : de 0 % à 0.50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A).

Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %.

- Pour le prêt PLS avec trois lignes du prêt :

Ligne du Prêt 1 : CPLS 2016

Montant : 171.348 €

Durée de la phase de préfinancement : de 3 à 24 mois

Durée de la phase d'amortissement : 40 ans

Périodicité des échéances : Annuelle

Index : Livret A

Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux de Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt +1.11 %

Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.

Profil d'amortissement : Amortissement déduit avec intérêts différés.

Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.

Modalité de révision : Double révisabilité limitée (DL)

Taux de progressivité des échéances : de 0 % à 0.50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A).

Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %.

Ligne du Prêt 2 : PLS 2016

Montant : 488.439 €

Durée de la phase de préfinancement : de 3 à 24 mois

Durée de la phase d'amortissement : 40 ans

Périodicité des échéances : Annuelle

Index : Livret A

Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux de Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt +1.11 %

Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.

Profil d'amortissement : Amortissement déduit avec intérêts différés.

Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.

Modalité de révision : Double révisabilité limitée (DL)

Taux de progressivité des échéances : de 0 % à 0.50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A).

Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %.

Ligne du Prêt 3 : PLS FONCIER 2016

Montant : 592.331 €

Durée de la phase de préfinancement : de 3 à 24 mois

Durée de la phase d'amortissement : 60 ans

Périodicité des échéances : Annuelle

Index : Livret A

Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux de Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt +1.11 %

Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.

Profil d'amortissement : Amortissement déduit avec intérêts différés.

Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.

Modalité de révision : Double révisabilité limitée (DL)
Taux de progressivité des échéances : de 0 % à 0.50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A).

Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %.

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale des contrats de prêt et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Phocéenne d'Habitations dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Phocéenne d'Habitations pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Phocéenne d'Habitations est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Phocéenne d'Habitations opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée des contrats de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de ceux-ci.

Article 4 :

En contre partie de sa garantie, la Métropole bénéficiera de quatre logements réservés concernant la dite opération.

Article 5 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Phocéenne d'Habitations.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la convention de garantie avec la SA HLM Phocéenne d'Habitations, les contrats de prêt qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA HLM Phocéenne d'Habitations, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 014-2014/17/CM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM DOMICIL dans le cadre de l'opération "Domaine des 5 Terres" à Bouc-Bel-Air relative à l'acquisition en VEFA de 30 logements collectifs MET 17/3387/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La SA HLM DOMICIL envisage l'acquisition en VEFA de 30 logements locatifs sociaux dans le cadre de l'opération « Domaine des 5 Terres » sur la commune de Bouc-Bel-Air. Cette opération, d'un montant total de 4 567.253 euros est financée pour partie par un emprunt global de 2 797.868 euros à souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie d'emprunt à hauteur de 55 % soit 1 538.827,40 euros étant précisé que la commune de Bouc-Bel-Air est sollicitée pour garantir les 45 % restant.

La situation de l'organisme est très correcte. Le bilan fait apparaître un actif net comptable de 115 615.835 euros. Le passif réel (dettes) est de 401 958.604 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où ces biens immobiliers ont une valeur beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Les résultats d'exploitation sont corrects : pour 2015, le résultat est de 6 614.471 euros contre 5 094.239 euros pour 2014. La marge brute d'autofinancement est correcte.

Le Contrôle de Gestion a émis un avis favorable pour la garantie d'emprunt au profit de la SA HLM DOMICIL.

De même, en raison de cette garantie à hauteur de 55 %, le nombre de logements réservés à la collectivité est de 3 logements.

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2252-1 et L2252-2, il est proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunt ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement de deux prêts d'un montant total de 2 797.868 euros souscrit par la SA HLM DOMICIL auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Ces prêts, destinés à financer l'opération d'acquisition en VEFA de 30 logements (14 PLUS, 10 PLAI et 6 PLS) située 509 avenue des Noyers à Bouc-Bel-Air, sont constitués :

- de quatre (4) lignes du Prêt pour les PLUS/PLAI d'un montant total de 2 051.630 €,
- et de trois (3) lignes du Prêt pour les PLS d'un montant total de 746.238 €

Article 2 :

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

- Pour le prêt PLUS / PLAI avec quatre lignes du prêt :

Ligne du Prêt 1 : PLAI

Montant : 417.064 €

Durée de la phase de préfinancement : de 3 à 24 mois

Durée de la phase d'amortissement : 40 ans

Périodicité des échéances : Annuelle

Index : Livret A

Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux de Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt -0.20 %

Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.

Profil d'amortissement : Amortissement déduit avec intérêts différés.

Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.

Modalité de révision : Double révisabilité limitée (DL)

Taux de progressivité des échéances : de 0 % à 0.50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A).

Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %.

Ligne du Prêt 2 : PLAI FONCIER

Montant : 409.767 €

Durée de la phase de préfinancement : de 3 à 24 mois

Durée de la phase d'amortissement : 60 ans

Périodicité des échéances : Annuelle

Index : Livret A

Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux de Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt +0.28 %

Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.

Profil d'amortissement : Amortissement déduit avec intérêts différés.

Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.

Modalité de révision : Double révisabilité limitée (DL)

Taux de progressivité des échéances : de 0 % à 0.50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A).

Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %.

Ligne du Prêt 3 : PLUS

Montant : 617.804 €

Durée de la phase de préfinancement : de 3 à 24 mois

Durée de la phase d'amortissement : 40 ans

Périodicité des échéances : Annuelle

Index : Livret A

Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux de Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt +0.60 %

Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.

Profil d'amortissement : Amortissement déduit avec intérêts différés.

Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.

Modalité de révision : Double révisabilité limitée (DL)
Taux de progressivité des échéances : de 0 % à 0.50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A).

Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %.

Ligne du Prêt 4 : PLUS FONCIER

Montant : 606.995 €

Durée de la phase de préfinancement : de 3 à 24 mois

Durée de la phase d'amortissement : 60 ans

Périodicité des échéances : Annuelle

Index : Livret A

Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux de Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt +0.28 %
Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.

Profil d'amortissement : Amortissement déduit avec intérêts différés.

Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.

Modalité de révision : Double révisabilité limitée (DL)

Taux de progressivité des échéances : de 0 % à 0.50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A).

Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %.

- Pour le prêt PLS avec trois lignes du prêt :

Ligne du Prêt 1 : CPLS 2016

Montant : 116.098 €

Durée de la phase de préfinancement : de 3 à 24 mois

Durée de la phase d'amortissement : 40 ans

Périodicité des échéances : Annuelle

Index : Livret A

Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux de Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt +1.11 %

Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.

Profil d'amortissement : Amortissement déduit avec intérêts différés.

Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.

Modalité de révision : Double révisabilité limitée (DL)

Taux de progressivité des échéances : de 0 % à 0.50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A).

Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %

Ligne du Prêt 2 : PLS 2016

Montant : 295.440 €

Durée de la phase de préfinancement : de 3 à 24 mois

Durée de la phase d'amortissement : 40 ans

Périodicité des échéances : Annuelle

Index : Livret A

Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux de Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt +1.11 %
Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.

Profil d'amortissement : Amortissement déduit avec intérêts différés.

Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.

Modalité de révision : Double révisabilité limitée (DL)

Taux de progressivité des échéances : de 0 % à 0.50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A).

Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %.

Ligne du Prêt 3 : PLS FONCIER 2016

Montant : 334.700 €

Durée de la phase de préfinancement : de 3 à 24 mois

Durée de la phase d'amortissement : 50 ans

Périodicité des échéances : Annuelle

Index : Livret A

Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux de Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt +1.11 %
Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.

Profil d'amortissement : Amortissement déduit avec intérêts différés.

Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.

Modalité de révision : Double révisabilité limitée (DL)

Taux de progressivité des échéances : de 0 % à 0.50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A).

Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %.

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale des contrats de prêt et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci et

porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM DOMICIL dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM DOMICIL pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM DOMICIL est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM DOMICIL opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée des contrats de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de ceux-ci.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole bénéficiera de trois logements réservés concernant la dite opération.

Article 5 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM DOMICIL.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la convention de garantie avec la SA HLM DOMICIL, les contrats de prêt qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA HLM DOMICIL, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 015-2015/17/CM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Famille et Provence dans le cadre de l'opération "Ancienne Caisse d'Epargne" à Meyrargues relative à la construction de 5 logements collectifs - Territoire du Pays d'Aix MET 17/3388/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :
La SA HLM Famille et Provence envisage la construction de 5 logements collectifs sociaux dans le

cadre de l'opération « Ancienne Caisse d'Epargne » sur la commune de Meyrargues. Cette opération, d'un montant total de 454.195 euros est financée pour partie par un emprunt global de 281.952 euros à souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie d'emprunt à hauteur de 55 % soit 155.073,60 euros étant précisé que la commune de Meyrargues est sollicitée pour garantir les 45 % restants.

Pour information, la Direction du Contrôle de Gestion du Territoire du Pays d'Aix a effectué une analyse financière de la SA HLM Famille et Provence à partir du bilan 2015.

La situation de l'organisme est correcte. Le bilan fait apparaître un actif net comptable de 103 425.179 euros. Le résultat 2015 est bénéficiaire à hauteur de 3 624.000 euros pour un chiffre d'affaires de 36 499.000 euros. L'autofinancement net HLM est de 6 103.000 euros.

Le Contrôle de Gestion a émis un avis favorable pour la garantie d'emprunt au profit de la SA HLM Famille et Provence.

De même, en raison de cette garantie à hauteur de 55 %, le nombre de logements réservés à la collectivité est de 1 logement.

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2252-1 et L2252-2, il est proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunt ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 281.952 euros souscrit par la SA HLM Famille et Provence auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Ce prêt, constitué de quatre lignes du Prêt, est destiné à financer la construction de 5 logements (3 PLUS et 2 PLAI) situés à Meyrargues, Place des Anciens Combattants « Bâtiment Caisse d'Epargne ».

Article 2 :

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Ligne du Prêt 1 : PLAI

Montant : 94.325 €

Durée de la phase de préfinancement : de 3 à 24 mois

Durée de la phase d'amortissement : 40 ans

Périodicité des échéances : Annuelle

Index : Livret A

Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux de Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt -0.20 %

Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.

Profil d'amortissement : Amortissement déduit avec intérêts différés.

Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.

Modalité de révision : Simple révisabilité

Taux de progressivité des échéances : 0 %

Ligne du Prêt 2 : PLAI FONCIER

Montant : 21.298 €

Durée de la phase de préfinancement : de 3 à 24 mois

Durée de la phase d'amortissement : 50 ans

Périodicité des échéances : Annuelle

Index : Livret A

Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux de Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt -0.20 %

Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.

Profil d'amortissement : Amortissement déduit avec intérêts différés.

Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.

Modalité de révision : Simple révisabilité

Taux de progressivité des échéances : 0 %

Ligne du Prêt 3 : PLUS

Montant : 135.691 €

Durée de la phase de préfinancement : de 3 à 24 mois

Durée de la phase d'amortissement : 40 ans

Périodicité des échéances : Annuelle

Index : Livret A

Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux de Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt +0.60 %

Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.

Profil d'amortissement : Amortissement déduit avec intérêts différés.

Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.

Modalité de révision : Simple révisabilité

Taux de progressivité des échéances : 0 %

Ligne du Prêt 4 : PLUS FONCIER

Montant : 30.638 €

Durée de la phase de préfinancement : de 3 à 24 mois

Durée de la phase d'amortissement : 50 ans

Périodicité des échéances : Annuelle

Index : Livret A

Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux de Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt +0.60 %

Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.

Profil d'amortissement : Amortissement déduit avec intérêts différés.

Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.

Modalité de révision : Simple révisabilité

Taux de progressivité des échéances : 0 %

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Famille et Provence dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Famille et Provence pour son paiement, en renonçant au

bénéficie de discussion et sans opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Famille et Provence est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Famille et Provence opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole bénéficiera d'un logement réservé concernant la dite opération.

Article 5 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Famille et Provence.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la convention de garantie avec la SA HLM Famille et Provence, les contrats de prêt qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA HLM Famille et Provence, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 016-2016/17/CM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Famille et Provence dans le cadre de l'opération "Maison Garçin" à Meyrargues relative à la construction de 8 logements collectifs
MET 17/3389/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La SA HLM Famille et Provence envisage la construction de 8 logements collectifs sociaux dans le cadre de l'opération « Maison Garçin » sur la commune de Meyrargues. Cette opération, d'un montant total de 959.216 euros est financée pour partie par un emprunt global de 709.604 euros à souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie d'emprunt à hauteur de 55 % soit 390.282,20 euros étant précisé que la commune de Meyrargues est sollicitée pour garantir les 45 % restant.

La situation de l'organisme est correcte. Le bilan fait apparaître un actif net comptable de 103 425.179 euros. Le résultat 2015 est bénéficiaire à hauteur de 3 624.000 euros pour un chiffre d'affaires de 36 499.000 euros. L'autofinancement net HLM est de 6 103.000 euros.

Le Contrôle de Gestion a émis un avis favorable pour la garantie d'emprunt au profit de la SA HLM Famille et Provence.

De même, en raison de cette garantie à hauteur de 55 %, le nombre de logements réservés à la collectivité est de 1 logement.

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2252-1 et L2252-2, il est proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunt ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 709.604 euros souscrit par la SA HLM Famille et Provence auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Ce prêt, constitué de quatre lignes du Prêt, est destiné à financer la construction de 8 logements (5 PLUS et 3 PLAI) situés à Meyrargues, Boulevard de la Plaine « Maison Garçin ».

Article 2 :

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Ligne du Prêt 1 : PLAI

Montant : 196.070 €

Durée de la phase de préfinancement : de 3 à 24 mois

Durée de la phase d'amortissement : 40 ans

Périodicité des échéances : Annuelle

Index : Livret A

Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux de Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt -0.20 %

Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.

Profil d'amortissement : Amortissement déduit avec intérêts différés.

Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.

Modalité de révision : Simple révisabilité

Taux de progressivité des échéances : 0 %

Ligne du Prêt 2 : PLAI FONCIER

Montant : 57.976 €

Durée de la phase de préfinancement : de 3 à 24 mois

Durée de la phase d'amortissement : 50 ans

Périodicité des échéances : Annuelle

Index : Livret A

Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux de Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt -0.20 %

Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.

Profil d'amortissement : Amortissement déduit avec intérêts différés.

Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.

Modalité de révision : Simple révisabilité

Taux de progressivité des échéances : 0 %

Ligne du Prêt 3 : PLUS

Montant : 351.595 €

Durée de la phase de préfinancement : de 3 à 24 mois

Durée de la phase d'amortissement : 40 ans

Périodicité des échéances : Annuelle

Index : Livret A

Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux de Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt +0.60 %

Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.

Profil d'amortissement : Amortissement déduit avec intérêts différés.

Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.

Modalité de révision : Simple révisabilité

Taux de progressivité des échéances : 0 %

Ligne du Prêt 4 : PLUS FONCIER

Montant : 103.963 €

Durée de la phase de préfinancement : de 3 à 24 mois

Durée de la phase d'amortissement : 50 ans

Périodicité des échéances : Annuelle

Index : Livret A

Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux de Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt +0.60 %

Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.

Profil d'amortissement : Amortissement déduit avec intérêts différés.

Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.

Modalité de révision : Simple révisabilité

Taux de progressivité des échéances : 0 %

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Famille et Provence dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Famille et Provence pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Famille et Provence est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus

pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Famille et Provence opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole bénéficiera d'un logement réservé concernant la dite opération.

Article 5 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Famille et Provence.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la convention de garantie avec la SA HLM Famille et Provence, les contrats de prêt qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA HLM Famille et Provence, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 017-2017/17/CM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Famille et Provence dans le cadre de l'opération "Chantegrillons" à Venelles relative à la construction de 4 logements collectifs**

MET 17/3394/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La SA HLM Famille et Provence envisage la construction de 4 logements collectifs sociaux dans le cadre de l'opération « Chantegrillons » sur la commune de Venelles. Cette opération, d'un montant total de 576.357 euros est financée pour partie par un emprunt global de 440.516 euros à souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie d'emprunt à hauteur de 55 % soit 242.283,80 euros étant précisé que la commune de Venelles est sollicitée pour garantir les 45 % restant.

La situation de l'organisme est correcte. Le bilan fait apparaître un actif net comptable de 103 425.179 euros. Le résultat 2015 est bénéficiaire à hauteur de 3 624.000 euros pour un chiffre d'affaires de 36 499.000 euros. L'autofinancement net HLM est de 6 103.000 euros.

Le Contrôle de Gestion a émis un avis favorable pour la garantie d'emprunt au profit de la SA HLM Famille et Provence.

De même, en raison de cette garantie à hauteur de 55 %, le nombre de logements réservés à la collectivité est de 0 logement.

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2252-1 et L2252-2, il est proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunt ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 440.516 euros souscrit par la SA HLM Famille et

Provence auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Ce prêt, constitué de quatre lignes du Prêt, est destiné à financer la construction de 4 logements (3 PLUS et 1 PLAI) situés à Venelles, Rue du Ventoux « Chantegrillons ».

Article 2 :

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Ligne du Prêt 1 : PLAI

Montant : 57.697 €

Durée de la phase de préfinancement : de 3 à 24 mois

Durée de la phase d'amortissement : 40 ans

Périodicité des échéances : Annuelle

Index : Livret A

Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux de Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt -0.20 %

Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.

Profil d'amortissement : Amortissement déduit avec intérêts différés.

Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.

Modalité de révision : Simple révisabilité

Taux de progressivité des échéances : 0 %

Ligne du Prêt 2 : PLAI FONCIER

Montant : 18.406 €

Durée de la phase de préfinancement : de 3 à 24 mois

Durée de la phase d'amortissement : 50 ans

Périodicité des échéances : Annuelle

Index : Livret A

Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux de Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt -0.20 %

Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.

Profil d'amortissement : Amortissement déduit avec intérêts différés.

Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.

Modalité de révision : Simple révisabilité

Taux de progressivité des échéances : 0 %

Ligne du Prêt 3 : PLUS

Montant : 276.279 €

Durée de la phase de préfinancement : de 3 à 24 mois

Durée de la phase d'amortissement : 40 ans

Périodicité des échéances : Annuelle

Index : Livret A

Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux de Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt +0.60 %

Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.

Profil d'amortissement : Amortissement déduit avec intérêts différés.

Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.

Modalité de révision : Simple révisabilité

Taux de progressivité des échéances : 0 %

Ligne du Prêt 4 : PLUS FONCIER

Montant : 88.134 €

Durée de la phase de préfinancement : de 3 à 24 mois

Durée de la phase d'amortissement : 50 ans

Périodicité des échéances : Annuelle

Index : Livret A

Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux de Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt +0.60 %

Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.

Profil d'amortissement : Amortissement déduit avec intérêts différés.

Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.

Modalité de révision : Simple révisabilité

Taux de progressivité des échéances : 0 %

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Famille et Provence dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Famille et Provence pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Famille et Provence est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Famille et Provence opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole bénéficiera de 0 logement réservé concernant la dite opération.

Article 5 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Famille et Provence.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la convention de garantie avec la SA HLM Famille et Provence, les contrats de prêt qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA HLM Famille et Provence, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 018-2018/17/CM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Famille et Provence dans le cadre de l'opération "Le Claous des Logissons" à Venelles relative à la construction de 2 logements collectifs MET 17/3395/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La SA HLM Famille et Provence envisage la construction de 2 logements collectifs sociaux dans le cadre de l'opération « Le Claous des Logissons » sur la commune de Venelles. Cette opération, d'un montant total de 331.482 euros est financée pour partie par un emprunt global de 249.681 euros à souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie d'emprunt à hauteur de 55 % soit 137.324,55 euros étant précisé que la commune de Venelles est sollicitée pour garantir les 45 % restant.

La situation de l'organisme est correcte. Le bilan fait apparaître un actif net comptable de 103 425.179 euros. Le résultat 2015 est bénéficiaire à hauteur de 3 624.000 euros pour un chiffre d'affaires de 36 499.000 euros. L'autofinancement net HLM est de 6 103.000 euros.

Le Contrôle de Gestion a émis un avis favorable pour la garantie d'emprunt au profit de la SA HLM Famille et Provence.

De même, en raison de cette garantie à hauteur de 55 %, le nombre de logements réservés à la collectivité est de 0 logement.

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2252-1 et L2252-2, il est proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunt ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 249.681 euros souscrit par la SA HLM Famille et Provence auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Ce prêt, constitué de quatre lignes du Prêt, est destiné à financer la construction de 2 logements (1 PLUS et 1 PLAI) situés à Venelles, Avenue des Logissons « Le Claous des Logissons ».

Article 2 :

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Ligne du Prêt 1 : PLA1

Montant : 88.231 €

Durée de la phase de préfinancement : de 3 à 24 mois

Durée de la phase d'amortissement : 40 ans

Périodicité des échéances : Annuelle

Index : Livret A

Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux de Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt -0.20 %

Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.

Profil d'amortissement : Amortissement déduit avec intérêts différés.

Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.

Modalité de révision : Simple révisabilité

Taux de progressivité des échéances : 0 %

Ligne du Prêt 2 : PLA1 FONCIER

Montant : 36.161 €

Durée de la phase de préfinancement : de 3 à 24 mois

Durée de la phase d'amortissement : 50 ans

Périodicité des échéances : Annuelle

Index : Livret A

Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux de Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt -0.20 %

Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.

Profil d'amortissement : Amortissement déduit avec intérêts différés.

Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.

Modalité de révision : Simple révisabilité

Taux de progressivité des échéances : 0 %

Ligne du Prêt 3 : PLUS

Montant : 88.867 €

Durée de la phase de préfinancement : de 3 à 24 mois

Durée de la phase d'amortissement : 40 ans

Périodicité des échéances : Annuelle

Index : Livret A

Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux de Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt +0.60 %

Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.

Profil d'amortissement : Amortissement déduit avec intérêts différés.

Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.

Modalité de révision : Simple révisabilité

Taux de progressivité des échéances : 0 %

Ligne du Prêt 3 : PLUS FONCIER

Montant : 36.422 €

Durée de la phase de préfinancement : de 3 à 24 mois

Durée de la phase d'amortissement : 50 ans

Périodicité des échéances : Annuelle

Index : Livret A

Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux de Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt +0.60 %

Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.

Profil d'amortissement : Amortissement déduit avec intérêts différés.

Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.

Modalité de révision : Simple révisabilité

Taux de progressivité des échéances : 0 %

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Famille et Provence dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Famille et Provence pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Famille et Provence est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Famille et Provence opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole bénéficiera de 0 logement réservé concernant la dite opération.

Article 5 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Famille et Provence.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la convention de garantie avec la SA HLM Famille et Provence, les contrats de prêt qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA HLM Famille et Provence, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 019-2019/17/CM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Néolia pour l'opération Font de Garach à Gardanne relative à l'acquisition en VEFA de 26 logements sociaux MET 17/3541/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La SA HLM Néolia envisage l'acquisition en VEFA de 26 logements sociaux (20 PLUS et 6 PLAI) «Font de Garach» sur la commune de Gardanne. Cette opération, d'un montant total de 3 485.361 euros est financée pour partie par un emprunt de 1 699.433 euros souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie d'emprunt à hauteur de 55 % soit 934.688.15 euros, étant précisé que la commune de Gardanne est sollicitée pour garantir les 45 % restant.

Pour information, la Direction du Contrôle de Gestion du Territoire du Pays d'Aix a effectué une analyse financière de la SA HLM Néolia à partir du bilan 2015.

La situation de l'organisme est bonne. L'actif comptable est égal à 1 642 614 027 €, le passif réel (dettes) à 1 309 158 764 €. L'actif net comptable s'élève dont à 333 455 263 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat d'exploitation 2015 est bénéficiaire de 13 856 889 €.

Le Contrôle de Gestion a émis un avis favorable pour la garantie d'emprunt au profit de la SA HLM Néolia.

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2252-1 et L2252-2, il est proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunt ;
- La délibération n° FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 55080 en annexe signé entre la SA HLM Néolia et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération FAG 004-1535/17/BM du 9 février 2017.

Article 2 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1

699.433 euros souscrit par la SA HLM Néolia auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 55080, constitué de quatre (4) lignes du Prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Néolia dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Néolia pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Néolia est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Néolia opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole bénéficiera de trois logements réservés concernant la dite opération.

Article 5 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Néolia.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer la convention de garantie avec la SA HLM Néolia, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 020-2020/17/CM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Logis Méditerranée pour l'opération Villa Mercadier - Rue du Bonheur à Vitrolles relative à la construction de 20 logements sociaux MET 17/3543/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La SA HLM Logis Méditerranée envisage la construction de 20 logements sociaux (14 PLUS et 6 PLAI) « Villa Mercadier » Rue du Bonheur sur la commune de Vitrolles. Cette opération, d'un montant total de 3 500.683 euros est financée pour partie par un emprunt de 2 435.857 euros souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie d'emprunt à hauteur de 55 % soit 1 339.721,35 euros, étant précisé que la commune de Vitrolles est sollicitée pour garantir les 45 % restant.

La situation de l'organisme est bonne. L'actif comptable est égal à 264 706.281 €, le passif réel (dettes) à 203 795.297 €. L'actif net comptable s'élève donc à 60 910.984 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat d'exploitation 2015 est bénéficiaire de 5 693.587 €. La marge brute d'autofinancement est correcte.

Le Contrôle de Gestion a émis un avis favorable pour la garantie d'emprunt au profit de la SA HLM Logis Méditerranée.

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2252-1 et L2252-2, il est proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-

Provence du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunt ;

- La délibération n° FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 55874 en annexe signé entre la SA HLM Logis Méditerranée et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération FAG 002-1533/17/BM du 9 février 2017.

Article 2 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 435.857 euros souscrit par la SA HLM Logis Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 55874, constitué de quatre (4) lignes du Prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logis Méditerranée dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logis Méditerranée pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logis Méditerranée est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus

pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Logis Méditerranée opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole bénéficiera de deux logements réservés concernant la dite opération.

Article 5 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logis Méditerranée.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer la convention de garantie avec la SA HLM Logis Méditerranée, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 021-2021/17/CM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Logis Méditerranée pour l'opération Villa Mercadier - Rue du Bonheur à Vitrolles relative à la construction d'un foyer pour jeunes travailleurs de 55 logements sociaux
MET 17/3545/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La SA HLM Logis Méditerranée envisage la construction d'un foyer pour jeunes travailleurs de 55 logements sociaux « Villa Mercadier » Rue du Bonheur sur la commune de Vitrolles. Cette opération, d'un montant total de 3 083.440 euros est financée pour partie par un emprunt de 1 962.042 euros souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie d'emprunt à hauteur de 55 % soit 1 079.123,10 euros, étant précisé que la commune de Vitrolles est sollicitée pour garantir les 45 % restant.

La situation de l'organisme est bonne. L'actif comptable est égal à 264 706.281 €, le passif réel (dettes) à 203 795.297 €. L'actif net comptable s'élève dont à 60 910.984 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat d'exploitation 2015 est bénéficiaire de 5 693.587 €. La marge brute d'autofinancement est correcte.

Le Contrôle de Gestion a émis un avis favorable pour la garantie d'emprunt au profit de la SA HLM Logis Méditerranée.

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2252-1 et L2252-2, il est proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunt ;
- La délibération n° FAG 004-1738./17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 55875 en annexe signé entre la SA HLM Logis Méditerranée et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération FAG 003-1534/17/BM du 9 février 2017.

Article 2 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 962.042 euros souscrit par la SA HLM Logis Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 55875, constitué de deux (2) lignes du Prêt. Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logis Méditerranée dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logis Méditerranée pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logis Méditerranée est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Logis Méditerranée opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole bénéficiera de six logements réservés concernant la dite opération.

Article 5 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logis Méditerranée.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer la convention de garantie avec la SA HLM Logis Méditerranée, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 022-2022/17/CM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la Société Anonyme d'HLM Famille et Provence pour le financement de la construction de quatre logements "le Picoussin" situés sur la route d'Aubagne à Roquefort-La-Beaune MET 17/3562/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer l'opération « le Picoussin », située sur la route d'Aubagne à Roquefort-La-Beaune - 13830.

Portée par la Société Anonyme Famille&Provence, cette opération sera financée par deux emprunts Plus pour un montant total de 534 752 € auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55% de la ville de Roquefort-La-Beaune.

L'obtention de ces prêts est conditionnée à la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45% du montant total de l'emprunt.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite "loi Galland" ;
- La loi n°91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n°88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la cour d'appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération n° FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative aux conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 relative à la procédure simplifiée pour les prêts accordés par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45% pour le remboursement de l'emprunt d'un montant total de 534 752 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Ce prêt, constitué de deux lignes de Prêt, est destiné à financer l'opération « le Picoussin », située sur la route d'Aubagne à Roquefort-La-Beaune.

Article 2 :

Les caractéristiques financières du prêt sont définies comme suit:

Ligne du Prêt	PLUS	PLUS FONCIER
Montant	388 474 €	146 278 €
Durée totale :		
- Durée de la phase de préfinancement	24 mois	24 mois
- Durée de la phase d'amortissement	40 ans	50 ans
Marge fixe sur index	0,60%	0,60%
Profil d'amortissement	Amortissement déduit	Amortissement déduit
Périodicité des échéances	Annuelle	Annuelle
Index	Livret A	Livret A
Condition de remboursement anticipé	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	SR	SR
Taux de progressivité des échéances	0,50%	0,50%

Article 3 :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement) et ce jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle assurera toutes les sommes dues au titre de l'octroi de la garantie.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires au règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par l'Emprunteur est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si l'Emprunteur opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole bénéficiera de logements réservés concernant ladite opération.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention de garantie ci-annexée.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 023-2023/17/CM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA d'HLM Famille et Provence pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 7 logements locatifs sociaux situés Chemin de Fontenelle à Mallemort, Clos du Roure Lot 14 MET 17/3563/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les communes et les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale peuvent accorder des garanties d'emprunts dans les conditions définies aux articles L.2252-1 à L. 2252-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 7 logements locatifs sociaux composés de 5 Prêts Locatifs à Usage Social (PLUS) et 2 Prêts Locatifs d'Aide à l'Intégration (PLAI) situés Chemin de Fontenelle à Mallemort, « Clos du Roure Lot 14 ».

Portée par la Sa d'HLM Famille et Provence, cette opération sera financée par des emprunts (PLAI, PLAI Foncier, PLUS, PLUS Foncier) pour un montant total de 887 656 € auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et bénéficie d'une garantie à hauteur de 45% de la commune de Mallemort.

Le montant du prêt est ainsi réparti :

- Un prêt PLUS sur 40 ans pour un montant de 454 731 €
- Un prêt PLUS Foncier sur 50 ans pour un montant de 190 362 €
- Un prêt PLAI sur 40 ans pour un montant de 170 985 €
- Un prêt PLAI Foncier sur 50 ans pour un montant de 71 578 €

L'obtention de ce prêt est conditionnée à la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55%, donc pour un montant total de 488 210,80 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2252-1, L 2252-5, L 5111-4, L. 5211-10 et L 5217-2 et suivants ;
- L'article R 221-19 du Code Monétaire et Financier ;
- L'article 2298 du Code Civil ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts par la Métropole ;

- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n°91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- L'arrêt de la cour d'appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n°NOR INT/B/06/00041/C
- Le décret n°88-366 du 18 avril 1988 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 15 mai 2017 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55% pour le remboursement des prêts d'un montant total de 887 656 € souscrits par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Ce prêt constitué de 4 lignes de Prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de parc social public de 7 logements (5 PLUS et 2 PLAI) situés Chemin de Fontenelle à Mallemort, Clos du Roure Lot 14.

Article 2 :

Les caractéristiques financières de chaque ligne de prêt sont définies comme suit :

Ligne du Prêt 1 :

Ligne du Prêt	PLUS
Montant	454 731 €
Durée de la phase de préfinancement	3 à 24 mois
Durée de la phase d'amortissement	40 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux du livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de prêt + 0,6% <i>Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.</i>
Profil d'amortissement	Amortissement déduit avec intérêts différés : <i>Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous formes d'intérêts différés.</i>
Modalité de révision	« Simple Révisabilité » SR
Taux de progressivité des échéances	0%

Ligne du Prêt 2 :

Ligne du Prêt	PLUS Foncier
Montant	190 362 €
Durée de la phase de préfinancement	3 à 24 mois
Durée de la phase d'amortissement	50 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux du livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de prêt + 0,6% <i>Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.</i>
Profil d'amortissement	Amortissement déduit avec intérêts différés : <i>Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous formes d'intérêts différés.</i>
Modalité de révision	« Simple Révisabilité » SR
Taux de progressivité des échéances	0%

Ligne du Prêt 3 :

Ligne du Prêt	PLAI
Montant	170 985 €
Durée de la phase de préfinancement	3 à 24 mois
Durée de la phase d'amortissement	40 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux du livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de prêt – 0,2% <i>Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.</i>
Profil d'amortissement	Amortissement déduit avec intérêts différés : <i>Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous formes d'intérêts différés.</i>
Modalité de révision	« Simple Révisabilité » SR
Taux de progressivité des échéances	0%

Ligne du Prêt 4 :

Ligne du Prêt	PLAI Foncier
Montant	71 578 €
Durée de la phase de préfinancement	3 à 24 mois
Durée de la phase d'amortissement	50 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux du livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de prêt – 0,2% <i>Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.</i>
Profil d'amortissement	Amortissement déduit avec intérêts différés : <i>Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous formes d'intérêts différés.</i>
Modalité de révision	« Simple Révisabilité » SR
Taux de progressivité des échéances	0%

Article 3 :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par l'Emprunteur est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si l'Emprunteur opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention de garantie, ci-annexée, ainsi que le contrat de prêt qui sera passé entre la banque précitée et l'Emprunteur, ainsi que tout acte et à prendre toutes dispositions y concourant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 024-2024/17/CM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA d'HLM Famille et Provence pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 12 logements locatifs sociaux situés Chemin de Fontenelle à Mallemort, Clos du Roure Lot 21 MET 17/3564/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les communes et les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale peuvent accorder des garanties d'emprunts dans les conditions définies aux articles L.2252-1 à L. 2252-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 12 logements locatifs sociaux composés de 7 Prêts Locatifs à Usage Social (PLUS) et 5 Prêts Locatifs d'Aide à l'Intégration (PLAI) situés Chemin de Fontenelle à Mallemort, « Clos du Roure Lot 21 ».

Portée par la Sa d'HLM Famille et Provence, cette opération sera financée par des emprunts (PLAI, PLAI Foncier, PLUS, PLUS Foncier) pour un montant total de 1 174 716 € auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et bénéficie d'une garantie à hauteur de 45% de la commune de Mallemort.

Le montant du prêt est ainsi réparti :

- Un prêt PLUS sur 40 ans pour un montant de 465 468 €
- Un prêt PLUS Foncier sur 50 ans pour un montant de 196 711 €
- Un prêt PLAI sur 40 ans pour un montant de 360 279 €
- Un prêt PLAI Foncier sur 50 ans pour un montant de 152 258 €

L'obtention de ce prêt est conditionnée à la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55%, donc pour un montant total de 646 093,80 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2252-1, L 2252-5, L 5111-4, L. 5211-10 et L 5217-2 et suivants ;
- L'article R 221-19 du Code Monétaire et Financier ;
- L'article 2298 du Code Civil ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des

conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;

- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n°91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- L'arrêt de la cour d'appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n°NOR INT/B/06/00041/C ;
- Le décret n°88-366 du 18 avril 1988 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 15 mai 2017 ;

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55% pour le remboursement des prêts d'un montant total de 1 174 716 € souscrits par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Ce prêt constitué de 4 lignes de Prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de parc social public de 12 logements (7 PLUS et 5 PLAI) situés Chemin de Fontenelle à Mallemort, « Clos du Roure Lot 21 ».

Article 2 :

Les caractéristiques financières de chaque ligne de prêt sont définies comme suit :

Où le rapport ci-dessus,

Ligne du Prêt 1 :

Ligne du Prêt	PLUS
Montant	465 468 €
Durée de la phase de préfinancement	3 à 24 mois
Durée de la phase d'amortissement	40 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux du livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de prêt + 0,6% <i>Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.</i>
Profil d'amortissement	Amortissement déduit avec intérêts différés : <i>Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous formes d'intérêts différés.</i>
Modalité de révision	« Simple Révisibilité » SR
Taux de progressivité des échéances	0%

Ligne du Prêt 2 :

Ligne du Prêt	PLUS Foncier
Montant	196 711 €
Durée de la phase de préfinancement	3 à 24 mois
Durée de la phase d'amortissement	50 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux du livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de prêt + 0,6% <i>Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.</i>
Profil d'amortissement	Amortissement déduit avec intérêts différés : <i>Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous formes d'intérêts différés.</i>
Modalité de révision	« Simple Révisibilité » SR
Taux de progressivité des échéances	0%

Ligne du Prêt 3 :

Ligne du Prêt	PLAI
Montant	360 279 €
Durée de la phase de préfinancement	3 à 24 mois
Durée de la phase d'amortissement	40 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux du livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de prêt – 0,2% <i>Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.</i>
Profil d'amortissement	Amortissement déduit avec intérêts différés : <i>Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous formes d'intérêts différés.</i>
Modalité de révision	« Simple Révisabilité » SR
Taux de progressivité des échéances	0%

Ligne du Prêt 4 :

Ligne du Prêt	PLAI Foncier
Montant	152 258 €
Durée de la phase de préfinancement	3 à 24 mois
Durée de la phase d'amortissement	50 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux du livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de prêt – 0,2% <i>Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.</i>
Profil d'amortissement	Amortissement déduit avec intérêts différés : <i>Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous formes d'intérêts différés.</i>
Modalité de révision	« Simple Révisabilité » SR
Taux de progressivité des échéances	0%

Article 3 :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par l'Emprunteur est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si l'Emprunteur opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention de garantie, ci-annexée, ainsi que le contrat de prêt qui sera passé entre la banque précitée et l'Emprunteur, ainsi que tout acte et à prendre toutes dispositions y concourant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 025-2025/17/CM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA d'HLM Famille et Provence pour le financement de l'opération de construction de 5 logements locatifs sociaux situés Lieu-dit Le Village à Mallemort, Rue Lamanon
MET 17/3565/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les communes et les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale peuvent accorder des garanties d'emprunts dans les conditions définies aux articles L.2252-1 à L. 2252-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de construction de 5 logements locatifs sociaux composés de 3 Prêts Locatifs à Usage Social (PLUS) et 2 Prêts Locatifs d'Aide à l'Intégration (PLAI) situés Lieu-dit Le Village à Mallemort, « Rue Lamanon ».

Portée par la Sa d'HLM Famille et Provence, cette opération sera financée par des emprunts (PLAI, PLAIF Foncier, PLUS, PLUS Foncier) pour un montant total de 531 309 € auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et bénéficie d'une garantie à hauteur de 55% de la commune de Mallemort.

Le montant du prêt est ainsi réparti :

- Un prêt PLUS sur 40 ans pour un montant de 148 250 €
- Un prêt PLUS Foncier sur 50 ans pour un montant de 42 187 €
- Un prêt PLAIF sur 40 ans pour un montant de 265 359 €
- Un prêt PLAIF Foncier sur 50 ans pour un montant de 75 513 €

L'obtention de ce prêt est conditionnée à la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55%, donc pour un montant total de 292 219,95 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2252-1, L 2252-2,
- L 5111-4, L. 5211-10 et L 5217-2 et suivants;
- L'article R 221-19 du Code Monétaire et Financier ;
- L'article 2298 du Code Civil ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts par la Métropole ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n°91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- L'arrêt de la cour d'appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n°NOR INT/B/06/00041/C ;
- Le décret n°88-366 du 18 avril 1988 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 15 mai 2017 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55% pour le remboursement des prêts d'un montant total de 531 309 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Ce prêt constitué de 4 lignes de Prêt, est destiné à financer une opération de construction de parc social public de 5 logements (3 PLUS et 2 PLAIF) situés Lieu-dit Le Village à Mallemort, « Rue Lamanon ».

Article 2 :

Les caractéristiques financières de chaque ligne de prêt sont définies comme suit :

Ligne du Prêt 1 :

Ligne du Prêt	PLUS
Montant	148 250 €
Durée de la phase de préfinancement	3 à 24 mois
Durée de la phase d'amortissement	40 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux du livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de prêt + 0,6% <i>Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.</i>
Profil d'amortissement	Amortissement déduit avec intérêts différés : <i>Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous formes d'intérêts différés.</i>
Modalité de révision	« Simple Révisabilité » SR
Taux de progressivité des échéances	0%

Ligne du Prêt 2 :

Ligne du Prêt	PLUS Foncier
Montant	42 187 €
Durée de la phase de préfinancement	3 à 24 mois
Durée de la phase d'amortissement	50 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux du livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de prêt + 0,6% <i>Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.</i>
Profil d'amortissement	Amortissement déduit avec intérêts différés : <i>Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous formes d'intérêts différés.</i>
Modalité de révision	« Simple Révisabilité » SR
Taux de progressivité des échéances	0%

Ligne du Prêt 3 :

Ligne du Prêt	PLAI
Montant	265 359 €
Durée de la phase de préfinancement	3 à 24 mois
Durée de la phase d'amortissement	40 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux du livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de prêt – 0,2% <i>Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.</i>
Profil d'amortissement	Amortissement déduit avec intérêts différés : <i>Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous formes d'intérêts différés.</i>
Modalité de révision	« Simple Révisabilité » SR
Taux de progressivité des échéances	0%

Ligne du Prêt 4 :

Ligne du Prêt Montant	PLAI Foncier 75 513 €
Durée de la phase de préfinancement	3 à 24 mois
Durée de la phase d'amortissement	50 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux du livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de prêt – 0,2% <i>Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.</i>
Profil d'amortissement	Amortissement déduit avec intérêts différés : <i>Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous formes d'intérêts différés.</i>
Modalité de révision	« Simple Révisabilité » SR
Taux de progressivité des échéances	0%

Article 3 :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par l'Emprunteur est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si l'Emprunteur opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention de garantie, ci-annexée, ainsi que le contrat de prêt qui sera passé entre la banque précitée et l'Emprunteur, ainsi que tout acte et à prendre toutes dispositions y concourant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 026-2026/17/CM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la Société Anonyme Neolia pour le financement de l'opération "Le vieux Pigeonnier" de 43 logements, située Avenue des combattants d'Afrique du N. à Marignane**
MET 17/3580/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer l'opération de Rachat social public "Le vieux Pigeonnier" de 43 logements, située Avenue des combattants d'Afrique du N. à Marignane.

Portée par la Société Anonyme Neolia, cette opération sera financée par deux emprunts (PLUS, PLUS Foncier) pour un montant total de 2 796 684 € auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marignane.

L'obtention de ces prêts est conditionnée à la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45%.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite "loi Galland" ;
- La loi n°91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n°88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la cour d'appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération n° FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative aux conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 relative à la procédure simplifiée pour les prêts accordés par la Caisse des Dépôts et Consignations.

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45% pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 2 796 684 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Ce Prêt, constitué de deux lignes de Prêt, est destiné à financer l'opération "Le vieux Pigeonnier" de 43 logements, située Avenue des combattants d'Afrique du N. à Marignane 13700.

Article 2 :

Les caractéristiques financières des lignes du prêt sont définies comme suit:

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,
Considérant**

Ligne du Prêt	PLUS	PLUS Foncier
Montant	1 828 813 €	967 871 €
Durée totale : - Durée de la phase de préfinancement - Durée de la phase d'amortissement	24 mois 40 ans	24 mois 50 ans
Marge fixe sur index	0.6%	0.6%
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Périodicité des échéances	Annuelle	Annuelle
Index	Livret A	Livret A
Profil d'amortissement	Amortissement déduit	Amortissement déduit
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	« Double Révisabilité limitée » (DL)	« Double Révisabilité limitée » (DL)
Taux de progressivité des échéances	0 %	

Article 3 :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement) et ce jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle assurera toutes les sommes dues au titre de l'octroi de la garantie.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par l'Emprunteur est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si l'Emprunteur opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole bénéficiera de 4 logements réservés concernant ladite opération.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention de garantie ci-annexée.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 027-2027/17/CM

■ Approbation d'une Garantie d'emprunt à la Société Anonyme Famille et Provence pour le financement de 40 logements de l'opération "Trois communes", située quartier de La Folie, Avenue des trois communes à Sausset-les-Pins MET 17/3712/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de 40 logements collectifs « Trois communes », située quartier de La Folie, Avenue des 3 communes 13960 Sausset-les-Pins.

Portée par la Société Anonyme Famille et Provence, l'opération sera financée par quatre emprunts pour un montant total de 4 786 275 € auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55% de la ville de Sausset-les-Pins.

L'obtention de ces prêts est conditionnée à la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille Provence à hauteur de 45%, donc pour un montant de 2 153 823,75 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite "loi Galland" ;
- La loi n°91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêt de la cour d'appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- Le décret n°88-366 du 18 avril 1988 ;
- La délibération n° FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative aux conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts par la Métropole Aix-Marseille Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille Provence à hauteur de 45% pour le remboursement d'un Prêt souscrit par l'Emprunteur, auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

Ce Prêt, constitué de quatre Lignes de prêts, est destiné à financer une opération de construction en VEFA de la résidence «Trois communes» de 40 logements collectifs, situé quartier de La Folie, Avenue des Trois communes à Sausset-les-Pins 13960.

Article 2 :

Les caractéristiques financières des lignes du prêt sont définies comme suit:

Ligne du Prêt	PLAI	PLAI Foncier	PLUS	PLUS Foncier
Montant	1 038 406€	742 508€	1 752 351€	1 253 010 €
Durée totale :				
- Durée de la phase de préfinancement	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
- Durée de la phase d'amortissement	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Marge fixe sur index	-0,2%	-0,2%	0,6%	0,6%
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Périodicité des échéances	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Index	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Livret A - 0,2%	Livret A -0,2%	Livret A + 0,6%	Livret A +0,6%
Modalité de révision	« Double Révisabilité limitée » (DL)	« Double Révisabilité limitée » (DL)	« Double Révisabilité limitée » (DL)	« Double Révisabilité limitée » (DL)
Taux de progressivité des échéances	De 0 % à 0,50 % maximum		De 0 % à 0,50 % maximum	

Article 3 :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement) et ce jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle assurera toutes les sommes dues au titre de l'octroi de la garantie.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par l'Emprunteur est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si l'Emprunteur opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole bénéficiera de quatre logements réservés concernant ladite opération.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer la convention de garantie, ci-annexée, avec le demandeur ainsi que toutes les pièces rattachées à la garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 028-2028/17/CM

■ **Approbation d'une Garantie d'emprunt à la Société Anonyme VILOGIA pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 42 logements "Châteauneuf les Martigues", située rue Auguste Tourrel, Châteauneuf-les-Martigues MET 17/3715/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de acquisition en VEFA de 42 logements collectifs « Châteauneuf les Martigues », située rue Auguste Tourrel, Châteauneuf-Les-Martigues 13220.

Portée par la Société Anonyme VILOGIA, l'opération sera financée par quatre emprunts pour un montant total de 3 665 577 € auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et cette opération bénéficiera d'une

garantie à hauteur de 45% du Conseil General Des Bouches Du Rhône.

L'obtention de ces prêts est conditionnée à la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55% du montant du prêt.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5,
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n°91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêt de la cour d'appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- Le décret n°88-366 du 18 avril 1988 ;

- La délibération n° FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative aux conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts par la Métropole Aix-Marseille Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45% pour le remboursement d'un Prêt souscrit par l'Emprunteur, auprès de la Caisse des dépôts et consignations. Ce Prêt, constitué de quatre Lignes de prêts, est destiné à financer une opération de construction en VEFA de la résidence Châteauneuf les Martigues» de 42 logements collectifs, située rue Auguste Tourrel, Châteauneuf-les-Martigues 13220.

Article 2 :

Les caractéristiques financières des lignes du prêt sont définies comme suit:

Ligne du Prêt	PLAI	PLAI Foncier	PLUS	PLUS Foncier
Montant	145 165 €	141 544€	2 030 561 €	1 348 307€
Durée totale :				
- Durée de la phase de préfinancement	18 mois	18 mois	18 mois	18 mois
- Durée de la phase d'amortissement	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Marge fixe sur index	-0,2%	0,52%	0,6%	0,52%
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Périodicité des échéances	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Index	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Taux d'intérêt	Livret A +0,2%	Livret A +0,52%	Livret A + 0,6%	Livret A +0,52%
Modalité de révision	« Double Révisabilité limitée» (DL)	« Double Révisabilité limitée» (DL)	« Double Révisabilité limitée» (DL)	« Double Révisabilité limitée» (DL)
Taux de progressivité des échéances	0%	-1.25%	0%	-1.5%

Article 3 :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement) et ce jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle assurera toutes les sommes dues au titre de l'octroi de la garantie.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par l'Emprunteur est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si l'Emprunteur opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole bénéficiera de sept logements réservés concernant ladite opération.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention de garantie, ci-annexée, avec le demandeur ainsi que toutes les pièces rattachées à la garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 029-2029/17/CM

■ Approbation d'une Garantie d'emprunt à la Société Anonyme Grand Delta Habitat pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 85 logements "Le Parc", située Chemin de la Commanderie à Marseille (15ème arrondissement) MET 17/3717/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 85 logements collectifs « Le Parc », située Chemin de la

Commanderie à Marseille dans le 15^{em} arrondissement.

Portée par la Société Anonyme Grand Delta Habitat, l'opération sera financée par quatre emprunts pour un montant total de 8 594 038 € auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et cette opération bénéficiera d'une garantie à hauteur de 55% de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée à la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille Provence à hauteur de 45%.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5,
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite "loi Galland" ;
- La loi n°91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêt de la cour d'appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- Le décret n°88-366 du 18 avril 1988 ;
- La délibération n° FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative aux conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts par la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n° FAG 029-2029/17/CM du 30 mars 2017 relative à la procédure simplifiée pour les prêts accordés par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille Provence à hauteur de 45% pour le remboursement d'un Prêt souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations. Ce Prêt, constitué de quatre Lignes de prêts, est destiné à financer une opération de construction de 85

logements collectifs en VEFA, résidence « Le Parc », située Chemin de la Commanderie à Marseille, 15^{ème} arrondissement.

Article 2 :

Les caractéristiques financières des lignes de prêts sont définies comme suit et sont clairement stipulées dans le contrat de prêt en annexe de la délibération:

Ligne du Prêt	PLAI	PLAI Foncier	PLUS	PLUS Foncier
Montant	1 930 081 €	970 272 €	3 472 887 €	2 220 798 €
Durée totale :				
- Durée de la phase de préfinancement	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
- Durée de la phase d'amortissement	40 ans	50 ans	40 ans	60 ans
Marge fixe sur index	-0,2%	-0,2%	0,6%	0,6%
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Périodicité des échéances	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Index	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
TEG (Taux effectif global)	0,55%	0,55%	1,35%	1,35%
Modalité de révision	« Double Révisabilité limitée » (DL)	« Double Révisabilité limitée » (DL)	« Double Révisabilité limitée » (DL)	« Double Révisabilité limitée » (DL)
Taux de progressivité des échéances	De 0 % à 0,50 % maximum		De 0 % à 0,50 % maximum	

Article 3 :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement) et ce jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle assurera toutes les sommes dues au titre de l'octroi de la garantie.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par l'Emprunteur est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si l'Emprunteur opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole bénéficiera de 8 logements réservés concernant ladite opération.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, à signer la convention de garantie, ci-annexée, avec le demandeur ainsi que toutes les pièces rattachées à la garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 030-2030/17/CM

**■ Budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption du Compte de Gestion de l'exercice 2016 et des Etats spéciaux des territoires
MET 17/3598/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Monsieur le Receveur principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, à fin d'approbation, le Compte de Gestion de l'exercice 2016 du budget Principal et des EST.

Après s'être fait présenter le budget primitif, et les décisions modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer,

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ,

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2016,

Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2016 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où il le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère**

Article 1 :

Les résultats de clôture de l'exercice 2016 des Comptes de Gestion des Etats Spéciaux de Territoires sont les suivants :

EST du territoire Marseille Provence :

En recettes 82 564 448,91 euros
En dépenses 82 564 448,91 euros

Résultat 0,00 euros

EST du territoire du Pays d'Aix :

En recettes 30 219 144,67 euros
En dépenses 30 219 144,67 euros

Résultat 0,00 euros

EST du territoire du Pays Salonais :

En recettes 19 157 361,77 euros
En dépenses 19 157 361,77 euros

Résultat 0,00 euros

EST du territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile :

En recettes 18 551 370,21 euros
En dépenses 18 551 370,21 euros

Résultat 0,00 euros

EST du territoire Istres-Ouest Provence :

En recettes 13 346 716,70 euros
En dépenses 13 346 716,70 euros

Résultat 0,00 euros

EST du territoire du Pays de Martigues :

En recettes 9 936 113,26 euros
En dépenses 9 936 113,26 euros

Résultat 0, 00 euros

Article 2 :

Le résultat de clôture de l'exercice 2016 du Compte de Gestion du budget Principal de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est le suivant

Section d'Investissement - 66 361 288,24 euros
Section de Fonctionnement 132 965 378,20 euros

Résultat 66 604 089,96 euros

Article 3 :

Est adopté et déclare que le Compte de Gestion du budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence dressé par le Receveur pour l'exercice 2016, visé et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 031-2031/17/CM

■ Budgets annexes des Transports de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption des Comptes de Gestion de l'exercice 2016 MET 17/3596/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Monsieur le Receveur principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, à fin d'approbation, les Comptes de Gestion des services des Transports des Territoires de Marseille-Provence, du Pays d'Aix, du Pays Salonais, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du réseau Ulysse.

Après s'être fait présenter les budgets primitifs, et les décisions modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer,

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ,

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2016,

Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2016 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Les résultats de clôture de l'exercice 2016 du Compte de Gestion des budgets annexes des Transports sont les suivants :

Territoire Marseille-Provence

Section d'investissement - 20 289 095,09 euros

Section de fonctionnement 0,00 euros

Solde - 20 289 095,09 euros

Territoire du Pays d'Aix

Section d'investissement 6 470 939,64 euros

Section de fonctionnement 15 217 109,30 euros

Solde 21 688 048,94 euros

Territoire du Pays Salonais

Section d'investissement 557 300,64 euros

Section de fonctionnement 2 956 864,25 euros

Solde 3 514 164,89 euros

Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

Section d'investissement - 4 053 888,63 euros

Section de fonctionnement 5 981 773,71 euros

Solde 1 927 885,08 euros

Réseau Ulysse

Section d'investissement 799 589,94 euros

Section de fonctionnement 4 187 255,94 euros

Solde 4 986 845,88 euros

Article 2 :

Est adopté et déclare que les comptes de gestion des services Transports des Territoires Marseille-Provence, du Pays d'Aix, du Pays Salonais, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et du réseau Ulysse dressés par le Receveur pour l'exercice 2016, visés et certifiés conformes par l'Ordonnateur, n'appellent ni observation, ni réserve de sa part.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 032-2032/17/CM

■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption des Comptes de Gestion de l'exercice 2016 du Territoire Marseille Provence MET 17/3597/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Monsieur le Receveur principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, à fin d'approbation, le Compte de Gestion des services de la collecte et du traitement des déchets, de l'assainissement, de l'eau, des ports de plaisances, du MIN, du crématorium, des Opérations d'aménagements.

Après s'être fait présenter le budget primitif, et les décisions modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer.

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2016.

Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2016 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires.

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 mai 2017.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

Délibère

Article 1 :

Les résultats de clôture de l'exercice 2016 du Compte de Gestion des budgets annexes du Territoire Marseille Provence sont les suivants :

BUDGET ANNEXE COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS

Section d'investissement - 924 288,77 euros
Section de fonctionnement 965 522,55 euros
Solde 41 233,78 euros

BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT

Section d'investissement 2 347 035,85 euros
Section de fonctionnement 5 558 858,76 euros
Solde 7 905 894,61 euros

BUDGET ANNEXE DE L'EAU

Section d'investissement 9 758 182,14 euros
Section de fonctionnement 5 542 695,60 euros
Solde 15 300 877,74 euros

BUDGET ANNEXE DES PORTS DE PLAISANCE

Section d'investissement - 514 469,37 euros
Section de fonctionnement 704 573,43 euros
Solde 190 104,06 euros

BUDGET ANNEXE DU MARCHÉ D'INTERET NATIONAL

Section d'investissement 319 229,55 euros
Section de fonctionnement - 813 125,79 euros
Solde - 493 896,24 euros

BUDGET ANNEXE CREMATORIUM

Section d'investissement 1 209 532,77 euros
Section de fonctionnement 2 191 245,80 euros
Solde 400 778,57 euros

BUDGET ANNEXE OPERATIONS D'AMENAGEMENT

Section d'investissement 1 013 322,76 euros
Section de fonctionnement - 1 325 315,27 euros
Solde - 311 992,51 euros

Article 2 :

Est adopté et déclare que le compte de gestion des services de la collecte et du traitement des déchets, de l'assainissement, de l'eau, des ports de plaisances, du MIN, du crématorium et des Opérations d'aménagements du Territoire dressé par le Receveur pour l'exercice 2016, visé et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 033-2033/17/CM

■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption des Comptes de Gestion de l'exercice 2016 du Territoire du Pays d'Aix MET 17/3639/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Monsieur le Receveur principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, à fin d'approbation, les Comptes de Gestion des services de l'assainissement non collectif, de la collecte et des traitements des déchets et Opérations d'aménagements.

Après s'être fait présenter les budgets primitifs, et les décisions modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, les comptes de gestion dressés par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer,

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ,

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2016,
Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2016 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Les résultats de clôture de l'exercice 2016 du Compte de Gestion des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix sont les suivants :

BUDGET ANNEXE COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS

Section d'investissement 1 712 624,97 euros
Section de fonctionnement 6 281 799,83 euros
Solde 7 994 424,80 euros

BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Section de fonctionnement 64 611,59 euros
Solde 64 611,59 euros

BUDGET ANNEXE OPERATIONS
D'AMENAGEMENT

Section d'investissement 237 233,26 euros
Section de fonctionnement - 58 772,27 euros
Solde 178 460,99 euros

Article 2 :

Est adopté et déclare que les comptes de gestion des services de l'assainissement non collectif, de la collecte et des traitements des déchets et des Opérations d'aménagements du Territoire du Pays d'Aix dressés par le Receveur pour l'exercice 2016, visés et certifiés conformes par l'Ordonnateur, n'appellent ni observation, ni réserve de sa part.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 034-2034/17/CM

■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption des Comptes de Gestion de l'exercice 2016 du Territoire du Pays Salonais MET 17/3600/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Monsieur le Receveur principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, à fin d'approbation, le Compte de Gestion des services de l'eau et de l'assainissement, et des Opérations d'aménagements.

Après s'être fait présenter le budget primitif, et les décisions modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats pour chacun des budgets sus visés, le Compte de Gestion dressé par le Comptable, accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer,

Après s'être assuré que le Comptable a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures, pour chacun des budgets sus visés

☐ Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2016,

☐ Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2016 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

☐ Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 15 mai 2017 ;

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Les résultats de clôture de l'exercice 2016 du Compte de Gestion des budgets annexes du Territoire du Pays Salonais sont les suivants :

BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT

Section d'investissement 138 465.07 euros
Section de fonctionnement 4 832 478.45 euros
Solde 4 970 943.52 euros

BUDGET ANNEXE DE L'EAU

Section d'investissement - 2 435 677.67 euros
Section de fonctionnement 4 832 574 37 euros
Solde 1 946 896.70 euros

BUDGET ANNEXE OPERATIONS
D'AMENAGEMENT

Section d'investissement - 962 346.72 euros
Section de fonctionnement 0.00 euros
Solde - 962 346.72 euros

Article 2 :

Est adopté et déclare que les comptes de gestion des services de l'Eau Potable, de l'Assainissement, et des Opérations d'aménagements du Territoire du Pays Salonais, dressé par le Receveur pour l'exercice

2016, visé et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appellent ni observation, ni réserve de sa part.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 035-2035/17/CM

■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption des Comptes de Gestion de l'exercice 2016 du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile MET 17/3514/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Monsieur le Receveur principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, à fin d'approbation, les Comptes de Gestion des services de l'assainissement, du traitement des ordures ménagères, de l'aménagement, de l'exposition Picasso (vente de produits dérivés), et du réseau de chaleur urbain.

Après s'être fait présenter les Budgets Primitifs, et les décisions modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, les comptes de gestion dressés par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer.

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2016.

Statuant sur l'exécution des budgets de l'exercice 2016 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires.

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 mai 2017.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article 1 :

Les résultats de clôture de l'exercice 2016 des Comptes de Gestion des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile sont les suivants :

BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT

Section d'investissement	+ 1 438 145,22 €
Section de fonctionnement	+ 2 285 014,29 €
Solde	+ 3 723 159,51 €

BUDGET ANNEXE REGIE TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES

Section d'investissement	- 202 889,86 €
Section de fonctionnement	+ 500 287,53 €
Solde	+ 297 397,67 €

BUDGET ANNEXE AMENAGEMENT

Section d'investissement	+ 293 496,77 €
Section de fonctionnement	+ 7 210,66 €
Solde	+ 300 707,43 €

BUDGET ANNEXE EXPOSITION PICASSO,VENTE DE PRODUITS DERIVES

Section d'investissement	0,00 €
Section de fonctionnement	+ 94 300,72 €
Solde	+ 94 300,72 €

BUDGET ANNEXE RESEAU DE CHALEUR URBAIN

Section d'investissement	- 86 414,52 €
Section de fonctionnement	+ 15 601,71 €
Solde	- 70 812,81 €

Article 2 :

Est adopté et déclare que le compte de gestion des budgets annexes des services de l'assainissement, du traitement des ordures ménagères, de l'aménagement, de l'exposition Picasso (vente de produits dérivés), et du réseau de chaleur urbain du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile dressé par le Receveur pour l'exercice 2016, visé et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 036-2036/17/CM

■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption des Comptes de Gestion de l'exercice 2016 du Territoire Istres-Ouest Provence MET 17/3590/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Monsieur le Receveur principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, à fin d'approbation, le Compte de Gestion des services Eau Potable, Assainissement, Entreprise, Régie Action Sociale et Traitements des Déchets.

Après s'être fait présenter le budget primitif, et les décisions modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer, Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les

opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2016,

Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2016 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires,

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives,

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil du Territoire d'Istres Ouest Provence du 17 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les résultats de clôture de l'exercice 2016 du Compte de Gestion des budgets annexes du Territoire Istres-Ouest Provence :

BUDGET ANNEXE EAU POTABLE

Section d'investissement	950 237,24 euros
Section de fonctionnement	926 570,41 euros
Solde	1 876 807,65 euros

BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT

Section d'investissement 1 155 167,32 euros
 Section de fonctionnement 2 073 981,42 euros
 Solde 3 229 148,74 euros

BUDGET ANNEXE ENTREPRISES

Section d'investissement -295 286,78 euros
 Section de fonctionnement 602 565,68 euros
 Solde 307 278,90 euros

BUDGET REGIE ACTION SOCIALE

Section d'investissement 17 662,96 euros
 Section de fonctionnement 0,00 euros
 Solde 17 662,96 euros

BUDGET TRAITEMENT DES DECHETS

Section d'investissement 343 470,31 euros
 Section de fonctionnement 0,00 euros
 Solde 343 470,31 euros

Article 2 :

Est adopté et déclare que le compte de gestion des budgets annexes Eau Potable, Assainissement, Entreprise, Régie Action Sociale et Traitements des Déchets du Territoire Istres-Ouest Provence, dressé par le Receveur pour l'exercice 2016, visé et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 037-2037/17/CM

■ Approbation des Comptes de Gestion 2016 des Budgets annexes de la Régie des Eaux et de la Régie d'Assainissement du Pays de Martigues MET 17/3559/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Compte de Gestion est, en application des dispositions de l'article L 1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, produit au Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale avant le 1er Juin qui suit la clôture de l'exercice, afin d'être présenté à l'Assemblée Délibérante qui arrête les comptes.

Les Comptes de Gestion de la Régie des Eaux et d'Assainissement du Pays de Martigues présentent pour l'année 2016, des résultats de fonctionnement et d'investissement identiques à ceux constatés dans les Comptes Administratifs 2016 de la Régie des Eaux et d'Assainissement du Pays de Martigues et résumés ci-après :

COMPTE DE GESTION 2016 - BUDGET ANNEXE EAU			INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL
RECETTES	PREVISIONS TOTALES		7 893 439,48	9 770 828,78	17 664 268,26
	RECETTES NETTES A		2 870 277,76	9 473 532,88	12 343 810,64
DEPENSES	PREVISIONS TOTALES		7 893 439,48	9 770 828,78	17 664 268,26
	DEPENSES NETTES B		2 295 701,68	8 470 469,03	10 776 170,71
RESULTAT DE L'EXERCICE 2016	C = A - B		574 576,08	1 003 063,85	1 577 639,93
RESULTAT DE CLOTURE 2015	D		2 136 835,48	2 334 828,78	4 471 664,26
PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT	AE			1 600 000,00	
RESULTAT DE CLOTURE 2016	F=C+D-E		2 711 411,56	1 737 892,63	4 449 304,19

COMPTE DE GESTION 2016 – BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT			INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL
RECETTES	PREVISIONS TOTALES		5 940 794,74	6 750 176,63	12 690 971,37
	RECETTES NETTES	A	2 313 222,02	7 904 520,44	10 217 742,46

DEPENSES	PREVISIONS TOTALES		5 940 794,74	6 750 176,63	12 690 971,37
	DEPENSES NETTES	B	2 989 762,72	5 901 978,65	8 891 741,37

RESULTAT DE L'EXERCICE 2016	C = A – B		- 676 540,70	2 002 541,79	1 326 001,09
-----------------------------	-----------	--	--------------	--------------	--------------

RESULTAT DE CLOTURE 2015	D		1 348 488,74	2 020 176,63	3 368 665,37
PART AFFECTEE L'INVESTISSEMENT	AE			1 100 000,00	
RESULTAT DE CLOTURE 2016	F=C+D-E		671 948,04	2 922 718,42	3 594 666,46

Après s'être fait présenter les budgets primitifs, et les décisions modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, les comptes de gestion dressés par le Receveur accompagnés des états de développement des comptes de tiers, ainsi que les états de l'actif, les états du passif, les états des restes à payer,

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qui lui ont été prescrites de passer dans ses écritures ,

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2016,

Statuant sur l'exécution des budgets de l'exercice 2016 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 11 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les résultats de clôture des Comptes de Gestion de la Régie des Eaux et d'Assainissement du Pays de Martigues pour l'année 2016.

Article 2 :

Sont approuvées les reprises des résultats de clôture des Comptes de Gestion 2016 dans les documents budgétaires de la Régie des Eaux et d'Assainissement du Pays de Martigues pour l'année 2017.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 038-2038/17/CM

**■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption du Compte de Gestion de l'exercice 2016 de la Régie du réseau des transports Ulysse
MET 17/3617/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Monsieur le Receveur principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, à fin d'approbation, le Compte de Gestion de la Régie du Réseau des transports Ulysse.

Après s'être fait présenter le budget primitif, et les décisions modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer,

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ,

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2016,

Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2016 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Délibère

Article 1 :

Les résultats de clôture de l'exercice 2016 du Compte de Gestion du budget annexe de la Régie du réseau des transports Ulysse sont les suivants :

Section d'investissement 1 073 800.59 euros
Section de fonctionnement 538 685.00 euros
Solde 1 612 485.59 euros

Article 2 :

Est adopté et déclare que le compte de gestion du budget annexe de la Régie du réseau des transports Ulysse dressé par le Receveur pour l'exercice 2016, visé et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 039-2039/17/CM

**■ Budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption du Compte Administratif de l'exercice 2016 et des Etats Spéciaux des Territoires
MET 17/3595/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L.5218-8-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, chaque Conseil de Territoire s'est prononcé pour avis sur l'exécution de son Etat Spécial de Territoire au titre de l'exercice 2016. Conformément aux modalités de gestion retenues dans ce 1er exercice, les Etats Spéciaux de Territoire enregistrent uniquement l'exécution budgétaire de la section de fonctionnement, la section d'investissement étant exceptionnellement exécutée au niveau du budget Principal.

Les résultats de l'exercice 2016 du budget Principal de la Métropole, tels qu'ils apparaissent dans le Compte de Gestion de Monsieur le Receveur des Finances sont identiques à ceux constatés dans le Compte Administratif.

Concernant la reprise des résultats de clôture de la gestion 2015, la délibération FAG015-1018/16/CM est venue modifier ces résultats par l'intégration des

résultats de clôture de sept syndicats dissouts par arrêté préfectoral depuis la création de la Métropole. Cette délibération a enregistré une inversion dans la reprise du résultat de fonctionnement et d'investissement du syndicat mixte Euro Alpilles.

Ainsi, cette erreur entre les sections d'investissement et de fonctionnement conduit à constater un écart dans la reprise des résultats antérieurs avec ceux intégrés dans la gestion de Monsieur le Receveur des Finances. Il convient de corriger ces écarts, dans la présente délibération, par une mise en conformité des résultats de clôture 2016 avec ceux inscrits dans le Compte de Gestion.

De plus, il convient de présenter l'annexe au Compte Administratif relative à l'utilisation de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères intitulée « Etat spécial relatif à la compétence gestion des déchets ménagers et assimilés » prévue dans l'instruction budgétaire M57 qui permet de donner une information analytique complémentaire sur les crédits exécutés au budget pour la gestion des services déchets ne peut être établie que manuellement à partir du budget principal, des Etats spéciaux de territoire et des budgets annexes. Son format n'étant pas compatible avec la maquette budgétaire requise par la Préfecture, il est proposé de la soumettre au conseil de métropole pour approbation.

Le Conseil de la Métropole en pleine connaissance de l'ensemble des documents budgétaires relatifs à l'exercice considéré, décide après examen des opérations consignées dans le Compte Administratif précité, de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Budget Primitif, la Décision Modificative n° 1, le Budget Supplémentaire, les Décisions Modificatives n° 2 relatifs à l'exercice 2016.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Les Etats Spéciaux de Territoires, sont arrêtés aux montants exécutés suivants :

Etat Spécial du territoire Marseille Provence :

En recettes	82 564 448,91 euros
En dépenses	82 564 448,91 euros
Résultat	0,00 euros

Etat Spécial du territoire du Pays d'Aix :

En recettes	30 219 144,67 euros
En dépenses	30 219 144,67 euros
Résultat	0,00 euros

Etat Spécial du territoire du Pays Salonais :

En recettes	19 157 361,77 euros
En dépenses	19 157 361,77 euros
Résultat	0,00 euros

Etat Spécial du territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile :

En recettes	18 551 370,21 euros
En dépenses	18 551 370,21 euros
Résultat	0,00 euros

Etat Spécial du territoire Istres-Ouest Provence :

En recettes	13 346 716,70 euros
En dépenses	13 346 716,70 euros
Résultat	0,00 euros

Etat Spécial du territoire du Pays de Martigues :

En recettes	9 936 113,26 euros
En dépenses	9 936 113,26 euros
Résultat	0,00 euros

Article 2 :

Est donné acte à Monsieur le Président de la présentation faite des Comptes Administratifs de l'exercice 2016, documents annexés à la présente délibération et comportant les Comptes Administratifs du budget Principal et des Etats Spéciaux de Territoire

Article 3 :

Est constaté une discordance dans la reprise des résultats antérieurs du budget principal avec ceux intégrés dans la gestion du Receveur des Finances et approuve les bons résultats de clôture 2016 par section conformément à ceux inscrits dans le Compte de Gestion :

Déficit de clôture d'investissement 2016 : -
41 389 560,07 euros

Excédent de clôture de fonctionnement 2016 :
138 579 516,42 euros

Article 4 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2016 :

En recettes de 2 494 260 462,48 euros

Reprise des résultats antérieurs 12 906 892,72 euros

En dépenses de 2 440 563 265,24 euros

Solde 66 604 089,96 euros

Article 5:

Est reconnue la sincérité des restes à réaliser.

Article 6 :

Est approuvé l'état annexe au Compte administratif relatif à la compétence gestion des déchets ménagers et assimilés joint en annexe.

Article 7:

Est adopté le présent rapport et sont déclarées tenues pour lues les annexes aux comptes administratifs des budgets annexes susvisés.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 040-2040/17/CM

■ Budgets annexes des Transports de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption des Comptes Administratifs de l'exercice 2016 MET 17/3593/CM

Monsieur le Président de la Métropole, soumet au Conseil de la Métropole, pour approbation, les Comptes Administratifs de l'exercice 2016 des budgets annexes des Transports.

Au cours de l'exercice 2016, et dans le cadre de la fusion des budgets annexes Transports de la Métropole, le budget annexe du territoire Marseille Provence a intégré les crédits de l'ex-SMITEEB, d'une partie du territoire du Pays Salonais et le produit du versement transport des territoires du Pays d'Aix, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et du réseau Transport Ulysse a été reversé sous forme de dotations aux budgets annexes respectifs.

Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion de

Monsieur le Receveur des Finances sont identiques à ceux constatés dans le Compte Administratif de l'exercice 2016 pour les budgets annexes des Transports des territoires Marseille-Provence, Pays d'Aix, Pays Salonais, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et du réseau Ulysse

Les résultats de clôture de chacun de ces budgets sont à rapprocher de la fusion des services transports dans un seul budget en 2017, celui du Territoire Marseille –Provence. La gestion 2016 a anticipé cette fusion dans les résultats dégagés, notamment en tenant compte du volume de dette souscrit en début d'exercice par certain territoire qui vient compenser les besoins de fin d'exercice pour d'autres. Ainsi, et pour information, la gestion consolidée fait apparaître les résultats suivants.

En recettes de 773 024 262,60 euros

Reprise des résultats antérieurs 12 847 229,65 euros

En dépenses de 774 043 642,55 euros

Solde 11 827 849,70 euros

Le Conseil de la Métropole en pleine connaissance de l'ensemble des documents budgétaires relatifs à l'exercice considéré, décide après examen des opérations consignées dans les Comptes Administratifs précités, de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Budget Primitif, la Décision Modificative n° 1, le Budget Supplémentaire, la Décision Modificative n° 2 relatifs à l'exercice 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les résultats de clôture de l'exercice inscrits dans les Comptes Administratifs 2016 dont les montants sont retranscrits ci-après :

TERRITOIRE MARSEILLE PROVENCE

SOLDE DEBITEUR : - 20 289 095,09 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2015	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2016	RESULTATS DE L'EXERCICE 2016	RESULTATS DE CLOTURE 2016
INVESTISSEMENT	1 019 994,21		-21 309 089,30	-20 289 095,09
FONCTIONNEMENT	4 805 401,92		-4 805 401,92	0,00
TOTAL	5 825 396,13	0,00	-26 114 491,22	-20 289 095,09

TERRITOIRE DU PAYS D'AIX

SOLDE CREDITEUR : 21 688 048,94 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2015	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2016	RESULTATS DE L'EXERCICE 2016	RESULTATS DE CLOTURE 2016
INVESTISSEMENT	2 702 677,11		3 768 262,53	6 470 939,64
FONCTIONNEMENT	344 888,13		14 872 221,17	15 217 109,30
TOTAL	3 047 565,24	0,00	18 640 483,70	21 688 048,94

TERRITOIRE DU PAYS SALONNAIS

SOLDE CREDITEUR : 3 514 164,89 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2015	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2016	RESULTATS DE L'EXERCICE 2016	RESULTATS DE CLOTURE 2016
INVESTISSEMENT	2 284 539,26		-1 727 238,62	557 300,64
FONCTIONNEMENT	1 263 105,10		1 693 759,15	2 956 864,25

TOTAL	3 547 644,36	0,00	-33 479,47	3 514 164,89
-------	--------------	------	------------	--------------

TERRITOIRE DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE

SOLDE CREDITEUR : 1 927 885,08 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2015	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2016	RESULTATS DE L'EXERCICE 2016	RESULTATS DE CLOTURE 2016
INVESTISSEMENT	-2 542 037,74		-1 511 850,89	-4 053 888,63
FONCTIONNEMENT	4 196 778,23	2 900 000,00	4 684 995,48	5 981 773,71
TOTAL	1 654 740,49	2 900 000,00	3 173 144,59	1 927 885,08

RESEAU ULYSSE

SOLDE CREDITEUR : 4 986 845,88 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2015	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2016	RESULTATS DE L'EXERCICE 2016	RESULTATS DE CLOTURE 2016
INVESTISSEMENT	-766 059,11		1 565 649,05	799 589,94
FONCTIONNEMENT	5 387 692,03	2 949 749,49	1 749 313,40	4 187 255,94
TOTAL	4 621 632,92	2 949 749,49	3 314 962,45	4 986 845,88

Reprise des résultats antérieurs 5 825 396,13 euros

En dépenses de 636 234 820,66 euros

Solde - 20 289 095,09 euros

Article 4 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du budget annexe des transports du territoire du pays d'Aix, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2016 :

En recettes de 105 228 967,81 euros

Reprise des résultats antérieurs 3 047 565,24 euros

En dépenses de 86 588 484,11 euros

Solde 21 688 048,94 euros

Article 2 :

Est donné acte à Monsieur le Président de la présentation faite des Comptes Administratifs de l'exercice 2016, documents annexés à la présente délibération et comportant les Comptes Administratifs des budgets annexes des Transports des Territoires Marseille-Provence, du Pays d'Aix, du Pays Salonais, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et du réseau Ulysse.

Article 3 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du budget annexe des transports du territoire de Marseille-

Provence, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2016 :

En recettes de 610 120 329,44 euros

Article 5 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du budget annexe des transports du territoire du pays salonais, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2016 :

En recettes de 6 467 825,45 euros

Reprise des résultats antérieurs 3 547 644,36 euros

En dépenses de 6 501 304,92 euros

Solde 3 514 164,89 euros

Article 6 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du budget annexe des transports du territoire du pays d'Aubagne et de l'Etoile, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2016 :

En recettes de 26 270 643,83 euros

Reprise des résultats antérieurs - 1 245 259,51 euros

En dépenses de 23 097 499,24 euros

Solde 1 927 885,08 euros

Article 7 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du budget annexe des transports du réseau Ulysse, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2016 :

En recettes de 24 936 496,07 euros

Reprise des résultats antérieurs 1 671 883,43 euros

En dépenses de 21 621 533,62 euros

Solde 4 986 845,88 euros

Article 8 :

Est reconnue la sincérité des restes à réaliser.

Article 9 :

Est reconnue l'adéquation parfaite entre les écritures comptables et les écritures administratives. Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans le Compte de Gestion 2016 de Monsieur le Receveur des Finances sont en tous points analogues à ceux constatés dans le Compte Administratif 2016.

Article 10 :

Est adopté le présent rapport et sont déclarées tenues pour lues les annexes aux comptes administratifs des budgets annexes susvisés.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 041-2041/17/CM

■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption des Comptes Administratifs de l'exercice 2016 du Territoire Marseille Provence MET 17/3594/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Monsieur le Président de la Métropole, soumet au Conseil de la Métropole, pour approbation, les Comptes Administratifs de l'exercice 2016 des budgets annexes du Territoire Marseille Provence pour les services de la Collecte et du traitement des déchets, de l'Assainissement, de l'Eau, des Ports de Plaisance, du Marché d'Intérêt National, du Crématorium et des Opérations d'aménagement.

Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels qu'ils apparaissent dans le Compte de Gestion de Monsieur le Receveur des Finances sont identiques à ceux constatés dans le Compte Administratif de l'exercice 2016 pour ces budgets annexes.

Le Conseil de la Métropole en pleine connaissance de l'ensemble des documents budgétaires relatifs à l'exercice considéré, décide après examen des opérations consignées dans le Compte Administratif précité, de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Le Budget Primitif, la Décision Modificative n° 1, le Budget Supplémentaire, les Décisions Modificatives n° 2 relatifs à l'exercice 2016 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les résultats de clôture de l'exercice inscrits dans les Comptes Administratifs 2016 dont les montants sont retranscrits ci-après :

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS

SOLDE CREDITEUR : 41 233,78 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2015	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2016	RESULTATS DE L'EXERCICE 2016	RESULTATS DE CLOTURE 2016
INVESTISSEMENT	3 272 722,31		-4 197 011,08	-924 288,77
FONCTIONNEMENT	976 633,25	11 110,70	0,00	965 522,55
TOTAL	4 249 355,56	11 110,70	-4 197 011,08	41 233,78

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT

SOLDE CREDITEUR : 7 905 894,61 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2015	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2016	RESULTATS DE L'EXERCICE 2016	RESULTATS DE CLOTURE 2016
INVESTISSEMENT	-1 117 830,58		3 464 866,43	2 347 035,85
FONCTIONNEMENT	5 911 693,41	2 868 076,90	2 515 242,25	5 558 858,76
TOTAL	4 793 862,83	2 868 076,90	5 980 108,68	7 905 894,61

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE DE L'EAU

SOLDE CREDITEUR : 15 300 877,74 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2015	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2016	RESULTATS DE L'EXERCICE 2016	RESULTATS DE CLOTURE 2016
INVESTISSEMENT	5 794 887,95		3 963 294,19	9 758 182,14
FONCTIONNEMENT	9 531 010,39	5 000 000,00	1 011 685,21	5 542 695,60
TOTAL	15 325 898,34	5 000 000,00	4 974 979,40	15 300 877,74

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE DES PORTS DE PLAISANCE

SOLDE CREDITEUR : 190 104,06 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2015	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2016	RESULTATS DE L'EXERCICE 2016	RESULTATS DE CLOTURE 2016
INVESTISSEMENT	770 785,31		-1 285 254,68	-514 469,37
FONCTIONNEMENT	557 307,18		147 266,25	704 573,43
TOTAL	1 328 092,49	0,00	-1 137 988,43	190 104,06

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE DU MARCHE D'INTERET NATIONAL

SOLDE DEBITEUR : - 493 896,24 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2015	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2016	RESULTATS DE L'EXERCICE 2016	RESULTATS DE CLOTURE 2016
INVESTISSEMENT	301 690,28		17 539,27	319 229,55
FONCTIONNEMENT	-733 088,49	0,00	-80 037,30	-813 125,79
TOTAL	-431 398,21	0,00	-62 498,03	-493 896,24

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE DU CREMATORIUM

SOLDE CREDITEUR : 3 400 778,57 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2015	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2016	RESULTATS DE L'EXERCICE 2016	RESULTATS DE CLOTURE 2016
INVESTISSEMENT	1 059 863,03		149 669,74	1 209 532,77
FONCTIONNEMENT	1 844 504,85	0,00	346 740,95	2 191 245,80
TOTAL	2 904 367,88	0,00	496 410,69	3 400 778,57

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE OPERATIONS D'AMENAGEMENT

SOLDE DEBITEUR : - 311 992,51 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2015	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2016	RESULTATS DE L'EXERCICE 2016	RESULTATS DE CLOTURE 2016
INVESTISSEMENT	380 514,52		632 808,24	1 013 322,76
FONCTIONNEMENT	-1 060 319,70	0,00	-264 995,57	-1 325 315,27
TOTAL	-679 805,18	0,00	367 812,67	-311 992,51

Article 2 :

Est donné acte à Monsieur le Président de la présentation faite des Comptes Administratifs de l'exercice 2016, documents annexés à la présente délibération et comportant les Comptes Administratifs des budgets annexes de la Collecte et du traitement des déchets, de l'Assainissement, de l'Eau, des Ports de Plaisance, du Marché d'Intérêt National, du Crématorium et des Opérations d'aménagement.

Article 3 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du budget annexe Collecte et traitement des déchets, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2016 :

En recettes de 245 829 380,02 euros

Reprise des résultats antérieurs **4 238 244,86 euros**

En dépenses de 250 026 391,10 euros

Solde 41 233,78 euros

Article 4 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du budget annexe de l'Assainissement, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2016 :

En recettes de 60 401 528,71 euros

Reprise des résultats antérieurs 1 925 785,93 euros

En dépenses de 54 421 420,03 euros

Solde 7 905 894,61 euros

Article 5 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du budget annexe de l'Eau, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2016 :

En recettes de 39 656 970,65 euros

Reprise des résultats antérieurs 10 325 898,34 euros

En dépenses de 34 681 991,25 euros

Solde 15 300 877,74 euros

Article 6 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du budget annexe des Ports de plaisance, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2016 :

En recettes de 19 769 453,56 euros

Reprise des résultats antérieurs -1 328 092,49 euros

En dépenses de 20 907 441,99 euros

Solde 190 104,06 euros

Article 7 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du budget annexe du Marché d'Intérêt National, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2016 :

En recettes de 1 935 707,78 euros

Reprise des résultats antérieurs - 431 398,21 euros

En dépenses de 1 998 205,81 euros

Solde - 493 896,24 euros

Article 8 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du budget annexe du Crématorium, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2016 :

En recettes de 2 153 214,39 euros

Reprise des résultats antérieurs 2 904 367,88 euros

En dépenses de 1 656 803,70 euros

Solde 3 400 778,57 euros

Article 9 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du budget annexe Opérations d'aménagement, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2016 :

En recettes de 92 521 045,84 euros

Reprise des résultats antérieurs - 679 805,18 euros

En dépenses de 92 153 233,17 euros

Solde - 311 992,51 euros

Article 10 :

Est reconnue l'adéquation parfaite entre les écritures comptables et les écritures administratives. Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans le Compte de Gestion 2016 de Monsieur le Receveur des Finances sont en tous points analogues à ceux constatés dans le Compte Administratif 2016.

Article 11 :

Est adopté le présent rapport et sont déclarées tenues pour lues les annexes aux comptes administratifs des budgets annexes susvisés.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 042-2042/17/CM

■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption des Comptes Administratifs de l'exercice 2016 du Territoire du Pays d'Aix MET 17/3637/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les Comptes Administratifs de l'exercice 2016 pour les budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix des services de la Collecte et du traitement des déchets, de l'Assainissement non collectif et des Opérations d'aménagement.

Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels qu'ils apparaissent dans le Compte de Gestion de Monsieur le Receveur des Finances sont identiques à ceux constatés dans le Compte Administratif de l'exercice 2016 pour ces budgets annexes

Le Conseil de la Métropole en pleine connaissance de l'ensemble des documents budgétaires relatifs à l'exercice considéré, décide après examen des opérations consignées dans les comptes administratifs précités, de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives relatifs à l'exercice 2016 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les résultats de clôture de l'exercice inscrits dans les Comptes Administratifs 2016 dont les montants sont retranscrits ci-après :

**TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE
COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS**

SOLDE CREDITEUR : 7 994 424,80 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2015	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2016	RESULTATS DE L'EXERCICE 2016	RESULTATS DE CLOTURE 2016
INVESTISSEMENT	862 282,18		850 342,79	1 712 624,97
FONCTIONNEMENT	3 367 374,66	2 458 584,16	5 373 009,33	6 281 799,83
TOTAL	4 229 656,84	2 458 584,16	6 223 352,12	7 994 424,80

**TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE
DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT NON
COLLECTIF**

SOLDE CREDITEUR : 64 611,59 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2015	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2016	RESULTATS DE L'EXERCICE 2016	RESULTATS DE CLOTURE 2016
INVESTISSEMENT				
FONCTIONNEMENT	5 400,02		59 211,57	64 611,59
TOTAL	5 400,02		59 211,57	64 611,59

**TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE
OPERATIONS D'AMENAGEMENT**

SOLDE DEBITEUR EN FONCTIONNEMENT : - 58
772,27 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2015	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2016	RESULTATS DE L'EXERCICE 2016	RESULTATS DE CLOTURE 2016
INVESTISSEMENT	237 233,26	0,00	0,00	237 233,26
FONCTIONNEMENT	• 65 498,00	0,00	6 725,73	• 58 772,27
TOTAL	171 735,26	0,00	6 725,73	178 460,99

Article 2 :

Est donné acte à Monsieur le Président de la présentation faite du Compte Administratif de l'exercice 2016, document annexé à la présente délibération et comportant les Comptes Administratifs Annexes de la Collecte et du traitement des déchets, de l'Assainissement Non Collectif et des Opérations d'aménagement.

Article 3 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du budget annexe Collecte et traitement des déchets, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2016 :

En recettes de 65 568 277,00 euros
Reprise des résultats antérieurs **4 229 656,84 euros**
En dépenses de 59 344 924,88 euros
Solde 7 994 424,80 euros

Article 4 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du budget annexe de l'Assainissement Non Collectif, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2016 :

En recettes de 721 551,21 euros
Reprise des résultats antérieurs 5 400,02 euros
En dépenses de 662 339,64 euros
Solde 64 611,59 euros

Article 5 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du budget annexe Opérations d'aménagement, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2016 :

En recettes de 1 035 273,69 euros
Reprise des résultats antérieurs 171 735,26 euros
En dépenses de 1 028 547,96 euros
Solde 178 460,99 euros

Article 6 :

Est reconnue la sincérité des restes à réaliser pour le budget annexe de la Collecte et du traitement des déchets et arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-après :

RÉSULTAT DE CLÔTURE 2016			INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL
RESTE A RÉALISER OU A MANDATER	DÉPENSES	B	3 347 720,88	24 822,10	3 372 542,98
	RECETTES	C	0,00	0,00	0,00
RÉSULTAT CUMULE DE CLÔTURE 2016		D=A+B-C	- 1 635 095,91	6 256 977,73	4 621 881,82

Article 7 :

Est reconnue la sincérité des restes à réaliser pour le budget annexe de l'aménagement et arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-après :

RÉSULTAT DE CLÔTURE 2016			INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL
RESTE A RÉALISER OU A MANDATER	DÉPENSES	B	0,00	6 725,73	6 725,73
	RECETTES	C	0,00	39 970,00	39 970,00
RÉSULTAT CUMULE DE CLÔTURE 2016		D=A+B-C	0,00	33 244,27	33 244,27

Article 8 :

Est reconnue l'adéquation parfaite entre les écritures comptables et les écritures administratives. Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans le Compte de Gestion 2016 de Monsieur le Receveur des Finances sont en tous points analogues à ceux constatés dans le Compte Administratif 2016.

Article 9 :

Est adopté le présent rapport et sont déclarées tenues pour lues les annexes aux comptes administratifs des budgets annexes susvisés.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 043-2043/17/CM**■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption des Comptes Administratifs pour l'exercice 2016 du Territoire du Pays Salonais
MET 17/3631/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Est soumis pour approbation, le Compte Administratif de l'exercice 2016 des budgets annexes du Territoire du Pays Salonais de l'Assainissement, de l'Eau Potable et des Opérations d'aménagement.

Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels qu'ils apparaissent dans le Compte de Gestion de Monsieur le Receveur des Finances sont identiques à ceux constatés dans le Compte Administratif de l'exercice 2016 pour ces budgets annexes.

Le Conseil de la Métropole en pleine connaissance de l'ensemble des documents budgétaires relatifs à l'exercice considéré, décide après examen des

opérations consignées dans le Compte Administratif précité, de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire, les Décisions Modificatives relatifs à l'exercice 2016
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 15 mai 2017 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les résultats de clôture de l'exercice inscrits dans le Compte Administratif 2016 dont les montants sont retranscrits ci-après :

Le Budget de l'Assainissement (CT3) :

SOLDE CREDITEUR : 4 970 943.52 euros

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent 2015	Part affectée à l'Investissement 2016	Solde d'Exécution 2016	Résultats de clôture 2016
INVESTISSEMENT	- 625 097,79		763 562,86	138 465,07
FONCTIONNEMENT	5 101 205,19	1 600 000,00	1 331 273,26	4 832 478,45
TOTAL	4 476 107,40		2 094 836,12	4 970 943,52

Le Budget de l'Eau potable (CT3) :

SOLDE CREDITEUR : 1 946 896.70 euros

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent 2015	Part affectée à l'Investissement 2016	Solde d'Exécution 2016	Résultats de clôture 2016
INVESTISSEMENT	-2 560 680,22		125 002,55	-2 435 677,67
FONCTIONNEMENT	5 759 790,07	3 906 764,98	2 529 549,28	4 382 574,37
TOTAL	3 199 109,85		2 654 551,83	1 946 896,70

Le Budget Opérations d'Aménagement (CT3) :

SOLDE DEBITEUR : - 962 346.72 euros

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent	Part affectée à l'Investissement 2016	Solde d'Exécution 2016	Résultats de clôture 2016
Investissement	856 882,62		- 1 819 229,34	- 962 346,72
Fonctionnement	0,00		0,00	0,00
TOTAL	856 882,62		- 1 819 229,34	- 962 346,72

Article 2 :

Est donné acte à Monsieur le Président de la présentation faite du Compte Administratif de l'exercice 2016, documents annexés à la présente délibération et comportant les Comptes Administratifs Annexes de l'Assainissement, de l'Eau Potable et des Opérations d'aménagement du Territoire du Pays Salonais

Article 3 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du budget annexe de l'Assainissement, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2016 :

En recettes de 8 860 055.92 euros
Reprise des résultats antérieurs 2 876 107.40 euros
En dépenses de 6 765 219.80 euros
Solde 4 970 943.52 euros

Article 4 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du budget annexe de l'Eau, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2016 :

En recettes de 15 263 387.99 euros
Reprise des résultats antérieurs - 707 655.13 euros
En dépenses de 12 608 836.16 euros
Solde 1 946 896.70 euros

Article 5 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du budget annexe Opérations d'aménagement, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2016 :

En recettes de 2 731 229.34 euros
Reprise des résultats antérieurs 856 882.62 euros
En dépenses de 4 550 458.68 euros
Solde - 962 346.72 euros

Article 6 :

Est reconnue la sincérité des restes à réaliser.

Article 7 :

Est reconnue l'adéquation parfaite entre les écritures comptables et les écritures administratives. Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans le Compte de Gestion 2016 de Monsieur le Receveur des Finances, sont en tous points, analogues à ceux constatés dans le Compte Administratif 2016.

Article 8 :

Est adopté le présent rapport et sont déclarées tenues pour lues les annexes aux comptes administratifs des budgets annexes susvisés.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 044-2044/17/CM

■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption des Comptes Administratifs de l'exercice 2016 du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile MET 17/3515/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Monsieur le Président de la Métropole, soumet au Conseil de la Métropole, pour approbation, le Compte Administratif de l'exercice 2016 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile pour les services de l'assainissement, du traitement des ordures ménagères, de l'aménagement, de l'exposition Picasso (vente de produits dérivés), et du réseau de chaleur urbain.

Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion de Monsieur le Receveur des Finances sont identiques à ceux constatés dans les Comptes Administratifs de l'exercice 2016 pour ces budgets annexes.

Le Conseil de la Métropole en pleine connaissance de l'ensemble des documents budgétaires relatifs à l'exercice considéré, décide après examen des opérations consignées dans les Comptes Administratifs précités, de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les Budgets Primitifs, les Décisions Modificatives n° 1 pour les budgets annexes

des services de l'Assainissement, du Réseau de Chaleur Urbain, et de l'exposition Picasso (vente de produits dérivés) relatifs à l'exercice 2016 ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole au Conseil de Territoire ;
- L'avis émis par le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 15 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus, Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les résultats de clôture de l'exercice inscrits dans les Comptes Administratifs 2016 dont les montants sont retranscrits ci-après :

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT

SOLDE CREDITEUR : 3 723 159,51 €

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2015	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2016	RESULTATS DE L'EXERCICE 2016	RESULTATS DE CLOTURE 2016
INVESTISSEMENT	+ 4 692 424,16 €	0,00 €	- 3 254 278,94 €	+ 1 438 145,22 €
FONCTIONNEMENT	+ 505 173,13 €	0,00 €	+ 1 779 841,16 €	+ 2 285 014,29 €
TOTAL	+ 5 197 597,29 €	0,00 €	- 1 474 437,78 €	+ 3 723 159,51 €

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE DU TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES

SOLDE CREDITEUR : 297 397,67 €

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2015	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2016	RESULTATS DE L'EXERCICE 2016	RESULTATS DE CLOTURE 2016
INVESTISSEMENT	- 716 565,71 €	+ 738 000,00 €	- 224 324,15 €	- 202 889,86 €
FONCTIONNEMENT	+ 1 020 558,65 €	- 738 000,00 €	+ 217 728,88 €	+ 500 287,53 €
TOTAL	+ 303 992,94 €	0,00 €	- 6 595,27 €	+ 297 397,67 €

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE AMENAGEMENT

SOLDE CREDITEUR : 300 707,43 €

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2015	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2016	RESULTATS DE L'EXERCICE 2016	RESULTATS DE CLOTURE 2016
INVESTISSEMENT	- 186 701,24 €	0,00 €	+ 480 198,01 €	+ 293 496,77 €
FONCTIONNEMENT	+ 7 210,66 €	0,00 €	0,00 €	+ 7 210,66 €
TOTAL	- 179 490,58 €	0,00 €	+ 480 198,01 €	+ 300 707,43 €

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE EXPOSITION PICASSO (VENTE DE PRODUITS DERIVES)

SOLDE CREDITEUR 94 300,72 €

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2015	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2016	RESULTATS DE L'EXERCICE 2016	RESULTATS DE CLOTURE 2016
INVESTISSEMENT	0.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
FONCTIONNEMENT	+ 94 300,72 €	0.00 €	0.00 €	+ 94 300,72 €
TOTAL	+ 94 300,72 €	0.00 €	0.00 €	+ 94 300,72 €

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE RESEAU DE CHALEUR URBAIN

SOLDE DEBITEUR : 70 812,81€

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2015	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2016	RESULTATS DE L'EXERCICE 2016	RESULTATS DE CLOTURE 2016
INVESTISSEMENT	- 326 362,25 €	0.00 €	+ 239 947,73 €	- 86 414,52 €
FONCTIONNEMENT	+ 1 546,68 €	0.00 €	+ 14 055,03 €	+ 15 601,71 €
TOTAL	- 324 815,57 €	0.00 €	+ 254 002,76 €	- 70 812,81 €

Article 2 :

Est donné acte à Monsieur le Président de la présentation faite des Comptes Administratifs de l'exercice 2016, documents annexés à la présente délibération et comportant les Comptes Administratifs des Budgets Annexes des services de l'assainissement, du traitement des ordures ménagères, de l'aménagement, de l'exposition Picasso (vente de produits dérivés), et du réseau de chaleur urbain.

Article 3 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe de l'Assainissement, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2016 :

En recettes de 4 711 158,11 euros

Reprise des résultats antérieurs + 5 197 597,29 euros

En dépenses de 6 185 595,89 euros

Solde + 3 723 159,51 euros**Article 4 :**

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe de traitement des ordures ménagères, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2016 :

En recettes de 290 474,96 euros

Reprise des résultats antérieurs + 303 992,94 euros

En dépenses de 297 070,23 euros

Solde + 297 397,67 euros

Article 5 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe de l'Aménagement, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2016 :

En recettes de 1 729 658,49 euros

Reprise des résultats antérieurs - 179 490,58 euros

En dépenses de 1 249 460,48 euros

Solde + 300 707,43 euros

Article 6 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe de l'exposition Picasso (vente de produits dérivés), un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2016 :

En recettes de 0,00 euros

Reprise des résultats antérieurs + 94 300,72 euros

En dépenses de 0,00 euros

Solde + 94 300,72 euros

Article 7 :

Est constaté, pour le Compte Administratif Budget Annexe du Réseau de Chaleur Urbain, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2016 :

En recettes de 721 503,77 euros

Reprise des résultats antérieurs - 324 815,57 euros

En dépenses de 467 501,01 euros

Solde - 70 812,81 euros

Article 8 :

Est reconnu la sincérité des restes à réaliser.

Article 9 :

Est reconnu l'adéquation parfaite entre les écritures comptables et les écritures administratives. Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion 2016 de Monsieur le Receveur des Finances sont en tous points analogues à ceux constatés dans les Comptes Administratifs 2016.

Article 10 :

Est adopté le présent rapport et sont déclarées tenues pour lues les annexes aux comptes administratifs des budgets annexes susvisés.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 045-2045/17/CM

■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption des Comptes Administratifs de l'exercice 2016 du Territoire Istres-Ouest Provence MET 17/3601/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Il est proposé d'approuver les Comptes Administratifs de l'exercice 2016 des budgets annexes du Territoire Istres-Ouest Provence eau potable, assainissement, entreprise, Régie Action Sociale et traitements des déchets.

Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels qu'ils apparaissent dans le Compte de Gestion de Monsieur le Receveur des Finances sont identiques à ceux constatés dans le Compte Administratif de l'exercice 2016 pour ces budgets annexes.

Le Conseil de la Métropole en pleine connaissance de l'ensemble des documents budgétaires relatifs à l'exercice considéré, décide après examen des opérations consignées dans le Compte Administratif précité, de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2131-1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Budget primitif, la Décision Modificative n° 1, le Budget supplémentaire, les Décisions Modificatives n° 2 relatifs à l'exercice 2016 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 17 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les résultats de clôture de l'exercice inscrits dans le Compte Administratif 2016 dont les montants sont retranscrits ci-après :

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE

SOLDE CREDITEUR : 1 876 807,65 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2015	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2016	RESULTATS DE L'EXERCICE 2016	RESULTATS DE CLOTURE 2016
INVESTISSEMENT	-136 240,46		1 086 477,70	950 237,24
FONCTIONNEMENT	591 263,08	513 624,26	848 931,59	926 570,41
TOTAL	-58 601,64	513 624,26	1 935 409,29	1 876 807,65

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT

SOLDE CREDITEUR : 3 229 148,74 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2015	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2016	RESULTATS DE L'EXERCICE 2016	RESULTATS DE CLOTURE 2016
INVESTISSEMENT	-1 989 225,02		3 144 392,34	1 155 167,32
FONCTIONNEMENT	1 410 323,51	1 359 587,83	2 023 245,74	2 073 981,42
TOTAL	-1 938 489,34	1 359 587,83	5 167 638,08	3 229 148,74

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE ENTREPRISES

SOLDE CREDITEUR : 307 278,90 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2015	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2016	RESULTATS DE L'EXERCICE 2016	RESULTATS DE CLOTURE 2016
INVESTISSEMENT	488 720,51		-784 007,29	-295 286,78
FONCTIONNEMENT	66 511,80		536 053,88	602 565,68
TOTAL	555 232,31		-247 953,41	307 278,90

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE REGIE ACTION SOCIALE

SOLDE CREDITEUR 17 662,96 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2015	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2016	RESULTATS DE L'EXERCICE 2016	RESULTATS DE CLOTURE 2016
INVESTISSEMENT	9 607,18		8 055,78	17 662,96
FONCTIONNEMENT	36 919,90		-36 919,90	0
TOTAL	46 527,08		28 864,12	17 662 ,96

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE TRAITEMENT DES DECHETS

SOLDE CREDITEUR 343 470,31 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2015	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2016	RESULTATS DE L'EXERCICE 2016	RESULTATS DE CLOTURE 2016
INVESTISSEMENT	1 069 468,81		-725 998,50	343 470,31
FONCTIONNEMENT	207 032,37		-207 032,37	0
TOTAL	1 276 501,18		-933 030,87	343 470,31

Article 2 :

Est donné acte à Monsieur le Président de la présentation faite des Comptes Administratifs de l'exercice 2016, documents annexés à la présente délibération et comportant les Comptes Administratifs des budgets annexes eau potable, assainissement, entreprises, régie action sociale et traitement des déchets.

Article 3 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du budget annexe Eau potable, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2016 :

En recettes de 8 802 833,83 euros

Reprise des résultats antérieurs - 58 601,64 euros

En dépenses de 6 867 424,54 euros

Solde 1 876 807,65 euros

Article 4 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du budget annexe de l'Assainissement, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2016 :

En recettes de 18 833 545,75 euros

Reprise des résultats antérieurs - 1 938 489,34 euros

En dépenses de 13 198 907,67 euros

Solde 3 229 148,74 euros

Article 5 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du budget annexe Entreprises, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2016 :

En recettes de 2 315 310,11 euros

Reprise des résultats antérieurs 555 232,31 euros

En dépenses de 2 563 263,52 euros

Solde 307 278,90 euros

Article 6 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du budget annexe Régie Action Sociale, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2016 :

En recettes de 1 906 008,36 euros

Reprise des résultats antérieurs 46 527,08 euros

En dépenses de 1 934 872,48 euros

Solde 17 662,96 euros

Article 7 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du budget annexe Traitement des déchets, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2016 :

En recettes de 18 106 524,72 euros

Reprise des résultats antérieurs 1 276 501,18 euros

En dépenses de 19 039 555,59 euros

Solde 343 470,31 euros

Article 8 :

Est reconnue l'adéquation parfaite entre les écritures comptables et les écritures administratives. Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans le Compte de Gestion 2016 de Monsieur le Receveur des Finances sont en tous points analogues à ceux constatés dans le Compte Administratif 2016.

Article 9 :

Est adopté le présent rapport et sont déclarées tenues pour lues les annexes aux comptes administratifs des budgets annexes susvisés.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 046-2046/17/CM

■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption des Comptes Administratifs de l'exercice 2016 de la Régie des Eaux et de la Régie d'Assainissement du Pays de Martigues MET 17/3560/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux dispositions du code général des collectivités territoriales, l'ordonnateur rend compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées.

Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion du Receveur des Finances, sont identiques à ceux constatés dans les Comptes Administratifs de

l'exercice 2016 pour les budgets annexes de la Régie des Eaux et de la Régie d'Assainissement du Pays de Martigues.

Conformément aux dispositions de l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'ordonnateur soumet, pour approbation au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, les Comptes Administratifs 2016, afin que l'organe délibérant les arrête définitivement et ce, avant le 30 juin 2016.

En application de ces dispositions, le Rapporteur présente le résultat de l'exercice 2016 du budget annexe de la Régie des Eaux et le résultat de l'exercice 2016 du budget annexe de la Régie Assainissement, conformément aux documents budgétaires relatifs à l'exercice considéré.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 17 mai 2017.
- L'avis du Conseil de Territoire du pays de Martigues du 11 mai 2017.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les résultats de clôture de l'exercice inscrits dans les comptes administratifs 2016 dont les montants sont indiqués ci-après :

Budget annexe de la Régie des Eaux du Pays de Martigues
Solde Créditeur : 4 449 304,19 euros

Section	Résultat à la clôture de l'exercice précédent	Part affectée à l'investissement Exercice 2016	Résultat de l'exercice 2016	Résultat de clôture 2016
Investissement	2 136 835,48		574 576,08	2 711 411,56
Fonctionnement	2 334 828,78	1 600 000,00	1 003 063,85	1 737 892,63
Total	4 471 664,26	1 600 000,00	1 577 639,93	4 449 304,19

Conformément à l'instruction 49 (l'instruction budgétaire applicable en 2016 à la Régie des Eaux et Assainissement du Pays de Martigues), l'excédent de la section de fonctionnement de 1 737 892,63 euros fera l'objet d'une délibération d'affectation du résultat.

Le résultat du Compte Administratif 2016 se solde donc par un excédent global de 4 449 304,19 euros.

Budget annexe de la Régie d'Assainissement du Pays de Martigues :

L'exécution de la section d'investissement se solde par excédent de 2 711 411,56 euros.

Solde Créditeur : 3 594 666,46 euros

Section	Résultat à la clôture de l'exercice précédent	Part affectée à l'investissement Exercice 2016	Résultat de l'exercice 2016	Résultat de clôture 2016
Investissement	1 348 488,74		- 676 540,70	671 948,04
Fonctionnement	2 020 176,63	1 100 000,00	2 002 541,79	2 922 718,42
Total	3 368 665,37	1 100 000,00	1 326 001,09	3 594 666,46

Conformément à l'instruction 49 (l'instruction budgétaire applicable en 2016 à la Régie d'assainissement et Assainissement du Pays de Martigues), l'excédent de la section de

fonctionnement de 2 922 718,42 euros fera l'objet d'une délibération d'affectation du résultat.

L'exécution de la section d'investissement se solde par excédent de 671 948,04 euros.

Le résultat du Compte Administratif 2016 se solde donc par un excédent global de 3 594 666,46 euros.

Article 2 :

Est donné acte à Monsieur le Président de la présentation faite des Comptes Administratifs des budgets annexes de l'Eau et de l'Assainissement du Pays de Martigues pour l'exercice 2016, documents annexés à la présente délibération.

Article 3 :

Est constaté, pour le Compte Administratif annexe de l'Eau, un total d'opérations budgétaires,

En recettes de 12 343 810,64 euros

Reprise des résultats antérieurs 2 871 664,26 euros

En dépenses de 10 766 170,71 euros

Solde 4 449 304,19 euros

Article 4 :

Est constaté pour le Compte Administratif annexe de l'Assainissement, un total d'opérations budgétaires,

En recettes de 10 217 742,46 euros

Reprise des résultats antérieurs 2 268 665,37 euros

En dépenses de 8 891 741,37 euros

Solde 3 594 666,46 euros

Article 5 :

Est reconnue la sincérité des restes à réaliser.

Article 6 :

Est reconnue l'adéquation parfaite entre les écritures comptables et les écritures administratives. Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion 2016 du Receveur des Finances, sont en tous points analogues à ceux constatés dans les Comptes Administratifs 2016.

Article 7 :

Est adopté le présent rapport et sont déclarés tenues pour lues les annexes aux comptes administratifs des budgets annexes susvisées.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 047-2047/17/CM

**■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption du Compte Administratif de l'exercice 2016 de la Régie du réseau des transports Ulysse
MET 17/3616/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Monsieur le Président de la Métropole, soumet au Conseil de la Métropole, pour approbation, le Compte Administratif de l'exercice 2016 du budget annexe de la Régie du réseau des Transports Ulysse.

Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels qu'ils apparaissent dans le Compte de Gestion de Monsieur le Receveur des Finances sont identiques à ceux constatés dans le Compte Administratif de l'exercice 2016 pour ce budget annexe.

Le Conseil de la Métropole en pleine connaissance de l'ensemble des documents budgétaires relatifs à l'exercice considéré, décide après examen des opérations consignées dans le Compte Administratif précité, de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Budget Primitif, la Décision Modificative n° 1, le Budget Supplémentaire, les Décisions Modificatives n° 2 relatifs à l'exercice 201

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les résultats de clôture de l'exercice inscrits dans le Compte Administratif 2016 dont les montants sont retranscrits ci-après :

TABEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE DE LA REGIE DU RESEAU DES TRANSPORTS ULYSSE

SOLDE CREDITEUR : 1 635 718,42 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2015	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2016	RESULTATS DE L'EXERCICE 2016	RESULTATS DE CLOTURE 2016
INVESTISSEMENT	1 504 578,51 €		-430 777,92 €	1 073 800,59 €
FONCTIONNEMENT	969 617,32 €		-407 699,49 €	561 917,83 €
TOTAL	2 474 195,83 €		-838 477,41 €	1 635 718,42 €

Article 2 :

Est donné acte à Monsieur le Président de la présentation faite du Compte Administratif de l'exercice 2016, document annexé à la présente délibération et comportant les Comptes Administratifs Annexes du budget annexe de la Régie du réseau des transports Ulysse.

constaté par certificat administratif pour la section de fonctionnement d'un montant de 23 232,83 HT. à ceux constatés dans le Compte Administratif 2016.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Article 3 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du budget Annexe de la Régie du Réseau des transports, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2016 :

En recettes de 11 238 692,14 euros

Reprise des résultats antérieurs 2 474 195,83 euros

En dépenses de - 12 077 169,55 euros

Solde 1 635 718,42 euros

Article 4 :

Est reconnue la sincérité des restes à réaliser.

Article 5 :

Ne reconnaît pas l'adéquation parfaite entre les écritures comptables et les écritures administratives. Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans le Compte de Gestion 2016 de Monsieur le Receveur des Finances présente un écart

FAG 048-2048/17/CM

**■ Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille Provence - Adoption de la Décision Modificative n°2 de l'exercice 2017 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix
MET 17/3458/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Comme pour le Budget Primitif et la Décision Modificative n°1, la Décision Modificative n°2 est établie selon la nomenclature M57, elle se caractérise principalement par des ajustements de crédits nécessaires à l'exécution de la gestion depuis le vote du Budget Primitif le 15 décembre 2016 et de la Décision Modificative adoptée le 30 mars 2017.

La Décision Modificative qui ne concerne que l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix-en-Provence est présentée en annexe et s'équilibre en dépenses et en recettes comme indiqué ci-après :

Section de Fonctionnement : 0 €
Section d'Investissement : 0 €

La dotation de gestion inscrite au Budget Primitif reste identique

Le Conseil de Territoire du pays d'Aix-en-Provence s'étant prononcé par l'adoption de son Etat Spécial dans les conditions précisées dans l'article L.1612-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé que le conseil de Métropole, arrête la Décision modificative n°2.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 032-1312/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant le Budget Primitif 2017 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant la Décision Modificative n°1 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est adoptée la Décision Modificative n° 2 du Budget 2017 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix, par nature, tel qu'elle vous est présentée ci-annexée, et qui ne modifie pas la dotation de gestion inscrite au budget pour ce territoire.

Article 2 :

La présente Décision Modificative n°2 ne modifie pas l'équilibre général du Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 049-2049/17/CM

**■ Ouvertures, affectations et modifications d'AP/CP - Budget Principal Métropolitain Fractionné - Territoire du Pays d'Aix
MET 17/3379/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les autorisations de programme correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisation déterminées, acquises ou réalisées, ou à des subventions d'équipement versées à des tiers.

Les articles L2311-3 et R2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales précisent que la section d'investissement du budget peut comprendre des autorisations de programme.

Celles-ci constituent la limite supérieure des engagements juridiques pluriannuels qui peuvent être pris. Elles demeurent valables jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation et peuvent être révisées.

Il convient aujourd'hui :

- de réviser et d'affecter les autorisations de programme existantes compte tenu des modifications de programme.

2 – MODIFICATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME

Compte tenu de l'attribution de marchés de travaux à des prix différents des estimations, des modifications de programme ou d'aléas de chantier, les montants des autorisations de programme doivent être révisés. Suite à l'intégration dans le territoire du Pays d'Aix du Technopole de l'Arbois il convient de procéder aux modifications d'autorisations de programme ci-dessous

Technopole de l'Arbois :

Plan de développement ESR Arbois (Beltram/Cirene)
CPER 2015-2020 (opération 905 – DI9051AP)

La réorganisation de l'opération avec la direction de l'enseignement supérieur et de la recherche, ainsi que des besoins supplémentaires conduisent à augmenter cette autorisation de programme de 900 000 €.

Total AP au 01/01/2017 : 1 300 000 €

Modification : 900 000 €

Total AP au 18/05/2017 : 2 200 000 €

La ventilation de cette autorisation de programme est la suivante :

CP 2017 : 175 000 € CP 2018 : 1 020 000 €

Reste à financer : 1 005 000 €

Direction de l'enseignement supérieur et de la recherche

CPER 2015-2020 (opération 799 – DI7992AP)

En parallèle avec l'opération ci-dessus sur le technopole de l'Arbois il convient de diminuer cette autorisation de programme, comme proposé ci-dessous :

Total AP au 01/01/2017 : 15 250 000 €
Déjà financé au 01/01/2017 : 200 000 €
Modification : - 750 000 €
Total AP au 18/05/2017 : 14 500 000 €
La ventilation de cette autorisation de programme est la suivante :
CP 2017 : 1 096 000 € CP 2018 : 7 520 000 €
Reste à financer : 5 684 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N° FAG032-1312/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant le Budget primitif 2017 du budget principal ;
- La délibération N° HN 040-173/16/CM du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole portant intégration de la situation des Autorisations de Programme et d'Engagement au 31/12/2015 dans la gestion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°FAG057-1337/16/CM du Conseil de Métropole du 15 décembre 2016 portant ouverture, modification et clôture d'autorisation de programme au Budget Primitif Métropolitain Fractionné, territoire du Pays d'Aix ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est approuvée la modification des autorisations de programme du Conseil de Territoire du Pays d'Aix et de leurs affectations suivant les éléments ci-dessous :

Plan de développement ESR Arbois (Beltram/Cirene)
CPER 2015-2020 (opération 905 – DI9051AP)
Total AP au 01/01/2017 : 1 300 000 €
Modification : 900 000 €

Total AP au 18/05/2017 : 2 200 000 €

La ventilation de cette autorisation de programme est la suivante :

CP 2017 : 175 000 € CP 2018 : 1 020 000 €
Reste à financer : 1 005 000 €

CPER 2015-2020 (opération 799 – DI7992AP)

Total AP au 01/01/2017 : 15 250 000 €
Déjà financé au 01/01/2017 : 200 000 €
Modification : - 750 000 €

Total AP au 18/05/2017 : 14 500 000 €

La ventilation de cette autorisation de programme est la suivante :

CP 2017 : 1 096 000 € CP 2018 : 7 520 000 €
Reste à financer : 5 684 000 €

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 050-2050/17/CM

**■ Décision Modificative n°1 du Budget Annexe du Service Public d'Élimination des Déchets du Territoire du Pays d'Aix
MET 17/3400/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole a adopté le 15 décembre 2016, le Budget Primitif 2017 du Budget Annexe du S.P.E.D. (Service public d'Élimination des Déchets) du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Il convient aujourd'hui de préparer une Décision Modificative n° 1 afin de procéder à des ajustements de crédits en section d'investissement et en section de fonctionnement.

Cette décision modificative n° 1 de l'exercice 2017 s'équilibre en dépenses et en recettes comme indiqué ci-après :

Section de Fonctionnement : 0 €
Section d'Investissement : - 973 725€

La section d'investissement et la section de fonctionnement s'équilibrent conformément aux tableaux ci-joints en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 036-1316/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant le Budget Primitif 2017 du Budget Annexe du Service public d'élimination des déchets du Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est adoptée la Décision Modificative n° 1 du Budget Annexe 2017 du Service public d'élimination des déchets du Territoire du Pays d'Aix, par nature, tel qu'elle vous est présentée ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 051-2051/17/CM

**■ Commission Permanentes de Travail et d'Etudes - Modifications
MET 17/3732/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération HN 004-032/16/CM du 7 avril 2016, le Conseil de la Métropole a créé douze Commissions Permanente de Travail et d'Études dont la composition a été déterminée par délibération HN 002-135/16/CM du 28 avril 2016.

Certains conseillers communautaires ont émis le souhait de modifier cette répartition initiale afin de privilégier ou de mettre en concordance certaines thématiques d'études.

Ces changements, au sein de mêmes groupes politiques, n'ont pas d'incidence sur la gouvernance globales des Commissions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 004-032/16/CM du 7 avril 2016 portant création des Commissions permanentes de travail et d'études ;
- La délibération HN 002-135/16/CM du 28 avril 2016 portant composition des Commissions permanentes de travail et d'études.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est modifiée la délibération HN 002-135/16/CM du 28 avril 2016 comme suit :

- Commission permanente de travail et d'études « Emploi, Formation professionnelle, Insertion »
- Madame Danielle Menet est remplacée par Madame Nathalie Lainé.
- Commission permanente de travail et d'études « Développement Territorial, Logement, Centres Anciens, Contrat de Ville »
- Madame Nathalie Lainé est remplacée par Madame Danielle Menet.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 052-2113/17/CM

■ Participation au financement d'équipements et approbation d'une convention avec la commune de Cornillon-Confoux pour la réalisation de l'opération "travaux de construction d'une salle polyvalente Maison de Associations"

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par la délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016, le Conseil de la Métropole a adopté le règlement budgétaire et financier qui prévoit au titre IX la possibilité, pour la Métropole, de participer au financement d'équipements au profit des communes membres.

La pratique des fonds de concours prévue à l'article L.5215-26 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) applicable aux métropoles par renvoi de l'article L.5217-7 du Code précité, constitue une dérogation au principe de spécialité imposé aux établissements publics de coopération intercommunale.

L'article L.5215-26 dispose : « qu'afin de financer la réalisation ou la construction d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la Métropole et les communes membres après accord concordants exprimés à la majorité simple du Conseil de la Métropole et des Conseils Municipaux concernés».

Le montant total de la participation au financement d'équipements ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

Conformément au règlement financier approuvé par le Conseil de la Métropole, chaque subvention allouée dans le cadre du fonds de concours doit faire l'objet d'un conventionnement entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune bénéficiaire.

La commune de Cornillon-Confoux a déposé auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence, un dossier de demande de financement pour l'opération suivante :

- travaux de construction d'une salle polyvalente Maison des Associations.

Le coût estimé pour cette opération s'élève à 1 677 120,50 € HT. La participation sollicitée est évaluée à 500 029,25 €. Elle est entièrement financée dans le cadre de la dotation affectée au Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence entend répondre favorablement à cette demande.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant approbation du budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 7 avril 2016 portant règlement budgétaire et financier.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver participation au financement d'équipements pour la réalisation de l'opération «Travaux de construction d'une salle polyvalente Maison des Associations» sur la commune de Cornillon-Confoux ;
- Qu'il convient d'approuver la convention correspondante.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la participation au financement d'équipements d'un montant de 500 029,25 € à la commune de Cornillon-Confoux pour l'opération «Travaux de construction d'une salle polyvalente Maison des Associations».

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Cornillon-Confoux précisant les modalités de versement de ladite participation.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence en section d'investissement, chapitre 2017504100, nature 2041412, code opération 2017504100.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Economie, Nouvelles Technologies, Enseignement Supérieur"

ECO 001-2052/17/CM

■ **Approbation du Programme des Équipements Publics de la Zone d'Aménagement Concerté de La Roque d'Anthéron 2 - Approbation du Dossier de Réalisation - Détermination des participations aux équipements publics de la ZAC
MET 17/3205/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La ZAC de la Roque d'Anthéron 2 a été créée par délibération du Conseil de Métropole du 30 mars 2017.

Situé en prolongement direct de la zone d'activités existante aujourd'hui saturée, ce secteur est inscrit en zone UEa au PLU, et est identifié dans le SCOT du Territoire du Pays d'Aix comme espace d'activités de proximité à développer. Les objectifs de la ZAC se déclinent de la manière suivante :

- Répondre aux orientations du SCOT sur le développement de l'offre foncière ;
- Produire du foncier d'activités notamment pour des entreprises industrielles génératrices d'emplois peu qualifiés, en complément de la zone du Grand Pont existante. Il s'agit d'apporter une réponse locale aux demandeurs d'emplois ;
- Proposer des solutions d'implantation dans le Val de Durance pour les entreprises liées au développement d'ITER. La maîtrise publique foncière garantit en effet une réalisation de l'opération à court terme, et donc une

réponse adaptée à cette demande spécifique.

- Participer à une démarche d'aménagement globale du secteur. En effet, l'opération de ZAC, associée au projet de réhabilitation de la zone existante, permettra de créer un ensemble économique cohérent et plus intégré au site et au paysage. Cette réflexion commune permettra également d'améliorer le fonctionnement et l'accessibilité du site.

Sur la totalité du périmètre, la Métropole est aujourd'hui propriétaire de 10 ha de terrain achetés à la commune fin 2015. Près de 8 000 m² de foncier ont été acquis à l'entreprise SOGEA (groupe VINCI) qui reste donc propriétaire de 2,27 ha dans la ZAC. Cette opération est réalisée en régie directe par la Métropole.

I- LE DOSSIER DE RÉALISATION

Le contenu du dossier de réalisation est défini par l'article R311-7 du Code de l'Urbanisme. Il comprend les éléments suivants :

- le projet de programme des équipements publics à réaliser dans la zone ;
- le projet de programme global des constructions à réaliser ;
- les modalités prévisionnelles de financement étalées dans le temps ;
- les modifications éventuelles à apporter à l'étude d'impact.

Aujourd'hui toutes les études nécessaires à l'élaboration du dossier de réalisation ont été menées, notamment le dossier loi sur l'eau, et des compléments à l'étude d'impact ont également été apportés.

LE PROGRAMME DES EQUIPEMENTS PUBLICS

Le schéma d'aménagement permet de viabiliser 25 lots soit 10,2 ha de surfaces cessibles.

Le projet s'attache à la réalisation d'espaces et d'équipements publics d'infrastructures de qualité :

- création et mise en sécurité d'un accès dédié à la ZAC par la RD ;
- voirie et desserte internes en double sens pour desservir les grands lots puis avec un bouclage en sens unique, au nord de la zone, permettant de desservir des lots de plus petites tailles ;
- créations d'aires mutualisées de stationnement public ;
- circulations douces : création de trottoirs et d'une zone 30 pour l'insertion des cycles ;

- aménagements paysagers qualitatifs : maintien de structures paysagères préexistantes, réalisation d'espaces verts notamment en entrée de zone, traitement paysager des bassins, réalisation d'un écran paysager au nord de la ZAC, avec un merlon planté et le pré-verdissement de deux lots ;
- aménagement hydraulique : création du réseau pluvial enterré interne et de 2 bassins de rétention paysagés

- réalisation des réseaux secs et humides.

La superficie totale de la ZAC se découpe selon les grandes masses suivantes :

Superficie totale de la ZAC	127 637 m ²
Dont :	
Surfaces espaces publics :	25 450 m ²
voirie,	9 950 m ²
rétention,	3 400 m ²
aménagements paysagers	12 100 m ²
Surface cessible	102 713 m ²

A l'issue des travaux, et en l'état actuel des compétences, les différents équipements seront rétrocédés à leurs gestionnaires respectifs de la manière suivante :

Équipements	Maître d'ouvrage	Financement	Gestion
ÉQUIPEMENTS INTERNES			
Voirie, accessoire voirie, collecte EP voirie	Métropole	Métropole	Métropole
Eaux usées	Métropole	Métropole	Commune de la Roque d'Anthéron (via SEM)
Réseau pluvial	Métropole	Métropole	Commune de la Roque d'Anthéron
Eau pluviale, collecte principale et bassins de rétention	Métropole	Métropole	Commune de la Roque d'Anthéron
Eau potable	Métropole	Métropole	Commune de la Roque d'Anthéron (via SEM)
Réseau DFCI, bassin étanche et surpresseur	Métropole	Métropole	Commune de la Roque d'Anthéron
Électricité, moyenne tension	Métropole	Métropole/ENEDIS	ENEDIS
Électricité basse tension	Métropole	Métropole/ENEDIS	ENEDIS
Fourreaux, téléphonie et THD	Métropole	Métropole	Métropole
Éclairage public	Métropole	Métropole	Commune de la Roque d'Anthéron
Espaces verts arrosage	Métropole	Métropole	Métropole
ÉQUIPEMENTS EXTERNES			
Aménagement du carrefour RD561 et raccordement	Métropole	Métropole	CD13
Voie technique nord	Métropole	Métropole	Commune de la Roque d'Anthéron

Le Conseil Municipal de La Roque d'Anthéron a approuvé le programme des équipements publics et la répartition future de la gestion des équipements publics en avril 2017.

La réalisation du carrefour sur la RD561 fait l'objet d'une convention signée avec le Conseil Départemental 13 qui autorise la Métropole à réaliser les travaux d'aménagement nécessaire et prévoit les conditions de remise de l'ouvrage au Conseil Départemental qui doit en assurer la gestion.

LE PROGRAMME GLOBAL DES CONSTRUCTIONS

La surface de terrains cessibles sur les 13 ha bruts de la ZAC s'élève à 79 962 m² à laquelle s'ajoute le terrain privé d'une surface de 22 751 m². Toute réalisation sur cette parcelle sera soumise à une participation constructeur au titre de l'article L311-4 du Code de l'Urbanisme.

Le programme prévisionnel de constructions sur le secteur, en tenant des règles du PLU et notamment le CES et la surface imperméabilisée, s'élève à 64 896 m² de surface de plancher.

LES MODALITES PREVISIONNELLES DE FINANCEMENT

L'opération de la ZAC de la Roque d'Anthéron 2 sera financée par trois types de recettes :

- la cession des terrains aménagés, pour un montant total de 4 658 660€HT ;
- la participation constructeur qui est estimée à 682 530€HT ;
- la participation à l'équilibre de l'opération qui s'élève à 21 010 €.

Ainsi, le bilan financier de l'opération est le suivant :

DEPENSES HT		RECETTES HT	
LIBELLE	TOTAL	LIBELLE	TOTAL
ACQUISITIONS FONCIERES	952 200 €	CESSIONS	4 658 660 €
TRAVAUX (DR)	3 000 000 €	PARTICIPATION CONSTRUCTEUR	682 530 €
ETUDES ET MOE	200 000 €	PARTICIPATION A L'EQUILIBRE DE L'OPERATION	21 010 €
HONORAIRES DIVERS	210 000 €		
FRAIS DIVERS	150 000 €		
DEPOLLUTION	850 000 €		
TOTAL	5 362 200 €	TOTAL	5 362 200 €

II- DÉTERMINATION DE LA PARTICIPATION CONSTRUCTEUR

L'article L 311-4 du Code de l'Urbanisme stipule que « lorsqu'une construction est édifiée sur un terrain n'ayant pas fait l'objet d'une cession, location ou concession d'usage consentie par l'aménageur de la zone, une convention conclue entre la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale et le constructeur précise les conditions dans lesquelles celui-ci participe au coût d'équipement de la zone. La convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire ou de lotir ».

Il s'agit donc d'une participation financière à verser par le constructeur obtenant des permis de construire sur le terrain non maîtrisé par l'aménageur de la zone mais bénéficiant des équipements publics réalisés dans le cadre de l'opération.

Ainsi en contrepartie de la viabilisation, de la desserte de son terrain, et de la création d'un accès direct par la RD561, une participation financière aux dépenses d'aménagement de la ZAC sera imputée au constructeur. En revanche, les aménagements hydrauliques sont retirés du calcul du montant de la participation, puisqu'il devra assurer la rétention pluviale de son projet.

Le montant de participation unitaire, ainsi calculé, s'élève à 30€HT/m² de terrain.

La convention de participation conclue entre la Métropole et le constructeur sera établie sur cette base de calcul et sera soumise à l'approbation du Bureau de Métropole.

III- MESURES DE PUBLICITÉ

Conformément à l'article R311-5 du Code de l'urbanisme, l'acte qui approuve le dossier de réalisation, le programme des équipements publics fait l'objet de mesures de publicité et d'information. La délibération sera donc affichée pendant un mois au siège de la Métropole, au siège du Territoire du Pays d'Aix ainsi qu'à la Mairie de la Roque d'Anthéron. Mention de cet affichage sera insérée dans un journal local.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L311-4 et R331-5 ;
- Le Code de l'Environnement et notamment son article R122-14 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2014-A051 du Conseil communautaire de la CPA du 15 janvier 2014 déclarant d'intérêt communautaire le projet d'aménagement de l'extension de la zone d'activités du Grand Pont à La Roque d'Anthéron ;
- La délibération n°2015-B191 du Bureau communautaire de la CPA du 23 avril 2015 décidant le lancement de ZAC, définissant les modalités de la concertation et les modalités de mise à disposition du public de l'étude d'impact et des pièces requises ;
- La délibération n°2015-B747 du Bureau communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre le Conseil Départemental des Bouches du Rhône et la CPA pour les aménagements de la RD561 ;
- La délibération du Conseil de Métropole du 30 mars 2017 approuvant le bilan de la concertation ;
- La délibération du Conseil de Métropole du 30 mars 2017 tirant le bilan de la mise à disposition du public de l'étude d'impact et des pièces requises ;
- La délibération du Conseil de Métropole du 30 mars 2017 approuvant le dossier de création, et décidant la création de la ZAC de La Roque d'Anthéron 2 ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Commune de la Roque d'Anthéron approuvant le Dossier de réalisation et le Programme des Equipements Publics ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que les tous les dossiers et études qui concourent à l'élaboration du dossier de réalisation et du programme des

équipements publics de la ZAC ont été réalisés.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme des équipements publics de la ZAC de La Roque d'Anthéron 2, tel qu'annexé à la présente délibération.

Article 2 :

Est approuvé le dossier de réalisation de la ZAC de La Roque d'Anthéron 2, tel qu'annexé à la présente délibération.

Article 3 :

Le montant de la participation constructeur due au titre de l'article L311-4 du Code de l'Urbanisme s'élève à 30€HT/m² de terrain.

Article 4 :

La présente délibération fera l'objet des mesures de publicité prévues à l'article R.311-5 du Code de l'urbanisme.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 002-2053/17/CM

**■ Approbation d'une convention d'intervention dans le cadre de l'opération "Les Nouveaux Paluds" sur la zone industrielle des Paluds avec la ville d'Aubagne
MET 17/3504/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre l'opération de requalification de la zone industrielle des Paluds dénommée « Les Nouveaux Paluds », la Métropole Aix-Marseille-Provence est amenée à intervenir sur la voirie communale de la zone industrielle des Paluds, pour l'amélioration de la performance économique de la zone et la réalisation d'itinéraires modes actifs.

Or, la compétence voirie étant sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, spécifiquement dévolue aux communes du Territoire, y compris dans les zones d'activité économique, seules ces dernières sont juridiquement responsables et gestionnaires des voies communales.

Il apparaît donc opportun que la commune d'Aubagne accorde une permission de voirie pour la réalisation de travaux spécifiques dans le cadre de l'opération « Les Nouveaux Paluds ».

Pour ce faire il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver la convention annexée à la présente délibération, encadrant les interventions de la Métropole en la matière, et déterminant le rôle de chaque interlocuteur (commune, Métropole, entreprises de travaux).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole au Conseil de Territoire ;
- L'avis émis par le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 15 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'engagement pluriannuel de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'opération dénommée « Les Nouveaux Paluds » ;
- L'enjeu économique majeur constitué par la requalification de la principale zone d'activité du Territoire.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention d'intervention ci-annexée dans le cadre de l'opération « Les Nouveaux Paluds » sur la zone industrielle des Paluds avec la ville d'Aubagne.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions y concourant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 003-2054/17/CM

■ Approbation d'un avenant à la Convention de Subvention Globale 2015-2017 dans le cadre du Programme Opérationnel National Fonds Social Européen (PON FSE 2014-2020) MET 17/3297/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité poursuivre durant la période de programmation 2014-2020 l'action d'organisme intermédiaire (OI) gestionnaire d'une subvention globale au titre du Fonds Social Européen (FSE) démarré lors de la programmation 2007-2013 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

A ce titre, une stratégie d'intervention 2014-2020 a été adoptée par délibération RNOV 005-677/13/CC du 31 octobre 2013 qui repose sur un objectif central de lutte contre le chômage en développant l'emploi et l'employabilité des habitants tout en recherchant une plus grande cohésion sociale et territoriale. Elle s'articule autour de trois thématiques qui correspondent aux priorités dégagées au niveau européen dans le cadre de la stratégie « Europe 2020 », au niveau régional à travers le diagnostic territorial stratégique régional PACA et au niveau local à travers le SCOT :

- Le renforcement de l'accès à l'emploi en soutenant l'insertion économique, la mobilité, l'inclusion sociale et la lutte contre la pauvreté et les discriminations ;
- Le développement économique au service de l'emploi permettant de lutter contre les principaux handicaps (chômage, précarité, niveau de revenus...) ;
- La recherche d'une plus grande cohésion sociale et territoriale pour que chaque territoire, qu'il soit en difficulté ou non, s'inscrive dans une dynamique commune et pour insérer économiquement les populations tout en améliorant leurs conditions de vie au quotidien (habitat, transport durable, équipements sociaux, services et espaces publics...).

La Métropole Aix-Marseille-Provence vise ainsi à mettre l'humain au cœur de son action en organisant et structurant l'environnement au travers d'un développement économique créateur d'emplois, et en proposant aux habitants les conditions de vie propices à leur recherche d'emploi ou à leur maintien dans l'emploi.

Ainsi, suite à la délibération du 21 décembre 2015 et à la signature par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole (CUMPM) avec les services de l'Etat de la convention de subvention globale subséquente, la Métropole Aix-Marseille Provence assure pour la période 2015-2017 la gestion d'une

enveloppe de Fonds Social Européen d'un montant de 7 380 000 € afin de financer les actions menées notamment par les associations porteuses de Plan Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE).

Les organismes intermédiaires (OI) se voient attribuer des cibles à atteindre qui sont fixées dans l'annexe 1 et 5 de la convention de subvention globale. Ces cibles correspondent au nombre de participants rentés dans le parcours local d'insertion.

Ces objectifs ciblés sont au préalable négociés entre chacun des OI et l'autorité de gestion déléguée (AGD), qui est dans ce cas la Direction Régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi PACA (DIRECCTE PACA) afin d'être réalisables et de contribuer ainsi à l'atteinte des cibles nationales du programmes opérationnels et qui seront évaluées par la Commission Européenne en 2019.

Un écart constaté dans l'attente de ces cibles entraîne une correction forfaitaire selon le barème définie à

l'article 7.3.2 dans ladite convention. Il est par conséquent primordial de veiller à ce que la convention de Subvention Globale établisse des objectifs cibles clairement définis sur le plan quantitatif (nombre de participants) mais aussi qualitatif (chômeurs et inactifs) et adaptés aux conditions effectives d'exécution des opérations par les bénéficiaires des subventions FSE versées par la Métropole en tant qu'organisme intermédiaire.

Or, en son état actuel, ladite convention de Subvention Globale comporte des dispositions nécessitant d'être clarifiées et mises à jour. Ainsi, l'annexe 5 de la convention mentionne un objectif cible calculé pour une période allant jusqu'au 31 décembre 2018, alors que la fin de la convention actuelle est prévue pour le 31 décembre 2017.

De plus, dans l'annexe 1 de la convention il convient également d'adapter les objectifs assignés pour les différentes catégories de participants (chômeurs et inactifs).

Enfin, la dissolution de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole (CUMPM) au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence appelle à mettre à jour l'identité de l'établissement signataire dans ladite convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° EMP 006-482/16/BM du Bureau de la Métropole du 30 juin 2016 portant autorisation accordée au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence à solliciter les fonds européens
- Le décret n°2014-580 du 3 juin 2014, relatif à la gestion de tout ou partie des Fonds Européens pour la période 2014-2020
- Le décret n° HPV 007-611/14/CC du 19 décembre 2015 relatif à demande de gestions d'une subvention globale FSE.
- La convention de subvention globale n° 201500001 signée le 21 décembre 2015 par le président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole (CUMPM) et par le Préfet de région PACA le 23 décembre 2015.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la gestion des fonds européens dans le cadre des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi est déterminante pour favoriser une cohésion sociale et territoriale homogène sur le territoire de Marseille Provence Métropole;
- Que le changement de personnalité juridique de l'Etablissement génère un flou juridique qui ne permet pas d'identifier clairement le bénéficiaire de la convention de subvention globale, depuis le 1^{er} janvier 2016.
- Que la détermination claire et réaliste d'objectifs-cibles sur le plan quantitatif et qualitatif permet de réduire le risque de correction forfaitaire en cause de non-atteinte des cibles de performance.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant ci-annexé à la convention de subvention globale n°201500001 permettant d'identifier la Métropole en tant que bénéficiaire de la convention de subvention globale et d'identifier clairement les objectifs-cibles de performances pour le 31 décembre 2017.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 004-2055/17/CM

■ Fonds Européen pour les affaires Maritimes et la Pêche (FEAMP) 2014-2020, Candidature aux appels à projet MET 17/3536/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Fonds Européen pour les Affaires Maritimes et la Pêche (F.E.A.M.P.), nouvel instrument financier de l'Union européenne pour la période 2014/2020, doit contribuer à la réalisation des objectifs de la réforme de la politique commune de la pêche, orientée vers le développement d'une pêche durable et d'une politique maritime intégrée.

Le F.E.A.M.P. poursuit deux grands objectifs en lien avec la stratégie U.E. 2020 :

- La promotion d'une économie des filières de la pêche et de l'aquaculture plus compétitive, fondée sur la connaissance et l'innovation et à fort taux d'emploi,
- La promotion d'un développement économique plus économe dans l'utilisation des ressources et à faibles émissions de carbone, via une orientation explicite des filières de la pêche et de l'aquaculture vers le développement durable des activités.

Les Régions peuvent se voir déléguer la responsabilité de la mise en œuvre de mesures dites « régionalisées », en tant qu'organisme intermédiaire, sous le contrôle de l'Autorité de gestion nationale (Direction des Pêches et des Affaires Maritimes – Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer).

A ce titre, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur s'est positionnée sur la gestion de mesures F.E.A.M.P. relevant de 4 priorités (telles que définies le Programme Opérationnel) :

- Priorité 1 : Développer une pêche durable

- Priorité 2 : Promouvoir une aquaculture durable
- Priorité 4 : Améliorer l'emploi et renforcer la cohésion territoriale
- Priorité 5 : Encourager la commercialisation et la transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture

La priorité 3 – Politique commune de la pêche – est gérée exclusivement par l'Etat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement UE 1303/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fond social européen, au Fond de cohésion, au fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;
- Le règlement UE n°508/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relatif au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;
- La décision C (2015)(8863) de la Commission du 3 décembre 2015 portant approbation du Programme Opérationnel pour les interventions structurelles communautaires dans le secteur de la pêche en France pour la période 2014-2020 ;
- Les appels à projets annuels de la programmation 2014-2020 lancés par le Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur sur le programme européen FEAMP.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les domaines prioritaires, les plans et les stratégies éligibles à un financement FEAMP,

représentent un enjeu important pour la Métropole Aix-Marseille-Provence

Délibère

Article unique :

Est approuvée la faculté pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de répondre aux appels à projet du programme européen FEAMP, pendant toute la période de programmation 2014-2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 005-2056/17/CM

■ Fonds Européen Agricole de Développement Rural (FEADER) 2014-2020, candidature aux appels à projet MET 17/3540/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Fonds Européen Agricole de Développement Rural (FEADER) contribue au développement des territoires ruraux et d'un secteur agricole plus équilibré, plus respectueux du climat, plus résilient face au changement climatique, plus compétitif et plus innovant.

Pour la période 2014-2020, les crédits FEADER s'élèvent à 11,4 milliards d'euros et peuvent intervenir sur les thématiques suivantes :

- L'installation des jeunes agriculteurs ;
- Les paiements en faveur des zones soumises à des contraintes naturelles ou à contraintes spécifiques ;
- Les mesures agro-environnementales et climatiques, le soutien à l'agriculture biologique et les paiements au titre de Natura 2000 et de la directive cadre sur l'eau ;
- Les investissements dans les secteurs agricole, agroalimentaire et forestier.

Dans le contexte national de décentralisation, la gestion du FEADER est confiée aux conseils régionaux. Chaque conseil régional est ainsi l'autorité de gestion d'un programme de développement rural FEADER.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement UE 808/2013 de la commission du 17 juillet 2014 portant modalités d'application du règlement n°1305/2013 du Parlement Européen et du Conseil relatif au soutien du développement rural pour le FEADER ;
- Les appels à projets annuels de la programmation 2014-2020 du programme européen FEADER.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les domaines prioritaires, les plans et les stratégies éligibles à un financement FEADER représentent un enjeu important pour la Métropole Aix-Marseille-Provence

Délibère

Article unique :

Est approuvée la faculté pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de répondre aux appels à projets du programme européen FEADER, pendant toute la période de programmation 2014-2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Transports,
Déplacements et Accessibilité"**

TRA 001-2057/17/CM

■ **Approbation des tarifs et règlement des transports scolaires applicables pour l'année 2017 MET 17/3384/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé par délibération du 15 décembre 2016 le transfert de compétence de transport interurbain du Département des Bouches-du-Rhône, à compter du 1 janvier 2017. La Métropole devient donc sur son ressort territorial Autorité Organisatrice de la mobilité et à ce titre organise les services de transport suivants :

- Transport routier de personnes non urbain ;
- Transport routier de personnes, urbain au sens de la nouvelle définition donnée par l'article L1231-2 du Code des Transports et dans les conditions réglées par son décret ;
- Transport scolaire au titre de l'article L311-8 du Code des Transports.

Dix mille élèves seront pris en charge par la Métropole.

Le règlement des transports scolaires interurbain métropolitain pour la rentrée scolaire 2017-2018, joint en annexe, a été mis à jour. De manière inchangée, la carte scolaire « ticket treize » sera valable toute l'année scolaire 2017 2018, les frais d'inscription resteront fixés à 10 euros pour tous les élèves, boursiers ou non, pour toute inscription effectuée avant cette date. Toutefois, ces frais seront portés à 30 euros entre le 1^{er} août et le 30 septembre, puis à 50 euros après cette date.

Le montant des indemnités kilométriques versées aux familles qui ne peuvent utiliser un transport collectif restera fixé à 0,12 euro par kilomètre.

La Métropole a pour objectif de maintenir le niveau de services assurés aux usagers.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- Le Code des Transports et notamment l'article L311-8 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 17 mai 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix 11 mai 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne 15 mai 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 15 mai 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Pays de Martigues du 11 mai 2017.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'approuver les tarifs et le règlement des transports scolaires applicables.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le les tarifs et le règlement des transports scolaires applicables pour l'année 2017-2018.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Transports 2017 et suivants de la Métropole : Nature 611 – Sous-Politique C260

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 002-2058/17/CM

■ Approbation d'une convention relative à l'organisation des transports scolaires entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les communes membres de la Métropole MET 17/3505/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article L1231-1 du Code des Transports dispose que la Métropole Aix-Marseille-Provence, à compter du 1er janvier 2016, sur son ressort territorial, est chargée de l'organisation du transport scolaire.

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière de transport public.

Il en découle en particulier que les compétences du Département des Bouches-du-Rhône en matière de transports interurbains et scolaires sont transférées à la Métropole à compter du 1er janvier 2017 sur son ressort territorial.

La plupart des EPCI ainsi que le Conseil Départemental, avant la création de la Métropole, avaient conclu avec toutes les communes des conventions d'Autorité Organisatrice de Second Rang (AO2) pour offrir aux usagers du transport scolaire et à leur famille un service de proximité.

Or, dans la perspective d'harmoniser progressivement l'organisation des transports scolaires sur le territoire métropolitain, il est proposé d'approuver par la présente délibération une convention d'AO2 conclue entre la Métropole et chaque commune la composant (à l'exception de Marseille et d'Aix-en-Provence, le transport des élèves étant exclusivement assuré par les réseaux urbains).

Dans ce cadre, les communes seront les relais de la Métropole auprès des différentes instances locales (établissement scolaire, parents d'élève...) dans son effort d'optimisation des services de transport. Elles seront également chargées d'informer les usagers, d'instruire les dossiers, de percevoir le produit des ventes de titres scolaires.

Cette convention devrait être exécutoire à partir de la rentrée scolaire prochaine.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 17 mai 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 15 mai 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile 15 mai 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 17 mai 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 11 mai 2017.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'article L1231-1 du Code des Transports dispose que la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2016, sur son ressort territorial est chargée de l'organisation du transport scolaire.
- Que la nouvelle convention d'AO2 sera exécutoire à compter de la prochaine rentrée scolaire ;
- Que cette convention n'induit aucune incidence financière
- Que les compétences du Département des Bouches-du-Rhône en matière de transport interurbain et scolaires sont transférées sont transférées à la Métropole à compter du 1er janvier 2017 sur son ressort territorial.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative à l'organisation des transports scolaires entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les communes membres de la Métropole.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 003-2059/17/CM

■ Approbation d'une convention de mandat avec la Communauté d'Agglomération Terre de Provence pour l'encaissement et le reversement des recettes des lignes scolaires MET 17/3350/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière de transport public, ayant pour conséquence un transfert des compétences du Département des Bouches-du-Rhône.

Le Département conserve sa compétence en matière de transport spécial des élèves handicapés vers les établissements scolaires.

Dans le cadre de ce transfert, la Métropole Aix-Marseille-Provence assure la gestion du site internet de vente, grâce auquel sont vendus les abonnements aux services de transport scolaires.

Les usagers utilisent des lignes de compétence anciennement départementale qui relèvent désormais de la responsabilité de la Métropole, de la Région et de la Communauté d'Agglomération Terre de Provence.

Il est nécessaire d'être en mesure de percevoir ces recettes à compter du mois de juillet 2017, date d'ouverture des ventes pour les abonnements scolaires de l'année 2017-2018.

Dans la mesure où la Communauté d'Agglomération Terre de Provence n'a pas encore développé ses propres modalités de perception des recettes scolaires, il appartient à la Métropole de percevoir, au nom et pour son compte, les recettes liées à la vente des titres scolaires de son réseau de transport. La Métropole Aix-Marseille-Provence procèdera au reversement des fonds issus des recettes scolaires des lignes de transport gérées par Terre de Provence.

Cette convention a une durée de deux ans à compter du 1er janvier 2017.

Les lignes concernées sont détaillées dans la convention ci-annexée.

C'est dans cette perspective que le Conseil de la Métropole est invité, par la présente délibération, à adopter la convention de mandat entre la Communauté d'Agglomération Terre de Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.1111-8, L. 5217-2 ;
- Le Code des Transports, notamment ses articles L.1231-1, L.1231-2, L.3111-1, L.3111-4, L. 3111-7, L.3111-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis favorable du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 17 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'adopter la convention de délégation de mandat entre la Communauté d'Agglomération Terre de Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence, à compter du 1er janvier 2017 ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de mandat entre la Communauté d'Agglomération Terre de Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence, relative à l'encaissement et le reversement des recettes des

lignes de transport scolaires, pour une durée de deux ans.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention de mandat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 004-2060/17/CM

■ Approbation de la convention de mandat entre la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'encaissement et le reversement des recettes des lignes régionales MET 17/3516/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe ») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière de transport public, ayant pour conséquence un transfert des compétences du Département des Bouches-du-Rhône :

- A la Métropole Aix-Marseille-Provence :
 - Au 1er janvier 2017, pour les services de transport routier de personnes demeurant interurbains et scolaires intégralement inclus dans le ressort territorial de la Métropole;
 - Pour les services de transport routier ou guidé de personnes, urbains au sens de la nouvelle définition donnée par l'article L. 1231-2 du Code des Transports.
- A la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur :
 - Au 1er janvier 2017, pour les services de transport routier non urbains et scolaires non inclus dans le ressort territorial de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
 - Au 1er septembre 2017, pour le transport scolaire non inclus dans le ressort territorial de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le Département conserve sa compétence en matière de transport spécial des élèves handicapés vers les établissements scolaires.

Dans le cadre du transfert de compétence, le marché de « gestion de la billetterie du département hors gare routière d'Aix et Marseille » a été repris intégralement

par la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2017. Dans la mesure où le contrat n'a pas été scindé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, les deux institutions ont délibéré, respectivement les 15 et 16 décembre 2016, une convention de mandat pour l'encaissement et le reversement des recettes des lignes de transport régionales.

Cette convention, d'une durée de deux ans, prévoyait initialement la passation d'un avenant pour préciser les modalités de calcul de recettes à reverser à la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur.

Par ailleurs, dans le cadre du transfert de compétence, la Métropole Aix-Marseille-Provence a vocation à assurer la gestion du site internet de vente, grâce auquel sont vendus les abonnements aux services de transport scolaires. En effet, les usagers utilisent des lignes de compétence anciennement départementale qui relèvent désormais de la responsabilité de la Métropole, de la Région et de la Communauté d'Agglomération Terre de Provence. Il est nécessaire d'être en mesure de percevoir ces recettes à compter du mois de juillet 2017, date d'ouverture des ventes pour les abonnements scolaires de l'année 2017-2018.

Or, les conditions de collecte et reversement de ces recettes scolaires ne sont pas prévues dans la convention de mandat liant la Région et la Métropole.

Dans la mesure où la Région n'a pas encore développé ses propres modalités de perception des recettes scolaires, il est proposé que la Métropole perçoive, au nom et pour le compte de cette dernière, les recettes liées à la vente des titres scolaires du réseau de transport régional. La Métropole Aix-Marseille-

Provence procèdera au reversement des fonds issus des recettes scolaires des lignes de transport gérées par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Il est donc proposé de conclure une nouvelle convention de mandat, qui annule et remplace la précédente, plus restrictive. Le terme de cette convention est prévu au 31 décembre 2018.

Cette nouvelle convention de mandat a donc vocation à permettre à la Métropole d'encaisser et de reverser l'ensemble des recettes des lignes régionales, quelle que soit leur nature et précise leurs modalités de reversement. La convention précise également les conditions, non explicitées dans la convention initiale, de recours à la prestation d'animation marketing et commerciale sur le réseau au profit de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

C'est dans cette perspective que le Conseil de la Métropole est invité, par la présente délibération, à adopter la convention de mandat entre la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.1111-8, L. 5217-2 ;
- Le Code des Transports, notamment ses articles L.1231-1, L.1231-2, L.3111-1, L.3111-4, L.3111-7, L.3111-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération TRA 009-1384/16/CM du 15 décembre 2016.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 17 mai 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix 11 mai 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 mai 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 15 mai 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence du 17 mai 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Pays de Martigues du 11 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'adopter la convention de mandat entre la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération TRA 009-1384/16/CM relative à l'approbation de la convention de mandat 17-0227 approuvée le 15 décembre 2016.

Article 2 :

Est approuvée la convention de mandat ci-annexée, entre la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur et la Métropole Aix-Marseille-Provence, relative à l'encaissement et au reversement des recettes des lignes de transport scolaires qui annule et remplace la convention de mandat 17-0227, approuvée le 15 décembre 2016.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé de signer cette convention de mandat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 005-2061/17/CM

**■ Mise en place d'un Pass transport 24 h à tarif réduit à l'occasion du Tour de France 2017
MET 17/3311/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La ville de Marseille doit accueillir le 22 juillet prochain, l'épreuve contre-la-montre du Tour de France 2017. Cet événement attirera de nombreux spectateurs. .

La gamme tarifaire actuelle propose un forfait journée grand public au tarif de 5,20 euros TTC auquel est appliquée une réduction de 30% dans le cadre des ventes en grand nombre.

Afin d'accompagner cette manifestation sportive et favoriser les déplacements en transport collectif, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite généraliser cette réduction au grand public et proposer ainsi le Pass XL 24h à 3,60 euros au lieu de 5,20 euros du 21 au 22 juillet 2017.

Celui-ci s'adressera tout autant aux usagers locaux qu'à une clientèle touristique extérieure se rendant sur Marseille pour assister à cet événement. Le Pass sera commercialisé sur les points de vente du réseau RTM. Il permettra de voyager librement sur l'ensemble des réseaux de transports collectifs métropolitains RTM et Transmétropole (hors navettes maritimes).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DTM 001-317/14/CC du 18 juillet 2014 relative aux nouveaux tarifs de transport en commun consécutifs à l'augmentation du taux de TVA pour le transport de voyageurs ;
- La délibération DTM 013-1388/16/CM relative à l'avenant n° 10 au Contrat d'exploitation de service de transport public urbain entre la Métropole AMP et la Régie des Transports Métropolitains ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis favorable du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 17 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le souhait de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'accompagner la manifestation sportive du Tour de France 2017 et de favoriser l'utilisation des transports collectifs ;

Délibère

Article unique :

Est approuvée la mise en place d'un tarif à 3,60 euros TTC pour le Pass XL 24h grand public à l'occasion de l'étape du contre-la-montre du Tour de France 2017 organisé du 21 au 22 juillet 2017. Ce Pass, valable uniquement sur ces deux jours, ouvre droit à une libre circulation sur les réseaux de la Régie des Transports

Métropolitains et Transmétropole de la Métropole (hors navettes maritimes).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 006-2062/17/CM

**■ Approbation d'une convention avec les offices du tourisme d'Aix-en-Provence et Marseille pour la mise en oeuvre d'un City Pass Aix-en-Provence Marseille
MET 17/3343/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les Offices de Tourisme de Marseille et d'Aix-en-Provence développent aujourd'hui pour chacun de leur territoire une offre nommée City Pass qui permet de coupler à l'offre touristique de la ville le transport urbain.

Il existe ainsi aujourd'hui un City Pass Aix et un City Pass Marseille pour des forfaits de 24h à 72h. Les deux Offices de Tourisme et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont souhaité développer pour 2017 une offre combinée incluant les offres touristiques des 2 villes et le transport de bout en bout (RTM, Aix en bus, Carreize entre Aix-Marseille).

Ainsi, un « City Pass Aix-en-Provence Marseille 72 heures » à 59 € sera commercialisé courant du second semestre 2017.

Sur la partie Transport, ce Pass permettra une libre circulation sur les réseaux urbains d'Aix-en-Provence et de Marseille et 1 Aller/Retour sur la ligne de car Aix-Marseille.

Pour chaque Pass vendu, les offices de tourisme verseront un montant forfaitaire de 14 € à la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de l'utilisation des réseaux de transport.

La présente convention a pour objet de préciser les modalités techniques et financières pour la commercialisation de ces nouveaux City Pass.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 17 mai 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité s'associer avec les offices du tourisme d'Aix-en-Provence et Marseille pour développer une nouvelle offre de City Pass courant du second semestre 2017.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative à la mise en œuvre d'un City Pass Aix-en-Provence - Marseille

Article 2:

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3:

Les recettes seront constatées au budget annexe transport 2017 et suivant de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Ligne budgétaire sous-politiques C210 – Sens R1- Nature 7061- Chapitre 70 – Gestion 4 DITRT.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 007-2063/17/CM

**■ Approbation de nouveaux tarifs pour le système de location de vélos en libre-service implanté sur la commune de Marseille
MET 17/3421/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole dispose d'un système de vélos en libre service déployé sur la commune de Marseille et

exploité par la société JCDecaux, dans le cadre du marché n° 06/140, notifié le 19 octobre 2006.

Depuis 2011, le nombre d'abonnés annuels au service est passé de 5069 à 14 036 dont 23 % bénéficient du titre combiné RTM - Le Vélo.

Le nombre de locations annuelles, toujours sur la même période, est lui passé de 650 299 à 1 047 780 soit une augmentation de plus de 60 % de la fréquentation.

Afin de continuer à améliorer l'attractivité du système, faciliter son accès aux clients et l'intégrer encore plus dans la chaîne de transport, il est proposé de créer de nouvelles offres commerciales ainsi que des tarifs événementiels qui pourront être utilisés par la collectivité pour la promotion du service.

Offres combinées :

Il est proposé de créer, sur le modèle du titre RTM – le Vélo, deux abonnements combinés à tarif préférentiel avec les réseaux d'autopartage déjà présents sur Marseille : Citiz Provence et Totem mobi. Ainsi, les abonnés à ces services pourront bénéficier d'un abonnement annuel à « le Vélo » pour 1 euro. Réciproquement, les abonnés annuels « le Vélo » verront leurs frais d'inscriptions offerts lors de leur abonnement aux services de Totem mobi et Citiz Provence

Offre Citypass

L'office du tourisme de la Ville de Marseille propose aux visiteurs des Citypass valables 24h, 48h ou 72h donnant accès à de nombreuses prestations touristiques et culturelles.

Ces Citypass comprennent déjà le transport illimité sur tout le réseau RTM Bus, Métro, Tramway, et ferryboat valable pendant leur durée de validité.

Aussi il est proposé que les détenteurs d'un Citypass puissent également bénéficier d'un accès privilégié aux vélos en libre-service en bénéficiant d'un abonnement à 1 euro TTC et d'une gratuité étendue sur la première heure de chaque trajet. Comme pour les abonnements classiques, l'heure supplémentaire sera facturée 1 euro TTC.

Offre « professionnels »

Toujours afin de favoriser l'accès au service pour les entreprises, collectivités, organismes, associations ou comités d'entreprises, il est proposé de créer une offre pour les professionnels. Celle-ci sera également un outil supplémentaire à leur disposition pour l'élaboration des Plans de Déplacement d'Entreprise ou d'Administration.

Les entreprises, collectivités et organismes publics pourront souscrire des abonnements destinés aux trajets de leurs collaborateurs pendant les jours et heures ouvrés définies par l'entreprise.

Le coût de l'abonnement sera de 20 euros TTC par carte. Il sera pris en charge par les entreprises, collectivités et organismes publics souscripteurs.

Il en sera de même pour la caution d'un montant de 150 euros TTC.

Stations « bonus »

Certaines stations sont situées en hauteur (comme celles autour de la place Jean Jaurès) ou isolées et souffrent d'un manque chronique de vélos malgré la régulation effectuée par le prestataire

Dès lors, il est proposé qu'un maximum de 15 de ces stations deviennent des « stations bonus » et soient dotées d'une tarification particulière afin d'en améliorer l'attractivité.

Les utilisateurs y déposant leur vélo bénéficient d'un crédit-temps de 15 minutes à la condition expresse d'avoir retiré leur vélo d'une station non bonus.

Ce crédit-temps, sera crédité sur le compte du client pour une utilisation ultérieure, dans la limite de 2 heures et décomptés à la minute.

Offres promotionnelles

Lors de manifestations ou d'évènements organisés par la Collectivité, celle-ci pourra faire bénéficier le public, en quantité limitée, de coupons promotionnels. Ces coupons permettront soit :

- un accès gratuit au service. Les coûts ultérieurs de locations restent inchangés.
- Une prolongation de 3 mois d'un abonnement annuel déjà actif.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code des Transports et notamment son article L1113-1;
- Le marché 06/140 notifié à la société JCDecaux le 19 octobre 2006 et ayant pour objet notamment l'exploitation d'un service de vélos en libre-service ;
- La délibération TRA 864/07/BC du 8 octobre 2007 approuvant l'avenant n°1 au contrat ;
- L'avenant n° 2 au contrat en date du 11 octobre 2011 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 17 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que pour gagner en attractivité et continuer à faire progresser le nombre de locations de vélos, il convient de créer de nouvelles offres et tarifs

Délibère

Article unique :

Est approuvée la création de la nouvelle gamme tarifaire ci-annexée mentionnant la création :

- d'un tarif d'abonnement à 1euro au système « le Vélo » pour les abonnés aux systèmes d'autopartage TOTEM mobi et CITIZ Provence ;
- d'un tarif à 1euro et 1h de gratuité à chaque location pour les détenteurs d'un Citypass ;
- d'une offre destinée aux entreprises avec un abonnement à 20 euros par carte et une caution de 150 euros ;
- de stations bonus permettant de gagner un crédit temps maximal de 2h ;
- d'offres promotionnelles pouvant être utilisées par la collectivité dans le cadre de manifestations et d'évènement de promotion du vélo.

TRA 008-2064/17/CM

■ Modification de la gamme tarifaire du réseau des bus de l'Etang MET 17/3488/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, le réseau des Bus de l'Etang, dans le cadre de la politique de transport qu'elle développe en faveur des transports en commun, structure son réseau notamment par la mise en place d'un Bus à Haut Niveau de Service qui relie les communes de Marignane, St Victoret, Vitrolles et les Pennes Mirabeau.

Il est ainsi proposé d'augmenter le tarif du billet unité ainsi que le carnet de 10 voyages et l'ensemble des titres corrélés au coût du billet unitaire conformément au tableau présenté ci-après :

En €	Tarifs au 01/02/2015	Nouveaux tarifs 01/09/2017
Ticket à l'unité	1,10	1,20
Carnets de 10 tickets	8,50	9,00
Pass mensuel	27,00	Inchangé
Pass Mensuel Jeunes	17,00	Inchangé
Pass Annuel	270,00	Inchangé
Pass Annuel Jeunes	170,00	Inchangé
Pass Mensuel Senior	20,00	22,00
Pass Mensuel Demandeurs d'emploi	18,00	Inchangé
Mensuel Airbus	27,00	Inchangé
Trimestriel Airbus	60,00	Inchangé
Annuel PDE	240,00	Inchangé
Pass mensuel RSA	24,00	Inchangé
CMUC abonnement mensuel	13,50	Inchangé
Groupe	0,85	0,90
Seniors Berre	0,85	0,90
Annuel St Louis	120,00	Inchangé
Annuel Ste Elisabeth	10,00	Inchangé
Annuel Erea	10,00	Inchangé
Enfants personnel annuel	42,50	Inchangé
Police trimestriel	40,50	Inchangé
2 voyages concessionnaires	1,70	Inchangé

L'évolution de la gamme tarifaire est prise en compte pour ajuster l'engagement sur les recettes du délégataire conformément à l'article 29.2.1.1 de la convention de délégation de service public au travers de la variation de la moyenne pondérée des tarifs (VTM) ajustée par un coefficient d'élasticité .

L'impact de l'augmentation des tarifs sur les recettes est évalué à + 36 876 € HT en année pleine. Cette mesure est intégrée à l'avenant n° 5 à la délégation de service public de convention d'exploitation et de gestion du réseau de transport public les bus de l'Etang.

Cette mesure prendra effet à partir du 1er septembre 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports
- La loi n° 2014-58 du 27 Janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération n° 16/001/HN du 17 Mars 2016 portant élection du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Qu'il convient d'établir une nouvelle gamme tarifaire à compter du 1^{er} septembre 2017 conformément au tableau présenté ci-dessus.

Délibère

Article unique :

Est adoptée la modification de la gamme tarifaire du réseau des Bus de l'Etang décrite ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 009-2065/17/CM

■ Approbation de l'avenant n°5 à la convention de délégation de service public pour l'exploitation du réseau des Bus de l'Etang de la Métropole Aix-Marseille Provence passée avec la société des Autobus de l'Etang MET 17/3466/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Monsieur le Président rappelle à l'Assemblée que le 20 décembre 2012 par délibération n°2012/595, les membres de l'ex SMITEEB, intégré à la Métropole depuis le 1^{er} avril 2016, ont approuvé la signature de la convention de délégation de service public avec la société des Autobus Bus de l'Etang pour une durée de 8 ans à compter du 1^{er} Janvier 2013.

Cette convention, signée le 26 décembre 2012, a fait l'objet de 4 avenants :

L'avenant n°1, approuvé le 20 décembre 2013 par délibération n° 2013/647, intègre les différents ajustements liés à la mise en place de la nouvelle convention de DSP ainsi que les modifications apportées à l'offre de transport du 1^{er} septembre 2013.

L'avenant n°2, approuvé le 26 février 2015 par délibération n° 2015/735, a intégré les modifications et ajustements du réseau mis en place en septembre 2014, l'intégration de doublages scolaires assurant la desserte des établissements de diverses communes du SMITEEB; la modification de la grille tarifaire, la modification du barème des infractions, ainsi que la réalisation d'une interface informatique.

L'avenant n° 3, approuvé le 14 décembre 2015 par délibération n°2015/774, intègre essentiellement les modifications liées à la mise en place du BHNS le 29 août 2016 et notamment le décalage de la mise en service initialement prévue en janvier 2016 et décalée à la rentrée ainsi que l'impact du décalage sur les recettes. Il intègre également des aménagements et modifications de l'offre de transport afin de proposer un fonctionnement homogène du réseau, parfaitement calé avec le BHNS. Cet avenant entérine la modification du type de véhicules BHNS initialement prévus.

L'avenant n° 4 approuvé le 30 juin 2016 par délibération n° TRA 005-601/16/CM concerne la mise en place d'un transport à la demande pour les personnes à mobilité réduite sur les communes du réseau, des adaptations de l'offre des lignes urbaines, du transport à la demande et de circuits scolaires diverses puis diverses modifications listées ci-dessous :

- Mise en place de véhicule de petite capacité sur les services Chrono Pro
- Mise en place d'un outil de réservation par internet pour les utilisateurs du TAD
- Mise en place de Terminaux de Paiement Électronique (TPE) sans contact
- Modification des annexes relatives à la qualité et au plan marketing
- Modification d'indices dans la formule d'indexation de la convention

Le nouvel avenant n° 5 proposé à l'assemblée prévoit les modifications suivantes :

- Mise en place pour le Zenibus d'un itinéraire unique sur toute la ligne et d'un départ toutes les 10 minutes afin de rendre l'offre plus simple et plus régulière
- Ajustements divers sur les lignes urbaines et circuits scolaires existants
- Acquisition de matériels complémentaires au SAEIV et aux terminaux de paiement sans contact mis en place dans les véhicules Zenibus
- Mise à jour du budget marketing et prise en compte des nouveaux horaires de l'agence commerciale de Pierre Plantée
- Modification de la gamme tarifaire et définition du nouveau niveau de recette de référence

1. AJUSTEMENT DE L'OFFRE DE SERVICE

1.1 - Zenibus

La mise en œuvre du BHNS Zenibus le 29 août 2016 a fait l'objet d'une attention soutenue afin de garantir aux voyageurs ponctualité, régularité et capacité d'accueil des véhicules.

Ainsi, au mois de novembre 2016, un premier aménagement a été mis en place afin de répondre à la surcharge récurrente en période scolaire. Un renfort de la desserte du lycée M. Genevoix le matin, et le midi a été nécessaire (8 courses supplémentaires) : L'impact financier pour 2016 est de 910 € HT.

Dans un second temps, à compter du 1^{er} février et au regard des conditions d'exploitation de la ligne, il a été convenu d'expérimenter un autre mode d'exploitation permettant de répondre aux aléas de circulation impactant les temps de parcours, à la garantie de la

vitesse commerciale, à la régularité des services, et à une meilleure répartition des charges dans les véhicules.

Cette expérimentation s'avère très concluante. Elle permet de rendre l'offre plus simple, plus régulière, plus lisible et d'améliorer ainsi les conditions d'accueil des voyageurs.

Ces ajustements sont les suivants :

- 1 itinéraire unique sur toute la ligne et toute la journée en lieu et place des terminus partiels à Fontblanche à Vitrolles et à Parc Camoin à Marignane
- une fréquence de 10 mn toute la journée jusqu'à 20h30 soit 173 départs par jour.

L'impact financier en année pleine est de 32 370 € HT.

1.2 - Autres ajustements

En complément, divers ajustements des lignes régulières et circuits scolaires ont dû être mis en place afin d'adapter au mieux l'offre transport à la demande des voyageurs et aux conditions de circulation particulièrement difficiles sur la RD 113 et l'autoroute A7.

Ces aménagements ont été effectués sur base des comptages réalisés au mois de septembre 2016 et des problématiques de surcharge dans les véhicules, des modifications d'horaires de certains établissements scolaires ainsi que des observations terrain notamment des conditions de circulation.

L'impact financier en année pleine est de 71 335 € HT.

2. ADAPTATION DE MATERIEL ET LIAISON SAE

Il a été nécessaire d'effectuer une adaptation informatique du dépôt pour le fonctionnement du

nouveau Système d'Aide à l'Exploitation mis à disposition du délégataire par l'Autorité Organisatrice et d'installer une liaison spécialisée permettant de fiabiliser les communications. (8 083 € HT par an en année pleine).

D'autre part, afin de s'assurer de la parfaite télécollecte de chaque véhicule et de disposer de transactions par véhicule, il est convenu d'installer un module complémentaire aux terminaux de paiement sans contact. (940 €HT par an en année pleine)

3. MARKETING / COMMERCIAL

3.1 – Budget marketing

Une erreur matérielle a été commise entre l'avenant 2 et l'avenant 3 concernant le budget marketing 2016 ayant pour conséquence une amputation de 20 933€ de ce budget (la Cf ayant été diminuée de ce même montant).

Il est proposé de rectifier cette erreur et de répartir le montant de 20 933€ sur les Cf 2017 et 2018 soit 10 467 € pour chacune des 2 années).

3.2 – Agence commerciale

Afin de mieux s'adapter à la fréquentation de l'agence commerciale de Pierre Plantée, notamment lors des « pics de fréquentation », il est convenu de ne plus ouvrir l'agence le samedi après-midi très peu fréquenté, ce qui permet de renforcer la présence des hôtesses notamment le lundi matin.

Cette modification est sans incidence financière.

4. GAMME TARIFAIRE

Il est convenu d'augmenter le tarif du billet unité. Pour parfaire la cohérence des tarifs entre chaque titre, le carnet de 10 voyages augmente également ainsi que l'abonnement sénior.

Ces nouveaux tarifs entreront en vigueur à compter de la rentrée scolaire de septembre 2017.

Titres	Ancien tarif	Nouveau tarif au 01/09/2017
Ticket unité	1,10 €	1,20 €
Carnet de 10 tickets	8,50 €	9,00 €
Pass Mensuel Senior	20,00 €	22,00 €
10 voyages Seniors	8,50 €	9,00 €
Seniors Berre	0,85 €	0,90 €
Tarif Groupes	0,85 €	0,90 €

5. EVOLUTION DE LA RECETTE DE REFERENCE

En application de l'article 29.2.1.1 de la convention de délégation de service public, l'évolution de la gamme tarifaire est prise en compte pour ajuster l'engagement sur les recettes du Déléataire au travers de la variation de la moyenne pondérée des tarifs (VTm) ajustée par un coefficient d'élasticité.

Par conséquent, l'impact de l'augmentation des tarifs sur les recettes évalué conformément à l'annexe 8 de la Convention, est le suivant :

- engagement recettes 2017 € HT (avenant 4) : 2 089 158 €
- impact hausse tarifaire : + 36 876 €

La nouvelle gamme tarifaire entrant en vigueur le vendredi 1er septembre 2017, cet impact est proratisé pour l'année 2017 soit :

- impact 2017 : + 12 292 € soit un engagement de recettes 2017 de 2 101 450 € HT

6. QUALITE

Suite au lancement du BHNS Zenibus, il convient de mettre à jour le Référentiel Qualité ainsi que les tableaux « Système de mesure » et « Méthode de calcul » correspondants, détaillés dans l'annexe 7.

Les critères concernés sont les suivants : Régularité, Information par annonce sonore et visuelle aux bornes d'informations voyageurs en stations Zenibus, Information dans les véhicules, Information en situation perturbée prévisible, Information en situation perturbée imprévisible, Propreté du véhicule, Correspondances, Radio/Téléphone.

L'annexe 7-5 intègre également une mise à jour du Référentiel FACE intégrant les dernières modifications apportées par le Groupe Transdev visant à s'adapter aux évolutions des normes ISO 9001, 14000 et 18000.

Année	Df	Rf	Cf = Df – Rf	Pour mémoire CF avenant 4
2017	19 418 548	2 101 450	17 317 098	17 214 432
2018	19 661 152	2 158 382	17 502 770	17 416 451
2019	19 314 247	2 174 406	17 139 841	17 063 989
2020	19 332 314	2 190 565	17 141 749	17 065 897

Le montant cumulé des avenants 1 à 5 génère une incidence financière de 6,42% de la Df par rapport montant initial de la convention.

10. AVIS DE LA COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

La Commission de délégation de service public de la Métropole Aix Marseille Provence, consultée sur cet avenant qui induit une augmentation du montant de la DSP de plus de 5%, réunie lors de sa séance du a émis un avis sur la passation de l'avenant.

7. COMPTAGES VOYAGEURS

Conformément à l'article 21.7 et à l'annexe 15 de la convention de DSP, des comptages de voyageurs sont effectués durant l'année.

Afin de proposer aux voyageurs une offre parfaitement adaptée à leurs attentes, il convient d'élargir le champ d'action des comptages en intégrant la possibilité de réaliser des comptages dans les circuits scolaires afin de dimensionner au mieux les moyens ainsi que toute étude spécifique dans le cadre de restructuration d'offre. Ce point est sans incidence financière.

8. INVENTAIRES

Suite à la mise en place des nouveaux véhicules affectés au BHNS et de leurs équipements embarqués, il convient de mettre à jour les inventaires correspondants.

Il convient également de régulariser la mise à disposition par l'autorité organisatrice de l'agence commerciale de Marignane ouverte au public le 2 juin 2014.

9. MODIFICATION DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE FORFAITAIRE (Cf)

Les différentes modifications exposées ci-dessus conduisent à redéfinir des paramètres financiers de la convention de DSP.

L'évolution des termes Rf (recette de référence y compris TAD), Df (coût de production du réseau) et Cf (contribution financière) de la convention de DSP du 26 décembre 2012 est ainsi la suivante (en valeur 1^{er} juillet 2012, y compris TAD).

Euros HT (valeurs 1^{er} juillet 2012 – y compris TAD)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°2012/595 approuvée le 20 décembre 2012 par les membres du SMITEEB, intégré à la Métropole depuis le 1er avril 2016, portant signature d'une convention de Délégation de Service Public avec la société des Autobus Bus de l'Etang pour une durée de 8 ans à compter du 1er Janvier 2013 ;
- L'avenant n° 1 approuvé le 20 décembre 2013 par délibération n° 2013/647 qui intègre les différents ajustements liés à la mise en place de la nouvelle convention de Délégation de Service Public ainsi que les modifications apportées à l'offre de transport du 1er septembre 2013 ;
- L'avenant n° 2, approuvé le 26 février 2015 par délibération n° 2015/735 qui intègre les modifications et ajustements du réseau mis en place en septembre 2014, l'intégration de doublages scolaires assurant la desserte des établissements de diverses communes du SMITEEB; la modification de la grille tarifaire, la modification du barème des infractions, ainsi que la réalisation d'une interface informatique ;
- L'avenant n° 3 approuvé le 14 décembre 2015 par délibération n°2015/774 qui intègre essentiellement les modifications liées à la mise en place du BHNS le 29 août 2016 ;
- L'avenant n° 4 approuvé le 30 juin 2016 par délibération n° TRA 005-601/16/CM qui entérine notamment la mise en place d'un TAD PMR sur le réseau des Bus de l'Etang ainsi que d'autres modifications des lignes régulières et circuits scolaires ;
- L'avis de la Commission de Délégation de Service Publics.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'en date du 20 décembre 2012 les membres du Syndicat Mixte des Transports de l'Est de l'Etang de Berre, intégré à la Métropole depuis le 1^{er} avril 2016, ont approuvé la convention de Délégation de Service Public avec la société des Autobus de l'Etang pour une durée de 8 ans à compter du 1^{er} janvier 2013 ;

- Que cette convention a fait l'objet de 4 avenants intégrant différents ajustements et modifications de l'offre de transport et de la grille tarifaire respectivement en décembre 2013, en février, en décembre 2015 et en juin 2016;
- Qu'il est nécessaire d'approuver l'avenant n° 5 afin de redéfinir les paramètres financiers de la convention de Délégation de Service Public.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 5 ci-annexé à la Convention de délégation de service public passée avec la société des Autobus de l'Etang.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 010-2066/17/CM

**■ Approbation d'une convention d'occupation temporaire d'une parcelle de terrain sur laquelle est implanté le dépôt de bus des Autobus de l'Etang
MET 17/3475/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Préfet des Bouches-du-Rhône a, par arrêté du 30 mars 2016, mis fin à l'exercice des compétences du Syndicat Mixte de l'Est de l'Etang de Berre à compter du 31 mars 2016 du fait de la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2016, laquelle, en application de l'article L.5215-21 du Code Général des Collectivités Territoriales est substituée de plein droit au SMITEEB, inclus en totalité dans son périmètre.

Le terrain actuel où est implanté le dépôt de bus des Autobus de l'Etang a été acquis le 31 décembre 2012 à la société Véolia par l'EPF PACA dans le cadre de ses prospections foncières afin d'impulser les projets de développement urbain souhaités notamment par la ville de Vitrolles et de la Communauté du Pays d'Aix. Il a été provisoirement mis à disposition du Smiteeb par convention jusqu'au 1^{er} janvier 2016, dans l'attente de l'acquisition d'un terrain pour déplacer le dépôt.

Les membres du Smiteeb ont autorisé, au cours de la séance du comité syndical du 17 juin 2015, le Président à signer l'acte de vente pour l'acquisition

d'un terrain voie du Portugal dans la zone de l'Anjoly à Vitrolles afin d'y construire un dépôt.

Par délibération du 11 juin 2015, le Bureau de la CPA a décidé, en application des dispositions des articles L.300-4 et suivants du Code de l'Urbanisme, de confier à la SPLA Pays D'aix Territoires, dans le cadre d'une concession d'aménagement, la réalisation de l'opération d'aménagement dénommée Vitrolles Cap Horizon, dont le périmètre est situé sur le territoire de la commune de Vitrolles, incluant la parcelle CI 80, où est installé le dépôt actuel.

Pour les besoins de l'opération qui lui a été confiée, la SPLA Pays d'Aix Territoires, s'est portée acquéreur auprès de l'EPF PACA d'une première tranche foncière dont fait partie la parcelle cadastrée CI 80.

L'EPF PACA, ancien propriétaire, avait consenti au profit du SMITEEB, occupant de ladite parcelle, une convention de mise à disposition de 3 ans à compter du 2 janvier 2013, dans le but de formaliser juridiquement la situation d'occupation du bien.

La SPLA Pays d'Aix Territoires afin de régulariser à son tour l'occupation du bien dont elle est devenue propriétaire, s'est rapprochée du SMITEEB, transféré du 1 avril 2016 à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il convient de signer une convention de mise à disposition temporaire, avant le transfert définitif du dépôt de bus dans les nouveaux locaux actuellement en cours d'étude.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir une convention d'occupation de mise à disposition temporaire de la parcelle de terrain où est installé l'actuel dépôt de bus.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci annexée, avec la SPLA Pays d'Aix Territoires.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 011-2067/17/CM

■ Approbation d'une convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la société - Autobus de l'Etang - et la ville de Vitrolles MET 17/3468/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Préfet des Bouches-du-Rhône a, par arrêté du 30 mars 2016, mis fin à l'exercice des compétences du Syndicat Mixte de l'Est de l'Etang de Berre à compter du 31 mars 2016 du fait de la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2016, laquelle, en application de l'article L.5215-21 du Code Général des Collectivités Territoriales est substituée de plein droit au SMITEEB, inclus en totalité dans son périmètre.

Constatant une recrudescence des actes d'incivilités sur certaines lignes du réseau ainsi qu'aux abords des gares routières et des arrêts de bus, le conseil Syndical du SMITEEB et la ville de Vitrolles avaient délibéré respectivement le 24 novembre 2014 et le 18 novembre 2014 pour mettre en place un dispositif permettant de diminuer le sentiment d'insécurité dans les bus et de renforcer la lutte contre les infractions routières, notamment celles liées au stationnement sur les arrêts de pose et dépose de voyageurs et couloirs de bus .

Il avait été convenu que dans le cadre de ses missions de surveillance générale de la commune de Vitrolles, la police municipale inclurait désormais dans ses patrouilles, la surveillance des sites de transport en commun du réseau des Bus de l'Etang y compris dans les véhicules.

La convention ayant pris fin le 10 mars 2017, il convient de signer une nouvelle convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la société « Autobus de l'Etang » et la ville de Vitrolles pour reconduire le dispositif.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 Janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 16/001/HN du 17 Mars 2016 portant élection du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir une convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la ville de Vitrolles et la société des Autobus de l'Etang pour reconduire la présence de policiers municipaux et agents de surveillance de la voie publique de Vitrolles dans et aux abords des sites de transport en commun du réseau des bus de l'Etang de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire communal de Vitrolles

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci annexée, avec la ville de Vitrolles et la société des Autobus de l'Etang.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 012-2068/17/CM

**■ Approbation d'un avenant au mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée à la SPL Façoneo pour la prolongation de la ligne de tramway sur l'ancienne voie ferrée de Valdonne entre La Bouilladisse et Aubagne
MET 17/3650/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°33-0715 du 6 Juillet 2015 la Communauté a confié un mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée à la SPL Façoneo en vue de conduire les études et les travaux de prolongation de la ligne de tramway sur l'ancienne voie ferrée de la Valdonne entre La Bouilladisse et Aubagne. L'opération décrite dans le mandat consiste en la réalisation d'une plateforme tramway de 14.437 km en voie unique de la station « Aubagne Gare » à la Bouilladisse. Deux tronçons sont réalisés en voie double pour améliorer la robustesse de l'exploitation. Le programme du mandat intègre 10 nouvelles stations, 5 pôles d'échanges permettant un rabattement Bus et voiture particulière. 3 rames de tramway supplémentaires sont intégrées au programme pour offrir un service à 10 min. Ce programme est estimé à 90 790 000 euros au sortir des études de faisabilité.

Les études d'avant-projet ont fait apparaître une évolution de l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération à un montant 127 776 000 euros HT, y compris les déviations de réseau.

Le poste « Ouvrage d'Art » a augmenté de 21,7 millions d'euros car la remise en service de la voie va nécessiter la création ou le renforcement de murs de soutènements sur une grande partie du linéaire et la mise en place de caniveau d'assainissement. Les ouvrages d'art routiers en centre-ville d'Aubagne s'avèrent complexes. Des agrandissements d'ouvrage et le traitement de ponts pour le passage des engins de chantier vont être nécessaires, qui n'étaient pas prévus en étude de faisabilité.

Le poste « Travaux Préparatoires » qui regroupe l'ensemble des travaux nécessaires pour permettre les travaux de réfections, comme les créations de piste chantier notamment, augmente de 4,4 millions d'euros. En étude Avant-Projet, ce montant est calculé au réel des travaux à faire. Il tient compte de la complexité des accès au chantier, notamment dans les zones de tunnel et de gorges entre Roquevaire et Auriol.

Le poste « Dépôt » augmente de 1,36 millions d'euros, pour tenir compte du traitement du terrain qui va supporter l'élargissement du bâtiment, la nouvelle voie de remisage et l'électrification des aiguillages qui n'était pas prise en compte.

Compte tenu de ces évolutions, il est proposé de réaliser le projet sur deux exercices supplémentaires pour permettre une intégration budgétaire soutenable. Le programme est ainsi revu : une mise en service partielle de la ligne entre Auriol-Saint Zacharie et Aubagne est prévue en juin 2020. Le second tronçon de ligne à destination de la Bouilladisse sera réalisé dans la continuité pour une mise en service prévisionnelle en décembre 2021.

Conformément aux articles 2 et 10 du contrat de maîtrise d'ouvrage déléguée, il convient d'acter ces modifications de programme dans le mandat.

La rémunération provisoire du mandataire est portée à 4 998 000 € HT pour l'ensemble du mandat, soit 4,0 % du montant total des travaux et des honoraires sur travaux confiés à Façonéo. Cette rémunération prend en compte les modifications d'organisation intervenues et notamment la nécessité de faire appel à un assistant à maître d'ouvrage sélectionné par appel d'offre, l'allongement de la prestation sur 18 mois lié au décalage des plannings et le renfort de la structure sur le volet juridique et procédure.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°85-704 du 12 juillet 1985 modifiée relative à la maîtrise d'ouvrage publique ;
- La délibération de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 6 juillet 2015 confiant à la SPL FACONEO le mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée en vue de conduire les études et les travaux de réalisation du Val'TRAM pour un montant forfaitaire estimatif de 82 100 000 €.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'enveloppe du programme confié au mandataire a été réévaluée, au sortir des études d'avant-projet à un montant de 114 871 000 € ;
- Que pour garantir la soutenabilité financière de l'opération, le maître d'ouvrage demande que le programme soit réalisé sur deux exercices supplémentaires, avec mise en service partielle d'un premier tronçon Aubagne – Auriol-Saint Zacharie ;
- Que dans ces conditions, il convient de modifier les termes du mandat de maîtrise d'ouvrage délégué confié à la SPL Façonéo.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant ci-annexé au mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée en vue de conduire les études et les travaux de réalisation du Val'TRAM avec la SPL Façonéo, pour un montant forfaitaire de 4 998 000 €.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Article 3 :

Les dépenses sont inscrites au budget annexe Transport 2017 et suivant Sous Politique A150 Nature budgétaire 2031.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 013-2069/17/CM

**■ Approbation de l'avenant n° 1 au contrat d'Obligation de Service Public de la RDT13 avec la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 17/3403/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du Conseil de Métropole du 15 décembre 2016, le contrat d'Obligation de Service Public de la RDT 13 a été approuvé.

Par son chapitre 5 relatif aux prestations de transport ferroviaire, le contrat définissait les modalités de prise en charge de la traction ferroviaire des déchets ménagers des centres de transfert marseillais vers le centre de traitement multifilières de Fos-sur-Mer.

De plus, le contrat prévoyait la possibilité de confier à la Régie la gestion du parc de wagons et de caissons et les prestations de chargement associées.

En effet, cette chaîne logistique est aujourd'hui assurée dans le cadre de marchés publics :

- un marché pour la location des wagons et caissons
- un marché pour la gestion du Centre de Transfert Sud (La Capelette)
- un marché pour la gestion du Centre de Transfert Nord (Les Aygalades)

L'ensemble de ces prestations concourt donc au transfert par voie ferroviaire de 370 000 tonnes d'ordures ménagères produites sur le territoire de Marseille Provence jusqu'au Centre de Traitement Multifilières de Fos sur Mer où elles sont valorisées.

La prise en charge de la globalité de ces missions par RDT 13, sans aucune modification du volume de déchets transportés et des modalités opérationnelles, permettra des économies d'échelle substantielles.

Au terme du processus en 2020, le coût global du transport de ces déchets passera de 11,1 millions d'Euros TTC par an à 8,6 millions d'euros TTC par an soit une économie de 20%.

Le présent avenant doit donc définir les modalités techniques de l'attribution à RDT 13 de ces deux nouvelles missions :

- mise à disposition des wagons et caissons
- gestion des centres de transfert Sud et Nord

Par ailleurs, l'avenant doit modifier au 1er septembre 2017, les conditions d'organisation des circuits de transport pour les scolaires sur la Côte Bleue, Châteauneuf-Les-Martigues, Gignac-La-Nerthe et Marignane, ce qui génèrera une économie de 130 000 euros HT par an.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°201561085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 17 mai 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne du 15 mai 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 15 mai 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence du 17 mai 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Pays de Martigues du 11 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'approuver l'avenant n°1 relatif au Contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation de services de transport public de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé relatif au Contrat d'Obligation de Service Public.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes les mesures utiles.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrites aux budgets annexes déchets 2017 et suivant, Sous Politique G110 et Nature budgétaire 611 et budget annexe Transports 2017 et suivant Sous Politique C220 Nature budgétaire 611.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 014-2070/17/CM

■ Plan de relance autoroutier - échangeur de Salon nord - approbation d'un protocole d'accord MET 17/3661/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Lors de sa séance du 15 décembre 2016, le Conseil de Métropole a approuvé un protocole d'accord pour le financement du complément de deux échangeurs de Salon Nord, dans le cadre du Plan de Relance Autoroutier.

Il s'avère aujourd'hui que, suite à une erreur matérielle, le projet de protocole en question portait des chiffres légèrement inexacts s'agissant de la participation attendue des collectivités territoriales. Celle-ci s'élève en fait à 51% du coût total, soit 9,79 M€ (au lieu de 50,52%, soit 9,7M€). La contribution attendue de la Métropole s'élève à 4,095 M€ au lieu de 4,05 M€, celle du Département passant de 4,85 M€ à 4,095 M€, celle de la Ville de Salon de Provence restant inchangée à 800 000 €.

En conséquence, il convient d'approuver le nouveau protocole ci-annexé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le courrier du Préfet de Région du 8 novembre 2016, sollicitant la participation des collectivités au plan d'investissement autoroutier ;
- La délibération TRA 021-1396/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant le protocole d'accord du plan de relance autoroutier de l'échangeur de Salon nord ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Président de la République a annoncé un plan d'investissement sur le réseau autoroutier dont le financement sera en partie assuré par un avenant aux contrats des concessionnaires et pour le reste par un appel aux collectivités territoriales ;
- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, autorité organisatrice de la mobilité durable et dotée de la compétence voirie, a intérêt à

voir se réaliser des investissements de nature à faciliter les déplacements et à soulager la voirie locale de flux de transit producteurs de congestion et de nuisances ;

- Que l'achèvement de l'échangeur de Salon nord fait partie des opérations les plus efficaces de ce point de vue et qu'un projet en ce sens a été proposé par la société concessionnaire ASF pour un montant de 19,2 M€ ;
- Que le Département et la Ville de Salon-de-Provence se sont engagés à apporter une contribution au bouclage du plan de financement, laissant à la charge de la Métropole un montant de 4,05 M€

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole d'accord ci-annexé, posant le principe d'un partage du financement de l'opération visant à compléter l'échangeur de Salon nord.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 015-2071/17/CM

■ Approbation de l'avenant n°8 à la convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation du réseau de transports urbain "Aix en Bus" MET 17/3709/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'exploitation du réseau de transports urbains « Aix en Bus » est confiée pour une période de huit ans (2012-2019) à la société Keolis Pays d'Aix, par convention de délégation de service public (DSP). L'évolution de ce contrat est régulièrement rendue nécessaire par l'adaptation de l'offre engendrant une modification des kilomètres commerciaux produits, ainsi que la modernisation des conditions de production de cette offre.

1/ Historique du contrat de DSP « Aix en Bus »

A/ Consistance de l'offre de transports urbains

Activités principales de la DSP Aix en Bus

Le périmètre géographique et les prestations ont été élargis :

- Le périmètre urbain desservi comprend les communes d'Aix-en-Provence, Le Tholonet, Saint-Marc Jaumegarde et l'intégration de Venelles,
- 500 000 Kms supplémentaires parcourus chaque année avec de nouveaux quartiers mieux reliés entre eux (soit un total d'environ 6 300 000 kilomètres par an),
- Une vidéosurveillance dans les bus pour améliorer la sécurité des usagers et des conducteurs,
- Un parc de véhicules considérablement rajeuni (véhicules neufs au 1er janvier 2012 et un âge moyen de 3 ans, contre 7 ans dans l'ancienne DSP),
- Une agence commerciale prévue en centre ville, ainsi qu'une agence mobile pour aller au plus près des habitants de tout le territoire compris dans le périmètre de la DSP,
- En fin de convention, le(s) dépôt(s) construit(s) par le délégataire, accueillant l'ensemble du matériel roulant, des bureaux et des ateliers, revenant en pleine propriété à la collectivité ; investissement de 12,6 M€ sur la durée du contrat, pour environ 1,575 M€ / an en moyenne,

Activités connexes intégrées au contrat de DSP

Cette convention met à la charge du délégataire plusieurs nouvelles prestations précédemment effectuées au travers de marchés publics distincts :

- exploitation et le gardiennage des parcs-relais existants et à venir,
- lignes de Diablines du centre-ville d'Aix,
- services scolaires de Luynes, Les Milles, La Duranne, Les Granettes et Puyricard.
- Parcs relais

B/ Modifications intervenues au contrat : avenants passés entre 2012 et 2016

- L'avenant n°1 à cette DSP, approuvé lors du Conseil de Communauté du 12 juillet 2012, a porté sur la modification des statuts de la société Keolis Pays d'Aix, et la prise en compte de services supplémentaires (lignes régulières, scolaires et services Diablines),
- L'avenant n°2, approuvé lors du Conseil de Communauté du 28 mars 2013, a

validé les modifications des modalités de règlement du délégataire, l'impact du changement du taux de TVA (passage du taux réduit applicable aux transports de 5,5 % à 7%), ainsi que les incidences de modifications de la gamme tarifaire des réseaux CPA .

- L'avenant n°3, ainsi qu'un accord transactionnel approuvés lors du Conseil de Communauté du 10 octobre 2013, validaient un certain nombre de modifications d'offres intégrées au nouveau réseau, pour répondre à la demande des usagers ainsi que leurs incidences financières,
- L'avenant n°4, approuvé lors du Conseil de Communauté du 03 juillet 2014, a validé des ajustements de l'offre commerciale, l'ouverture du Parc relais Plan d'Aillane, les modalités de l'alternative abonnement (en cas de PV pour fraude), des restrictions horaires pour les abonnements scolaires et la prise en compte de l'évolution du taux de TVA à 10%,
- L'avenant n°5, approuvé lors du Conseil de Communauté du 19 février 2015, entérinait l'augmentation de la gamme tarifaire au 1^{er} Mars 2015, la compensation du ½ tarif Etudiant accordé sur les P+R, la libre circulation entre les réseaux du SMITEEB et de la CPA, les ajustements de l'offre commerciale, les modifications de la centrale de réservation Flexibus, les coûts de communication et les Parcs Relais.
- L'avenant n°6, approuvé par le Conseil de Communauté du 7 juillet 2015, modifiait l'offre commerciale, restructurait les transports scolaires du secteur de Luynes, permettait l'adaptation du plan marketing pour renforcer les moyens de communication et prendre en compte les opérations événementielles, actait la gestion directe par la collectivité du P+R Krypton (travaux d'agrandissement et construction d'un pôle d'échanges), organisait le regroupement des activités de centrale d'appel téléphonique pour les services de transport à la demande (TAD), dont le service Flexibus.
- L'avenant n°7, approuvé par le Conseil de Communauté du 30 juin 2016, modifiait l'offre commerciale, afin de prendre en compte divers aménagements en Centre-Ville notamment sur les deux places de la Madeleine et de Verdun. Cet avenant

achevait également la rationalisation des transports scolaires par le maintien dans le contrat des seuls doublages scolaires et actait des conséquences techniques et financières de la mise en service du P+R Krypton et de son pôle d'échanges. Enfin, une adaptation pérenne du plan marketing était nécessaire avec une enveloppe supplémentaire de 35K€ HT/an pour mettre à niveau les moyens de communication avec la mise en service du SAE-IV et accompagner la modernisation des dispositifs d'information voyageurs jusqu'à la fin du contrat.

2/ Offre de services : Evolution de l'offre à partir de 2017

Afin de suivre les évolutions urbaines et de prendre en compte les attentes des voyageurs le réseau de transports urbains « Aix en Bus » doit constamment s'adapter. En 2017, des modifications d'itinéraires pérennes sont tirées du bilan de l'exécution des services de 2016. Elles sont les suivantes :

La création des lignes 16 et 16S constitue en 2017 l'adaptation la plus significative du service aux besoins des usagers. Il s'agit, d'une part, de répondre aux flux des déplacements générés par les établissements du second degré proches du P+R Krypton et d'autre part, au flux des déplacements générés par cet équipement, qui abondent tant sur le tour de ville, que sur la proche périphérie des facultés. Pour répondre aux besoins de tous les usagers visés par ces déplacements, ces lignes fonctionneront du lundi au vendredi de 7h00 à 19h00 toute l'année avec des autobus standard, avec pour la ligne 16S une optimisation ciblant plus particulièrement les besoins des élèves (7h35-8h35).

Sur le bilan tiré des services exécutés en 2016, l'adaptation du service consiste en un horaire supplémentaire créé sur la ligne Mini 3, une prolongation de la ligne 8 opérée le dimanche jusqu'au P+R le Krypton et pour la ligne Diabline B un itinéraire plus direct vers la place de l'hôtel de ville.

Il s'agit également du passage par le Cours Sextius des lignes 3 et 13 et de la fin du passage par le cours Mirabeau de la Mini 2. Des fréquences sont également optimisées le matin sur les lignes 14 (travaux du centre de détention de Luynes – ZAC de l'Enfant) A partir du 4 septembre 2017 sur le constat des fréquentations, les horaires et/ou itinéraires des lignes 4, 7, 15; 18, 19 et mini 3 sont optimisés sur des créneaux de moindre fréquentation. Enfin pour répondre aux effets collatéraux des évolutions de lignes ainsi qu'aux contraintes du plan de circulation, les arrêts de la ligne mini 4 sont adaptés.

Il convient également de prendre en compte les conséquences économiques des déviations

temporaires sur la ligne 14, induites par les travaux de la ZAC de l'Enfant.

Les horaires de la ligne 6 sont également revus afin d'améliorer le cadencement de la ligne 141.

L'ensemble de ces évolutions entraîne globalement pour les trois dernières années du contrat une variation moyenne de + 2,78% des kilomètres commerciaux prévisionnels qui se cumuleront aux 6 101 602 km/an mentionnés à l'avenant 5, situation de référence du réseau.

A partir de 2017, la valorisation économique de l'ajustement de l'offre sur la durée restante du contrat (kilomètres + heures de conduite + véhicules) est de + 1 251 425€/HT (valeur avril 2011).

Ce montant inclut pour 2017 un ajustement des mesures d'information des voyageurs nécessaires à l'accompagnement de l'offre de transports urbains, s'élevant à 37 000€/HT (valeur avril 2011).

3/ Travaux liés à la création du BHNS Aixpress

Avec une date de début des travaux du BHNS Aixpress impactant le fonctionnement du réseau Aix en Bus à partir du 1^{er} septembre 2017, les conditions de circulation seront rendues difficiles et les lignes opérées par le délégataire en subiront les conséquences.

L'avenant 8 chiffre les conséquences des déviations, des parcours qu'il conviendra d'allonger et des moyens supplémentaires qui seront nécessaires pour que les perturbations du service rendu aux usagers soit les moins importantes possibles.

Les moyens chiffrés visent en conséquence à maintenir une fréquentation acceptable et à compenser une perte de recettes qu'il convient de limiter.

Les coûts variables de production du service constitués, des heures de conduite, des véhicules mis à disposition et des coûts de roulage, sont évalués à **1 494 953€/HT**; le principe mis en œuvre pour parvenir à ce chiffrage est de cibler les lignes les plus importantes du réseau afin d'en augmenter les moyens (kilomètres, heures de conduite, véhicules) de sorte que la baisse de fréquentation qui touchera les lignes subissant une perte notable de leur vitesse commerciale, soit compensée par le maintien à niveau des lignes ciblées.

Ce principe sera appliqué par tronçons géographiques au fil de l'avancement des travaux et selon deux phases : rentrée 2017 et janvier 2018.

La mise en œuvre de ce dispositif induit l'acquisition par le délégataire de 9 véhicules.

Pour accompagner l'utilisateur durant ces travaux, il est nécessaire d'adapter les moyens d'exploitation du service, constitués des personnels de régulation, d'études et méthodes, de maintenance, les besoins en marketing visant la bonne information des voyageurs et leur accompagnement induisent des coûts fixes en augmentation.

Cette augmentation des moyens d'exploitation du réseau nécessite un accroissement des effectifs d'exploitation (10 ETP), qui a un coût de 781 715€/HT et les moyens afférant à l'accompagnement sur le terrain et l'information ont un coût de 410 170€, soit un impact total sur les coûts fixes de **1 191 885€/HT**.

Les travaux du BHNS sur le réseau Aix en Bus impactent les coûts avec un accroissement à hauteur de **2 686 838€/HT** et l'engagement de recettes avec une diminution de **937 250€/HT**.

4/ Modernisation du service aux usagers, équipements innovants

L'Autorité organisatrice externalise via un marché public la centrale d'appel permettant d'organiser l'offre de transport à la demande en fonction des besoins exprimés par les usagers (Transport à la demande et transport à la demande PMR). Afin d'optimiser la liaison entre centrale d'appel et service délégué il est devenu nécessaire de doter les conducteurs de terminaux adaptés soit 19 smartphones y compris les abonnements dont le coût s'élève à 20 217€ HT (valeur avril 2011).

En outre, initialement pour limiter les nuisances sonores et la sécurité des mouvements de recul en gare routière le délégataire doit équiper son parc d'un dispositif ad hoc « Le cri du Lynx », cet équipement performant doit être étendu pour les mêmes motifs à tout le parc, soit un coût de 23 846€/HT (valeur avril 2011). Ces équipements représentent un coût de 44 063€/HT.

5/ Recettes commerciales et compensations

Evolution de l'engagement de recettes commerciales du délégataire

Conformément aux stipulations de l'article 37 de la convention de délégation de service public l'autorité délégante détermine la politique tarifaire qu'elle entend voir mettre en oeuvre pendant la durée de la convention et a seule qualité pour décider du niveau des tarifs applicables par le Délégué et conformément à l'avenant 5 il est prévu une hausse moyenne pondérée annuelle des tarifs de 2,5%.

Le présent avenant 8 prend donc en compte les augmentations tarifaires suivantes :

- +0,10€ portant le ticket deux voyages à 2,20€

- + 0,10€ portant chaque unité du ticket 10 (dix) voyages et du ticket « X voyages » à 0,90€

Cette augmentation se traduit par une hausse moyenne pondérée de 2,50% et une augmentation de 1,25% des recettes commerciales en année pleine soit 0,41% pour l'année 2017 (prorata temporis à compter du 1^{er} septembre 2017), ayant un impact de – 35 311€/HT pour l'engagement prévisionnel de recettes sur la durée restante du contrat.

Compensations du délégataire

Une délibération du Conseil Métropolitain du 29 Juin 2017, proposera une contremarque à destination des usagers des réseaux Carreize, LER et Varlib qui arrivaient en Gare Routière Aix Centre et qui verront à compter du 1^{er} septembre 2017 leur terminus déplacé vers le Parking Relais du Krypton. Cette contremarque qui prendra la forme d'un titre gratuit exclusivement pour les lignes concernées du Réseau Aix en Bus à l'arrivée au Krypton, constituera un manque à gagner pour le délégataire qui opérera sans rémunération la correspondance de ces usagers.

L'impact financier de la compensation de ces correspondances, pour l'autorité délégante de cette mesure sur la durée restant du contrat est évaluée : **362 500€/HT** sur la base d'un plafond de 300 000 voyages par an issus des validations billettiques corrigées de sondages origine destination.

6/ Précisions apportées sur certaines clauses financières de la convention de délégation de service public

L'article 8 de l'avenant vise l'encadrement du mécanisme d'indexation prévisionnelle et la précision des modalités de règlement des acomptes en ce qui concerne les compensations sociales :

La convention de délégation de service prévoit au-delà de l'indexation des dépenses forfaitaires du Compte prévisionnel d'Exploitation un mécanisme d'indexation prévisionnelle des acomptes, reposant sur l'évolution probable des indices appréciée par le délégataire et approuvée par l'autorité délégante.

Ce dispositif n'est cependant pas encadré et les dernières fluctuations des prix du Gazole notamment, ont démontré que les écarts entre la révision estimative prévisionnelle et la révision définitive pouvaient se révéler particulièrement pénalisantes pour la trésorerie de l'autorité délégante. Les parties ont donc convenu d'encadrer le dispositif d'indexation prévisionnelle en limitant cet écart, par une clause butoir et une clause de sauvegarde appliquées au coefficient estimatif.

La clause butoir limite la variation des évolutions à la baisse ou à la hausse à 1,5 points des derniers indices publiés à la date de la remise du mémoire du délégataire, le 30 Novembre de l'année N-1.

La clause de sauvegarde, permet d'ajuster pour les acomptes de juillet à décembre, le coefficient prévisionnel au 30 juin de l'année N si la moyenne des indices publiés entre janvier et juin constatait un écart de plus ou moins 1 point du coefficient prévisionnel.

L'avenant 8 complète les stipulations de la convention de délégation de service public en précisant que les compensations tarifaires sont réglées par acomptes mensuels de janvier à décembre, par 1/12ième d'une base affectée du coefficient prévisionnel.

CONTRAT AIX EN BUS : IMPACTS FINANCIERS PROTOCOLE ET AVENANTS 1 A 8

7/ Impact financier global de l'avenant n°8 pour la collectivité

Au total, l'avenant n°8 est valorisé à 3 982 235€/HT (valeur avril 2011), à prendre en charge par la collectivité. Les évolutions depuis le début du contrat en 2012 sont résumées dans le tableau ci-après :

	Montant HT Global Total sur les 8 ans du contrat	Montant HT Global Moyen par mois sur la durée du contrat	Montant HT Global Moyen par an sur la durée du contrat
Contrat initial	242 515 000	2 526 198	30 314 375
Protocole	9 243 832	96 290	1 155 479
Protocole : effets recettes	-770 543	-8 026	-96 318
Protocole : montant global retenu	8 473 289	88 263	1 059 161
Contrat protocole inclus	250 988 289	2 614 461,34	31 373 536
Impact protocole	3,49%	3,49%	3,49%
Avenant 1	438 556	4 568,29	54 820
Avenant 2	0	0	0
Avenant 3	19 014 432	198 067	2 376 804
Avenant 4	-515 506	-5 369,85	-64 438
Avenant 5	96 966	1 010,06	12 121
Avenant 6	-113 595	-1 183,28	-14 199
Avenant 7	1 211 403	12 618,78	151 425
Avenant 8	3 982 235	41 481,61	497 779
Avenants 1+1+2+3+4+5+6+7+8	24 114 491	251 193	3 014 311
Impact des avenants en %	9,94%	9,94%	9,94%
Contrat avenant inclus	266 629 491	2 777 391	33 328 686
Cumul Protocole et Avenants	32 587 780	339 456	4 073 473
Contrat protocole et avenants inclus	275 102 780	2 865 653,96	34 387 848
Impact global (Protocole + Avenant 1,2,3,4,5,6,7,8)	13,43 %	13,43 %	13,43 %

Parallèlement la part du risque du délégataire (recettes commerciales sur usagers + compensations sociales de l'autorité délégante + recettes annexes / recettes totales du délégataire) est de 19,77 % à l'issue de l'avenant 8.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2012_A094 du Conseil Communautaire du 12 juillet 2012 approuvant et autorisant la signature de l'avenant n°1 à la Convention de Délégation de service public «Aix en Bus »,
- La délibération n°2013_A048 du Conseil Communautaire du 28 mars 2013 approuvant et autorisant la signature de l'avenant n°2,
- La délibération n°2013_A179 du Conseil Communautaire du 10 octobre 2013 approuvant et autorisant la signature de l'avenant n°3,
- La délibération n°2013_A178 du Conseil Communautaire du 10 octobre 2013 approuvant et autorisant la signature du protocole transactionnel relatif à la délégation de Service Public Aix en Bus,
- La délibération n°2014_A148 du Conseil Communautaire du 3 juillet 2014 approuvant et autorisant la signature de l'avenant n°4,
- La délibération n°2015_A009 du Conseil Communautaire du 19 février 2015 approuvant et autorisant la signature de l'avenant n°5,
- La délibération n°2015_A138 du Conseil Communautaire du 10 juillet 2015 approuvant et autorisant la signature de l'avenant n°6, la délibération n°2013_A179 du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016 approuvant et autorisant la signature de l'avenant n°7,

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité d'adapter l'offre de transport public urbain aux besoins des usagers via la modification des kilomètres produits induits, ainsi que la nécessaire modernisation des conditions de production de cette offre, notamment eu égard aux nouveaux équipements du réseau (Parking relais Krypton et BHNS Aixpress), dans le respect du principe de continuité du service public,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°8 ci-annexé à la convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation du réseau de transports urbains « Aix en Bus ».

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Urbanisme et Aménagement"

URB 002-2072/17/CM

■ **Approbation des transferts mobiliers et immobiliers des biens situés à La Ciotat dans le cadre de la compétence en matière de Politique de la Ville et d'équilibre social de l'habitat MET 17/3386/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi MAPTAM, a transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence la compétence en matière de politique de la ville et d'équilibre social de l'habitat.

Le personnel jusqu'alors employé par la ville de La Ciotat au titre de cette compétence a été transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2016, date effective du transfert de compétence.

Par ailleurs, conformément à l'article L.1321-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, ce transfert de compétence entraîne de plein droit la

mise à disposition par la ville de La Ciotat des biens meubles et immeubles utilisés à la date du transfert pour l'exercice de cette compétence.

En application des articles L.1321-2 et L1321-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit à la ville de La Ciotat dans les contrats de toute nature conclus pour l'aménagement, l'entretien et la conservation des biens mis à disposition ainsi que pour le fonctionnement des services. De plus, les biens immobiliers propriétés de la Ville de la Ciotat dans le cadre de cette compétence, sont transférés à la Métropole Aix Marseille Provence.

- Concernant les Biens dont la gestion est transférée à la Métropole, dans le cadre de conventions de mise à disposition de locaux appartenant à la SOGIMA :
- Atelier du Vieux La Ciotat situé 7 Bd Jean Jaures – 7 Impasse Gamet
 - Maison de la Rénovation Urbaine située Avenue Albert Ritt

Ces locaux sont décrits dans le procès-verbal de transfert ci-annexé (Annexe 1). Pour chacun des biens, des avenants de transfert aux conventions seront signés avec la Ville de la Ciotat et le bailleur.

- Concernant les biens transférés à la Métropole en pleine propriété, par acte administratif, dont le Procès-verbal est ci-annexé (Annexe 2) :
- 4-6 rue Marius Monnet
 - 5 rue Marius Monnet.

Conformément à l'article 5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales le transfert de propriété de ces biens dans le cadre d'un accord amiable « ne donne pas lieu à indemnité, droit, taxe, salaire ou honoraires ».

- Concernant les biens mobiliers et équipement, la liste est ci-annexée (Annexe 3).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que dans le cadre de la compétence « Politique de la Ville et équilibre de l'habitat social » il est nécessaire d'approuver les transferts de gestion des locaux, du mobilier et des transferts immobiliers en pleine propriété.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le transfert de la gestion des biens immobiliers du procès-verbal ci-annexé ainsi que la liste des biens mobiliers ci-annexée.

Article 2 :

Est approuvé le procès-verbal de transfert en pleine propriété des biens immobiliers situés 4-5 et 6 rue Marius Monnet.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 003-2073/17/CM

**■ Plan Local d'Urbanisme de Marseille - Avis sur la déclaration de projet et sur la mise en compatibilité du PLU avec une opération inscrite dans la zone d'aménagement concerté "Cité de la Méditerranée" (Euroméditerranée)
MET 17/3604/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (AMP) est créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de l'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues et Communauté urbaine Marseille Provence Métropole. Sur le territoire de Marseille Provence (anciennement Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole) elle est compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu.

Le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille a été approuvé par délibération du Conseil Communautaire, le 28 juin 2013, puis modifié par délibérations du 3 juillet 2015 et du 21 décembre 2015.

Toutefois, des réflexions et des analyses en matière d'urbanisme et d'aménagement se poursuivent en vue de continuer à adapter le document d'urbanisme aux objectifs de développement de Marseille.

Le présent dossier est relatif à la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme avec un projet d'intérêt général qui s'inscrit dans le périmètre de l'opération d'intérêt national (OIN) Euroméditerranée, et dans la zone d'aménagement concerté « Cité de la Méditerranée ».

Ce projet inclut un projet mixte, comportant des logements, des commerces, un centre social et un groupe scolaire, et une « université régionale des métiers » destinée à regrouper un ensemble de formations.

Il sera implanté sur trois îlots d'une superficie totale d'environ 12 300 mètres carrés et situés le long de la rue d'Anthoine, dans le quartier d'Arenc. Il contribue ainsi aux objectifs de réalisation de logements et d'équipements publics au sein du futur « Parc Habité » du quartier d'Arenc.

Cependant, les trois îlots retenus, situés dans le quartier d'Arenc, font l'objet de prescriptions spéciales identifiées par le PLU de la ville de Marseille en raison du risque d'inondation pouvant aller jusqu'à interdire les constructions nouvelles à destination d'habitat.

A la suite des travaux de recalibrage du ruisseau des Ayalades sous la rue d'Anthoine, au droit du projet, et jusqu'à l'exutoire, une nouvelle étude hydraulique et hydrologique a été confiée en 2012 à un prestataire spécialisé, sous maîtrise d'ouvrage de l'établissement public d'aménagement de l'Etat Euroméditerranée.

Cette dernière a révélé que ces prescriptions ne sont plus justifiées, en raison de l'évolution de l'aléa lié au risque d'inondation. Les îlots concernés ne sont plus impactés.

La levée de ces prescriptions contraignantes est donc proposée pour permettre la réalisation de cette opération d'intérêt général.

S'agissant d'un projet porté par l'Etat, avec une enquête publique conduite par le Préfet et bien que la Métropole Aix Marseille Provence ait la compétence en matière de PLU, il est prévu que cette dernière soit sollicitée en vertu de ses compétences pour donner un avis sur la déclaration de projet et la mise en compatibilité du PLU et ce, préalablement à la déclaration d'intérêt général du projet prononcée par arrêté préfectoral.

Préalablement, et conformément à la législation, ce projet, ainsi que l'adaptation des règles du PLU qui en découlent ont donné lieu à :

- une réunion d'examen conjoint avec les personnes publiques qui a eu lieu le 30 juin 2016 et a également donné lieu à un avis favorable, joint au dossier d'enquête publique ;
- l'enquête publique - conduite par le Préfet - qui s'est déroulée du

17 janvier au 17 février 2017, et a donné lieu à un avis favorable de la part du commissaire enquêteur.

Il convient donc que la Métropole Aix-Marseille Provence donne un avis favorable à la déclaration de projet et à la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Marseille pour permettre la réalisation du projet d'intérêt général.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 29 juin 2012 approuvant le Schéma de cohérence Territoriale (SCOT) de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération du 28 juin 2013 par laquelle le Conseil de Communauté a approuvé le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 de répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire Marseille Provence pour les procédures de déclaration de projet emportant mise en compatibilité des POS et PLU ;
- Le courrier du Préfet du 6 avril 2017 demandant à la Métropole de donner un avis sur le projet d'intérêt général et sur la mise en compatibilité du PLU de Marseille ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet proposé dans le périmètre de l'opération d'intérêt national (OIN) Euroméditerranée, et dans la zone d'aménagement concerté « Cité de la Méditerranée » présente un intérêt général et qu'il convient, pour sa réalisation, d'adapter les règles du PLU par une procédure de mise en compatibilité, prévue par le code de l'urbanisme ;
- Que suite à l'enquête publique et à l'avis favorable du commissaire enquêteur, la mise en compatibilité du PLU de Marseille peut être prononcée par décision du Préfet des Bouches du Rhône ;
- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence donne un avis préalablement à l'adoption de la déclaration de projet par l'Etat ainsi que sur la mise en compatibilité du PLU de Marseille approuvée par l'Etat.

Délibère

Article unique :

Est donné un avis favorable à la déclaration de projet et à la mise en compatibilité du PLU de Marseille pour la réalisation d'une opération inscrite dans la zone d'aménagement concerté « Cité de la Méditerranée » (Euroméditerranée).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 004-2074/17/CM

**■ Avis de la Métropole dans le cadre de la modification n°1 du PLU de Pertuis relatif à la Zone d'Aménagement Concerté du Jas de Beaumont
MET 17/3196/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article L153-39 du Code de l'Urbanisme prévoit que « lorsque que le projet de modification a pour objet ou pour effet de modifier les règles d'urbanisme applicables à l'intérieur d'un périmètre de Zone

d'Aménagement Concerté créée à l'initiative d'une personne publique autre que l'établissement de coopération intercommunale ou la commune, l'avis de cette personne publique est requis préalablement à l'approbation du plan local d'urbanisme modifié. Lorsque la zone d'aménagement concerté a été créée à l'initiative d'un établissement public de coopération intercommunale, cette approbation ne peut intervenir qu'après avis favorable de cet établissement public ».

L'article R153-7 précise que l'absence d'avis dans les trois mois vaut rejet du projet.

Ainsi l'avis officiel de la Métropole est requis s'agissant de toute modification des documents d'urbanisme communaux ayant pour effet de modifier les règles d'urbanisme applicables à l'intérieur d'une zone d'aménagement concerté créée à l'initiative de la Métropole.

Par courrier réceptionné le 24 février 2017, la commune de Pertuis a sollicité l'avis sur son projet de modification n°1 au titre de l'article L153-19, la procédure modifiant notamment des éléments dans le secteur du Jas de Beaumont.

Le projet

La ZAC Jas de Beaumont a été créée à l'initiative de la Métropole le 17 octobre 2016. Le périmètre de près de 14 ha est situé sur la partie sud de la ZAD Jas de Beaumont (42ha) en accroche directe avec le boulevard Jean Guigues et la partie nord du centre-ville de Pertuis.

Le dossier de création prévoit, dans cette vaste dent creuse entre deux espaces pavillonnaires, un nouveau quartier à dominante résidentielle comprenant environ 400 logements dont 40 % de logements locatifs sociaux, une place ouverte avec du stationnement, accompagnée de commerces ainsi qu'un parc public d'environ 2 ha créant la liaison entre le nouveau quartier et le boulevard Jean Guigues. En termes d'organisation, deux axes forts nord/sud et est/ouest structurent le projet avec des voiries larges permettant d'accueillir du stationnement ainsi que des déplacements piétons et cycles. Les cœurs d'îlots sont apaisés avec une circulation automobile limitée. Des voies vertes maillent le projet.

Les évolutions proposées par la modification n°1 sur le périmètre ZAC

Le PLU de Pertuis a été approuvé le 15 décembre 2015. Le périmètre de la ZAC est situé principalement en 2AU-b « zone à urbaniser à dominante d'habitat et d'équipements publics ou d'intérêt collectif insuffisamment équipée dont l'ouverture à l'urbanisation est soumise à modification ou révision du PLU » et de manière marginale en UC « zone urbaine de densité moyenne à dominante d'habitat ». Une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) traite de l'ensemble du quartier du Jas de Beaumont.

Concernant le règlement en zone 2AU-b, les évolutions proposées sont marginales et n'ont pas d'impact sur le futur projet. Par ailleurs, l'ouverture de la zone nécessitant une évolution du document d'urbanisme, le règlement pourra être adapté à cette occasion.

Concernant le règlement en zone UC, les modifications proposées impactent peu le projet du fait de la faible superficie des secteurs de la ZAC concernés.

Concernant l'OAP, le périmètre de ZAC est impacté par la modification. Cependant les évolutions vont dans le sens du projet porté à ce jour par la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L153-39 et R153-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°URB 031-1111/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 créant la ZAC du Jas de Beaumont à Pertuis ;
- Le courrier de la commune de Pertuis reçu le 24 février 2017 par la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'absence d'impact significatif de la présente modification sur le projet de ZAC « Jas de Beaumont » porté par la Métropole.
- La nécessité d'émettre un avis favorable au projet de modification du PLU.

Délibère

Article unique :

Est émis un avis favorable s'agissant de la modification des règles d'urbanisme applicables sur le périmètre de la ZAC de Jas de Beaumont dans le cadre de la modification n°1 du PLU de la commune de Pertuis.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 005-2075/17/CM

**■ Avis sur le règlement de la Zone d'Aménagement Concerté de la plateforme dite - ZAC de Clésud- suite à la mise en révision générale du PLU de la Ville de Grans
MET 17/3533/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La mise en révision générale pour grenellisation du Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé par délibération n° 434/11 du Comité syndical du SAN Ouest Provence du 19 décembre 2011 a été prescrite par délibération n° 2015/106, du Conseil Municipal de Grans du 5 octobre 2015. Le projet de révision a été arrêté par délibération n° 2017/33 du Conseil Municipal du 6 février 2017.

L'article L 153-18 du Code de l'Urbanisme précise que lorsque le projet de révision d'un plan local d'urbanisme a pour effet de modifier les règles d'urbanisme applicables à l'intérieur d'un périmètre de zone d'aménagement concerté créée à l'initiative d'une personne publique autre que l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune, l'avis de cette personne publique est requis préalablement à l'approbation du plan local d'urbanisme élaboré ou révisé.

Cet avis doit être émis dans un délai de trois mois à compter de la saisine de la ville et est réputé émis en l'absence de réponse à l'issue de ce délai. Toutefois, le silence de l'établissement public de coopération intercommunale à l'origine de la zone d'aménagement concerté vaut rejet du projet.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a donc été saisie par courrier du projet du PLU de la commune afin qu'elle formule un avis au regard de la ZAC du territoire communal dont elle est à l'initiative.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 153-18 et R-153-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014, pour l’Accès au Logement et un Urbanisme Rénové, Chapitre IV, section 7, article 161 ;
- La loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d’Avenir pour l’Agriculture, l’Alimentation et la Forêt, dite «loi LAAF» ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Municipal du 06 février 2017, arrêtant le projet du PLU de Grans ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L’avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est donné un avis favorable au règlement applicable à l’intérieur du périmètre de la ZAC de la plateforme dite « ZAC de Clésud » créée par arrêté préfectoral du 24 avril 1997, tel qu’il figure dans le projet de plan local d’urbanisme de la ville de Grans arrêté le 6 février 2017.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 006-2076/17/CM

**■ Approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement relative à la Zone d'Aménagement Concerté Vallon Régny à Marseille
MET 17/3254/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Située dans le 9^{ème} arrondissement de Marseille, en limite avec le 10^{ème} et entre les trois grands équipements que constituent le Parc de Maison Blanche, l’hôpital Salvator et le collège Gyptis, la ZAC du Vallon Régny couvre un territoire d’environ 34 hectares.

Le projet urbain porté par la ZAC, et dont l’aménagement a été confié à la SOLEAM, est centré sur quatre objectifs principaux :

- créer un nouveau quartier d’habitat mixte en y intégrant une fonction économique
- constituer un cœur de quartier regroupant l’ensemble des fonctions propres à une centralité de proximité (commerces, équipements scolaires, maison de quartier)
- s’appuyer sur les axes structurants que constituent le Boulevard urbain Sud et la Traverse Régny pour organiser une trame viaire classique
- laisser une place importante au végétal dans un site très fortement marqué par la présence de grands espaces paysagers : le parc de Maison Blanche et le parc de l’hôpital Salvator

Une refonte du projet initial a été souhaitée car ce dernier ne correspondait plus aux ambitions des deux collectivités partenaires, la ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le Programme des Equipements Publics modifié a ainsi été approuvé par le Conseil de Métropole du 17 octobre 2016.

D’autre part, pour répondre à la nouvelle dynamique immobilière constatée aux abords de la ZAC, le Conseil de Métropole a approuvé lors de la même séance, un Projet Urbain Partenarial.

Le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2015 a été approuvé par délibération du 15 décembre 2016.

La participation initiale à l’équilibre du bilan s’élevait à 1 512 647 euros.

La réalisation d’équipements publics structurants, dont le coût n’est pas mis en totalité à la charge de l’aménageur, nécessite une revalorisation cette opération d’investissement.

Ces équipements concernent la voie U522 et le recalibrage de la Traverse Régny.

Afin de permettre la réalisation de ces travaux cette opération d'investissement inscrite au budget pour un montant initial de 1 600 000 euros doit être revalorisée de 3 000 000 euros, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 4 600 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Provence-Métropole ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FCT 010-21/12/15CC du 21 décembre 2015 portant création des opérations et affectation aux opérations d'aménagement suite à leur transfert par la Ville de Marseille ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du 17 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la revalorisation pour un montant de 3 000 000 euros de l'opération d'investissement n°2015120100 afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la revalorisation et l'affectation de la revalorisation de l'opération « ZAC Vallon Régny » pour un montant de 3 000 000 euros, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 4 600 000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2017 et suivants :

Opération 2015120100 - Autorisation de Programme 151064BP

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

Année 2017 :	0 euro
Année 2018 :	1 000 000 euros
Année 2019 :	1 260 000 euros
Années suivantes :	2 340 000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 007-2077/17/CM

**■ Approbation du bilan de la concertation publique portant sur le projet mixte d'équipement public de proximité (centre municipal d'animation) et de logements du pôle "Nationale Providence" à Marseille 1er arrondissement de l'Opération Grand centre-ville concédée à la SOLEAM
MET 17/3393/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibérations conjointes des 9 février 2009 et 19 février 2009, la Ville de Marseille et l'EPCI ont approuvé un engagement renforcé pour le Centre-Ville de Marseille actant le cadre des actions à conduire pour dynamiser son attractivité et affirmer sa centralité.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est concédante de l'Opération « Grand Centre-Ville » mise en place dans ce cadre pour le renouvellement urbain de 35 pôles, avec pour objectifs :

- la production de logements nouveaux ou restructurés à remettre sur le marché locatif et d'accession à la propriété,
- la production de locaux d'activités et d'équipements,
- l'amélioration d'immeubles et de logements privés par un système incitatif auprès des propriétaires,
- le ravalement des immeubles le long d'axes emblématiques – Canebière, Athènes, Rome, Jean Jaurès, Puget, National, Tourette,
- la création de voiries et réseaux nécessaires à la viabilisation du foncier recyclable, et à l'embellissement de l'espace public existant pour

stimuler l'investissement en renouvelant l'attractivité résidentielle, commerciale et touristique des quartiers centraux.

L'opération s'inscrit dans un périmètre de cohérence de 1 000 hectares au sein duquel doit être assurée une coordination avec les opérations sur les grandes infrastructures, telles la piétonisation du Vieux-Port et le plan-guide des espaces publics liés, les projets de rénovation urbaine du Centre Nord et de Saint-Mauront contractualisés avec l'ANRU (Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine), ainsi que les opérations pilotées par l'établissement public Euroméditerranée.

Cette opération d'aménagement est concédée à la société publique locale d'aménagement SOLEAM par convention n°T1600914CO (ex-n°11/0136).

Le mode opératoire de l'Opération « Grand Centre-Ville » prévoit des concertations spécifiques par pôle, au fur et à mesure de la définition des projets.

Par délibération n°URB 005-379/16/BM du 30 juin 2016, le Bureau la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris acte de ces dispositions et a approuvé les modalités de concertation pour un projet mixte d'équipement public de proximité et de logements concernant les 29-31, rue Nationale et les tènements mitoyens, dans le 1^{er} arrondissement, au sein du pôle Nationale-Providence.

Sur la base de cette délibération, des mesures de publicité ont annoncé aux administrés l'objet, les lieux, dates et modalités du déroulement de la concertation.

Elle s'est déroulée du 20 février au 20 mars 2017 inclus sous forme d'une exposition en mairie de secteur des 1^{er} et 7^{ème} arrondissements avec des permanences techniques. Un registre mis à disposition du public permettait de consigner les remarques, questions et observations des administrés. Une séance publique de présentation de l'opération présidée par les élus concernés s'est tenue le 16 mars.

Aujourd'hui, il est proposé d'approuver le bilan de cette concertation dont les pièces sont jointes en annexe. Ce bilan met particulièrement en avant l'attente des habitants et usagers sur les points suivants :

- logements : les participants s'interrogent sur les prix auxquels seront proposés les logements futurs. Le souhait des riverains est que soient proposés des logements locatifs et/ou en accession accessibles aux habitants du quartier aux revenus modestes.

Le projet prévoit de réaliser des logements en accession à la propriété.

- aménagement des espaces publics : les participants demandent à profiter des travaux de requalification du Pôle Nationale Providence pour mettre en œuvre la

réfection des trottoirs des rues adjacentes et notamment de la rue Nationale.

Le projet de piétonisation du Vieux Port s'accompagne d'un plan-guide dont les propositions impactent les pôles sur lesquels SOLEAM travaille. La requalification de la rue Nationale en plateau unique est à l'étude.

- équipements : les participants se réjouissent de la création d'un nouveau centre d'animation municipal avec notamment l'accueil d'enfants à partir de 3 ans ; toutefois ils soulignent toujours le manque d'équipements scolaires dans le quartier.

Une étude de faisabilité a conclu à l'impossibilité de réaliser un cycle scolaire complet sur ce tènement trop exigu. La programmation des équipements scolaires dans le 1^{er} arrondissement est en cours d'élaboration par la Ville.

Par ailleurs, les riverains qui se sont exprimés ont de fortes attentes au sujet de la Place Nationale Providence. A noter que celle-ci fait partie du périmètre du pôle mais ne rentre pas dans cette première concertation. Elle fera l'objet d'une concertation publique spécifique à venir.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 01-003/16/CM portant élection du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°URB 005-379/16/BM du 30 juin 2016 du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'opération d'aménagement « Grand Centre-Ville » concédée à la SOLEAM est transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2016 sous le n° de convention T1600914CO (ex-n°11/0136).
- Que l'opération d'aménagement « Grand Centre-Ville » relève d'une logique de renouvellement urbain et qu'elle prévoit des concertations spécifiques par pôle, au fur et à mesure de la définition des projets.
- Que la concertation pour le projet mixte d'équipement public de proximité et de logements concernant les 29-31, rue Nationale et les tènements mitoyens, dans le 1^{er} arrondissement, au sein du pôle Nationale-Providence s'est déroulée du 20 février au 20 mars 2017 inclus.
- Qu'il convient d'approuver le bilan de cette concertation publique autour du pôle « Nationale-Providence ».

Délibère

Article unique :

Est approuvé le bilan de la concertation publique ci-annexé pour le projet mixte d'équipement public de proximité et logements au sein du pôle Nationale-Providence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 008-2078/17/CM

**■ Demande d'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique de l'enquête parcellaire conjointe relatives aux acquisitions foncières nécessaires à la mise en oeuvre du projet urbain de la Zone d'Aménagement Concertée de la Jarre à Marseille 9^{ème} arrondissement
MET 17/3447/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Située dans le 9^{ème} arrondissement de Marseille, aux portes du Parc National des Calanques, la Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) de la Jarre s'étend sur un territoire de 22 hectares.

Le dossier de création de cette opération d'aménagement a été approuvé par le Conseil Municipal de Marseille le 29 avril 1994 par délibération n°94/253/U. L'objectif initial de cette ZAC était

d'accueillir des activités économiques dans le Sud de la Ville en lien avec la dynamique des ZAC de Bonneveine et de la Soude. La Ville de Marseille avait préalablement confié à Marseille Aménagement la conduite de cette opération dans le cadre d'une concession d'aménagement approuvée par le Conseil Municipal du 24 février 1992.

Le dossier de réalisation comportant le plan d'aménagement de la zone, le Programme des Équipements Publics (PEP) et les modalités prévisionnelles de financement a été approuvé par le Conseil Municipal du 27 janvier 1995 par délibération n°95/40/U.

Le Conseil Municipal du 27 octobre 1997 a ensuite approuvé par délibération n°97/724/EUGE un nouveau Plan d'Aménagement de la Zone (PAZ) qui atténue la prépondérance des terrains destinés à l'activité au bénéfice de l'habitat.

Par délibération n°03/0180/TUGE du 24 mars 2003, le Conseil Municipal a approuvé le dossier de création modificatif de la ZAC établi sur la base de ces nouveaux objectifs de développement.

La ZAC de la Jarre se situe également dans le secteur Soude Hauts de Mazargues sur lequel un programme de rénovation urbaine (PRU) a été contractualisé avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) sur un projet global le 10 octobre 2011.

Ce programme prévoit dans le périmètre de la ZAC de la Jarre la réalisation d'un parc public d'environ 3 hectares ainsi que la réalisation d'une liaison favorisant les modes doux traversant le périmètre de l'opération du Nord au Sud et dénommée l'Allée des Calanques.

Ce programme a été traduit dans les documents d'urbanisme. La modification n°2 du PLU approuvée le 21 décembre 2015 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a permis d'inscrire un emplacement réservé sur une portion de l'avenue de la Jarre pour permettre la réalisation de l'Allée des Calanques ainsi qu'un emplacement réservé visant à élargir la traverse Valette.

En cohérence avec les orientations définies dans le PLU, un nouveau programme des équipements publics a été approuvé par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole le 3 juillet 2015.

Par délibération n°15/0843/UAGP du 26 octobre 2015, le Conseil Municipal a notamment approuvé la modification du dossier de réalisation et le programme des équipements publics.

Par délibérations des 26 juin 2006 et 23 octobre 2015 n° FAG 5/519/CC et FCT008-1420/15/CC, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a défini l'intérêt communautaire.

Dans ce cadre, et compte tenu des évolutions législatives liées aux lois n°2014-58 du 27 janvier 2014

de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, l'objet de l'opération d'aménagement de la ZAC de la Jarre relevait dès lors de la compétence exclusive de la Communauté Urbaine.

Aussi, par délibération du 26 octobre 2015 n°15/1071/UAGP, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a approuvé qu'en application de l'article L. 5215-20, du Code Général des Collectivités Territoriales, l'opération d'aménagement relevait de la compétence de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et suite au porter à connaissance du Préfet du 27 novembre 2015, le Conseil Communautaire a délibéré dans les mêmes termes le 21 décembre 2015 par délibération n° FCT 030-1585/15/CC en approuvant le transfert de cette opération.

L'opération a été finalement transférée avec d'autres, à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ; elle se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite des opérations visées par l'arrêté préfectoral précité du 28 décembre 2015.

Dans ce cadre, un avenant n°18 à la concession d'aménagement du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

L'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et l'enquête parcellaire conjointe, objet du présent rapport, visent à maîtriser plusieurs parcelles nécessaires pour favoriser la réalisation des équipements publics prévus dans le programme des équipements publics de la ZAC notamment le futur parc de la Jarre, la réalisation de l'Allée des Calanques, le bouclage de l'actuelle impasse Karabdjakian sur le chemin du Roy d'Espagne. L'ensemble de ces acquisitions représente 8 050 m² environ.

Au vu des acquisitions nécessaires à la réalisation de ces interventions d'utilité publique, il est proposé à la présente assemblée d'habiliter le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence à demander au Préfet l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et de l'enquête parcellaire conjointe au profit de la SOLEAM.

Le dossier préalable à la déclaration d'utilité publique avec enquête parcellaire conjointe qui sera prochainement déposé en Préfecture, comprendra : une notice explicative, le plan de situation, le plan général des travaux, les caractéristiques principales des ouvrages, l'appréciation sommaire des dépenses,

une étude d'impact, un plan parcellaire et un état parcellaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 mai 2017.

Où il rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le projet urbain développé dans le périmètre de la ZAC de la Jarre,
- La nécessité de finaliser les derniers équipements publics prévus au programme des équipements publics de la ZAC.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le projet de maîtriser plusieurs emprises foncières afin de terminer la réalisation des équipements publics de la ZAC de la Jarre.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est habilité à demander à Monsieur le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et de l'enquête parcellaire conjointe, prévus aux articles L.110-1, R.112-4, R.131-1 et suivants du Code de l'Expropriation au profit de la SOLEAM

concessionnaire de la ZAC de la Jarre, en vue de la maîtrise des emprises nécessaires à la mise en œuvre de l'opération, objet de l'article 1.

Article 3 :

La SOLEAM est habilitée à solliciter, au terme des enquêtes, l'ensemble des actes subséquents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 009-2079/17/CM

■ Désaffectation et déclassement d'une emprise de 1073 mètres carrés à détacher de la parcelle cadastrée section AO n°7 constituant l'assiette foncière de la médiathèque intercommunale de Miramas MET 17/3537/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la dynamisation du quartier des Chirons à Miramas visant notamment à encourager la réalisation de programmes à usage d'habitation, il est prévu la création de logements et d'un espace commercial sur une emprise foncière appartenant à la société de promotion immobilière Immalliance.

Le programme global de l'opération nécessite la création de places de stationnement, à rattacher au futur local commercial, que l'emprise foncière privée disponible ne permet pas d'accueillir.

Or, il apparaît que la surface nécessaire à la réalisation de cet espace de stationnement pourrait être détachée du terrain mitoyen, lequel relève du domaine public métropolitain et accueille notamment deux espaces totalisant une superficie de 1073 m² qui comprend un parking actuellement dédié au personnel du service public de la médiathèque de Miramas.

Il convient de rappeler que, préalablement à la cession éventuelle de l'emprise foncière susvisée, et conformément aux dispositions de l'article L.2141-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, son aliénation ne sera possible qu'après avoir constaté sa désaffectation et avoir procédé à son déclassement. Par ailleurs et par dérogation audit article, le déclassement pourra intervenir de manière anticipée, la désaffectation étant décidée mais ne prenant effet qu'ultérieurement (article L.2141-2 CGPPP).

Considérant que le parking dédié au personnel de la médiathèque devra être déplacé vers un nouvel espace à aménager et que, dans cette attente, le bien sera encore nécessaire au service public, il convient de constater sa désaffectation par anticipation et d'approuver son déclassement du domaine public ainsi que son incorporation dans le domaine privé de

la Métropole Aix-Marseille-Provence. Il est précisé que la désaffectation effective du bien interviendra dans le délai maximal de trois ans à compter de l'acte de déclassement.

L'emprise concernée consiste en un terrain nu partiellement clôturé et garni d'un revêtement en enrobé d'une superficie de 1073 m² à détacher au Sud du bâtiment de la médiathèque de Miramas, tel que figuré sur le plan de géomètre ci-annexé et décrit comme suit :

- section : AO n° 7p
- classement au Plan Local d'Urbanisme de Miramas en zone UBa
- contenance de l'emprise à détacher : 1073 m²
- affectation actuelle de l'emprise à détacher : parking à destination du personnel de la médiathèque de Miramas

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est décidée la désaffectation par anticipation d'une emprise d'une superficie de 1073 m² à détacher de la parcelle cadastrée AO n° 7 tel que figuré sur le plan ci-annexé constituant, pour partie, le parc de stationnement dédié au personnel de la médiathèque intercommunale de Miramas et décrit comme suit :

- section : AO n° 7p
- classement au Plan Local d'Urbanisme de Miramas en zone UBa
- contenance désaffectée : 1073 m²

Article 2 :

Est déclassée l'emprise décrite ci-avant à l'article 1 du domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour être incorporée à son domaine privé.

Article 3 :

La désaffectation effective de ladite emprise interviendra dans le délai maximal de trois ans à compter du présent acte de déclassement.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 010-2080/17/CM

■ Adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE) des Bouches-du-Rhône - Désignation MET 17/3641/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE) des Bouches-du-Rhône a été mis en place par le Conseil Général en 1980.

Il a pour vocation la promotion de la qualité architecturale, urbaine, paysagère et environnementale, avec pour missions de :

- conseiller les collectivités territoriales dans leurs démarches de construction et d'aménagement sur tous les aspects et les facteurs qui contribuent à la qualité du cadre de vie et de l'environnement ;
- former les élus à la connaissance des territoires et de leur évolution ;
- informer et sensibiliser le grand public à la qualité de l'architecture, de l'urbanisme et de l'environnement - visites, conférences, expositions, publications de vulgarisation - et

à l'esprit de participation : débats, tables-rondes, ateliers pédagogiques, etc.

Le CAUE est une association loi 1901 investie d'une mission de service public.

Son conseil d'administration traduit le rôle conjoint de l'état, des collectivités territoriales et des professionnels de l'acte de bâtir. Les adhérents sont les communes et depuis 2009, le CAUE a ouvert son adhésion aux communautés de communes, aux bailleurs sociaux et aux parcs nationaux.

Ainsi, le CAUE assure déjà sur la plupart des territoires composant la Métropole Aix-Marseille-Provence et depuis de nombreuses années, des missions d'aides aux UE aux communes dans le champ de l'architecture, de l'urbanisme, du paysage et de l'environnement.

Créée au 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille Métropole souhaite bénéficier de l'expertise et de l'appui du CAUE pour l'accompagner dans l'exercice de ses compétences.

Il convient pour cela d'adhérer.

Le montant de la cotisation annuelle pour l'année 2017 s'élève à 50 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Provence-Métropole ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la CAUE assure des missions d'aide et d'assistance aux collectivités territoriales ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite bénéficier de l'expertise et de l'appui du CAUE pour l'accompagner dans l'exercice de ses compétences ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE) des Bouches-du-Rhône, et le paiement de la cotisation 2017 de 50 000 euros.

Article 2 :

Est désigné comme représentant de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Assemblée Générale du CAUE :

- M. Gérard CHENOZ

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2017 et suivants de la Métropole :
Sous-Politique C110 – Nature 6281 – Fonction 518.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce bulletin d'adhésion au CAUE et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 011-2081/17/CM

■ Approbation de l'avenant n° 4 à la concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté de la Péronne à Miramas MET 17/3675/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 356/12 du 8 octobre 2012, Ouest Provence a décidé, en application des dispositions de l'article L 300-4 et R311-6 du Code de l'Urbanisme, de confier à l'EPAD la réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté de la Péronne sur la commune de Miramas, et a approuvé les termes de la Concession d'Aménagement correspondante, notifiée le 21 décembre 2012.

Par délibération n° 266/13 du 18 juillet 2013, l'avenant n° 1 à la concession d'aménagement de la ZAC de la Péronne à Miramas a été approuvé, et avait pour objet la modification de la rémunération de l'aménageur, et en regard, l'ajustement du bilan et de l'échéancier prévisionnel.

Par délibération n° 582/15 du 22 décembre 2015, l'avenant n°2 à la concession d'aménagement de la ZAC de la Péronne à Miramas a été approuvé afin de modifier l'échéancier prévisionnel pour répartir de manière cohérente les participations publiques à hauteur de 6 millions d'euros, en lien avec les dépenses de travaux exigibles (à court et moyen terme).

Par délibération n° URB 011-1415/16/CM du 15 décembre 2016, l'avenant n°3 à la concession d'aménagement de la ZAC de la Péronne a été approuvé pour modifier l'échéancier prévisionnel sur toute la durée de l'opération.

Par délibération du 16 décembre 2016, la Commission Permanente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône a approuvé une aide financière à la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre du dispositif « aide exceptionnelle à l'investissement » pour l'opération de requalification de l'entrée Ouest de la commune de Miramas pour la desserte du Village des Marques (implanté dans la ZAC de la Péronne)-Tranche 2016 et la convention de partenariat en résultant.

La convention de partenariat prévoit en son article 5 relatif aux modalités de versement, un mandatement exclusif au profit de la Métropole sur la section « investissement » de son budget, sur présentation d'un état des dépenses (hors travaux en régie) visé par le Receveur des Finances.

L'annexe 5 de la concession d'aménagement conclue entre la Métropole et l'EPAD, relative à l'échéancier prévisionnel de la ZAC de la Péronne et, plus particulièrement sur la répartition des participations publiques doit en conséquence être modifiée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 4 ci-annexé à la concession d'aménagement de la ZAC de la Péronne à Miramas.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Développement
territorial, logement, centres
anciens, contrat de ville"***

DEVT 001-2082/17/CM

**■ Approbation du troisième protocole pour la mise en oeuvre d'un plan de lutte contre l'habitat indigne à Marseille 2017-2022
MET 17/3363/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le parc privé potentiellement indigne est évalué à 40 400 logements à Marseille, soit environ 11% des résidences principales. Il est à 78% composé de logements locatifs. Ces logements potentiellement indignes se situent :

- dans des copropriétés semi-récents : le conseil métropolitain a approuvé lors de sa séance du 30 mars 2017 un accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées qui proposent de coordonner les moyens de l'ANAH, de l'ANRU, de l'État, de la Métropole et des collectivités pour intervenir de manière appropriée face aux difficultés rencontrées en mobilisant une palette d'outils

allant de dispositifs d'observation et de veille jusqu'à l'appropriation publique et au recyclage des plus dégradées d'entre-elles,

- dans le parc construit avant 1948 :

Plus d'un tiers du parc de résidences principales de Marseille (37%) a été construit avant 1948. Le parc locatif privé accueille à près de 50% en moyenne des ménages à revenus modestes et très modestes (inférieurs à 60% des plafonds HLM), soit quasiment autant que dans le parc social.

Le parc privé potentiellement indigne ancien se concentre dans le centre-ville, les faubourgs et les noyaux villageois proches des anciens secteurs industriels et ouvriers. A l'exception du quartier de Saint-Marcel dans le 11ème arrondissement, les secteurs où le taux de parc privé potentiellement indigne est supérieur à 35% sont situés dans les quartiers prioritaires de la politique de la Ville d'intérêt national. La médiocre qualité de ce parc privé ancien a un impact très négatif sur l'attractivité du centre-ville et son rôle d'accueil pourtant effectif puisqu'un tiers des ménages emménageant à Marseille s'y installe.

Les modalités d'intervention sur ce parc sont complexes car elles nécessitent la prise en compte d'une diversité de champs : social, de la santé, de la sécurité, de la justice, patrimonial, économique, foncier, de la gestion et de son organisation.

Depuis plus de trente ans, la ville de Marseille et ses partenaires agissent sur ce parc indigne et dégradé à travers tous les types de procédures mobilisables en la matière : Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat, Restauration Immobilière, Opération d'Amélioration de l'Habitat Dégradé, Résorption d'Habitat Insalubre, expropriation et démolition, renouvellement urbain contractuel.

Dans le cadre du précédent protocole sur la période 2008-2014, l'intervention a porté sur un objectif de 500 immeubles parmi les plus dégradés. Près de 400 ont fait l'objet d'interventions dans un ou plusieurs des champs suivants : diagnostic complet (structure foncière, état du bâti et des équipements, occupation, état d'entretien...), accompagnement et/ou relogement des ménages, travaux, acquisitions totales ou portage de lots, démolitions, restructuration complète, démolitions, soutien à la structuration de la gestion.

Cette action a été une véritable réussite sur le plan social, près de 500 ménages ont été accompagnés et plus de la moitié relogés. Des opérations d'ensemble comme les opérations de résorption d'habitat insalubre de St Mauront (3ème) ou Séraphin (15ème) qui portent sur des groupes d'immeubles ont eu un impact significatif.

En revanche, il a été très difficile d'obtenir des réhabilitations complètes lorsque les immeubles ont conservé leur statut privé, et ce malgré la mise en place d'un régime de subventions très avantageux.

Le recours à des procédures coercitives de salubrité et de sécurité a permis de rétablir une certaine norme, de protéger les occupants, mais n'est que rarement parvenu à atteindre le niveau de réhabilitation visé. Une réhabilitation complète devient un objectif réaliste lorsque l'immeuble est partiellement ou entièrement maîtrisé par la puissance publique.

En dehors des opérations d'ensemble, le caractère diffus de cette intervention n'a pas eu un impact suffisant en matière de renouvellement urbain et n'a pas pleinement participé à une requalification globale des centres anciens.

Les projets de rénovation urbaine conventionnés avec l'ANRU en 2009 et 2010 dans le cadre du premier programme national de renouvellement urbain sur les ex ZUS centre nord et Saint Mauront -Bellevue ont montré tout l'intérêt d'une intervention plus globale en agissant simultanément sur la réalisation d'aménagements et d'équipements au sein de secteurs de projet. Ils ont permis de démontrer que l'intervention sur l'habitat privé et dégradé n'est efficace que lorsqu'elle s'inscrit dans un projet urbain et social sur un territoire ciblé, qu'elle associe des régimes incitatifs et des obligations à réaliser des travaux dans le cadre de polices spéciales de l'habitat, ou de travaux déclarés d'utilité publique en particulier dans le cadre d'opérations de restauration immobilière. Ce sont ces mêmes modalités d'intervention qui ont été retenues dans le cadre de l'opération Grand Centre-Ville adoptée en 2010.

Il est donc proposé que le champs d'intervention de ce nouveau protocole pour la période 2017-2022 porte sur les immeubles dégradés situés au sein de territoires où se concentre un parc privé potentiellement indigne et où des dynamiques de projets urbains et de développement sont à l'œuvre. La lutte contre l'habitat indigne s'inscrira dans le cadre d'une intervention globale sur l'habitat, dont le contenu sera défini et calibré grâce à la réalisation systématique d'études pré-opérationnelles. Elles permettront d'identifier les immeubles dégradés, de repérer la présence de poches d'habitat indigne, et d'en évaluer la cause : statut de propriété, caractéristiques de l'occupation, caractéristiques du bâti et de sa situation urbaine. Elles permettront de proposer les modes de traitement, incitatifs ou coercitifs, et de définir les enveloppes financières à mobiliser par l'ensemble des partenaires Agence nationale de l'habitat, Métropole, Région, Département et Ville pour atteindre les objectifs de requalification attendus.

Les sites retenus tiennent compte des opérations en cours sur le Grand Centre-Ville, Euroméditerranée, ou à venir, Saint Marcel. Ils regroupent environ 28 000 logements privés :

5 pôles du centre-ville : Opéra/Coutellerie/Mazargan/Velten-Korsec dans le 1^{er} arrondissement et Fonderie-Vieille dans le second, où une première OPAH renouvellement urbain a été

conventionnée en janvier 2016 à l'initiative de la Métropole

- Noailles et Belsunce (1^{er})
- la Plaine (5^{ème} et 6^{ème})
- la Belle de Mai/Burel (3^{ème})
- Consolat/Libération (1^{er})
- la butte de Saint Mauront (3^{ème})
- Saint-Mauront – Ouest (3^{ème})
- le secteur des Crottes/Briançon (3^{ème} et 15^{ème})
- Euroméditerranée 1 : Duverger/Montolieu/Pelletan, rue de Versailles/Pottier/Hoche, trame industrielle Mires (2^{ème} et 3^{ème})
- le noyau villageois de Saint Marcel (11^{ème})

Ce choix de priorisation est proposé en cohérence avec les orientations du protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU) qui permettra de programmer le renouvellement urbain dans les quartiers d'intérêt national ou régional sur la période 2020-2030. Le protocole d'éradication de l'habitat indigne constituera, avec l'accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées déjà adopté, le volet « habitat privé » de l'intervention de la Métropole dans le cadre du NPNRU à Marseille.

Ce protocole d'une durée de 5 ans, que le Conseil municipal du 3 avril 2017 a déjà adopté, permet de faire converger les interventions des différents acteurs de la lutte contre l'habitat indigne et la mobilisation coordonnée de leurs outils.

Aux côtés de la Ville, de l'État et de l'Agence Régionale de santé qui mettent en œuvre les pouvoirs de police spéciale en matière d'habitat du Maire et du Préfet, mais aussi de la Justice et de la Caisse d'Allocations Familiales et de l'établissement public Euroméditerranée, la Métropole Aix-Marseille-Provence joue un rôle essentiel dans la conduite des études pré-opérationnelles, dans la mise en œuvre d'opérations programmées d'amélioration de l'habitat en renouvellement urbain et de résorption d'habitat insalubre.

Compétente en matière d'intervention sur l'habitat privé et de lutte contre l'habitat insalubre, gestionnaire par délégation de l'État des aides de l'ANAH et des enveloppes nécessaires à la production de logements sociaux notamment en acquisition-amélioration, elle vient apporter l'indispensable cohérence des actions. En outre, elle dispose, tout comme la Ville et l'État, de la capacité à mobiliser son contingent réservataire pour faciliter les opérations de relogement.

Les modalités de coopération des différents acteurs sont décrites dans le protocole annexé et leur coordination se fera à trois niveaux :

- un comité technique opérationnel, chargé d'établir la stratégie d'intervention sur les immeubles ou groupes d'immeubles dégradés,

- un comité technique hébergement/relogement chargé de proposer des solutions temporaires et/ou définitives aux ménages occupants les immeubles interdits d'occupation,

- un groupe opérationnel de lutte contre l'habitat indigne (GOLHI) piloté par le Procureur.

Un comité stratégique établira périodiquement un état d'avancement de ce protocole et étudiera les éventuelles mesures correctives à soumettre à un comité de pilotage, animé par le Préfet et les élus en charge de cette thématique au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de la Ville de Marseille, réunissant l'ensemble des partenaires.

Le projet de protocole prévoit un ensemble d'expertises et de prestations d'ingénierie d'un montant global de 8,794 millions d'euros dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 6,55 millions d'euros TTC. Ces moyens de fonctionnement seront budgétés annuellement sur une période estimée de 8 à 10 ans.

Selon le plan de financement prévisionnel, l'ANAH est appelée à subventionner cette ingénierie à hauteur de 3,45 millions d'euros, la Ville de Marseille et la Région pouvant être également sollicitées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le protocole de lutte contre l'habitat indigne 2017- 2022 de la Ville de Marseille s'inscrit dans une stratégie à moyen et long terme de renouvellement urbain et de lutte contre l'habitat indigne.
- Qu'il convient de poursuivre et renforcer l'action pour un traitement urbain pérenne des centres et tissus anciens de Marseille.
- Qu'une gouvernance partagée et un co-financement de l'action publique sont nécessaires pour atteindre le but collectivement visé.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le troisième protocole de lutte contre l'habitat indigne dans les centres anciens de Marseille, ci-annexé, à signer entre l'État, le Ministère Public, l'Agence Régionale de Santé, la ville de Marseille, la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Département, la Région, l'Agence nationale de l'habitat, l'établissement public Euroméditerranée, l'Agence départementale d'information sur le logement, l'Association Régionale HLM.

Article 2 :

Les dépenses à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence seront confirmées annuellement par délibération du Conseil de la Métropole et seront inscrites dans les différents budgets métropolitains de 2017 à 2025 conformément à la règle de l'annualité budgétaire.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole et à prendre toutes dispositions y concourant notamment à signer tout document permettant la saisine des signataires du protocole visé à l'article 1 et la sollicitation des financements auprès des partenaires signataires.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 002-2083/17/CM

**■ Participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence au capital de la société anonyme d'HLM Logirem et désignation de ses représentants
MET 17/3253/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, le capital des sociétés anonymes d'HLM est réparti entre :

- un actionnaire de référence détenant la majorité du capital,
- lorsqu'ils n'ont pas la qualité d'actionnaire de référence, les communautés de communes de plus de 50 000 habitants comprenant au moins une commune de plus de 15 000 habitants, les communautés urbaines, les métropoles, les établissements publics territoriaux de la métropole du Grand Paris, les communautés d'agglomération, les départements et les régions sur le territoire desquels la société d'HLM possède des logements,
- les représentants des locataires,
- les personnes morales autres que l'actionnaire de référence et les personnes physiques.

Aux fins d'application de cette disposition, l'article R.422-1-2 du même Code prévoit que la collectivité territoriale ou l'établissement public qui ne détient pas d'action de la société se voit céder une action par l'actionnaire de référence au prix symbolique de 10 centimes d'euro.

La société d'HLM LOGIREM disposant de logements sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, il est aujourd'hui proposé que la Métropole devienne actionnaire de cette société en faisant l'acquisition d'une action, au prix de 0,10 euro, auprès de la société anonyme d'HLM ERILIA, actionnaire de référence de la société d'HLM LOGIREM.

Par suite, conformément aux statuts de la société d'HLM LOGIREM et aux dispositions de l'article L.225-20 du Code de Commerce, il convient de désigner un représentant permanent de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conseil d'administration de la société d'HLM LOGIREM ainsi qu'un représentant à l'Assemblée Générale des actionnaires de cette société.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Le Code de Commerce
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Métropole ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la société anonyme d'HLM LOGRIEM possède des logements sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il convient à ce titre que la Métropole Aix-Marseille-Provence devienne actionnaire de cette société en se portant acquéreur d'une action de 0,10 euro auprès de son actionnaire de référence, la société d'HLM ERILIA ;
- Qu'il convient de désigner un représentant permanent de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conseil d'administration de la société d'HLM LOGIREM ainsi qu'un représentant à l'Assemblée Générale des actionnaires de cette société ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence au capital de la société anonyme d'HLM LOGIREM.

Article 2 :

Est approuvé l'achat d'une action d'un montant de 0,10 euro auprès de la société d'HLM ERILIA, actionnaire de référence de la société d'HLM LOGIREM.

Article 3 :

Sont désignées :

- comme représentant permanent de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conseil

d'administration de la société d'HLM
LOGIREM :
Mme Arlette FRUCTUS

- comme représentant de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Assemblée Générale des actionnaires de la société :

Mme Arlette FRUCTUS

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte d'achat de l'action précitée et tous les documents en découlant.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2017 et suivants de la Métropole :
Nature 261 – Chapitre 26.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 003-2084/17/CM

■ Approbation de la délégation de maîtrise d'ouvrage à la commune de Port-de-Bouc pour une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) MET 17/3607/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Ville de Port-de-Bouc, en collaboration étroite avec l'ex-communauté d'agglomération du Pays de Martigues, aujourd'hui la Métropole Aix-Marseille-Provence (MAMP) et son Conseil de Territoire du Pays de Martigues ainsi que les bailleurs sociaux, portent un ensemble de projets sur le territoire de la commune de Port-de-Bouc. Ces projets, dont le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU), le projet innovant Se.nergies et l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat concourent à l'objectif d'équilibre social et territorial défini par la loi de Programmation pour la Ville et la Cohésion Urbaine du 21 février 2014. Ces projets s'alimentent, se complètent et interagissent ensemble sur ce même territoire et disposent chacun d'un calendrier contraignant et contractualisé (le projet Se.nergies est lauréat de l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) villes et territoires durables depuis le 15 décembre 2015).

Cet Appel à Manifestation d'Intérêt a été lancé par l'Agence Nationale pour le Renouvellement Urbain et le Commissariat Général à l'Investissement (CGI) dans le cadre du Programme Investissement d'Avenir

(PIA). La Ville de Port-de-Bouc est pilote et porteur du dossier auprès du CGI et de l'ANRU.

Le protocole du NPNRU du Pays de Martigues signé le 25 novembre 2016 est d'une durée de 18 mois. Il doit permettre, dans le cadre de la mise en œuvre d'un ensemble d'études, de définir le futur projet de renouvellement urbain qui devrait être conventionné avec l'ANRU.

Enfin l'OPAH de Port-de-Bouc qui concerne les quartiers de la Presqu'île, les Berges du Canal, Tassy ainsi que la copropriété Milan Sud doit pouvoir s'intégrer dans ces projets structurants et donc développer un plan d'action compatible et complémentaire avec ceux-ci.

La Métropole Aix-Marseille-Provence porte la compétence Habitat et dans ce cadre est Maître d'Ouvrage pour les Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat et de différentes actions dans ce domaine sur son territoire.

Les différentes opérations (NPNRU, OPAH et PIA) doivent répondre à des contraintes calendaires. L'organisation et la construction de la Métropole ainsi que les délais administratifs des procédures d'attributions des marchés publics ne permettront pas de lancer la mission d'ingénierie de l'OPAH Port-de-Bouc en 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion notamment son article 28 ;
- La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et urbanisme rénové, notamment son article 122 ;
- La délibération DEVT 008-1843/17/CM du 30 mars 2017 engageant la délégation de compétence en matière de l'attribution des aides publiques en faveur de l'habitat ;

- Le protocole de Préfiguration du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain signé du 25 novembre 2016 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 11 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article 1 :

Est approuvée la délégation, à la Ville de Port-de-Bouc, pour l'année 2017, de la maîtrise d'ouvrage de l'OPAH afin de permettre à celle-ci de lancer les procédures de marchés publics nécessaires à la mise en œuvre de cette opération.

Article 2 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence participera à l'opération pour 34 000 euros. Cette somme est composée de crédits inscrits dans l'État Spécial du Territoire, opération 4581166008, pour un montant de 20 000 euros ainsi que de 14 000 euros de co-financement de l'ANAH.

Article 3 :

Dans le cadre des transferts de compétences des Communes vers la métropole au 1er janvier 2018, cette délégation de Maîtrise d'Ouvrage s'arrêtera et la continuité de ce contrat reviendra à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes nécessaires à la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Environnement, Développement Durable, Agriculture et Forêt"

ENV 001-2085/17/CM

■ Définition d'une politique métropolitaine pour la prévention et la gestion des risques majeurs MET 17/2978/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui compte 92 communes et dont la superficie s'étend sur 3149 km², est exposé, selon le dernier dossier départemental sur les risques majeurs de la Préfecture des Bouches-du-Rhône (23 octobre 2015), à tous les risques majeurs à l'exception des risques avalanche et volcanique.

Il est à rappeler que le risque majeur se caractérise par sa faible fréquence et par son extrême gravité, qu'il impacte également un grand nombre de personnes, occasionne des dommages importants et dépasse souvent les capacités de réaction de la société.

Quatre types de risques majeurs sont identifiés :

- des risques d'origine naturelle que sont les risques inondation, feux de forêt, climatique, mouvement de terrain, sismique et submersion marine ;
- les risques technologiques qui sont le résultat de l'activité humaine qui comprennent le risque industriel, nucléaire, transport de marchandises dangereuses et rupture de barrage ;
- le risque sanitaire qui affecte la santé de la population ;
- le risque terrorisme lié à l'évolution du contexte géopolitique.

Le territoire métropolitain n'étant pas à l'abri d'un événement exceptionnel susceptible d'impacter sa population, de générer des destructions, une désorganisation, voire l'arrêt complet de l'activité économique et sociale, il convient de préciser quel rôle la Métropole Aix-Marseille-Provence est en droit de jouer en matière de prévention et de gestion des risques et comment elle peut organiser au mieux, en amont, sa réponse opérationnelle.

La prévention et la gestion des risques mobilisent un grand nombre d'acteurs au premier rang desquels le maire. De par ses pouvoirs de police, celui-ci a un rôle prééminent. Il doit en effet non seulement assurer la sécurité, l'information et l'alerte de la population mais aussi organiser la réponse de sécurité civile en tant que Directeur des Opérations de Secours (DOS) en activant, si nécessaire, son Plan Communal de Sauvegarde. Il doit également pouvoir coordonner sa

réponse avec les Services d'Incendie et de Secours et tenir informer le préfet de son action.

Ce dernier est un autre acteur majeur dont l'action se résume, avant la crise, à recenser et étudier les risques existants sur le territoire du département, à élaborer et actualiser les plans de secours et ceux de protection (plan d'Organisation de la Réponse de Sécurité Civile, plan blanc,...) et à gérer l'alerte des populations. Lors du déroulement de la crise, le préfet assure la direction des opérations de secours dès lors que celle-ci impacte plusieurs communes ou que le maire n'est plus en capacité de la gérer. Enfin, après l'événement, il assure l'aide aux populations et contribue au retour à la normale.

Pour atteindre ces objectifs, le préfet peut s'appuyer sur le concours des Services d'Incendie et de Secours du Département et de la Ville de Marseille (Bataillon des Marins Pompiers). Ceux-ci ont plusieurs missions : assurer la prévention et l'évaluation des risques de sécurité civile, la préparation des mesures de sauvegarde et l'organisation des moyens de secours, la prévention, la protection et la lutte contre les incendies, la protection des personnes, des biens et de l'environnement, enfin les secours d'urgence aux personnes victimes d'accidents, de sinistres ou de catastrophes ainsi que leur évacuation.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, en tant qu'établissement public de coopération intercommunale, ne peut agir que dans un cadre très contraint. Son président n'a, contrairement à un maire, pas de pouvoir de police lui permettant de gérer directement un événement exceptionnel.

Toutefois, si un événement se produit et impacte son territoire et son fonctionnement propre, celle-ci a de facto une obligation de moyens.

Elle a ainsi nécessité de mettre en œuvre les mesures mais aussi les moyens appropriés dont elle dispose dans ses domaines de compétence au profit des autorités détentrices des pouvoirs de police que sont le maire et le préfet. Il est à rappeler que ce dernier est en droit de réquisitionner ses moyens dans le cadre du plan ORSEC.

A cette obligation s'ajoute, pour l'établissement, celle d'être en capacité d'assurer une continuité du service public dans les domaines des responsabilités qui sont les siens.

Enfin, en tant que personne publique associée, l'établissement est consulté sur les plans liés à la prévention des risques pour lesquels il a obligation de rendre un avis.

Ce cadre fixé rappelant les obligations des acteurs, il est proposé d'approuver les principes d'action de la politique métropolitaine qui suivent et qui consistent :

- **à compléter la réponse institutionnelle en cas de survenance d'un événement majeur :**

Cet objectif doit conduire à l'élaboration, en lien avec les territoires et les communes, d'un Plan de

Continuité des Activités métropolitain afin de maintenir, en cas de crise, le meilleur niveau de service possible et permettre d'aider au mieux les communes membres qui demanderaient un soutien.

Dans l'attente de la structuration de ce plan, une organisation administrative sera mise en œuvre à l'échelle de la Direction Générale des Services métropolitains pour faciliter la mobilisation des moyens nécessaires et la circulation de l'information en cas de survenance d'un événement.

Pour limiter l'impact d'un événement sur un territoire, il est par ailleurs indispensable que celui-ci soit anticipé au mieux et au plus tôt. Pour ce faire, il est nécessaire que l'établissement puisse disposer de prévisions météorologiques fiables fournies par un prestataire et, le cas échéant, en cas de crise, d'une assistance.

Afin d'améliorer la coordination de la réponse opérationnelle, l'établissement se doit aussi de définir l'articulation fonctionnelle qui prévaudra demain entre lui et les acteurs institutionnels du risque.

Enfin dans le but de renforcer encore les capacités de résilience du territoire, il se doit d'acquérir et de pré-positionner de nouveaux moyens de sauvegarde, d'hébergement, d'alerte des populations et de communication.

- **à participer, en amont d'un événement majeur, à la préparation de la réponse opérationnelle communale :**

Cette aide peut se concrétiser par une assistance technique auprès des communes qui élaborent ou réactualisent leurs documents de planification opérationnelle (Plans Communaux de Sauvegarde).

L'appui métropolitain peut également se manifester dans le cadre de la formation à la gestion de crise des élus et des fonctionnaires, mais aussi se traduire par la mutualisation d'outils cartographiques, météorologiques et de système d'alerte en masse des populations.

- **à concourir au développement d'une culture du risque parmi la population métropolitaine :**

A cet effet, il convient que la Métropole renforce l'information du public sur les risques majeurs et les comportements qui peuvent sauver.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.5211-9 et suivants ;
- Le Code de la sécurité intérieure ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Dossier Départemental sur les Risques Majeurs dans les Bouches-du-Rhône dans sa version du 23 octobre 2015 ;
- La réunion des Maires du 26 avril 2017 à Auriol.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le plan d'actions proposé ci-dessus, afin d'améliorer l'organisation de sa réponse en cas de survenance d'un événement courant ou inhabituel et grave, dans le but également de concourir au renforcement des capacités de résilience de son territoire et à la sensibilisation des populations dans le domaine de la prévention des risques.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole est autorisé à engager toute démarche utile à la réalisation de ces actions.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 002-2086/17/CM

**■ Adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association AMARIS et paiement de la cotisation 2017
MET 17/3491/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'association Nationale des Collectivités pour la Maîtrise des Risques Technologiques Majeurs (AMARIS), créée en 1990, réunit les communes, intercommunalités, régions et métropoles accueillant sur leurs territoires des activités industrielles ou des canalisations de transport de matières dangereuses. Depuis sa création, AMARIS a pour but d'établir une solidarité face aux risques technologiques majeurs, l'étude de cas, la protection, la communication, la diffusion des connaissances, des propositions, et d'intervenir en vue de la défense des intérêts de ses adhérents et de leurs populations.

L'association AMARIS est composée de trois collèges:

- un premier collège des représentants des adhérents : l'association se compose d'adhérents qui désignent leur représentant, qui dispose d'une voix délibérative à l'Assemblée Générale,
- un deuxième collège de personnes qualifiées, physiques ou morales, qui ne disposent que de voix consultative à l'Assemblée Générale,
- un troisième collège, composé de membres d'honneur désignés par le conseil d'administration qui ne disposent que de voix consultative à l'Assemblée Générale.

Par délibération n°429/09 du 25 septembre 2009, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) Ouest Provence a adhéré à l'association AMARIS.

Le SAN Ouest Provence ayant fusionné au 1^{er} janvier 2016 au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence, il lui appartient désormais de se prononcer sur cette adhésion.

Par courrier du 3 mars 2017, l'association AMARIS sollicite l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Compte tenu des objectifs poursuivis par l'association AMARIS, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend répondre favorablement à la demande de l'association et souhaite adhérer à cette association en qualité de membre du premier collège.

Le montant de la cotisation est fixé à 5 000 euros pour l'année 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que compte tenu de sa compétence en matière d'environnement et de prévention des risques, l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association présente un intérêt certain ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association AMARIS en tant que membre du premier collège ainsi que le paiement de la cotisation, d'un montant de 5 000 euros pour l'année 2017.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, Chapitre 011, Nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Cadre de vie,
traitement des déchets, eau et
assainissement"***

DEA 001-2087/17/CM

■ **Candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'appel à projet Filidéchets 2017 lancé par l'ADEME et la Région Provence Alpes Côte d'Azur**
MET 17/3285/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La mise en œuvre de l'économie circulaire à l'échelle régionale est promue par le lancement d'Appels à Projet pilotés notamment par la Région Provence Alpes Côtes d'Azur et l'Ademe.

À ce titre l'Appel à Projet Filidéchets lancé en mars 2017, concerne les Déchets d'Activité Économique (DAE) c'est-à-dire les déchets non ménagers, produits par les entreprises privées ou publiques.

Il vise notamment à soutenir et promouvoir les projets innovants et expérimentaux présentant un fort potentiel de reproductibilité ou de transférabilité et concourant de façon concrète aux objectifs suivants :

- favoriser l'économie circulaire,
- réduire la quantité de déchets destinés au stockage et à l'incinération,
- optimiser la valorisation,
- favoriser le développement économique, social et environnemental autour de nouvelles activités liées à la valorisation matière des déchets
- faire des déchets une ressource pour les territoires et l'économie.

Les principaux enjeux sont de :

- encourager une gestion durable des ressources naturelles (matière, énergie, foncier, etc) ;
- permettre la mise en œuvre des projets d'économie circulaire en région ;
- favoriser la mutation du système productif régional vers des procédés moins impactant pour l'environnement et plus économe en ressource ;
- Soutenir la mise au point de produits et services innovants et aider à l'émergence de nouveaux modèles d'affaires.

L'Appel à Projet est composé de 3 volets :

Volet 1 : Mettre en œuvre l'éco-conception

Volet 2 : Favoriser le réemploi et la valorisation matière des déchets

Volet 3 : Animer et mettre en œuvre une démarche d'écologie industrielle

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite harmoniser le service rendu aux professionnels sur ses différents territoires. Plus précisément, le territoire du Pays d'Aix veut ajuster le niveau de service qu'il fournit aux professionnels en favorisant d'une part la prévention mais aussi une meilleure valorisation des Déchets d'Activité Économique.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence par l'intermédiaire du Territoire du Pays d'Aix souhaite se porter candidat sur les volets 2 et 3 de cet Appel à Projet. En effet un axe de la politique de prévention des déchets du Pays d'Aix est l'amélioration de la gestion des Déchets d'Activité Économique (DAE) dont certaines actions peuvent a priori correspondre au cadre fixé par l'Appel à Projet Filidéchets.

Le territoire du Pays d'Aix souhaite proposer au subventionnement deux actions identifiées à ce jour :

- une étude d'opportunité et de faisabilité pour la mise en œuvre de déchèteries professionnelles sur son territoire
- une prestation d'accompagnement des entreprises publiques vers une meilleure gestion de leur déchet.

Par ailleurs, cette délibération permet également aux autres territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence de candidater à cet Appel à Projet.

La procédure de dépôt des candidatures s'effectue selon trois étapes :

– dans un premier temps le dépôt d'une note technique présentant le projet avec le budget prévisionnel. Cette note est à transmettre aux partenaires avant le vendredi 7 avril 2017 sous forme électronique.

– puis toutes les candidatures sont analysées par les financeurs (Ademe, Région PACA) afin de déterminer leur éligibilité et proposer des axes d'amélioration (au cours d'une audition) lorsqu'ils sont nécessaires ou les réorienter vers d'autres dispositifs plus adaptés.

Les services de l'ADEME et de la Région, auditionneront les candidats la semaine du 2 au 5 mai 2017.

– enfin, suite aux auditions, un délai de 4 semaines est laissé aux porteurs de projet pour monter le dossier de demande de subvention complet et le déposer pour le vendredi 2 juin au plus tard.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le règlement de l'Appel à Projet Filidéchets piloté par l'Ademe et la Région Provence Alpes Côte d'Azur.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les domaines prioritaires, les actions et les projets éligibles au financement de cet appel à projet représentent un enjeu pertinent pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en général et le Pays d'Aix en particulier.

Délibère

Article 1 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence se porte candidate à l'Appel à Projet Filidéchets.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces relatives à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 002-2088/17/CM

■ Adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association des Villes pour la Propreté Urbaine MET 17/3302/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Créée en 2010 à la suite de rencontres entre collectivités sur le thème de la propreté urbaine, l'Association des Villes pour la Propreté Urbaine (AVPU) réunit les élus et les agents territoriaux des collectivités sur la thématique de la propreté urbaine.

L'objectif de l'AVPU est de faire progresser la propreté urbaine et de favoriser la perception positive de cette progression par les citoyens. Elle incite les collectivités locales à mesurer le plus objectivement possible leurs actions pour la propreté urbaine, notamment à l'aide de la grille des indicateurs objectifs de propreté (IOP). Cela permet à l'AVPU d'élaborer un référentiel statistique national et de réaliser pour le compte des adhérents une analyse de leurs résultats trimestriels.

L'AVPU poursuit par ailleurs des réflexions thématiques avec la constitution de groupes restreints (clubs AVPU) qui travaillent sur un sujet en particulier et rendent compte auprès de l'ensemble des adhérents de leur réflexion et formulent des recommandations.

L'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'AVPU permet notamment :

- l'accès à des moyens de mesure du niveau de la propreté et une consolidation des données issues des indicateurs pour établir un référencement national.
- un échange de bonnes pratiques et partage d'expériences entre collectivités qui s'engagent dans une démarche d'amélioration de la propreté urbaine.
- la participation d'agents de la collectivité à des rencontres annuelles.

Le 22 juin 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence accueillera une journée de Rencontres Nationales au siège de la Métropole au Pharo. Cette journée permettra à l'institution d'être reconnue dans sa démarche pour l'amélioration permanente de la

propreté sur le territoire. Elle permettra également un échange entre collectivités sur des problématiques communes relatives à la propreté urbaine.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre l'adhésion à l'AVPU (Association des Villes pour la Propreté Urbaine), dans la continuité de l'action déjà engagée par le territoire de Marseille Provence.

Le montant de la cotisation au titre de l'année 2017 est de 2 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt pour la Métropole Aix-Marseille-Provence d'adhérer à l'Association des Villes pour la Propreté Urbaine.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association des Villes pour la Propreté Urbaine et le paiement d'une cotisation de 2000 euros pour l'année 2017.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Sous Politique G120 – Nature IB 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 004-2090/17/CM

**■ Approbation d'un avenant de prolongation de la convention d'adhésion relative à la collecte et au traitement des déchets papiers avec l'éco-organisme Ecofolio
MET 17/3561/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Ecofolio est un éco-organisme dédié aux déchets papiers des ménages agréé pour la 3^{ème} fois par les pouvoirs publics en date du 23 décembre 2016 pour la période 2017-2022. L'objet de l'agrément est de percevoir la contribution à la collecte, à la valorisation et à l'élimination des déchets d'imprimés papiers et de papiers à usage graphique destinés à être imprimés, et de la reverser aux collectivités territoriales, en application des articles L. 541-10 et D. 543-207 à D. 543-212-3 du Code de l'Environnement.

Cet éco-organisme a conclu avec les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale qui ont précédé la Métropole Aix-Marseille-Provence des conventions d'adhésion relatives à la collecte et au traitement des déchets papiers. Ce dernier apportait à chacune des structures concernées des soutiens financiers au recyclage, à la valorisation hors recyclage et à l'élimination, sans modifier ni l'organisation logistique mise en place ni le geste de tri de l'habitant.

La création au 1^{er} janvier 2016 de la Métropole Aix-Marseille-Provence nécessite de redéfinir le cadre juridique de ce partenariat. Les conventions concernées doivent être fusionnées sous le numéro EF013063, afin d'étendre le périmètre des communes au nombre de 92.

Il convient donc d'approuver un avenant entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Ecofolio. Celui-ci reprend l'ensemble des engagements précédents et la prolongation pour l'année 2017 afin que la Collectivité puisse bénéficier des soutiens relatifs aux tonnages de déchets papiers collectés, triés et traités en 2016 et déclarés en 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt économique pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de conclure un avenant avec Ecofolio.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant ci-annexé conclu avec l'organisme agréé Ecofolio, pour la prolongation en 2017 de la convention d'adhésion relative à la collecte et au traitement des déchets Papiers.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et ses annexes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 005-2091/17/CM

**■ Approbation de l'avenant n 2 avec la Société La Crau Energies vertes
MET 17/3530/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le contrat de Délégation de Service Public (DSP) portant sur la valorisation énergétique du biogaz produit par le Centre de Stockage des Déchets (CSD) de la Crau, y compris l'entretien et le réglage du réseau biogaz et le traitement des lixiviats a été signé, le 20 janvier 2012, entre la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole devenue la Métropole Aix-Marseille-Provence et le groupement solidaire

d'entreprises constitué des sociétés Verdesis France devenue Dalkia Biogaz et GRS Valtech. Il est entré en vigueur le jour de sa notification au délégataire, soit le 13 février 2012.

Conformément à l'article 27 du contrat de DSP, la société La Crau Energies vertes s'est substituée de plein droit au groupement solidaire d'entreprises constitué des sociétés Verdesis France devenue Dalkia Biogaz et GRS Valtech à la date de son immatriculation, soit à compter du 2 mai 2012.

Un premier avenant a été conclu, le 26 février 2015, pour prendre en compte les évolutions du projet et les modifications de planning de réalisation des travaux. Cet avenant n'a entraîné aucune augmentation de la rémunération du délégataire sur la durée du contrat.

Par ailleurs, l'indice 1652016 de prix de production d'électricité française pour le marché français – Prix de base électricité - Base 2010 de la formule d'indexation a aujourd'hui disparu et n'a fait l'objet d'aucune préconisation de l'INSEE. Il est proposé de remplacer cet indice 1652016 par l'indice 1652618 correspondant à l'indice de prix de base électricité, transport et distribution d'électricité.

En conséquence, il convient d'approuver le présent avenant n°2 entre la société La Crau Energies Vertes et la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour le territoire de Marseille Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°2 ci-annexé conclu entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société La Crau Energies Vertes.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 006-2092/17/CM

■ Approbation de l'avenant n° 2 au traité de gestion du service d'assainissement portant nouveau règlement de service d'assainissement non collectif sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile MET 17/3509/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Il appartient au Conseil de la Métropole de délibérer sur les modifications apportées aux éléments des traités de gestion du service d'assainissement y compris passés en *In House* en application des dispositions combinées des articles L. 5217-2 – 5° du Code Général des Collectivités Territoriales et des dispositions de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession article 55 et les articles 36 et 37 décret n°2016-86 du 1^{er} février 2016.

Par contrat du 5 mars 2014, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a confié à sa Société Publique Locale (SPL) "L'Eau des Collines", dont elle est actionnaire, l'exploitation et la gestion du service de collecte et de transport des eaux usées des communes de l'Etoile : Cadolive, Saint-Savournin, Peypin, La Bouilladisse, Belcodène, La Destrousse ; la gestion du service d'assainissement non collectif sur le périmètre intercommunal ainsi que le contrôle des contrats de Délégation de Service Public en cours sur le périmètre de la société.

Parallèlement, les lois n° 2014-58 du 27 janvier 2014 portant modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles et n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, ont créé la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2016 qui se substitue dans les droits et obligations de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile. A cette date, l'exécution du contrat est donc poursuivie par la Métropole.

A ce jour, il s'avère nécessaire, suite aux évolutions réglementaires notamment consécutives à l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5, mais également eu égard à l'intégration de bonnes pratiques telles qu'issues de l'Association des Techniciens de l'Assainissement Non collectif PACA, de modifier le règlement de service applicable sur le Territoire.

Pour ces raisons, il est convenu de substituer au règlement de service précédent le nouveau règlement de service qui, par ailleurs, acte de la substitution de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Ainsi, compte tenu du Conseil d'Administration de la SPL L'eau des Collines du 22 février 2017, il est proposé l'adoption de ce nouveau règlement de service.

Le présent avenant a pour objet de concrétiser cette adoption qui n'opère aucune modification substantielle.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les dispositions de l'article L. 5217-2 – 5° du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Les dispositions de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession article 55 et les articles 36 et 37 du décret n°2016-86 du 1^{er} février 2016 ;
- Le PV du Conseil d'Administration de la SPL L'eau des Collines du 22 février 2017 ;
- Les dispositions de la partie III du contrat portant gestion délégué du service public d'assainissement collectif des communes de Cadolive, de Saint-Savournin, de Peypin, de La Bouilladisse, de Belcodène et de La Destrousse, et du service d'assainissement non collectif sur l'ensemble de l'Ex-Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et aussi l'annexe 4 ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole au Conseil de Territoire ;
- L'avis émis par le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 15 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité d'approuver un nouveau règlement de service de l'assainissement non collectif,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'adoption du nouveau règlement de service d'assainissement non collectif du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer les documents y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 007-2093/17/CM

**■ Autorisation donnée au délégataire SERAMM afin de solliciter et percevoir auprès de tout organisme les subventions relatives au projet de valorisation du biogaz produit à l'usine des boues de Marseille
MET 17/3503/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le contrat de délégation du service de l'assainissement zone Centre, effectif au 1^{er} janvier 2014, prévoit que le délégataire établisse des études d'optimisation énergétique et des mesures pour réduire la consommation énergétique, ainsi que des propositions pour utiliser davantage d'énergies renouvelables.

L'avenant n°3 au dit contrat, effectif au 7 octobre 2015 demande précisément au délégataire un avant-projet visant à optimiser la production de biogaz de l'usine des boues de Marseille et à la valoriser.

La méthanisation des boues urbaines, ou digestion en l'absence d'oxygène, conduit à la production d'un biogaz, composé principalement de méthane et de gaz carbonique. Ce biogaz est ordinairement consommé pour les besoins en chaleur du procédé de digestion (et du séchage pour Marseille), l'excédent étant brûlé en torchère.

Cet excédent de biogaz peut être valorisé selon différents modes dans une filière énergétique : cogénération électrique, chaleur, injection du biométhane purifié dans le réseau de gaz naturel, biocarburant.

La loi Grenelle II du 12 juillet 2010 a prévu une obligation d'achat du biométhane. Plusieurs textes réglementaires sont venus préciser ce cadre mais il a fallu attendre l'arrêté du 24 juin 2014 pour intégrer dans le dispositif de contractualisation, le biométhane issu des boues urbaines.

Dans ce cadre l'arrêté, du 5 décembre 2012 instaure un registre national des garanties d'origine du biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturel. GrDF a été désigné pour gérer ce registre national. La garantie d'origine atteste au client final l'origine renouvelable du biométhane injecté.

Le dispositif réglementaire ainsi constitué et l'implication des organismes d'Etat et des investisseurs créent un contexte particulièrement favorable à l'émergence de projets rentables de valorisation du biogaz issu des eaux usées urbaines, qu'il s'agisse de chauffer des logements ou de fournir du carburant vert à des flottes de véhicules.

Le gisement méthanogène de l'usine des boues de Marseille offre un potentiel valorisable du biogaz produit sur l'usine. Différents scénarios ont été étudiés en 2016 en vue d'obtenir la solution technico-économique à l'optimum de valorisation du gaz, du coût d'investissement et du coût de fonctionnement.

En août 2016, l'incident sur l'atelier de séchage ayant conduit à l'arrêt complet de cet atelier, a nécessité d'étudier des scénarios complémentaires, cet arrêt ayant pour effet de libérer un potentiel de gaz supplémentaire valorisable.

En tenant compte de l'ensemble des paramètres, la solution préconisée, au terme des études, consiste à réaliser une installation d'une capacité de 290 mètres cubes par heure, extensible à 440 mètres cubes par heure.

Le coût d'investissement de cette installation est de 8 millions d'euros hors taxe. Le coût de fonctionnement est estimé à 870 000 euros par an (auxquels s'ajoutent les frais généraux prévus au contrat principal, l'amortissement des nouvelles installations, la redevance à la collectivité, ainsi que l'impôt sur les bénéfices). » . Les recettes annuelles liées à la vente sont de l'ordre de 1,6 million d'euros.

Ces recettes pourraient être améliorées selon la disponibilité effective du biogaz et la performance de l'installation.

Le montage financier de l'opération prévoit un avenant concessif au contrat de délégation de service public n°13/219, par lequel le délégataire SERAMM prendrait à sa charge 30% de l'investissement, se rémunérant sur une part des recettes de la vente de biométhane à l'opérateur gazier, à compter du 1er janvier 2019, date objectif de mise en service de l'unité de production. Ce montage prévoit un reversement à AMP d'une partie des recettes de la vente de biométhane.

L'avenant au contrat de délégation est en cours de négociation avec le délégataire afin de fixer précisément la part reversée à AMP dès la mise en service de l'installation.

Au-delà de l'échéance de fin de la délégation en cours, AMP percevra l'intégralité des recettes.

Le montant total des aides financières mobilisables sur ce projet (ADEME, REGION et Agence de l'Eau RMC) pourrait s'établir à 60% du coût d'investissement. D'autres sources de financement pourraient être sollicitées.

Dans cette hypothèse, le reste à charge pour la Métropole serait de 10% du coût d'investissement du projet.

Les coûts et le montage financier font l'objet d'une expertise spécifique par le groupement de consultants désigné par la Métropole (Bonnard et Gardel associé au cabinet juridique FIDAL et à Finance Consult).

Le plan de financement prévoit un versement des aides au délégataire, porteur du projet. Ce plan et les recettes correspondantes seront ajustés en fonction des aides effectivement accordées par les organismes sollicités.

Afin de permettre la mise en œuvre de cette dernière modalité, il est nécessaire d'autoriser le délégataire à solliciter et percevoir les subventions relatives au projet.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi sur l'Eau et les Milieux aquatiques du 30 décembre 2006 ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° AGER 002-608/13/CC du 31 octobre 2013 approuvant le choix du délégataire du service de l'assainissement collectif zone Centre, le contrat de délégation et ses annexes ;
- Les délibérations n° PEDD 001-419/141 CC, PEDD 009-25/09/15 CC du 9 octobre 2014, la délibération n° PEDD 013-569 CC du 19 décembre 2014, et la délibération n° PEDD 009-1296/15/CC du 25 septembre 2015 approuvant les avenants n°1, 2 et 3 au dit contrat ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat n°13/219 de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service public de l'assainissement zone Centre et ses avenants ;
- Le projet de valorisation du biogaz produit à l'usine des boues présenté par le délégataire du service de l'assainissement zone Centre ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 mai 2017.

Où il rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet de valorisation du biogaz produit à l'usine des boues de Marseille présente un intérêt majeur en termes économiques et environnementaux,
- Que le plan de financement en cours d'élaboration concernant ledit projet prévoit le versement des aides financières au délégataire

Délibère

Article Unique :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, autorise le délégataire

SERAMM à solliciter et percevoir des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent pour le projet de valorisation du biogaz produit à l'usine des boues de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Tourisme,
valorisation du patrimoine"**

TVP 001-2094/17/CM

■ **Mise en place d'un système de vidéoprotection
au siège du Conseil de Territoire du Pays
d'Aubagne et de l'Etoile
MET 17/3506/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a inauguré son bâtiment le 3 janvier 2017 suite à une réhabilitation de l'ancien bâti.

Dans ce cadre-là et au vu de vols et d'intrusion survenus sur le siège et parking du siège du Conseil de Territoire, il est décidé de mettre en œuvre un programme de vidéoprotection.

L'objectif principal étant de renforcer les moyens du Conseil de Territoire à assurer la sécurité publique du personnel et visiteurs ainsi que des biens.

Ce programme se traduit par l'installation de caméras vidéo situées sur le parking et sur les entrées principales du bâtiment aux normes et obligations préfectorales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Sécurité Intérieure ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole au Conseil de Territoire ;
- L'avis émis par le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 15 mai 2017.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de protection des bâtiments et installations publics et leurs abords ;
- La nécessité d'assurer la sécurité des personnes et des biens du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la mise en place d'un système de vidéosurveillance au siège du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter les autorisations nécessaires à la mise en place de la vidéosurveillance et à signer les actes y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Mer, Littoral et
Ports, protection et mise en
valeur des espaces maritimes et
naturels"**

MER 001-2095/17/CM

■ **Approbation du principe d'une délégation de service public pour la gestion et l'animation de plans d'eau et terre-pleins du Vieux-Port de Marseille Périmètre 1**

MET 17/2493/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole était compétente en lieu et place de ses communes membres en matière de ports de plaisance depuis le 1er janvier 2001 conformément à l'article L. 5215-20 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Communauté Urbaine le 1er janvier 2016. Depuis cette date, la Métropole assure la gestion des 24 ports de plaisance, représentant 8500 anneaux en lieu et place de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Dans le cadre de la modernisation des modes de gestion des ports, amorcée par la Communauté Urbaine, il a été décidé de diversifier les outils de gestion afin de s'adapter au mieux au contexte de chaque port et d'en permettre la meilleure exploitation et le développement.

Ainsi, sur les 8500 anneaux actuellement en gestion Métropolitaine, 3 500 postes sont gérés par le biais de contrats d'occupation temporaire du domaine public consentis à des sociétés nautiques, 2 750 sont gérés en régie directe et 2 250 en gestion déléguée.

Par délibération du 13 mai 2005, la Communauté Urbaine avait décidé de déléguer la gestion, l'animation et le développement portuaire de trois périmètres portuaires, deux périmètres au sein du Vieux-Port et un situé au port de la Pointe-Rouge ; Le périmètre 1 du Vieux Port comptant 916 postes à flot et 63 postes à terre, le périmètre 2 du Vieux-Port 544 postes à flot et le périmètre délégué au sein de la Pointe-Rouge comprenant 721 postes à flot. Les trois conventions de délégation de service public ont pris effet le 1er janvier 2007 pour une durée de 10 ans. Leur échéance était prévue le 31 décembre 2016.

Il s'est avéré que ce mode de gestion a donné satisfaction en termes de qualité du service de gestion portuaire et notamment d'animation pour les trois périmètres.

Par conséquent, en fin d'année 2015, il a été envisagé de reconduire ce mode de gestion pour ces périmètres.

Après avis du Comité Technique et de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL), le Conseil de Communauté de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé, par délibération du 21 décembre 2015, le principe du recours à une Délégation de Service Public, par voie d'affermage et pour une durée de 5 ans (2017-2021), pour la gestion de chacun de ces trois périmètres, hors panne des professionnels située sur le Vieux-Port

Les délais nécessaires à la mise en place de la Métropole Aix-Marseille-Provence n'ont pas permis le lancement de la procédure de passation dans des délais permettant une prise d'effet au 1^{er} janvier 2017 des futurs contrats.

Par conséquent, le Conseil de Métropole a approuvé, par délibération le 19 septembre 2016, un avenant de prolongation d'un an aux contrats de DSP en vigueur. L'échéance interviendra le 31 décembre 2017.

Parallèlement, un fait nouveau est intervenu au cours de l'année 2016. Dans le cas où la candidature de Paris serait retenue pour organiser les Jeux Olympiques de 2024, les compétitions nautiques se

dérouleraient au niveau des plans d'eau marseillais. Le Comité International Olympique élira en septembre prochain la ville organisatrice des Jeux.

Au terme d'un contrat de Délégation de Service Public d'une durée de 5 ans, le contrat suivant aurait débuté le 1^{er} janvier 2023 et n'aurait pas permis au prochain délégataire choisi de préparer un tel événement. Ainsi, pour accompagner les manifestations nautiques durant l'année 2024 et promouvoir l'évènement dès 2020 ou 2021 et compte tenu des nouveaux investissements mis à la charge du délégataire, il est proposé de confier à nouveau l'exploitation de ce service à un tiers dans le cadre d'une délégation de service public sous la forme d'un affermage pour une durée de 10 ans.

Aussi, il est proposé de délibérer à nouveau sur le choix du mode de gestion et les caractéristiques du service délégué.

Concernant le présent rapport, il s'agit d'acter le recours à ce mode de gestion pour le périmètre 1.

Il avait été acté, lors de la délibération du 21 décembre 2015, la sortie du périmètre 1 de la panne Criée dédiée aux professionnels du nautisme. Il est proposé aujourd'hui de conserver cette panne au sein du périmètre DSP 1, la gestion de celle-ci ayant donné entière satisfaction depuis 2007.

Enfin, une partie du périmètre 1 de la précédente DSP, l'anse de la réserve, nécessite une approche individualisée, du fait des spécificités propres à son

périmètre. Sa discontinuité géographique vis-à-vis du périmètre initial, ainsi que la présence de bâtiments justifient une gestion différenciée entraînant la création d'un nouvel allotissement géographique - appelé périmètre 4 - dans l'objectif d'une plus grande cohérence dans la gestion du futur délégataire. La durée envisagée, de 12 ans, permettra d'assumer ces obligations nouvelles.

Aussi, le nouveau périmètre 1 comprend les plans d'eau et terre-pleins situés entre le quai Marcel Pagnol et le Théâtre de la Criée, incluant le bassin du carénage.

Les principales missions assurées par le délégataire, pour l'exploitation du domaine public portuaire qui lui sera délégué, seront :

- l'accueil et l'information des usagers,
- la gestion et l'attribution des contrats de postes à flot et de terre-pleins, dans le respect du règlement de police,
- la gestion du plan d'eau et de la grille de mouillage,
- la gestion du passage au sein du périmètre délégué,
- L'entier entretien et travaux de renouvellement du domaine délégué dont les pannes et les installations portuaires,
- l'entier entretien des locaux (bureaux, sanitaires, etc),
- la participation à l'animation du port autour de manifestations nautiques.

Les raisons de ce choix, ainsi que les principales caractéristiques des prestations demandées au délégataire, sont développées dans le rapport ci-annexé.

Le futur délégataire sera désigné au terme d'une procédure préalable de publicité et de mise en concurrence définie par les articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, par les dispositions de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession et celles de son décret d'application n° 2016-86 du 1^{er} février 2016.

La Commission Consultative des services publics locaux et le Comité Technique ont été saisis pour avis.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- La délibération POR 005-1697/15/CC du 21 décembre 2015, portant approbation du principe d'une Délégation de Service Public pour la gestion et l'animation de plans d'eau et terre-pleins au sein du périmètre 1 du Vieux-Port de Marseille ;
- Le rapport de présentation joint en annexe explicitant les modes de gestion envisageables, les raisons du choix de la délégation de service public et décrivant les caractéristiques des principales missions demandées au délégataire ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 17 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole dans la gestion des 24 ports de plaisance situés sur son territoire ;
- Qu'au vu du rapport de présentation joint, la délégation de service public sous forme d'un affermage, apparaît être le mode de gestion le mieux adapté pour la gestion des plans d'eau et terre-pleins délégués du Vieux-Port dénommés, périmètre n°1.
- Qu'il convient d'abroger la précédente délibération prise à cet effet par le Conseil de Communauté de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole du 21 décembre 2015.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération POR 005-1697/15/CC du Conseil de Communauté de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole du 21 décembre 2015.

Article 2 :

Est approuvé le principe d'une délégation de service public, sous forme d'un affermage pour une durée de dix ans, pour la gestion, l'animation et le développement portuaire des plans d'eau et terre-pleins du Vieux-Port de Marseille, compris entre le quai Marcel Pagnol et le Théâtre de la Criée, incluant le bassin du Carénage, dénommés périmètre 1.

Article 3 :

Sont approuvés les caractéristiques principales des prestations demandées au délégataire qui seront détaillées et précisées dans le dossier de consultation mis à la disposition des candidats ainsi que le périmètre géographique tels que décrits dans le rapport de présentation ci-annexé.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à engager et à conduire à son terme la procédure de consultation prévue aux articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, par les dispositions de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 et du décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016, relatifs aux contrats de concession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MER 002-2096/17/CM

■ Approbation du principe d'une délégation de service public pour la gestion et l'animation de plans d'eau et terre-pleins du Vieux-Port de Marseille Périmètre 2

MET 17/2495/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole était compétente en lieu et place de ses communes membres en matière de ports de plaisance depuis le 1er janvier 2001 conformément à l'article L. 5215-20 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Communauté Urbaine le 1er janvier 2016. Depuis cette date, la Métropole assure la gestion des 24 ports de plaisance, représentant 8500 anneaux en

lieu et place de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Dans le cadre de la modernisation des modes de gestion des ports, amorcée par la Communauté Urbaine, il a été décidé de diversifier les outils de gestion afin de s'adapter au mieux au contexte de chaque port et d'en permettre la meilleure exploitation et le développement.

Ainsi, sur les 8500 anneaux actuellement en gestion Métropolitaine, 3 500 postes sont gérés par le biais de contrats d'occupation temporaire du domaine public consentis à des sociétés nautiques, 2 750 sont gérés en régie directe et 2 250 en gestion déléguée.

Par délibération du 13 mai 2005, la Communauté Urbaine avait décidé de déléguer la gestion, l'animation et le développement portuaire de trois périmètres portuaires, deux périmètres au sein du Vieux-Port et un situé au port de la Pointe-Rouge.

Le périmètre 1 du Vieux Port comptant 916 postes à flot et 63 postes à terre, le périmètre 2 du Vieux-Port 544 postes à flot et le périmètre délégué au sein de la Pointe-Rouge comprenant 721 postes à flot.

Les trois conventions de délégation de service public ont pris effet le 1er janvier 2007 pour une durée de 10 ans. Leur échéance était prévue le 31 décembre 2016.

Il s'est avéré que ce mode de gestion a donné satisfaction en termes de qualité du service de gestion portuaire et notamment d'animation pour les trois périmètres.

Par conséquent, en fin d'année 2015, il a été envisagé de reconduire ce mode de gestion pour ces périmètres.

Après avis du Comité Technique et de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL), le Conseil de Communauté de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé, par délibération du 21 décembre 2015, le principe du recours à une Délégation de Service Public, par voie d'affermage et pour une durée de 5 ans (2017-2021), pour la gestion de chacun de ces trois périmètres, hors panne des professionnels située sur le Vieux-Port.

Les délais nécessaires à la mise en place de la Métropole Aix-Marseille-Provence n'ont pas permis le lancement de la procédure de passation dans des délais permettant une prise d'effet au 1^{er} janvier 2017 des futurs contrats.

Par conséquent, le Conseil de Métropole a approuvé, par délibération le 19 septembre 2016, un avenant de prolongation d'un an aux contrats de DSP en vigueur. L'échéance interviendra le 31 décembre 2017.

Parallèlement, un fait nouveau est intervenu au cours de l'année 2016. Dans le cas où la candidature de

Paris serait retenue pour organiser les Jeux Olympiques de 2024, les compétitions nautiques se dérouleraient au niveau des plans d'eau marseillais.

Le Comité International Olympique élira en septembre prochain la ville organisatrice des Jeux.

Après un contrat de DSP d'une durée de 5 ans, le contrat suivant aurait débuté le 1^{er} janvier 2023 et n'aurait permis au prochain délégataire choisi de préparer un tel événement.

Ainsi, pour accompagner les manifestations nautiques durant l'année 2024 et promouvoir l'évènement dès 2020 ou 2021, et compte tenu des nouveaux investissements mis à la charge du délégataire, il est proposé de confier à nouveau l'exploitation de ce service à un tiers dans le cadre d'une délégation de service public sous la forme d'un affermage pour une durée de 10 ans.

Aussi, il est proposé de délibérer à nouveau sur le choix du mode de gestion et les caractéristiques du service délégué.

Concernant le présent rapport, il s'agit d'acter le recours à ce mode de gestion pour le périmètre 2 comprenant le plan d'eau situé Quai de Rive Neuve entre le Théâtre de la Criée et la Place aux huiles.

Les principales missions assurées par le délégataire pour l'exploitation du domaine public portuaire qui lui sera délégué seront :

- l'accueil et l'information des usagers,
- la gestion et l'attribution des contrats de postes à flot, dans le respect du règlement de police,
- la gestion du plan d'eau et de la grille de mouillage,
- la gestion du passage au sein du périmètre délégué,
- l'entier entretien et travaux de renouvellement du domaine délégué dont les pannes et les installations portuaires,
- la participation à l'animation du port autour de manifestations nautiques ;

Les raisons de ce choix, ainsi que les principales caractéristiques des prestations demandées au délégataire, sont développées dans le rapport ci-annexé.

Le futur délégataire sera désigné au terme d'une procédure préalable de publicité et de mise en concurrence définie par les articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, par les dispositions de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession et celles de son décret d'application n° 2016-86 du 1^{er} février 2016.

La Commission Consultative des services publics locaux et le Comité Technique ont été saisis pour avis.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- La délibération POR 006-1698/15/CC du 21 décembre 2015, portant approbation du principe d'une Délégation de Service Public pour la gestion et l'animation de plans d'eau et terre-pleins au sein du périmètre 2 du Vieux-Port de Marseille ;
- Le rapport de présentation joint en annexe explicitant les modes de gestion envisageables, les raisons du choix de la délégation de service public et décrivant les caractéristiques des principales missions demandées au délégataire ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 17 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole dans la gestion des 24 ports de plaisance situés sur son territoire ;
- Qu'au vu du rapport de présentation joint, la délégation de service public sous forme d'un affermage, apparaît être le mode de gestion le mieux adapté pour la gestion du plan d'eau délégué du Vieux-Port dénommé, périmètre n°2.
- Qu'il convient d'abroger la précédente délibération prise à cet effet par le Conseil de Communauté de la Communauté Urbaine

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération POR 006-1698/15/CC du Conseil de Communauté de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole du 21 décembre 2015.

Article 2 :

Est approuvé le principe d'une délégation de service public, sous forme d'un affermage pour une durée de dix ans, pour la gestion, l'animation et le développement portuaire du plan d'eau situé au sein du Vieux-Port de Marseille, quai de Rive Neuve, entre le Théâtre de la Criée et la Place aux Huiles et dénommé périmètre n°2.

Article 3 :

Sont approuvés les caractéristiques principales des prestations demandées au délégataire qui seront détaillées et précisées dans le dossier de consultation mis à la disposition des candidats ainsi que le périmètre géographique tels que décrits dans le rapport de présentation ci-annexé.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à engager et à conduire à son terme la procédure de consultation prévue aux articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, par les dispositions de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 et du décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016, relatifs aux contrats de concession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MER 003-2097/17/CM

■ Approbation du principe d'une délégation de service public pour la gestion et l'animation de plans d'eau et terre-pleins du port de la Pointe-Rouge de Marseille Périmètre 3

MET 17/2496/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole était compétente en lieu et place de ses communes membres en matière de ports de plaisance depuis le 1er janvier 2001 conformément à l'article L. 5215-20 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Communauté Urbaine le 1er janvier 2016. Depuis cette date, la Métropole assure la gestion des 24 ports de plaisance, représentant 8500 anneaux en lieu et place de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Dans le cadre de la modernisation des modes de gestion des ports, amorcée par la Communauté Urbaine, il a été décidé de diversifier les outils de gestion afin de s'adapter au mieux au contexte de chaque port et d'en permettre la meilleure exploitation et le développement.

Ainsi, sur les 8500 anneaux actuellement en gestion Métropolitaine, 3 500 postes sont gérés par le biais de contrats d'occupation temporaire du domaine public consentis à des sociétés nautiques, 2 750 sont gérés en régie directe et 2 250 en gestion déléguée.

Par délibération du 13 mai 2005, la Communauté Urbaine avait décidé de déléguer la gestion, l'animation et le développement portuaire de trois périmètres portuaires, deux périmètres au sein du Vieux-Port et un situé au port de la Pointe-Rouge.

Le périmètre 1 du Vieux Port comptant 916 postes à flot et 63 postes à terre, le périmètre 2 du Vieux-Port 544 postes à flot et le périmètre délégué au sein de la Pointe-Rouge comprenant 721 postes à flot.

Les trois conventions de délégation de service public ont pris effet le 1er janvier 2007 pour une durée de 10 ans. Leur échéance était prévue le 31 décembre 2016.

Il s'est avéré que ce mode de gestion a donné satisfaction en termes de qualité du service de gestion portuaire et notamment d'animation pour les trois périmètres.

Par conséquent, en fin d'année 2015, il a été envisagé de reconduire ce mode de gestion pour ces périmètres.

Après avis du Comité Technique et de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL), le Conseil de Communauté de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé, par délibération du 21 décembre 2015, le principe du recours à une Délégation de Service Public, par voie d'affermage et pour une durée de 5 ans (2017-2021), pour la gestion de chacun de ces trois périmètres, hors panne des professionnels située sur le Vieux-Port.

Les délais nécessaires à la mise en place de la Métropole Aix-Marseille-Provence n'ont pas permis le lancement de la procédure de passation dans des délais permettant une prise d'effet au 1^{er} janvier 2017 des futurs contrats.

Par conséquent, le Conseil de Métropole a approuvé, par délibération le 19 septembre 2016, un avenant de prolongation d'un an aux contrats de DSP en vigueur. L'échéance interviendra le 31 décembre 2017.

Parallèlement, un fait nouveau est intervenu au cours de l'année 2016. Dans le cas où la candidature de Paris serait retenue pour organiser les Jeux Olympiques de 2024, les compétitions nautiques se dérouleraient au niveau des plans d'eau marseillais. Le Comité International Olympique élira en septembre prochain la ville organisatrice des Jeux.

Après un contrat de DSP d'une durée de 5 ans, le contrat suivant aurait débuté le 1^{er} janvier 2023 et n'aurait permis au prochain délégataire choisi de préparer un tel événement.

Ainsi, pour accompagner les manifestations nautiques durant l'année 2024 et promouvoir l'événement dès 2020 ou 2021 et compte tenu des nouveaux investissements mis à la charge du délégataire, il est proposé de confier à nouveau l'exploitation de ce service à un tiers dans le cadre d'une délégation de service public sous la forme d'un affermage pour une durée de 10 ans.

Aussi, il est proposé de délibérer à nouveau sur le choix du mode de gestion et les caractéristiques du service délégué.

Concernant le présent rapport, il s'agit d'acter le recours à ce mode de gestion pour le périmètre 3 comprenant la moitié nord du plan d'eau et une partie des terre-pleins du port de la Pointe-Rouge, hormis le plan d'eau dédié à la mise à l'eau du stockage à terre situé au droit de la capitainerie.

Les principales missions assurées par le délégataire, pour l'exploitation du domaine public portuaire qui lui sera délégué, seront :

- l'accueil et l'information des usagers,
- la gestion et l'attribution des contrats de postes à flot et de terre-pleins, dans le respect du règlement de police,
- la gestion du plan d'eau et de la grille de mouillage,
- la gestion du passage au sein du périmètre délégué,
- l'entier entretien et travaux de renouvellement du domaine délégué dont les pannes et les installations portuaires,
- l'entier entretien des locaux (bureaux, sanitaires, etc),
- la participation à l'animation du port autour de manifestations nautiques.

Les raisons de ce choix, ainsi que les principales caractéristiques des prestations demandées au délégataire, sont développées dans le rapport ci-annexé.

Le futur délégataire sera désigné au terme d'une procédure préalable de publicité et de mise en concurrence définie par les articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, par les dispositions de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession et celles de son décret d'application n° 2016-86 du 1^{er} février 2016.

La Commission Consultative des services publics locaux et le Comité Technique ont été saisis pour avis.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- La délibération POR 007-1699/15/CC du 21 décembre 2015, portant approbation du principe d'une Délégation de Service Public pour la gestion et l'animation de plans d'eau et terre-pleins au sein du Port de la Pointe-Rouge à Marseille, périmètre 3 ;
- Le rapport de présentation joint en annexe explicitant les modes de gestion envisageables, les raisons du choix de la délégation de service public et décrivant les caractéristiques des principales missions demandées au délégataire ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 17 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole dans la gestion des 24 ports de plaisance situés sur son territoire ;

- Qu'au vu du rapport de présentation joint, la délégation de service public sous forme d'un affermage, apparaît être le mode de gestion le mieux adapté pour la gestion des plans d'eau et terre-pleins délégués du Port de la Pointe-Rouge dénommés, périmètre n°3.
- Qu'il convient d'abroger la précédente délibération prise à cet effet par le Conseil de Communauté de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole du 21 décembre 2015.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération POR 007-1699/15/CC du Conseil de Communauté de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole du 21 décembre 2015.

Article 2 :

Est approuvé le principe d'une délégation de service public, sous forme d'un affermage pour une durée de dix ans, pour la gestion, l'animation et le développement portuaire des plans d'eau et terre-pleins

du port de la Pointe-Rouge de Marseille situés côté nord du bassin et dénommés, périmètre n°3.

Article 3 :

Sont approuvés les caractéristiques principales des prestations demandées au délégataire qui seront détaillées et précisées dans le dossier de consultation mis à la disposition des candidats ainsi que le périmètre géographique tels que décrits dans le rapport de présentation ci-annexé.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à engager et à conduire à son terme la procédure de consultation prévue aux articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, par les dispositions de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 et du décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016, relatifs aux contrats de concession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MER 004-2098/17/CM

■ Approbation du principe d'une délégation de service public pour la gestion et l'animation de plans d'eau et terre-pleins du Vieux-Port de Marseille Périmètre 4 MET 17/3402/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole était compétente en lieu et place de ses communes membres en matière de ports de plaisance depuis le 1^{er} janvier 2001, conformément à l'article L. 5215-20 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Communauté Urbaine le 1^{er} janvier 2016. Depuis cette date, la Métropole assure la gestion des 24 ports de plaisance, représentant 8500 anneaux en lieu et place de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole

Dans le cadre de la modernisation des modes de gestion des ports, amorcée par la Communauté Urbaine, il a été décidé de diversifier les outils de gestion afin de s'adapter au mieux au contexte de chaque port et d'en permettre la meilleure exploitation et le développement.

Ainsi, sur les 8500 anneaux actuellement en gestion Métropolitaine, 3 500 postes sont gérés par le biais de contrats d'occupation temporaire du domaine public consentis à des sociétés nautiques, 2 750 sont gérés en régie directe et 2 250 en gestion déléguée.

Par délibération du 13 mai 2005, la Communauté Urbaine avait décidé de déléguer la gestion, l'animation et le développement portuaire de trois périmètres portuaires, deux périmètres au sein du Vieux-Port et un situé au port de la Pointe-Rouge.

Le périmètre 1 du Vieux Port comptant 916 postes à flot et 63 postes à terre, le périmètre 2 du Vieux-Port 544 postes à flot et le périmètre délégué au sein de la Pointe-Rouge comprenant 721 postes à flot.

Les trois conventions de délégation de service public ont pris effet le 1^{er} janvier 2007 pour une durée de 10 ans. Leur échéance était prévue le 31 décembre 2016.

Il s'est avéré que ce mode de gestion a donné satisfaction en termes de qualité du service de gestion portuaire et notamment d'animation pour les 3 périmètres.

Par conséquent, en fin d'année 2015, il a été envisagé de reconduire ce mode de gestion pour ces périmètres.

Après avis du Comité Technique et de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL), le Conseil de Communauté de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé, par délibération du 21 décembre 2015, le principe du recours à une Délégation de Service Public, par voie d'affermage, pour une durée de 5 ans (2017-2021),

pour la gestion de chacun de ces trois périmètres, hors panne des professionnels située sur le Vieux-Port

Les délais nécessaires à la mise en place de la Métropole Aix-Marseille-Provence n'ont pas permis le lancement de la procédure de passation dans des délais permettant une prise d'effet au 1^{er} janvier 2017 des futurs contrats.

Par conséquent, le Conseil de la Métropole a approuvé, par délibération le 19 septembre 2016, un avenant de prolongation d'un an aux trois contrats de DSP en vigueur. Leur échéance interviendra le 31 décembre 2017.

Parallèlement, un fait nouveau est intervenu au cours de l'année 2016. Dans le cas où la candidature de Paris serait retenue pour organiser les Jeux Olympiques de 2024, les compétitions nautiques se dérouleraient au niveau des plans d'eau marseillais. Le Comité International Olympique élira en septembre prochain la ville organisatrice des Jeux.

Au terme d'un contrat de DSP d'une durée de 5 ans, le contrat suivant aurait débuté le 1^{er} janvier 2023 et n'aurait pas permis au prochain délégataire choisi de préparer un tel événement.

Ainsi, pour accompagner les manifestations nautiques durant l'année 2024 et promouvoir l'événement dès 2020 ou 2021 et compte tenu des nouveaux investissements mis à la charge du futur délégataire, il est proposé de confier l'exploitation de ce service à un délégataire dans le cadre d'une délégation de service public.

Enfin, une partie du périmètre 1 de la précédente DSP, l'anse de la réserve, nécessite une approche individualisée, du fait des spécificités propres à son périmètre. Sa discontinuité géographique vis-à-vis du périmètre initial, ainsi que la présence de bâtiments justifient une gestion différenciée entraînant la création d'un nouvel allotissement géographique - appelé périmètre 4 - dans l'objectif d'une plus grande cohérence dans la gestion du futur délégataire. La durée envisagée, de 12 ans, permettra d'assumer ces obligations nouvelles.

Il s'agit d'acter le recours à ce mode de gestion pour le périmètre 4 comprenant les plans d'eau, terre-pleins et bâtiments situés au sein de l'Anse de la Réserve conformément au plan joint au rapport de présentation ci-annexé.

Au regard des investissements nécessaires sur ce périmètre, il est proposé une délégation de service public, sous la forme d'un affermage pour une durée de 12 ans.

Les principales missions assurées par le délégataire, pour l'exploitation du domaine public portuaire qui lui sera délégué, seront :

- l'accueil et l'information des usagers,
- la gestion et l'attribution des contrats de postes à flot et de terre-pleins, dans le respect du règlement de police,
- la gestion du plan d'eau et de la grille de mouillage,
- la gestion du passage au sein du périmètre délégué,
- l'entier entretien et travaux de renouvellement du domaine délégué dont les pannes, les installations portuaires et les locaux. La participation à l'animation du port autour de manifestations nautiques ainsi que l'animation du pôle « Aviron du Vieux-Port ».

Les raisons de ce choix, ainsi que les principales caractéristiques des prestations demandées au délégataire, sont développées dans le rapport ci-annexé.

Le futur délégataire sera désigné au terme d'une procédure préalable de publicité et de mise en concurrence définie par les articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, par les dispositions de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession et celles de son décret d'application n° 2016-86 du 1^{er} février 2016.

La Commission Consultative des services publics locaux et le Comité Technique ont été saisis pour avis.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- La délibération POR 005-1697/15/CC du 21 décembre 2015, portant approbation du principe d'une Délégation de Service Public pour la gestion et l'animation de plans d'eau et terre-pleins au sein du périmètre 1 du Vieux-Port de Marseille ;
- Le rapport de présentation joint en annexe explicitant les modes de gestion

envisageables, les raisons du choix de la délégation de service public et décrivant les caractéristiques des principales missions demandées au délégataire ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 17 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole dans la gestion des 24 ports de plaisance situés sur son territoire ;
- Qu'au vu du rapport de présentation joint, la délégation de service public sous forme d'un affermage, apparaît être le mode de gestion le mieux adapté pour la gestion des plans d'eau et terre-pleins délégués du Vieux-Port dénommés, périmètre n°4.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe d'une délégation de service public, sous forme d'un affermage pour une durée de douze ans, pour la gestion, l'animation et le développement portuaire des plans d'eau et terre-pleins du Vieux-Port de Marseille sur le périmètre de l'Anse de la Réserve, dénommé périmètre 4.

Article 2 :

Sont approuvés les caractéristiques principales des prestations demandées au délégataire qui seront détaillées et précisées dans le dossier de consultation mis à la disposition des candidats ainsi que le périmètre géographique tels que décrits dans le rapport de présentation ci-annexé.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à engager et à conduire à son terme la procédure de consultation prévue aux articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, par les dispositions de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 et du décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016, relatifs aux contrats de concession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Voirie, Espaces Publics et Grands équipements métropolitains"

VOI 001-2099/17/CM

**■ Approbation de l'affectation partielle de l'opération d'investissement relative aux études préalables à la création d'une liaison souterraine entre l'échangeur Scott et le Boulevard Schloësing à Marseille (8ème et 10ème arrondissements)
MET 17/3361/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le renforcement de l'attractivité du cœur du territoire métropolitain est un objectif prioritaire et stratégique pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite soutenir le potentiel de développement de la ZAC de la Capelette, et désenclaver les hôpitaux sud et certains des quartiers les plus densément peuplés de la ville, au sud-est de Marseille.

Ainsi, dans le cadre de sa politique de déplacement urbain, la Métropole Aix-Marseille-Provence projette d'étendre son réseau de tramway au Sud, en connexion avec le Pôle d'Echange de Sainte-Marguerite Dromel, et le Boulevard Urbain Sud, au niveau du boulevard de la Gaye.

Cet itinéraire tramway permet notamment de desservir le quartier du Rouet, le parc du 26ème centenaire, et la ZAC de la Capelette. Il nécessite toutefois la suppression des passerelles de la place du général Ferrié, ce qui ne pourra être envisagé sans dénivellation d'une partie de la circulation compte tenu de l'importance des flux circulatoires en jeu. Le fonctionnement des échanges routiers et des transports en commun ne sera possible que par la création de cet ouvrage souterrain.

Pour étendre le réseau de tramway vers le Sud, qui nécessite la suppression des passerelles Ferrié, le projet de liaison souterraine bidirectionnelle Schloësing vise à réduire la circulation sur la place du général Ferrié pour rétablir la desserte des quartiers sud et est de la ville, et à faciliter leur raccordement aux grands axes de déplacement (A50, Tunnel Vieux Port, Tunnel Major et Joliette et A55).

Recherchant une solution pour réaliser cet ouvrage à moindre coût pour les finances de la collectivité, les services de la Métropole Aix-Marseille-Provence ont discuté avec la société concessionnaire du Tunnel Prado Carénage de la possibilité de faire réaliser cet ouvrage dans le cadre d'une prolongation de son contrat de délégation de service public.

Deux projets d'avenant et une convention tripartite ont été établis en ce sens et présentés au Conseil Communautaire, lequel a bien voulu les approuver lors de sa séance du 21 décembre 2015.

Par lettre du 18 février 2016, le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône, exerçant le contrôle de légalité de l'Etat sur cette délibération, a demandé au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence de bien vouloir procéder à son retrait au motif que les modifications des contrats de délégation de service public envisagées pouvaient être qualifiées de substantielles et ne devraient en conséquence pas faire l'objet de simples avenants.

En conséquence, le Conseil de la Métropole, dans sa séance du 28 avril 2016, a procédé au retrait de la dite délibération et a demandé au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence de proposer les solutions techniques, juridiques et financières permettant de réaliser la prolongation de la ligne 3 du tramway en direction du sud dans des conditions acceptables pour le fonctionnement urbain et soutenables pour les finances de la collectivité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite donc poursuivre les études préalables à la création de cette liaison souterraine en vue de sa réalisation dans des conditions soutenables pour les finances de la collectivité.

Ces études s'attacheront à définir les caractéristiques définitives du projet, le modèle économique précis intégrant des études de circulation consolidées. Il conviendra de proposer un montage juridique et financier en vue de réaliser la liaison souterraine Schœsling dans un calendrier coordonné avec le projet d'extension du réseau de tramway vers le Sud.

A cet égard, les services de l'Etat seront associés en amont afin d'envisager le nouveau montage contractuel le plus sécurisé possible juridiquement qui pourra être proposé à l'approbation du Conseil Métropolitain avant la fin de l'année.

Le lancement de telles études nécessite l'affectation partielle de l'opération d'investissement à hauteur de 90 000 euros. Cette opération d'investissement a d'ores et déjà été créée par le Conseil de la Métropole par délibération FAG 032-1312/16/CM du 15 décembre 2016 à l'occasion du vote du budget primitif 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VOI 008-940/15/CC du 10 avril 2015 du Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole approuvant le bilan de la concertation préalable en vue de la réalisation de la liaison souterraine Schœsling à Marseille ;
- La délibération HN 058-28/04/16/CM du 28 avril 2016 approuvant le retrait de la délibération VOI 009-1676/15/CC du Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole relative à l'approbation de l'avenant n°2 au contrat de délégation de service public pour la réalisation et l'exploitation du tunnel Prado Sud, de l'avenant n°9 au contrat de délégation de service public pour la réalisation et l'exploitation du Tunnel Prado Carénage et d'une convention tripartite avec les deux sociétés concessionnaires ;
- La délibération FAG 032-1312/16/CM du 15 décembre 2016 du Conseil de la Métropole, approuvant le budget primitif 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille-Provence du 17 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il s'avère nécessaire de réaliser des études préalables en vue de réaliser la liaison souterraine Schœsling à Marseille.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'affectation partielle de l'opération d'investissement N°2017104400 dans l'autorisation de programme 171082BP (Espace Public Infrastructure) pour un montant de 90 000 euros TTC, rattachée au

programme N°08 : « Programme Grands Equipements d'infrastructures Hors Projets Spécifiques ».

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au Budget Principal 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les imputations budgétaires suivantes : numéro d'opération : 2017104400 Nature : 458117144 – Fonction : 851 – Sous politique : C311.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

- Année 2017 : 50 000 € TTC ;
- Année 2018 : 40 000 € TTC.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 002-2100/17/CM

■ Approbation de l'avenant à la délégation de service public ayant pour objet l'enlèvement des véhicules légers en panne ou accidentés dans les tunnels exploités par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire Marseille-Provence MET 17/3176/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence - subrogée dans les droits à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole depuis le 1^{er} janvier 2016 - exerce la compétence « voirie et signalisation » sur l'ensemble de son territoire. A ce titre, il lui revient la gestion des tunnels routiers sur le territoire Marseille-Provence.

Par délibération du 8 juillet 2011, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le principe du recours à une délégation de service public pour l'enlèvement de véhicules légers en panne ou accidentés dans les tunnels qu'elle exploitait, afin d'assurer la fluidité du trafic et la sécurité des ouvrages.

Par délibération du 29 juin 2012, ont été approuvés le choix de la société Gibbes Pharo comme délégataire du service public et le contrat de délégation de service public et ses annexes.

Ainsi, la société Gibbes Pharo réalise l'enlèvement des véhicules légers (et de leur annexe tractée) en panne ou accidentés dans les tunnels routiers à fort trafic exploités par la Métropole sur le territoire Marseille-Provence, à savoir : le tunnel du Vieux Port, le tunnel de la Major, le tunnel Joliette et le tunnel St Charles.

La Communauté urbaine a confié au délégataire les missions suivantes :

- l'enlèvement des véhicules légers (dont le poids total autorisé en charge est inférieur ou égal à 3,5 tonnes) en panne ou accidentés dans les tunnels du Vieux-Port, de la Major et Saint-Charles puis de la Joliette (depuis mars 2011);
- le remorquage et l'évacuation de ces véhicules jusqu'au lieu de dépôt du délégataire ou, dans un rayon de 5 kilomètres à partir du lieu de la panne, sur la demande de l'utilisateur.

Les moyens techniques nécessaires à l'exploitation du service sont entièrement fournis par le délégataire, qui prend également en charge l'ensemble des investissements et dépenses de fonctionnement nécessaires à l'exploitation du service dans de bonnes conditions. Il exploite le service à ses risques et périls. Aucune compensation n'est versée par la collectivité au délégataire.

Le contrat de délégation de service public n°12/087, confié à la société Gibbes Pharo, et notifié le 18 juillet 2012 pour une durée fixée à 5 ans à compter de la date de notification, arrivera à échéance le 17 juillet 2017.

Dans l'attente de la définition du futur mode opératoire pour l'enlèvement des véhicules accidentés dans les tunnels et afin d'assurer la continuité de ce service, il apparaît nécessaire d'envisager par avenant une prolongation d'un an, soit jusqu'au 18 juillet 2018, de sa durée d'exécution.

En effet, compte tenu de la présence de tronçons autoroutiers issus de l'A7 et de l'A50 dont le déclassement est à l'étude avec les services de la DIRMED, le périmètre d'activité qu'il sera possible de déléguer en gestion externalisée n'a pu être défini avec exactitude courant 2016.

Des discussions ont été engagées courant 2016 et sont toujours en cours avec la DIRMED. En mars 2017, il a été acté, dans l'attente d'un transfert effectif à la Métropole suite à déclassement de ces tronçons de voie, une continuité d'exploitation et d'entretien par la DIRMED. Cette incertitude sur le périmètre de la délégation n'a pas permis d'anticiper son renouvellement.

Le lancement d'une nouvelle délégation de service public impliquant la consultation préalable du Comité technique et de la Commission consultative des services publics locaux, ces deux instances n'ont été installées que très récemment (mars 2017 pour le Comité technique) en raison de la création de la Métropole au 1er janvier 2016.

Les délais incompressibles de procédure et la préparation d'un dossier de consultation des entreprises pour une mise en concurrence dans le cadre d'une nouvelle délégation de service public ne permettent donc pas d'attribuer le contrat avant le 17 juillet 2017.

Afin de garantir la continuité du service public, le présent avenant prolonge le contrat de délégation de service public pour une période de douze mois, temps strictement nécessaire pour mener à bien la procédure de passation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de délégation de service public n°12/087 du 18 juillet 2012 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis de la Commission de Délégation de Service Public ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le contrat de délégation de service public n°12/087 arrive à terme le 18 juillet 2017 ;
- Qu'il est nécessaire de prolonger la durée d'exécution de ce contrat pour une année supplémentaire, soit jusqu'au 18 juillet 2018.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant au contrat de délégation de service public n°12/087 ci-annexé.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout autre document nécessaire à sa bonne exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 003-2101/17/CM

**■ Approbation d'une convention avec la commune de Ceyreste relative à la gestion du cimetière intercommunal
MET 17/3250/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour la gestion des services d'intérêt collectif et notamment en matière de création et de gestion de cimetières.

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a construit en 2011 un cimetière intercommunal sur le territoire de la commune de Ceyreste.

Afin de rendre un service de proximité à la population et de faciliter les démarches des usagers, il est proposé de confier à la commune de Ceyreste la gestion administrative de cet équipement en terme d'accueil du public et de délivrance des titres de concession.

De même, dans un souci de bonne organisation des services et de meilleur service rendu, il est envisagé de confier à la commune l'ouverture, le nettoyage et l'approvisionnement des sanitaires du cimetière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 16 mai 2017.

Vu le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'intérêt de la Métropole Aix-Marseille-Provence est de rationaliser et d'optimiser la qualité de ses services,
- Que la convention de gestion permet de remplir les conditions d'un service public de proximité et une gestion plus efficace du cimetière intercommunal,
- L'expertise et les compétences de la commune de Ceyreste en matière de gestion d'équipements publics.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée avec la commune de Ceyreste relative à la gestion du cimetière intercommunal.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente convention et tout autre document nécessaire à sa bonne exécution.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 004-2102/17/CM

**■ Autorisation donnée au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour déposer une demande d'autorisation de défrichement pour la réalisation d'un cimetière intercommunal sur la commune de La Ciotat
MET 17/3141/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'exercice de ses compétences en matière de création de cimetières, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de mettre en œuvre une opération d'aménagement destinée à la réalisation d'un cimetière intercommunal, sur la commune de La Ciotat.

Préalablement au dépôt du permis de construire de ce dernier, il est nécessaire de déposer une demande d'autorisation de défrichement auprès de la Préfecture des Bouches du Rhône.

Le présent rapport a pour objet de donner mandat au Président afin qu'il puisse signer et déposer un dossier de demande d'autorisation de défrichement dans le cadre de ce projet d'aménagement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme,
- Le Code de l'Environnement,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FCT 005-2085/10/CC du Conseil de communauté du 28 juin 2010 portant création de l'opération d'investissement relative à la réalisation du cimetière intercommunal de La Ciotat ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 mai 2017.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de création de cimetière.
- Qu'il est nécessaire d'aménager un cimetière intercommunal sur la commune de La Ciotat, compte tenu des besoins en inhumations,
- Que la construction de ce cimetière nécessite le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation de défrichement.

Délibère

Article unique :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer et déposer la demande d'autorisation de défrichement pour la construction du cimetière intercommunal de La Ciotat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Culture et sport,
grands événements
métropolitains"***

CSGE 001-2103/17/CM

**■ Approbation du choix du délégataire et du
contrat de délégation de service public relatif à
l'exploitation de l'ARENA du Pays d'Aix
MET 17/3665/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le présent rapport concerne l'approbation du choix du délégataire et du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation de l'ARENA du Pays d'Aix.

Le projet d'ARENA a fait l'objet d'un marché de conception-réalisation conclu avec le groupement ayant pour mandataire FAYAT et pour architectes AUER-WEBER-GULIZZI.

Les travaux sont en cours avec une date prévisionnelle de réception au dernier trimestre 2017.

Afin d'assurer la gestion de cet équipement, une procédure de consultation en vue de l'attribution d'un contrat de délégation de service public a été lancée le 02 novembre 2015 avec la parution d'un avis d'appel public à la concurrence.

Les candidats CASINO et LAGARDERE ont été admis à la négociation lors de la séance de la commission de délégation de service public du 16 septembre 2016.

A l'issue des négociations et de l'analyse des offres négociées, il est proposé de retenir le candidat LAGARDERE qui apparaît comme ayant présenté l'offre la plus intéressante au regard des critères du règlement de la consultation exposés dans le présent rapport.

1 Déroulement de la procédure

Pour l'attribution du contrat de délégation de service public, la Communauté du Pays d'Aix a procédé à une publicité et à un recueil de candidatures dans les conditions prévues par les dispositions des articles L.1411-1 et suivants et R.1411-2 et suivants du code général des collectivités territoriales.

Un avis d'appel public à candidatures a été envoyé à la publication le 2 novembre 2015 et a fait l'objet d'une insertion au BOAMP, au JOUE, dans la revue Sports et Stratégie et dans le journal l'Equipe.

La date limite de présentation des candidatures était fixée au 10 décembre 2015. Quatre dossiers de candidatures ont été reçus.

Lors de sa réunion du 11 décembre 2015, la commission de délégation de service public a ouvert les plis contenant les candidatures et enregistré leur contenu.

Lors de sa réunion du 18 décembre 2015, la commission de délégation de service public a dressé la liste des candidats admis a présenté une offre. Les quatre candidatures suivantes ont été déclarées recevables :

- Groupement CARMA SPORT & AREMA,
- CASINO RESTAURATION,
- GL EVENTS,
- LAGARDERE SPORTS.

La date limite de réception des offres était fixée au 31 mai 2016. A cette date trois offres ont été reçues. Elles émanaient des candidats suivants :

- Groupement CARMA SPORT & AREMA,
- CASINO RESTAURATION,
- LAGARDERE SPORTS.

Lors de sa réunion du 16 juin 2016, la commission de délégation de service public a ouvert les plis contenant les offres et enregistré leur contenu.

Lors de sa réunion du 16 septembre 2016, la commission de délégation de service public a, au vu du rapport d'analyse des offres, invité le Président ou son représentant à négocier avec les candidats suivants :

- CASINO RESTAURATION,
- LAGARDERE SPORTS.

A ce stade il n'a pas été envisagé d'engager les négociations avec le groupement CARMA SPORT & AREMA compte-tenu :

- du nombre et de l'importance des pièces manquantes,
- de l'absence de lettre d'acceptation des clauses du contrat,

- de la réserve formulée sur le Compte d'Exploitation Prévisionnel conduisant à solliciter un ajustement annuel,
- et de la modification de la candidature initiale par intégration, à un niveau très substantiel (majoritaire dans la société de projet), d'un nouvel opérateur qui ne participait pas à la candidature initiale et dont la volonté de participer effectivement n'était dans l'offre étayée par aucun écrit.

Il a en effet été considéré que ces différents éléments affectaient la conformité de l'offre aux prescriptions du dossier de consultation et ne permettaient pas de la comparer utilement aux autres offres.

Dans le cadre des négociations avec les deux candidats admis, des questions écrites leur ont été préalablement posées par courrier du 28 novembre 2016.

Par arrêté n°17/011/CM du 26 janvier 2017, Messieurs Bernard Jacquier et Gérard Bramoullé ont été désignés pour conduire les négociations avec les candidats admis, assistés à cet effet des personnes des services de la Métropole et des assistants à maîtrise d'ouvrage désignés dans ledit arrêté.

Les réunions de négociation se sont déroulées le 27 février 2017, de 10h30 à 11h45 pour le candidat CASINO et de 12h00 à 13h15 pour le candidat LAGARDERE.

A l'issue des réunions de négociations, les candidats ont été invités par courrier à répondre à des questions complémentaires afin d'améliorer leur offre.

Après analyse de ces réponses et améliorations, il est possible de formuler les conclusions suivantes sur les offres des candidats au regard des critères mentionnés dans le règlement de la consultation.

2 Rappel des critères de jugement des offres

Conformément à l'article 11 du règlement de consultation, les critères de jugement des offres étaient les suivants :

1) Qualité et cohérence du projet d'exploitation

Ce critère a pour objet d'apprécier la propension du projet du candidat à répondre aux objectifs définis à l'article 9 du projet de contrat de délégation, qui était soumis à la consultation, et selon lequel il était indiqué :

Dans un contexte de compétitivité de plus en plus marquée entre les grandes métropoles, le Pays d'Aix a pour ambition de se positionner au niveau du secteur de l'événementiel sportif et culturel avec la construction d'une ARENA qui soit un

véritable vecteur d'attractivité et de marketing territorial.

La réalisation d'une ARENA multifonctionnelle avec une salle de grande capacité d'accueil (de 3000 à 8000 places) s'inscrit dans une triple démarche de :

- *rayonnement culturel, avec un équipement de haut niveau qualitatif rayonnant à l'échelle du Grand Sud-Est par l'accueil et l'organisation de spectacles de qualité pour le plus grand nombre ;*
- *développement sportif, avec pour ambition d'accompagner au niveau européen les clubs sportifs en salle de haut niveau du Pays d'Aix et notamment le Pays d'Aix Université Club Handball, ainsi que des spectacles sportifs indoor ;*
- *dynamisme économique, avec un outil à usage pluridisciplinaire et de manifestations économiques de type congrès, salons, conventions ou expositions.*

En complément, une salle annexe de 1000 places qui pourra accueillir les entraînements des équipes professionnelle et amateur du PAUCH mais aussi les scolaires, les clubs amateurs ou les autres clubs de haut niveau du territoire.

2) Qualité et cohérence de l'exploitation technique de l'Ouvrage et des Equipements

Ce critère a pour objet d'apprécier l'aptitude des candidats à assumer les obligations mises à sa charge par le projet de Contrat en termes (i) d'entretien, de maintenance et de services, (ii) de sécurité et de gardiennage, (iii) d'élimination des déchets ainsi que (iv) de transport et de stationnement.

3) Cohérence du compte d'exploitation prévisionnel et montant des contributions publiques sollicitées de la Personne Publique

Ce critère a pour objet d'apprécier la cohérence de l'approche économique des candidats s'agissant (i) de l'estimation des produits et des charges d'exploitation et (ii) de l'utilisation des deniers publics (contributions de la Personne Publique prévues à l'article 36.2 de la Pièce n°2 du dossier de consultation [Projet de Contrat de Délégation]) et (iii) de la tarification proposée.

3 Présentation synthétique de l'analyse des offres

3.1 Sur le critère « Qualité et cohérence du projet d'exploitation »

D'une façon générale, à l'issue des négociations, les deux candidats ont répondu favorablement aux questions qui leur ont été posées et présentent une offre globalement satisfaisante sur ce critère, permettant l'ouverture d'un équipement s'inscrivant

dans une triple démarche de rayonnement culturel, développement sportif et dynamisme économique.

Lagardère développe une réelle stratégie globale innovante et moderne de programmation de l'Aréna en comparaison avec Casino : présence sur les réseaux sociaux, application smartphone arena avec possibilité de précommande (susceptible de d'optimiser les recettes et d'éviter l'attente des spectateurs), géolocalisation...

Lagardère propose ainsi des standards de salles modernes et innovantes de même type que « Accor Hôtel ARENA ». Il cible des artistes et des événements de renommées internationales. Il propose d'utiliser la puissance du groupe Lagardère pour programmer et promouvoir des artistes dans l'Aréna du Pays d'Aix et permettre sa montée en puissance : exploitation de stade, production de spectacles, gestion d'artistes, promotion de jeunes talents, production, gestion et commercialisation de droits marketing, organisation d'événements sportifs, groupe média...

Casino s'appuie pour sa part sur l'expérience de S-Pass et sur sa capacité de persuasion pour programmer des artistes dans l'Aréna. Il s'appuie pour cela également sur des acteurs locaux.

Culturellement, les deux candidats ciblent sensiblement les mêmes artistes.

Toutefois, en ce qui concerne le développement sportif, Lagardère propose une offre plus détaillée et pertinente par rapport aux objectifs de la collectivité (par exemple : Coupe Davis de tennis, match équipe de France de Handball féminin et masculin, match de championnat de France de Volley, Harlem Globe Trotters, Europe Gym Trophy, Trophée des champions Handball, Fedcup, Marie Claude Pietragala : « une nuit blanche »...) Pour ce qui est de l'accompagnement du club résident, Casino respecte les prescriptions du protocole de mise à disposition de l'Aréna au PAUC. En outre, il valorise le club dans les magasins du groupe Casino (publicité, achat de places,...).

Lagardère va au-delà du protocole, en proposant une réelle politique d'accompagnement du club dans son projet de développement, et ce, en lui proposant des outils issus de la puissance et de l'expérience de son groupe pour augmenter ses produits (visibilité médiatique, actions commerciales et marketing communes envisagées, produits « co-brandés »...).

Concernant le nombre d'événements, Casino en propose 35 de plus que Lagardère en moyenne par an.

Lagardère précise programmer un nombre raisonnable d'événements, afin de renforcer le caractère « d'exception » de sa programmation. En ce sens, il répond aux attentes de la Métropole de voir une programmation de qualité dans cet équipement.

Le projet de brasserie est développé de manière cohérente par les deux candidats. Néanmoins, pour Casino, cette activité représente un élément prépondérant de son modèle économique puisque, dans ses prévisions, le chiffre d'affaires prévisionnel de l'exploitation de la brasserie / buvettes / séminaires est équivalent à celui de l'exploitation de l'Aréna (environ 1 million d'€).

Il faut cependant noter que l'exploitation de la brasserie ne participe qu'à la marge au rayonnement culturel, au développement sportif et au dynamisme économique créés par l'Aréna.

Lagardère, pour sa part, a choisi de faire exploiter la brasserie par Sodexo moyennant le versement d'un loyer.

Ainsi, Lagardère se distingue globalement en raison :

- d'une programmation plus en accord avec les attentes de la Collectivité ;
- d'un projet d'exploitation abouti de salle connectée, permettant de renforcer l'attractivité et la singularité de l'équipement dans un contexte de compétitivité accrue entre les grandes métropoles et de répondre aux attentes des nouveaux consommateurs ;
- de l'accompagnement proposé au club.

L'offre de Lagardère présente un projet d'exploitation assurant une qualité de service, tant au niveau de la programmation (notamment en ce qui concerne les compétitions sportives), que des services offerts au public utilisant une logique interactive, qui s'accompagnent d'une stratégie de communication et de commercialisation s'appuyant sur l'envergure du groupe Lagardère. Cette offre se distingue par un projet abouti pour une ARENA/salle connectée et l'accompagnement proposé au Club résident.

Il réalise ainsi une proposition plus satisfaisante en terme de rayonnement culturel, développement sportif et dynamisme économique de l'équipement au regard des attentes de la Collectivité.

3.2 Sur le critère « Qualité et cohérence de l'exploitation technique de l'Ouvrage et des équipements »

A l'issue des négociations, l'analyse des offres fait apparaître que les deux candidats présentent des propositions satisfaisantes sur ce critère. En effet, les deux candidats confirment que l'ensemble des exigences formulées aux cahiers des charges seront respectées. Cependant, l'estimation du temps de travail concernant les prestations de maintenance proposée par CASINO semble sous-évaluée par rapport aux différentes prestations demandées. LAGARDERE se distingue du candidat CASINO par une proposition détaillée et cohérente avec les coûts annoncés, pour la maintenance et les services, ainsi que pour la gestion des parkings.

3.3 Sur le critère « Cohérence du compte d'exploitation prévisionnel et montant des contributions publiques sollicitées de la Personne Publique »

L'analyse des offres fait apparaître que les deux candidats ont amélioré leur offre financière à l'issue des négociations. Les deux candidats prévoient des recettes et des charges cohérentes au regard de leur programmation et du projet de service proposé. A noter toutefois que les recettes prévues par Casino en termes de location d'espaces apparaissent relativement prudentes.

Toutefois, et malgré l'intégration par Casino de revenus liés au naming, le candidat Lagardère présente les propositions les plus intéressantes au regard de ce critère. En effet, le produit du naming proposé par CASINO apparaît encore incertain tel qu'énoncé dans son offre. Par ailleurs, il convient de rappeler que dans le cadre des négociations, le candidat Lagardère s'est engagé à reverser à la Collectivité 80% des revenus générés par un éventuel naming (hors coûts d'activation).

Le projet de brasserie est développé de manière cohérente par les deux candidats. Néanmoins, pour Casino, cette activité représente un élément prépondérant de son modèle économique puisque, dans ses prévisions, le chiffre d'affaires prévisionnel de l'exploitation de la brasserie / buvettes / séminaires est équivalent à celui de l'exploitation de l'Aréna (environ 1 million d'€).

Il faut cependant noter que l'exploitation de la brasserie ne participe qu'à la marge au rayonnement culturel, au développement sportif et au dynamisme économique créés par l'Aréna.

En terme financier, il ressort que les flux financiers liés à la gestion de l'équipement sont les suivants:

- Versement d'une contribution pour obligation de service public : 578 571 euros en moyenne par an sur la durée du contrat pour le candidat LAGARDERE, contre 733 333 euros en moyenne par an sur la durée du contrat pour le candidat CASINO
- Versement d'une subvention d'équipement : 1 798 503 euros sur la durée du contrat pour le candidat LAGARDERE, contre 1 120 354 euros sur la durée du contrat pour le candidat CASINO
- Le coût à la charge de la collectivité (Contribution pour les obligations de service public et subventions d'équipements moins la redevance fixe et variable perçue par la Métropole) : 417 643 euros pour la société LAGARDERE en moyenne par an sur la durée du contrat, et 427 542 euros en moyenne par

an sur la durée du contrat pour le candidat CASINO.

Ainsi, au global, le coût pour la Collectivité est très proche pour les deux offres.

Toutefois, le périmètre recouvert par ce coût n'est pas le même.

En effet, pour un coût global moindre, Lagardère offre une programmation de qualité de nature à répondre aux objectifs de la Métropole en terme de rayonnement culturel, sportif et d'accompagnement du club

résident, avec une stratégie de communication et de commercialisation s'appuyant sur l'envergure du groupe et avec un projet d'équipement et de maintenance plus abouti permettant à la Collectivité de disposer d'un équipement moderne, connecté pour offrir des événements et des services multimédia interactif.

Par ailleurs, Lagardère n'inclut pas, à l'heure actuelle, de naming dans son offre. Ainsi, la possibilité de trouver un tel naming par la suite est ouverte et permettra potentiellement de réduire le coût du contrat pour la Collectivité.

A l'issue des négociations et de l'analyse des offres négociées, il est proposé de retenir le candidat LAGARDERE qui apparaît comme ayant proposé l'offre la plus intéressante au regard des critères du règlement de la consultation.

4 Présentation de l'économie générale du contrat de délégation

4.1 Durée et phases de la délégation.

Le contrat sera conclu pour une durée de 7 ans.

Pendant une première période très courte comprise entre la notification du contrat de délégation et l'ouverture au public de l'ARENA, le délégataire préparera l'ouverture et la mise en service de l'ARENA prévue pour début octobre 2017 (en réalisant son projet d'équipement).

Le délégataire assurera ensuite l'exploitation de l'ARENA conformément aux stipulations du contrat de délégation et du protocole d'accord avec le PAUCH.

4.2 Obligations en matière d'entretien et de gros entretien renouvellement.

Le délégataire aura en charge l'essentiel des obligations d'entretien, de maintenance et de gros entretien-renouvellement. Seules les obligations de gros entretien renouvellement portant sur la structure du bâtiment resteront à la charge de la Métropole.

Pour les obligations d'entretien correspondant à des hypothèses de réparations, Lagardère a accepté une gestion sous forme de provision avec reversement à la Métropole. A l'expiration du contrat, le montant de la provision qui n'aurait pas été consommé sera reversé à la Métropole.

4.3 Modalités d'exploitation.

Le délégataire assurera l'exploitation de l'ARENA à ses frais et risques conformément au projet d'exploitation qu'il a proposé et dans le respect des stipulations du contrat et, notamment, du programme d'entretien, de maintenance et de services imposé par la collectivité.

L'ARENA est mise à la disposition du club résident, le PAUCH, par le délégataire dans des conditions définies par la collectivité. La salle principale est mise à disposition en configuration « Clean ARENA » et en ordre de marche pour l'organisation des rencontres du club.

Au-delà des périodes d'utilisation par le club résident, le délégataire exploite l'ARENA avec pour objectif de répondre aux enjeux suivants :

- rayonnement culturel, avec un équipement de haut niveau qualitatif rayonnant à l'échelle du Grand Sud-Est par l'accueil et l'organisation de spectacles de qualité pour le plus grand nombre ;
- développement sportif, avec pour ambition d'accompagner au niveau européen les clubs sportifs en salle de haut niveau du Pays d'Aix et notamment le Pays d'Aix Université Club Handball, ainsi que des spectacles sportifs indoor ;
- dynamisme économique, avec un outil à usage pluridisciplinaire et de manifestations économiques de type congrès, salons, conventions ou expositions.

Il développe à cet effet une programmation sportive, culturelle et économique à la hauteur de la qualité de l'équipement.

4.4 Relations financières.

Le délégataire verse à la collectivité une redevance annuelle d'un montant de 450.000 € HT en année pleine.

En contrepartie des obligations mises à sa charge, il perçoit de la collectivité une subvention d'un montant de 525.000 € en année pleine et de 150 000 € la dernière année.

La première année représente une charge plus importante pour la collectivité compte-tenu des frais afférents à la mise en service de l'équipement et au

lancement de sa programmation. Cette subvention de première année s'élève ainsi à 750.000 €.

Par ailleurs une subvention d'équipement à hauteur de 1.798.502,84 € HT est également prévue afin de permettre la réalisation par le délégataire d'investissements liés à la mise en exploitation de l'ARENA en relation avec la typologie de programmation envisagée

4.5 Création d'une société dédiée.

Lagardère a créé pour les besoins de la délégation une société dédiée dont le capital est détenu à 100% par Lagardère Sports à la date de signature du Contrat avec possibilité de transfert à Lagardère Live Entertainment par la suite.

Cette société bénéficiera d'une garantie apportée sous forme de « cautionnement maison-mère » émis par la société Lagardère Sports & Entertainment SAS d'un montant de 350.000 €.

4.6 Contrôle.

La collectivité conserve le contrôle de la qualité du service. Un rapport annuel produit par le délégataire traitera des enjeux techniques, financiers et qualitatifs de la délégation. Ce rapport sera soumis, comme prévu par les textes, pour avis à la commission consultative des services publics locaux.

5 Proposition de délibération.

- d'approuver le projet de contrat de délégation dont l'économie générale a été précédemment rappelée ;
- d'approuver le choix de la société Lagardère Sports pour la délégation du service public de l'ARENA ;
- d'autoriser le Président ou son représentant à signer ce contrat et à accomplir les formalités nécessaires en vue de lui conférer le caractère exécutoire.

6 Pièces jointes au rapport :

- Procès-verbal de la commission de délégation de service public d'ouverture des candidatures du 11 décembre 2015
- Procès-verbal de la commission de délégation de service public d'admission des candidatures du 18 décembre 2015
- Procès-verbal de la commission de délégation de service public d'ouverture des offres du 16 juin 2016
- Procès-verbal de la commission de délégation de service public du 16 septembre 2016 dressant la liste des candidats admis à

la négociation et intégrant le rapport d'analyse des offres initiales

- Rapport d'analyse des offres après négociations
- Projet de contrat de délégation de service public (et ses annexes mises à disposition)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015_A098 du 21 mai 2015, du conseil de la Communauté du Pays d'Aix approuvant le principe de la gestion déléguée pour l'exploitation et la gestion du futur Palais des Sports / ARENA du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission consultative des services publics locaux en date du 20 mai 2015 ;
- Le procès-verbal de la commission de délégation de service public du 11 décembre 2015 ;
- Le procès-verbal de la commission de délégation de service public du 18 décembre 2015 ;
- Le procès-verbal de la commission de délégation de service public du 16 juin 2016 ;
- Le procès-verbal de la commission de délégation de service public du 16 septembre 2016 ;
- Le projet de délégation composé d'un contrat d'exploitation de l'ARENA et de ses annexes,
- Le rapport sur le choix du délégataire et sur l'économie générale du contrat de délégation.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de délégation de service public pour l'exploitation de l'ARENA du pays d'Aix.

Article 2 :

Est approuvé le choix du candidat Lagardere Sports comme titulaire de la Délégation pour l'exploitation de l'ARENA du Pays d'Aix.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention de délégation de service public ainsi que tous les documents afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 003-2105/17/CM

**■ Adhésion à l'association des Bibliothécaires de France (ABF) et paiement de la cotisation 2017 - Désignation d'un représentant
MET 17/3489/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'association des Bibliothécaires de France (ABF) a pour objet de donner aux bibliothèques un rôle essentiel dans l'accès de tous à l'information, à l'éducation, à la culture et aux loisirs, et dans la promotion de la lecture.

Pour atteindre ses objectifs, l'association propose notamment :

- de présenter un projet de promotion et de développement des bibliothèques ;
- de représenter les bibliothèques françaises auprès des institutions et organismes français, étrangers et internationaux ;
- de favoriser les échanges avec les bibliothécaires des autres pays.

Cette association est donc une ressource importante et indispensable permettant la promotion et le développement de la médiathèque intercommunale à l'échelle nationale et internationale et permettant à ses agents de participer à des journées d'étude et des congrès à des tarifs préférentiels.

La médiathèque intercommunale, située sur le Territoire Istres-Ouest Provence, est chargée de contribuer aux loisirs, à l'information, à la recherche documentaire, à l'éducation permanente et à l'activité culturelle de la population.

Elle contribue à la construction et au développement, sur le Territoire Istres-Ouest Provence, d'une politique active, dynamique et vivante en matière culturelle.

Par délibération n° 298/10 du 28 mai 2010, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) Ouest Provence, a adhéré à l'association des Bibliothécaires de France (ABF).

Le SAN Ouest Provence ayant fusionné au 1^{er} janvier 2016 au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence, il appartient désormais à la Métropole de se prononcer sur cette adhésion.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite adhérer à l'Association des Bibliothécaires de France (ABF) pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de bénéficier des actions mises en œuvre par l'association.

Le montant de la cotisation annuelle s'élève à 260 euros.

Conformément à l'article 9 des statuts de l'association, il convient de procéder à la désignation du représentant de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de l'association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 298/10 du Comité Syndical du 28 mai 2010 du Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) Ouest Provence portant adhésion à l'association des Bibliothécaires de France (ABF) ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 17 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle, d'un montant de 260 euros, pour l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association au titre de l'année 2017 ;
- Qu'il convient également de procéder à la désignation du représentant de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de cette association ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association des Bibliothécaires de France (ABF) et le paiement de 260 euros pour l'année 2017.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans l'État Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence - Chapitre 011 - Nature 6281.

Article 3 :

Est désignée pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de l'association des Bibliothécaires de France (ABF) :
- Catherine BESSON en qualité de titulaire

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 004-2106/17/CM

■ Adhésion à l'association des directrices et directeurs de bibliothèques municipales et de Groupements intercommunaux des Villes de France et paiement de la cotisation 2017 - Désignation d'un représentant
MET 17/3492/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'association des directrices et directeurs de bibliothèques municipales et de Groupements intercommunaux des Villes de France (ADBGV) est une association spécialisée, regroupant des bibliothèques confrontées aux mêmes problèmes et cherchant ensemble des solutions. Elle ne cherche pas à refaire ce que font déjà les partenaires

institutionnels, associatifs ou privés mais veille au contraire à coopérer avec eux.

Pour atteindre ses objectifs, l'association propose notamment :

- d'échanger, de capitaliser et de diffuser des informations, des expériences et du savoir-faire ;
- de réaliser des études et des enquêtes ;
- de réaliser ou de référencer des outils répondant à des besoins communs ;
- de concevoir la prospective sur l'évolution des missions ;
- de représenter les directeurs des bibliothèques municipales et intercommunales des grandes villes de France auprès de tout partenaire institutionnel, public ou privé.

Cette association est donc une ressource importante et indispensable permettant l'échange d'expériences et de savoir-faire avec d'autres bibliothèques de grandes villes de France.

La médiathèque intercommunale, située sur le Territoire Istres-Ouest Provence, est chargée de contribuer aux loisirs, à l'information, à la recherche documentaire, à l'éducation permanente et à l'activité culturelle de la population.

Elle contribue à la construction et au développement, sur le Territoire Istres-Ouest Provence, d'une politique active, dynamique et vivante en matière culturelle.

Par délibération n° 666/08 du 28 septembre 2008, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) Ouest Provence, a adhéré à l'association ADBGV.

Le SAN Ouest Provence ayant fusionné au 1^{er} janvier 2016 au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence, il appartient désormais à la Métropole de se prononcer sur cette adhésion.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite adhérer à l'association ADBGV pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de bénéficier des actions mises en œuvre par l'association.

Le montant de la cotisation annuelle s'élève à 20 euros.

Conformément aux articles 5 et 8 des statuts de l'association, il convient également de procéder à la désignation du représentant de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de l'association, à savoir un agent en charge de la direction, ou de la direction adjointe, d'une bibliothèque ou d'un réseau de bibliothèques.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 666/08 du Comité syndical du 28 septembre 2008 du Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) Ouest Provence portant adhésion à l'association ADBGV ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 17 mai 2017 ;

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle, d'un montant de 20 euros, pour l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association au titre de l'année 2017 ;
- Qu'il convient également de procéder à la désignation du représentant de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de cette association ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association des directrices et directeurs de bibliothèques municipales et de Groupements intercommunaux des Villes de France (ADBGV), et le paiement de 20 euros pour l'année 2017.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans l'État Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence - Chapitre 011 - Nature 6281.

Article 3 :

Est désignée pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de l'association des Directrices et directeurs de Bibliothèques municipales et de Groupements intercommunaux des Villes de France (ADBGV) :

- Mme Catherine BESSON en qualité de titulaire

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 005-2107/17/CM

■ Adhésion à l'association Collectif de bibliothécaires et intervenants en action culturelle (COBIAC) et paiement de la cotisation 2017 - Désignation d'un représentant MET 17/3496/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'association Collectif de bibliothécaires et intervenants en action culturelle (COBIAC) a pour objet de développer et coordonner l'animation autour de la lecture publique et dans les faits, son objectif est la coopération régionale, nationale et internationale pour le développement de la lecture et des bibliothèques.

Pour atteindre ses objectifs, l'association propose notamment :

- de contribuer à la création de bibliothèques ;
- de participer à l'enrichissement des collections par l'achat et le don de livres dans le respect de la Charte du don de livres ;
- de permettre la formation de bibliothécaires in situ et/ou en région PACA ;
- et d'organiser des manifestations culturelles.

Cette association est donc une ressource importante et indispensable permettant de renforcer les compétences locales tout en favorisant le dialogue et la transmission des savoir-faire. Pour chacune des actions, le COBIAC privilégie la construction de partenariats de long terme. Il s'agit dans le cadre de la coopération internationale de croiser les expertises, les expériences, de mutualiser les ressources pour un engagement réciproque et un développement durable de la culture.

La médiathèque intercommunale, située sur le Territoire Istres-Ouest Provence, est chargée de contribuer aux loisirs, à l'information, à la recherche documentaire, à l'éducation permanente et à l'activité culturelle de la population.

Elle contribue à la construction et au développement, sur le Territoire Istres-Ouest Provence, d'une politique active, dynamique et vivante en matière culturelle.

Par délibération n° 293/10 du 28 mai 2010, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) Ouest Provence, a adhéré à l'association COBIAC.

Le SAN Ouest Provence ayant fusionné au 1^{er} janvier 2016 au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence, il appartient désormais à la Métropole de se prononcer sur cette adhésion.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite adhérer à l'association COBIAC pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de bénéficier des actions mises en œuvre par l'association.

Le montant de la cotisation annuelle, pour les collectivités de plus de 25 000 habitants, s'élève à 150 euros.

Conformément à l'article 7 des statuts de l'association, il convient également de procéder à la désignation du représentant de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de l'association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 293/10 du Comité syndical du 28 mai 2010 du Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) Ouest Provence portant adhésion à l'association COBIAC ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 17 mai 2017 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle, d'un montant de 150 euros, pour l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association au titre de l'année 2017 ;
- Qu'il convient également de procéder à la désignation du représentant de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de cette association ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Collectif de bibliothécaires et intervenants en action culturelle (COBIAC) et le paiement de 150 euros pour l'année 2017.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans l'État Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence - Chapitre 011 - Nature 6281.

Article 3 :

Est désignée pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de l'association Collectif de bibliothécaires et intervenants en action culturelle (COBIAC) :

- Mme Laurence BLAIN en qualité de titulaire

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 006-2108/17/CM

■ Adhésion à l'association Centre Ressources Illettrisme de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et paiement de la cotisation 2017 - Désignation d'un représentant MET 17/3497/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'association Centre Ressources Illettrisme de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (CRI – Région PACA) a pour objet de contribuer à la lutte contre l'illettrisme de par, entre autres, la mise à disposition de ressources documentaires et pédagogiques : veille pédagogique.

Pour atteindre ses objectifs, l'association propose notamment :

- de répondre aux besoins d'information du public : mise en place d'un numéro vert « Illettrisme Info

Service », d'un répertoire des actions régionales, une liste de diffusion, l'accès à un Centre de Documentation sis à Marseille dont le fonds est également consultable en ligne ;

- de répondre aux besoins de professionnalisation des acteurs intervenant dans le champ de l'accès aux savoirs de base ou de la langue française (les partenaires institutionnels, les formateurs, les travailleurs sociaux, les acteurs culturels et les acteurs économiques) en organisant des journées d'informations pédagogiques, des journées de communication, des groupes de travail thématique et en mettant à leur disposition des malles pédagogiques dans les départements ;

- de répondre aux besoins d'ingénierie des acteurs en fournissant des études et diverses publications.

Cette association est donc une ressource importante et indispensable permettant à la médiathèque intercommunale de soutenir la lutte contre l'illettrisme.

La médiathèque intercommunale, située sur le Territoire Istres-Ouest Provence, est chargée de contribuer aux loisirs, à l'information, à la recherche documentaire, à l'éducation permanente et à l'activité culturelle de la population.

Elle contribue à la construction et au développement, sur le Territoire Istres-Ouest Provence, d'une politique active, dynamique et vivante en matière culturelle.

Par délibération n° 292/10 du 28 mai 2010, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) Ouest Provence, a adhéré à l'association Centre Ressources Illettrisme de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (CRI – Région PACA).

Le SAN Ouest Provence ayant fusionné au 1^{er} janvier 2016 au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence, il appartient désormais à la Métropole de se prononcer sur cette adhésion.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite adhérer à l'association CRI – Région PACA pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de bénéficier des actions mises en œuvre par l'association.

Le montant de la cotisation annuelle s'élève à 50 euros.

Conformément à l'article 11 des statuts de l'association, il convient de procéder à la désignation du représentant de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de l'association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 032-1312/16/CM du 15 décembre 2016 portant approbation du Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence - adoption du budget primitif 2017 et des États Spéciaux de Territoire ;
- La délibération n° 292/10 du Comité syndical du 28 mai 2010 du Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) Ouest Provence portant adhésion à l'association Centre Ressources Illettrisme (CRI) ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 17 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle, d'un montant de 50 euros, pour l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association au titre de l'année 2017 ;
- Qu'il convient également de procéder à la désignation du représentant de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de cette association ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Centre Ressources Illettrisme de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (CRI – Région PACA) et le paiement de la cotisation de 50 euros pour l'année 2017.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans l'État Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence - Chapitre 011 - Nature 6281.

Article 3 :

Est désignée pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de l'association Centre Ressources Illettrisme de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (CRI – Région PACA) :
- Mme Elodie LA ORDEN en qualité de titulaire

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 007-2109/17/CM

■ Adhésion à l'association des Professionnels de l'Information et de la Documentation (ADBS) et paiement de la cotisation 2017 - Désignation MET 17/3502/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'association des Professionnels de l'Information et de la Documentation (ADBS) a pour objet de contribuer à la promotion de la documentation et de favoriser l'exercice de la profession de documentaliste et de bibliothécaire.

Pour atteindre ses objectifs, l'association propose notamment :

- d'organiser des formations continues à des tarifs préférentiels : stage de découverte à l'expertise ;
- d'organiser une journée annuelle de l'ADBS laquelle est un rendez-vous incontournable pour les membres ;
- d'organiser des journées d'étude et des ateliers gratuitement : événements filmés sur les pratiques et tendances professionnelles ;
- d'offrir un accès à un observatoire et référentiel métiers : outil de représentation des métiers et identification des compétences ;
- de publier la revue I2D – Informations, Données et Documents à des tarifs préférentiels : sujets d'actualité et sur les pratiques, méthodes et outils ;
- de publier des ouvrages à des tarifs préférentiels : publications de réflexion, manuels, guides pratiques, référentiels, outils de travail ;
- offrir un accès à l'espace emploi gratuitement ou à des tarifs préférentiels : offre de services sur l'emploi, les métiers et les compétences (annonces, prestations, banque de CV, etc.).

Cette association est donc une ressource importante et indispensable permettant aux agents de la médiathèque intercommunale de bénéficier de services pour parfaire leur parcours professionnel par des formations, des journées d'études, des ateliers et

des publications d'ouvrages et de revues à des tarifs préférentiels.

La médiathèque intercommunale, située sur le Territoire Istres-Ouest Provence, est chargée de contribuer aux loisirs, à l'information, à la recherche documentaire, à l'éducation permanente et à l'activité culturelle de la population.

Elle contribue à la construction et au développement, sur le Territoire Istres-Ouest Provence, d'une politique active, dynamique et vivante en matière culturelle.

Par délibération n° 296/10 du 28 mai 2010, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) Ouest Provence, a adhéré à l'association des Professionnels de l'Information et de la Documentation (ADBS).

Le SAN Ouest Provence ayant fusionné au 1^{er} janvier 2016 au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence, il appartient désormais à la Métropole de se prononcer sur cette adhésion.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite adhérer à l'association des Professionnels de l'Information et de la Documentation (ADBS) pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de bénéficier des actions mises en œuvre par l'association.

Le montant de la cotisation annuelle s'élève à 264 euros pour un bénéficiaire.

Conformément à l'article 3 des statuts de l'association, il convient de procéder à la désignation du représentant de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de l'association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 296/10 du Comité syndical du 28 mai 2010 du Syndicat d'Agglomération

Nouvelle (SAN) Ouest Provence portant adhésion à l'association des Professionnels de l'Information et de la Documentation (ADBS) ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 17 mai 2017 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle, d'un montant de 264 euros, pour l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association au titre de l'année 2017 ;
- Qu'il convient également de procéder à la désignation du représentant de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de cette association ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association des Professionnels de l'Information et de la Documentation (ADBS) et le paiement de 264 euros pour l'année 2017.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans l'État Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence - Chapitre 011 - Nature 6281.

Article 3 :

Est désigné pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de l'association des Professionnels de l'Information et de la Documentation (ADBS) :

- M. Jérôme POUCHOL

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 008-2110/17/CM

**■ Adhésion à l'association Images en Bibliothèque (IB) et paiement de la cotisation 2017
- Désignation d'un représentant
MET 17/3498/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'association Images en Bibliothèques (IB) a pour objet de mettre en place des actions de coopération nationale pour la mise en valeur des collections audiovisuelles dans les bibliothèques.

Pour atteindre ses objectifs, l'association propose notamment :

- d'accompagner les pratiques des bibliothécaires pour la diffusion de films et la médiation auprès des publics ;
- d'encourager la réflexion sur l'évolution du métier ;
- de favoriser les échanges interprofessionnels ;
- de faciliter la mutualisation des expériences ;
- de représenter le réseau auprès des partenaires.

Cette association est donc une ressource importante et indispensable permettant la mise en valeur des ressources audiovisuelles de la médiathèque intercommunale.

La médiathèque intercommunale, située sur le Territoire Istres-Ouest Provence, est chargée de contribuer aux loisirs, à l'information, à la recherche documentaire, à l'éducation permanente et à l'activité culturelle de la population.

Elle contribue à la construction et au développement, sur le Territoire Istres-Ouest Provence, d'une politique active, dynamique et vivante en matière culturelle.

Par délibération n° 51/08 du 18 janvier 2008, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) Ouest Provence, a adhéré à l'association Images en Bibliothèque (IB).

Le SAN Ouest Provence ayant fusionné au 1^{er} janvier 2016 au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence, il appartient désormais à la Métropole de se prononcer sur cette adhésion.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite adhérer à l'association Images en Bibliothèque (IB) pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de bénéficier des actions mises en œuvre par l'association.

Le montant de la cotisation annuelle s'élève à 480 euros.

Conformément à l'article 14 des statuts de l'association, il convient de procéder à la désignation du représentant de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de l'association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 032-1312/16/CM du 15 décembre 2016 portant approbation du Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence - adoption du budget primitif 2017 et des États Spéciaux de Territoire ;
- La délibération n° 51/08 du Bureau Syndical du 18 janvier 2008 du Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) Ouest Provence portant adhésion à l'association Images en Bibliothèque (IB) ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 17 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle, d'un montant de 480 euros, pour l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association au titre de l'année 2017 ;
- Qu'il convient également de procéder à la désignation du représentant de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de cette association ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Images en Bibliothèque (IB) et le paiement de la cotisation pour l'année 2017.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans l'État Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence - Chapitre 011 - Nature 6281.

Article 3 :

Est désignée pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de l'association Images en Bibliothèque (IB) :
- Mme Sophie GUESDON en qualité de titulaire

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 009-2111/17/CM

■ Approbation de la grille tarifaire des sorties à la journée période 2017/2018 de l'Université du Temps Libre sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile MET 17/3511/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'Université du Temps Libre (UTL) créée en 1995 par la ville d'Aubagne a intégré ses activités aux compétences du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en juillet 2012.

L'UTL met à la disposition des adhérents un dispositif leur permettant d'acquérir des compétences, de s'initier à de nouvelles disciplines ou de renforcer des connaissances pour le plaisir d'apprendre. Ouverte à tous sans critère d'âge, l'UTL propose tout au long de l'année un catalogue de plus de 27 activités (ateliers, séminaires, sorties, stages) et un cycle de 70 conférences de septembre à juin. Son offre de formation est toujours renouvelée parmi des activités intellectuelles, artistiques et physiques variées. L'UTL est un lieu d'échanges, de rencontres et de partage dans un esprit d'ouverture et de convivialité.

L'UTL du Pays d'Aubagne et de l'Etoile connaît un succès grandissant avec un record d'inscriptions de 960 adhérents à la rentrée 2016/2017, soit 1 % de la population du Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile. (Répartition : 65 % Pays d'Aubagne et de l'Etoile et 35 % hors Territoire & villes partenaires).

Il est nécessaire de délibérer, chaque année, les tarifs des sorties à la journée de l'Université du Temps Libre et de fixer les barèmes pour la période 2017/2018.

Plus de 650 adhérents sont inscrits dans les quates thématiques de sorties proposées à l'UTL : Archéologie/Patrimoine, Culture & découvertes, Sciences naturelles et Randonnées. Ce sont 11 à 13 cars de 25 à 50 personnes qui partent en sorties chaque mois.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole au Conseil de Territoire ;
- L'avis émis par le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 15 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de délibérer, chaque année, les tarifs des sorties de l'Université du Temps Libre ; seuls les tarifs sur une base de 31 à 50 participants par bus n'ayant pas été augmentés depuis 2012/2013 nécessitent une indexation liée à l'augmentation des transports, les autres tarifs restent inchangés.

Délibère

Article unique :

Est approuvée la grille tarifaire relative aux sorties à la journée, pour la période 2017/ 2018, comme suit :

Transports (dans un rayon de kms) Sur une base de 31 à 50 participants par bus	
Jusqu'à 50 kms	12 euros
De 50 à 150 kms	15 euros
De 150 à 250 kms	17 euros
De 250 à 400 kms	20 euros
Transports (dans un rayon de kms) Sur une base de 25 à 30 participants par bus	
Jusqu'à 50 kms	18 euros
De 50 à 150 kms	21 euros
De 150 à 250 kms	24 euros
De 250 à 400 kms	27 euros
<i>Dans le cadre de sorties avec découverte de musées, sites, parcs nationaux, fondations etc..., les tarifs suivants viendront s'ajouter aux tarifs transports.</i>	
1 ^{er} tarif	3 euros
2 ^{ème} tarif	5 euros
3 ^{ème} tarif	7 euros
4 ^{ème} tarif	10 euros
5 ^{ème} tarif	12 euros
6 ^{ème} tarif	15 euros
7 ^{ème} tarif	18 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 010-2112/17/CM

■ Approbation de la grille tarifaire des inscriptions et activités pour la rentrée 2017/2018 de l'Université du Temps Libre sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile MET 17/3510/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'Université du Temps Libre (UTL) créée en 1995 par la ville d'Aubagne a intégré ses activités aux compétences du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en juillet 2012.

L'UTL met à la disposition des adhérents un dispositif leur permettant d'acquérir des compétences, de Pour procéder aux inscriptions de la rentrée 2017/2018 au mois de juillet des « anciens » adhérents puis en septembre des « nouveaux », il est

s'initier à de nouvelles disciplines ou de renforcer des connaissances pour le plaisir d'apprendre. Ouverte à tous sans critère d'âge, l'UTL propose tout au long de l'année un catalogue de plus de 27 activités (ateliers, séminaires, sorties, stages) et un cycle de 70 conférences de septembre à juin. Son offre de formation est toujours renouvelée parmi des activités intellectuelles, artistiques et physiques variées. L'UTL est un lieu d'échanges, de rencontres et de partage dans un esprit d'ouverture et de convivialité.

L'UTL du Pays d'Aubagne et de l'Etoile connaît un succès grandissant avec un record d'inscriptions de 960 adhérents à la rentrée 2016 /2017, soit 1 % de la population du Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile. (Répartition : 65 % Pays d'Aubagne et de l'Etoile et 35 % hors Territoire & villes partenaires).

nécessaire de délibérer sur les tarifs des inscriptions et activités de l'UTL.

Afin d'étendre son rayonnement autour du Territoire, l'UTL propose à nouveau à la rentrée 2017 / 2018 aux communes limitrophes hors Pays d'Aubagne et de l'Etoile de devenir «Partenaire» et de faire bénéficier leurs habitants du tarif préférentiel de l'UTL.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole au Conseil de territoire ;

- L'avis émis par le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 15 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les tarifs proposés dans le cadre des inscriptions à ces différentes activités sont fixés annuellement ;
- Que les tarifs restent identiques à ceux de l'année 2016/2017.

Délibère

Article unique :

Est approuvée la grille tarifaire relative inscriptions de la rentrée 2017 / 2018 qui interviendront dès le mois de juillet pour les anciens adhérents et en septembre pour les nouveaux adhérents.

1 - ADHESION ANNUELLE

Tarif « Pays d'Aubagne et de l'Etoile » pour les personnes habitant le territoire et les villes Partenaires de l'UTL	
Cotisation donnant droit à deux activités au choix dans la limite des places disponibles et l'accès à toutes les conférences	190 Euros
Tarif « Hors Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile » pour les personnes habitant les autres communes	
Cotisation donnant droit à deux activités au choix dans la limite des places disponibles et l'accès à toutes les conférences	230 Euros
Possibilité de s'inscrire à des activités supplémentaires « atelier, séminaire, sortie et stage » dans la limite des places disponibles	
Par atelier, séminaire supplémentaire	42 Euros
Par thématique de sortie supplémentaire (archéologie/patrimoine, culture et découvertes, sciences naturelles & randonnées)	42 Euros
Par stage supplémentaire	32 Euros

2- CONFERENCES

Pour les personnes non adhérentes et désirant assister aux conférences

Chéquier conférences	18 Euros les 5 tickets
Ticket à l'unité	4 Euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.